

Membre de l'université Paris Lumières

Adèle Schar

Réconcilier Belfast

*Politiques urbaines post-confliktuelles et
urbanité en Irlande du Nord*

Thèse présentée et soutenue publiquement le 05/12/2017
en vue de l'obtention du doctorat Aménagement et urbanisme
de l'Université Paris Nanterre

sous la direction de M. Olivier Ratouis (Université Paris Nanterre)
et de M. Bernard Calas (Université Bordeaux Montaigne)

Jury :

Rapporteur :	Mme Emmanuèle Cunningham-Sabot	Professeur des Universités, Urbanisme, École Normale Supérieure de Paris
Rapporteur :	M. Christian Montès	Professeur des Universités, Géographie, Université Lumière Lyon 2
Directeur :	M. Olivier Ratouis	Professeur des Universités, Urbanisme, Université Paris Nanterre
Co-directeur :	M. Bernard Calas	Professeur des Universités, Géographie, Université Bordeaux Montaigne
Examineur :	Mme Florine Ballif	Maître de Conférences, Urbanisme, Institut d'Urbanisme de Paris

« (...) (la forme d'une ville
Change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel) ; »

Charles Baudelaire, « Le Cygne », *Les Fleurs du Mal*

Remerciements

Je souhaite exprimer ma gratitude aux personnes qui ont contribué à l'aboutissement de cette recherche, de près ou de loin, d'une manière ou d'une autre, en France ou ailleurs.

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement mes deux directeurs de recherche. Olivier Ratouis, pour ses qualités scientifiques, ses remarques et ses critiques avisées qui m'ont permis de progresser ; pour ses encouragements et plus généralement l'encadrement de mon travail. Bernard Calas, pour son soutien constant depuis mon Master 1, au fil de mes terrains successifs – du Sud de l'Inde à l'Irlande du Nord, en passant par la République d'Irlande ; pour ses conseils, sa franchise appréciable en recherche comme au quotidien, ses réponses concrètes à mes préoccupations de tout ordre.

Merci également aux membres du jury qui ont accepté de porter sur mon travail un regard critique afin de me soumettre leurs remarques.

Je souhaite ensuite remercier à Belfast les enseignants-chercheurs de la Queen's University, qui m'ont apporté des compléments d'informations précieux dans le cadre de mon travail ; en particulier Frank Gaffikin, Brendan Murtagh et Dominic Bryan, pour leur enthousiasme ; Nuala Johnson, pour son aide administrative au début de ma thèse. Mes remerciements vont également à Niamh Moore, de l'University College de Dublin pour sa prévenance lors de la IGU Urban Commission.

Cette recherche doit finalement beaucoup aux nombreux acteurs de la ville interrogés. Je les remercie sincèrement d'avoir pris le temps de me rencontrer. Merci tout particulièrement à Alistair Megahey du *Department for Social Development* pour sa balade urbaine dans Belfast, fort instructive. Je remercie plus généralement les habitants, et toutes les personnes qui font vivre Belfast et l'Irlande du Nord.

Mes remerciements vont également aux membres des deux laboratoires qui m'ont accueillie durant mon doctorat : ADESS (UMR CNRS 5185) – devenu PASSAGES (UMR CNRS 5319) – que j'ai intégré lors de mon inscription en doctorat ; puis Mosaïques/LAVUE (UMR CNRS 7218), que j'ai rejoint en fin de thèse. Je remercie particulièrement les cartographes et infographistes qui m'ont apporté leur aide – Olivier Pissoat, entre autres ; ainsi que mes

camarades doctorants/docteurs : Mylène Rivière, Frédérique Célérier, Myriam Casamayor, Jean Grosbellet, Hassane Mahamat Hemchi...

En parallèle du temps de la thèse, il y eut celui de l'enseignement au sein de l'équipe du Département de Géographie de l'Université Bordeaux Montaigne. Un merci particulier à Lucie Drevet-Démètre pour son aide et sa bienveillance, et avec qui j'ai pris plaisir à enseigner, notamment durant mon année en tant qu'ATER.

Enfin, ces remerciements ne pourraient être complets sans mentionner les soutiens personnels dont j'ai bénéficié. Ils m'ont apporté des points de vue, des conseils, des relectures, des encouragements, de l'optimisme... comme simplement des moments de vie en dehors de la thèse : merci à mes amis et mes proches.

Avant-propos

Lors de la rédaction de cette thèse, j'ai dû faire des choix rédactionnels qui sont ici présentés.

- **Pronom personnel :**

Le premier point concerne l'utilisation de la première personne du singulier dans le texte. Il est assumé. D'une part pour éviter un style d'écriture alourdi par l'utilisation d'un « nous » de modestie qui ne dissimule pas le fait que c'est l'auteur qui s'exprime ; d'autre part, pour limiter l'accumulation de tournures de phrase impersonnelles qui éludent ce même auteur. Il ne faut à mon sens pas voir l'utilisation préférée du « je » comme liée à un quelconque jugement de valeur ou à une pensée subjective, mais plutôt comme une honnêteté scientifique. Le « je » devient donc presque plus lucide qu'un « nous » faussement garant d'un impératif d'objectivité. Au-delà de la forme, ce débat touche à la prétendue neutralité du chercheur qui est somme toute relative, bien qu'évidemment recherchée, dans un travail en sciences sociales.

Preuve que ces questionnements sont prégnants en sciences sociales, il existe une importante réflexion sur l'utilisation du « je » dans l'écriture scientifique, portée notamment par des sociologues dans le cadre de travaux ethnographiques¹.

- **Langue anglaise :**

Le deuxième choix rédactionnel tient au recours et au maintien de la langue anglaise dans le corps du texte. Sachant que l'anglais fut l'unique langue utilisée sur le terrain de recherche et qu'une grande majorité de la bibliographie contient des sources en langue anglaise, je considère qu'il est préférable de garder les citations ou les expressions extraites d'entretiens comme de travaux scientifiques dans la langue d'origine. Le remplacement que j'aurais pu en faire par une traduction française – forcément imparfaite comparée à ce que

¹ Entre autres : Olivier de Sardan (2000) ; Feldman (2002) ; Le Méner (2003) ; Ferréol (2014) ; De Singly (2015).

pourrait proposer un professionnel de la linguistique et de la langue anglaise – leur ferait perdre une partie de leur sens. De plus, j’ai pu être confrontée à des termes disciplinaires qui n’ont pas, selon moi, de traduction scientifique pleinement adéquate en français². Enfin, une juxtaposition anglais/français avec par exemple une traduction en note de bas de pages aurait grandement alourdi le texte.

- **Mise en italique :**

Directement lié au précédent, le troisième choix consiste dans un souci de lisibilité, à recourir à la mise en italique uniquement dans le cas de citations ou de vocabulaire spécifique en anglais, ainsi que pour les noms d’organismes ou d’institutions. *A contrario*, retranscrire en italique toutes les localités géographiques – telles East Belfast, West Belfast... – que j’emprunte directement à la langue anglaise et qui sont omniprésentes dans le texte apparaissait superflu.

- **Bibliographie :**

Un autre point important relève de la présentation des références bibliographiques. Pour ne pas surcharger les notes de bas de page, que je perçois principalement comme un moyen d’apporter un complément d’informations et des précisions au propos principal, les références mentionnées dans le corps du texte suivent le système de renvoi « Nom de l’auteur, date » – assorti du numéro de page ou à défaut de l’indication « n.p. » (« non paginé ») quand une citation est proposée. La seule exception à cette règle concerne les articles de presse numérique et les autres types de données récoltées en ligne pour lesquels le lien internet a été précisé directement en note de bas de page.

La bibliographie a en outre été organisée selon de la nature des sources. Ce qui concerne les articles et les travaux scientifiques est organisé en respectant l’ordre alphabétique. Les documents officiels et les références qui s’apparentent à de la littérature grise sont regroupés par organisme quand ils étaient en nombre conséquent et quand cela a pu être possible. Ces choix, préférés à un classement thématique, doivent permettre au

² Par exemple, « *public realm* » ; ou bien le terme français « acteurs », l’anglais utilisant suivant les auteurs les vocables « *stakeholders* », « *agents* », « *actors* »...

lecteur de retrouver facilement les sources à la fin du manuscrit. En effet, un classement bibliographique, du général au particulier en passant par la méthodologie, le terrain, les grands thèmes abordés dans la thèse... entraîne d'une part une possible réduction de l'apport de certaines sources, restreintes à telle ou telle catégorie ; d'autre part compromettent la lisibilité globale pour le lecteur.

Les entretiens formels sont quant à eux regroupés en annexe³, et les acteurs interrogés ont été classés en fonction des organismes, ce qui m'a semblé le plus pertinent.

- **Remobilisation d'articles personnels :**

Enfin, certains passages de cette thèse peuvent parfois correspondre en partie à des reprises, modifiées ou non, de mes travaux personnels – notamment des articles scientifiques – qui ont été publiés. Ils sont tous référencés en bibliographie.

³ Voir annexe 2.

Sommaire

Remerciements	3
Avant-propos.....	5
Sommaire	8
Introduction générale.....	9
Préambule : Les différents espaces de belfast	40
Première partie : Administrer le passé, préparer l’avenir.....	51
CHAPITRE 1 : Belfast, ville post-industrielle	52
CHAPITRE 2 : Belfast, ville (nord-)irlandaise.....	76
CHAPITRE 3 : Ouvrir un espace de parole pour encourager la résilience du système urbain	117
Conclusion de la première partie	140
Deuxième partie : Belfast, une ville de projets	141
CHAPITRE 4 : Les projets de revitalisation des années 1980.....	143
CHAPITRE 5 : Pour attirer, la ville post-confliktuelle doit être neutre	163
CHAPITRE 6 : Quelle(s) politique(s) dans les quartiers résidentiels ?	190
Conclusion de la deuxième partie	215
Troisième partie : Le(s) urbanité(s) de Belfast	217
CHAPITRE 7 : Existe-t-il urbanité partagée ?	218
CHAPITRE 8 : Le conflit communautaire relégué en périphérie.....	256
CHAPITRE 9 : La marchandisation et la crise de gestion de la ville	288
Conclusion de la troisième partie.....	317
Conclusion générale	319
Bibliographie.....	333
Annexes	385
Liste des abréviations	420
Table des illustrations.....	423
Table des matières	426

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Cette recherche s'achève près de vingt ans après la signature des accords de paix qui ont officiellement mis fin à la guerre civile en 1998 : elle a marqué pendant près de trente ans l'Irlande du Nord. Aujourd'hui, pour quiconque arpente les rues du centre-ville de Belfast, la capitale, ce passé est indétectable dans le paysage urbain. Ce sentiment est confirmé par une simple recherche du terme « Belfast » sur n'importe quel moteur de recherche : les premiers sites internet proposés sont en lien avec le tourisme, tandis que la banque d'images propose par défaut des photographies des bâtiments emblématiques de la ville. Ce constat conduirait presque à oublier⁴ que Belfast a été pendant longtemps dans l'imaginaire collectif une ville polarisée et surtout le théâtre – au sens spatial – de l'expression urbaine des violences de l'un des conflits armés les plus meurtriers sur le sol européen à la fin du XX^e siècle : les *Troubles*⁵ ont fait entre 1969 et 1998 plus de 3 500 morts – dont près de 1 500 à Belfast (Murray, 2006).

Les observations faites sur le terrain ont grandement contribué à développer mon interrogation théorique initiale et à alimenter le projet de cette recherche : Belfast demeure, encore aujourd'hui, une ville très divisée. Bien sûr, le processus de paix⁶ est amorcé depuis 1998, bien que des instabilités persistent⁷. Néanmoins, il suffit de sortir du centre-ville pour se rendre compte qu'une partie des quartiers résidentiels péricentraux sont encore mono-confessionnels, parfois séparés par des « murs de paix », les *peacelines*⁸, frontières physiques de plusieurs mètres de haut construites en briques et en tôle. À cela s'ajoutent les

⁴ Cela ne rejoindrait-il pas le constat suivant : « de même que l'image médiatise le rapport de l'homme au Monde, de même elle constitue le principe de conjonction dynamique du champ politique et du champ spatial » (Lussault, 1998, p. 46-47) ?

⁵ Ce terme anglais peut se traduire par « ennuis », « difficultés », « problèmes ». Il s'agit clairement d'un euphémisme. La version francisée est fréquemment utilisée : on parle de la période des « Troubles » en Irlande du Nord.

⁶ Pour parler de l'Irlande du Nord, on utilise généralement l'expression *peace process*. Elle est révélatrice : la paix n'est pas immuable, elle s'installe progressivement.

⁷ Il n'est pas possible de toutes les répertorier, tant elles sont fréquentes et de différentes natures – des manifestations communautaires qui dégénèrent en passant par des actions paramilitaires ou des alertes à la bombe. Des exemples spécifiques seront détaillés dans le cœur de la recherche.

⁸ Tout comme les *Troubles*, il me semble pertinent d'affirmer que cette expression est elle aussi un euphémisme.

innombrables *murals*, des peintures représentant des paramilitaires armés ou des scènes de guerre et d'oppression. Elles attestent que Belfast affiche encore les marqueurs paysagers de son passé conflictuel⁹. Le conflit est ainsi territorialisé : B. Calas rappelle que « tout conflit résulte d'une dérégulation des relations politiques, sociales et spatiales et de ce fait procède d'une territorialisation, voire d'une fragmentation territoriale. Celle-ci est donc symptomatique d'un conflit ou d'une latence conflictuelle. » (Calas, 2011, p. 301).

Travailler sur Belfast implique donc une réflexion sur les villes « en guerre », « conflictuelles » – et bien sûr, sur les enjeux de la ville « post-conflictuelle ». Si les termes sont forts, il n'en reste pas moins que les exemples de villes coupées, divisées, polarisées... se rencontrent dans le monde : Jérusalem, Beyrouth, Chypre, Berlin, Mostar, Nicosie, Sarajevo, Bilbao... Si ces terrains ont donné lieu à de nombreuses analyses¹⁰, certains travaux d'urbanistes dressent le parallèle entre la capitale nord-irlandaise et une ou plusieurs des villes sus-citées¹¹, preuve que la comparaison est cohérente. C'est également une thématique centrale en géographie¹². Effectivement, il faut certainement du temps pour « réparer » les stigmates d'une guerre civile, pour réconcilier les populations – surtout lorsqu'il s'agit d'habitants d'une même ville – et dépasser les divisions sociales comme spatiales, entre les individus et dans leur rapport – individuel, collectif et commun – à l'espace urbain. Dans ce contexte, l'étude et l'analyse des actions urbanistiques en cours dans la capitale nord-irlandaise sont donc du plus grand intérêt, puisque, comme le souligne à propos de Beyrouth le géographe É. Verdeil, « La reconstruction constitue un laboratoire idéal pour approcher la genèse de l'urbanisme » (Verdeil, 2001, p. 65)¹³. De plus, les espaces urbains fractionnés sont autant de systèmes d'alerte pour l'ensemble des villes où les rivalités intercommunautaires atteignent au fonctionnement urbain « normal » (Calame et Charlesworth, 2009).

⁹ Ces deux éléments sont les plus visibles et ne sont que deux exemples d'artefacts de la ville divisée : un œil aguerri peut en distinguer bien d'autres, moins évidents mais tout aussi importants. Je présenterai cela dans le corps de ma recherche.

¹⁰ De nombreuses références sont en bibliographie.

¹¹ Voir notamment Bollens (2000) ; Calame et Charlesworth (2009).

¹² En témoigne par exemple la plateforme en ligne alimentée par B. Tratnjek : <http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.fr>

¹³ Pour une analyse encore plus compétente, voir la thèse de l'auteur : Verdeil (2002).

1. Préalables théoriques de recherche

1.1. Espace public et urbanité

Interroger la fonction de l'espace dans une ville conflictuelle et surtout son rôle dans le processus de pacification amène à questionner la traduction sociale et spatiale de ces dynamiques en termes de politiques urbaines et du lien avec l'urbanité.

L'urbanité constitue effectivement une dimension qui permet de considérer et d'examiner les espaces urbains pour répondre aux questionnements de cette recherche. L'urbanité désigne dans son sens courant, les pratiques, les modes de pensées associées à la vie urbaine. L'étymologie latine *urbanitas* se traduit par la « qualité de ce qui est de la ville », le « bon ton » la « politesse des mœurs ». Plusieurs auteurs ont montré l'efficacité de ce concept d'urbanité, comme le sociologue I. Joseph (1984) ou le géographe J. Lévy (1997 ; 2013)¹⁴. Étudier l'urbanité amène à se pencher sur les modes de vie urbains, sur la relation qu'entretiennent les individus à la ville et à réfléchir aux modalités du « vivre ensemble » dans l'espace urbain (Capron et Monnet, 2000). Cette notion permet de questionner les espaces urbains, en articulant ses dimensions sociale et spatiale.

En ce sens, le géographe et urbaniste J. Monnet propose de considérer la ville comme un OSSI, c'est-à-dire à la fois « objet spatial socialement identifiable » et un « objet social spatialement identifiable ». La ville est donc double puisqu'elle correspond à la fois à « un "environnement", l'espace urbain » et dans le même temps à « une "culture", l'urbanité » (Monnet, 2002, p. 21-22). C. Bernié-Boissard précise que la culture est la « forme par excellence de l'urbanité, au sens originel, introduit un *liant* et un *lien* dans les rapports sociaux. » (Bernié-Boissard, 2004, p. 20)¹⁵. Ainsi, dans l'espace urbain, il existe autant de représentations de ce qui « fait ville » qui correspondent à autant d'identités individuelles et collectives.

¹⁴ J. Lévy (1997) considère que l'urbanité est une combinaison de ce qui fait de la ville un objet social spécifique : la densité et la diversité fonctionnelle et sociale. Plus ces deux caractéristiques sont fortes, plus l'urbanité est grande. Dans la définition proposée par le géographe M. Lussault, l'urbanité est « tant un résultat du fonctionnement de l'organisation urbaine qu'un opérateur de l'organisation et de son fonctionnement » (Lussault, 2013, p. 1054).

¹⁵ La culture constitue l'ensemble des représentations contribuant au développement sociétal (Lévy, 1994).

L'espace public, où la citoyenneté¹⁶ s'incarne (Grafmeyer et Authier, 2008), apparaît ainsi comme un enjeu politique et un outil potentiel proposés en faveur de la fabrique d'un sentiment d'espace social partagé. L'espace public active le rôle intégrateur de la ville (Clavel, 2002). Cependant, il faut en même temps prendre garde aux deux distinctions de l'espace public, qui ne se regroupent pas nécessairement. Le philosophe et urbaniste T. Paquot considère que l'espace public¹⁷ symbolise le lieu de la délibération, du débat démocratique – au sens de l'*agora* grecque¹⁸. Les espaces publics¹⁹ sont entendus au sens morphologique : ils désignent des lieux physiques. D'après lui, ces deux acceptations ne peuvent être assimilées, puisque l'espace public n'est pas localisé – du point de vue géographique – contrairement aux espaces publics. Pour autant, leur dimension communicationnelle les rassemble et les rend indissociables. Les nouvelles formes de sociabilité qui se développent confortent cette idée : les citoyens deviennent acteurs de ce que T. Paquot appelle les « lieux urbains ouverts aux publics » (Paquot, 2009, p. 8).

Les sociologues Y. Grafmeyer et J.-Y. Authier insistent sur le fait que « l'espace public est par excellence ce qui fait de la ville autre chose qu'une mosaïque de quartiers et un simple agrégat de petits mondes étanches. Aussi peut-on comprendre qu'il devienne un enjeu décisif face aux forces qui jouent dans le sens d'une ségrégation des groupes sociaux, d'un affrontement des communautés » (Grafmeyer et Authier, 2008, p. 93). En effet, l'espace urbain peut être un espace de confrontations entre groupes sociaux, notamment dans le cas d'une proximité spatiale forcée – « L'espace social n'est pas neutre. » écrit déjà il y a près de vingt ans le géographe A. Frémont (Frémont, 1999, p. 76). D'une manière générale, le rôle de la puissance étatique est essentiel pour moduler – prévenir autant qu'accentuer – les conflits. C'est ce qui justifie les règlements techniques et la législation politique en matière d'aménagement de l'espace : « il faut pouvoir imposer ce qui devra être et produire, par force, l'espace de référence auquel tout le monde devra se conformer » (Retailé, 2011, p. 7). Parfois divisés en « communautés », liées par un sentiment identitaire

¹⁶ Selon les auteurs, l'« urbanité » et la « citoyenneté » se recoupent, interrogeant les dimensions matérielles ou sociales du rapport à la ville : voir par exemple les définitions de Dorier-Apprill (2001) ou l'analyse de Berry-Chikhaoui (2009) qui s'appuie sur le travail des géographes J. Lévy et M. Lussault.

¹⁷ Utilisé au singulier.

¹⁸ En cela il suit le théoricien J. Habermas.

¹⁹ Utilisé au pluriel.

et une culture commune, les groupes sociaux appréhendent donc l'espace urbain de façon distincte.

Enfin, pour certains géographes, l'espace social combine lieux et rapports sociaux. Il ne peut donc exister sans logiques et systèmes d'acteurs (Di Méo et Buléon, 2005). Dans l'espace urbain, plus précisément, la densité (Lévy, 1997) et la concentration des hommes et des activités favorisent l'interaction entre les individus et développent le lien social. Les lieux, parce qu'ils sont habités et pratiqués, sont à la fois des « supports » et des « opérateurs » qui maintiennent l'unité au sein d'un groupe (Grafmeyer et Authier 2008). Étudier l'espace social – et particulièrement l'espace urbain – revient donc à s'intéresser à cette imbrication des rapports sociaux et spatiaux.

1.2. Le caractère protéiforme du conflit communautaire nord-irlandais

Aujourd'hui encore, le conflit communautaire continue de marquer les mentalités et les espaces en Irlande du Nord. Pour le comprendre, il faut remonter à la colonisation de l'île. La politique des *plantations*²⁰ commence en 1556, sous le règne de Marie Tudor : elle consiste à confisquer des terres à des Irlandais pour les redistribuer à des colons anglais ou écossais (Guiffan, 2006). Au XVII^e siècle, la colonisation est massive et les *plantations* s'accroissent dans le nord-est de l'île, dans la province d'Ulster. L'historien J. Guiffan insiste sur le fait que l'emprise politique²¹ puis économique de l'Angleterre sur l'Irlande coïncide exactement avec la révolution religieuse que connaissent les îles Britanniques. L'anglicanisme représente dès lors la religion importée, tandis que le catholicisme apparaît comme la religion des Irlandais colonisés : « En Irlande, désormais, tous les conflits politiques et sociaux prendront une teinte confessionnelle, la religion servant souvent de porte-drapeau à autre chose. » (Guiffan, 2006, p. 21). C'est ainsi qu'une opposition émerge entre les colons anglais et écossais, anglicans ou presbytériens – dits protestants – et la population d'origine, irlandaise et catholique. Le conflit, national et identitaire, prend une

²⁰ Le terme est anglais, bien que l'usage francisé soit courant. J. Heurley parle de « politique coloniale de peuplement » (Heurley, 2003, p. 16).

²¹ Qui se resserre dès le règne d'Henri VIII (1509-1547).

dimension religieuse. Les antagonismes perdurent et se renforcent au cours des siècles. L'Ulster, historiquement protestante, principalement industrielle et urbaine, plus proche de la Grande-Bretagne, creuse son écart économique avec le reste de l'île, majoritairement catholique et rurale : les bases de la division de l'île sont posées alors que les revendications d'autonomie politique s'accroissent. Ceci aboutit à la partition de l'île d'Irlande en 1921. À partir de cette date, les tensions communautaires se concentrent dans la province d'Irlande du Nord, à l'intérieur du Royaume-Uni.

Ce passé conditionne – le terme est fort mais assumé – le présent de nombreux habitants d'Irlande du Nord – et *a fortiori* de Belfast – qui se reconnaissent pour certains dans une catégorisation de population spécifique. Cela se traduit par un sentiment d'appartenance à tel ou tel « groupe » d'individus qui peut prendre des appellations diverses suivant les situations. C'est pourquoi il convient dès cette introduction de faire un point sur le vocabulaire et les questions de dénominations, dont les termes viennent d'être esquissés. Il s'agit d'un prérequis indispensable pour appréhender le conflit nord-irlandais puisqu'il est assurément multiple. Le tableau qui suit (**Figure 1**) propose des éléments de compréhension qui sont précisés ensuite.

	Dimension religieuse	
Confession religieuse et Églises liées	« Protestante » - Presbyterian Church in Ireland - Church of Ireland - Methodist Church in Ireland - Other Christians (included Christian related)	« Catholique » - Roman Catholics
	Dimension nationale	
Identité nationale / origine « ethnique » ²²	« Britannique »	« Irlandaise »
	Dimension politique / partisane	
Désignation et aspirations politiques	« Unionistes » Rester sous la tutelle du Royaume-Uni	« Nationalistes » Rejoindre la République d'Irlande
Principaux partis politiques ²³	- <i>Ulster Unionist Party</i> (UUP) : modéré - <i>Democratic Ulster Party</i> (DUP) : plus radical	- <i>Social Democratic and Labour Party</i> ²⁴ (SDLP) : modéré - <i>Sinn Féin</i> ²⁵ : plus radical
	Dimension paramilitaire	
Franges radicales et désignation des formations paramilitaires	« Loyalistes » (idéologie religieuse)	« Républicains » (idéologie politique)
Désignation des principales formations paramilitaires	<i>Ulster Defence Association</i> (UDA), <i>Ulster Volunteer Force</i> (UVF) et apparentés	<i>Irish Republican Army</i> (IRA) « provisoire » et apparentés
	Dimension symbolique	
Appellation généraliste	« Orange »	« Green »
Drapeaux	L'« <i>Union Jack</i> » (drapeau du Royaume-Uni)	Le « <i>Tricolour</i> » (drapeau de la République d'Irlande)

Figure 1 : Le principal vocabulaire du conflit nord-irlandais

Source : Adèle Schar

²² Il ne faut pas voir ce terme dans le sens d'une connotation polémique ou de lectures qui seraient susceptibles de l'appréhender sous cet angle, voir *infra*.

²³ Il existe quelques rares partis politiques « transcommunautaires » mais leur poids est extrêmement faible, ne serait-ce qu'à cause du mode de scrutin ; je reviendrai sur ce point.

²⁴ Le SDLP est sans lien avec le parti travailliste anglais ou « *Labour party* ».

²⁵ Cela signifie « nous-mêmes » en gaélique ; le recours à la langue gaélique est un marqueur identitaire très fort, comme je l'explique dans le corps de la thèse.

En grande majorité²⁶, les trois catégories qui sont à l'origine de la distinction communautaire (religieuse, nationale et politique) se superposent : « *In Northern Ireland, religious affiliation, ethnic identity, national identity, and territorial allegiance are all intertwined in a complex way. It is these interlocking facets that not only provide the ethno-nationalistic basis of the conflict but also give rise to its reinforcing and recurring nature.* » (Hayes et McAlister, 1999, cités par McGrattan, 2010, p. 185). Il convient également de préciser que le terme « ethnique » doit être considéré sous l'angle des caractéristiques culturelles communes d'un groupe (Durand-Dastes, 2006). Les différences entre les deux grands groupes se caractérisent par une histoire, des revendications religieuses, politiques, culturelles qui s'expriment de façon binaires – voire antagonistes (McGrattan, 2010) – et qui n'en font pas des spécificités « ethniques » comme on pourrait le comprendre dans son sens premier (Boal, 2002, cité par Murtagh, 2011-b). Il faut enfin, comme cela a été fait pour une autre ville divisée, spatialiser ce questionnement : dans le cadre de Beyrouth, C. Nagel (2000) ne veut pas réduire l'ethnicité à l'idée globale – et stricte – de l'expression de sentiments communautaires primordiaux, mais la conceptualise à l'échelle locale, en termes de relations sociales, politiques et économiques qui s'expriment à travers et au sein d'espaces particuliers.

En définitive, l'existence même de ces différentes catégories atteste qu'encore aujourd'hui une partie de la société nord-irlandaise est cloisonnée²⁷, mais surtout que la perception qu'ont certains habitants du groupe « opposé » est construite en fonction de cette catégorisation : « *The average Northern Ireland citizen is born either Orange or Green*²⁸. *His whole personality is conditioned by myth and he is bred to live the sort of life that will reinforce and protect the myth of transmission to future generations. Moreover, these myths are used daily to justify distrust and resentment of "the other side".* » (Murphy, 1978, cité par Hewstone, Cairns, Voci *et al.*, 2005, p. 267).

²⁶ Il serait en effet erroné de dire que cette catégorisation hermétique est une réalité absolue et d'affirmer qu'il est inconcevable qu'un catholique puisse se considérer comme proche du parti politique unioniste, par exemple. Cependant, les croisements potentiels ne représentent qu'un pourcentage relativement faible (Deutsch, 2003).

²⁷ Au sens propre comme au sens figuré.

²⁸ Cela a été confirmé par l'anthropologue D. Bryan (entretien, 12/03/2015). Chaque couleur renvoie à une des deux communautés : le orange aux protestants/unionistes/Britanniques – en lien avec l'Ordre d'Orange, je reviendrai sur ce point ; le vert aux catholiques/nationalistes/Irlandais (**Figure 1**).

Parmi les dénominations évoquées (**Figure 1**) je fais le choix d'utiliser la terminologie confessionnelle lorsque je souhaite parler d'un profil de quartier, d'une communauté, etc. : « catholique » et « protestant ». Premièrement, parce que le conflit nord-irlandais est indissociable de l'aspect religieux – bien qu'au sens strict, ces deux étiquettes sont trompeuses si elles sont isolées d'une réflexion plus globale sur le contexte nord-irlandais (Deutsch, 2003). V. Peyronel, professeur de civilisation britannique et irlandaise, invite d'ailleurs à prendre cette terminologie dans un sens plus large, car elle « distingue essentiellement deux groupes ethniques, c'est-à-dire au sein desquels les membres sont liés par une histoire, une culture, dont la religion est un élément essentiel mais pas exclusif. » (Peyronel, 2003, p. 11). En Irlande du Nord, si le conflit est pluriel, l'affiliation religieuse reste un marqueur central d'identité. De plus, il s'agit de la terminologie utilisée dans la littérature scientifique concernant l'Irlande du Nord, notamment dans les travaux anglo-saxons. Enfin, à Belfast, la dénomination religieuse est utilisée pour s'auto-désigner – je rejoins en ce sens la position d'autres auteurs, comme par exemple l'urbaniste F. Ballif (2009-c)²⁹.

Il n'est pas rare de rencontrer, dans les différents travaux universitaires, les rapports officiels ainsi que dans les médias et les discours courants portant sur Belfast et sur l'Irlande du Nord, le terme « *sectarian* » : il est « appliqué à toutes les activités qui opposent les deux communautés dans le conflit : de la ségrégation jusqu'au meurtre, en passant par l'éducation. » (Deutsch, 2003, p. 84)³⁰. Il est important de préciser que ce vocable ne doit pas, encore une fois, isoler la compréhension du conflit nord-irlandais en renvoyant uniquement à la composante religieuse. Il est d'usage de l'utiliser en Irlande du Nord – comme le terme « *ethnic* » – et cela implique des caractéristiques nationale, culturelle, politique, qui sont d'ailleurs acquises vis-à-vis de ce contexte local particulier (McCafferty,

²⁹ Néanmoins, lorsque j'ai eu besoin d'apporter des précisions par exemple sur des questions purement politiques ou électorales, voire pour désigner les groupes paramilitaires, je me suis appuyé sur le vocabulaire le plus cohérent (**Figure 1**).

³⁰ Selon les auteurs francophones, on retrouvera la traduction littérale « sectaire » ou bien l'emploi plus général du terme « communautaire ».

2001)³¹. R. Deutsch (2003) a montré que la confusion entre religieux et politique a pu être alimentée par les médias, notamment lors des *Troubles* : lorsqu'un membre d'une communauté est assassiné, on mentionne sa confession avant son appartenance politique. Aujourd'hui encore, les qualificatifs « *sectarian crime* », « *sectarian attack* »... sont fréquemment employés par les journaux lorsqu'il y a des agressions ou des attaques sur des catholiques ou des protestants, dans des quartiers communautaires, ou sur les édifices religieux par exemple – cela arrive régulièrement, à Belfast plus précisément³². Les attaques contre des communautés autres que les catholiques et les protestants seront quant à elles qualifiées de « *hate crime* » ou « *racist crime* ».

1.3. L'analyse des politiques urbaines telles qu'elles sont mises en œuvre dans les projets d'aménagement

1.3.1. Une double posture disciplinaire

Dès l'époque industrielle, Belfast est le lieu de l'expression urbaine du conflit nord-irlandais. Les populations se regroupent par communautés, catholique ou protestante. Il s'agit surtout, pour les catholiques venus trouver du travail en ville, de bénéficier d'un soutien communautaire. La fabrique urbaine dessine progressivement une distribution mono-confessionnelle des quartiers d'habitats – phénomène qui s'accroît pendant les *Troubles*. Elle est suffisamment forte pour que des auteurs³³ la pensent en termes de ségrégation³⁴ résidentielle plutôt qu'en termes de division socio-spatiale. C'est un positionnement que je rejoins. L'organisation spatiale de la capitale nord-irlandaise est donc

³¹ Le linguiste K. McCafferty (2001), qui a effectué un travail sociolinguistique et ethnographique sur l'usage de la langue anglaise telle qu'elle est parlée en Irlande du Nord, affirme bien que la question ethnique est immanquablement pertinente, en ce qui concerne de nombreuses thématiques – ne serait-ce que quand elle est posée d'un point de vue secondaire. De plus, les sentiments et les pratiques dits « sectaires », s'ils sont bien présents, peuvent parfois s'avérer dans le même temps invisibles, voire inconscients. En effet, l'auteur s'appuie sur les recherches en anthropologie pour affirmer qu'en Irlande du Nord, il existe encore un trop grand manque de concordance entre les idéaux sociétaux – une société qui serait harmonieuse – et la réalité sociale – une division et un conflit certains.

³² Voir la presse nord-irlandaise ou les journaux britanniques et leurs pages concernant l'Irlande du Nord à ce propos.

³³ Il est difficile de dresser une liste exhaustive : voir par exemple Murtagh (2002) ; Ballif (2012-b). De nombreuses références sont présentées régulièrement dans le cœur de la recherche.

³⁴ Sur l'origine du terme « ségrégation », voir notamment Marchal et Stébé (2008).

corrélée à un conflit – de type colonial – qui a eu des répercussions tant en termes de répartitions des communautés que de marqueurs paysagers ; les usages et les perceptions dépendent en partie de cet héritage urbanistique. Une réflexion sur les systèmes d'acteurs est donc essentielle si l'on veut appréhender la fabrique de la ville et de l'urbanité : les décideurs politiques et les aménageurs sont les acteurs qui fabriquent la ville en proposant des projets d'aménagement, destinés à ceux qui pratiquent l'espace urbain, les citoyens.

L'objectif de cette recherche est de s'interroger sur les représentations de la ville, représentations qui ont servi de cadre à l'aménagement de l'espace urbain. Une approche qui étudie l'espace urbain dans son ensemble mais se focalise plus spécifiquement sur certains projets d'aménagement et des opérations urbanistiques exemplaires permet de développer un angle de réflexion plus global sur l'espace urbain à Belfast, pour ajouter à la vision du géographe celle de l'urbaniste. En effet, la géographie a tendance à être descriptive et à conceptualiser ce qu'elle observe³⁵ : souvent, elle prend l'espace urbain pour cadre plutôt que pour objet de recherche à part entière et, par conséquent, accorde peu de place à la question de la décision urbanistique L'aménagement, au contraire, regarde de plus près la réalité sociale, notamment à travers l'analyse des projets. L'équilibre entre géographie et aménagement permet donc de pallier au détachement de la géographie par rapport à l'objet de recherche et d'éviter en même temps la proximité de l'observation en aménagement³⁶.

1.3.2. Aménager la ville divisée : les espaces communautaires

Belfast est divisée en quartiers « **communautaires** », à savoir largement mono-confessionnels et ségrégués, dans lesquels la fabrique de la ville est sensible. Les espaces communautaires renvoient à la première catégorie de ma typologie de recherche.

³⁵ La géographie sociale française n'a eu de cesse de questionner ses fondements et de trouver sa place parmi les sciences humaines et sociales. Dans une discipline où l'on s'attache à construire la théorie de l'articulation entre espaces et sociétés (Séchet et Veschambre, 2006), de nombreux faits sociaux restent encore peu investis par la géographie. Le géographe F. Ripoll (2006) s'interroge clairement sur les non-dits de la discipline : l'étude non pas des objets sociaux dans leur globalité, mais de ceux qui ont rapport à l'espace. Il insiste sur l'inclination, encore très présente en géographie, à se revendiquer comme science sociale sans réellement prendre la société comme objet d'étude.

³⁶ Voir en parallèle S. Beaud et F. Weber (2010), qui expliquent que l'ethnographie permet une étude des processus sociaux de manière très rapprochée, « zoomée », là où la sociologie appréhende le même objet avec une distance et un détachement plus significatifs.

Les élus nord-irlandais comme les aménageurs sont hésitants à résoudre frontalement les problématiques liées à un espace urbain divisé, dans lequel une partie de la population ressent le conflit communautaire, ne serait-ce que par la ségrégation résidentielle à laquelle elle est confrontée au quotidien. Le fait qu'il existe encore des murs de séparation traduit clairement le propre échec des urbanistes, qui n'ont pas trouvé de solutions et qui se reposent encore aujourd'hui – malgré tout – sur ce dispositif sécuritaire pour prévenir les affrontements entre les communautés catholiques et protestantes (Calame et Charlesworth, 2009). Pour l'urbaniste S. A. Bollens (2000), les acteurs de l'urbain se retrouvent finalement dans une situation où ils « administrent » plutôt qu'ils ne « suppriment » la division.

Plus précisément, au sein des espaces mono-confessionnels de Belfast, les opérations de rénovation peuvent aboutir à une aporie. Par exemple, dans le cas de l'attribution des logements sociaux, le bailleur social laisse le choix du quartier aux demandeurs (Ballif, 2012-b ; R. Hawe, entretien, 10/01/2014). Comme les périmètres des quartiers correspondent à des espaces d'habitats soit catholiques, soit protestants, cela contribue au respect de la division communautaire et donc au renforcement de l'entre soi communautaire. Les aménageurs sont « conscients que vouloir modifier la structure territoriale de Belfast comporte de trop grands risques. » (Ballif, 2009-c, p. 79). C'est donc le fonctionnement urbain intrinsèque aux quartiers communautaires qui légitime et justifie leurs modes d'action.

S. A. Bollens (2000) pense que cette politique – présentée comme impartiale – démontre l'incapacité des élus et aménageurs à répondre aux besoins – différents³⁷ – des deux communautés. La philosophe M. Revault d'Allonnes (2012) propose l'idée que la modernité a entraîné une nouvelle relation au temps : la politique, au lieu d'être proactive et de proposer un futur projeté, est devenue *réactive*. Dépassée par les mutations, elle perd son côté initiateur. Dans le cas de Belfast, les politiques urbaines semblent essentiellement « réactives » à la traduction socio-spatiale du conflit, malgré le souhait assumé des acteurs d'être proactifs.

³⁷ Par exemple, en termes de logements sociaux : la demande est plus importante au sein de la communauté catholique – dont la population augmente. Or, les espaces vacants pour construire ces logements se trouvent historiquement dans les quartiers protestants, puisqu'une partie de la communauté s'est installée en périphérie.

1.3.3. Pacifier par l'aménagement : les espaces neutres

En parallèle des espaces communautaires, il existe à Belfast des espaces « neutres » : la question des divisions entre catholiques et protestants n'y apparaît pas, et ils sont soumis à des considérations urbanistiques différentes. Les espaces neutres sont la deuxième catégorie retenue dans ma typologie de recherche.

Dans la capitale nord-irlandaise, d'autres types d'espaces qui doivent être repensés par les décideurs politiques : il s'agit notamment des espaces du centre-ville et des quais. Belfast est un port au passé industriel : dès le XVIII^e siècle, l'industrie textile croît, appuyée sur la production de lin puis les importations de coton d'Inde et d'Égypte. Un siècle plus tard, durant la Révolution industrielle, la ville se développe grâce aux investissements dans le secteur de la construction navale, de la métallurgie, de l'ingénierie et du textile. Vers 1850, ce centre industriel majeur connaît une explosion démographique. Cependant, à partir de la crise des années 1930 et plus encore après la Seconde Guerre mondiale, Belfast connaît un déclin significatif de ses activités industrielles traditionnelles accompagné, en parallèle, d'un recul économique.

Comme dans d'autres métropoles européennes – et notamment celles au passé industrialo-portuaire –, des travaux d'aménagement y sont donc entrepris à partir de la fin des années 1980, afin d'une part de revitaliser les friches – les quais, principalement – et d'autre part de redynamiser le centre-ville.

Depuis plusieurs décennies, les changements sont visibles en Europe : disparition progressive des friches industrielles et/ou portuaires, réaménagement des rives des fleuves, essor démographique des centres... Les villes européennes se sont ouvertes au tourisme, valorisant leur patrimoine historique et culturel, tandis que les élus encouragent une politique d'attraction d'entreprises pour dynamiser le tissu et l'activité économique urbains. Belfast n'a pas dérogé à ce « modèle » européen dominant. C. Carriou et O. Ratouis (2014) rappellent que si les experts semblent s'être affranchis ces dernières années de l'idée de modèles urbanistiques, des réussites urbanistiques notables peuvent être mobilisées dans d'autres contextes urbains. C'est notamment le cas dans ce que A. Nicolas (2014) appelle le « syndrome » ou encore le « fantasme » Bilbao, en référence au succès et aux inspirations

qu'a suscité le projet urbain de l'ancienne ville industrielle dans de nombreuses autres villes européennes. Cela rejoint la théorie des « bonnes pratiques » exposée entre autres par L. Devisme, M. Dumont et É. Roy (2004) qui reprend l'idée d'expériences urbaines à suivre, et donc à renouveler ailleurs.

Les autorités nord-irlandaises conçoivent donc des espaces urbains normalisés et normés, aménagés selon des standards et des recettes quasi continentales. Le processus de normalisation est d'autant plus important en Irlande du Nord puisqu'il revient par définition à un « retour à la norme », ou plutôt un retour à une situation qui serait normale, voire « ordinaire » – pour reprendre ici l'idée de J. Robinson – et qui deviendrait donc à terme normée. J. Robinson annonce son propos dès la première phrase de son ouvrage : « *It is the argument of this book that all cities are best understood as "ordinary".* » (Robinson, 2006, p. 1). Refusant les catégorisations, la géographe en appelle à sortir de la focale – fortement occidentale – des études urbaines : toutes les villes sont « ordinaires », les différentes caractéristiques propres à chaque ville ne constituant pas un facteur hiérarchique. En cela, Belfast se place dans le circuit des villes européennes qui savent exploiter leur potentiel urbanistique.

En outre, et c'est ici la particularité post-conflictuelle de Belfast, les espaces rendus disponibles sur les berges de la rivière Lagan et en cœur de ville depuis les années 1980 sont repensés comme des espaces neutres par les autorités. Ils forment un ensemble qui semble échapper à l'appropriation communautaire, puisque qu'ils ne sont plus pensés dans une logique locale et communautariste. Par extension, c'est bien la question de la ville dans la mondialisation qui se pose : n'assiste-t-on pas, ce faisant, au développement des caractéristiques d'espaces mondialisés, c'est-à-dire une ville dans la concurrence internationale ? Les espaces publics, qui fabriquent des « lieux de libre accessibilité » (Grafmeyer et Authier, 2008) et les projets urbains en général seraient-ils susceptibles à Belfast de contribuer à dépasser les tensions communautaires ? « La forme ville plutôt que la forme territoire (terroir) peut-elle lever le spectre de la guerre, et comment ? » s'interroge D. Retaillé à propos d'une autre « ville en guerre », Jérusalem (Retaillé, 2012, p. 64).

2. Problématique et hypothèse de recherche

2.1. *Problématique :*

Comment la fabrique urbaine de Belfast, pensée comme dépassement du conflit, aboutit-elle à l'établissement d'espaces à l'urbanité différenciée et à une nouvelle forme d'exclusion ?

Dans cette recherche, il s'agit de comprendre comment se pense et se fabrique l'espace urbain en s'appuyant sur une démarche empirique. Étudier le renouveau des anciens espaces industriels touchés par la crise, des espaces en cœur de ville et des espaces résidentiels affectés par le conflit communautaire en menant en parallèle une analyse des répercussions socio-spatiales du conflit permet de penser le changement. Dans cette optique, il convient de proposer une analyse qui se focalise sur les enjeux, sur les représentations du présent comme de l'avenir des acteurs publics, aux différentes échelles du quartier, des projets ou de la ville. Je m'attache à comprendre le rôle des dirigeants politiques et des producteurs de la ville dans la fabrication de l'espace urbain de Belfast : les élus politiques et les aménageurs doivent proposer des solutions pour des espaces hétérogènes – correspondant à deux éléments de ma typologie : les espaces communautaires et les espaces neutres.

La reconversion des friches industrielles et la réhabilitation du centre-ville en espaces neutres alimentent de nouveaux enjeux et offrent des opportunités de projets. Les élus proposent des politiques urbaines qui visent à résoudre les effets de la désindustrialisation et du recul économique – revitalisation du centre-ville, réhabilitation des quais – en appliquant des méthodes standardisées qui suivent des tendances urbanistiques, à l'instar de ce qui se passe dans de nombreux espaces urbains post-industriels, notamment européens. Ces projets urbains sont proposés comme autant d'opportunités de dépassement des dissensions communautaires. Sur les anciennes friches, les autorités s'appuient sur le redéveloppement des quais et des chantiers navals pour suggérer une culture, une urbanité partagée, en lien avec une histoire commune, portuaire. C'est dans cette optique qu'a été construit le musée dédié au Titanic, installé sur l'ancien site de

construction navale³⁸. Ouvert en mars 2012, il apparaît aujourd’hui comme l’un des équipements emblématiques d’un Belfast pour lequel les élus parient sur la culture, et *a fortiori* sur le développement d’un potentiel touristique – comme ce qu’a pu apporter le musée Guggenheim à Bilbao. Les espaces neutres symbolisent donc en tout point la « ville compétitive ». Les géographe et politologue C. Morel-Journel et G. Pinson voient dans cette notion un tournant dans les politiques urbaines, qui cherchent à « créer un climat de tolérance et à concentrer dans les villes des populations qui œuvreront pour que l’environnement et le patrimoine fassent l’objet de toutes les attentions » (Morel-Journel et Pinson, 2012-2013, p. 53).

Or, si les élus peinent à proposer des politiques urbaines normalisées – à des fins pacifiantes³⁹ – dans les espaces communautaires, de manière inattendue, ils y font cependant émerger la question patrimoniale, ce qui complète le questionnement sur la fabrique urbaine de Belfast. Des circuits touristiques en bus ou en taxi proposent d’observer les marqueurs paysagers du conflit, comme les *peacelines*. Cependant, quoique « touristifiés », les murs ne perdent pas pour autant leur fonction première de séparation⁴⁰. N’est-ce pas encore une façon pour les autorités nord-irlandaises de « s’accommoder » du conflit ? Le patrimoine existe parce que les acteurs politiques décident de ce qui est patrimoine⁴¹. L’urbaniste W. J. Neill (1995) est déjà très incisif avant la signature des accords de paix, au sujet des politiques urbaines proposées par les autorités nord-irlandaises : pour décrire Belfast, il utilise l’expression « *lipstick on the gorilla* », que je traduis par « du rouge-à-lèvres pour le gorille » – on cherche à embellir (voire traverser) une réalité peu agréable à voir. Selon lui, il est impossible de cacher les conflits derrière une façade illusoire de normalisation. Les théoriciens de l’urbanisme L. Coudroy de Lille et O. Ratouis parlent d’ailleurs du double objectif d’assigner la vision historique à la perspective de l’aménagement urbain : « un devoir de mémoire cultivé à travers la patrimonialisation de

³⁸ Ceci prend place dans la perspective de rénovation complète du *Titanic Quarter*.

³⁹ Dans le sens « qui apportent la paix ».

⁴⁰ La destruction des *peacelines* semble d’ailleurs encore impensable – une majorité d’habitants pensent qu’elle serait souhaitable, mais qu’elle n’est pas encore envisageable aujourd’hui.

⁴¹ La mise en tourisme et la patrimonialisation font partie de la stratégie des acteurs pour institutionnaliser des espaces de contrôle (Rettaillé, 2011).

l'urbain et un devoir d'oubli pratiqué lors des opérations de rénovation. » (Coudroy de Lille et Ratouis, 2012, p. 108)⁴².

Il faut ajouter au constat général qui vient d'être présenté – celui d'une fabrique urbaine duale – la division économique et sociale de la ville de Belfast, puisque dans les espaces communautaires se regroupent bien souvent les classes populaires et ouvrières, qui ont tendance à être beaucoup plus ségréguées : le taux de chômage et de misère sociale est plus important dans les espaces communautaires qu'ailleurs à Belfast. Au contraire, les espaces neutres s'adressent principalement à une catégorie socio-économique favorisée⁴³.

Ainsi, la difficulté à proposer des solutions globales en matière de politiques urbaines, à l'échelle de la ville entière, et l'apparition progressive d'espaces différenciés, non plus sur le registre de l'identité mais sur le registre de la mobilisation, amènent à questionner la politique adoptée et les projets d'aménagement proposés. L'urbanité, qui doit se traduire par l'intensité et la qualité de la dimension sociale dans l'espace urbain, ne semble pas uniforme à Belfast. Les décisions prises pour encourager la capacité de l'espace urbain à tisser le lien social à travers les projets de réhabilitation et de revitalisation semblent proposer des résultats en demi-teinte. Qui sont les « gagnants » et les « perdants » en ce qui concerne la gestion du conflit et la fabrique de la ville à Belfast ? Car la ville compétitive est exclusive : elle « relègue à la périphérie les groupes sociaux incapables d'y trouver une place du fait de l'emballement des marchés immobiliers— groupes sociaux qui n'ont d'ailleurs pas leur place dans les stratégies de positionnement des villes. » (Morel-Journel et Pinson, 2012-2013, p. 53). Peut-être peut-on également parler d'une nouvelle conflictualité à Belfast. Plutôt que de voir la ville uniquement à travers le prisme d'une division communautaire catholiques/protestants, n'observe-t-on pas l'esquisse progressive d'une opposition socio-économique riches/pauvres ?

On rejoint ici le postulat de l'architecte C. Jacquier, selon lequel les élus stigmatisent⁴⁴ certains quartiers urbains, dans le but de « sacrifier un morceau de ville »

⁴² Par extension, cette question intéresse au-delà la capacité du capitalisme à recycler et à valoriser à des fins économiques les traces, marques, bribes du passé. Cette idée est exposée par O. Sandri (2013), qui montre que le patrimoine juif peut être utilisé à des fins de développement économique. Elle prend notamment l'exemple de l'ancien ghetto juif de Cracovie, totalement dépeuplé pendant la Shoah, aujourd'hui mis en tourisme.

⁴³ Ces points sont détaillés dans le corps de la thèse. Par exemple, le *Titanic Quarter* s'inscrit dans le « top » dix des quartiers les plus attractifs et dynamiques de Belfast (M. Graham, entretien, 16/05/2014).

⁴⁴ Le terme est fort, mais c'est précisément celui employé par C. Jacquier (1995).

(Jacquier, 1991, p. 55) afin que le reste de la ville fonctionne correctement. Ces rapports de force et enjeux politiques s'observent à Belfast : les autorités proposent des politiques urbaines « classiques » pour les espaces vacants et à reconvertir ; dans les espaces péricentraux, les décisions en matière de politiques urbaines sont difficiles à prendre à cause des nombreuses situations de blocage. Malgré les efforts des élus pour proposer une politique urbaine qui prône le développement d'une culture partagée et commune, certains espaces ne deviennent-ils pas destinés à une catégorie de la population ?

2.2. Hypothèses de recherche

Hypothèse 1 :

Les politiques urbaines qui suivent une tendance urbanistique européenne et qui visent à dépasser le conflit communautaire ne sont pas applicables dans l'espace urbain dans son ensemble.

Les acteurs politiques proposent de revitaliser et réaménager les espaces disponibles, notamment les anciens espaces industriels et les espaces vacants du centre-ville. Cette politique urbaine promeut des espaces neutres en suivant une normalisation urbanistique européenne, dans lesquels la recherche d'une urbanité commune, fédératrice, unificatrice est affichée – à travers entre autres la promotion d'espaces publics. Cependant, cette politique apparaît en décalage avec les projets qui peuvent être proposés dans les espaces communautaires, car les élus doivent tenir compte de la configuration socio-spatiale particulière des quartiers mono-confessionnels : cette retenue politique et technique tend même à entretenir la division. Il se dessine alors une urbanité communautaire et une urbanité neutre – dans le sens de pacificante – et européenne – dans le sens qui prône la mixité et le cosmopolitisme.

Hypothèse 2 :

Les politiques urbaines génèrent une dualité socio-économique en fixant le conflit communautaire dans les espaces défavorisés.

Partout, les politiques urbaines doivent tenir compte de l'environnement social urbain. À Belfast, cela tend à produire des espaces différenciés, notamment neutres et communautaires. La ville du projet induit cette dualité spatiale. Or, ne conduirait-elle pas également à établir une hiérarchie socio-économique entre les espaces ? Il semble moins acceptable, pour les décideurs politiques, de produire un espace urbain dual – en termes de communautés ségréguées et de communautés européennes, cosmopolites – que de produire un espace urbain opposant une classe socio-économique favorisée à une classe populaire et ouvrière. Le profil urbain de Belfast rejoindrait, en ce sens, celui d'autres villes européennes. Les espaces du conflit apparaissent ainsi sacrifiés au profit de la réussite des espaces neutres et cosmopolites.

3. Protocole de recherche

3.1. *Typologie, cartographie, photographies*

Cela a été montré, il existe deux types de réalités spatiales à Belfast : les espaces communautaires, symboles de la ville divisée et encore marquée par le conflit nord-irlandaise, et les espaces neutres, promus par les acteurs de l'urbain pour que Belfast rejoigne la dynamique de normalisation urbanistique des villes européennes. Cependant, cette vision peut sembler très – trop – binaire, aussi je propose d'ajouter une troisième catégorie d'espace qui vient en regard par rapport aux deux autres présentées.

Je considère l'existence d'un troisième type d'espaces à Belfast, les espaces « **mixtes** » : il s'agit des rares quartiers résidentiels où se mêlent les communautés catholiques et protestantes. Les espaces mixtes renvoient à la troisième catégorie d'espace retenue dans ma typologie de recherche.

Les quartiers mixtes sont issus des mouvements de populations en (proche) banlieues et accueillent principalement des résidents appartenant à la classe moyenne ou supérieure. C'est le cas par exemple de South Belfast, un quartier principalement étudiant et dynamique, à proximité de la renommée Queen's University of Belfast. Dans ces quartiers où la fonction résidentielle est majoritaire, contrairement aux quartiers neutres, le phénomène de gentrification se mêle au développement du cosmopolitisme.

Une typologie des espaces est donc proposée (**Figure 2**), afin de déterminer des espaces communautaires – catholiques ou protestants –, neutres et mixtes.

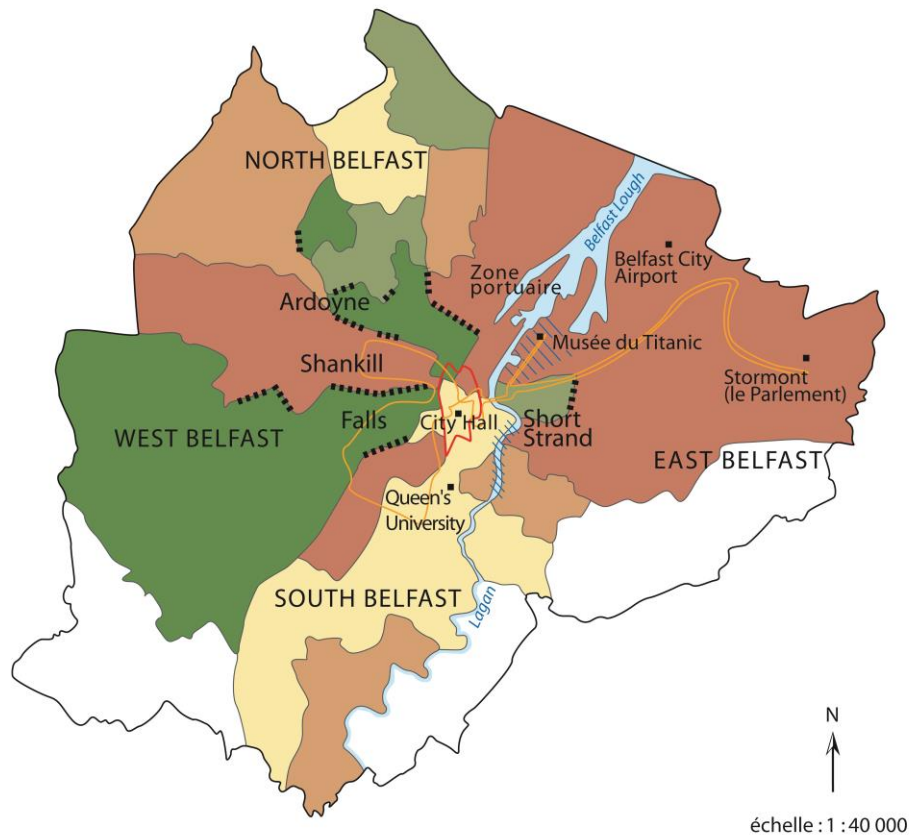
Type d'espaces	Indices spatiaux
Communautaire	Espaces fermés (ségrégation spatiale)
Neutre	Espaces ouverts (recours à l'espace public)
Mixte	Situation résidentielle nuancée

Figure 2 : Typologie de recherche

Source : Adèle Schar

Ces espaces seront identifiés et représentés régulièrement à l'aide de l'outil cartographique et photographique au cours de la recherche. La carte suivante (**Figure 3**) propose dès cette introduction des éléments pour comprendre la répartition communautaire entre quartiers catholiques, protestants, et mixtes. Elle donne par ailleurs quelques éléments de localisation concernant des sites ou encore des informations qui ont été évoqués jusqu'ici.

Répartition confessionnelle, politiques de la ville et urbanité(s) à Belfast



Les espaces résidentiels du conflit : une urbanité qui reste confessionnelle

- Quartiers catholiques
- Quartiers majoritairement catholiques
- Quartiers protestants
- Quartiers majoritairement protestants
- Principales *peacelines*

Les espaces neutres ou mixtes : à la recherche d'une urbanité européenne, commune

- Délimitation du centre-ville
- Les projets de rénovation des anciennes friches industrielles : *Titanic Quarter*, berges de la rivière Lagan
- Quartiers mixtes

Autres informations :

- Limites administratives de la ville de Belfast (*Local government boundaries, 2012*)
- Circuit touristique en bus "*hop on - hop off*" proposé par la ville de Belfast
- Données indisponibles

Conception : Adèle SCHAR, 2014.
Fond de carte : "Belfast distict", *Department of Environment*
Sources : Jutta Turner ; The Cain Web Service

Figure 3 : Répartition confessionnelle, politiques de la ville et urbanité(s) à Belfast

Source : Adèle Schar, d'après des données Jutta Turner / CAIN Web service

En plus de la cartographie, les photographies sont un médium privilégié dans cette recherche. Une réflexion importante est engagée sur la question de l'utilisation de la photographie – et également de la vidéo – en sciences sociales et principalement en sociologie⁴⁵. Elle se pose également en ce qui concerne la géographie et l'aménagement⁴⁶, puisque la photographie comme la carte sont des éléments essentiels du discours sur l'espace (Chatelain, 1989)⁴⁷.

J'ai le plus possible mobilisé les nombreuses photographies personnelles que j'ai réalisées lors de mes différents déplacements sur le terrain de recherche – bien que j'ai pu avoir recours le cas échéant à des photographies récupérées sur des supports variés pour mettre en lumière certains points que je n'ai pu photographier moi-même. Les photographies – comme les cartes – ont été mises en valeur dans le corps de texte, à travers le choix de leur donner une taille importante. Cela est d'autant plus essentiel que parfois, ce sont des détails qui peuvent être notés et qui n'auraient pu être visibles de *prime abord*⁴⁸ et encore moins si la taille de l'image était restreinte.

Comme le note J.-P. Terrenoire « Produire des images scientifiques, c'est d'abord les prendre. Cela est-il toujours possible ? L'introduction d'une caméra ou d'un appareil photo est une chose délicate car ce n'est pas seulement un corps étranger qui s'introduit dans une pratique sociale, c'est avec lui tout un dispositif d'observation distanciée et différée. » (Terrenoire, 1985, p. 519)⁴⁹. C'est un mode de représentation (Conord, 2007) qui permet

⁴⁵ Ce qui peut être regroupé sous l'appellation « sociologie visuelle », voir par exemple Vander Gucht (2017). Il existe néanmoins une réflexion plus ancienne sur l'« anthropologie visuelle », voir Conord (2007).

⁴⁶ Dans un autre registre, celui des expériences d'urbanisme participatif, les sociologues C. Cuny et H. Rey (2013) ont montré que la photographie et le film peuvent être des instruments de mobilisation, qui fonctionnent parallèlement à l'usage qui est en traditionnellement fait pas les experts – appareil iconographique que M. Lussault nomme les « figures spatiales » (Lussault, 1998, p. 47).

⁴⁷ En gardant à l'esprit que, comme la carte, la photographie peut véhiculer un message subjectif qui relève des choix de son auteur (Marshall, 2009).

⁴⁸ On rejoint ici l'un des avantages de la photographie qui permet la « perception de la totalité de la situation cadrée » (Piette, 1992, n.p.).

⁴⁹ Je n'ai pas eu de difficultés pour prendre des photographies à Belfast. Une seule chose notable s'est produite lorsque je photographiais les *murals* sur Falls Road, en mai 2014 ; un passant est venu me dire que je prenais des photographies et que je devais savoir que les touristes n'étaient pas appréciés par ici, avant de continuer son chemin sans attendre de réponse de ma part. Je pense qu'il faisait référence au fait que la veille, un touriste s'était fait molester au même endroit alors qu'il prenait des photos de la *mural* de Gerry Adams, qui se situait à quelques mètres. Voir cet article du *Irish News* (06/05/2014) : <http://www.irishnews.com/news/2014/05/06/news/tourist-violently-robbed-at-new-mural-90864>. Cette *mural* a été sujette à débat et était d'ailleurs en train d'être repeinte le jour où je me trouvais sur place (voir chapitre 8). Je venais d'en parler longuement avec le peintre et de la photographier après lui avoir demandé l'autorisation, rejoignant ici l'idée d'une « négociation » avec les personnes présentes pour figer l'instant social par la photographie (Terrenoire, 1985). La remarque que m'a faite ce passant est donc sans doute à prendre de manière isolée.

d'établir une spatialité et une temporalité figées (Piette, 1992) : le recours à la photographie participe par conséquent pleinement à l'acte narratif de ma recherche, en se focalisant sur tel ou tel objet, à tel endroit, à tel instant.

Je considère donc que la photographie peut avoir un rôle plus large que celui d'une illustration qui viendrait en appui au texte – ce qui reste déjà une caractéristique essentielle puisqu'elle s'inscrit pleinement dans la démonstration (Browaeys et Chatelain, 2011) et permet la valorisation voire la clarification d'un discours scientifique (Conord, 2007) –, et qu'elle peut s'appréhender comme un réel matériau de recherche. Plus qu'une donnée, il s'agit d'un également d'un instrument. En outre, « Dans la littérature consacrée au visuel en urbanisme, il n'est pas seulement question de l'image de la ville, codifiée pour et par la pratique urbanistique, mais aussi de l'image d'une ville en particulier. Cette dernière image n'est plus le moyen mais l'enjeu de l'intervention des urbanistes. » (Cuny et Rey, 2013, p. 22). La valorisation de la photographie est ainsi pleinement justifiée dans une recherche sur les transformations urbaines⁵⁰.

3.2. Études des représentations

Les entretiens qualitatifs me permettent de connaître la position des décideurs politiques, des aménageurs et autres porteurs de projets urbains à Belfast ; ils me fournissent une « réponse-discours » (Blanchet et Gotman, 2010, p. 7) en mettant en évidence les logiques et les raisonnements des différents acteurs. Il s'agit dans cette recherche d'étudier la manière dont les projets d'aménagement sont conçus par les décideurs politiques, mis en place par les aménageurs, et perçus par les citoyens, en fonction de leurs représentations de l'espace urbain. Les entretiens qualitatifs menés sont significatifs puisqu'ils ont permis d'identifier les différents types d'acteurs (institutionnels, communautaires...). Aux acteurs à la vision surplombante (à l'échelle de la ville, par exemple) s'ajoutent les acteurs spécifiques aux différents cas d'étude. Ils ont été choisis afin de présenter un éventail large et donc représentatif (travailleur communautaire, membre des organismes gouvernementaux, partenaires intermédiaires...). En complément, des entretiens

⁵⁰ Pour un réseau de chercheurs qui s'intéresse à l'usage de la photographie dans les études urbaines, voir : <http://photographierlaville.hypotheses.org>

avec des universitaires spécialistes ont été menés. Des échanges plus informels avec des habitants de Belfast ont également pu être mobilisés au cours de la recherche.

4. Méthodologie de recherche

Ma méthodologie de recherche a consisté à regrouper des informations à propos des grands axes de ma recherche, à savoir l'idée de mise en tensions et de conflit, de pratiques citadines, de politiques urbaines et d'urbanité.

4.1. Quatre cas d'étude pour trois grands types d'espace

Comment expliquer à Belfast qu'à tel endroit un projet soit monté, quels sont les mécanismes décisionnels ? Le cas échéant, quelles sont les raisons de sa « réussite » et quelles traductions en termes d'urbanité ? Comment sont prises en compte les revendications sociales qui y sont attachées ? Cette recherche se focalise ainsi sur quelques opérations d'aménagement pertinentes de régénération urbaine⁵¹ pour chaque espace identifié préalablement dans ma typologie (**Figure 4**) – neutre, mixte, communautaire :

- Je me concentre sur la rénovation du centre-ville, que j'étudie en parallèle avec la réhabilitation du *Titanic Quarter*, puisque ces espaces symbolisent la volonté de neutralité recherchée par les acteurs dans le but de produire des espaces européanisés, qu'il s'agisse à l'origine de redynamiser une ancienne friche industrielle ou un centre en déclin.
- Pour les espaces communautaires, j'ai choisi l'aire de régénération urbaine dans East Belfast, un quartier d'habitats à majorité protestant et ouvrier. La maison de quartier (*Skainos*) fait partie du plan d'action – elle est définie comme un espace partagé qui promeut le redéveloppement et la transformation communautaire.

⁵¹ La formule « régénération urbaine » fait clairement référence à la traduction de l'expression anglaise « *urban regeneration* ». Voir Bailoni (2014) pour un point sur les choix de vocabulaire. Pour C. Chaline et D. Papin (2004), la politique de régénération urbaine britannique rappelle la Politique de la Ville en France, bien que les spécificités nationales soient beaucoup plus importantes.

- En ce qui concerne les espaces mixtes, je me focalise sur une aire de régénération urbaine dans un quartier aux alentours de la Queen's University, que je considère comme mixte et cosmopolite.

	« Type » d'espace	Fonctions	Description du projet	Principaux acteurs de l'urbain	Urbanité(s) visible(s)
Centre-ville	Espace neutre / partagé	Travail, commerces, loisirs Habitats privés	Redynamisation du centre-ville	Partenariat Public-Privé (PPP)	Neutre / partagée
Titanic Quarter	Espace neutre	Travail, commerces, loisirs Habitats privés	Revitalisation d'une ancienne friche industrielle	Partenariat Public-Privé (PPP)	Neutre
Inner East Belfast	Espace communautaire	Principalement résidentielle Logements sociaux	Régénération urbaine du quartier	<i>Department for Social Development (DSD) et associés</i>	Entre soi
Inner South Belfast	Espace mixte	Principalement résidentielle Logements sociaux et privés	Régénération urbaine du quartier	<i>Department for Social Development (DSD) et associés</i>	Mixte

Figure 4 : Tableau récapitulatif de la typologie spatiale et des projets d'aménagement étudiés

Source : Adèle Schar

4.2. Cadrage théorique

À partir de la littérature scientifique, je propose un travail théorique afin de proposer une bonne compréhension du sujet. Aux ressources principales liées à mes disciplines d'inscription – la géographie et l'aménagement de l'espace et l'urbanisme – j'ai parfois eu recours à des « détours scientifiques » (Gervais-Lambony, 2003, p. 9) qui ont été intégrés dans ma recherche.

Si un nombre significatif de données a pu être récupérées en ligne, il faut ajouter aux références recueillies en France celles récoltées en République d'Irlande⁵² et principalement en Irlande du Nord ces dernières années. La littérature anglo-saxonne constitue la majorité de mes références. J'y ai eu accès au sein des bibliothèques municipales mais surtout universitaires, comme celle de la Queen's University of Belfast. Cependant, l'accès à l'information n'a pas toujours été aisé : les bibliothèques universitaires, les plus documentées, n'étant pas libre d'accès⁵³. Certains ouvrages ont pu me manquer, parce qu'ils étaient empruntés, ou bien en réserve – je n'avais accès qu'à ceux en rayon – et je n'ai pas toujours pu scanner ou photocopier certaines illustrations ou certains passages.

En ce qui concerne la littérature grise, de nombreux documents officiels sont publiés par les institutions, dont ceux qui concernent plus particulièrement les projets d'aménagements. Si certains sont en ligne, les liens ne restent pourtant pas valides très longtemps et des documents ont été tout simplement archivés et ne sont plus accessibles. Les documents les plus importants et les plus riches de sens ont principalement été recueillis sur place, à la suite des entretiens avec les différents acteurs, à ma demande quand cela ne venait pas directement de la part de mes interlocuteurs.

4.3. Terrain

Une approche qualitative est ici privilégiée. Elle s'appuie sur une série d'entretiens – 29 – qui ont été réalisés à Belfast⁵⁴ auprès des principaux acteurs impliqués à différents degrés dans les questions urbaines et dans les relations aux habitants (aménageurs, décideurs, entrepreneurs, usagers, associations d'habitants...) mais également auprès d'universitaires proches de mes thèmes de recherche et surtout du terrain⁵⁵. Des questions similaires et semi-directives ont été posées à toutes les personnes interrogées. P. Romelaer, professeur en sciences de gestion, considère que l'entretien semi-directif possède « des

⁵² Lors de mon déplacement en Master 2 dans le cadre de mon mémoire de recherche.

⁵³ Avant de me rendre à la bibliothèque universitaire il a fallu demander en amont l'autorisation d'avoir une carte de visiteur temporaire en fournissant un dossier présentant mes travaux, les ouvrages que je souhaitais consulter, des lettres de recommandation... J'ai pu accéder plusieurs fois à la bibliothèque, mais toujours pour une durée très restreinte et en dehors de certaines périodes réservées en priorité aux étudiants pour leurs révisions d'examen.

⁵⁴ Je me suis rendue au total près de dix fois à Belfast ces dernières années, à raison de deux à trois fois par an en moyenne, pour des séjours courts d'une semaine comme pour certains plus long de deux mois.

⁵⁵ Voir la liste complète des entretiens conduits en annexe 2.

garanties d'absence de biais qui vont dans le sens d'une bonne scientificité » puisque que les questions sont construites de sorte à peu influencer la personne interrogée (Romelaer, 2005, p. 102). J'ai la plupart du temps suivi un guide d'entretien⁵⁶ qui constitue une véritable grille d'analyse⁵⁷. « Le guide d'entretien (...) structure l'interrogation mais ne dirige pas le discours. », rappellent le professeur de psychologie A. Blanchet et la sociologue A. Gotman (2010, p. 62). En ce sens, cet outil permet de conduire des entretiens à la fois libres et structurés, répondant ainsi aux exigences de la technique semi-directive. Cette dernière est par ailleurs principalement utilisée pour mener à bien des entretiens qualitatifs, qui s'intéressent aux pratiques et aux perceptions des personnes interrogées (Fennetau, 2002).

La première prise de contact pour les entretiens a été très difficile, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires travaillant dans les différents organismes d'État. C'est une machine lourde et les courriels ou les appels téléphoniques sont parfois restés sans réponse, ce qui m'a poussée à me rendre à l'accueil de ces organismes pour demander qui pourrait m'accorder un entretien. Cependant, une fois les premiers contacts noués, il a été plus aisé d'avoir accès à d'autres personnes ressources par « effet boule de neige », souvent conseillées par les premiers acteurs que j'avais rencontrés.

Une grande difficulté qui ressort reste le fait de ne pas avoir été sur place pour une durée très longue (plusieurs mois consécutifs, par exemple). Cela a pu m'empêcher d'avoir des rendez-vous avec certaines personnes, toujours en déplacement ou bien qui me proposant une date alors que j'étais déjà partie. Les sociologue et anthropologue S. Beaud et F. Weber (2010) insistent sur l'intérêt d'avoir un certain recul sur l'objet de recherche ; un terrain en dehors du territoire français apparaît à première vue plus délicat, ne serait-ce que par les contraintes logistiques, linguistiques et d'accès aux sources. Or, comme le précisent les auteurs, il permet peut-être ce détachement indispensable au chercheur. Effectivement, travailler sur Belfast m'a demandé de me familiariser avec la littérature scientifique et les terminologies de l'aménagement anglo-saxons, de repérer les acteurs, etc. Je considère avoir largement bénéficié de ma position de doctorante étrangère : à mon sens, elle m'a

⁵⁶ Voir annexe 1.

⁵⁷ Les acteurs de l'urbain, décideurs et aménageurs, sont non-académiques, au sens où leur travail s'inscrit dans le domaine professionnel et non dans la sphère scientifique et universitaire. Les hypothèses ne leur ont donc pas été présentées telles qu'elles ont été énoncées après l'élaboration de la problématique de recherche – puisque ceci a nécessité un travail de conceptualisation important – mais plutôt reformulées.

permis de poser pratiquement toutes les questions que je voulais, même les plus sensibles puisque n'étant ni « orange », ni « green » et qui plus est non-anglophone.

Après quelques entretiens de cadrage, tous les entretiens ont été réalisés auprès des membres d'organismes publics (*Department for Social Development, Belfast City Council...*), assimilés (*East Belfast Partnership...*), privés (*Titanic Quarter Limited...*), des associations de quartier (*Skainos...*) et autre (**Figure 5**). Les entretiens ont duré en général de 30 minutes à 1 heure 30 et j'ai la plupart du temps enregistré la conversation grâce au caractère formel de la rencontre – sur rendez-vous et/ou dans une salle de réunion par exemple. Les seules exceptions notables – discussions collectives ou sortie sur le terrain – sont précisées par des astérisques dans la liste des entretiens (annexe 2) ainsi que dans le corps de la recherche.

Organismes / profils d'acteurs	Nombre d'entretiens
Autorité locale	2 entretiens
Autorités gouvernementales	6 entretiens
Acteurs assimilés	5 entretiens
Acteurs privés	2 entretiens
Associations de quartier	3 entretiens
Autres acteurs	5 entretiens
Universitaires	6 entretiens

Figure 5 : Répartition générale des entretiens en fonction du profil des personnes interrogées

Source : Adèle Schar

N.B. : Voir la liste complète des entretiens en annexe 2.

Ces professionnels ont dans la grande majorité été bienveillants, certains plus aidants encore que ce que j'espérais. Il faut néanmoins prendre garde à un biais intrinsèque à l'enquête de terrain : les « dominants (industriels, hauts fonctionnaires, gros commerçants, professions libérales, intellectuels) » sont plus à même d'influer les résultats issus de la rencontre, de par leur position de force et leur capacité d'action par rapport au terrain (Beaud et Weber, 2010, p. 7). Certains acteurs ont refusé d'être enregistrés et/ou cités dans ce travail, précisant qu'ils n'étaient que des *civil servants* – ou fonctionnaires – et qu'ils ne voulaient pas que leur propos soient mal interprétés ou révélateurs de la pensée d'État ; ou

bien étaient-ils tous simplement inconfortables avec mes thématiques, ce fut particulièrement le cas quand j'ai abordé les questions communautaires. En effet, lors d'un entretien, la personne interrogée m'a demandé de couper mon enregistrement à l'instant où j'ai demandé comment les citoyens percevaient le projet et s'il existait éventuellement des tensions entre les groupes communautaires.

Le recueil d'informations auprès d'habitants a été plus variable et surtout plus difficile. Comme il m'a fallu du temps pour cerner la mécanique des opérations urbanistiques en accédant aux personnes ressources, cela m'a fait me concentrer sur les rencontres avec des acteurs officiels dans le cadre d'entretiens formels. Certains acteurs – institutionnels ou universitaires – ont néanmoins pu me donner volontiers leur point de vue d'habitant, ce qui apporte des données éclairantes. Enfin, les rencontres avec les habitants ont largement pris la tournure de discussions informelles. En ce sens, elles ne peuvent être listées : les informations significatives qui découlent de ces rencontres sont disséminées au fil de la thèse.

J'ai pu échanger avec un peintre irlandais alors qu'il repeignait une des *murals* du quartier de Falls (catholique), ou bien me confronter à des protestants orangistes plutôt réfractaires du Twaddell Camp, un camp illégal installé sur un terrain vague appartenant au *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), le bailleur social. Dans ce cas précis, trois tentatives ont été nécessaires pour que je puisse les aborder ; je me suis fait une première fois écartée par les membres du Twaddell camp car ils m'ont annoncé qu'ils allaient « affronter » la police locale – ce n'était donc pas le bon moment – et la deuxième fois parce que tout le quartier était inaccessible, fermé par la police pendant plusieurs jours.

Ces deux exemples parmi d'autres de discussions avec des habitants de Belfast, l'un catholique, les autres protestants, montrent que les tensions restent latentes pour certains membres de chaque communauté. L'espace public et le paysage urbain sont utilisés pour manifester ce ressenti communautaire et le besoin de maintenir un entre soi. Ceci rappelle que le conflit communautaire est encore actif.

De plus, ce constat s'est immiscé brutalement dans le cadre de mes entretiens officiels. Gerard Davison, travailleur communautaire que j'ai interrogé, a été abattu en pleine rue par un tueur à gages quelques semaines après que je l'ai rencontré. J'ai découvert dans les journaux qu'il était l'ancien commandant en chef de l'IRA. Ceci amène à s'interroger

sur « qui » sont réellement les acteurs communautaires dans les quartiers mono-confessionnels de Belfast, c'est un élément central du sujet sur lequel je reviendrai.

En définitive, je considère que le travail d'entretien apporte au chercheur une dimension critique, nécessaire afin de compléter, voire de remettre en question les constats présentés comme officiels par les différents acteurs de l'urbain, responsables politiques et aménageurs. Le terrain donne à voir la réalité sociale et le cadre spatial du projet urbain. Malgré une réelle volonté d'objectivation, le chercheur est, de fait, impliqué dans le travail de terrain et n'est pas neutre. Par ce travail de recherche, je présente ma compréhension des perceptions et des pratiques des personnes interrogées. Il serait illusoire de croire que le compte-rendu des entretiens est dénué de toute subjectivité.

4.4. *La question monographique*

Il faut percevoir ce travail de recherche au-delà du caractère – non exempt de critiques – de la monographie⁵⁸. Lors de mon Master 2, mon choix s'était d'ailleurs penché plus facilement sur l'étude comparative, entre Dublin et Belfast (Schar, 2013) ; en ce sens, j'ai suivi les orientations récentes de la recherche en géographie afin de « comprendre mieux une ville par l'étude d'une autre et inversement. » (Gervais-Lambony, 1994, p. 12). Or, je pense aujourd'hui qu'il est plus cohérent de comprendre les transformations qui ont lieu en particulier à Belfast, tout en gardant à l'esprit le fait qu'elle peut servir d'exemple pour dépasser son ancrage territorial en Irlande du Nord. En effet, Belfast reste une ville européenne. Plus qu'une « petite ville », elle peut devenir un « territoire témoin » – dans lequel s'observent des processus et des dynamiques socio-économiques plus globaux – pour reprendre les éléments du titre d'un article du géographe J.-C. Édouard (2012). En définitive, j'étudie le cas de Belfast dans une perspective plus large – l'objectif à terme est de comparer, que l'approche soit à l'origine monographique ou comparative⁵⁹, ces dernières utilisant des orientations scientifiques proches (Guéranger, 2012).

⁵⁸ D'autres thèses récentes ont suivi ce raisonnement ; voir par exemple Bridonneau (2013) pour la géographie.

⁵⁹ La volonté de comparer comporte d'ailleurs elle aussi des risques, comme celui par exemple de « déformer les réalités pour faciliter des rapprochements ou des oppositions intellectuellement séduisantes. » (Gervais-Lambony, 1994, p. 456).

Ma recherche, parce qu'elle concerne la gestion d'un conflit dans un espace urbain, la crise de production de la ville, les solutions proposées en termes de lien social et d'urbanité et parce qu'elle interroge la paix comme bien commun en Irlande du Nord – en questionnant sa dimension spatiale – rejoint le constat que les modèles de traitement des problèmes sociétaux sont inadaptés à gérer la crise ou le changement. De plus, les questions d'anthropologie urbaine associée à une analyse plus politique des conditions d'engendrement de la démocratie sont également à prendre en considération puisque ma recherche doctorale s'intéresse au conflit, aux rapports de forces, aux décisions en matière de politiques urbaines et à la création d'espaces de participation/négociation. Ces considérations permettent de dépasser le cadre parfois trop vu comme réducteur de la monographie.

5. Structure de la thèse

Cette recherche est structurée en trois parties qui correspondent aux trois grands moments retenus pour répondre à la problématique de recherche.

- **Première partie** : Administrer le passé, préparer l'avenir

La première partie fait le constat d'une ville qui s'inscrit à la fois dans une dynamique post-industrielle et européenne ; elle subit en parallèle les conséquences urbaines du conflit communautaire entre catholiques et protestants.

- **Deuxième partie** : Belfast, une ville de projets

La deuxième partie analyse les défis urbanistiques proposés par les acteurs de l'urbain pour changer l'image de Belfast, à la fois dans une optique post-industrielle mais également post-conflictuelle.

- **Troisième partie** : Les urbanité(s) de Belfast

La troisième partie interroge les limites de l'action publique : les acteurs de l'urbain n'arrivent pas à proposer une urbanité partagée dans l'ensemble de l'espace urbain, avec pour conséquence la promotion d'une « ville de projets » aux détriments des espaces communautaires.

PRÉAMBULE : LES DIFFÉRENTS ESPACES DE BELFAST

La capitale nord-irlandaise est une ville à l'héritage colonial britannique mais également industriel. Ce passé est encore visible dans l'architecture de certains bâtiments comme dans celui des maisons. Par comparaison, les constructions dans les espaces de régénération urbaine sont plus modernes. Ce préambule a donc pour objectif de présenter les différents espaces de Belfast – dont mes quatre cas d'étude – en prenant entre autres pour appui des photographies personnelles.

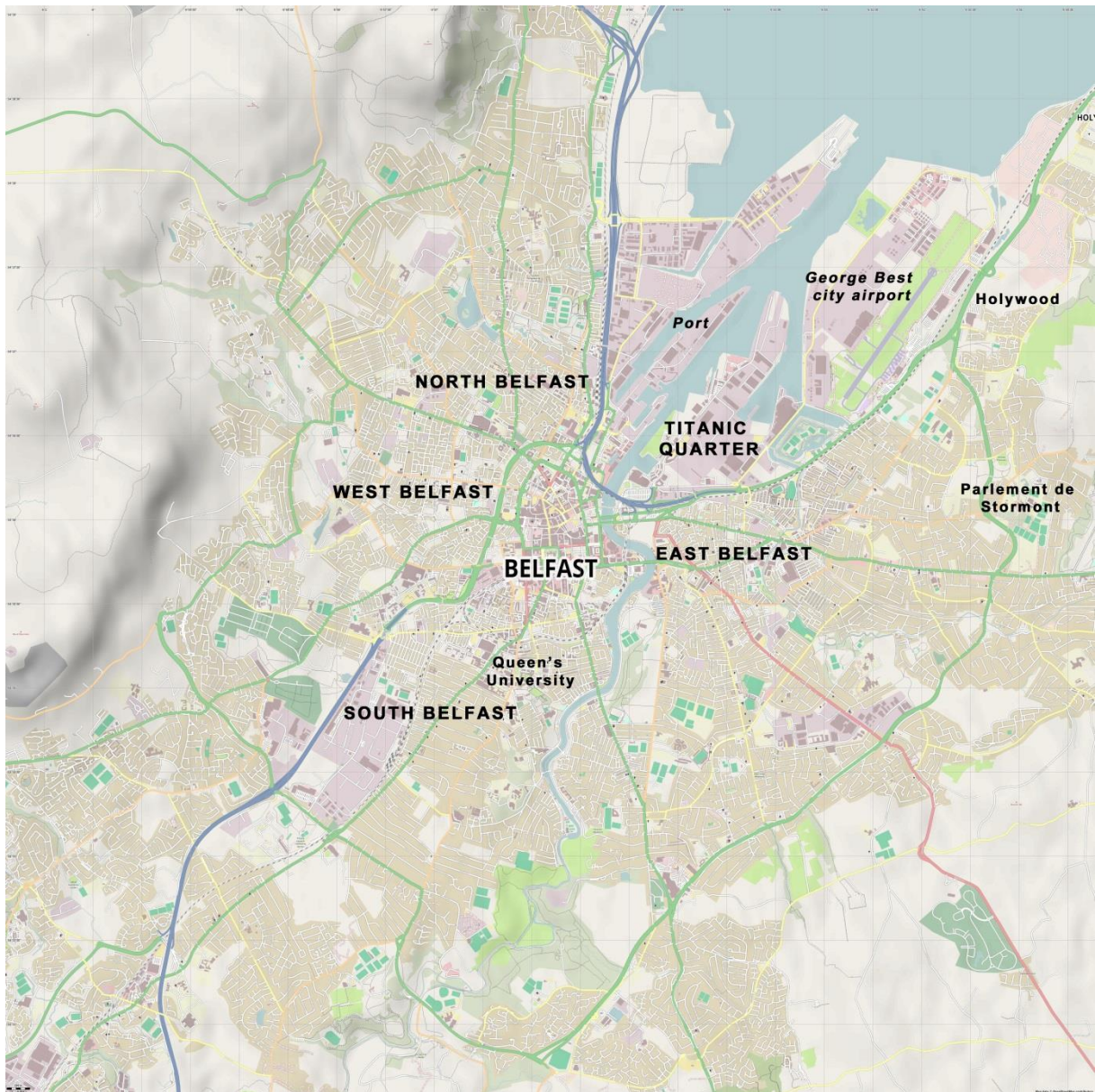


Figure 6 : Carte de Belfast, 2016

Source : Adèle Schar, d'après une carte topographique générée avec des données Open Street Map, <http://www.4umaps.eu>

N.B. : La ville de Belfast est située à l'extrémité Sud-Ouest d'une rade d'environ vingt kilomètres appelée Belfast Lough⁶⁰ et est entourée d'une série de collines. À l'Ouest, l'altitude atteint près de 500 mètres⁶¹ et marque la naissance du plateau d'Antrim, qui recouvre la quasi-totalité du comté du même nom. À l'Est, les pentes du North Down sont plus douces. Ces reliefs ont contraint le développement urbain de la ville ce qui explique que l'étalement se concentre vers les espaces au Nord, à l'Est et au Sud de la vallée (Boal, 1995). Aujourd'hui, la ville s'étend sur près de 115 km² mais reste est une « petite » ville, si l'on prend en compte les standards britanniques (Brown, 2009).

⁶⁰ En Irlande, le nom *lough* désigne un lac ou un bras de mer ; il est très similaire au terme écossais *loch*.

⁶¹ Divis est le point culminant, à 478 mètres, suivi par Black Mountain, 390 mètres. Cave Hill, plus au Nord, a une altitude de 370 mètres (Belfast Hills Partnership).

Le centre-ville se trouve pratiquement au centre géométrique de la ville de Belfast. En son cœur se trouve le City Hall – la mairie. Dans les blocs alentours – principalement au Sud de la mairie, qui est le *office core* traditionnel –, de nombreux espaces de bureaux sont présents, qu'il s'agisse de locaux d'entreprises ou de sièges institutionnels. Le centre-ville est donc clairement un *Central Business District* (CBD). Les récents développements l'ont étendu vers l'Est, jusqu'aux quais. Les principales artères commerçantes se trouvent principalement au nord du City Hall, notamment Royal Avenue et Victoria Street, traversées par des rues piétonnes, ainsi que les deux principaux centres commerciaux de Castle Court et Victoria Square.

Au Sud du centre-ville se trouve la Queen's University. Le quartier dans lequel elle s'inscrit est dynamique – en particulier le soir – puisque de nombreux restaurants, bars, cinéma et boîtes de nuits se concentrent sur les axes reliant le centre-ville et le campus. Une partie de cet espace est également résidentiel et est constituée en majorité de maisons individuelles – souvent mitoyennes –, largement partagées par des étudiants.

Au nord/nord-est du centre-ville se trouvent les docks et les activités portuaires ; la rive gauche concentre les activités portuaires, tandis que la rive droite, où se trouvaient les chantiers navals de Belfast, est encore majoritairement une friche industrielle – bien que cet espace soit en pleine reconversion avec notamment le lancement du Titanic Quarter.

Le reste de l'espace urbain de Belfast est constitué en majorité de zones résidentielles. Suivant la logique d'expansion urbaine, les maisons individuelles non-mitoyennes et de taille plus importantes se retrouvent à partir de la proche banlieue, tandis que les habitats en péricentre s'apparentent à des corons. Il existe également une corrélation socio-économique de la répartition de la population, puisque la classe moyenne et supérieure habite généralement dans la périphérie proche – excepté en ce qui concerne les rares appartements récents du centre-ville ou du Titanic Quarter –, tandis que l'*inner city*⁶² reste largement ouvrière – et fortement communautaire.

⁶² L'*inner city* correspond à une réalité géographique, située à la périphérie immédiate du centre-ville. P. Vaiss note cependant qu'il peut s'agir, suivant les villes, de quartiers plus ou moins dispersés et propose la traduction de « centres-villes déshérités » ou « défavorisés » (Vaiss, 1996, p. 134) ; elle prend en compte en plus de la caractéristique spatiale des critères socio-économiques – puisque les *inner cities* ont connu le déclin industriel et les conséquences en termes de chômage et de pauvreté qui lui sont liées, ou encore souffrent de la dégradation du bâti et d'une dépopulation.



Figure 7 : Vue aérienne de Belfast en septembre 2008

Source : Adèle Schar, d'après ISNI Online, n.d., <https://www.flickr.com>

Le réseau urbain est fortement polarisé autour du centre-ville, qui a par ailleurs une importante fonction de connectivité : la desserte en bus de ville suit une logique de desserte en étoile puisque que toutes les correspondances s'effectuent autour de Donegall Square, dans les rues encadrant le City Hall. En complément de ce hub, les bus régionaux sont eux centralisés à environ 500 m à l'Ouest, à la gare routière Europa. La gare ferroviaire Central Station se trouve à l'Est. En bus comme en train, les liaisons sont assurées avec le reste de l'Irlande du Nord mais aussi avec la République d'Irlande puisqu'une part très importante du trafic traverse la frontière avec comme première destination Dublin⁶³.

⁶³ Outre les trains quotidiens, la compagnie de bus AirCoach assure de part et d'autre de la frontière pratiquement une liaison par heure entre Belfast et Dublin, 24 heures sur 24 et 364 jours par an. Ceci montre la très forte connexion entre les deux villes et l'importance du trafic passager. À noter que la liaison profite également d'un arrêt à l'aéroport international de Dublin ; bien que Belfast possède deux aéroports, un local et un international, l'aéroport de Dublin est grâce à ce système très bien desservi depuis Belfast.



Figure 8 : Les principaux axes de communication à Belfast
Source : Adèle Schar, d'après une carte de la *Northern Ireland Assembly*, n.d.

Deux axes majeurs de circulation se distinguent : la M3 Motorway, qui suit un axe Nord/Nord-Est, et la Westlink, qui dessert le Sud/Sud-Ouest de la ville jusqu'à se transformer en autoroute et traverser la frontière de l'Irlande du Nord.

Le centre-ville



Photo 1 : Le City Hall à l'architecture victorienne se situe à l'extrémité de l'une des artères commerçantes du centre-ville, Donegall Place. Le bâti est dense et vertical.



Photo 2 : Le centre-ville piéton – ici, un espace public, Arthur Square – près du centre commercial Victoria Square.

Figure 9 : Le centre-ville

Source : Adèle Schar, mars 2015

Les quais ou Laganside



Photo 1 : Les *waterfronts* ou le réaménagement des quais en centre-ville. Des appartements de standing à gauche, la tour British Telecom et l'hôtel Hilton au centre, le centre de conférence Waterfront Hall à droite.



Photo 2 : Rive droite, avec en arrière-plan les grues du chantier naval Harland & Wolff – nommées respectivement Samson et Goliath – où se trouve aujourd'hui le Titanic Quarter.

Figure 10 : Les quais

Source : Adèle Schar, mai 2014

Le Titanic Quarter



Photo 1 : Le Belfast Metropolitan College à gauche, les nouveaux appartements en arrière-plan avec à droite le complexe Odyssey Arena.



Photo 2 : Les grues jaunes du chantier naval à gauche, les bureaux d'études Harland & Wolff au centre, le musée du Titanic à droite.

Figure 11 : Le Titanic Quarter

Source : Adèle Schar, mai 2014

East Belfast



Photo 1 : Les maisons mitoyennes ou *terraced houses* typiques de ce quartier populaire et ouvrier ; en arrière-plan, la tour British Telecom à proximité des quais, sur l'autre rive.



Photo 2 :

En arrière-plan du quartier résidentiel, les grues jaunes qui annoncent le Titanic Quarter, bâti sur un ancien quartier industrialo-portuaire. En bas à gauche de l'image, une *mural*, omniprésentes dans East Belfast.

Figure 12 : East Belfast

Sources : Adèle Schar, mai 2014 (photo 1) et mai 2015 (photo 2)

South Belfast



Photo 1 : Au Sud, le quartier universitaire vers Botanic Road, très dynamique.



Photo 2 : Plus au Sud encore, le quartier aisé et les maisons individuelles ou *detached houses* de Malone Road.

Figure 13 : South Belfast

Source : Adèle Schar, mars 2015

« – Vous ne connaissez pas le Nord ? Alors vous ne connaissez pas l'Irlande, avait dit Pêr.

Et cette phrase stupide m'avait vexé. » (Chalandon, 2009, p. 34)

PREMIÈRE PARTIE : ADMINISTRER LE PASSÉ, PRÉPARER L'AVENIR

Cette première partie propose une approche qui remet Belfast dans la perspective des villes industrielles européennes en déclin (chapitre 1) tout en relevant la spécificité conflictuelle de la capitale nord-irlandaise – indispensable à prendre en compte tant les conséquences sont visibles, encore aujourd'hui (chapitre 2) ; ces deux dynamiques combinées permettent d'amorcer l'analyse de la recomposition de l'espace urbain grâce à l'ouverture d'un espace de parole à la fin des *Troubles* (chapitre 3).

CHAPITRE 1 : Belfast, ville post-industrielle

Mis à part toute la littérature sur Londres et sa région, les écrits sur les villes britanniques ont souvent analysé le caractère industriel de ces dernières. Or, ils ne mentionnent que peu Belfast sous ce prisme. L'Irlande du Nord comme sa capitale sont surtout étudiées dans une démarche historique et, principalement à travers l'angle du conflit communautaire. Pourtant, la capitale nord-irlandaise reste une ville à l'héritage manufacturier et qui doit aujourd'hui faire face aux conséquences de la désindustrialisation, considérations qui sont propres à d'autres villes d'Europe de l'Ouest

1. Une ville européenne en déclin

1.1. Une ville industrielle majeure

Belfast devient un espace urbain de taille significative au début du XVI^e siècle⁶⁴ – avec le développement des *plantations* et l'arrivée des colons anglais et écossais en Ulster – mais plus encore au début du XIX^e siècle avec l'implantation d'industries. En effet, l'Ulster a connu un essor industriel que l'on ne retrouve pas ailleurs en Irlande⁶⁵, calqué sur la Révolution industrielle que connaissait l'Angleterre.

L'économie nord-irlandaise s'appuie d'abord sur le secteur textile. Celui-ci se développe à Belfast aux XVIII^e et XIX^e siècles, avec d'une part la production de lin⁶⁶ – vers 1890, Belfast devient la capitale mondiale de l'industrie du lin (Moindrot, 1993)⁶⁷ – et d'autre part la filière du coton – dont le développement est notamment poussé par la mécanisation et le faible coût des matières premières importées⁶⁸. Le secteur de la construction navale⁶⁹ émerge ensuite vers 1850 – les chantiers navals sont d'ailleurs le

⁶⁴ La ville de Dublin est quant à elle considérée comme le premier établissement de type urbain à se développer en Irlande à partir du IX^e siècle.

⁶⁵ Les comtés de Down et Antrim – Belfast se trouve dans ce dernier – se démarquent économiquement (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996)

⁶⁶ De surcroît, la plante est cultivée dans la région.

⁶⁷ D'où le surnom de Belfast à la fin des années 1800, « Linenopolis » (Johnson, 2014).

⁶⁸ Ce qui a un temps concurrencé le lin.

⁶⁹ S'ajouteront les activités qui lui sont liées, comme la production de cordes ou de voiles (Plöger, 2007).

symbole de la puissance industrielle protestante (Peyronel, 2001) – et l'ingénierie se développe au début du XX^e siècle (Power, Plöger et Winkler, 2008). « Belfast, la Manchester irlandaise » (Goldring et Ní Ríordáin, 2012, p. 76), est un port qui profite de l'essor économique des Midlands et du Nord de l'Angleterre, devenu le nouveau centre industriel britannique. La région de Belfast s'inscrit donc profondément dans la Révolution industrielle britannique, « tournant le dos au reste de l'île [d'Irlande] ». (Joannon, 2006, p. 209). L'architecture et l'urbanisme de certains quartiers de Belfast correspondent d'ailleurs tout à fait à l'image de ce que J.-C. Caron et M. Vernus nomment « l'Angleterre noire et rouge des fumées et des briques » dans laquelle s'incarne la société urbaine – et industrielle – britannique dès le milieu du XIX^e siècle (Caron et Vernus, 2015, p. 75). L'essor économique et l'augmentation de la population a dès lors produit un espace urbain dense, caractéristique d'une ville industrielle majeure (**Figure 14**).



Photo 1 : Belfast en 1929



Photo 2 : Belfast en 1939

Figure 14 : Photographies aériennes de Belfast au début du XX^e siècle

Sources : *Belfast Telegraph* ; archives/NMNI, août 1929 (photo 1) et collection/NMNI, avril 1939 (photo 2)

Le développement des activités industrielles se traduit par l'arrivée massive d'une population rurale (**Figure 15**) – principalement catholique ; Belfast éclipse même à cette époque Dublin et devient à la fin du XIX^e siècle la ville la plus importante de l'île (Plöger, 2007). Ces deux caractéristiques rapprochent plus Belfast des villes britanniques de Glasgow et Liverpool que de Dublin (Hanna, 1999, cité par Plöger, 2007). L'historien H. Kearney évoque d'ailleurs les conséquences dans ces villes de ces mouvements massifs de population, du Sud rural vers le Nord industriel mais également d'un espace culturel à un autre : « *The result was to create in cities such as Glasgow, Liverpool, Belfast and Cardiff a "melting pot" effect, marked by inter-ethnic hostility.* » (Kearney, 2006, p. 223)⁷⁰.

L'héritage victorien – et donc britannique – à Belfast

L'époque victorienne correspond à une période de grande prospérité de l'Empire britannique. C'est d'ailleurs ce qui explique le patriotisme dont fait preuve le peuple britannique, en tout cas au XIX^e siècle – en lien certain avec l'impérialisme britannique, sa domination économique sur l'Europe et son emprise coloniale (Caron et Vernus, 2015). À Belfast, l'architecture cossue victorienne rappelle cet héritage – colonial – britannique ; en témoignent la statue de la reine Victoria (dont le règne s'étend de 1837 à 1901) devant le City Hall ou des noms de rue aux consonances britanniques, comme Donegall Street. Contrairement à Dublin, où les références coloniales ont été remplacées – après la partition de 1921, une des principales avenues de Dublin est renommée O'Connell Street –, à Belfast, elles ont été conservées. Plus récemment, c'est bien le nom de « Victoria Square » qui a été donné au nouveau centre commercial ouvert en centre-ville.

⁷⁰ Les conséquences de l'augmentation massive de la population irlandaise à Belfast est un élément indispensable à surligner ; je reviendrai plus en détail sur la répartition communautaire des populations dans l'espace urbain car il conditionne encore aujourd'hui les prises de décisions et la marge d'actions, notamment en termes d'aménagement urbain, des acteurs nord-irlandais.



Figure 15 : Carte du centre de Belfast en 1902

Source : Ordnance survey map, 1902, citée par Royle, 2006

N.B. : L'intérêt de cette carte est à comprendre par rapport au dépeuplement du centre-ville de Belfast au cours du XX^e siècle. Le *Forum for Alternative Belfast* a par exemple produit des cartes qui montrent aujourd'hui à quel point la trame viaire a changé, avec pour critique principale que les récents aménagements ne laissent paradoxalement pas plus de place à l'espace public ni n'encouragent la connectivité et le vivre ensemble (voir *infra*).

En termes de structure urbaine, la ville de Belfast se rapproche de certains modèles urbains. R. Hawe, *Belfast Regional Planner* au sein du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), considère qu'avec une organisation plutôt auréolaire organisée autour d'un CBD situé au centre géométrique, suivi par des quartiers industriels⁷¹ et enfin résidentiels, Belfast s'apparente au modèle de Burgess (R. Hawe, entretien, 10/01/2014) – ce qui rejoint la théorie des zones concentriques. Or, il me semble judicieux de ne pas exclure également le rapprochement avec le modèle sectoriel de Hoyt⁷² qui identifie les quartiers les plus aisés le long d'axe de transport et éloignés des industries (**Figure 16**).

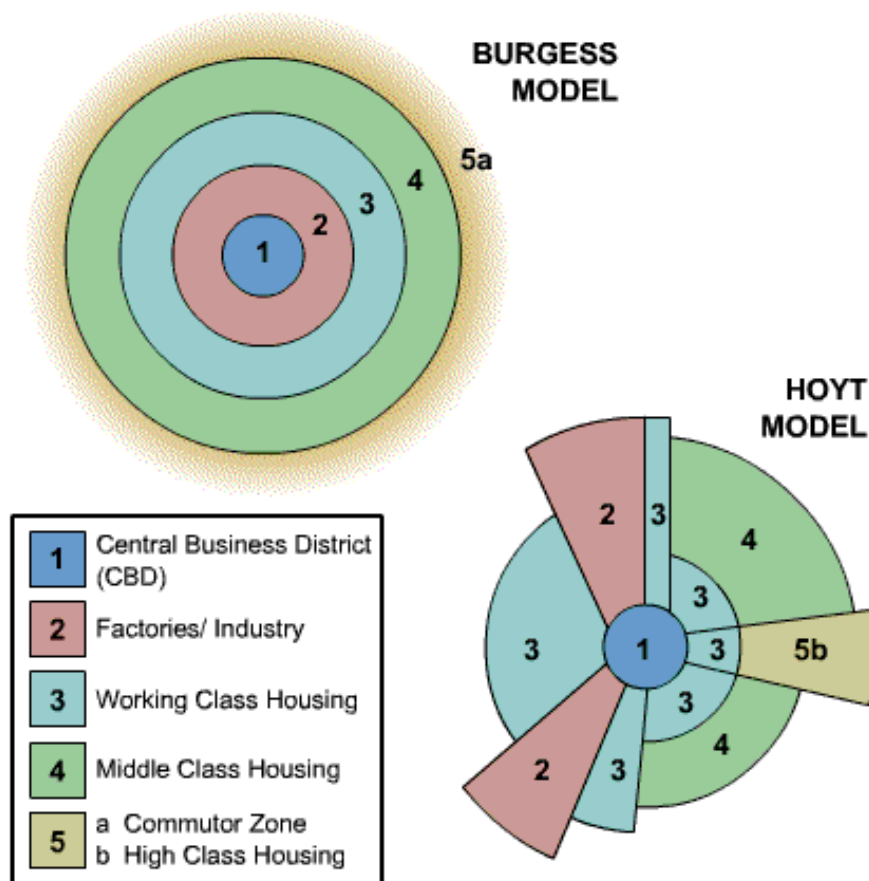


Figure 16 : Les modèles urbains de Burgess et Hoyt
Source : <http://www.markedbyteachers.com>

⁷¹ C'est bien à partir du XIX^e siècle que les divisions de l'espace urbain en aires sociales et fonctionnelles se font plus prégnante, conséquence directe de l'industrialisation.

⁷² De nombreux auteurs ont présenté les modèles morphologiques de l'écologie urbaine ; voir par exemple Bailly (1975) ou encore Roncayolo (1997).

Un compromis entre les deux précédents modèles est envisageable, puisque P. Doherty (1990, cité par S. Roulston)⁷³ a proposé une organisation à la fois concentrique quant à structure sociale – les familles avec enfants s'éloignant de la ville-centre – et sectorielle en ce qui concerne l'organisation socio-économique⁷⁴.

Enfin, bien qu'un peu daté – 1965 – le modèle de Mann (**Figure 17**) reste pertinent puisqu'il recoupe à la fois les organisations concentrique de Burgess et sectorielle de Hoyt mais surtout parce qu'il fut proposé comme modèle urbain pour les villes britanniques⁷⁵. Étant donné que la fabrique urbaine de la capitale nord-irlandaise a largement suivi les standards britanniques, il offre donc un éclairage pertinent qui apparaît plus en adéquation dans le cas de Belfast que les modèles standards de Burgess et de Hoyt, pensés à l'origine pour les villes nord-américaines. Le modèle de Mann s'appuyait entre autres sur l'orientation du vent pour expliquer la localisation des sites industriels et, par extension, des espaces résidentiels (Rae, 2001). C'est d'ailleurs sur la base du modèle de Mann que fut pensé le modèle de Robson (**Figure 17**). En effet, l'étude de Sunderland – ville portuaire du nord-est de l'Angleterre⁷⁶ – par le géographe B. T. Robson (1969) montre clairement la juxtaposition de zones concentriques comme de secteurs. Ces deux caractéristiques se retrouvent de la même manière à Belfast, ville elle aussi *river-based* – à savoir, implantée le long d'un cours d'eau : les cercles concentriques concernent à l'Est de la rivière Lagan, tandis que l'Ouest est plutôt divisé en secteurs (Jones, 1960, cité par Robson, 1969). B. T. Robson explique cette disposition par un effet centripète du CBD⁷⁷ sur une rive, et l'éloignement de l'environnement industriel qui a un effet répulsif⁷⁸ sur les classes supérieures, tandis que les quartiers ouvriers se situent à proximité immédiate de la rivière et donc de l'industrie⁷⁹.

⁷³ <http://www.geographyinaction.co.uk>

⁷⁴ Je n'ai pu trouver d'iconographie à ce sujet.

⁷⁵ Les villes industrielles anglaises de Sheffield, Nottingham et Huddersfield ont servi à sa construction.

⁷⁶ Il s'agit par ailleurs d'une des villes qui a majoritairement voté en faveur du « Brexit », comptabilisant environ 61 % de voix pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne en juin 2016. Avec un chômage plus important que dans le reste du pays, Sunderland a parfois été présentée par les médias comme le fief des « Eurosceptiques ». Voir l'annexe 4 pour un point sur la situation de l'Irlande du Nord et les perspectives possibles à la suite du « Brexit ».

⁷⁷ Ce qui induit une hétérogénéité spatiale, conséquence de la concentration des activités économiques (Géneau de Lamarlière et Staszak, 2000).

⁷⁸ À Belfast, il s'agissait d'ailleurs d'industries lourdes et donc polluantes.

⁷⁹ À Belfast, les chantiers navals sont par exemple concentrés au Nord-Est, le long de la rade. L'ensemble géographique de East Belfast, accolé aux chantiers, reste un quartier historiquement ouvrier.

Figure 1: Mann's model of the structure of a hypothetical British city

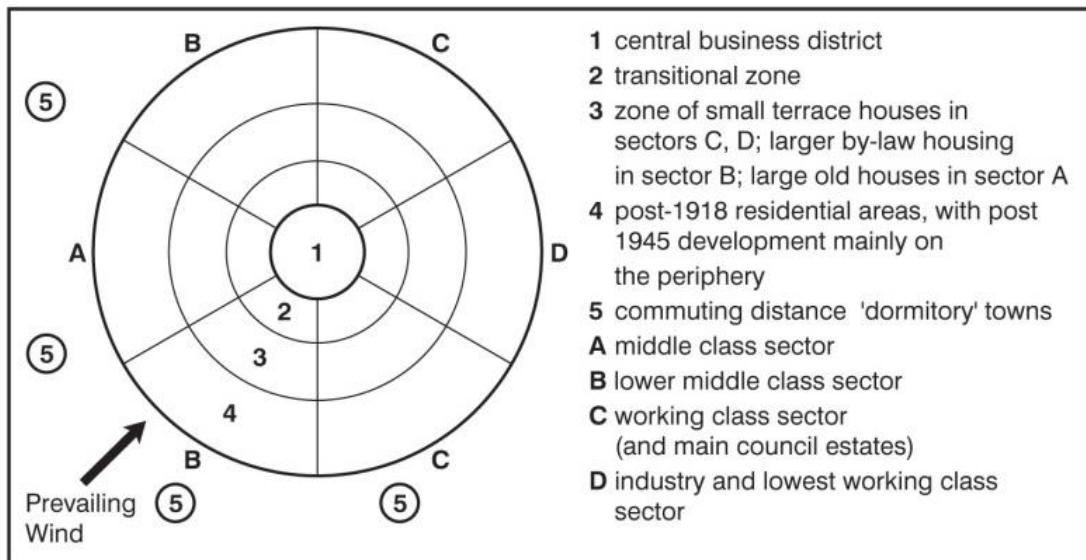


Figure 3: Robson's model of residential segregation patterns in Sunderland

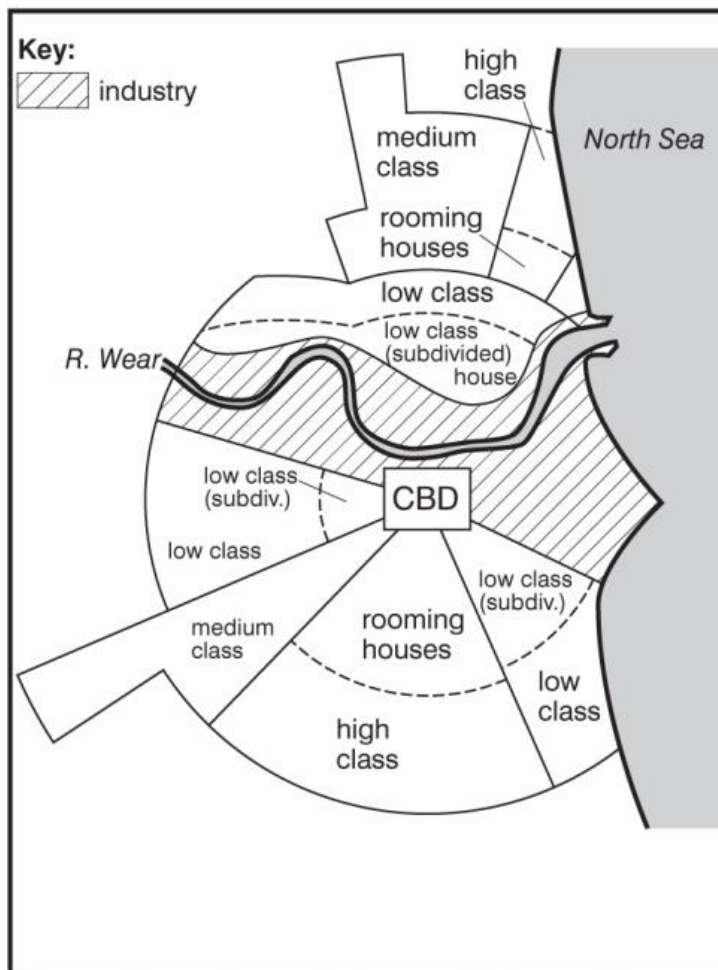


Figure 17 : Les modèles de Mann et de Robson

Source : Daniel et Hopkinson, 1990, cités par Rae, 2001

Les citoyens ne sont pas un ensemble d'individus au mode de vie homogène, puisque l'espace urbain s'articule autour de nombreuses « aires morales » regroupant autant de groupes d'appartenance (Stébé et Marchal, 2007). En définitive, chaque modèle implique une réflexion sur la perception des habitants – voire des groupes socio-économiques – qui correspond à « l'idée mentale que se fait l'individu de son environnement et de son rôle dans l'espace urbain. » (Bailly, 1975, p. 164), pouvant par la suite expliquer leurs comportements et leurs usages de l'espace en tant que citoyens.

1.2. Les conséquences de la désindustrialisation

Le Royaume-Uni a vu sa part de la production industrielle mondiale drastiquement chuter depuis l'époque industrielle : si elle était à plus de la moitié en 1815, elle est aujourd'hui à environ 4 % (Marx et Moindrot, 2000). Les mutations du secteur industriel ont eu des répercussions à Belfast, d'autant plus importantes que le développement économique de la ville ne dépendait que de quelques secteurs de l'industrie lourde⁸⁰. La capitale est en effet, au début des années 1950, très industrialisée et très spécialisée avec un regroupement des activités dans l'*inner city* (**Figure 18**).

⁸⁰ Dublin, en comparaison, a moins souffert du déclin industriel du fait d'une spécialisation moindre.

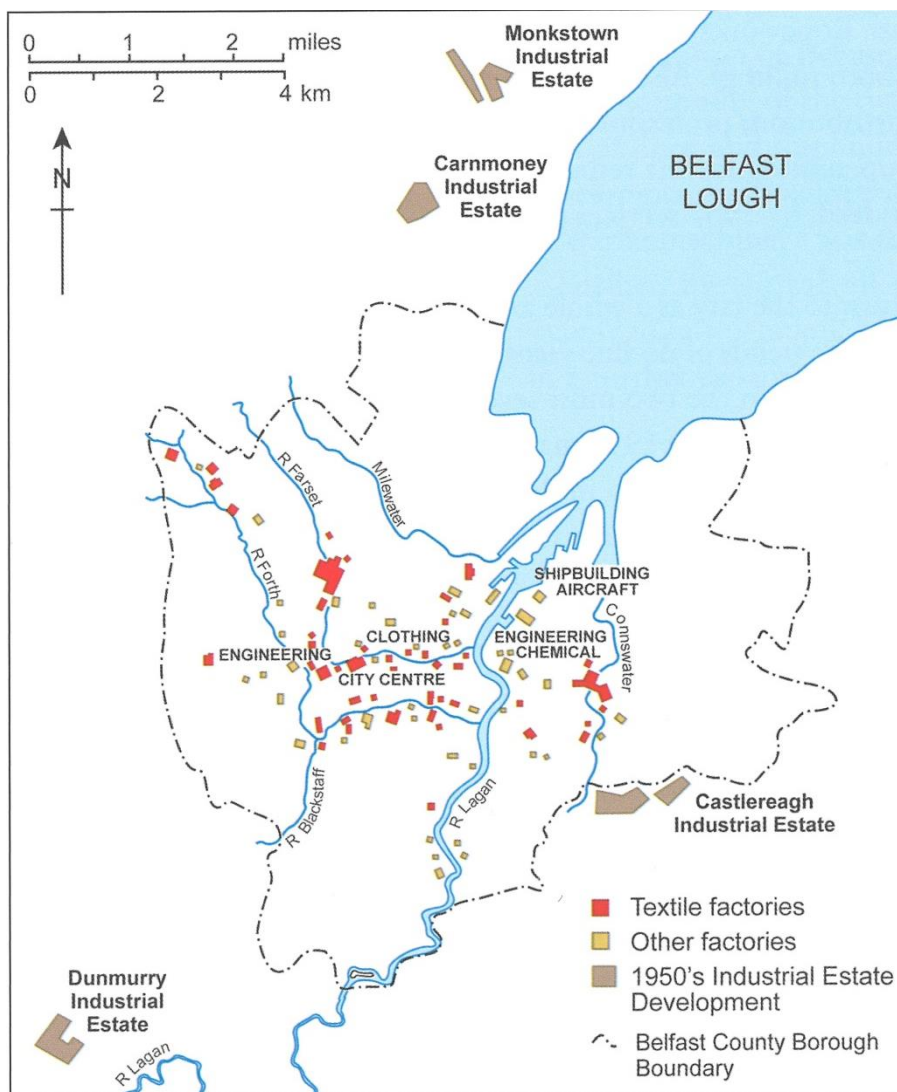


Figure 18 : L'industrie manufacturière à Belfast au début des années 1950

Source : Hart, d'après Thomas, 1956, in Boal et Royle, 2006

Ainsi, la capitale nord-irlandaise a-t-elle connu un déclin significatif de ses activités traditionnelles majeures – l'industrie du lin⁸¹, de la construction navale et de l'ingénierie –, principalement dans les années 1960 (Plöger, 2007). Les chantiers Harland & Wolff ont vu leur effectif passer de 25 000 à 7 000 salariés entre 1950 et 1980 (Chaline, 1991). Comme d'autres villes industrielles britanniques⁸² et plus généralement européennes⁸³, Belfast est

⁸¹ Elle a quasiment disparue en Irlande du Nord (Marx et Moindrot, 2000).

⁸² Du point de vue politique, pour P. Le Galès « La crise des *inner cities*, qui est allée de pair avec le déclin de l'industrie britannique traditionnelle, a progressivement ruiné le modèle de gestion *labourist* ou travailliste municipale » (Le Galès, 1990, p. 714).

⁸³ Pour une comparaison du déclin et du devenir des villes industrielles européennes de Belfast et Sheffield (Royaume-Uni), Leipzig et Brême (Allemagne), Bilbao (Espagne) Turin (Italie) ainsi que Lille et Saint-Étienne (France), voir par exemple : Power (2013) ; Power, Plöger et Winkler (2008).

entrée dans une phase de désindustrialisation⁸⁴ (**Figure 19**). La caractéristique propre à Belfast est qu'à cette même période, le conflit communautaire entre dans une phase de violence qui se transforme dès 1968 en guerre civile.

► Economic crisis in seven cities 1970-2005

Cities	Period	No. of manufacturing jobs lost
Leipzig (City)	1989-1996	87,000
Bilbao (metro area: Gran Bilbao)	1970-2001	56,000
Belfast (city)	1973-2001	51,000
Sheffield (city)	1971-2004	86,000
Torino (province)	1971-2005	171,000
Saint-Étienne (metro area)	1977-2001	29,000

Note: In all tables, charts and graphs, city refers to the current administrative boundaries of the city. Where the wider metropolitan area is referred to, this is made clear.
Sources: Stat. Landesamt Sachsen; City of Leipzig; Stat. Landesamt Bremen; BAW Research

Figure 19 : Les effets de la crise économique dans six villes, dont Belfast (1970-2005)

Source : D'après différentes sources statistiques, cités par Power, 2013.

N.B. : Ces différentes villes ont été choisies par A. Power, spécialiste en politiques sociales, parce qu'elles ont en commun plusieurs facteurs, à savoir : une dépendance historique à l'égard de l'industrie manufacturière jusque dans les années 1980 ; une perte de population et une augmentation du taux de chômage, conséquence du déclin de ce secteur industriel ; des efforts ainsi que des signes de rétablissement ; une résilience⁸⁵ dans un contexte global de récession.

⁸⁴ La fermeture des usines nord-irlandaises est à mettre notamment en relation avec le développement de la concurrence asiatique, à coût plus faible (Moindrot, 1993). Ce phénomène est une des conséquences de la mondialisation et de la globalisation de l'économie qui a impacté de nombreuses villes industrielles occidentales, en Europe de l'Ouest notamment. À ce facteur peuvent d'ailleurs s'ajouter la crise pétrolière des années 1970 – qui a contribué à l'augmentation des dépenses énergétiques – et l'ouverture des marchés européen à la concurrence, d'abord au sein d'une Union Européenne en évolution constante (Power, Plöger et Winkler, 2008).

⁸⁵ Voir chapitre 3 sur la question de la résilience.

1.3. Le déclin démographique de la ville-centre

À l'instar de la désindustrialisation, le déclin démographique de la ville centre traduit le déclin de la ville de Belfast.

Dans l'ensemble du Royaume-Uni, la Révolution industrielle entraîne des concentrations urbaines et la naissance de villes champignons, ce qui marque la paupérisation des centres-villes anciens, devenus trop denses⁸⁶. Puis, la tendance à la suburbanisation s'observe à partir de l'entre-deux guerres, suivie par la création de villes nouvelles (dès 1945)⁸⁷ ce qui achève de dépeupler les centres⁸⁸ (Moindrot, 1993).

Ce modèle de croissance urbaine britannique a pu être observé à Belfast. Depuis l'époque industrielle la ville a connu une expansion spatiale, en particulier au cours du XX^e siècle. Les limites administratives ont donc logiquement évolué pour s'adapter à l'étalement urbain. F. Boal (1995) découpe l'espace urbain de Belfast en trois cercles concentriques : la *core-city* correspondant aux limites municipales ; les *Belfast Urban Area suburbs* regroupant l'aire de bâti continu ; et la *outer regional city* qui englobe les lieux de résidence des *commuters* qui effectuent des migrations pendulaires. Cette division de l'espace urbain peut s'apparenter au schéma classique ville-centre/banlieue/espace périurbain qui est couramment utilisé pour décrire les métropoles françaises. Il est tout à fait applicable à Belfast. Conséquence d'un important étalement urbain, l'aire métropolitaine de Belfast est donc l'une des plus étendue du Royaume-Uni (Plöger, 2007) (**Figure 20**).

⁸⁶ C'est également le cas à Dublin, où une politique de *slum-clearance* est mise en place entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles pour pallier à ce problème (Heurley, 2002)

⁸⁷ Le *New Towns Act* de 1946 lance la politique britannique des villes nouvelles, complété par le *Expanded Towns Act* de 1953 qui concerne le développement d'unités urbaines déjà établies (Robert, 2011).

⁸⁸ En Irlande du Nord, la première ville nouvelle est apparue aux milieux des années 1960 – soit vingt ans après la première ville nouvelle du Royaume-Uni, Stevenage, au Nord de Londres (Verrière, 1966) : il s'agit Craigavon, au Sud-Ouest de Belfast. En parallèle, la ville de Derry/Londonderry fut étendue (Robert, 2011).

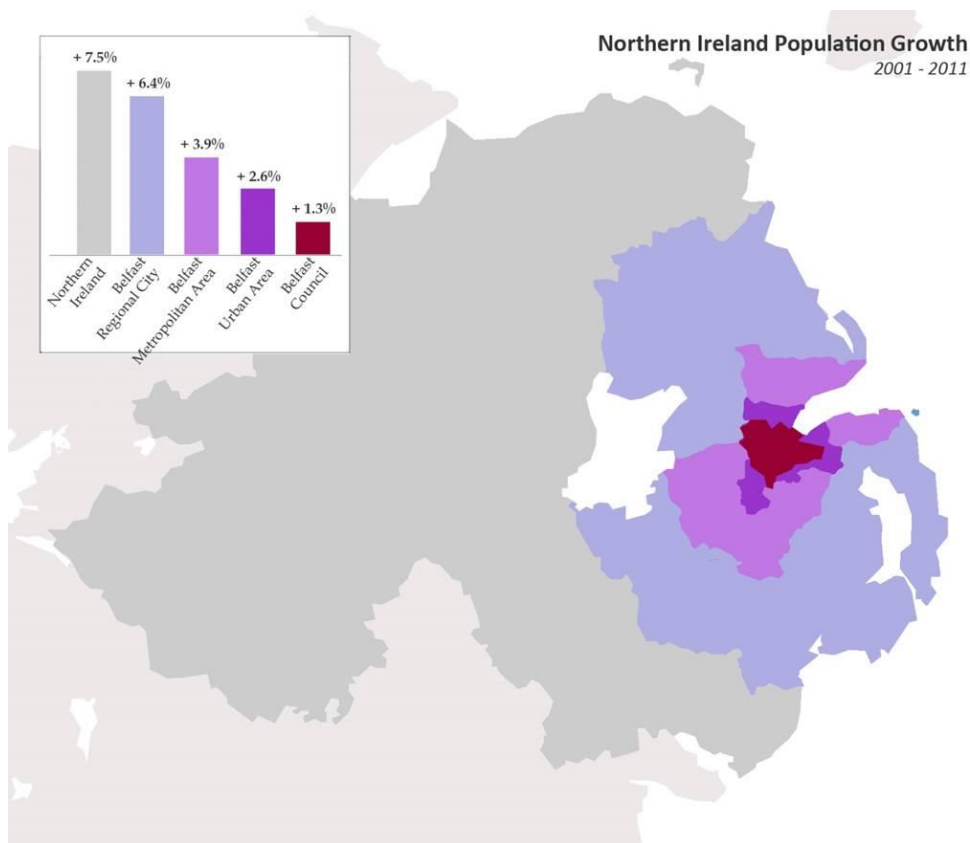


Figure 20 : L'évolution de la population nord-irlandaise entre 2001 et 2011

Source : Gaffikin, n.d.-b

N.B. : Il existe plusieurs découpages administratifs qui ont évolué ces dernières décennies. Le *Belfast City Council* (BCC) correspond à la municipalité ; la *Belfast Urban Area* (BUA) à une conurbation ; la *Belfast Metropolitan Area* (BMA) à l'aire métropolitaine. On retrouve cette catégorisation en ce qui concerne la mise en place des stratégies et des plans d'aménagement, puisqu'elles ne sont pas gérées par les mêmes organismes institutionnels en fonction de l'échelle d'action (voir chapitre 3).

En parallèle, l'étude de l'évolution de la *core-city* ou ville-centre (**Figure 21**) est significative ; la population a largement décliné à partir des années 1950.

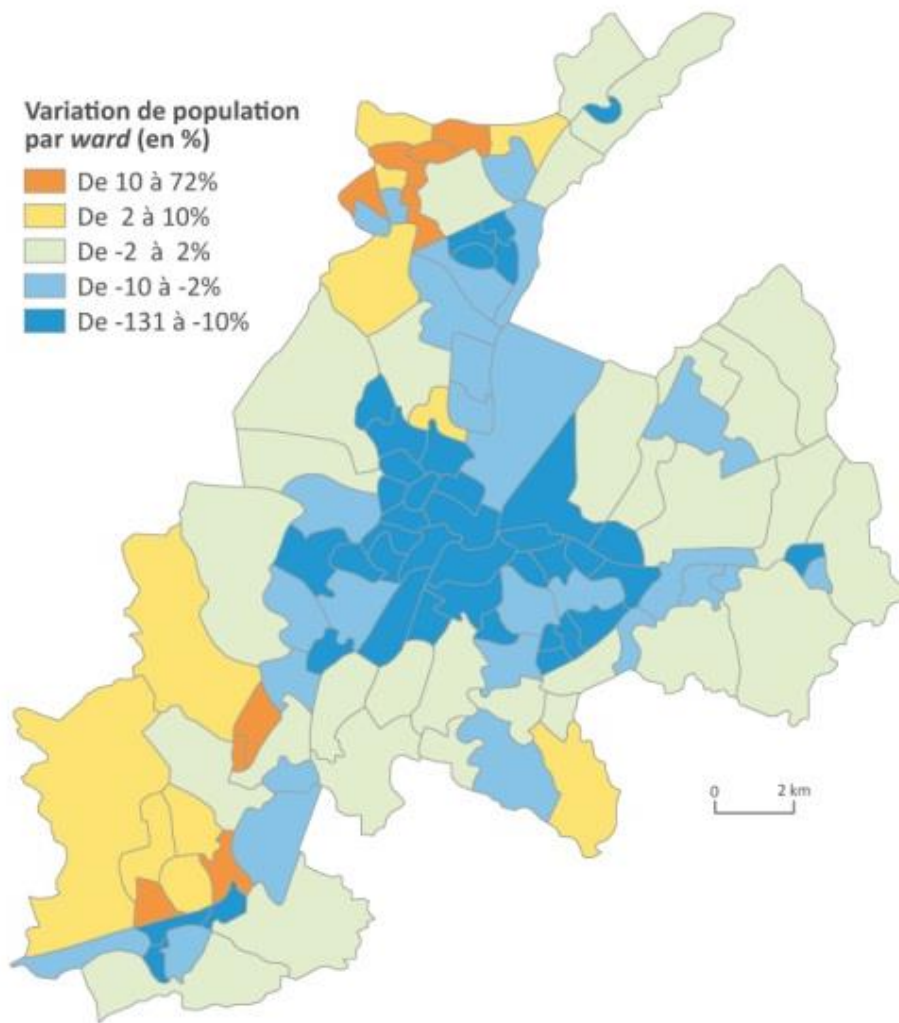


Figure 21 : Les dynamiques de population dans la *Belfast Urban Area* (BUA) entre 1971 et 1999

Source : Adèle Schar, d'après Power et Shuttleworth, n.d., cités dans Boal, 1995

N.B. : Cette carte montre que la ville centre s'est fortement dépeuplée. Une partie de cette baisse de population s'est faite au profit de la banlieue.

La population de Belfast n'a cessé de décroître depuis le maximum de 444 000 habitants atteint avant la Seconde Guerre mondiale (Boal, 2006). Cependant, depuis le début des années 2000, la population s'est stabilisée avec, entre 2004 et 2008, une baisse de moins de 1 % du nombre d'habitants comparée à une baisse qui a atteint jusqu'à 12 % dans les années 1980 et 1990 (BCC, 2010). Des villes britanniques comme Sheffield, Cardiff ou Leicester ont également connu une baisse de leur population à partir des années 1960 mais avec, à la différence de Belfast, un renversement de la tendance démographique ces dix

dernières années (Gaffikin, n.d.-a). Au recensement 2011, Belfast comptait environ 281 000 habitants⁸⁹ (NISRA, 2014).

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer le déclin démographique à Belfast. Pour commencer, depuis les années 1980, un phénomène de déconcentration s'observe plus généralement au Royaume-Uni avec un déplacement de population vers les banlieues, voire les zones plus rurales (Chaline et Papin, 2004). À Belfast, entre 1951 et 1991, on dénombre 205 000 habitants en moins dans la *core-city* ; la banlieue proche gagne pour sa part 237 000 habitants (Plöger, 2007). Aujourd'hui, la ville de Lisburn, au Sud-Ouest de la ville en direction de Craigavon, a par exemple absorbée une partie de cette population. À ce phénomène de suburbanisation « classique » qui se traduit par l'installation d'une partie des habitants – notamment des familles – en banlieue, il est indispensable de noter le caractère propre à la ville de Belfast, puisque le conflit communautaire accentue la fuite des populations dans les périphéries proches, principalement pendant les *Troubles* : l'*inner city* perd plus de la moitié de sa population entre 1971 et 1991 (DSD, 2005-a). Cette caractéristique est à inclure au cœur du raisonnement sur la fabrique urbaine de Belfast, et permet de comprendre les conflits d'attribution d'espaces qui sont encore prégnants entre les communautés catholiques et protestantes.

Le constat d'un centre-ville dépeuplé est également mis en avant par les membres du *Forum for Alternative Belfast*⁹⁰, un groupe de réflexion créé en 2009 et composé d'architectes et d'aménageurs. Ils ont produit une carte (**Figure 22**) représentant les espaces vacants à Belfast en 2009 (représentés par les aplats rouge).

⁸⁹ Ces données s'appliquent sur le périmètre du *Local Government District* (LGD). Les chiffres changent depuis la récente réforme qui a remodelé les limites administratives : avec le périmètre LGD 2014, et donc l'agrandissement du territoire de Belfast, on obtient le chiffre de près de 334 000 personnes résidant à Belfast. L'aire métropolitaine, bien plus étendue, regroupe quant à elle 651 000 habitants (NISRA, 2008, cité par BCC, 2010).

⁹⁰ Voir le site internet : <https://www.forumbelfast.org>



Figure 22 : Belfast, the « missing city » : les espaces vacants en 2009

Source : Forum for Alternative Belfast, n.d.

N.B. : La critique proposée par le *Forum for Alternative Belfast* (2011) est qu'une partie de la ville « manque » (*the « missing city »*) : la part importante d'espaces vacants à Belfast⁹¹, détenus en majorité par le domaine public, n'est pas exploitée tandis que de nouveaux bâtiments, voire des quartiers entiers, sont construits (comme la Obel Tower le long du Lagside ou encore le Titanic Quarter).

Pour expliquer cette chute de population dans la ville-centre, le *Forum for Alternative Belfast* pointe les conséquences d'une suburbanisation poussée et surtout encouragée par des politiques qui ont favorisé le développement d'infrastructures routières permettant le développement de migrations pendulaires. F. Gaffikin et K. Sterrett⁹² (2014) voient

⁹¹ À titre de comparaison, Dublin est peuplée d'environ 528 000 habitants, mais pour une superficie identique la densité y est pratiquement deux fois plus importante qu'à Belfast (CSO et NISRA, 2012).

⁹² K. Sterrett est architecte et membre du *Forum for Alternative Belfast*.

précisément dans le *Belfast Urban Area Plan* de 1969 un essai délibéré de dépeupler la ville-centre⁹³.

Effectivement, Belfast est une ville de *commuters* dépendant avant tout de leur voiture, mode de transport privilégié pour les principaux déplacements entre la banlieue⁹⁴ et le centre-ville, en suivant un schéma radial⁹⁵. En outre, les emplois les plus qualifiés de la ville-centre sont détenus par 140 000 *commuters* qui font chaque jour le trajet domicile-travail (Gaffikin et Sterrett, 2014). Le réseau de bus suit également une organisation radiale préférée à une offre orbitale, précisément durant les *Troubles* : les divisions communautaires ont favorisé le déplacement de et vers le centre-ville de Belfast (Brown, 2009) pour ne pas desservir *via* un même trajet les quartiers catholiques et protestants.

La congestion est très forte et les ralentissements y sont les plus importants du Royaume-Uni. Une étude constate que les trajets en voiture peuvent être allongés pour une durée allant en moyenne jusqu'à 40 %, ce résultat plaçant Belfast devant Londres avec 38 % (TomTom traffic index, n.d., cité par *The Telegraph*, 22/03/2016⁹⁶).

2. Les défis d'une *shrinking city*

Belfast a connu un déclin significatif à cause de la désindustrialisation et d'une forte chute de sa population. Sur la période 1970-2005, les trois quarts des emplois dans l'industrie ont été perdus et la population a diminué du tiers (Power, Plöger et Winkler, 2008). Ces différents éléments permettent donc aujourd'hui de considérer la capitale nord-irlandaise sous l'angle des *shrinking cities*⁹⁷.

⁹³ En parallèle, S. Brown (1984, cité par Boal, 1995) souligne que la décentralisation commerciale a été plus importante à Belfast comparée à toute autre ville britannique, rapprochant par conséquent la capitale nord-irlandaise des cas américains de croissance suburbaine non-contrôlée.

⁹⁴ Les *commuters* résident pour beaucoup dans les autres municipalités – *councils areas* – qui jouxtent celle de Belfast (McIbbin, 2011).

⁹⁵ <https://nigreenways.com/2013/01/31/socio-economics-belfast-cycling-deprivation/>

⁹⁶ <http://www.telegraph.co.uk/news/12200410/Commuters-in-most-congested-towns-and-cities-waste-five-days-a-year-in-traffic.html>

⁹⁷ Plusieurs études et travaux universitaires s'intéressant à la capitale nord-irlandaise vont également dans ce sens. Voir *infra* et plus généralement la bibliographie.

2.1. Shrinking cities : les villes industrielles en déclin

Objet d'analyse relativement récent de la recherche urbaine⁹⁸ (Wolff, Fol, Roth *et al.*, 2013), les « *shrinking cities* »⁹⁹ ou « villes en décroissance »¹⁰⁰ peuvent être définies :

« *as an urban area – a city, part of a city, an entire metropolitan area or a town – that has experienced population loss, economic downturn, employment decline and social problems as symptoms of a structural crisis. The term "urban shrinkage" is used to stress the fact that this phenomenon is a multidimensional process with multidimensional effects (...). The term expands our understanding of "decline" beyond the simple linear process that is generally understood to follow deindustrialization.* » (Martinez-Fernandez, Audirac, Fol *et al.*, 2012, p. 214).

Ainsi, le déclin touche les villes tant au niveau démographique, économique que social, ce qui a des répercussions notables sur l'espace urbain, sa gestion et son aménagement. En outre, les géographes S. Fol et E. Cunningham-Sabot (2010) précisent que si le déclin des villes est en soi un processus ancien, son ampleur et surtout son internationalisation récente en font aujourd'hui un phénomène global. Les *shrinking cities* traduisent spatialement la mondialisation, comme « un effet local lié au phénomène de *métropolisation* » (Florentin et Paddeu, 2013, n.p).

Néanmoins, les villes occidentales ont été les premières à connaître un affaiblissement démographique significatif, qui s'explique en partie – mais pas exclusivement – par la suburbanisation et la désindustrialisation. Ainsi, les *shrinking cities* sont principalement associées aux régions industrielles affaiblies, comme la *Rust Belt* dans le Nord-Est des États-Unis ou les vieilles régions industrielles d'Europe – Allemagne, Royaume-Uni (Wolff, Fol, Roth *et al.*, 2013).

Par exemple, « depuis les années 1950, Détroit a perdu la moitié de sa population¹⁰¹, au point de constituer aujourd'hui le meilleur exemple d'une *shrinking city* » (Popelard,

⁹⁸ Voir le projet allemand « *Shrinking cities* » (2002-2008) : <http://www.shrinkingcities.com>

⁹⁹ Ce terme a été largement véhiculé dans les médias, notamment aux États-Unis.

¹⁰⁰ La traduction littérale est « ville rétrécissante ». Il existe des débats concernant le vocabulaire utilisé pour aborder cette thématique – « déclin », « décroissance », « rétrécissement », de « rétraction »... – et ses différentes implications. Voir par exemple Fol et Cunningham-Sabot (2010) pour plus de précisions.

¹⁰¹ Certains auteurs recourent à l'expression de « saignée démographique » pour qualifier cette perte massive de population (Florentin et Paddeu, 2013, n.p.).

2009, p. 205). F. Paddeu¹⁰² (2012) considère plus précisément cette ville comme l'incarnation de la crise urbaine états-unienne. En effet, Détroit a été particulièrement touchée par la désindustrialisation – renforcée par la spécialisation fonctionnelle de l'industrie locale dans la construction automobile¹⁰³ – et plus récemment par la crise économique des *subprimes* de 2008. Le chômage y est élevé, la pauvreté également et les marqueurs de cette dépréciation économique s'observent dans l'espace physique de la ville puisqu'on recense 23 % de logements vacants en 2010, soit le double par rapport à 2000 (Nussbaum, 2015).

2.2. Une pauvreté socio-économique persistante, notamment dans les quartiers communautaires

Cependant depuis les années 2000, on a pu parler d'une « renaissance » (« *resurgence* ») de l'économie de Belfast (Brown, 2009), en lien direct avec la stabilité politique nord-irlandaise – période qui correspond à la fin des *Troubles* – mais également avec les aides de l'Union Européenne et un contexte économique global favorable qui a permis une reprise de l'investissement, de la croissance et une baisse du chômage. C. Chaline et D. Papin (2004) remarquaient que l'Irlande du Nord regroupait le PIB par habitant le plus bas du Royaume-Uni, tandis que le taux de chômage¹⁰⁴ ainsi que le pourcentage d'habitants vivant dans un logement social y étaient les plus élevés. Ces mauvais indicateurs plaçaient la région à un niveau critique comparé au reste des pays membres de l'Union Européenne, ce qui confirmait la polarisation sociale (Mangin, 2006) et économique de la région. Aujourd'hui, cet écart est comblé puisque le taux de chômage en Irlande du Nord est seulement légèrement supérieur à la moyenne nationale¹⁰⁵. Cependant, la proportion du logement social à Belfast atteint 26 %, soit plus que la moyenne nationale qui est de 14,9 % (recensement 2011, cité par NIHE, 2013-a). De plus, pour comprendre le

¹⁰² Géographe, F. Paddeu travaille sur les quartiers en crise urbaine : voir ses travaux sur Détroit qui est l'un de ses cas d'études. Voir également une comparaison avec la ville de Leipzig, en Allemagne : Florentin et Paddeu (2013).

¹⁰³ C'est à Détroit que sont implantées les trois firmes de l'industrie automobiles également connues sous l'expression « *Big Three* » : Chrysler, General Motors et Ford.

¹⁰⁴ L'Irlande du Nord a atteint le « record » de peser jusqu'à un tiers du chômage total de l'ensemble du Royaume-Uni (Mangin, 2006).

¹⁰⁵ Il est estimé à 5,5 % – contre 4,9 % pour l'ensemble du Royaume-Uni ; il est de 4 % à Belfast, périmètre LGD 2014 (NISRA, 2016).

profil économique de la ville de Belfast, une autre statistique est intéressante à prendre en compte : le taux de chômage de longue durée – qui concerne, parmi les personnes au chômage celles qui le sont depuis un an ou plus. En Irlande du Nord, il atteint près de 46 % – ce qui est très sensiblement supérieur au reste du Royaume-Uni, environ 26 % (NISRA, 2016). À Belfast, on observe de fortes disparités locales puisque le taux de chômage de longue durée varie fortement selon les *wards*¹⁰⁶ ; les taux plus élevés s’observent notamment dans la partie Nord et Ouest de la ville, qui sont principalement les quartiers ouvriers, tandis que les quartiers Sud majoritairement aisés sont moins affectés (**Figure 23**).



Figure 23 : Taux de chômage de longue durée en 2014

Source : Adèle Schar, 2016, d’après des données de NISRA/NINIS, 2014 ; fond de carte de 2016

¹⁰⁶ Les *wards* sont des délimitations administratives utilisées entre autres pour les données statistiques et électorales.

Ces chiffres traduisent le niveau très important de polarisation socio-économique à l'échelle de la ville (Plöger, 2007). Il y a quelques années, H. Brown (2009) notait déjà que cette situation était persistante à Belfast, et avançait des projections peu encourageantes.

Cette variation spatiale du taux de chômage est également à mettre en relation direct avec la distribution des quartiers communautaires. En effet, la Révolution industrielle a permis à une bourgeoisie quasi exclusivement protestante d'asseoir son pouvoir économique (Peyronel, 2001). Il existe encore aujourd'hui un lien entre la ségrégation communautaire et le profil socio-économique des quartiers : les populations issues de la *working class* habitent dans les quartiers les plus mono-confessionnels, tandis que les classes moyennes et aisées se retrouvent dans les espaces plus mixtes (Hewstone, Cairns, Voci et al., 2005).

Le *Northern Ireland Multiple Deprivation Measure* (NIMDM) regroupe différents paramètres statistiques afin de prendre en compte ce qui fait la « *deprivation* » : la traduction française de « *deprivation* » – privation, manque, déchéance... – ne m'apparaît pas satisfaisante. Il faut ici le comprendre au sens d'une « situation défavorisée » qui prend en compte des données telles la misère économique, sociale, l'isolement géographique... C. Chaline rappelle que la notion de *deprivation* a été proposée par P. Townsend¹⁰⁷ : elle rejoint l'idée d'un « déficit d'intégration aux modes de vie dominants », ce qui fait partie, avec les difficultés économiques et le mal-logement, des trois caractéristiques du « triangle des handicaps » qui touche les populations urbaines en situation de précarité (Chaline, 2011, p. 14-15).

Le NIMDM 2010 est par exemple établi à partir de 52 indicateurs de la période 2007-2009 et qui sont regroupés à hauteur variable sous les catégories suivantes¹⁰⁸ :

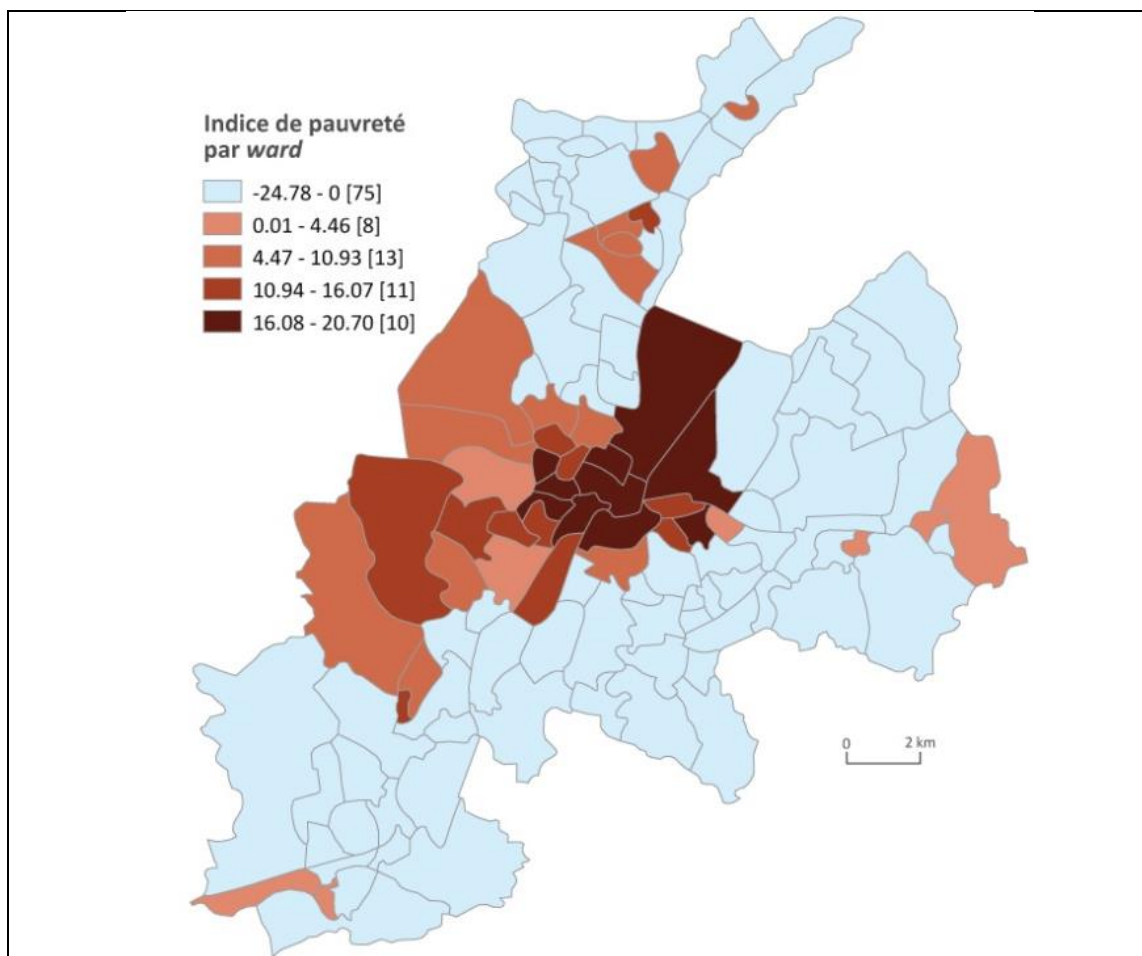
- *income deprivation* (25 %)
- *employment deprivation* (25 %)

¹⁰⁷ Le sociologue britannique a étudié les conditions de vie des populations défavorisées. Selon lui : « *Individuals, families and groups in the population can be said to be in poverty when they lack the resources to obtain the types of diet, participate in the activities, and have the living conditions and amenities which are customary, or at least widely encouraged or approved, in the societies to which they belong. Their resources are so seriously below those commanded by the average individual or family that they are, in effect, excluded from ordinary patterns, customs and activities.* » (Townsend, 1979, cité par Mack, 2016). Voir les définitions de pauvreté et d'exclusion : <http://www.poverty.ac.uk/definitions-poverty/deprivation-and-poverty>

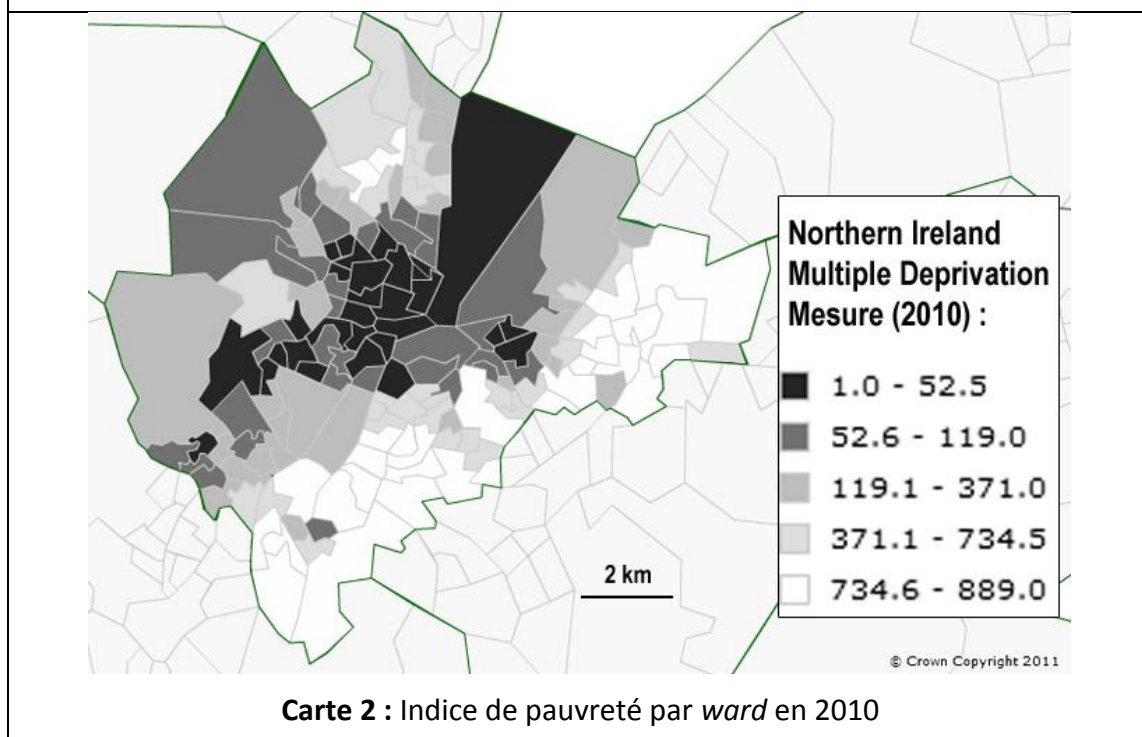
¹⁰⁸ <https://www.nisra.gov.uk/statistics/deprivation/northern-ireland-multiple-deprivation-measure-2010-nimdm2010>

- *health deprivation and disability* (15 %)
- *education, skills and training deprivation* (15 %)
- *proximity to services deprivation* (10 %)
- *living environment deprivation* (5 %)
- *crime and disorder* (5 %)

À l'échelle de l'Irlande du Nord, 1 personne sur 7 vit dans un espace défavorisé. À Belfast, cette situation est la conséquence du déclin industriel et de la diminution de la population dans l'*inner city*, mais également des *Troubles* qui ont contribué à la dégradation de l'espace urbain (DSD, 2005-a). Les cartes suivantes (**Figure 24**) s'appuient sur le NIMDM.



Carte 1 : Indice de pauvreté par ward en 1991



Carte 2 : Indice de pauvreté par ward en 2010

Figure 24 : Les espaces de pauvreté en 1991 et 2010

Sources : Adèle Schar d'après Boal, 1995 (carte 1) et des données NISRA/NINIS, citées par Northern Ireland Greenways (carte 2)

Elles soulignent que les désavantages sont concentrés principalement à l'Ouest, au Nord et dans la ville-centre. Les quartiers les plus aisés correspondent aux banlieues de l'Ouest, vers Holywood, et du Sud, après le quartier universitaire, vers Malone Road ou Stranmillis Road : ces espaces sont donc dans le bas du classement NIMDM – c'est-à-dire qu'ils sont les moins défavorisés. Ils sont également les plus mixtes. Il y a donc une corrélation entre le niveau d'homogénéité confessionnelle d'un espace et sa place dans le classement NIMDM. Les quartiers les plus ségrégués, les plus communautaires sont ainsi de manière générale les plus défavorisés, contrairement aux quartiers mixtes plus favorisés¹⁰⁹. De plus, la **Figure 24** montre que la situation a très peu évolué en vingt ans, ce que remarque également F. Gaffikin (n.d.-a). Plus récemment, entre 2005 et 2010, le NIMDM n'a que peu changé et la distribution des espaces défavorisés, en Irlande du Nord et à Belfast, reste sensiblement la même (Marshall et McBurney, 2010).

En conclusion, si le développement de Belfast a suivi celui du Royaume-Uni pendant la Révolution industrielle, les changements structurels de l'économie couplés à des pertes massives de population en ont fait aujourd'hui une *shrinking city*. Les répercussions sont spatiales, avec la présence d'anciennes friches industrialo-portuaires et d'espaces dévitalisés en cœur de ville. Mais elles sont également sociales, puisque, la perte des emplois dans le secteur industriel a conduit à la paupérisation des quartiers ouvriers traditionnels. C'est donc logiquement que les élus cherchent à redynamiser la capitale nord-irlandaise, en encourageant la reconversion économique et la revitalisation des espaces urbains en déclin : les anciennes sites à l'héritage industriel comme le centre-ville dépeuplé apparaissent aujourd'hui comme des enjeux d'aménagement majeurs.

¹⁰⁹ Il est évident qu'il peut exister des nuances à l'intérieur même de l'espace étudié, en fonction du maillage utilisé pour les statistiques par exemple. Cela sera détaillé et pris en compte lors de l'étude des différents espaces retenus pour illustrer ma typologie de recherche.

CHAPITRE 2 : Belfast, ville (nord-)irlandaise

Pour M. Appert et J. Tuppen, « Le Royaume-Uni n'est pas à l'honneur dans la géographie française. » (Appert et Tuppen, 2008, p. 71). À ce constat – que je partage – j'ajoute que l'Irlande du Nord est souvent absente de ces ouvrages généralistes, au contraire des autres *home nations*. Ainsi, la « Grande-Bretagne » est clairement plus étudiée que le « Royaume-Uni »¹¹⁰. C'est sans doute toute la spécificité de l'Irlande du Nord, qui a bénéficié bien avant sa création d'une double influence, irlandaise et britannique. Cet héritage se retrouve dans la capitale, Belfast, puisqu'il existe un lien, quasiment indéfectible, entre les différentes histoires : « *Belfast's history is closely linked to the history of both Britain and Ireland* » (Plöger, 2007, p. 5).

1. L'Irlande du Nord, l'une des deux Irlande

Le caractère insulaire de l'île d'Irlande a favorisé le développement des villes portuaires¹¹¹. Elles ont historiquement constitué de véritables portes d'entrée sur le territoire irlandais. Cette situation¹¹² typique constitue encore aujourd'hui un réel atout en termes d'ouverture – notamment économique et commerciale – vers l'extérieur, que ce soit vers le Royaume-Uni ou l'Europe. La structure urbaine – « extrêmement déséquilibrée » (Heurley, 2002, p. 17) – héritée des colonisations successives s'observe plus précisément à l'Est de l'île, le long du littoral de la Mer d'Irlande, où se détachent les pôles urbains majeurs (**Figure 25**). À l'échelle de l'île entière, la hiérarchie urbaine est dominée par deux capitales respectives, Belfast – capitale de l'Irlande du Nord – et Dublin – capitale de la République d'Irlande. Ces deux villes-ports¹¹³ de fond d'estuaire/d'embouchure¹¹⁴ polarisent chacune leur hinterland respectif, de part et d'autre d'une frontière internationale récente, puisqu'elle date de 1921.

¹¹⁰ Voir *infra* pour les questions de dénominations.

¹¹¹ Certaines villes sont à l'origine les sites d'implantations des premiers colons, dès l'époque viking ; c'est le cas de Dublin.

¹¹² Au sens géographique.

¹¹³ Dublin est le premier port à l'échelle de l'île, suivie par Belfast.

¹¹⁴ La Liffey et la Lagan sont les deux rivières qui traversent respectivement Dublin et Belfast.

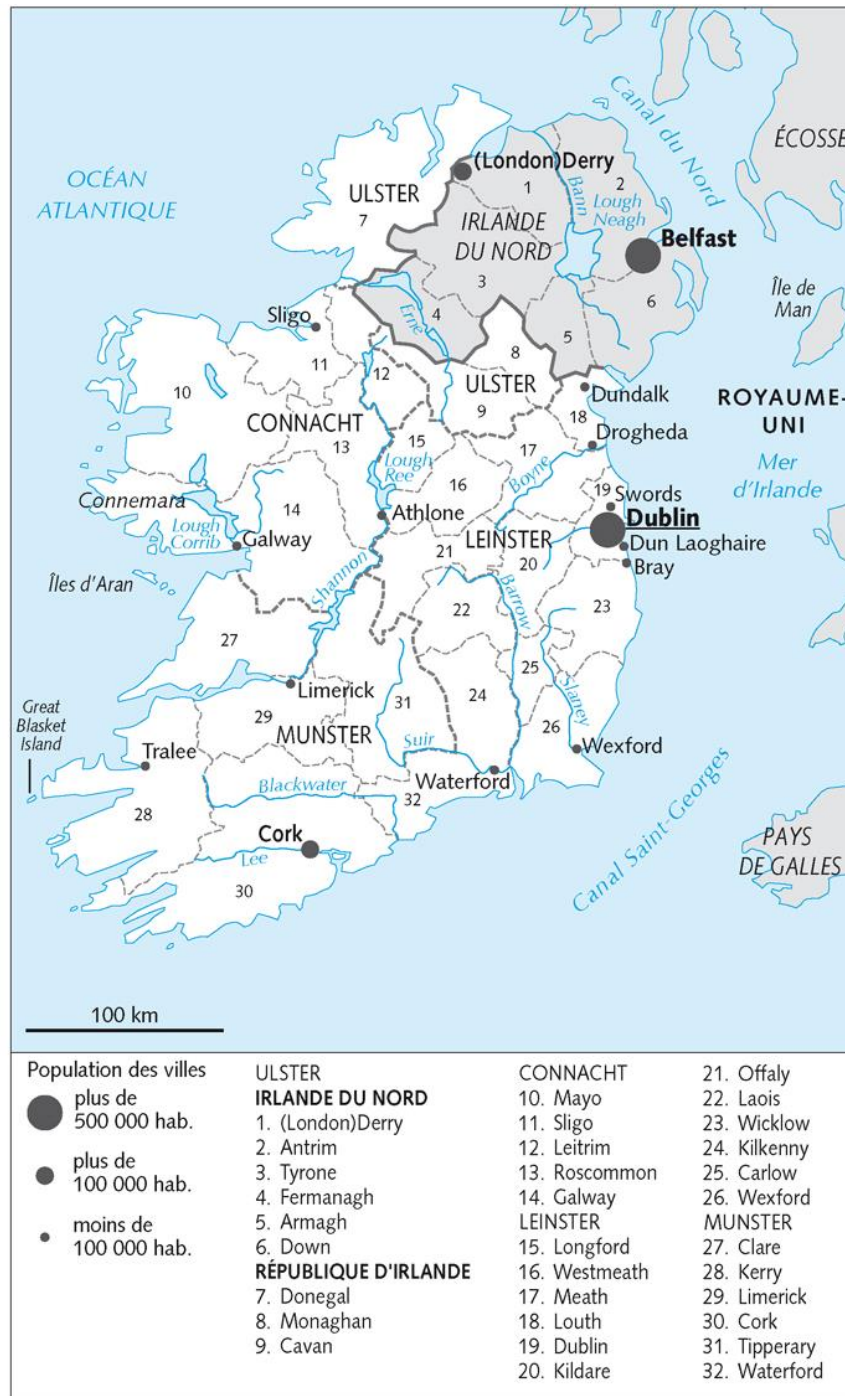


Figure 25 : Carte des principales villes de l'île d'Irlande

Source : Goldring et Ní Ríordáin, 2012

L'Irlande du Nord correspond à la partie septentrionale de l'île. Il s'agit d'une entité territoriale constituée de 6 des 9 comtés qui forment la province de l'Ulster (hachurée sur la **Figure 26**), une des quatre provinces historiques d'Irlande. Elle est, du point de vue administratif, une des quatre « nations constitutives » (*home nations*) du Royaume-Uni, avec

l'Angleterre, le Pays de Galle et l'Écosse¹¹⁵. L'Irlande du Nord est par extension parfois aussi appelée « province » ou « région » faisant partie du Royaume-Uni¹¹⁶.

La primatie démographique de Belfast sur le territoire nord-irlandais est certaine ; la capitale est d'après le recensement 2011 la première ville d'Irlande du Nord dont elle regroupe 15,5 % de la population totale (NISRA, 2014). Derry/Londonderry domine ensuite la hiérarchie urbaine en prenant le statut de ville moyenne, tandis que le reste est constitué d' « un semis de très petites villes-marchés » (Chaline et Papin, 2004, p. 175)¹¹⁷.



Figure 26 : Les frontières politiques de l'Irlande du Nord en 2011

Source : Questions internationales (n°48), cité par La documentation française, 2011

¹¹⁵ Le Royaume-Uni est par conséquent un État multinational – au contraire de la France, par exemple, qui est un État nation.

¹¹⁶ Voir par exemple Brillet (2002) sur l'usage du terme « province » en Irlande du Nord.

¹¹⁷ Le recensement 2011 atteste que Lisburn est la deuxième ville d'Irlande avec environ 120 000 habitants – il s'agit concrètement la banlieue de Belfast, avec d'autres communes telles Newtownards, Bangor, Holywood, Carrickfergus... (Moindrot, n.d.) – suivie par Derry/Londonderry qui regroupe près de 108 000 habitants (NISRA, 2014).

Confusion dans les appellations

« Irlande, Ulster, Éire, 26 comtés, Irlande du Sud, Irlande du Nord, 6 comtés, Erin, République, État libre : autant de termes (...) qui renvoient à des réalités politiques différentes » (Heurley, 2003, p. 3).

Cette profusion d'appellations décrit une réalité complexe qu'il est important de clarifier, d'autant que les termes employés peuvent avoir une charge et des liens implicites avec des revendications politiques, territoriales ou communautaires. Dans le langage courant comme dans les différentes sources consultées – qu'il s'agisse de littérature grise ou de références scientifiques et universitaires –, il n'est pas rare d'observer des confusions dans l'usage des différentes appellations. Je souhaite ici faire une mise au point car ces erreurs sont d'autant plus dérangeantes qu'elles peuvent élider totalement la place de l'Irlande du Nord en termes d'entité politique lors de recherches bibliographiques, notamment.

- L'Irlande désigne deux choses : l'île entière comme l'État d'Irlande en tant qu'entité politique ; en effet, le pays a bien comme nom officiel « Irlande » ou « *Éire* » en gaélique depuis 1937. Depuis 1947, elle est devenue une République, ce qui fait qu'on peut parfois abusivement recourir à cette appellation qui n'est pas constitutionnellement reconnue pour désigner cet État. Je choisis pour ma part de recourir à cette précision du régime politique pour éviter toute confusion avec l'Irlande en tant qu'île.
- Le terme « Ulster » peut parfois être utilisé pour désigner l'Irlande du Nord, mais c'est dans les faits une considération géographique et politique erronée. L'Ulster est composée de 9 comtés, dont 3 appartiennent à la République d'Irlande – les comtés de Donegal, Cavan et Monaghan – et non au Royaume-Uni. Néanmoins, dans le cas des revendications identitaires, les unionistes peuvent choisir cette appellation tandis que les nationalistes optent pour le terme « six comtés »
- La même confusion de vocabulaire s'opère parfois entre les termes « Royaume-Uni » et « Grande Bretagne ». Or, le Royaume-Uni a pour appellation officielle « Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord », il désigne donc le pays, composé des quatre *home nations*. La Grande-Bretagne correspond à l'île principale, qui fait face à l'île d'Irlande ; du point de vue politique, il ne s'agit donc que de l'Angleterre, du Pays de Galle et de l'Écosse.
- Le terme « îles Britanniques » fait référence à un archipel qui regroupe quant à lui l'ensemble des îles, et donc les entités spatiales correspondant à la fois à l'île d'Irlande toute entière et à la Grande Bretagne. Bien qu'on trouve également le terme « *Anglo-Celtic isles* » ou « *British-Irish isles* »...

Puisque l'Irlande du Nord fait partie du Royaume-Uni, il faut prendre garde à l'utilisation de certaines données statistiques concernant le Royaume-Uni dans son ensemble car elles occultent bien souvent les disparités régionales. En 2015, l'Irlande du

Nord compte environ 1,85 millions d'habitants – ce qui ne représente que 3 % de la population totale du Royaume-Uni¹¹⁸ (ONS, 2016). À l'échelle de l'île, le recensement de 2011 établit que la population nord-irlandaise représente plus d'un quart – 28 % – de la population totale d'Irlande – cette dernière étant estimée à 6,4 millions d'habitants (CSO et NISRA, 2014).

Le terme « britannique » désigne par définition les citoyens du Royaume-Uni. Or, un élément du maintien des identités nationales est qu'en Irlande du Nord, se définir comme « britannique » est révélateur, puisqu'*a contrario* on peut se définir comme « irlandais »¹¹⁹ – ou par la religion, protestante ou catholique. Cette nuance est d'ailleurs entérinée quand il s'agit de présenter des statistiques ; en effet, le *Office for National Statistics* (ONS) a publié quelques éléments comparatifs entre les quatre nations du Royaume-Uni – population, espérance de vie, taux de fertilité, etc.¹²⁰. Pourtant, pour la rubrique « identité nationale », qui précise l'identité par laquelle les populations des différentes *home nations* se reconnaissent, seuls l'Angleterre, l'Écosse et le Pays de Galle sont comparés. La différence est assumée par l'étude puisque cette statistique est considérée comme « partialement comparable ». Cela vient du fait qu'en Irlande du Nord, les habitants peuvent en premier lieu se sentir « britannique », « irlandais » ou « nord-irlandais », réponses qui ne se retrouvent que dans cette région du Royaume-Uni.

2. Le poids de l'histoire dans la construction du conflit et de l'identité communautaire

Belfast se singularise par d'autres facteurs d'organisation de l'espace urbain, en complément du profil économique et social de la ville : les tensions communautaires. Elles trouvent leur fondement il y a plusieurs siècles et se dessinent très nettement à partir de la

¹¹⁸ Effectivement, ce poids démographique est très faible quand on sait que le Royaume-Uni est un pays globalement densément peuplé – cette tendance étant héritée du XIX^e siècle (Moindrot, 1993). Il s'agit de la conséquence de pertes humaines et de l'immigration massive pendant la Grande Famine.

¹¹⁹ Concernant les rapports entre citoyenneté et nationalité au Royaume-Uni, voir Chaline et Papin (2004).

¹²⁰ Voir l'intégralité des statistiques sur cette page : <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20160105160709/http://www.ons.gov.uk/ons/guide-method/compendiums/compendium-of-uk-statistics/population-and-migration/index.html>

Révolution industrielle. En effet, l'Irlande du Nord est marquée par un conflit séculaire¹²¹ qui oppose deux communautés, les catholiques et les protestants. Ce conflit a des répercussions dans les mentalités, dans l'espace géographique, dans les décisions politiques... et il se matérialise très concrètement dans l'organisation de l'espace urbain. C'est le cas en particulier dans la capitale, Belfast – mais aussi à Derry/Londonderry¹²². M. Goldring et C. Ní Ríordáin n'hésitent d'ailleurs pas à considérer ces deux villes comme « deux livres ouverts » pour comprendre le conflit (Goldring et Ní Ríordáin, 2012, p. 76).

Je ne peux que souligner la complexité de ce conflit, qui n'est d'ailleurs nullement comparable, du point de vue politique, avec les autres conflits civils existant dans d'autres États du monde (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996). De nombreux historiens – mais également les chercheurs d'autres disciplines – se sont penchés sur ses origines et son développement au cours des siècles¹²³. A. Slaby (2016) atteste de la grande richesse des écrits français sur l'Irlande, depuis le début des années 1970¹²⁴. La spécialiste en études irlandaises met également en lumière les différentes historiographies qui ont pu influencer les recherches sur l'Irlande, entre hagiographie nationaliste et révisionnisme : effectivement, les historiens considèrent qu'il existe une histoire mythique – voire mythifiée ? – de l'Irlande précoloniale. Elle véhicule une vision romantique portée par les pères fondateurs de l'Irlande qui ont insisté sur le statut d'une nation considérée comme « martyre ». Ce « dogme nationaliste » a permis « un argument émotionnel de l'émancipation » (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 450)¹²⁵. R. Deutsch parle de « mythologie républicaine » (Deutsch, 2003, p. 81) que l'IRA et le *Sinn Féin* ont plus tard contribué à diffuser. L'historien L. Colantonio (2011) précise quant à lui l'importance des changements d'échelle concernant l'historiographie de la « Question d'Irlande » : la tendance observée ces vingt dernières

¹²¹ Le terme peut paraître fort. Cependant, la lecture de ce conflit au regard des siècles me permet d'affirmer que les prémices des questions identitaires, culturelles, religieuses, politiques... qui marquent encore de nos jours l'Irlande du Nord sont profondément ancrées dans l'histoire du développement de la civilisation irlandaise. B. Loyer (2011) emploie même le terme « multiséculaire ».

¹²² C'est à Derry/Londonderry que s'est déroulé le *Bloody Sunday*, en 1972. La ville présente une organisation spatiale également liée au conflit communautaire bien que légèrement différente de celle de Belfast : voir annexe 5.

¹²³ Voir les références bibliographiques.

¹²⁴ Ce qui correspond au début du conflit nord-irlandais.

¹²⁵ Cet ouvrage propose d'ailleurs une analyse du mysticisme irlandais et de son inscription dans la religion chrétienne – et *a fortiori* catholique – à travers les légendes héroïques incarnées par Cúchulainn et Cathleen Ní Houlihan qui ont pu se targuer à l'époque contemporaine de traits christiques, tout comme le statut de martyr auxquels ont accédé les nationalistes de l'*Easter Rising*, l'insurrection de lundi de Pâques 1916 – la date, fête pascale, est symbolique – à Dublin.

années à replacer les recherches à l'échelle impériale permet de dépasser l'angle jusqu'alors privilégié d'une approche bilatérale fondée principalement sur les relations anglo-irlandaises. Enfin, dans l'introduction de son ouvrage, H. Kearney (2006), historien britannique, explique les difficultés relevant du traitement des différentes histoires – anglaise, irlandaise, écossaise et galloise – et choisit d'interroger ce qu'il appelle le « *Britannic melting pot* » pour expliquer le contexte particulier des îles Britanniques où, contrairement à la France, l'État, le territoire et la nation sont trois choses différentes.

L'analyse du conflit communautaire nord-irlandais rejoint celle de la question identitaire, qui doit être mise en perspective grâce à l'apport du recul historique. Il a eu pour conséquence une issue territoriale – la création de l'Irlande du Nord. De plus, il a indéniablement façonné l'espace urbain et modelé les mentalités des habitants ; il continue d'être aujourd'hui un élément constitutif dans les prises de positions, évidemment du point de vue politique, mais également en ce qui concerne la gestion de la ville en matière de projet urbain et d'aménagement. C'est la raison pour laquelle comprendre Belfast et ses enjeux urbains contemporains passe nécessairement par ce « détour » historique qui illustre parfaitement des enjeux devenus géopolitiques¹²⁶.

Pour ce faire, il est nécessaire de revenir sur la colonisation de l'île d'Irlande par la Grande Bretagne¹²⁷ – qui s'est déroulée par vagues consécutives – pour appréhender le conflit nord-irlandais : « Première colonie de la Grande-Bretagne, l'île d'Irlande reste, aujourd'hui, aussi l'une de ses dernières » (Deutsch, 2003, p. 80).

¹²⁶ Toute précaution gardée et à titre de comparaison, on pourrait éventuellement considérer qu'il est aujourd'hui difficile de comprendre Johannesburg sans parler de l'Apartheid. J.-C. Rouat utilise effectivement les termes forts de « véritable apartheid européen » pour désigner la ségrégation communautaire en Irlande du Nord (1974, cité par Guiffan, 2006, p. 204), tout comme il est vrai qu'« il y a des ressemblances psychosociologiques entre le loyalisme d'Ulster et le sectarisme des Afrikaners » (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 511). De plus, la ségrégation résidentielle, dès lors qu'elle est orientée par le pouvoir politique, peut être qualifiée d'apartheid (Dorier-Apprill, 2001) : les *peacelines* résultent bien de décisions politiques. Enfin, preuve que le conflit est encore un élément marquant, l'Irlande du Nord n'a pas échappé à certains ouvrages de préparation au concours de l'Agrégation de géographie, en 2012-2013, sur la question de la « géographie des conflits » ; voir par exemple Giblin (2011).

¹²⁷ L'annexe 3 s'attarde sur la période allant du développement de la civilisation gaële jusqu'à la mainmise territoriale de l'Angleterre sur l'île avec l'installation des Anglo-Normands. Cette parenthèse historique offre de nombreux éclairages sur les oppositions d'organisation politique et sociale qui marquent les différents peuples présents en Irlande au cours des siècles et permet de distinguer, déjà, ce qui se transforme progressivement en antagonismes identitaires à l'époque contemporaine.

Le statut de « colonie » de l'Irlande du Nord

Le terme de « colonisation » est fort. Les différents travaux consultés proposent un vocabulaire varié : « conquête », « mainmise », « vagues de peuplement »... Les Britanniques installés en Irlande sont souvent appelé « colons » – « *settlers* » en anglais – ce qui dans la définition littérale première n'implique pas forcément l'assujettissement politique mais initialement le peuplement d'une région. Considérer l'Irlande comme une colonie fait encore débat dans la communauté scientifique et alimente toujours les *post-colonial studies*. Les séparatistes irlandais du XIX^e siècle – et plus tard les paramilitaires républicains – ont souvent mis en avant le fait qu'effectivement l'Irlande était « une colonie qui n'en porte pas le nom » (Colantonio, 2011, n.p.). Le titre de l'article récent de G. Vaughan (2015) est sans équivoque : « L'Irlande, colonie britannique ? » et rappelle paradoxalement que si les Irlandais se considèrent comme « colonisés » ils furent eux-mêmes « colons » dans le reste des terres l'Empire.

Somme toute, la colonisation britannique fut vécue comme un traumatisme pour la population locale gaële et annonce selon P. Lurbe le début d' « Une longue histoire d'humiliation (...) pour les Irlandais » (Lurbe, 2013, p. 30).

2.1. *Le détachement progressif de l'Ulster à partir du XVI^e siècle*

2.1.1. La domination anglaise

Si la présence anglaise en Irlande s'observe avec l'arrivée des Anglo-Normands dès le XII^e siècle, c'est réellement sous Henri VIII (1509-1547) que l'on observe une « reprise en main définitive de l'administration irlandaise par la bureaucratie Tudor. » (Hutchinson, 1997, p. 42)¹²⁸. Cela passe notamment par la nomination d'Anglais aux postes-clefs – militaires, conseillers... En complément du caractère territorial et politique, le règne d'Henri VIII apporte une nouvelle dimension à la domination anglaise : celle de la religion. En effet, dans le contexte tendu de son divorce avec Catherine d'Aragon et de sa rupture progressive avec l'Église catholique au profit des théories protestantes, Henri VIII se fait déclarer « Roi d'Irlande » en 1541. Si depuis Henri II, le roi était déjà « Seigneur d'Irlande », la différence relève de la rupture avec Rome. Henri VIII doit justifier son titre royal, qui ne découle plus du Vatican¹²⁹. S'en suit la soumission des seigneurs irlandais, dont certains engagements demandés concernent la terre – « grandes lignes de la nouvelle stratégie anglaise »

¹²⁸ Le XVI^e puis le XVII^e siècle marque le début d'une période « traumatisante » pour la population locale gaële (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996).

¹²⁹ À noter que Henri VIII, devenu chef de la nouvelle Église d'Angleterre, reste néanmoins très marqué par la théorie catholique (Joannon, 2006). Il faudra attendre le règne de sa fille Élisabeth I^{ère} pour que le protestantisme s'affirme – bien qu'au XVII^e siècle, Jacques II, alors sur le trône, se convertira au catholicisme.

(Hutchinson, 1997, p. 45). Les territoires passent désormais sous la loi anglaise, au détriment de la loi *brehon* qui symbolisait l'identité de la culture gaële¹³⁰.

C'est sous le court règne de Marie Tudor¹³¹ (1553-1558) que commence la première *plantation* d'Irlande, en 1556. Dans un premier temps, les *plantations* reposent sur des entrepreneurs privés dans le but de consolider les noyaux de communautés anglaises présentes sur le territoire irlandais ; cependant, cela s'avère peu efficace. Les *plantations* se traduisent donc progressivement par l'installation des familles de colons sur des terres confisquées par la Couronne d'Angleterre à leurs propriétaires. Les zones anglaises de l'île, qui se résumaient jusqu'alors au *Pale*¹³² – et aux grandes villes, sont dès lors considérablement élargies. La plantation – réussie – d'Ulster ouvrit la voie à la conquête du reste de l'île (Joannon, 2006).

2.1.2. Le cas spécifique de l'Ulster

En ce qui concerne particulièrement l'Ulster, au Nord de l'île, la région était restée plutôt isolée du reste de l'Irlande – ne serait-ce par sa relative inaccessibilité topographique – mais également séparée au niveau politique puisque les seigneurs irlandais en place oscillèrent, entre le XVI^e et le XVII^e siècle entre l'acceptation des lois anglaises et un retour au système *brehon* gaël¹³³. En 1605, une première installation massive d'Écossais en Ulster (Heurley, 2003) mène à « la fuite des comtes » en 1607¹³⁴ : la Couronne confisque donc les terres des anciens seigneurs – jusqu'à 20 000 hectares – avant la mise en place la seconde *plantation* irlandaise de 1609 sous Jacques I^{er} (Guiffan, 2006). Cette dernière est particulièrement orientée vers l'Ulster et « est à l'origine de l'imbrication complexe entre les questions religieuses et politiques qui constitue les fondements du problème nord-irlandais actuels. » (Heurley, 2003, p. 17). Effectivement, en Ulster, la plus gaële des provinces irlandaises, les *plantations* furent organisées afin de permettre en priorité aux colons

¹³⁰ Voir annexe 3.

¹³¹ Fervente catholique, elle fut à l'origine de répressions sanglantes contre les protestants ; d'où son surnom, *Bloody Mary*.

¹³² Terme employé à partir de 1446 pour désigner les espaces contrôlés par l'Angleterre, autour de Dublin.

¹³³ C'est dans ce contexte que s'inscrivent plusieurs rebellions, notamment la Guerre de Neuf Ans (1594-1603).

¹³⁴ Cet épisode correspond à la fuite de l'aristocratie gaële d'Irlande.

anglais, voire écossais¹³⁵ – dans les deux cas, des protestants – d’être les premiers destinataires de ces terres (**Figure 27**).



Figure 27 : La plantation d’Ulster en 1609

Source : <http://www.le-cartographe.net>, 2010

N.B. : L’Ulster et plus précisément la région de Belfast, sur le littoral Est, sont la porte d’entrée du territoire irlandais pour les colons.

Les conséquences de ce peuplement très localisé conduisent à la naissance progressive d’un réseau urbain en Ulster, ce qui marque les futures divisions dans le conflit nord-irlandais puisqu’une séparation géographique s’observe entre le Nord-Est de l’île urbanisé, protestant, et le reste de l’île rural et catholique (Heurley, 2003)¹³⁶. En parallèle, la politique de confiscation des terres accroît les tensions entre la population locale irlandaise et les nouveaux colons, ce qui traduit, à l’image d’un prélude, ce que sera le conflit nord-

¹³⁵ L’Écosse, de par sa proximité géographique avec l’Ulster, fournit un vivier important d’immigrants (Hutchinson, 1997). 100 000 Écossais arrivent en Ulster au début du XVII^e siècle, principalement dans les comtés d’Antrim et de Down, au Nord-Est de la province (Heurley, 2003).

¹³⁶ Une nouvelle opposition tiendra ensuite au développement industriel, qui profitera à l’Ulster au détriment du reste de l’Irlande.

irlandais. W. Hutchinson note d'ailleurs qu' « entre colons et indigènes (...) il se développa une mosaïque complexe, à l'intérieur de laquelle deux communautés se côtoyaient sur une multiplicité de frontières invisibles, autant culturelles et religieuses que physiques. Une telle imbrication, qui aurait pu favoriser une assimilation, eut pour effet d'exacerber les rivalités, les dépossédés étant quotidiennement confrontés à ce qu'ils avaient perdus. » (Hutchinson, 1997, p. 56)¹³⁷.

2.1.3. Colonisation et religion(s), colonisation et politique

Il y eut donc à cette époque des vagues de confiscations régulières des terres appartenant aux Irlandais – ou aux seigneurs anglo-irlandais insurgés – par le gouvernement anglais, notamment après la rébellion de 1641, puis sous le règne de Guillaume d'Orange (1689-1702). Ce dernier est encore aujourd'hui, plus qu'une figure historique, un véritable symbole pour une partie de la communauté protestante d'Irlande du Nord (**Figure 28**). D. Bryan inscrit Guillaume d'Orange dans la catégorie des « héros » qui ont servi à la construction communautaire – comme Jeanne d'Arc en France, par exemple : « En tant que tels, ils constituent une sorte de "réservoir" politique utilisé dans les luttes pour le pouvoir à l'intérieur des groupes ou entre eux. Leur usage est intrinsèquement lié aux politiques nationales et ethniques. » (Bryan, 1999, p. 33).

¹³⁷ W. Hutchinson propose de plus une analyse sur la question de la mémoire collective. En 1641, il y eut une nouvelle rébellion en Ulster : les Irlandais dépossédés de leur terre se révoltent et massacrent des protestants – ceci montre déjà le lien prégnant entre l'ethnie et la religion. En 1649, Cromwell, fraîchement nommé Gouverneur Général de l'Irlande, mène des actions militaires répressives contre les autochtones. Les deux événements ont fortement marqué, respectivement, les communautés protestantes et catholiques, qui « ne se souviennent pas des mêmes massacres. » (Hutchinson, 1997, p. 61).



Cette *mural* marque l'entrée du quartier protestant de Sandy Row, à Belfast. Elle représente Guillaume III – King William en anglais, ou King Billy pour l'utilisation du diminutif – dit Guillaume d'Orange. Prince protestant, il reprit l'Irlande par la force à Jacques II, son oncle et roi d'Angleterre converti au catholicisme. La victoire de Guillaume d'Orange lors de la bataille de la Boyne le 12 juillet 1690 est un événement hautement symbolique – cette date est d'ailleurs notée sur la *mural* – puisqu'il est encore célébré de nos jours par une partie de la communauté protestante nord-irlandaise.

Chaque année, des tensions voire des affrontements entre catholiques et protestants ont lieu lors du défilé annuel, notamment à Belfast. La chanson « *King Billy's on the wall* » – le titre est inscrit sur la *mural* – est parfois chantée lors des défilés et réfère à la mémoire et la grandeur de Guillaume d'Orange. La veille, le 11 juillet, de gigantesques *bonfires* – des feux de plusieurs mètres de haut – montés de symboles irlandais/nationalistes/catholiques brûlent en pleine ville, dans les quartiers protestants (voir chapitre 8).

Pour W. Huthcinson (2000), qui analyse notamment les mythes fondateurs de la communauté protestante nord-irlandaise, le XVII^e siècle est l'un des principaux espaces traditionnels du discours identitaire.

Figure 28 : Guillaume d'Orange, un symbole pour la communauté protestante

Source : Adèle Schar, mai 2015

Guillaume d'Orange instaure les *penal laws* – lois pénales à partir de 1695 : elles marquent une nouvelle étape dans l'expropriation puisque, discriminatoires, elles ciblent exclusivement les catholiques et contribuent entre autres¹³⁸ à institutionnaliser la confiscation des terres¹³⁹. L'humiliation de la communauté catholique devient dès lors morale et juridique (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996). Les confiscations contribuèrent à diminuer un peu plus le nombre de terres détenues par des catholiques aux profits des protestants (Hutchinson, 1997)¹⁴⁰, et à lier encore plus la question religieuse à la question identitaire.

De la composition du parlement irlandais aux réactions défensives de la communauté protestante

La colonisation de l'île par l'Angleterre doit être mise en perspective avec la vie politique irlandaise. Fondé originellement au XIII^e siècle, le Parlement irlandais connut pour la première fois une majorité protestante en 1613. Cette date correspond à la période des *plantations* et à l'essor de la domination protestante, d'autant plus que le redécoupage administratif du territoire favorisa grandement les protestants. Ensuite, un bref retour à une majorité catholique en 1689 (sous le règne de Jacques II, nouveau roi d'Angleterre converti au catholicisme) subsista jusqu'à la fin de la guerre orangiste, en 1691. Suivant la majorité parlementaire, il y eut des conséquences sur la répartition des terres, même si les décisions ne furent pas appliquées pour que les Irlandais retrouvent les terres qui leur avaient été confisquées avant 1689. Néanmoins, ce basculement vers une majorité catholique marque la quasi « paranoïa » des protestants, qui se concrétisera largement sous Guillaume II : ils redoutèrent la remise en question de la propriété foncière à leur détriment. La répercussion est notable sur la mémoire collective de la communauté protestante et ce ressenti est encore très vivace dans l'esprit de certains Nord-Irlandais aujourd'hui, sous d'autres formes (Hutchinson, 1997).

De la même façon, la fin progressive des *penal laws* à partir de la fin du XVIII^e siècle – les catholiques purent voter en 1793 et être éligibles dès 1829 – vit, en réaction à cet « assouplissement » en faveur des catholiques, l'établissement de l'Ordre d'Orange – *The Orange Institution* – en 1795. Véritable groupe conservateur et loyaliste défenseur du protestantisme, son nom fait référence à Guillaume d'Orange. Il existe toujours – la structure de l'Ordre d'Orange n'a pratiquement pas changé depuis 1795 (Bryan, 1999) – et les « orangistes » ont une influence politique indéniable en Irlande du Nord, alors qu'ils ne représenteraient qu'une faible partie – 10 % – de la communauté protestante (Deutsch, 2003).

¹³⁸ D'autres aspects de ces *penal laws* furent par exemple d'empêcher aux catholiques de siéger au Parlement.

¹³⁹ Les catholiques perdirent le droit de vote en 1728.

¹⁴⁰ En 1778, les Irlandais ne possédaient plus que 5 % du territoire irlandais (Heurley, 2003).

Pour W. Lecky (1913, cité par Joannon, 2006), la conquête d'Irlande menée sous le règne d'Élisabeth I^{ère} (1558-1603) et surtout les combats qui ont eu lieu ne sont pas des guerres de nationalité – le nationalisme n'est pas encore là¹⁴¹ –, de races, ou de religion ; mais plutôt une guerre pour anéantir toute rébellion à l'égard de la Couronne, par une politique répressive et de spoliation. Dès lors, il s'agit d'une guerre de conquête coloniale.

Néanmoins, il faut souligner que la politique des *plantations* mises en place en Irlande intervient à la même période que la mise en place de la réforme religieuse que connaît le Royaume d'Angleterre entre le XVI^e et le XVII^e siècle. Ainsi, l'Église d'Irlande, qui suit les principes de l'Église anglicane, est instaurée en 1560 par Élisabeth I^{ère}. Elle sera perçue par les Irlandais comme « la religion du colonisateur » (Deutsch, 2003, p. 81).

C'est donc bien à partir de cette colonisation anglaise, appuyée par la mise en place des *plantations*, l'établissement des lois pénales, les restrictions établies à l'encontre des représentants de la religion catholique, etc. qu'un basculement s'opère : « Le combat pour la terre, qui avait été jusque-là le mobile déterminant de l'action irlandaise, se confondit avec le combat pour la liberté religieuse. » (Joannon, 2006, p. 129).

Ces précisions sur le déroulé de la colonisation britannique sont donc primordiales, puisqu'elles apportent les conditions de compréhension de ce que sera le nationalisme catholique irlandais – « Tout nationalisme plonge ses racines dans l'histoire. » (Guiffan, 2006, p. 11) – et plus tard le maintien de la « Question d'Irlande ».

¹⁴¹ C'est entre la fin du XVIII^e siècle et le XX^e siècle que le nationalisme irlandais se développe et que la nation irlandaise se constitue (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996).

2.2. De l'Acte d'Union à la Partition : la naissance de l'Irlande du Nord

2.2.1. L'Acte d'Union (1800) : la création du Royaume-Uni

L'Acte d'Union entériné en 1800¹⁴² marque la création du Royaume-Uni¹⁴³, qui atteste de l'union législative entre deux territoires – deux îles –, la Grande-Bretagne et l'Irlande¹⁴⁴. Toutefois, l'appellation est trompeuse, puisque comme le remarque l'historien R. Girault (1996), plus qu'une « union » entre deux peuples il s'agit avant tout de consolider la tutelle politique de l'Angleterre sur l'Irlande. Une des conséquences fut la suppression du Parlement irlandais de Dublin au profit du siège des députés irlandais¹⁴⁵ à Westminster (Caron et Vernus, 2015). Les intérêts irlandais, de fait, furent immergés dans l'administration britannique et relégués au second plan¹⁴⁶.

¹⁴² Il prend effet le 1^{er} janvier 1801.

¹⁴³ L'appellation exacte est « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ».

¹⁴⁴ Il prend appui sur le modèle qui a précédemment lié l'Angleterre et l'Écosse, en 1707 (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996).

¹⁴⁵ 100 députés vinrent siéger parmi le total de 658 députés de la Chambre des Communes.

¹⁴⁶ C'est d'ailleurs l'illustration de toute la complexité du Royaume-Uni nouvellement créé : « L'Acte d'Union créait un État hybride : le pouvoir législatif était dévolu au seul Parlement impérial, alors même que le pouvoir exécutif était bicéphale. » (Joannon, 2006, p. 195).

De la naissance du nationalisme irlandais au *Home Rule*

Si le nationalisme irlandais s'affirme à partir du XVIII^e siècle¹⁴⁷, les insurrections nationalistes s'intensifient au siècle suivant, en faisant notamment rentrer la question de l'autonomie politique de l'Irlande au cœur du débat (Lurbe, 2013). Le désir d'abroger l'Acte d'Union, la Grande Famine (1846-1851) et le « printemps des peuples » en Europe constituèrent un contexte global favorable au développement de mouvements nationalistes plus virulents tels Jeune-Irlande, mais surtout, dès 1858 l'*Irish Republican Brotherhood* ou « *Fenian* » ainsi que le *Sinn Féin* en 1902.

Certes, l'idée d'une dévolution partielle permettant l'autonomie interne de l'Irlande – le *Home Rule*¹⁴⁸ – s'est installée dans le discours parlementaire. Mais à cette voie légaliste s'opposent des revendications indépendantistes plus violentes (Caron et Vernus, 2015) qui dépassent la proposition d'autonomie portée le parti politique irlandais à Westminster au profit d'une indépendance totale de l'Irlande (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996). Le *Home Rule* sera rejeté, en 1886, puis en 1893 et rencontra un veto suspensif en 1912 ; ce qui aurait finalement permis de l'appliquer en théorie en 1914, date repoussée à la fin de la Première Guerre mondiale.

Les unionistes d'Ulster furent de vrais opposants au *Home Rule* et ajoutèrent à cette opposition politique une dimension militaire en regroupant les groupes paramilitaires loyalistes existants ; c'est la naissance en 1913 de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF), « armée provinciale de 100 000 hommes » qui symbolise la préparation du Nord-Est de l'île à tout changement du statut constitutionnel (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 518). La réponse des nationalistes irlandais est quasiment immédiate avec la création de la milice des *Irish Volunteers*¹⁴⁹, branche militaire du *Sinn Féin*. Ce groupe est l'un de ceux impliqués dans l'*Easter Rising* de 1916, où 2 000 révolutionnaires prirent d'assaut la *Great Post Office* à Dublin et proclamèrent la République d'Irlande. Le siège pris fin après cinq jours et 500 victimes. Il s'agit d'un événement majeur dans le processus de l'indépendance irlandaise.

C'est pourquoi « le scrutin de décembre 1918 a pris, en Irlande, valeur de référendum. » (Mougel, 1996, p. 188). Le renversement de position a lieu dans les urnes, puisque le *Sinn Féin* dépasse le parti irlandais parlementaire aux élections de Westminster, en 1918 (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996) : à la voie parlementaire « modérée » des débuts se substitue la voie « extrémiste » des indépendantistes, puisque le *Sinn Féin* obtient l'écrasante majorité des voix tandis que les unionistes ne restent majoritaires que dans 4 comtés du Nord-Est de l'île, ce qui dessine déjà la carte de la future Irlande du Nord (**Figure 29**).

¹⁴⁷ Il devient politique en matérialisant une question plutôt sociale, celle de l'émancipation de la communauté catholique (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996)

¹⁴⁸ La peur de la communauté protestante de voir aboutir le *Home Rule* – et donc de partager le pouvoir avec la population colonisée irlandaise qu'ils avaient veillé à tenir à l'écart – se retrouve dans l'expression « *Rome Rule* » qui montre bien le lien qui est fait entre aspirations politiques et religion, puisque le catholicisme irlandais est soumis au Vatican, donc à l'Église romaine.

¹⁴⁹ Il y a aura ensuite une scission au sein du groupe ; une des parties conservera le nom d'*Irish Volunteers* et deviendra en 1919 l'*Irish Republican Army* (IRA).



Figure 29 : Les résultats des élections de 1918 annoncent la partition de 1921

Source : Duffy, Doherty, Gillespie *et al.*, 2002

2.2.2. La partition de l'île et la naissance de la « Question d'Irlande du Nord »

Je ne détaillerai pas précisément ici les années entre ce vote de 1918 et la partition effective de l'île, en 1921. Le *Sinn Féin* décida de ne pas siéger à Westminster et constitua un Parlement irlandais à Dublin¹⁵⁰ où il déclara l'indépendance et proclama la République d'Irlande. Cette période s'apparente aux prémices d'une « véritable guerre d'indépendance » (Heurley, 2003, p. 32) où l'*Irish Republican Army* (IRA) affronta les forces britanniques sur pratiquement toute l'île¹⁵¹. Le projet d'application du *Home Rule* – tel qu'il avait été énoncé avant la Première Guerre mondiale – prend forme avec des dispositions spéciales pour le Nord-Est de l'île, proposant la création de deux Parlements autonomes (l'un au Sud, l'autre dans les 6 comtés à majorité protestants du Nord¹⁵²). Il figure dans le *Government of Ireland Act* de décembre 1920. Mais le Parlement au Sud ne fut jamais concrètement effectif et les 26 comtés du Sud devinrent l'*Irish Free State*, lors de la signature du traité de Londres¹⁵³ de 1921 – appliqué en 1922 – qui délimita l'île en deux entités, donnant naissance à l'actuelle l'Irlande du Nord.

La partition de l'île, aussi bien « chef-d'œuvre d'ironie » (Joannon, 2006, p. 443), que « compromis malheureux » et « solution bâclée » (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 504), ne répond aux désirs d'aucune des deux communautés. Ni à celui des nationalistes qui souhaitaient une Irlande indépendante – dans le cadre d'un territoire uni, à savoir l'île entière – ni à celui des unionistes qui voulaient, eux, que tout le territoire reste sous l'égide du Royaume-Uni, comme cela avait toujours été le cas. Elle instaure une frontière physique au Nord de l'île et le maintien d'une allégeance de ce nouvel *Irish Free State* devenu dominion du Commonwealth¹⁵⁴. La partition fut donc « une solution hâtive et trompeuse pour tenter de résoudre un problème insoluble (...). L'État provincial du Nord fut fondé pour

¹⁵⁰ Il s'agit du *Dail Eiréann*.

¹⁵¹ À l'aube de la Première Guerre mondiale, le *Sinn Féin*, d'une part, et les unionistes d'Ulster, d'autre part, ont créé chacun des branches militaires qui marqueront les prémices d'affrontements ultérieurs (Caron et Vernus, 2015).

¹⁵² Ce qui ne respecte donc pas la limite « historique » de la province d'Ulster, qui compte 9 comtés.

¹⁵³ La signature se fit dans un contexte extrêmement tendu, entre sommations et promesses de la part de Londres et dissensions au sein même des Irlandais ; voir par exemple Mougel (1996) pour plus de précisions.

¹⁵⁴ Il eut le statut de dominion jusqu'en 1936. En 1937, une nouvelle Constitution renomme l'*Irish Free State* en *Éire* – le choix d'un nom gaélique est encore une fois un symbole fort. En 1949, elle devient officiellement République, trente ans après que les insurgés l'ont auto-proclamée lors de l'*Easter Rising* de 1916 et après son annonce par le *Sinn Féin* en 1919 au lendemain des élections.

des raisons purement négatives, dans les pires circonstances, il s'édifia sur des bases sectaires (...). Il donna sur-le-champ naissance à un irrédentisme permanent en son sein, dans la minorité catholique des 6 comtés, et dans l'État libre voisin, qui inscrivit dans sa Constitution rénovée de 1937 son droit à la souveraineté de l'île entière¹⁵⁵. » (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 524-525). Il conviendrait même de parler de deux irrédentismes concurrents.

À la partition, il y a donc deux parlements : à Dublin, pour les 26 comtés correspondant à l'*Irish Free State*, et à Belfast, pour les 6 comtés qui forment désormais l'Irlande du Nord. Dans les 6 comtés du Nord, « c'est un véritable État "orangiste" qui s'établit », les unionistes, majoritaires, profitant d'arrangements – par exemple en termes de découpage électoral ou de vote – de telle sorte que leur suprématie est totale au niveau politique (Mougel, 1996, p 191). Ainsi, l'Irlande du Nord, dirigée par un gouvernement protestant, ne laisse pas de place à la communauté catholique – minoritaire¹⁵⁶ et discriminée¹⁵⁷. Il faut attendre les années 1960 pour que les tensions communautaires s'exacerbent, marquées par le mouvement des droits civiques – comme l'histoire l'a déjà montré, aux demandes de la communauté catholique répond, en miroir, un durcissement des positions protestantes. F.-C. Mougel (1996) y voit un tournant : les catholiques et les protestants s'inscrivent respectivement dans ce qui devient du « communautarisme » et sa transcription nationaliste¹⁵⁸, qu'il soit à tendance républicaine ou loyaliste, avec dans les deux cas un recours de plus en plus récurrent avec l'IRA ou aux groupes orangistes et autres milices paramilitaires ulstériennes.

¹⁵⁵ Cette revendication à voir l'île réunifiée apparaît dans la version de 1937 de la Constitution ; les articles qui mentionnent ces précisions seront abrogés en 1998, à la signature des accords de paix en Irlande du Nord (Heurley, 2003), laissant désormais totalement « viable » l'Irlande du Nord en tant que telle.

¹⁵⁶ Puisque correspondant à un tiers de la population de la province (Heurley, 2003).

¹⁵⁷ Les catholiques subissent entre autres des discriminations à l'emploi et ne sont absolument pas représentés dans la vie politique et aux hautes fonctions de justice.

¹⁵⁸ Bien que J. Heurley (2003) note que le mouvement pour les droits civiques des catholiques n'avait pas comme objectif de faire référence aux revendications nationales ; mais les protestants répondirent par un durcissement de leur position et par des marches loyalistes, à l'initiative du pasteur fondamentaliste Ian Paisley. Leader du *Democratic Unionist Party* (DUP) et fervent activiste politique dans les années 1970, il a subtilement mêlé dans son message des considérations politiques et religieuses (Deutsch, 2003). Il faut rappeler que « L'unionisme du Nord, fondé sur le loyalisme protestant envers la monarchie protestante britannique, n'est pas un nationalisme, mais un sectarisme culturel à connotation religieuse. » (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 510).

Le basculement dans la violence marque le début de la période des *Troubles*, qui correspond à un épisode de guerre civile¹⁵⁹. Selon les sources, on retient comme bornage chronologique la date de 1968, qui correspond aux premiers affrontements violents entre manifestants pacifistes à Derry/Londonderry¹⁶⁰, ou bien celle de 1969, qui marque l'arrivée des troupes britanniques en Irlande du Nord, au mois d'août. À cette escalade de violence, d'attentats terroristes et d'attaques¹⁶¹ s'en suit une crise parlementaire, ce qui pousse Londres à suspendre Stormont, le Parlement nord-irlandais, le 30 mars 1972 : l'Irlande du Nord est gouvernée sous la forme du *Direct rule*, depuis Westminster.

La violence comme le *Direct rule* dureront trente ans – malgré des accalmies et des tentatives de retour au Parlement nord-irlandais –, couplés à l'intransigeance de Margaret Thatcher (premier ministre britannique de 1979 à 1990)¹⁶². En parallèle, l'intérêt de la République d'Irlande pour la situation au Nord est moins marqué, puisqu'elle s'est progressivement concentrée sur ses intérêts économiques. Elle devient progressivement le « Tigre celtique », dépassant dès lors l'image de la « Shan Van Vocht »¹⁶³ qu'elle avait longtemps incarnée : à la période d'essor¹⁶⁴ que connaît le Sud – à l'image des dragons asiatiques – le Nord connaît une période de guérilla (Joannon, 2006). Il faut attendre les années 1980 pour que des négociations reprennent, avec l'intégration cette fois de la République d'Irlande et la signature de l'accord de paix qui met fin à la période des *Troubles* en 1998.

¹⁵⁹ « La guerre civile qui a sévi en Irlande du Nord n'est pas une croisade religieuse (...) mais une guerre d'indépendance pour les nationalistes et une guerre de survie pour les unionistes. » (Deutsch, 2003, p. 85)

¹⁶⁰ Le *Bloody Sunday* s'y produit quelques années plus tard, en janvier 1972 : voir annexe 5.

¹⁶¹ À noter que le conflit nord-irlandais, devenu en guerre civile à partir de 1969, constitue la seule guerre durable qui a eu lieu sur le territoire de l'Union Européenne (Deutsch, 2003).

¹⁶² Sa fermeté lors de la grève de la faim de 1980-1981 qui conduisit au décès de 10 militants républicains a entre autres cristallisé les rancœurs. L'IRA est d'ailleurs à l'origine de l'assassinat manqué de Margaret Thatcher, en 1984, dont Martin McGuinness, vice premier-ministre d'Irlande du Nord dans les années 2000, aurait été l'un des principaux organisateurs, d'après *Le Monde* (21/03/2017) : http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/03/21/irlande-du-nord-martin-mcguinness-l-ancien-chef-de-l-ira-devenu-vice-premier-ministre-est-mort_5097993_3214.html

¹⁶³ Ou « pauvre vieille femme » ; il s'agit d'une personnification tutélaire d'Irlande qui revêt notamment la forme d'une femme âgée, prostrée, en haillons. Cette allégorie féminine apparaît aux alentours du XVIII^e siècle et symbolisera dans la littérature et les arts le folklore culturel ainsi que le nationalisme irlandais face à la colonisation britannique. On la connaît également sous le nom de Cathleen Ní Houlihan – le poète et dramaturge W. B. Yeats choisira d'ailleurs cette appellation pour le titre d'une de ces pièces publiée en 1902, au moment de la « renaissance culturelle » irlandaise (Slaby, 2016). Pour un complément sur le nationalisme littéraire et culturel irlandais, voir également Guillaume, Lescure et Michonneau (1996).

¹⁶⁴ Du point de vue économique, c'est également un renversement de tendances qui s'observe à la fin des années 1960 puisque si l'économie décolle au Sud, les industries traditionnelles du Nord déclinent tandis que le chômage augmente et que la population émigre (Goldring et Ní Ríordáin, 2012).

3. Belfast : une ville dessinée par le conflit communautaire

3.1. Les dynamiques de la ségrégation résidentielle à Belfast

Belfast est la « miniature urbaine du conflit national » (Boal et Murray, 1977, cités par Ballif, 2009-c, p. 75). Effectivement, la capitale nord-irlandaise incarne véritablement l'expression urbaine de ce conflit communautaire, puisque son organisation spatiale lui est corrélée.

Une des plus importantes répercussions concerne la répartition des communautés : le phénomène de division spatiale reflète une véritable « ségrégation résidentielle », à savoir la distribution quasiment mono-confessionnelle de l'habitat entre les quartiers protestants ou catholiques. Véritable « pratique sociale » (Shirlow et Murtagh, 2006, p. 19), la ségrégation s'observe principalement dans la capitale nord-irlandaise depuis la Révolution industrielle. L'industrialisation a pour conséquence une forte demande de main d'œuvre. Belfast, ville historiquement protestante car peuplée et développée par les colons britanniques – anglais et écossais – connaît vers le XIX^e siècle un essor démographique suite à l'exode rural de la population locale irlandaise – majoritairement catholique (Boal, 2006)¹⁶⁵. En effet, au XIX^e siècle le « vivier irlandais » constitue un « grand pourvoyeur de prolétaires dans les villes manufacturières et de fidèles [catholiques] dans les églises. » (Caron et Vernus, 2015, p. 84). Il s'agit principalement pour les populations catholiques de bénéficier de l'appui de leur communauté. Dans le courant du XX^e siècle, les habitants se sont donc progressivement concentrés dans des espaces regroupant une population pratiquement homogène, soit catholique, soit protestante. La création d'espaces où l'entre-soi prime est amorcée. Plus récemment, d'autres regroupements ont lieu, notamment lors de la période de guerre civile – les *Troubles* (1969-1998) – qui ont marqué la capitale nord-irlandaise pendant trente ans. Les émeutes, les attentats, la violence des groupes

¹⁶⁵ V. Peyronel (2001) précise que l'exode a concerné les deux communautés, catholique et protestante, mais la Grande Famine et la dépression économique de 1815 ont eu plus de répercussions sur les comtés ruraux et peuplés de catholiques, ce qui explique l'augmentation significative de la population catholique dans les villes industrielles comme Belfast au cours du XIX^e siècle.

paramilitaires et les affrontements avec les forces armées renforcent l'insécurité et la division communautaire. C'est à cette époque que le centre-ville de Belfast se dépeuple : entre 1969 et 1973, 60 000 personnes ont fui le centre-ville pour se réfugier dans les enclaves catholiques et protestantes de Belfast, jugées plus sûres (Compton, 1990, cité par Murtagh, 2002)¹⁶⁶.

La répartition spatiale des communautés est double : elle s'appuie sur l'accentuation d'un entre soi qui est aussi la conséquence directe d'une « épuration » de la population. Ainsi, la répartition des habitants en fonction de l'appartenance confessionnelle s'accroît et ce regroupement communautaire des populations dans des quartiers d'habitats homogènes – soit catholiques, soit protestants – a progressivement dessiné une fabrique urbaine qui s'est traduite par l'établissement de quartiers mono-confessionnels. La forme actuelle de la ville est révélatrice encore aujourd'hui de cette répartition héritée. En effet, bien que le processus de paix soit engagé en Irlande du Nord depuis 1998¹⁶⁷, Belfast reste – malgré ce consensus politique – encore aujourd'hui une ville divisée, ségréguée. Les quartiers péri-centraux demeurent majoritairement communautaires puisque « plus de la moitié de la population de Belfast vit dans des quartiers homogènes à 90 % » (Ballif, 2001, p. 53).

Jusqu'à peu, la population de Belfast était principalement protestante. Mais au fil des années, la communauté catholique s'est élargie. En effet, les deux communautés connaissent des dynamiques de populations différentes. Les protestants sont généralement une population plus âgée¹⁶⁸ et ont pu répondre dans les derniers sondages qu'ils n'avaient pas de religion (Russell, 2013)¹⁶⁹. La communauté catholique est plus jeune avec un taux de fécondité plus important que celui des protestants : l'indice de fécondité des catholiques d'Irlande du Nord est de 2,05 contre 1,61 pour les protestants (NISRA, 2001, citée par

¹⁶⁶ Une nuance peut-être apportée : les protestants se sont souvent installés en périphérie, alors que les catholiques se sont regroupés dans l'*inner city* (Ballif, 2012-b).

¹⁶⁷ Néanmoins, malgré un climat globalement apaisé à Belfast, la capitale nord-irlandaise connaît encore régulièrement quelques soubresauts d'instabilité que j'évoque au fil de la recherche.

¹⁶⁸ Voir CSO et NISRA (2014) pour une pyramide des âges détaillées en fonction de la religion.

¹⁶⁹ Une nouvelle question est apparue pour le recensement de 2001 et reconduite en 2011, en plus de celle concernant la religion déclarée par le sondé : la religion dans laquelle le sondé a été élevé ou « *religion brought up in* ». Cela permet de connaître le passé communautaire d'un individu qui se déclarerait sans religion. Voir Russell (2013) pour des précisions, y compris sur la relative non-pertinence des recensements conduits durant les *Troubles*.

Heurley, 2005). F. Gaffikin (n.d.-a) y voit également l'influence de l'arrivée récente ces dix dernières années de populations immigrées notamment de Pologne, de Lituanie et du Portugal qui ont tendance à se déclarer catholiques dans les sondages¹⁷⁰.

Au recensement de 2001, la proportion entre catholiques et protestants est quasiment identique, de l'ordre de 50-50¹⁷¹. La carte qui suit (**Figure 30**) montre la répartition de la population en fonction de la confession religieuse (ici, catholique¹⁷²), un an après la signature de l'accord de paix. Des données plus récentes ne dessineraient pas une carte significativement différente¹⁷³.

¹⁷⁰ Je reviens ultérieurement la place des populations immigrées dans la société nord-irlandaise et particulièrement à Belfast.

¹⁷¹ 48,6 % de la population de Belfast est protestante ou appartient à d'autres Églises chrétiennes ; 47,2 % est catholique ; 4,2 % est sans religion, ou d'une autre religion (Recensement 2001). Les chiffres varient selon les sources mais également selon les critères retenus, qu'il s'agisse de la religion déclarée ou de la religion dans laquelle le sondé a été élevé, par exemple – ou un mélange de ces deux réponses – mais également du périmètre retenu.

¹⁷² Le très faible pourcentage de population n'appartenant à aucune des deux confessions permet donc de lire la carte de la manière suivante : un faible pourcentage de catholiques implique un fort pourcentage de protestants – et réciproquement.

¹⁷³ En 2011, la population catholique comme le nombre d'immigrés ont légèrement augmenté tandis que la population protestante a faiblement baissé (Gaffikin, n.d.-a). Les nuances par rapport à 2001 sont donc minces, tandis que les espaces conservent le même « profil » communautaire.

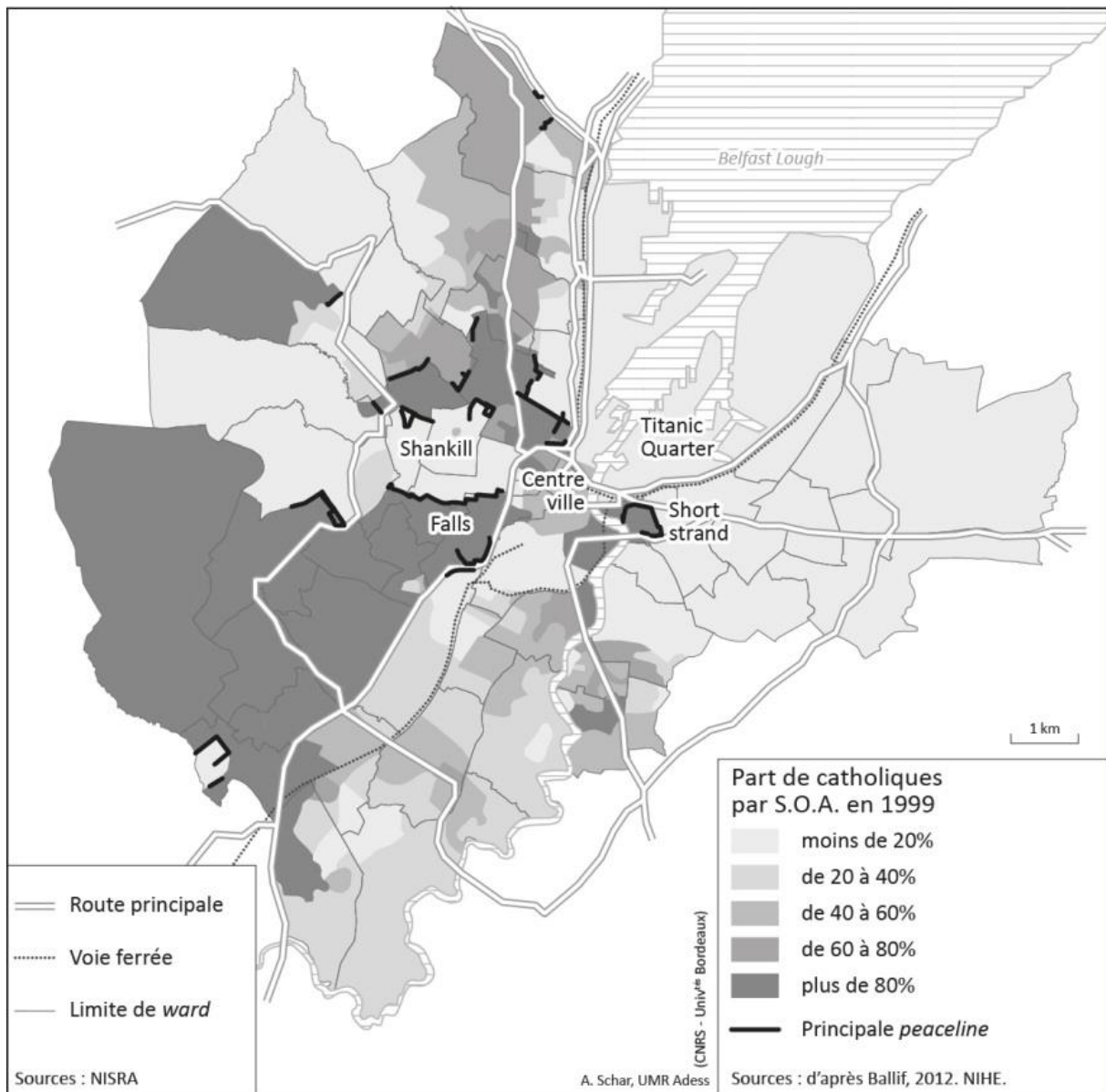


Figure 30 : Répartition des catholiques à Belfast, en 1999
 Source : Adèle Schar, d'après des données du NIHE dans Ballif, 2012-b

On remarque sur cette carte deux oppositions : l'Est et l'Ouest de la ville – opposition physiquement accentuée par la rivière Lagan qui passe au cœur de la ville selon un axe sud/nord – ainsi que le centre et la périphérie (Ballif, 2012-b ; Cunningham et Byrne, 2006). L'Est de Belfast est majoritairement protestant – bien que l'on dénote la présence de l'enclave catholique de Short Strand – tandis que l'Ouest, plutôt catholique, est néanmoins divisé entre les principaux quartiers limitrophes de Falls (catholique) et Shankill (protestant). Au Nord, il existe également des enclaves confessionnelles. Au Sud, la population résidentielle – appartenant en majorité à la classe moyenne – se répartie de manière plus

contrastée entre catholiques et protestants. Cela signifie qu'elle est principalement mixte, c'est-à-dire que l'une ou l'autre communauté, catholique ou protestante, représente entre 40 et 60 % de la population totale (Shirlow et Murtagh, 2006 ; D. Murphy, entretien, 09/01/2014).

Néanmoins, les statistiques doivent être lues avec précaution, notamment en fonction des échelles. Par exemple, lorsqu'une communauté est très représentée dans une partie de la ville, l'impression générale peut-être celle d'un quartier mono-confessionnel : mais il peut exister, en son sein, une ou des enclaves qui abritent les populations de l'autre communauté.

Per cent of population Bands	Community background per cent of total Catholic population in band	Community background per cent of total Protestant population in band
0-20	4.7	3.4
21-40	3.6	7.3
41-60	10.7	7.0
61-80	13.8	9.3
81-90	9.3	28.4
91-100	58.0	44.6

Figure 31 : La ségrégation à Belfast, en fonction de l'appartenance communautaire
 Source : Recensement 2001 de la population, dans Shirlow, 2006

La **Figure 31** ci-dessus montre qu'en 2001, la très grande majorité des catholiques comme des protestants (environ 80 %) vivent dans des quartiers homogènes – c'est-à-dire que 61 % ou plus de la population appartient à la même communauté. La conflictualité s'exprime donc ici par le fait que des lieux sont majoritairement « investis » par l'une ou l'autre communauté.

3.2. Les indices de la division spatiale et de l'entre soi : peacelines et marqueurs communautaires

3.2.1. Les *peacelines*

En plus d'une répartition spatiale entre les catholiques et les protestants, de nombreuses barrières physiques séparent – voire isolent – les différents quartiers communautaires : les *peacelines*.

Les *peacelines* sont à Belfast bien plus qu'un symbole de la territorialisation du conflit communautaire¹⁷⁴ : elles apparaissent clairement comme un dispositif spatial qui sépare les quartiers catholiques et protestants. Le nombre de *peacelines* varie selon les sources. Dans son rapport de 2011, le *Belfast Interface Projet* (BIP) identifie 99 barrières de sécurités et autres formes « d'architecture défensive » dans les quartiers résidentiels de Belfast. P. Shirlow et B. Murtagh (2006) en comptaient 25 en 2005. Ces grands écarts entre les données tiennent sans doute aux paramètres retenus pour définir ce qui peut être considérée comme une *peaceline* : c'est ce qu'indique la **Figure 32** puisque le BIP apporte une nuance en ce qui concerne le support (simple mur, barrière métallique, *checkpoint* routier...).

¹⁷⁴ Elles sont pour le géographe M. Foucher « des séquelles de la partition de 1921-1922 » (Foucher, 2007, p. 111).

Type of barrier	Total	Central	East	North	South	West
Metal fence	35	5	1	18		11
Wall with metal fence above	23	3	4	8	1	7
Buffer with fence	14	4	3	3		4
Road closed with ped. access	12	1		10		1
Solid wall	8		2	5		1
Gate with vehicle access	7	1				6
Total	99	14	10	44	1	30

Figure 32 : Les différents types de *peacelines* et leur répartition à Belfast

Source : BIP, 2011

N.B. : Le fait qu'une seule *peaceline* soit recensée pour South Belfast et l'écart que cela représente par rapport aux autres espaces de la ville confirme que c'est un quartier moins ségrégué – du moins en ce qui concerne les divisions physiques de l'espace urbain.

Les *peacelines* sont généralement la propriété de l'État. Le *Department of Justice* (DoJ) en a hérité du plus grand nombre de la part du *Northern Ireland Office* (NIO), lorsque les responsabilités en termes de maintien de l'ordre et de justice ont été dévolues en 2007. Elles peuvent également appartenir au *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) – le bailleur social –, à la municipalité du *Belfast City Council* (BCC)... Certains murs sont néanmoins privés ou bien leur propriétaire n'a pas été identifié (BIP, 2011 ; BIP, 2017).

Sur le terrain, il faut parfois un œil averti pour repérer les *peacelines*¹⁷⁵. Au contraire, certaines sont facilement reconnaissables, comme celle de Cupar Way qui sépare le quartier catholique de Falls, au Sud, du quartier protestant de Shankill, au Nord (**Figure 33**). Les différents matériaux de construction utilisés indiquent les différentes étapes de l'élévation de la *peaceline* : le mur d'origine a été rehaussé, d'abord avec des tôles puis un grillage – dans le but d'éviter que des projectiles comme les cailloux, les cocktails Molotov¹⁷⁶... soient lancés par-dessus la *peaceline*.

¹⁷⁵ D'autant plus que certaines *peacelines* ont une image « adoucie » grâce à des arbres ou des haies par exemple ; voir les nombreux travaux de F. Ballif et la politique de *softening* menée par le NIHE.

¹⁷⁶ La lecture de la presse nord-irlandaise démontre que l'usage des cocktails Molotov – « *petrol bombs* » – est régulière lorsque surviennent des affrontements dans/entre les quartiers communautaires et/ou contre le *Police Service of Northern Ireland* (PSNI).



Figure 33 : La *peaceline* de Cupar Way

Sources : Adèle Schar, août 2013 (photo) ; Adèle Schar, d'après Google Maps

N.B. : La partie la plus visible et la plus ancienne de la *peaceline* – photographiée ci-dessus – date de 1969. Elle se situe du côté de Falls (en rouge). Le mur représenté du côté de Shankill (en jaune) date des années 2000. On distingue également sur l'image satellite ce qui s'apparente aux restes d'un bûcher circulaire de palettes (sur le *blighted space*, voir *infra*) ce qui est sans doute le signe qu'un *bonfire* a été érigé à cet endroit.

Regarder au-delà de la *peaceline*

A. Megahey, membre du *Belfast Regeneration Office* (BRO) au sein du *Department for Social Development* (DSD), m'a précisé lors d'un itinéraire que nous avons effectué dans différents quartiers ségrégués que les maisons le long de la *peaceline* de Cupar Way ont été construites avec la porte d'entrée donnant sur la *peaceline*. D'après lui, l'idée derrière cet aménagement est bien prévisionnelle : si le mur disparaît, les maisons seront ainsi orientées vers le quartier voisin – d'une autre confession ; la communauté doit s'ouvrir plutôt que s'enfermer sur elle-même (A. Megahey, entretien **, 18/03/2015).

Lorsque deux quartiers, respectivement catholique et protestant, partagent une même « frontière » – souvent matérialisée par une *peaceline* –, on parle de « zones d'interface »¹⁷⁷ ou « *interface areas* ». Ces espaces traduisent bien souvent la dégradation de l'espace urbain (Plöger, 2007) et sont classés dans les quartiers les plus défavorisés de Belfast. Cela s'explique notamment par la chute de la valeur immobilière des propriétés et parfois la désertion des lieux par les habitants (Calame et Charlesworth, 2009). La conséquence est la transformation de ces espaces en « *blighted spaces* » – « *blighted* » signifiant « dégradé » ou « en ruine ». Pour le BIP (2011), il peut s'agir à la fois de bâtiments à l'abandon ou de terrains vagues à proximité immédiate d'une *peaceline*. Dans l'espace urbain, la différence démographique entre catholiques et protestants s'observent parfois par la disposition des maisons en fonction de la *peaceline* : côté catholique, elles sont pratiquement collées au mur tandis que côté protestant, elles en sont relativement éloignées ; c'est le cas à North Belfast par exemple (R. Hawe, entretien, 10/01/2014)

Parfois, les *peacelines* entourent un quartier, comme à Short Strand, enclave catholique au sein du quartier de East Belfast, à très grande majorité protestant (**Figure 34**)¹⁷⁸.

¹⁷⁷ Pour une analyse des nuances concernant les différents types d'interface – notamment la zone-tampon (*buffer zone*), la fracture (*split*) ou bien l'enclave (*enclave*) –, voir Heurley (2005). La *buffer zone* peut par exemple être un centre commercial entre des quartiers catholiques et protestants ; c'est le cas de Duncairn Gardens dans North Belfast, où les commerces sont entourés de grilles, comme souligné par A. Megahey lors d'une visite sur place (A. Megahey, entretien **, 18/03/2015). Comme le précise un membre du *North Belfast Partnership*, ce grillage a bien été « volontairement » décidé par les aménageurs (entretien anonyme *, 03/2015).

¹⁷⁸ Voir Ballif (2001), pour une analyse de l'urbanisme à objectif sécuritaire dans Short Strand dans les années 1970-1980.



Photo 1 : Cluan Place – Mountpottinger Road

Propriétaire de la *peaceline* : Department of Justice (DoJ)

Construction : 1970 et 2003



Photo 2 : Cluan Place

Propriétaire de la *peaceline* : Department of Justice (DoJ)

Construction : 1970 et 2003



Photo 3 : Madrid Street

Propriétaire de la *peaceline* : Northern Ireland Housing Executive (NIHE)

Construction : 2002 et 2008



Photo 4 : Bryson Street

Propriétaire de la *peaceline* : DoJ (elle est entretenue par le NIHE)

Construction : 1970 et 2003

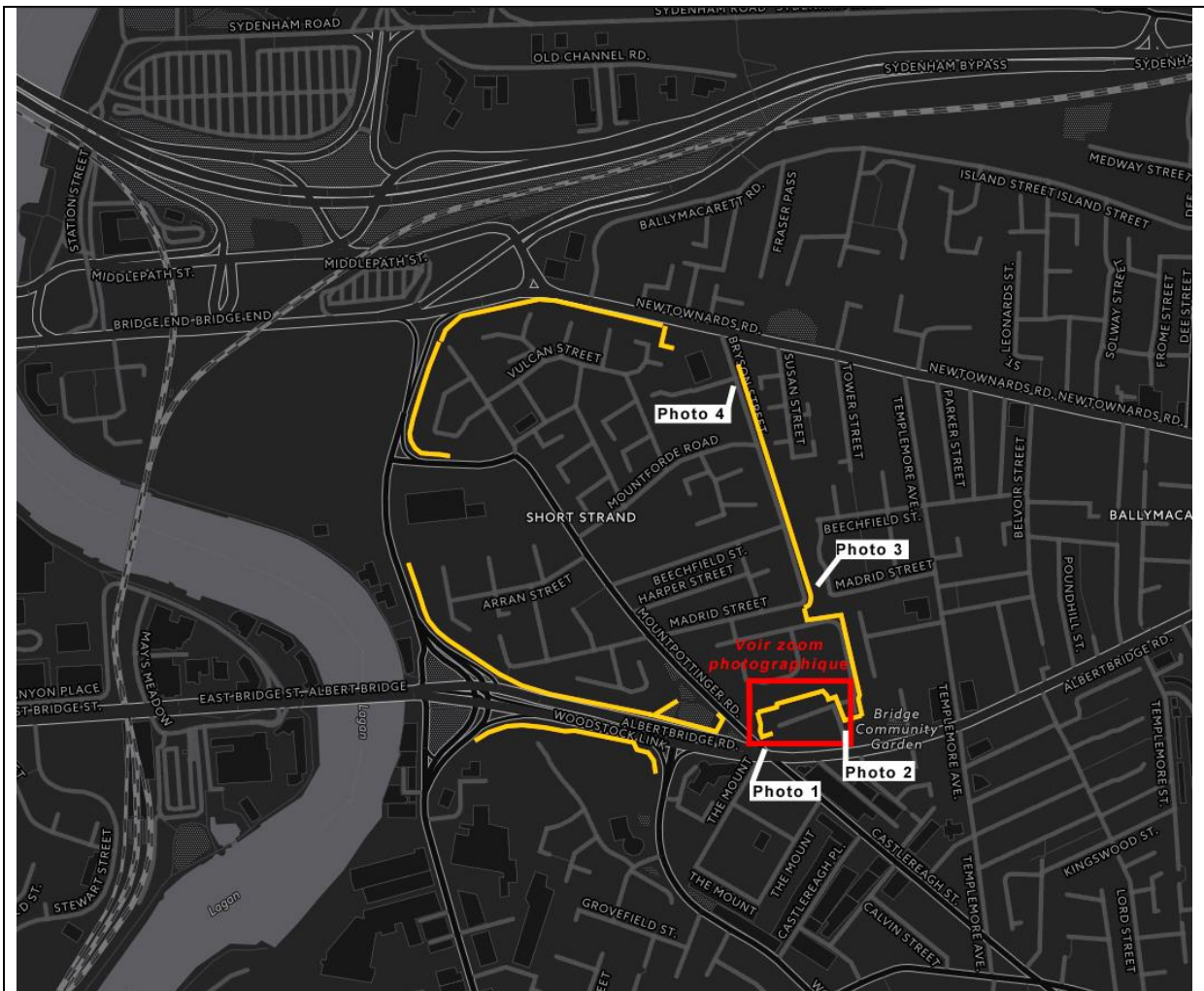


Figure 34 : L'exemple de l'enclave catholique de Short Strand, dans East Belfast

Sources : Adèle Schar, janvier 2014 (photos 1, 2 et 3) et mai 2014 (photo 4) ; Adèle Schar, d'après BIP (données sur les *peacelines*), carte interactive Detail Data project Creative / commons attribution ShareAlike (carte du haut) et Google maps (photographie du bas) <https://www.belfastinterfaceproject.org/interfaces-map>

La première *peaceline* fut construite au début des *Troubles*, en 1969 (BIP, 2011 ; Boal, 2006). Depuis, leur nombre n'a cessé d'augmenter¹⁷⁹. Elles ont été construites sur les lieux des violences communautaires : dans les quartiers les plus homogènes, limitrophes d'un quartier de confession opposée, et donc les plus « sensibles » (**Figure 35**).

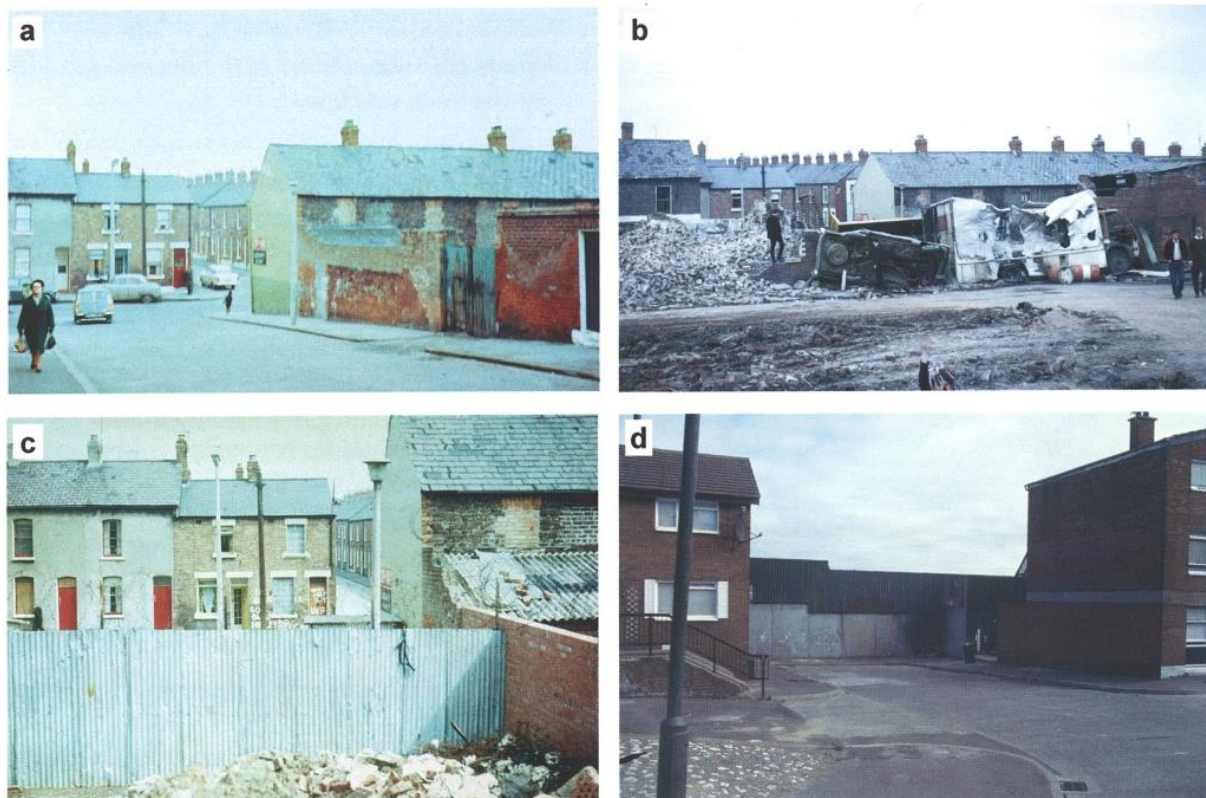


Figure 35 : Les étapes de la construction d'une *peaceline* dans West Belfast

Source : Boal, 2006

N.B. : (a) décembre 1967 ; (b) août 1969 ; (c) septembre 1969 ; (d) septembre 1994

F. Ballif a montré que « les *peacelines* sont le résultat de décisions non planifiées, dans le cadre d'opération de maintien de l'ordre de l'armée, puis à la discrétion de la police après le milieu des années 1970. » (Ballif, 2009-c, p. 76). Les *peacelines* ont néanmoins été construites par les autorités nord-irlandaises. En cela, l'État limite la mobilité des résidents et le contact entre les communautés (Shirlow et Murtagh, 2006). Ce constat rejoint celui du

¹⁷⁹ Depuis les années 1970-1980, la construction des murs s'est paradoxalement accentuée et jusque dans les années 2000 certains murs ont été rehaussés malgré la signature des accords de paix, comme en attestent les périodes de construction récentes (**Figure 34**). Pour plus de détails, voir Ballif (2012-a) – l'auteur parle de « provisoire qui dure » – et chapitre 8.

géographe et spécialiste de géopolitique P. Subra à propos d'un autre « mur », celui construit par Israël en Cisjordanie :

« Il y a derrière ces projets (et les rendant possibles) des entreprises du bâtiment, des plans d'architectes ou d'ingénieurs, des marchés publics, du bitume, du béton, des réseaux, des engins de chantier, comme dans n'importe quelle opération d'urbanisme ou d'aménagement, donc des acteurs et des actions qui relèvent du champ de la technique. Mais cette dimension technique est au service d'objectifs finaux qui, eux, sont incontestablement géopolitiques. » (Subra, 2008, p. 229).

En tout état de cause, le climat nord-irlandais laisse à penser que les murs ne vont pas être démolis prochainement (Brunn, Byrne, McNamara *et al.*, 2010).

Démolir les *peacelines* en Irlande du Nord ?

Le maintien des *peacelines* soulève des problématiques multiples, relatives notamment à la sécurité, à l'investissement financier, aux « bonnes relations » entre les communautés, au bien-être social et économique des populations... et restent une focale à l'internationale (Byrne, Gormley-Heenan et Robinson, 2012-b).

La presse annonce régulièrement que les murs seront détruits d'ici quelques années. Lors de l'un de mes séjours à Belfast j'ai pris connaissance de ce type d'annonce. Selon C. O'Halloran, *Practice Coordinator* pour le *Belfast Interface Project* (BIP) elle avait été faite par le premier ministre britannique David Cameron uniquement parce que le président américain Barack Obama se rendait en Irlande du Nord pour la tenue du G8 à Enniskillen, en juin 2013 (C. O'Halloran, entretien, 27/11/2013) : il s'agissait en définitive d'une déclaration purement politique. D. Murphy, du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), est lui aussi très sceptique quant à la possibilité d'une démolition des *peacelines* à une telle échéance (D. Murphy, entretien, 09/01/2014), tout comme un membre du *North Belfast Partnership* (entretien anonyme *, 03/2015) qui précise que les habitants des quartiers communautaires sont finalement « à l'aise » avec la présence des murs.

J. Byrne, C. Gormley-Heenan et G. Robinson (2012-b) rappellent qu'il a fallu attendre 2010 et la création du *Department of Justice* (DoJ) pour que les *peacelines*, auparavant considérées comme une « réponse sécuritaire », deviennent également un « problème pour les relations communautaires ». S'il y a donc une réflexion sur la démolition de ces murs, aucune date n'est précise. P. Nolan (2013) évoque 2029 – date « anniversaire » puisque la première *peaceline* a été construite en 1969 – après que le *Belfast City Council* (BCC) ait adopté en 2011 une motion proposée par le *Alliance Party*¹⁸⁰. R. Wilson (2016) note que le gouvernement a quant à lui annoncé en 2012 la date butoir de 2023.

Une *peaceline* a néanmoins été démolie sur Crumlin Road, à Belfast, en 2016 ; il en reste encore 109 dans toute la province (*Belfast Telegraph*, 06/02/2016)¹⁸¹. Il faut souligner que la perception des habitants sur les *peacelines* est variable mais également qu'il n'y a pas de lien établi entre la destruction des murs et la fin de la division entre catholiques et protestants. En effet, 78 % de la population nord-irlandaise pense que la ségrégation communautaire est toujours présente dans les espaces où l'on ne trouve pas de *peacelines*. Si l'échantillon est réduit à la population qui réside à proximité d'une *peaceline*, 69 % des habitants considèrent que le maintien des murs est essentiel pour prévenir les violences tandis que seuls 38 % imaginent un avenir sans *peaceline* (Byrne, Gormley-Heenan et Robinson, 2012-b)¹⁸².

¹⁸⁰ Il s'agit d'un des rares partis qui peut être considéré comme « interethnique » – *cross ethnic* (Abassi, 2011, n.p.). Voir chapitre 3.

¹⁸¹ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/one-peace-wall-down-109-across-northern-ireland-still-to-go-34486822.html>

¹⁸² Pour plus de données statistiques, voir Byrne, Gormley-Heenan et Robinson (2012-a).

3.2.2. Marqueurs identitaires : *murals*, drapeaux

En plus des *peacelines*, un nombre important de marqueurs paysagers balisent les quartiers catholiques et protestants. En effet, malgré un climat politique relativement stable depuis 1998, la revendication communautaire tient encore une place telle que chaque communauté n'hésite pas à afficher son appartenance, en dehors de tout cadre privé ; ce qui implique que les symboles communautaires se retrouvent dans l'espace public de la plupart des quartiers mono-confessionnels. Les marqueurs sont autant de traces, de stigmates du conflit communautaire, d'artefacts qui maintiennent l'importance de territorialement affirmer une identité, catholique ou protestante, de contrôler l'espace par des éléments visibles dans le paysage urbain. Ils rappellent que les tensions sont toujours présentes et s'inscrivent dans le quotidien des habitants de ces quartiers et des personnes qui y transitent.

Sur les *peacelines* parfois, mais également sur les façades des habitations, on trouve par exemple de nombreuses *murals*. Ces peintures au message fortement identitaire et souvent politique représentent parfois des paramilitaires armés, des « icônes » de la communauté – comme l'irlandais Bobby Sands – ou encore font références à des moments importants de la mémoire collective¹⁸³. Aux *murals* s'ajoutent des drapeaux, aux fenêtres des particuliers, en guirlande à l'entrée d'un bloc d'habitations, sur des lampadaires – *Union Jack*¹⁸⁴ ou *Tricolour* –, un mobilier urbain repeint en fonction des couleurs de ces mêmes drapeaux, des noms de rues traduit en gaélique ou des commerces au nom gaélique dans les quartiers catholiques¹⁸⁵, etc. (**Figure 36**).

¹⁸³ Pour une analyse des *murals* protestantes/loyalistes d'une part et catholiques/nationalistes d'autre part, voir par exemple Brunn, Byrne, McNamara *et al.* (2010).

¹⁸⁴ Il n'est pas rare de voir également dans les quartiers ou lors des défilés protestants une croix rouge sur fond blanc : il s'agit de la croix de Saint Georges, qui correspond au drapeau de l'Angleterre.

¹⁸⁵ Voir Müller (2004) pour l'analyse de l'appropriation symbolique du territoire par le gaélique.



Photo 1 : Dans le quartier catholique de Falls, la *mural* représentant Bobby Sands, un combattant de l’IRA mort en prison en 1981 des suites d’une grève de la faim. Il est considéré comme une figure de la cause républicaine.



Photo 2 : Dans le quartier protestant de East Belfast, des paramilitaires figurent sur cette *mural*. L’*Ulster Freedom Fighters* (UFF) et l’*Ulster Young Militants* (UYM) sont des groupes en lien avec l’organisation paramilitaire loyaliste *Ulster Defence Association* (UDA).



Photo 3 : Une *peaceline* à Short Strand, vue du côté catholique. Les messages, parfois en gaélique, font référence à des symboles irlandais.



Photo 4 : Le mobilier urbain (trottoir, lampadaire) est repeint aux couleurs de l'*Union Jack* dans ce quartier protestant.



Photo 5 : Le pont de Ormeau Road, au Sud de Belfast, marque la limite entre le quartier catholique au Nord et le quartier protestant au Sud, comme le signalent les deux drapeaux – respectivement le *Tricolour* et l'*Union Jack* – à chaque extrémité du pont.

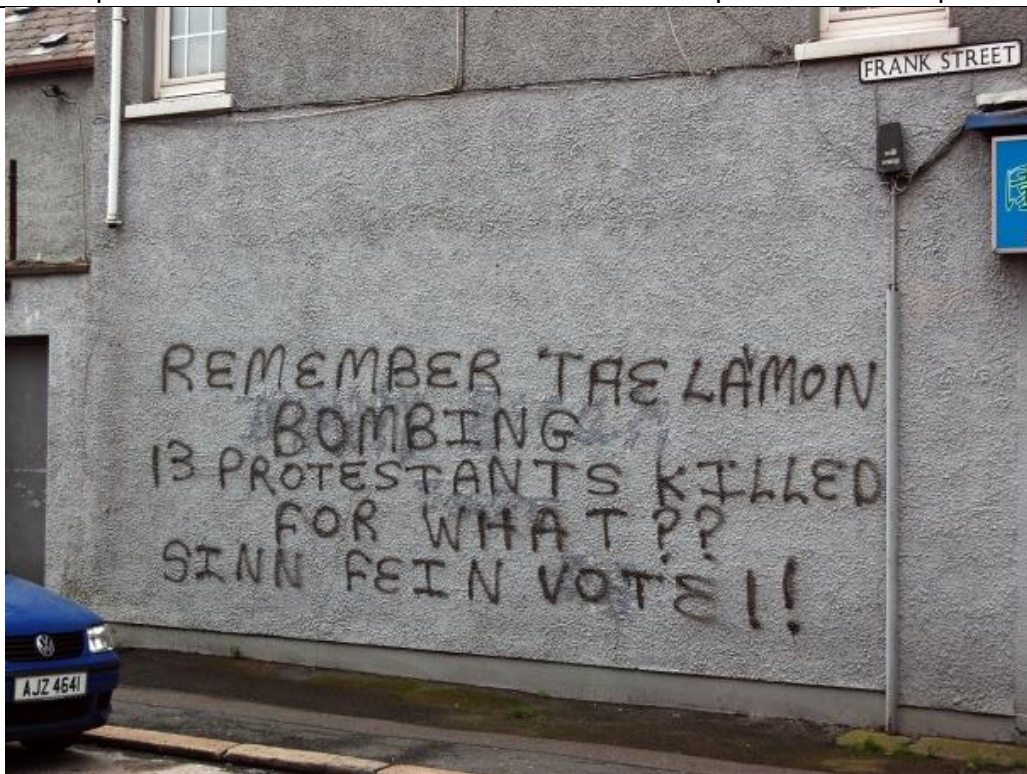


Photo 6 : Un graffiti vers Ormeau Road annonce un message très politisé, affirmant que la mort de protestants lors d'un attentat en 1978 a permis au *Sinn Féin*, le parti nationaliste irlandais, de récupérer des voix électorales.

Figure 36 : Les différents marqueurs paysagers entre les quartiers catholiques et protestants

Sources : Adèle Schar, décembre 2012 (photos 1 et 5), janvier 2014 (photos 2 et 3) et mai 2014 (photos 4 et 6)

La ségrégation n'est pas que spatiale

Il est important de rappeler que la ségrégation apparaît non seulement ancrée dans l'espace, mais surtout dans les pratiques sociales ; en effet, en plus des trajectoires résidentielles, ce sont également les pratiques socio-spatiales qui sont influencées par cette séparation. P. Shirlow et B. Murtagh (2006) ont par exemple démontré que la mobilité des individus pouvait être altérée : les habitants, s'ils se sentent relativement en sécurité au sein de leur quartier mono-confessionnel, n'hésitent pas à effectuer des trajets plus longs afin d'éviter de traverser les quartiers regroupant des populations de confession différente de la leur. Ainsi, à la « *residential segregation* » se combine la « *activity segregation* », (Boal, 1969, cité par McCafferty, 2001) ce qui explique qu'un quartier mixte, où se côtoient les deux communautés, n'implique pas automatiquement une corrélation avec un meilleur niveau de relations transcommunautaires (McCafferty, 2001).

Un autre point concerne le maintien des disparités confessionnelles en ce qui concerne les pratiques de recrutement, bien que le déséquilibre se résorbe lentement, en particulier dans le secteur public (Peyronel, 2003).

Les dynamiques communautaires se retrouvent aussi dans les mariages. Depuis la partition de 1921, la majorité des couples, dans l'une ou l'autre des communautés, sont endogames (Deutsch, 2003). Il en est de même en ce qui concerne l'éducation puisque les catholiques et les protestants suivent encore aujourd'hui une scolarité séparée dans les cycles primaire et secondaire. Peter Robinson à l'époque premier ministre d'Irlande du Nord, a déclaré qu'il s'agissait d'une « forme bénigne d'apartheid » (cité par le *Belfast Telegraph*, 15/10/2012)¹⁸⁶. En effet, le système éducatif nord-irlandais, calqué sur ce qui se fait dans le reste du Royaume-Uni, comporte des composantes anglicanes. L'Église catholique a donc mis en place après la partition de 1921 un enseignement catholique en Irlande du Nord et même si quelques écoles « mixtes » se sont développées à partir des années 1980, leur nombre est très modeste : 37 établissements en 2002 (Deutsch, 2003)¹⁸⁷. À Belfast, elles sont très rares¹⁸⁸.

Enfin, si les habitants comme les acteurs de l'urbain de Belfast connaissent parfaitement l'appartenance politico-religieuse de tel ou tel quartier, il existe d'autres indices pouvant indiquer l'appartenance communautaire d'un individu : le prénom (à consonance britannique ou au contraire irlandaise), les établissements scolaires fréquentés (un lycée portant le nom « Saint » donnera un indice sur une scolarité catholique), la pratique d'un sport – comme le port d'un maillot d'une équipe –, etc. Ceci reste très peu intuitif pour un observateur extérieur, qui plus est étranger, mais il convenait de le souligner pour insister sur la dimension multidimensionnelle que revêt l'appartenance communautaire en Irlande du Nord.

¹⁸⁶ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/separate-schools-benign-apartheid-28565119.html>

¹⁸⁷ Pour des données statistiques à ce sujet, voir par exemple celles regroupées par *The Guardian* (n.d.) : <https://www.theguardian.com/news/datablog/2012/nov/24/religious-divide-northern-ireland-schools>

¹⁸⁸ L'*Integrated Education Fund* qui promeut une scolarité au sein d'établissements communs pour les catholiques et les protestants, a publié une carte des écoles mixtes en 2017. Aucune ne se situe dans les quartiers centraux et péri-centraux de Belfast ; les rares établissements présents sont en banlieues plus ou moins éloignées : <https://www.ief.org.uk/resources/integrated-schools-northern-ireland>

En conclusion, l'Irlande du Nord ne peut se comprendre sans une double perspective historique et géographique, aux influences britanniques comme irlandaises. L'histoire de la province s'est construite au fil des colonisations successives, plusieurs siècles avant qu'elle ne devienne une entité politique – l'une des quatre *home nations* du Royaume-Uni. La colonisation de l'île par l'Angleterre, marquée par des politiques de spoliation des terres et discriminatoires à l'encontre de la population locale, alimente dès les XVI et XVII^e siècles la scission de la population en deux entités aux revendications opposées. À l'époque contemporaine, et plus encore après la partition de 1921, ces antagonismes persistent et s'accroissent jusqu'à prendre la forme d'une guerre civile. Presque vingt ans après la fin des *Troubles*, la conflictualité entre catholiques et protestants reste présente. Elle se traduit spatialement par la division des espaces d'habitats communautaires, socialement dans les pratiques. Ceci apparaît comme un contexte spécifique qui doit être pris en compte par les élus politiques et les aménageurs dans la gouvernance politique et la gestion urbaine de Belfast. Or, les quartiers communautaires de Belfast montrent un aspect parmi d'autres de la ville. Car, passé ces quartiers, le paysage est tout autre : la capitale nord-irlandaise redevient semblable à d'autres métropoles européennes ; le centre-ville est actif, les quais attractifs, la vie estudiantine dynamique et l'offre culturelle riche... Bien loin de tout signe visible d'appartenance et d'atmosphère de revendication.

CHAPITRE 3 : Ouvrir un espace de parole pour encourager la résilience du système urbain

J. Habermas a initialement vu dans la notion d'espace public un espace de parole – ou de discussion (Toussaint et Zimmermann, 2001)¹⁸⁹. Les années 1970 marquent l'appropriation progressive de ce terme par les acteurs de l'urbain. Ce chapitre présente ici la naissance progressive d'un espace de parole en Irlande du Nord à la fin des *Troubles*, ce qui permet de questionner la gouvernance urbaine et ses applications à Belfast tout en analysant les possibilités pour les élus et les aménageurs de proposer une résilience du système urbain. M. Goldring, spécialiste de civilisation des îles Britanniques, notait à la veille des accords de paix en Irlande du Nord :

« La rénovation des quartiers qui est l'un des traits du Belfast contemporain est vue, notamment par les protestants, comme la mise à exécution des menaces contre leur mode de vie traditionnel. En 1967, le conseil municipal de Belfast s'est demandé, en discutant des plans de rénovation, s'il valait mieux en principe conserver les quartiers homogènes ou si la rénovation ne pourrait pas servir à assurer le brassage des deux communautés. Depuis, les "troubles" ont résolu la question. Des "murs de la paix" (...) ont été construits et isolent les deux communautés l'une de l'autre (...). Dans les vingt-cinq dernières années, la tendance à la séparation entre catholiques et protestants s'est nettement renforcée partout en Irlande du Nord. » (Goldring, 1994, p. 84).

Il convient de revenir ici sur un double phénomène, à savoir la situation post-*Troubles* qui a marqué l'ouverture d'un espace de parole mais également le contexte plus général et contemporain de la ville de Belfast qui connaît une politique « classique » de régénération urbaine.

¹⁸⁹ Le géographe A. Fleury évoque « un espace abstrait et changeant, prenant la forme du rassemblement qui le fait naître » (Fleury, 2010, n.p.).

1. La progressive création d'un espace public en Irlande du Nord

1.1. Le modèle consociationnel : quand les accords de paix transposent la division communautaire en politique

L'accord de paix est signé en 1998, après quatre années d'enlèvement politique et de cessez-le-feu (Lurbe, 2013)¹⁹⁰. Il met un terme au conflit nord-irlandais et à la période des *Troubles*¹⁹¹ et prévoit la création d'un gouvernement autonome nord-irlandais. La voie législative fonctionne sous le mode de la dévolution : elle est représentée au sein de l'Assemblée couplée à une branche exécutive (**Figure 37**).

	Branche législative	Branche exécutive
Nom	<i>Northern Ireland Assembly</i>	<i>Northern Ireland Executive</i>
Membres	108 députés ou <i>Members of the Legislative Assembly (MLA)</i>	Un <i>First Minister</i> et un <i>Deputy First Minister</i> ainsi qu'un ministre par ministère ou <i>Department</i>

Figure 37 : Les institutions nord-irlandaises après la signature des accords de 1998

Source : Adèle Schar

N.B. : Il existe aussi en parallèle une entité du gouvernement britannique responsable des affaires nord-irlandaises, appelée *Northern Ireland Office (NIO)*. C'est elle qui supervise notamment la *Parade Commission for Northern Ireland (PCNI)* (voir chapitre 8).

Le gouvernement entre en fonction le 2 décembre 1999 mais est quasiment aussi vite suspendu. L'exécutif sera ensuite suspendu plusieurs fois, en 2000, 2001 et 2002 – cette dernière date marque une interruption plus longue, de 2002 à 2007¹⁹² (Readman, 2011). P. Lurbe (2013) explique cette instabilité du début des années 2000 par le refus de l'IRA de

¹⁹⁰ J. McGarry and B. O'Leary (2008) ont fait état des précédentes tentatives pour parvenir à un accord similaire ; elles ont toutes échouées, conséquence du désaccord entre les communautés catholiques et protestantes.

¹⁹¹ L'accord de paix fut ensuite ratifié par référendum, en République du Nord comme en Irlande du Nord.

¹⁹² Pendant cette période, les pouvoirs sont revenus au *Northern Ireland Office (NIO)*.

rendre les armes et par la lenteur des changements, par exemple en ce qui concerne la démilitarisation de la province comme la réforme de la police¹⁹³.

Les accords de 1998 ont été le point de départ de la mise en place d'un système politique dit « consociationnel » en Irlande du Nord.

Consociationnel, consociationalisme

Le terme anglais, « *consociation* », peut se définir par : « *a political system formed by the cooperation of different, especially antagonistic, social groups on the basis of shared power* » (The Oxford Dictionary). Z. Abassi (2011), spécialiste de civilisation britannique et irlandaise, emploie une version francisée – « consociationnel » – dans le cas spécifique de l'Irlande du Nord ; j'ai choisi de faire de même au cours de cette recherche. Les vocables apparentés de « consensuel » ou encore « consociatif » se retrouvent également dans les travaux francophones.

Le politologue spécialiste des systèmes de votes A. Lijphart développe la théorie consociative à partir de la fin des années 1960 (Clement, 2011) d'après ce constat :

« dans les sociétés plures, c'est-à-dire les sociétés qui sont profondément divisées suivant des clivages religieux, idéologique, linguistique, culturel, ethnique ou racial, et qui sont virtuellement constituées en sous-sociétés séparées ayant chacune son parti politique, son groupe d'intérêt et son moyen de communication, la flexibilité nécessaire à la démocratie majoritaire est absente. Dans ces conditions, la loi de la majorité est non seulement antidémocratique, mais aussi dangereuse, parce que les minorités auxquelles l'accès au pouvoir est constamment dénié, se sentiront exclues, victimes de discrimination et cesseront de manifester leur allégeance au régime » (Lijphart, 1984, cité par Sindjoun, 2000, p. 566).

Outre l'Irlande du Nord, une réflexion sur le modèle consociationnel est engagée par certains auteurs dans d'autres sociétés conflictuelles et divisées : c'est le cas par exemple en Israël, dans le cadre des rapports entre la majorité juive et la minorité arabe palestinienne (Kaufman, 2009) ou encore au Liban puisque l'État a adopté ce « pacte politique entre les communautés » (Geisser, 2013, p. 12). En Europe, la Belgique bénéficie d'un régime de type consociationnel puisque les trois familles politiques traditionnelles – chrétiennes, libérales et socialistes – se côtoient aux côtés des écologistes, arrivés sur la scène politique plus récemment (Claeys, 2015).

¹⁹³ Durant les *Troubles*, la police nord-irlandaise ou *Royal Ulster Constabulary* (RUC) fut accusée d'être partielle et de soutenir la communauté protestante – créée au moment de la partition de l'île par le gouvernement unioniste, ses membres étaient effectivement à une très grande majorité protestants. Elle sera alors réformée et renommée en 2001 en *Police Service of Northern Ireland* (PSNI) avec l'idée d'inclure progressivement des membres de la communauté catholique dans ses rangs afin de permettre une meilleure représentation du paysage communautaire nord-irlandais – les quotas permettant d'avoir la moitié des nouvelles recrues issues de la communauté catholique dans les dix premières années du PSNI. Actuellement, 30 % des effectifs sont des catholiques : http://www.bbc.co.uk/history/topics/troubles_security_forces.

Le système consociationnel consiste donc en un partage des pouvoirs à l'Assemblée entre les principaux groupes politiques nord-irlandais. Ainsi, la nouvelle *Northern Ireland Assembly* permet aux partis politiques les plus importants, unionistes et nationalistes – représentatifs des deux communautés traditionnelles, respectivement protestante et catholique – de partager le pouvoir. En Écosse et au Pays de Galles, les partis régionaux propres à ces deux *home nations* complètent le paysage politique constitué des partis nationaux traditionnels britanniques – travailliste et conservateur. Or, en Irlande du Nord, puisque le mode de scrutin favorise le bipartisme, la situation est tout à fait spécifique puisque seuls les partis régionaux figurent sur la scène politique (Lurbe, 2013).

D'ailleurs, les députés de l'Assemblée nord-irlandaise doivent obligatoirement s'auto-désigner sous une étiquette, qu'elle soit « unioniste », « nationaliste » ou « autre ». En complément, le *First Minister* et le *Deputy First Minister* doivent respectivement appartenir à des partis politiques distincts, le parti nationaliste ou le parti unioniste¹⁹⁴. Cette configuration spécifique permet d'empêcher qu'un seul parti, même s'il regroupe la majorité des membres, puisse dominer l'Assemblée. En ce sens, l'accord de paix de 1998 reconnaît expressément une différence communautaire « *on a constitutional basis* » (Ellis et Neill, 2006, p. 129). Selon Z. Abassi (2011), ces nouvelles règles consociationnelles renforcent *de facto* la dichotomie entre les deux groupes communautaires traditionnels, catholiques et protestants.

Si les accords de paix ont été décidés par les partis politiques « modérés » – le *Ulster Unionist Party* (UUP) et le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP) – la tendance s'est inversée depuis 2007 avec l'arrivée au pouvoir des « extrêmes » (Lurbe, 2013). Les élections de 2011 réinstallent respectivement Peter Robinson (DUP) et Martin McGuinness (*Sinn Féin*) comme *First Minister* et *Deputy First Minister*, dont les parcours respectifs dénotent que le conflit communautaire n'est jamais très éloigné de la question politique en Irlande du Nord (**Figure 38**)¹⁹⁵.

¹⁹⁴ <http://www.nidirect.gov.uk>

¹⁹⁵ Je ne peux rentrer dans les détails du parcours de chaque homme politique, mais il est bien important d'en prendre la mesure pour comprendre leur rôle dans une Irlande du Nord post-conflictuelle. Les journaux britanniques ont dressé des portraits documentés de ces deux personnalités – par exemple, pour Martin McGuinness, voir *The Guardian* (21/03/2017) : <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/mar/21/martin-mcguinness-obituary> ; concernant Peter Robinson, voir *BBC News* (19/11/2015) : <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-34775465>

Fonction	<i>First Minister</i>	<i>Deputy First Minister</i>
Nom	Peter Robinson	Martin McGuinness
Parti politique	<i>Democratic Unionist Party (DUP)</i>	<i>Sinn Féin</i>
Activités paramilitaires dans les années 1980	Proche de groupes paramilitaires loyalistes	Ancien commandant de l'IRA

Figure 38 : Le partage des pouvoirs au sein de l'exécutif de 2011 à 2016

Source : Adèle Schar

N.B. : Ma recherche s'inscrit dans le temps de cet exécutif. Les dernières élections, en 2016, ont, comme en 2007 et en 2011, abouti à une coalition entre le DUP et le *Sinn Féin*. À noter que Peter Robinson démissionne en septembre 2015 dans un contexte de tensions politiques exacerbées autour de la question de l'IRA, suite notamment à l'assassinat punitif de Kevin McGuigan et à l'arrestation de membres du *Sinn Féin* dans le cadre de l'enquête (voir chapitre 8).

Ainsi, plus qu'un consensus, c'est bien un compromis qui a été proposé pour résoudre la « Question d'Irlande du Nord » avec la signature des accords de paix de 1998. Et par définition, « un compromis ne donne raison ni aux uns, ni aux autres » et n'amène pas nécessairement la paix sociale (Féron, 2011, p. 8). S. Tonnelat et C. Terzi soulignent que « la publicisation n'est pas la recherche d'un consensus participatif. Elle correspond plutôt à une forme "d'institutionnalisation du conflit" » (Tonnelat et Terzi, 2013, n.p.).

La difficile réconciliation

« Un accord de paix suffit-il à initier un processus de réconciliation, ou même de simple rapprochement ? » (Féron, 2016, p. 67). En Irlande du Nord, les accords de 1998 n'établissent pas de « vérité » sur les responsabilités et le déroulement des *Troubles* (Féron, 2011). En 2004, l'idée de la création d'une commission « vérité et réconciliation » sur le modèle de celle mise en place en Afrique du Sud en 1993 à la fin de l'Apartheid a été lancée. Mal accueillie par la classe politique nord-irlandaise, elle n'a pas été concrétisée (Mailhes, 2008) Pourtant, ce genre d'institutions apparaît essentiel pour les sociétés « en transition » (Barcat, 2016). De nombreuses affaires non-élucidées touchent encore les familles de victimes, comme dans le cas du *Bloody Sunday* à Derry/Londonderry (voir annexe 5). En outre, elles ressurgissent fréquemment, par exemple lorsque des hommes politiques sont arrêtés concernant leur lien éventuel avec des crimes commis par des organisations paramilitaires pendant les *Troubles* ; ce fut le cas de Gerry Adams, dirigeant du *Sinn Féin*, en mai 2014 (voir chapitre 8). Le passage à une Irlande du Nord pleinement post-conflictuelle ne semble donc pas encore pleinement achevé.

1.2. Une gouvernance urbaine pensée en fonction du conflit communautaire

La gouvernance peut être définie comme « *a recognition that the spheres of the state, the economy and daily life overlap and interact in complex ways in the construction of politics and policy, and in the formation of policy agendas and practices* » (Healey, 2006, p. 17-18)¹⁹⁶. Ces dernières décennies, la notion de gouvernance – tout comme celle de participation – est devenu un terme récurrent, comme le témoigne le nombre toujours plus important de recherches sur le sujet (Jouve, 2007 ; Silver, Scott, et Kazepov, 2010). Cet intérêt récent répond à l'augmentation de la taille des villes ainsi qu'à une demande plus importantes de la part des citoyens en termes de services. La gouvernance des espaces urbains est ainsi devenue plus complexe, tandis que les relations demeurent tendues entre d'une part les hauts niveaux de gouvernance et d'autre part les espaces concernés par les décisions.

C'est pourquoi la gouvernance urbaine à différentes échelles apparaît comme un élément-clé pour répondre au nombre croissant des défis urbains. En considérant que la gouvernance urbaine s'incarne de manière extrêmement contrastée en fonction des espaces urbains concernés (Healey, 2006), il est néanmoins vérifié que les difficultés sont aggravées dans les villes (post)-conflituelles, et cela pas uniquement dans les pays en développement mais également dans les économies développées : c'est dans ce cadre que le conflit communautaire est installé, dans la ville de Belfast.

En Irlande du Nord, le système de gouvernance est légèrement différent de celui appliqué dans le reste du Royaume-Uni. J. Muir (2014) précise que le schéma administratif nord-irlandais est plus complexe, son fonctionnement parfois plus lent en ce qui concerne la prise de décision et dépendant des contraintes historiques. J. Pierre (2011) confirme que ces difficultés sont telles qu'elles ont pu avoir des conséquences évidentes dans l'organisation du système de gouvernance. En effet, depuis la partition de 1921, le statut de l'Irlande du Nord était légèrement différent comparé à celui des autres *home nations* du Royaume-Uni, puisque le gouvernement local avait plus de pouvoir. Or, en 1972, le *Local Government Act* transfère les pouvoirs législatif et exécutif nord-irlandais au gouvernement central londonien

¹⁹⁶ Sur les origines du terme « gouvernance », voir par exemple Stébé et Marchal (2007).

(Ballif, 2006). Jusqu'en 1998, une période de *Direct rule* est imposée par Westminster à l'Irlande du Nord, privée de gouvernement régional (Plöger, 2007) tandis que la municipalité n'a que très peu de pouvoirs. F. Ballif (2006) rappelle que la logique de cette réforme de 1972 est administrative mais qu'elle adopte une tournure politique, surtout avec les accusations de discriminations à l'encontre de la population catholique – notamment en ce qui concerne la vie politique locale, le logement ou l'emploi – qui ont fortement entaché l'administration unioniste. B. Murtagh (2002) insiste quant à lui sur le climat de violence qui a conduit à l'abolition du Parlement en 1972¹⁹⁷. Ces différents constats montrent bien une nouvelle fois que le conflit communautaire a eu des conséquences très concrètes sur l'administration de la province d'Irlande du Nord puisqu'il y a une corrélation entre le début des *Troubles* et la réorganisation administrative des services publics – y compris ceux concernant l'aménagement de l'espace – en Irlande du Nord¹⁹⁸. Il paraît aujourd'hui clair que le gouvernement britannique a dû gérer une province – et une ville, Belfast – en guerre. La situation change progressivement avec la mise en place des accords de paix de 1998 – qui marquent l'entrée dans une période plus stable – puisque la dévolution de certains pouvoirs se met progressivement en place, au niveau régional comme municipal.

¹⁹⁷ 1972 fut l'année la plus meurtrière des *Troubles* ; c'est également l'année du *Bloody Sunday*.

¹⁹⁸ Le secteur public a largement joué le rôle de « filet de sécurité » au début du conflit communautaire dans les années 1970 (Plöger, 2007). L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques n'hésite pas à parler de poids « disproportionné » (OECD, 2008, p. 36) de ce secteur et souligne que l'Irlande du Nord reçoit par tête un financement public 30 % supérieur à la moyenne nationale britannique. Les emplois concernant l'administration publique, l'éducation et la santé concernent encore 41 % des emplois de Belfast en 2007 (Labour force survey, 2007, citée par Brown, 2009).

Le temps de la recherche à l'épreuve des réformes administratives

L'administration nord-irlandaise est donc dès 1972 appuyée par différents ministères ou *Departments*, mais ces derniers ont évolué depuis 1998, tout comme la structure administrative dans son ensemble. Il est important de retenir que les compétences des *Departments* sont à l'origine très étendues, d'autant plus que le poids des municipalités nord-irlandaises – comme le *Belfast City Council* (BCC) – est faible. Ces dernières années, l'Irlande du Nord a progressivement donné un poids de plus en plus important aux municipalités ; en ce sens, l'année 2015 est charnière. Une réforme appelée *Local Government Reform* (LGR) a réduit le nombre de *Local authorities* ou *councils* de 26 à 11 en avril 2015, et un an plus tard le nombre des *Departments* est passé de 12 à 9 en mai 2016 (**Figure 40**).

Ma recherche a commencé avant la mise en place effective de cette réforme, c'est pourquoi elle s'appuie sur l'ancienne structure. Néanmoins, la LGR sera présentée principalement en chapitre 9 car elle marque des changements en ce qui concerne la redistribution des compétences en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme et sur la gestion des politiques urbaines par de nouveaux acteurs – en Irlande du Nord et par conséquent à Belfast.

En Irlande du Nord, la gouvernance urbaine s'est développée dans un contexte d'instabilité. Ses différentes évolutions ont mené à l'instauration d'un système institutionnel complexe, dispersé entre différents *Departments* mais également au sein d'agences variées au niveau local, qui travaillent en étroite collaboration avec ce que l'on appelle les « *community-based associations* ».

1.2.1. À l'échelle gouvernementale

En ce qui concerne tout d'abord les *Departments*, les questions relatives à l'aménagement de l'espace et l'urbanisme sont réparties entre trois entités :

- Le *Department for Regional Development* (DRD) établit des stratégies de planification à l'échelle de la province et s'occupe de l'infrastructure
- Le *Department of the Environment* (DoE) gère les plans d'aménagement à l'échelle métropolitaine et la gestion des sols
- Le *Department for Social Development* (DSD) est en charge de la régénération urbaine

La planification stratégique en Irlande du Nord est mise en place par le DRD, tandis que le DoE s'occupe de produire des *development plans* (**Figure 39**). Ces derniers peuvent se traduire par « schémas directeurs » (Papin et Chaline, 2004). Le rôle d'un *development plan* est de fixer les grandes propositions pour le développement ou tout autre usage du sol d'un espace retenu dans le cadre des politiques d'aménagement (Shaffrey, 1983).

Type de stratégie	Nom du plan	Date de Publication	Department responsable	Échelle d'action
<i>Regional Development Strategy (RDS)</i>	<i>Regional Development Strategy (RDS) 2035 : building a better future</i>	2010 (version révisée en 2012)	<i>Department for Regional Development (DRD)</i>	Irlande du Nord
<i>Development plan</i>	<i>Belfast Metropolitan Area Plan (BMAP) 2015</i>	2014	<i>Department of the Environment (DoE)</i>	Aire métropolitaine ou <i>Belfast Metropolitan Area (BMA)</i>

Figure 39 : Les principales stratégies d'aménagement

Source : Adèle Schar, d'après DRD, 2010 ; DoE, 2014-a ; DoE, 2014-b ; <https://www.planningni.gov.uk>

Cette configuration de l'aménagement urbain répartie au sein de trois *Departments* – DRD, DoE, DSD – correspond à un réajustement opéré depuis 1972, où le DoE concentrait alors la majorité des fonctions d'aménagement¹⁹⁹. Pour B. Murtagh, pendant cette période – qui correspond corrélativement à celle des *Troubles* –, le DoE a véhiculé un message très technocratique, détachant notamment complètement la régénération urbaine d'une approche globale, réduisant de ce fait ses actions à des procédures non-politiques et techniques²⁰⁰ : il s'interrogeait déjà sur ce qu'allait être, après 1998, « *The clash of cultures between highly technocrised civil servants and local constituency-minded politicians* » (Murtagh, 2002, p. 27).

¹⁹⁹ Voir par exemple Berry et McGreal (1993), pour des précisions sur l'organisation, les compétences et les branches du DoE après 1972.

²⁰⁰ Les professionnels restent très hésitants à parler frontalement du lien entre les questions communautaires et les politiques urbaines lors des consultations publiques (Bollens, 2000). Comme le souligne P. Subra, le conflit peut-être perçu comme un élément perturbateur qui va à l'encontre d'un « idéal » proposé par les aménageurs, correspondant à « la mise en œuvre de bonnes réponses » (Subra, 2008, p. 234).

Cette distribution des compétences d'aménagement et d'urbanisme après les accords de paix entre le DoE, le DSD et le DRD a pour conséquence ce que K. Sterrett, M. Hackett et D. Hill nomment une « *ongoing issue of fragmented governance* » (Sterrett, Hackett et Hill, 2012, p. 61). Les auteurs évoquent également les questions politiques qui sont liées à cette organisation, car chaque *Department* est dirigé par des partis politiques opposés. En effet, aux élections de 2011²⁰¹, les ministres du DSD et du DRD appartenaient à des partis unionistes – respectivement, le *Democratic Unionist Party* (DUP) et le *Ulster Unionist Party* (UUP) – tandis que le DoE était dirigé par un ministre affilié à un parti nationaliste – le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP).

Cependant, ce sont les politiques de régénération, qui cherchent à développer les espaces les plus défavorisés et en déclin de Belfast, qui sont au cœur de cette recherche. Au niveau ministériel, c'est le *Department for Social Development* (DSD) qui les publie, notamment celles nommées « *People and place* ». Les premières orientations concernent généralement les quartiers résidentiels péri-centraux (DSD, 2003 ; DSD, 2005-a) tandis que certaines versions s'appuient plus particulièrement sur le centre-ville (DSD, 2005-b ; DSD, 2006)²⁰².

Ainsi, en ce qui concerne les décisions urbaines les responsabilités sont très dispersées à la fois au niveau gouvernemental mais également en termes de couleur politique. Une des limites à cette situation est que les différents *Departments* travaillent de façon très isolée, comme cela m'a été confirmé par plusieurs acteurs de l'urbain en entretien (J. Hennessey, 20/05/2015, par exemple).

²⁰¹ Les dernières élections datent de 2016 mais comme la structure des *Departments* change également à cette date je m'appuie sur la période précédente.

²⁰² Voir partie 2.

Ancienne organisation de l'exécutif (jusqu'en 2016)	Action sur les différents Departments	Nouvelle organisation de l'exécutif (après 2016)
<i>Office of the First Minister and deputy First Minister (OFMDFM)</i>	Renommé	<i>Executive Office</i>
<i>Department of Agriculture and Rural Development</i>	Renommé	<i>Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs</i>
<i>Department of Enterprise, Trade and Investment</i>	Renommé	<i>Department for the Economy</i>
<i>Department of Finance and Personnel</i>	Renommé	<i>Department of Finance</i>
<i>Department of Health, Social Services and Public Safety</i>	Renommé	<i>Department of Health</i>
<i>Department for Regional Development (DRD)</i>	Renommé	<i>Department for Infrastructure</i>
<i>Department for Social Development (DSD)</i>	Renommé	<i>Department for Communities (DfC)</i>
<i>Department of Culture, Arts and Leisure</i>	Dissous	
<i>Department of the Environment (DoE)</i>	Dissous	
<i>Department for Employment and Learning</i>	Dissous	
<i>Department of Education</i>	Identique	<i>Department of Education</i>
<i>Department of Justice (DoJ)</i>	Identique	<i>Department of Justice (DoJ)</i>

Figure 40 : Évolution des ministères en Irlande du Nord entre l'exécutif de 2011 et celui de 2016

Source : Adèle Schar, d'après <http://www.legislation.gov.uk/nia/2016/5>

Enfin, le *Department for Social Development* (DSD) travaille en lien étroit avec des agences gouvernementales indépendantes, comme le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), l'autorité stratégique en charge du logement social. Le NIHE a le statut de *Non-Departmental Public Body* (NDPB), mais le terme de *quango* (*quasi-autonomous non-governmental organisation*) peut parfois être employé pour recouvrir un statut similaire : il s'agit d'organisations ou d'agences qui, bien qu'elle soient publiques, ne sont pas contrôlées directement par le gouvernement central. Ce type de structure est particulièrement présent dans les gouvernements dévolus²⁰³. Cependant, les *quangos* sont plus nombreux en Irlande du Nord que dans le reste du Royaume-Uni (Muir, 2014). Cela s'explique par la volonté du gouvernement central de maintenir certains services publics – comme le logement social – hors de la sphère politique et donc communautaire puisque leur structure ne dépend pas des résultats électoraux (Knox et Carmichael, 2006, cités par Plöger, 2007) – au contraire des *Departments*.

²⁰³ Pour plus de précision sur cette question, voir Birrell (2012).

Quand la problématique du logement social conduit à une aporie

Le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) est le plus grand propriétaire de logements sociaux de tout le Royaume-Uni et sa responsabilité s'étend à un tiers du stock total des logements en Irlande du Nord. Il est à l'origine de la construction de 36 000 habitations dans la ville de Belfast (Bollens, 2000), et possède en 2013 près de 22 000 propriétés à Belfast (NIHE, 2013-a). Créé en 1971, le NIHE est accusé de mener une politique partielle et discriminatoire concernant l'attribution des logements dans les années 1980²⁰⁴. Depuis, le bailleur social prend garde à ne pas modifier la répartition confessionnelle de la population. Les fonctionnaires opèrent par secteurs : ils étudient les besoins en logements sociaux dans les quartiers, en respectant la division communautaire, et proposent de construire ou de réhabiliter des logements dans des quartiers mono-confessionnels, soit catholiques, soit protestants (R. Hawe, entretien, 10/01/2014). De plus, le NIHE laisse aux demandeurs le choix de préciser les quartiers dans lesquels ils souhaiteraient obtenir un logement social : les demandeurs peuvent choisir deux quartiers de préférence – quartiers qui correspondent très exactement à des espaces mono-confessionnels. Par conséquent, le choix du regroupement communautaire est alors privilégié puisqu'en choisissant tel ou tel quartier, les habitants savent quel espace communautaire – catholique ou protestant – ils pourraient intégrer à la suite d'une attribution de logement social. Comme le souligne F. Ballif, « La gestion du service public de logement qui donne le choix de la résidence achève de figer les appartenances communautaires dans le parc social. » (Ballif, 2012-b, p. 82). Cette impartialité recherchée par le bailleur social contribue, de fait, à maintenir des quartiers d'habitats ségrégués.

Les opérations de politiques de la ville sont ainsi délicates dans les quartiers où la ségrégation résidentielle est forte. L'exemple du logement social montre que la régulation du conflit est compromise, et que l'action des pouvoirs publics peut aboutir à une aporie.

À côté de ces *Departments*, une nébuleuse d'autres organisations (agences, groupes...) sont plus ou moins impliqués dans la gouvernance urbaine à l'échelle locale comme au niveau intermédiaire. Certains chercheurs n'hésitent pas à mentionner « *the plethora of partnerships at the local level in Northern Ireland* » (Greer, 2001, p. 753) ou encore une « *proliferation of partnership activity* » (Moore et Scott, 2005, p. 13). L'éventail d'acteurs en charge des questions urbaines est donc extrêmement large. Cela est valable à toutes les échelles d'action, que ce soit au niveau des instances institutionnelles comme les *Departments* qui décident des politiques à appliquer ou au niveau local dans le cadre leur mise en place. C'est par exemple le cas de la stratégie de régénération des espaces en difficultés, la *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS). Lancée par le DSD, elle engage à

²⁰⁴ Voir à ce sujet le cas de Manor Street en 1985, étudié par F. Ballif (2001) : des émeutes ont eu lieu après que le NIHE a attribué à des catholiques des maisons vacantes situées du côté protestant.

l'échelle de la ville une instance de gouvernance, les *Belfast Area Partnership Boards* (BAPB)²⁰⁵. Ces derniers regroupent un panel d'acteurs très diversifiés, constitués des représentants des différents organismes publics comme des membres de la société civile. Ils sont un relais entre les instances officielles et la population locale concernée par les opérations de régénération. Leur objectif global est de mettre en œuvre une coordination stratégique au niveau local, pour instaurer les politiques établies par le DSD. La **Figure 41** prend l'exemple du BAPB dont la zone d'action est South Belfast.



Figure 41 : La structure du *South Belfast Partnership Board* (SBPB)

Source : SBPB, n.d., <http://www.southbelfast.org>

1.2.2. À l'échelle locale

À l'échelle locale, les *councils*, soient les municipalités – le *Belfast City Council* (BCC) pour Belfast – préparent des *Masterplans* ou plans directeurs de régénération des villes et des centres urbains. Le *Belfast Masterplan* a été publiée en 2004 (BCC, 2004-c). Il propose

²⁰⁵ Voir chapitre 6.

une politique à long terme, sur 15 ans, de 2005 à 2020. Il a été évalué à mi-parcours, en 2013 (BCC, 2013-b). Le *Masterplan* s'inclue dans les stratégies existantes, à plusieurs échelles, nationale, régionale, locale, et publiées par différents acteurs. Par exemple, la *Regional Development Strategy* (RSD), du DRD ; le *Belfast Metropolitan Area Plan* (BMAP), du DoE ; les politiques « *People and Place* », du DSD... La complexité de la gouvernance est telle que 17 politiques sont référencées dans le *Masterplan* de 2004 ; le BCC est conscient de ces difficultés – des passages ont été volontairement soulignés :

« There is a tendency to feel that Belfast is over-strategised. Too many organisations and offshoots of organisations developing their approaches and plans in a clumsy, sometimes disjointed and occasionally isolated fashion. This Masterplan must attempt to pull together the various strands that at present have not been translated on the ground into meaningful actions capable of making Belfast successful. (...) The existing draft of strategies is quite simply not delivering for the city. (...) The challenge is now to identify those strategies (or aspects of strategies) that can be used as the solid building blocks from which to move forward and develop, and those that are of marginal value to the process of re-building the city. » (BCC, 2004-b, p. 12).

L'analyse du *Masterplan* (BCC, 2004-c) montre qu'au début des années 2000, la priorité a été donnée à la gestion du déclin économique et démographique de la capitale nord-irlandaise²⁰⁶. Les prérogatives avaient pour but d'assurer la transition vers la ville post-industrielle et passent donc par la mise en place d'opérations urbanistiques dans le centre-ville et sur les anciennes friches, avec le lancement du Titanic Quarter – ce qui poursuit la dynamique engagée dans les années 1980-1990 le long de la rivière Lagan. En dehors de ces sites, les espaces résidentiels péricentraux identifiés comme en difficultés sociales et économiques s'inscrivent dans la politique de régénération portée par le DSD. Lorsqu'il est réévalué (BCC, 2013-b), le *Masterplan* poursuit ses objectifs initiaux en promouvant l'investissement afin de faciliter le développement économique de la ville. Quant aux questions de *deprivation* qui continuent d'affecter les quartiers résidentiels, le *Belfast City Council* (BCC) atteste que la situation ne s'est pas améliorée – « *Despite substantial economic growth prior to the current recession there was little if any positive impact on the city's poorest neighbourhoods.* » et voit en la croissance économique un moyen de lutte

²⁰⁶ Belfast est une *shrinking city*, voir chapitre 1.

contre la pauvreté : « *The city cannot deal with deprivation without creating wealth.* ». (BCC, 2013-b, p. 10). Sans pour autant consacrer de priorités spatiales aux quartiers défavorisés – même s’il est mentionné qu’ils doivent être mieux connectés au centre-ville.

2. Ville de projet vs fabrique urbaine : entre crise et conflit

La fabrique urbaine de la ville correspond à un processus socio-spatial de développement des espaces urbains. La thèse de H. Noizet (2007) présente une monographie urbaine s’appuyant sur l’analyse socio-spatiale de deux quartiers centraux de la ville de Tours au Moyen Âge : l’historienne y souligne le rapport constant entre les conditions sociales et l’espace matériel. B. Lefèvre parle quant à lui de « transcription dialectique dans l’espace urbain de ce fonctionnement, c’est-à-dire le rapport aller-retour, la boucle de réaction positive ou négative, qu’entretiennent espace urbain et société urbaine. » (Lefèvre, 2010, p. 24). L’étude de la fabrique urbaine amène donc à s’interroger : comment la ville est-elle pensée, produite par les différents acteurs ? Il faut prendre en considération l’environnement urbain, mais surtout interroger ses effets, puisqu’il conditionne les actions des politiques et des aménageurs, amenant ainsi à des décisions légitimées – parfois différenciées – en fonction des espaces urbains à repenser.

La ville est conçue comme une accumulation d’action et « Cette approche assume le fait, contre une certaine idéologie urbaniste, que l’urbain est plus le produit d’une société que son projet, ce que traduit la qualification d’"impensé". » (Noizet, 2013, p. 389). C’est ce que l’on peut observer à Belfast, puisque le conflit est partie prenante du développement de la ville. En effet, il a une dimension spatiale capitale ; l’aménagement de l’espace, puisqu’il est un outil de la mise en forme sociale de l’espace, est donc central pour résoudre ce conflit (Gaffikin, McEldowney et Sterrett, 2010).

Bien que les villes européennes puissent connaître des spécificités, « la question de la fabrique urbaine, de la vie en commun de groupes plus différenciés, de la gestion des conflits, bref de l’intégration et de la construction de l’ordre social et politique est désormais centrale dans les politiques urbaines. » (Le Galès, 2011, p. 35). C’est la raison pour laquelle, à

côté de ce constat d'une ville ségréguée, les élus nord-irlandais promeuvent Belfast comme une ville dynamique et tentent de proposer une ville de projet.

Comme le note J. Plöger, « *Economic restructuring is an ongoing process (...), affecting industrial and other sectors failing to remain competitive* » (Plöger, 2013, p. 207). À partir des années 1980, l'objectif à Belfast est donc de revitaliser les espaces à l'héritage industriel – les quais, principalement. Dans une ville marquée par le conflit communautaire, ces anciens sites dégagés suite à la crise industrielle offrent la possibilité aux autorités nord-irlandaises de proposer des espaces qui ne s'inscriraient pas dans le conflit. À Belfast, comme dans d'autres métropoles, les élus misent ainsi sur le tourisme, valorisent le patrimoine historique et culturel de la ville et encouragent une politique d'attraction d'entreprises pour dynamiser le tissu et l'activité économique urbains²⁰⁷.

Les projets d'aménagement sont proposés dans le but de dépasser les tensions qui restent bien présentes dans les espaces urbains ségrégués. Les anciens espaces industriels ainsi revitalisés ne sont pas pensés par les acteurs de l'urbain de la même manière que les quartiers d'habitats ségrégués : ils sont au contraire aménagés selon des standards des modèles de lieux déconnectés des temps du conflit. Ils permettent finalement aux élus nord-irlandais de faire la promotion d'une ville à la fois « sortie de crise » (conjoncturelle) et « sortie du conflit » (structurel), puisque sont mises en avant les nouvelles opportunités offertes par une capitale qui souhaite clore la période des *Troubles* et de la conflictualité engendrée par les revendications communautaires.

Belfast est donc, comme d'autres métropoles en Europe, concernée par les questions de compétitivité²⁰⁸ – B. Jouve (2007) note d'ailleurs qu'à partir des années 1980-1990, la légitimité des municipalités passe désormais par la mise en place des politiques urbaines qui assurent la compétitivité des villes et le *place branding*²⁰⁹. Ceci prend place dans la politique globale de *re-imagining* proposée par les élus pour la ville de Belfast (Neill, Fitzsimons et Murtagh, 1995). Dans le discours des acteurs institutionnels, les projets d'aménagement sont utilisés dans le but d'attirer les investissements économiques, mais également

²⁰⁷ On rejoint ici le constat de D. Harvey (2011) sur les mutations de la vie urbaine : des villes marchandisées par le néolibéralisme, et donc de plus en plus divisées – y compris spatialement, entre riches et pauvres

²⁰⁸ La ville compétitive n'est-elle pas après tout « *ethnic-friendly* », comme le notent C. Morel-Journel et G. Pinson (2012-2013, p. 53) ?

²⁰⁹ Voir chapitre 9.

d'améliorer l'image projetée par la capitale et le sentiment de bien-être des populations locales. Cette idée est résumée par B. Murtagh : « *For a city whose recent image has been built on violence, peace lines and fear, the formation of low risk, glitzy and speculator investments sites has been a vital strategy in normalization and place marketing* » (Murtagh, 2008, n.p.)²¹⁰.

La notion d'espace public, parce qu'elle concerne également la mise en valeur de la capacité symbolique et identitaire d'un espace urbain, peut se rapprocher de la thématique du marketing urbain (Zepf, 2011). L'espace public doit être accessible – au sens propre comme au sens figuré – afin d'alimenter les représentations collectives des citoyens (Tonnelat, 2010). La situation de Belfast répond ainsi aux enjeux de la ville contemporaine. Plus que de grands projets d'aménagement, il s'agit pour les acteurs de l'urbain de proposer un urbanisme d'adaptation, qui prend en compte le bâti existant, la structure urbaine mais également l'histoire de la ville et ses fondements socio-économiques pour répondre à la volonté du vivre ensemble promise par un espace urbain où diversité et mixité peuvent se rejoindre.

3. Ville post-industrielle vs ville post-confliktuelle : un projet urbain dual

3.1. Des dysfonctionnements urbains de différentes natures

La ville elle-même produit des dysfonctionnements puisqu'elle encourage la possibilité et le développement de tensions du fait de la concentration d'un potentiel d'effets négatifs sur un espace restreint (Jacquier, 1991). Ces dysfonctionnements recouvrent des réalités multiples, que certains auteurs nomment « crise urbaine », « désordres urbains », « maux de la ville » ou encore « pathologies urbaines » (Voldman,

²¹⁰ Pour un exemple de *re-imagining* dans une autre ville britannique, voir l'analyse de P. Boland sur comment des projets-clefs en matière d'aménagement ont contribué à changer Liverpool, « *local stakeholders re-image their cities into investment locations, spaces for events, centres of consumption and places to inhabit* » (Boland, 2013, p. 252).

1999 ; Rangeon, 1997 ; Marec, 2005). La ville et le développement urbain seraient donc créateurs de dualité urbaine – intrinsèque à la ville²¹¹.

À Belfast, les dysfonctionnements sont donc multiples et de différente nature. J. Plöger (2008) considère que la « crise urbaine », soit un déclin de la ville – qui atteint son paroxysme dans les années 1980) peut s’y décliner selon trois grandes catégories²¹² :

- désindustrialisation (la perte des emplois industriels) ;
- crise politique (le conflit communautaire et ses répercussions spatiales, en particulier la mobilité et la ségrégation) ;
- problèmes sociaux (chômage, quartiers défavorisés...).

Ces dysfonctionnements découlent en partie des contextes économique – en particulier la désindustrialisation – mais également historique – le conflit communautaire. La ville de Belfast est donc très fortement marquée par ces deux influences. Les élus politiques comme les aménageurs opèrent ainsi dans ce contexte dual en proposant des solutions urbaines censées résoudre les différents dysfonctionnements de l’espace urbain.

Ces solutions passent par la mise en place de différents projets d’aménagement avec une importance accordée à la question du vivre ensemble et de la création d’espaces publics partagés. Les acteurs de l’urbain sont donc engagés dans une « double résilience » : ils tentent de résoudre les effets des différentes crises qui ont touché la capitale nord-irlandaise (comme les « crises classiques » qui peuvent toucher d’autres *shrinking cities*) en proposant des solutions globalisées (revitalisation du centre, réhabilitation des quais...). Cependant, appliquées au niveau local, ces stratégies se heurtent aux tensions latentes relatives à un conflit communautaire territorialisé, producteur d’espace(s) spécifique(s). Cela rejoint le constat de S. Tonnelat (2010) qui remarque que les acteurs de l’urbain voient dans les espaces publics une solution urbanistique dans un monde où les différents groupes sociaux sont aujourd’hui de plus en plus séparés.

²¹¹ L’utilisation de la notion de « crise » par les politiques et les acteurs de l’urbain depuis le début du siècle contribue, de fait, à considérer le dysfonctionnement comme inhérent à l’espace urbain (Voldman, 1999).

²¹² Les questions de perte de population et d’étalement urbain, liées à ces mêmes considérations, pourraient être ajoutées.

3.2. Une double résilience

La résilience traduit l'adaptation d'un système face à certaines perturbations qui peuvent produire des chocs sur le système de base, ce dernier n'étant alors plus dans sa situation d'état initial. Après ce dysfonctionnement, le système peut le retrouver en « absorbant », voire en « intégrant » les perturbations²¹³. Appliquée à l'urbain, la résilience consiste donc à analyser la capacité d'adaptation de la ville à absorber une perturbation (**Figure 42**). Plus que l'analyse de l'évolution de la ville elle-même, cette notion permet de questionner le phénomène urbain en prenant en compte tous ses composants, en particulier les acteurs.

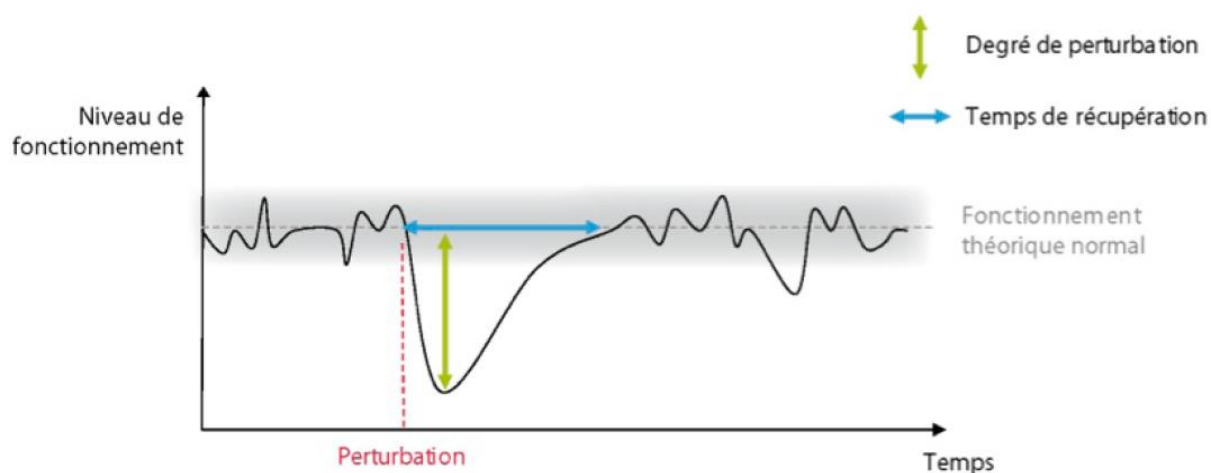


Figure 42 : Le fonctionnement urbain confronté au phénomène de résilience

Source : Toubin, Lhomme, Diab, *et al.* 2012

²¹³ Étymologiquement, le terme de résilience renvoie à l'idée de « rebond ». De plus, proche de la notion de « résilience » est celle de « résistance ». La résistance implique que le système fait barrage aux chocs en vue de « résister », tandis que lorsqu'on parle de résilience, on évoque plutôt une « absorption » des perturbations (Djament-Tran, Le Blanc, Lhomme *et al.*, 2011).

La notion de « résilience »

Dans son sens premier, la résilience définit dans le domaine mécanique la capacité d'un matériau à retrouver son intégrité après un choc. Un matériau est ainsi dit « résilient » lorsqu'il est déformé par certains chocs mais qu'il a la propriété d'absorber les vibrations et de retrouver son intégrité.

Dans la littérature scientifique, la notion de résilience s'est peu à peu affranchie de ses champs disciplinaires d'origine. Elle a été à initialement employée en psychologie : elle traduit la capacité d'un individu à se remettre après un traumatisme afin de ne plus vivre dans la dépression, lors de la phase de deuil, par exemple (voir par exemple les travaux du psychiatre B. Cyrulnik, 1999). Ce sont néanmoins les sciences écologiques qui ont contribué à systématiser l'idée de résilience, en considérant qu'elle traduisait la capacité d'un écosystème ou d'une espèce à retrouver son fonctionnement ou son développement initial après une perturbation.

En géographie, la notion est récente, et des divergences subsistent quant à sa définition ce qui en fait un terme polysémique²¹⁴. Elle est souvent associée à la gestion des risques. Avec l'évolution de la pensée scientifique, les travaux ont d'abord porté sur les notions d'aléas, puis de vulnérabilité. La résilience est mobilisée dans les années 2000, notamment après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et l'ouragan Katrina qui a sévi sur la Nouvelle-Orléans en 2005 (Rufat, 2012). Ainsi, elle peut s'appliquer à tout système (Toubin, Lhomme, Diab, 2012) qu'il soit économique, écologique, humain (une société), urbain (une ville).

Dans le domaine de la géographie et de l'urbain, la résilience « urbaine » désigne la capacité du système urbain – à faire face à un choc et à intégrer une perturbation²¹⁵ :

« La résilience urbaine est dans cette perspective considérée comme la capacité de la ville à absorber une perturbation puis à récupérer ses fonctions à la suite de celle-ci. Dans cette acception, la ville est bien considérée comme un système au sens où des composants (habitats, activités, infrastructures, populations, gouvernance) interagissent pour constituer le fait urbain, mais on ne cherchera pas à décrire plus avant le système urbain. L'apparence réductrice de la définition par rapport aux définitions premières est assumée pour permettre de dépasser les difficultés conceptuelles liées à ces définitions et pour permettre aux acteurs de la ville de se saisir de la notion. » (Toubin, Lhomme, Diab, *et al.* 2012, n.p.).

²¹⁴ Certains auteurs mettent en garde contre d'éventuels écueils qui découleraient de l'utilisation d'un « mot-valise » (Djament-Tran, Le Blanc, Lhomme, 2011).

²¹⁵ Le système ne retourne pas forcément à un état d'équilibre, comme c'est le cas en écologie, mais réagit à cette perturbation en l'intégrant, ce qui peut donner lieu à certains réajustements.

Étudier la résilience, c'est donc analyser les mécanismes qui permettent au système qu'est la ville de retrouver, plutôt qu'un état initial d'équilibre immuable, un état « post-perturbations », à savoir une structure originelle qui aurait évolué, intégré ces modifications. Le système maintient sa structure et assure sa continuité. Les décisions de planifications urbaines, les politiques d'aménagement, sont autant d'outils pour comprendre comment se manifeste la résilience urbaine : « La résilience urbaine permet d'illustrer l'évolution du paysage urbain » (Jébrak, 2010, p. 225).

Ce raisonnement peut s'appliquer à Belfast, d'une manière duale puisque la ville doit à la fois répondre aux défis d'un espace urbain post-industriel mais également post-conflictuel – les dysfonctionnements sont donc de deux natures. Comme le souligne P. Shirlow (2006), les restructurations sociales comme spatiales qui ont marqué Belfast ces quarante dernières années sont profondes et ont même pu relever du traumatisme. L'évolution du système urbain est donc corrélé à des perturbations de différents ordres, comme le montre la **Figure 43** qui présente les événements – ou plutôt les dysfonctionnements – économiques, politiques, communautaires qui ont eu des répercussions à Belfast depuis les années 1980, avec en parallèle d'une évolution de la gouvernance urbaine ainsi que de la politique de la ville qui s'incarne par la mise en place de projets d'aménagement.

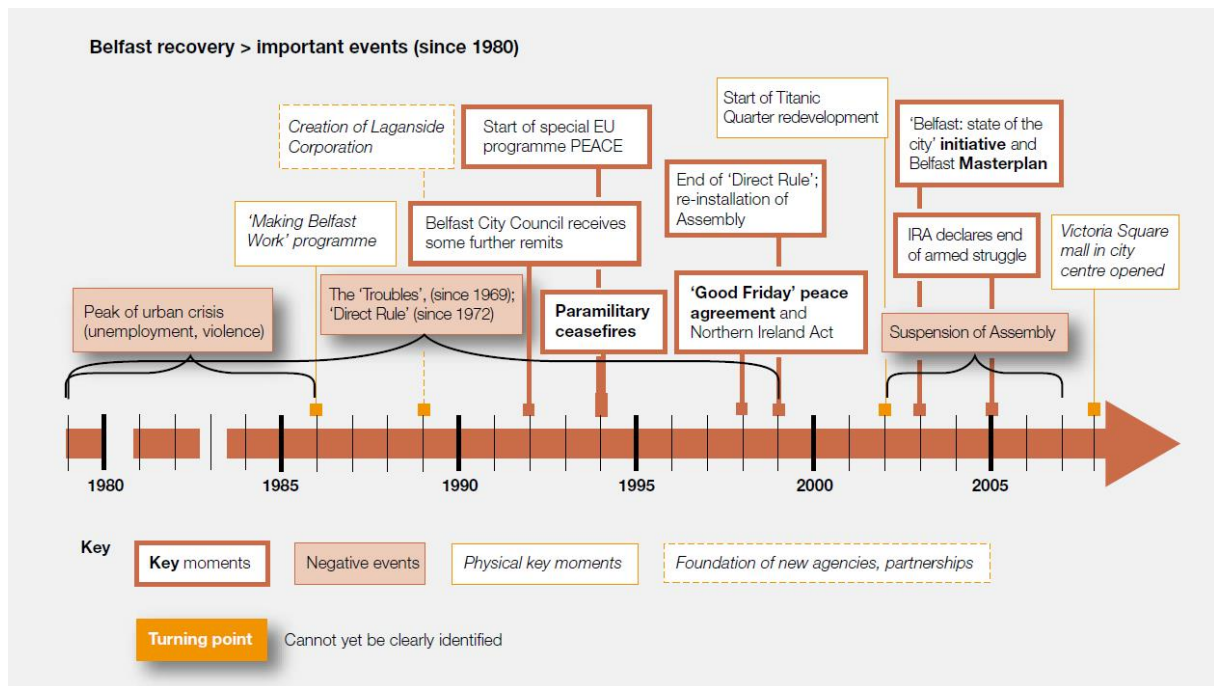


Figure 43 : Belfast : une renaissance industrielle et post-confliktuelle

Source : Plöger, 2008

N.B. : « Renaissance » est ici la traduction du terme « *recovery* » utilisé en légende. Il faut l'entendre il me semble dans le sens de « résilience ».

En conclusion, comme le souligne M. Zepf : « Même si la sociologie urbaine est capable de fournir un certain nombre de réponses par rapport aux conditions nécessaires à l'émergence d'interactions sociales généralement résumées sous le terme d'urbanité, une véritable "production" de certaines situations sociales semble toujours très difficile, voire délicate, à mettre en œuvre, dans la mesure où les effets de la production diffèrent souvent de ceux imaginés en amont. » (Zepf, 2011, p. 16). Belfast continue de présenter des espaces communautaires et en déclin, il existe un décalage évident : la ville « projetée » n'est pas encore exactement la ville « réalisée ».

Conclusion de la première partie

Cette partie a montré que Belfast peut être considérée comme une *shrinking city*. La désindustrialisation et le déclin démographique ont laissé des espaces dévitalisés, voire vacants, en cœur de ville. De plus, le conflit communautaire a produit une géographie urbaine divisée : les populations catholiques et protestantes vivent majoritairement regroupées en quartiers mono-confessionnels, dans des espaces parfois physiquement fermés et où prime l'entre soi communautaire. Les années 1980 et 1990, et surtout la signature des accords de paix en 1998 ont néanmoins entériné un double processus, à savoir la stabilisation politique mais également l'institutionnalisation de la gouvernance urbaine nord-irlandaise. La nouvelle donne politique est donc corrélée à une nouvelle perspective urbanistique. Un double espace public est donc possible : un espace de parole (au sens d'Habermas) et un public (au sens urbain et spatial) afin de répondre aux exigences de la ville mondialisée dans une dynamique à la fois post-industrielle et post-confliktuelle. Afin d'inscrire pleinement Belfast dans cette double résilience, les élus et les aménageurs ont mis en place des projets dans l'ensemble des espaces de la ville de Belfast.

« Belfast est une ville qui a perdu son cœur. Une ville de chantiers navals, de corderies, de filatures. Elle ne construit plus de bateaux, elle ne fabrique plus de cordages et ne file plus qu'un mauvais coton. Toutes ces activités sont mortes. Une ville ne peut pas survivre sans avoir quelque chose à faire. » (McLiam Wilson, p. 199).

DEUXIÈME PARTIE : BELFAST, UNE VILLE DE PROJETS

Dans la capitale nord-irlandaise, les décideurs politiques ont à charge de proposer des solutions à une crise urbaine protéiforme, à la temporalité et à la spatialité diverses. Ils doivent, entre autres, passer d'une ville en déclin, socialement et spatialement divisée, à une ville post-industrielle dynamique et attractive. Belfast est donc une ville de projets. Les politiques urbaines actuelles s'inscrivent dans une tendance générale d'aménagement des grandes villes européennes, qui cherchent à rénover un environnement urbain souvent dégradé et à réinvestir les espaces vacants en attirant la population dans les quartiers historiques délaissés. En ce sens, elles répondent aux schémas de la ville compétitive – voire créative – qui, dans le discours des acteurs de l'urbain, axent la fabrique de la ville sur l'économie de services, encouragent la mise en tourisme et le développement des potentiels historiques et culturels de la ville tout en préservant – ou promouvant – la mixité sociale.

À Belfast, les années 1970 et 1980 marquent le début de ce que P. Shirlow appelle « *a normalising strategy* » (Shirlow, 2006, p. 100) : le gouvernement britannique injecte des fonds pour la régénération de Belfast, dans l'idée de voir les aménagements comme un moyen d'affirmer entre autres le contrôle étatique et de présenter la capitale irlandaise comme « normale » mais également « stable ». Ces projets se concentrent exclusivement

sur les zones-cibles du centre-ville et des quais. Cela rentre dans la stratégie de normalisation de Belfast et, par extension, confirme que les acteurs proposent des politiques urbaines qui offrent une réponse technique et se distancient du conflit communautaire (Bollens, 2000).

Cette partie propose de revenir sur les projets de réhabilitation du centre-ville et des *waterfronts* qui ont été menés à partir des années 1980, ce qui correspond à une double dynamique conjoncturelle – la désindustrialisation – et structurelle – la fin des *Troubles* (chapitre 4). Ce contexte posé permet de mieux comprendre les quatre cas d'étude retenus : le centre-ville et le Titanic Quarter qui présentent la ville neutre (chapitre 5) et les quartiers résidentiels communautaire de East Belfast et mixte de South Belfast (chapitre 6).

CHAPITRE 4 : Les projets de revitalisation des années

1980

Dans les années 1980, les principaux acteurs de l'urbain sont le *Department of the Environment* (DoE) – à l'échelle ministérielle – et le *Belfast Development Office* (BDO) – à l'échelle de la ville. Les politiques de régénération ont ciblé le centre-ville et les quais – le Laganside – de Belfast, ce qui a mené dans ce dernier cas à la création d'une agence gouvernementale autonome, la *Laganside Corporation* (**Figure 44**). Ces politiques ont été proposées dans le cadre des documents stratégiques appelés *Belfast Urban Area Plans* (Berry et McGreal, 1993). La dernière version date de 2001 ; désormais, ces plans sont intitulés *Belfast Metropolitan Area Plans* (BMPA) – le plus récent a été publié en 2014 – et les structures comme le BDO ou la *Laganside Corporation* ont été dissoutes : c'est désormais²¹⁶ le *Department for Social Development* (DSD) qui est en charge des politiques de régénération (voir chapitre 3).

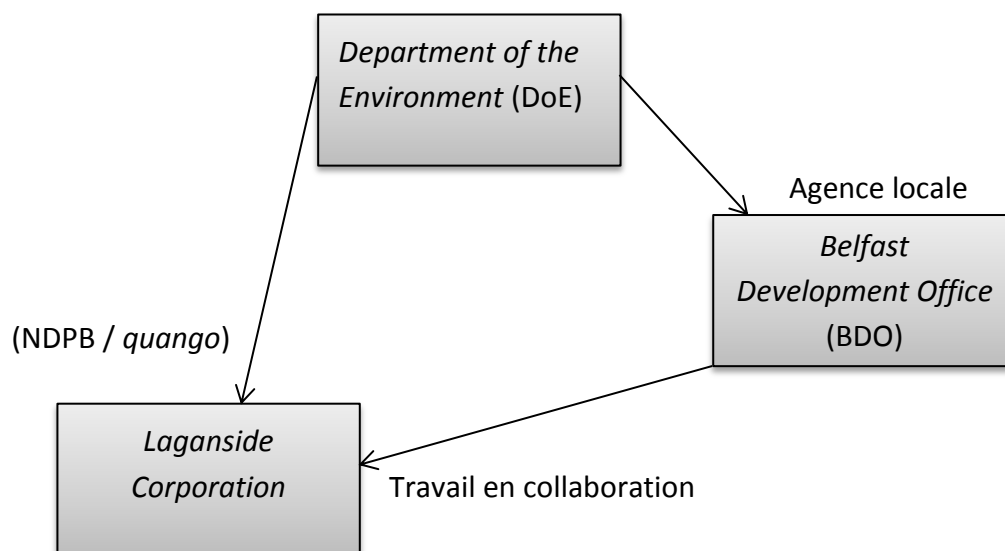


Figure 44 : Les principaux acteurs institutionnels impliqués dans la régénération urbaine des années 1980

Source : Adèle Schar

²¹⁶ Je fais référence ici au temps dans lequel se place ma recherche, puisque des changements administratifs ont eu lieu en 2015 et ont été appliqués en 2016 dans les *Departments* en charge de l'aménagement.

Il convient dans ce chapitre de revenir plus en détail sur deux espaces phares dans la transformation du Belfast post-industriel – mais également post-conflictuel : le centre-ville et les *waterfronts* (**Figure 45**). En effet, les politiques urbaines mises en place dans la capitale nord-irlandaise à la fin du XX^e siècle sont à l'origine des vastes transformations qui doivent être présentées pour comprendre les problématiques auxquelles ont dû faire face les élus nord-irlandais et les aménageurs à la fin des *Troubles*.

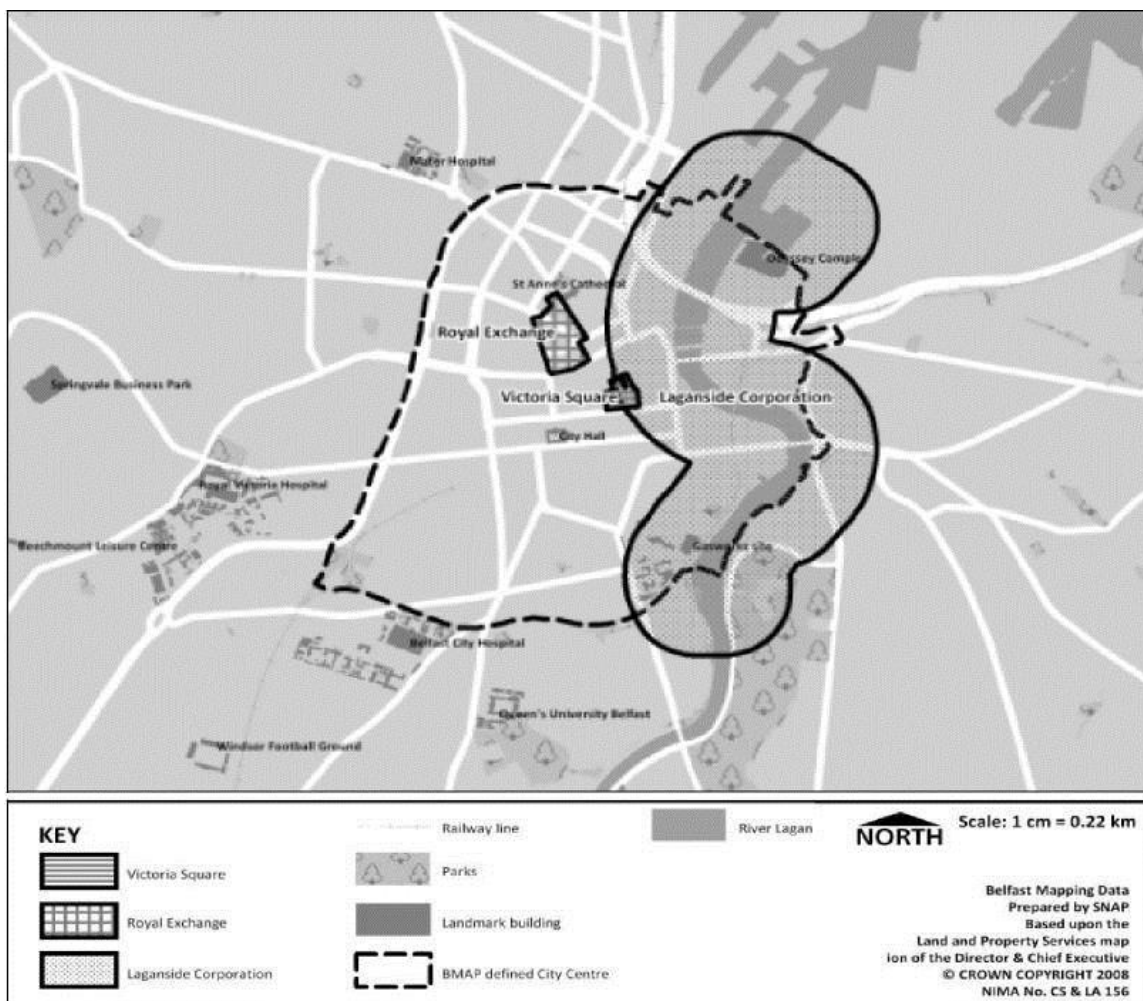


Figure 45 : Les trois sites-clefs dans la politique de régénération de Belfast

Source : McAlister, 2008

N.B. : R. McAlister a choisi de se focaliser à l'intérieur-même du centre-ville sur le projet du Royal Exchange et de Victoria Square – deux schémas à orientation commerciale – en complément du Laganside, ce qui explique qu'elle identifie trois sites-clefs. J'analyse dans ce chapitre de façon générale les deux ensembles que sont le centre-ville (représenté sur la carte en trait pointillé) et le Laganside (représenté en trait plein) puisqu'il s'agit surtout de présenter les premières transformations de Belfast en matière d'aménagement. Mes « sites-clefs » sont ceux identifiés dans ma typologie et le centre-ville y est donc considéré comme un espace cohérent dans son ensemble.

1. Refaire du centre-ville un espace public

La déconcentration des hommes et des activités vers la périphérie a été accentuée par les politiques urbaines des années 1970 qui ont privilégié le développement de projets à l'extérieur de Belfast²¹⁷. En parallèle, le centre-ville de Belfast souffrait à la fois du déclin économique mais également du terrorisme – ce qui a eu pour conséquence, en complément des destructions physiques du bâti²¹⁸, des effets négatifs sur l'investissement comme sur l'image de la capitale nord-irlandaise (Berry et McGreal, 1993). En effet, en plein cœur des *Troubles*, les contrôles de sécurité étaient systématiques. Le *ring of steel* – une barrière encerclant le centre-ville – a été érigé par les autorités au début des années 1970 en réponse aux attentats à la bombe afin de mettre en place des check-points et que l'armée britannique contrôle l'accès aux principales artères commerciales²¹⁹. Si pendant les *Troubles*, le centre-ville était un espace contrôlé la journée et fermé la nuit, c'est aujourd'hui un espace public fréquenté (**Figure 46**).

²¹⁷ C'est dans cette optique qu'est publié *The Matthew regional plan strategy* – ou *Matthew plan* – en 1964, premier plan régional pour l'Irlande du Nord (Bollens, 2000). Ses deux orientations se veulent complémentaires : il s'agit d'une part de limiter l'expansion urbaine de Belfast par la création d'une *stop-line* et de préserver le milieu rural en mettant en place une *green-belt* ; d'autre part d'encourager le développement des espaces urbains secondaires et des infrastructures routières dans la région (Boal, 1995). La banlieue de Belfast a également été un espace privilégié pour l'installation de structures commerciales, d'autant plus qu'à cette époque le centre-ville n'était pas attractif (Brown, 1987, cité par Berry et McGreal, 1993).

²¹⁸ Entre 1970 et 1975, les bombes de l'IRA ont détruit près de 300 immeubles du centre-ville et quasiment un quart des espaces commerciaux (Brown, 1985, cité par Neill, 1995).

²¹⁹ La majorité des voitures étaient interdites, les bus fouillés – de même que les habitants ; les portes d'accès fermaient à 18 heures ce qui empêchait l'usage de cet espace central de Belfast par ses habitants le soir. Pour le récit de cette époque, voir *The Independent* (07/12/1992) : <http://www.independent.co.uk/news/uk/belfast-security-measures-accepted-as-normal-people-in-belfast-have-become-accustomed-to-police-1562036.html>



Photo 1 :

Un checkpoint du *ring of steel*, à l'entrée de Royal avenue face au City Hall, en 1979.



Photo 2 :

À l'ancien emplacement du *ring of steel*, les habitants ont réinvesti les artères commerçantes et les magasins de Royal Avenue.



Photo 3 :
Un rover²²⁰ de la police circule sur Royal avenue, en 1981.



Photo 4 :
Le centre commercial Castle Court a ouvert sur Royal avenue.

Figure 46 : La transformation du centre-ville de Belfast depuis les Troubles

Sources : Adèle Schar, mai 2014 (photo 3), mars 2013 (photo 4), Bernard Calas, septembre 1981 (photo 2) et Pacemaker, 1979, cité par BBC News, 2014 (photo 1)

²²⁰ Ces Land rovers sont les véhicules blindés de la police nord-irlandaise. F. Ballif les décrit comme suit : « les gyrophares, les fenêtres et le châssis sont grillagés pour se protéger des explosifs et des cocktails Molotov » (Ballif, 2006, p. 158). Très identifiables, ils n'ont pas changé aujourd'hui et ils continuent de constituer une part conséquente du parc de la police puisque ces véhicules anti-émeutes sont omniprésents en patrouille comme prêt à intervenir à chaque rassemblement d'individus, programmé ou non : on en croise sans cesse à Belfast. Ils étaient néanmoins à l'origine de couleur militaire gris/kaki et ont été repeints en blanc après les accords de paix, lorsque la police a été restructurée en 2001 – l'action est symbolique puisque que visuellement, l'image renvoyée est moins militaire.

Si les habitants ont délaissé le centre-ville en partie en raison de l'insécurité et du climat de peur, le conflit communautaire a également eu des répercussions sur la relocalisation des activités : J. Plöger (2007) voit dans l'hyper-sécurisation du centre-ville le jour et dans le fait qu'il soit inaccessible la nuit une cause de la relocalisation de nombreux commerces et entreprises dans des zones jugées plus sûres, en dehors de la ville²²¹.

C'est également à la fin des années 1970 qu'est décidée la construction de la Westlink, la voie rapide qui entoure le centre-ville à l'Ouest et au Nord²²². Cependant, plus qu'une solution de transport à l'échelle de l'agglomération, la Westlink est également une barrière physique qui isole le centre-ville des quartiers communautaires de West Belfast : W.J.V. Neill (1995) précise que depuis sa mise en service, les émeutes qui prenaient leur source dans ces quartiers résidentiels n'ont pas pu atteindre le centre-ville. Pour A. Megahey, du *Department for Social Development* (DSD), la Westlink a été construite pour apporter de la « sécurité » en séparant les communautés (A. Megahey, entretien **, 18/03/2015).

La régénération urbaine à Belfast

À Belfast, le fort taux de *deprivation* couplé aux grandes difficultés économiques ont fait de la régénération un élément phare de la politique urbaine mise en place dans la capitale nord-irlandaise depuis les années 1970-1980 (Ellis et McKay, 2000). Le modèle de régénération fut tout d'abord réellement porté par le secteur public et les financements du gouvernement central, mais à la spécificité nord-irlandaise se sont ajoutés les outils « classiques » du modèle britannique mis en place à cette époque – malgré une application plus tardive des décisions urbanistiques comparé au reste du Royaume-Uni (Chaline, 1991). C'est le cas par exemple des *Enterprise Zones*²²³, des *Urban Development Corporations* (UDC)²²⁴ ou des *Urban Development Grants* (UDG) (Berry et McGreal, 1993)²²⁵. Les aménageurs G. Ellis et S. McKay (2000) y voient la mise en place d'une « approche hybride » qui a pour but de répondre d'une part aux difficultés spécifiques à l'Irlande du Nord en combinant d'autre part l'approche libérale et la nécessité de maintenir les niveaux de dépenses publiques dans une économie fortement dépendante.

²²¹ Par exemple à Lisburn, au Sud, ou Abbeycentre, au Nord de Belfast : http://www.geographyinaction.co.uk/Text_based_site/Urban_structure/Belfast_CBD.html

²²² Les principaux axes de circulations ont été présentés dans le préambule, voir **Figure 8** notamment.

²²³ Elles peuvent s'assimiler aux Zones Franches Urbaines françaises (Chaline et Papin, 2004).

²²⁴ Voir *infra*.

²²⁵ Voir également Vaiss (1996) pour des précisions.

Durant les années 1980, le climat social s'apaise. L'IRA ne réalise plus d'attentats en centre-ville : le *ring of steel* a disparu, remplacé par des barrières amovibles (Ballif, 2001). Par conséquent, la fermeture de l'espace public n'est plus totale. De plus, l'essor commercial du centre-ville est notable, notamment favorisé par les UDG²²⁶ qui sont définies comme suit par le *Department for Communities* (DfC) – le nouveau nom du DSD depuis la réforme de 2015 : « *Urban development grants (UDG) is a discretionary grant scheme with the main aim of encouraging the economic, physical and social regeneration of disadvantaged urban areas across Northern Ireland, by promoting regeneration.* »²²⁷

La volonté réelle des autorités de changer totalement l'image de Belfast et se reflète dans le schéma directeur du *Belfast Urban Area Plan* de 1985 : W.J.V. Neill (1995) y voit une relation directe avec la signature, en 1985, du *Anglo-Irish Agreement*, traité signé entre l'Irlande et le Royaume-Uni dans le but de mettre fin à la période des *Troubles*. C'est un tournant, puisque la politique de « gestion de crise », qui avait prévalu les années précédentes, devient une politique de concertation où le redéveloppement physique et économique de l'espace apparaît comme un élément-clef.

Le centre commercial Castle Court, ouvert en 1990, est l'un des plus importants projets du centre-ville. Financé par une UDG à hauteur de 10 millions de livres sterling, il occupe un site stratégique de près de 3,5 hectares en plein cœur de Belfast²²⁸. Sa capacité est de 40 000 m² d'espaces commerciaux, 17 500 m² d'espaces de bureaux et un parking de 1 600 places (Berry et McGreal, 1993). Il est en ce sens un « *flagship project* » du Belfast « normal » (Neill, 1995) puisque les élus nord-irlandais et les acteurs de l'urbain souhaitent véhiculer une image résolument post-conflictuelle d'un espace normalisé – mais également neutre – loin de celle des patrouilles militaires et des *check-points* quelques années plus tôt (**Figure 46**).

²²⁶ Fin 1991, l'apport du secteur public aux UDG s'élevait à 48 millions de livres sterling (Berry et McGreal, 1993).

²²⁷ <https://www.communities-ni.gov.uk/articles/urban-development-grant-scheme>

²²⁸ Castle Court est situé sur Royal Avenue, à 500 mètres du City Hall.

La notion de *flagship project*

Le terme *flagship project* – littéralement « porte-étendard » – peut se traduire par « projet phare » ou « grand projet » et s'intègre à la dynamique de marketing urbain ou de *place branding*²²⁹ des villes. Il se définit comme suit : « *significant, high profile developments that play an influential and catalytic role in urban regeneration, which can be justified if they attract other investment* » (Bianchini, Dawson and Evans, 1990, 1992, cités par Smyth, 2005).

Les *flagship projects* se multiplient, principalement en Europe, et ont notamment été mis en place dans les villes post-industrielles en déclin économique dans le but d'attirer des investissements importants (Rousseau, 2009). Les conséquences de la création du développement d'un *flagship project* sont très importantes pour l'espace urbain dans lequel il est implanté : la déserte comme la régénération des abords du site qui l'accueille sont une nécessité, tandis qu'il s'inscrit pleinement à l'échelle du projet urbain de la ville et contribue au désenclavement du territoire (Gravari-Barbas, 2013). Les *flagship projects* aident en outre à procurer une identité – voire à créer une marque – là où ils sont implantés (Jones et Evans, 2008).

S'ils peuvent concourir à faire d'une ville une « destination shopping » – c'est l'ambition des centres commerciaux de Belfast –, une « destination sportive » – grâce à un stade, notamment – ou encore une « destination d'affaire » – dans le cas des centres de conférence –, une majorité des *flagship projects* ont une dynamique culturelle. Ils contribuent dès lors à l'instrumentalisation de la culture pour répondre à l'inscription des villes dans la compétition régionale – voire internationale – avec d'autres espaces urbains dynamiques qui proposent également de grands équipements culturels (musée, salle de concert...). Ainsi, « le renouveau par la culture a surtout des objectifs économiques » (Bailoni, 2014, n.p.). R. Comerford (2011) note que les dynamiques de régénération et de revitalisation qui s'appuient sur des *flagship projects* montrent une évolution des processus de redéveloppement des espaces urbains, puisque la caractéristique commerciale est désormais préférée à celle résidentielle – ce qui rejoint les principes généralement suivis par les « villes entrepreneuriales », pour reprendre D. Harvey.

L'architecture des *flagship project* est en général remarquable et souvent confiée à des grands noms de l'architecture – que certains auteurs nomment les « stararchitectes » (Gravari-Barbas, 2013). Le recours à une architecture « iconique » – plus encore dans le cas des projets culturels – permet en effet, en termes d'image, de distinguer un peu plus un espace urbain d'un autre (Grodach, 2010). M. Bailoni (2014) a proposé des exemples et des photographies d'équipements conçus par des « stararchitectes » dans plusieurs villes britanniques : l'homogénéité architecturale est notable – ce qui en vient en définitive à questionner la revendication « d'originalité » mise en avant par les acteurs de l'urbain.

Le musée Guggenheim de Bilbao est un *flagship project*, tout comme le musée du Titanic, élément-clef de la régénération d'une vaste friche portuaire à Belfast. Pour un exemple français, voir par exemple le cas du Stade de France en Seine-Saint-Denis (Gravari-Barbas, 2013) ou encore l'analyse de J. I. Vila Vásquez (2011) sur la Bibliothèque Nationale de France et d'autres projets considérés comme *flagship* à Paris.

²²⁹ Voir chapitre 9.

La réhabilitation du centre-ville est donc une avancée symbolique dans le projet de renouveau urbain voulu par les décideurs politiques nord-irlandais à Belfast. Cependant, un autre grand projet est nécessaire pour entériner cette image de dynamisme naissant : transformer les *waterfronts*, qui constituent les vestiges de la crise industrielle.

2. Le « retour au fleuve » : la reconquête des *waterfronts*

La reconquête des fronts d'eau est aujourd'hui un élément important de la fabrique urbaine. Elle est d'autant plus notable dans les villes à l'héritage industriel et portuaire puisque la désindustrialisation a eu tendance à laisser de vastes espaces à revitaliser en cœur de ville. Les friches sont entre autres un enjeu d'aménagement à fort potentiel puisqu'elles correspondent à des espaces vacants – leur emplacement en cœur de ville étant évidemment un avantage stratégique – dans des villes de plus en plus soumises à la pression foncière. Le déclin industriel dessine à partir des années 1970 ce que les géographes L. Andres et B. Grésillon qualifient de « nouvelle sélection spatiale » au sein des espaces urbains (Andres et Grésillon, 2011, p. 16), ce qui amène les acteurs de l'urbain à réinterroger les processus de ces recompositions territoriales.

2.1. Une dynamique généralisée dans les villes occidentales

Ce sont les villes d'Amérique du Nord qui, les premières, ont lancé des politiques de reconquêtes des espaces portuaires dans les années 1960 avant que les villes européennes ne rejoignent cette tendance à la fin du XX^e siècle²³⁰ (**Figure 47**).

²³⁰ Pour plus d'éléments concernant la diffusion globale de la revitalisation des *waterfronts* et une cartographie du phénomène, voir Hoyle (2000).

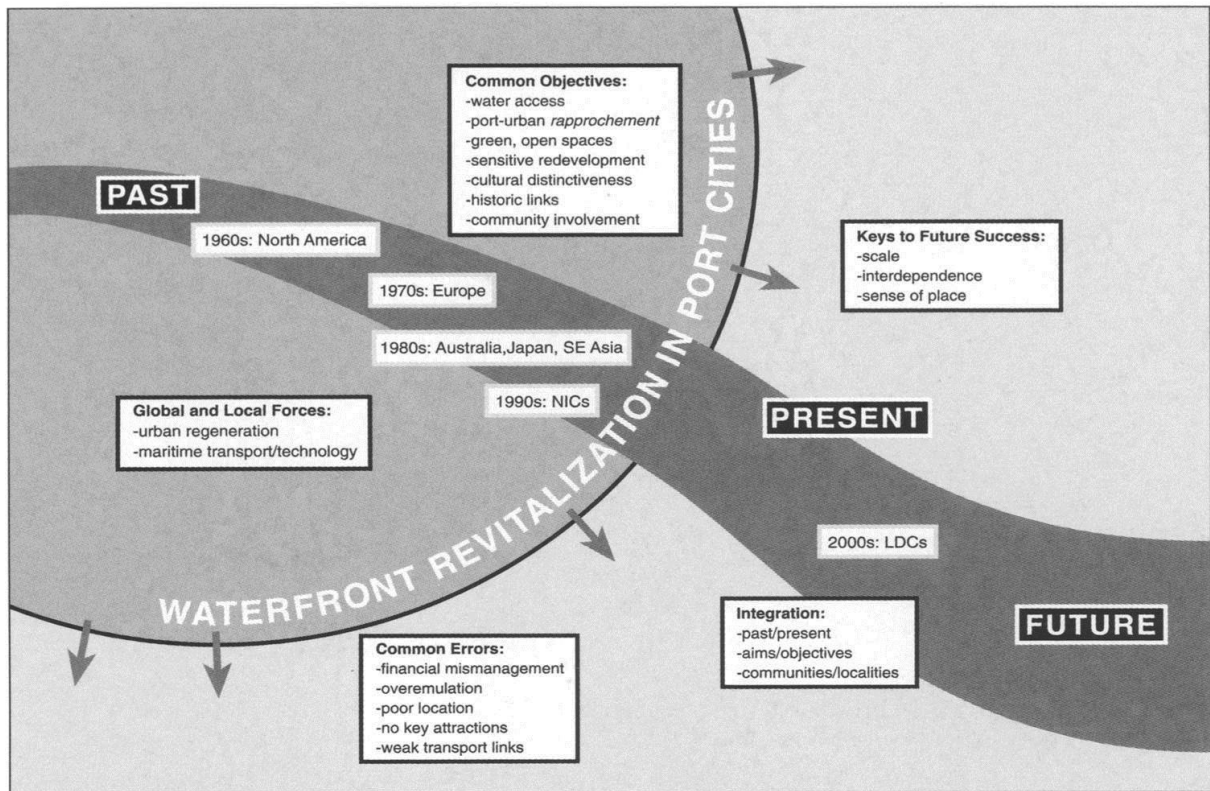


Figure 47 : La revitalisation des fronts d'eau dans les villes portuaires : passé, présent et futur

Source : Smith, n.d., in Hoyle, 2000

Dans les villes industrialo-portuaires qui vivent au rythme du fleuve qui les traverse, il existe une « tension coupure/couture caractéristique » qui reflète « l'évolution générale des espaces portuaires et urbains » (Beyer et Debrie, 2011, n.p.). En effet, d'abord mobilisés puis peu à peu délaissés dans le même temps que les activités portuaires se développaient hors de la ville ou suite au déclin du secteur industriel (Lechner, 2006), ces espaces apparaissent aujourd'hui comme stratégiques. Preuve en est que cette problématique du « retour » au fleuve est très prégnante dans les projets urbains menés par les villes de fronts d'eau dans les années 1980 et 1990 (Gravari-Barbas, 2004), au point que l'urbaniste R. Rodrigues-Malta n'hésite pas à employer l'expression de « *waterfront attitude* » (Rodrigues-Malta, 2001) pour décrire cette métamorphose urbaine des fronts d'eau engagée dans la majorité des villes portuaires d'Europe.

Waterfronts et docklands

La nuance entre *waterfronts* et *docklands* peut être résumée comme suit, en fonction de la morphologie des espaces urbains : « les parties les plus anciennes des ports historiques ont le plus souvent été abandonnées par la navigation maritime (et souvent même fluviale), avec là aussi deux variantes de redéveloppement, dites *waterfronts* là où les villes ont conquis des berges de front de mer, d'estuaire ou fluviales, et *docklands* là où les expansions urbaines se sont opérées dans des complexes éclusés artificiels. » (FEDER, 2007, p. 13). En ce sens, et puisque les *waterfronts* véhiculent l'idée – géographique – d'un front d'urbanisation, je parlerai de *waterfronts* pour Belfast puisque les espaces longent de manière très linéaire la rivière Lagan²³¹ – le terme *Laganside* est également utilisé pour désigner les berges de la Lagan (Laganside Corporation, 2006). En complément, voir entre autres Ratouis, 2001, pour une analyse sur la question du divorce entre ville et port et de la reconquête des fronts d'eau par les aménagements urbains.

Belfast est construite à l'extrémité d'une rade, de part et d'autre de la rivière Lagan²³² qui divise l'espace urbain suivant un axe Nord-Sud. La capitale nord-irlandaise est donc une ville portuaire qui dispose d'un vaste front d'eau en cœur de ville. Comme dans d'autres villes qui entretiennent une relation avec une voie d'eau²³³, les projets d'aménagement y suivent souvent une trajectoire typique (Fouilland, 2003, cité par Debrie, 2013). À Belfast, cette dernière s'observe à partir de la fin des années 1980 dans la revitalisation des rives de la rivière Lagan.

2.2. Les réalisations de la Laganside Corporation

La désindustrialisation et l'effondrement du secteur des chantiers navals durant les années 1970-1980 a progressivement conduit au délaissement des rives de la rivière Lagan qui ont souffert de tous les symptômes « classiques » du déclin urbain, d'un point de vue

²³¹ À Londres, il existe les deux types de développement spatial : les *waterfronts* en cœur de ville le long de la Tamise, et les *docklands* – opération de bien plus grande ampleur et beaucoup plus médiatisée, notamment autour de la vaste zone de Canary Wharf, plus en aval (FEDER, 2007). À Dublin, la reconquête la plus importante est également celle des *docklands*, à l'Est de la ville ; sur le sujet, voir principalement Moore (2008) et des éléments dans Schar (2013) et Heurley (2002).

²³² Dans cette recherche, je mentionne – par habitude de langage et comme acceptation au sens large – la « rivière » Lagan, et plus précisément parce que j'emprunte cette considération à l'anglais, « *Lagan river* », qui ne fait pas la distinction entre les termes français « fleuve » ou « rivière » – bien que les deux vocables aient des nuances au sens strictement géographique.

²³³ Qu'il s'agisse de fleuves, de rivières ou bien de canaux (Lechner, 2006).

social – fort taux de chômage²³⁴, espaces dépeuplés et défavorisés – comme physique – bâtiments délabrés et logements en mauvais état (Jones et Evans, 2008). En outre, la pollution des rives et la forte odeur de limon à marée basse, en plus de poser les jalons de futures questions environnementales, ont accéléré leur abandon.

Poussé par le climat d'enthousiasme entourant les projets de régénération des fronts d'eau – représentés par des projets de grande ampleur comme celui de Baltimore, aux États-Unis ou encore celui Londres²³⁵ ou de Liverpool au Royaume-Uni – le *Department of the Environment* (DoE) établit en 1987 le *Laganside Concept Plan* (Berry et McGreal, 1993 ; Plöger, 2007). Il donne naissance à la *Laganside Corporation* – un *Non-Departmental Public Body* (NDPB) – fondé par le gouvernement en 1989 et qui devient le principal acteur à l'origine des grands changements aux abords de la rivière Lagan. La *Laganside Corporation* est une *Urban Development Corporation* (UDC). Les UDC ont été des instruments importants du renouvellement urbain britannique de l'ère Thatcher (Plöger, 2008), pensées en particulier dans le cadre de la régénération des espaces industriels en déclin (Booth, 2010). Elles ont été établies à la suite du *Local Government Planning and Land Act* de 1980 et la *Laganside Corporation* a fait partie de la douzaine d'UDC créées au Royaume-Uni entre 1981 et 1993 (OECD, 2008). De nombreuses friches industrielles à proximité des fronts d'eau dans les villes britanniques ont été reconverties dans le cadre d'une UDC, comme à Salford et Trafford, vers Manchester, à Liverpool, Newcastle ou encore Gateshead (Bailoni, 2014). La *Laganside Corporation* s'appuie sur un Partenariat Public-Privé (PPP), avec une part importante de financements octroyés par les fonds structurels de l'Union Européenne en complément de l'investissement du gouvernement central dans le but de servir de levier à l'investissement privé (Plöger, 2008).

²³⁴ Il pouvait atteindre 30 % dans les quartiers avoisinants la Lagan (OECD, 2000, cité par Plöger, 2007).

²³⁵ Pour une analyse du redéveloppement des *docklands* londoniens, voir par exemple Michon (2001) ; Michon (2008).

Le problème d'accès aux sources

La *Laganside Corporation* a été dissoute en 2007 (McAlister, 2008). Il m'a été difficile de trouver de la documentation et de la littérature grise sur le sujet de la régénération des rives de la Lagan. J'avais identifié lors de la rédaction de mon mémoire de recherche de Master 2 le site internet officiel de la *Laganside Corporation* et sauvegardé des documents pertinents à ce moment-là de ma recherche. À mon entrée en thèse, j'ai constaté que le site dysfonctionnait et il a fini par être fermé au bout de plusieurs mois. J'ai profité de mes entretiens à Belfast avec les membres du *Belfast City Council* (BCC) et du *Department for Social Development* (DSD) pour leur demander s'ils avaient des documents ou des plateformes que je pouvais consulter sur le sujet. Ils m'ont confirmé que tout ce qui concernait la *Laganside Corporation* avait été archivé étant donné que la structure avait achevé sa mission. Une des rares traces de l'histoire de la *Laganside corporation* se retrouve sur le site du *Public Record Office of Northern Ireland* (PRONI)²³⁶.

La *Laganside Corporation* a eu pour mission de réhabiliter près de 140 hectares en bord de rivière (Laganside Corporation 2005, citée par Gallaher, 2007) – ce qui fait du Laganside l'un des projets urbains les plus géographiquement longs du Royaume-Uni (Jones et Evans, 2008), puisqu'il s'étend sur 2,4 km (Berry et McGreal, 1993). L'un des objectifs est également de (re)créer un lien entre la ville et sa voie d'eau « *by creating an attractive environment and by ensuring that housing, social, recreational and cultural facilities are available to encourage people to live and work in the area* » (DoE, 1989, cité par Sterrett, Murtagh et Millar, 2005, p. 380). Une dizaine de sites prioritaires – *designated areas* – ont été établis de part et d'autres de la rivière Lagan²³⁷ afin de cibler les zones à réhabiliter (**Figure 48**).

²³⁶ <http://learnaboutarchives.ie/index.php/news/ara-i-newsletter-archive/201-the-laganside-corporation-archive-at-proni>

²³⁷ Même si la majorité des projets se concentre à l'Ouest, sur la rive gauche ; c'est là que sont se trouvent le City Hall et le cœur économique et commercial de la ville.

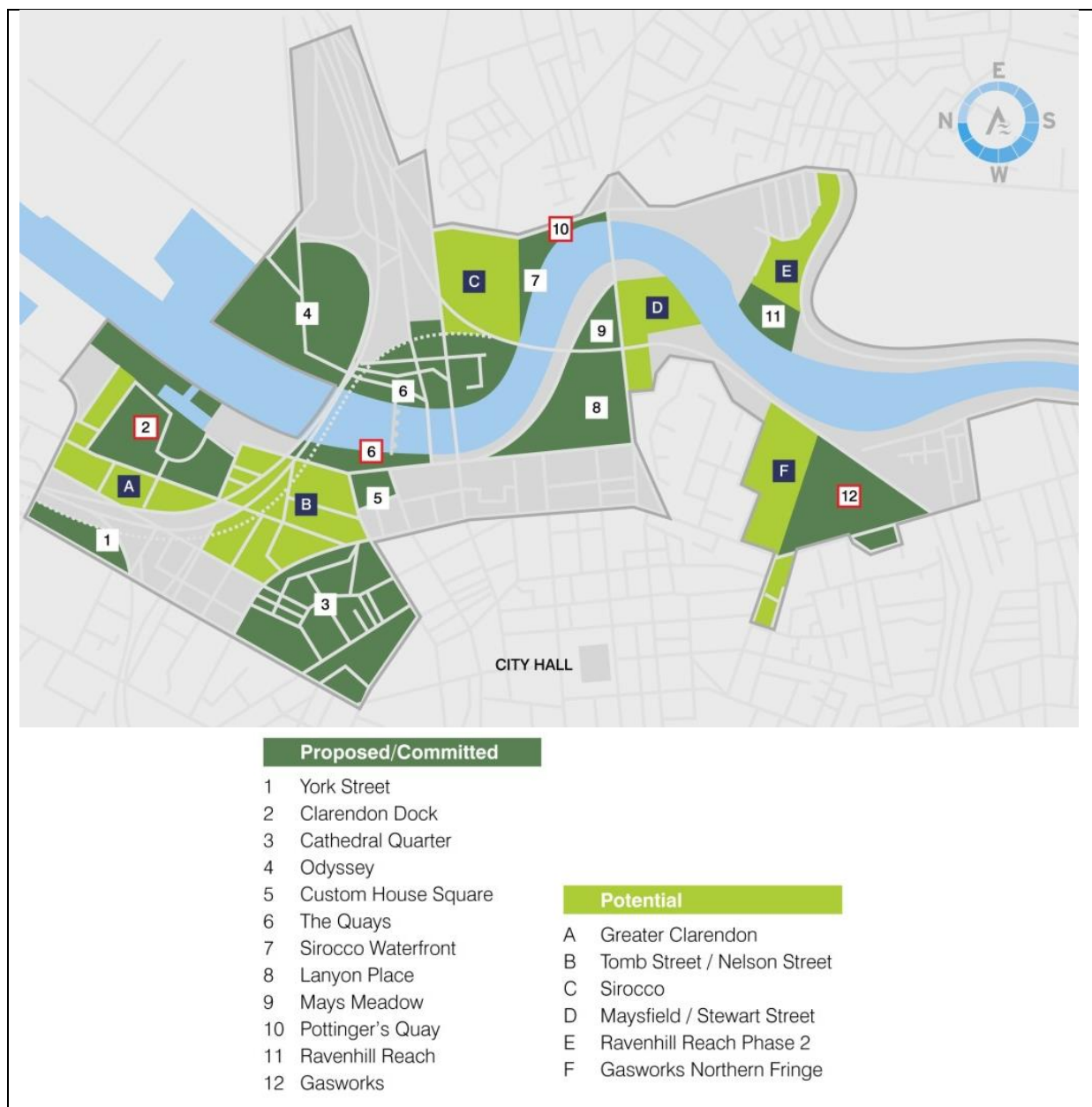


Figure 48 : Les projets d'aménagement le long de la Lagan

Source : Adèle Schar, d'après Laganside corporation, 2006

N.B. : Les quatre chiffres encadrés en rouge correspondent aux zones dans lesquelles ont été prises les photographies qui suivent (**Figure 49**).

Aujourd'hui, les changements du paysage urbain témoignent de la volonté des élus nord-irlandais de faire de Belfast une ville dynamique et moderne, normalisée (**Figure 49**) – loin des traces du conflit communautaire que l'on peut encore observer dans les quartiers résidentiels ségrégués qui se situent pour les plus proches – comme East Belfast – à moins d'un kilomètre de ces nouvelles réalisations.



Photo 1 : Clarendon Dock (zone 2) :

Le site de 12 hectares correspond à l'ancien port de Belfast (OECD, 2000). Les activités portuaires sont aujourd'hui concentrées au Nord, plus en aval.



Photo 2 : The Quays (zone 6) :

Avec 27 étages, la Tour Obel est le plus haut immeuble d'Irlande. En premier plan, le *Lagan weir* : ouvert en 1993, ce barrage est un des projets majeurs d'infrastructures du Laganside pour un coût de 14 millions de livres sterling (Ellis et McKay, 2000).



Photo 3 : Pottinger's Quay (zone 10)

Un projet de rénovation du site de Sirocco (sur la rive opposée) prévoyant la construction d'appartements a été avorté suite à la crise financière de 2008 (R. Hawe, entretien, 10/01/2014). De plus, tout projet de logements cristallise les tensions et fait ressurgir la question communautaire – d'autant que les 16 hectares du site sont limitrophes de l'enclave catholique de Short Strand. Sirocco a été récemment acheté en 2016, par un promoteur²³⁸.



Photo 4 : Gasworks (zone 12) :

Pour plus de précisions sur la régénération de ce site de 9,3 hectares (OECD, 2000), voir Plöger (2008) ou Sterrett, Murtagh et Millar (2005).

Figure 49 : Quelques projets ciblés de la régénération des *waterfronts* de Belfast

Sources : Adèle Schar, juillet 2013 (photo 1), mai 2014 (photo 2 et 3) et novembre 2012 (photo 4)

²³⁸ Voir le site de Sirocco Quays : <https://siroccoquays.com>

Quand le sport devient vecteur de neutralité

L'*Odyssey Arena* est un complexe commercial, de sport et de loisirs – un *flagship project* pour P. Jones et J. Evans (2008) – développé sur la rive droite dans le cadre de la régénération du Laganaside (le site correspond à la zone 4 de la **Figure 48**). C'est à la patinoire que se déroulent les matchs de hockey sur glace de l'équipe de Belfast, les *Belfast Giants*. Le club a été créé en 2000, soit deux ans après la signature des accords de paix. Le choix du hockey n'est pas anodin : c'est un sport neutre – ou en tout cas « *non-sectarian* », pour reprendre le vocabulaire des acteurs –, puisqu'il ne véhicule pas une identité irlandaise – comme le football gaélique – ou une identité britannique – comme le rugby (voir chapitre 6). Toujours dans l'idée de s'éloigner de toute référence au conflit communautaire, le chauffeur et guide du *Belfast City sightseeing* (voir chapitre 9) qui animait la visite lors d'un trajet en bus que j'ai effectué en décembre 2012 et qui est originaire de Belfast, a expliqué – en riant – que le nom « *Belfast Bombers* » avait à l'origine été retenu pour cette équipe. Mais puisque la référence « *bombers* » – soit « bombardiers » – n'était pas forcément la meilleure compte tenu du passé de Belfast, c'est le nom « *giants* » qui a finalement été entériné.

Aujourd'hui, le projet de la Laganaside est achevé puisque les quais en cœur de ville ont été réaménagés. Cela est particulièrement visible sur la rive gauche, sur laquelle se trouve le cœur historique et névralgique de Belfast. La voie ferrée présente dans les années 1930 a disparu tout d'abord au profit d'emplacements de stationnement dans les années 1990 ; aujourd'hui, les berges de la Lagan ont été transformées en promenade, et donc en espace public (**Figure 50**)²³⁹. Le « retour au fleuve » a été engagé, puisque désormais des appartements, ou encore l'hôtel Hilton et le centre de conférence *Waterfront Hall*, sont orientés vers le fleuve.

²³⁹ Avec ces étapes successives, Belfast suit la transformation que d'autres villes européennes ont effectué. C'est le cas de Bordeaux, par exemple.



Figure 50 : L'évolution des *waterfronts* à Belfast entre 1930 et 2005

Sources : Ulster Museum, 1930 (haut), Laganside Corporation, 1990 (milieu), Stephen A. Royle, 2005 (bas), in Boal et Royle, 2006

Les opérations de réaménagement se poursuivent désormais plus au Nord du centre-ville – City Quais – et également sur la rive droite avec la réhabilitation du Titanic Quarter (voir chapitre 5). Pour le *Department of the Environment* (DoE), la réhabilitation du Liganside est une réussite, évoquant même une « *success story* » : « *In many areas, fashionable apartment developments together with modern office and civic buildings have replaced the former neglected and often unsightly townscape.* » (DoE, 2014-b, p. 22). L'expression précédente est volontairement soulignée puisque ces « *fashionables apartments* » sont ceux-là même qui apparaissent clairement destinés à une classe moyenne supérieure, voire aisée (**Figure 51**). En effet, les espaces neutres sont ceux où l'offre de logement est constituée non pas de maisons pouvant correspondre à des logements sociaux²⁴⁰ mais principalement d'appartements du secteur privé (D. Murphy, entretien, 09/01/2014).



Figure 51 : Les appartements de standing, rive gauche, avec vue sur la Lagan

Source : Adèle Schar, mai 2014

²⁴⁰ La situation du logement social reflète la division communautaire, puisqu'à l'échelle de l'Irlande du Nord, plus de 70 % des logements sociaux sont occupés par des communautés homogènes à 90 % (Knox, 2011).

La régénération du Laganside n'a pas profité à l'ensemble des habitants de Belfast, comme le laisse penser la littérature grise des aménageurs, puisque le constat des chercheurs apparaît réellement contrasté : « *this restructuring process has disadvantaged large sections of the population, in particular the traditional working class. The result is starkly inscribed on the landscape where many deprived areas have been devastated, while the residential, work and consumption spaces of the professional-managerial class have flourished.* » (Castells, 1991, cité par McAlister, 2008, p. 102). Pour le *Forum for Alternative Belfast* (2011), le projet du Laganside n'a pas rempli l'objectif de créer de l'espace public et du lien entre les quartiers. Le Laganside est en définitive un espace d'exclusion des populations les moins aisées et réservé à la classe moyenne et supérieure.

En conclusion, les élus nord-irlandais ont diagnostiqué les problèmes présents dans l'espace urbain de Belfast. Ils sont similaires à ceux d'autres villes, notamment européennes : un centre-ville en déclin et des anciens espaces en front d'eau délaissés suite à la désindustrialisation. Les solutions qu'ils ont pu apporter sont donc « classiques », entre redynamisation et revitalisation. Cependant, ce qui peut s'apparenter à un phénomène normalisé prend une dimension tout autre à Belfast puisque la ville sort de trente ans de guerre civile et que la question communautaire est encore largement prégnante : « *Perhaps this just sounds like any other former industrial, medium sized European city, but Belfast has also been blighted by the "Troubles".* » (McAlister, 2008, p. 95). En outre, les nouveaux lieux de consommation, de loisirs, ainsi que les récents changements dans le paysage résidentiel de la ville-centre attestent d'une forme de ségrégation sociale :

« *The 1980s and 1990s saw the emergence of a twin-speed economy and a dual society that could be increasingly spatially recognised. (...) New sites of consumption in the Central Business District and in Laganside served an increasingly mobile middleclass and rapid increases in housing prices in suburban Belfast were evidence of selective growth and rising confidence in the property market. However, poverty also became increasingly spatially polarised and especially correlated with public sector housing in the sink estates of the north and west of the city.* » (Sterrett, Murtagh et Millar 2005, p. 378).

Une partie de la population – notamment la classe ouvrière, qui a le plus souffert de la désindustrialisation – est exclue de ce « nouveau » Belfast.

CHAPITRE 5 : Pour attirer, la ville post-confliktuelle doit être neutre

Ces quinze dernières années, Belfast est devenue une métropole européenne moderne, dynamique et attractive ; c'est en tout cas le point de vue des acteurs officiels locaux et ce que peuvent ressentir les visiteurs, d'autant plus s'ils se rendent dans les quartiers nouvellement réhabilités. Le magazine *National Geographic Traveler* a d'ailleurs plébiscité la ville comme l'une des meilleures destinations mondiales à visiter en 2012 (BCC, n.d.-a ; BCC, n.d.-b). En effet, le retour au calme avec la diminution des incidents en lien avec les *Troubles* et plus généralement l'apaisement du conflit communautaire ainsi que la stabilisation politique, se sont accompagnés de la mise en place de mesures de restructuration économique et de politiques urbaines de redynamisation. Aujourd'hui, les élus nord-irlandais tentent d'encourager l'installation d'entreprises tandis que la ville s'ouvre au tourisme.

1. Cas d'étude : le centre-ville, neutre et partagé

La régénération globale du centre-ville de Belfast est relativement tardive. En effet, avant les années 2000, les projets ont été ponctuels et très ciblés ; ceci est à mettre en relation directe avec l'apaisement du conflit communautaire, et la signature des accords de paix de 1998²⁴¹.

Le périmètre du centre-ville (**Figure 52**) englobe les espaces administratifs, culturels, de commerces, de loisirs, de bureaux ; la rive droite de la rivière Lagan a été comprise dans cet ensemble afin d'intégrer pleinement cet espace au centre-ville (DoE, 2014-b).

²⁴¹ Certains acteurs interrogés utilisent volontiers des expressions vagues, voire des euphémismes pour traduire la difficulté d'aménager la ville pendant les *Troubles* : « *Belfast have been not developed for a number of years because we were coming out of a period of very difficult times* » (A. Slevin, entretien, 14/05/2014) Cette réserve s'observe parfois également lorsque j'ai abordé les questions communautaires dans la discussion.

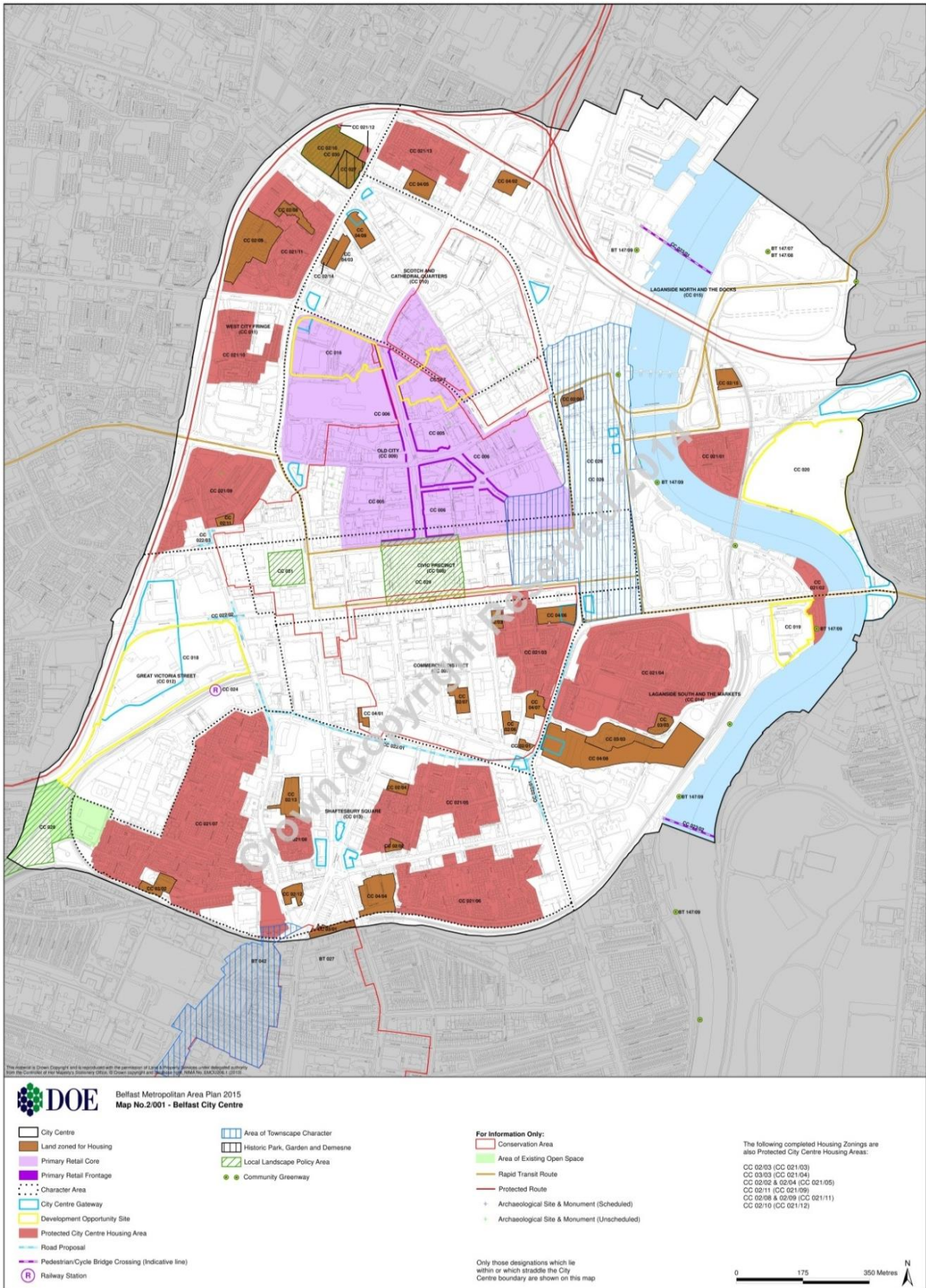


Figure 52 : Carte du centre-ville de Belfast

Source : DoE, *Belfast Metropolitan Area Plan (BMAP) 2015*, <https://www.planningni.gov.uk>

La politique de régénération menée par le *Department for Social Development* (DSD), et présentée dans le *Belfast City Centre Regeneration Policy Statement* (DSD, 2004) ou dans les stratégies dites « *People and Place* » (DSD, 2005-a ; DSD, 2005-b ; DSD, 2006), suit les approches suivantes, évoquées dans le *Regeneration Strategy and Investment Plan* :

« *The objectives for the city centre include : enhancing its role ; promoting its physical renewal ; creating a high quality and safe urban environment which is attractive to investors, employees, residents and tourists ; and creating a sustainable and vibrant city centre which supports a quality lifestyle attractive to inward investors and potential future residents, amongst other objectives.* » (BCC, 2014, p. 8)²⁴².

1.1. Améliorer le « public realm »

En complément de la mise en place de programmes de régénération urbaine, la principale mission du DSD concernant le centre-ville de Belfast concerne la mise en place d'une stratégie pour améliorer le *public realm*.

²⁴² Cette étude a été confiée aux cabinets d'expertises canadiens Deloitte et ARUP. J. Hennessey a souligné la bonne qualité des expertises au niveau local, et ne note pas forcément le besoin pour le *Belfast City Council* (BCC) d'aller chercher des recommandations outre-Atlantique (J. Hennessey, entretien, 20/05/2015). M. Hackett est plus incisif en considérant que ce n'est pas un hasard de voir des consultants de Toronto mener une étude qui s'avère être uniquement orientée en fonction des critères de réussites économiques – *market-driven* – ce qui fait qu'elle ne s'intéresse pas suffisamment aux problématiques spatiales que connaît le centre-ville (M. Hackett, entretien, 20/03/2015).

Public realm, public space

Plusieurs chercheurs francophones ont, en aménagement, en géographie, en sociologie, étudié la distinction de trois types de « relations » proposée par la sociologue L. H. Lofland²⁴³ : le « *private realm* » – les réseaux familiaux et intimes – le « *parochial realm* » – les réseaux de voisinage et communautaires – et enfin le « *public realm* ». Ce dernier est défini comme suit : « *The public realm is constituted of those areas of urban settlements in which individuals in co-presence tend to be personally unknown or only categorically known to one another* » (Lofland, 1998, citée par Dessouroux, 2003, n.p.). Le *public realm* peut donc se traduire par « l'espace de l'anonymat » (Monnet, 2012, n.p.) ou « le monde des étrangers et de la rue » (Rivière, 2012, n.p.). Néanmoins, il convient de souligner que la notion de « *realm* » a, plutôt qu'une connotation spatiale, une connotation avant tout sociale, ce qui permet de l'assimiler à un « territoire social » (Dessouroux, 2003).

Par conséquent, il serait réducteur de vouloir traduire *public realm* par « espace public », d'autant plus que les deux termes – *public realm* ; *public space* – sont distincts en anglais. Le *public realm* traduit donc les processus sociaux qui se présentent dans des endroits, des lieux (publics) de la ville (Crowhurst Lennard et Lennard, 1995), à savoir dans les différentes incarnations du *public space* au sens urbanistique du terme.

Dans l'espace urbain, le *public realm* correspond à tous les éléments de l'environnement physique qui appartiennent au domaine public²⁴⁴. Le terme est largement employé par une majorité des acteurs de l'aménagement que j'ai interrogés dans le cadre de cette recherche.

À Belfast, le DSD se focalise donc sur l'amélioration du *public realm* dans le centre-ville (**Figure 53**), par le biais d'une politique intitulée *Public Realm Strategy* (PRS) publiée en 2005²⁴⁵, et notamment *via* le programme *Belfast Streets Ahead*. Le but affiché est d'atteindre des standards de niveau mondial – pour promouvoir le cœur de la ville afin d'en proposer une image positive et de faire de la capitale nord-irlandaise une capitale régionale européenne de premier plan (DSD, 2005-b). Le *public realm* apparaît ainsi comme un élément essentiel de la régénération urbaine et participe à faire de la ville « *a more attractive place in which to invest, work and live.* » (DSD, 2006, n.p.).

²⁴³ Voir également la réflexion du sociologue R. Sennett qui revient sur trois écoles de pensée qui ont cherché à donner un sens au *public realm* : celle de la politologue Hannah Arendt – selon laquelle la densité de l'espace urbain produit une liberté d'anonymat – du philosophe Jürgen Habermas – pour qui les problématiques économiques de classe et d'emploi doivent être intégrées – et enfin, celle de l'anthropologue Clifford Geertz et du sociologue Erving Goffman, à laquelle R. Sennett estime appartenir ; cette dernière école ayant un point de vue plutôt culturel : <https://www.richardsennett.com/site/senn/templates/general2.aspx?pageid=16&cc=gb>

²⁴⁴ Voir notamment des précisions sur le site de Arc : <http://www.arc-online.co.uk/public-realm/what-is-public-realm> ainsi que la rubrique « *What is public realm ?* » (DSD, 2006, n.p.).

²⁴⁵ La PRS fait intervenir de nombreux acteurs, en majorité publics, puisqu'elle regroupe le DSD, le BCC, la Laganside Corporation, le BCCM – un Partenariat Public-Privé (PPP) – le DRD et le DoE (DSD, 2004).

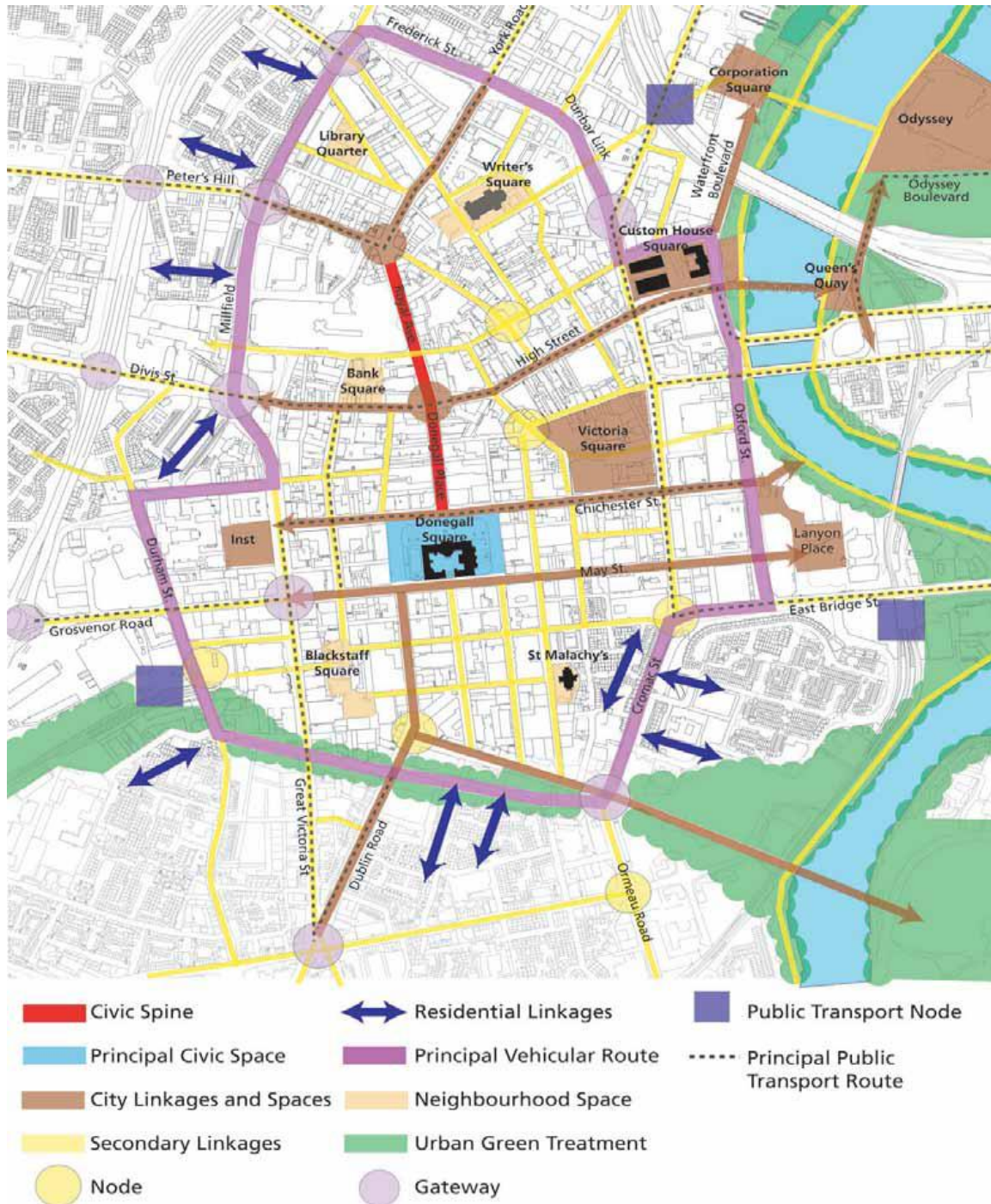


Figure 53 : La *Public Realm Strategy* (PRS) pour le centre-ville de Belfast

Source : DSD, 2005-b

N.B. : L'idéologie spatiale de la PRS est de valoriser les espaces publics du centre-ville : à la « colonne vertébrale » (*spine*), l'un des axes les plus fréquentés, s'ajoutent des axes secondaires qui permettent de connecter les places, les centres commerciaux, les rues piétonnes, les bâtiments historiques, etc. La PRS encourage une cohésion urbanistique globale de l'espace du centre-ville grâce l'amélioration du design et de l'environnement urbains (arbres, éclairage, dallage...), la mise en valeur des façades... Par ce renouvellement d'image, le DSD espère encourager la venue d'investisseurs, de touristes, d'habitants : « *the public realm should be the "shop window" for the City, presenting a strong and positive message as a first and last impression.* » (DSD, 2005-b, p. 11).

Par exemple, pour D. Dornan, du *Belfast City Centre Management* (BCCM) les *coffee-shops*, nombreux en centre-ville, reflètent clairement le changement d'époque, signe que les industries manufacturières ont disparues (D. Dornan, entretien, 21/05/2014). L'accent est effectivement mis, dans les textes officiels, sur le développement des espaces publics afin d'encourager les citoyens à se rencontrer. Cela apparaît indispensable à Belfast qui reste un espace urbain divisé, comme le note le DSD – les passages ont volontairement été soulignés : « *Particularly in respect of the social context of Belfast, with its divided outlying communities, the role of City Centre spaces is vital. They provide common ground where people from all backgrounds can meet and participate in the life of the regional capital.* » (DSD, 2005-b, p. 12). Les questions de neutralité, si elles ne sont pas clairement énoncées, apparaissent ici sous-jacentes : si ce sont bien tous les individus qui doivent bénéficier des échanges sociaux encouragés par l'espace public, les deux catégories traditionnelles d'habitants semblent être prioritairement ciblées, que leur environnement communautaire – ou « *background* » – soit catholique ou protestant.

1.2. Une politique de régénération axée sur le développement commercial

Les schémas dits « *retail-led* » – à orientation commerciale – sont de plus en plus considérés par les élus politiques comme l'un des outils les plus efficaces pour encourager le développement économique des espaces urbains, ce qui permet de stimuler la régénération et l'investissement (Emery, 2006). À Belfast, l'augmentation de l'offre commerciale se poursuit depuis les premiers développements des années 1980 – avec notamment l'ouverture du centre commercial Castle Court, ouvert en 1990. Plus récemment, un autre centre-commercial a ouvert en 2008, Victoria Square²⁴⁶, ce qui a permis d'augmenter d'un tiers le nombre de magasins dans le centre-ville. Victoria Square est le plus grand projet de régénération commerciale en Irlande du Nord. Résolument un *flagship project*, l'investissement pour son développement a été de 400 millions de livres sterling (BCC, n.d.-a). Sa création a permis de créer une nouvelle centralité commerciale, en complément des

²⁴⁶ Pour un aperçu dans la presse à cette période, voir *BBC News* (05/03/2008) : http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/7279349.stm

espaces traditionnels où se trouvent les boutiques du centre-ville, au Nord du City Hall et vers Castle Court – soit le long du « *civic spine* » identifié dans la **Figure 53**.

Or, si Castle Court est plutôt une galerie marchante classique, Victoria Square est conçu comme un véritable espace public. C'est d'ailleurs le message que renvoie son architecture (**Figure 54**). Le centre est un espace ouvert, que l'on peut traverser à toute heure, telle une place. En plus d'apporter un renouveau et une modernité à l'offre commerciale de Belfast, le *public realm* attaché à Victoria Square est considéré par le *Belfast City Council* (BCC) comme étant de qualité (BCC, 2014).



Photo 1 : L'entrée du centre commercial, par Arthur Square.



Photo 2 : Un toit de verre couvre les allées.

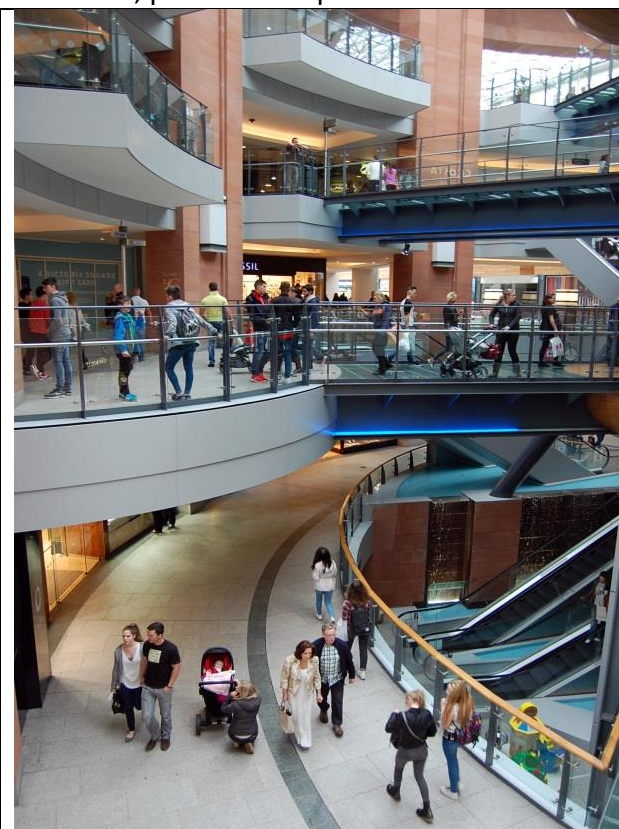


Photo 3 : Les différents niveaux.

Figure 54 : Le centre commercial Victoria Square

Sources : Adèle Schar, mars 2013 (photos 1 et 2) et mai 2014 (photo 3)

En plus des magasins – il s’agit pour la plupart de grandes enseignes internationales – Victoria Square abrite un cinéma franchisé, des cafés et des restaurants – dont de nombreuses chaînes – ainsi qu’un dôme vitré qui offre une vue panoramique sur le centre-ville de Belfast²⁴⁷, ce qui ajoute un paramètre d’attrait touristique au projet.

Ce développement rejoint ce qui a pu se faire ailleurs en Europe. Un autre exemple de *retail-led regeneration* dans une ville industrielle britannique est le Bullring, un projet de régénération à grande échelle – pour un coût total de 600 millions de livres sterling sur dix ans – qui a eu pour répercussions des retombées économiques, un développement touristique... sur le centre-ville de Birmingham (Emery, 2006). La standardisation architecturale est notable (**Figure 55**).



Figure 55 : Le centre commercial Bullring, à Birmingham

Source : <https://completelyretail.co.uk/scheme/The-Bullring-Shopping-Centre-Birmingham>

²⁴⁷ Voir le site internet du centre-commercial : <http://www.victoriasquare.com>

Castle Court et Victoria Square sont d'imposantes structures commerciales qui apparaissent comme des piliers de la régénération urbaine du centre-ville de Belfast. Les politiques de régénération tendent aujourd'hui à promouvoir un axe quasiment continu de magasins entre les deux centres commerciaux (BCC, 2014). Plus globalement, le tissu de commerces du centre-ville est très dense ; l'aspect commercial fait clairement partie des priorités du DSD et du BCC pour contribuer au dynamisme de cet espace.

Le *Belfast City Centre Management* (BCCM) est un Partenariat Public-Privé (PPP), financé par le DSD et le BCC d'une part et par le *Belfast Chamber of Trade and Commerce* d'autre part. La zone d'action du BCCM, au cœur du centre-ville (**Figure 56**) comprend 2 000 commerces (D. Dornan, entretien, 21/05/2014) jouxtant le centre-commercial de Castle Court – au Nord du City Hall –, le centre commercial de Victoria Square – à l'Est – et Dublin Road, vers le Sud, en direction du quartier cosmopolite et universitaire de la Queen's University.

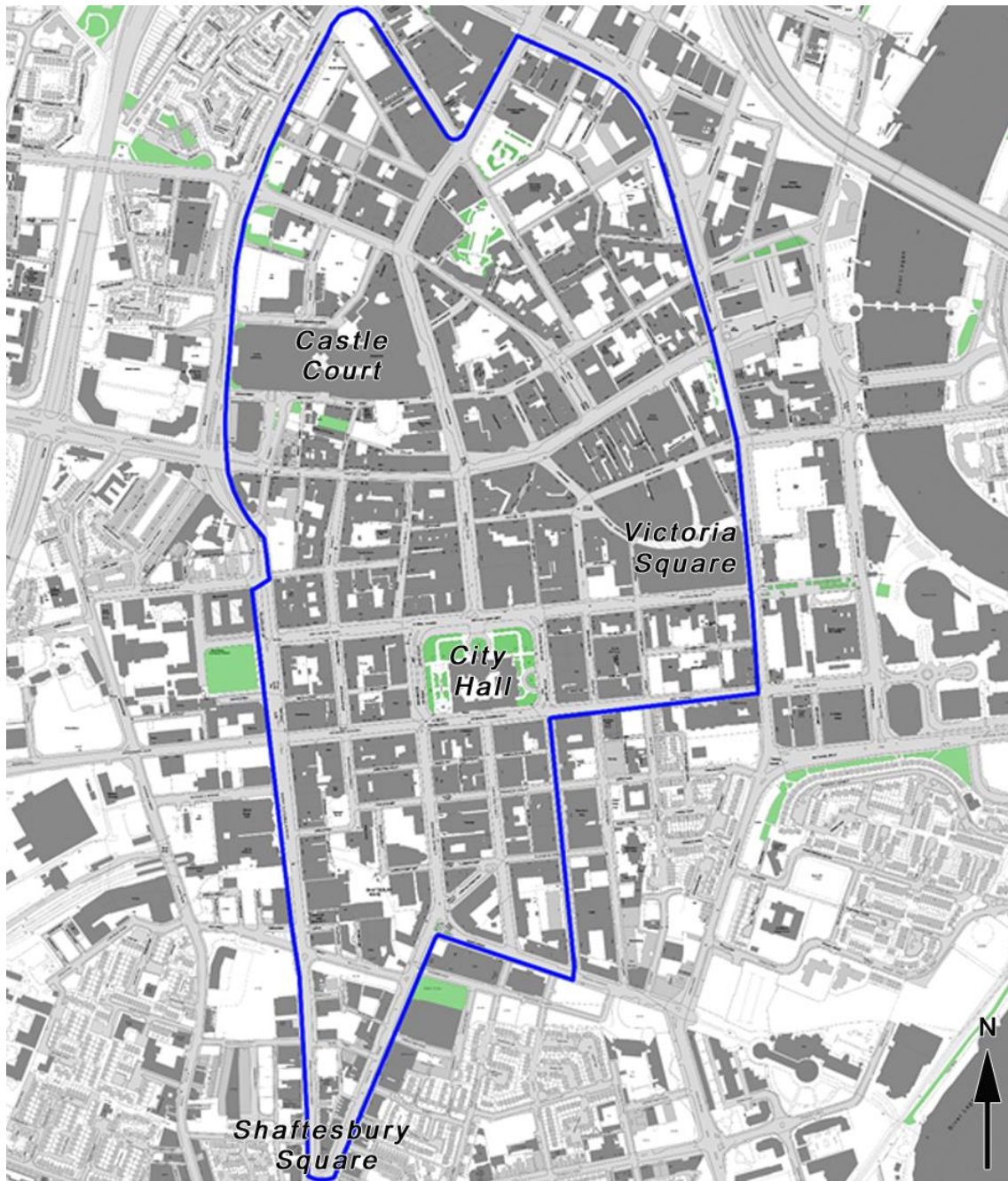


Figure 56 : Le périmètre d'action du BCCM dans le centre-ville de Belfast

Source : Adèle Schar, d'après <http://www.belfastcentre.com>

En tant qu' « interlocuteur privilégié » de la *business community* du centre-ville de Belfast (D. Dornan, entretien, 21/05/2014), le BCCM encourage l'investissement économique dans le centre-ville. Cela passe par exemple par la mise en place d'un *Business Improvement District* (BID). Le BID définit le BID comme suit : « *Business Improvement Districts are defined geographic areas of commercial activity within which local businesses agree, through a local ballot, to pay an additional charge on their business rates in order to*

improve and enhance services and environmental conditions. » (DSD, 2013, p. 43). Un projet de BID a donc ouvert récemment à Belfast, en avril 2016²⁴⁸ et vient compléter les quelques 200 BID qui existent dans tous le Royaume-Uni²⁴⁹.

Faire de Belfast une « *shopping destination* » est un objectif assumé dès les années 1980-1990 – avec l’ouverture du centre commercial de Castle Court – et poursuivi aujourd’hui par la municipalité. Il s’agit d’attirer, en plus des habitants de Belfast, des touristes, de plus en plus nombreux en centre-ville, et de bénéficier des retombées économiques qui sont à prévoir avec l’augmentation de la fréquentation. Ainsi, le centre-ville est présenté comme une seconde « *major attraction / destination to complement the success of Titanic Belfast* » (BCC, 2014, p. 72) – le musée ouvert dans le cadre de la régénération du Titanic Quarter. Les élus envisagent notamment la création d’une galerie d’arts ou encore d’un festival culturel ou biannuel²⁵⁰. Toutes ces propositions illustrent la volonté des acteurs d’inscrire la régénération du centre-ville dans des politiques néolibérales. M. Hackett, architecte et membre du *Forum for Alternative Belfast*, est très critique vis-à-vis de cette position. Il y voit la même dynamique depuis 15 ans, puisque Victoria Square a été construit alors qu’il y avait déjà Castle Court, et d’après lui il existe un projet pour un troisième centre commercial dans Cathedral Quarter²⁵¹ : cette construction continue d’équipements lui semble disproportionnée par rapport aux besoins en structures commerciales à Belfast (M. Hackett, entretien, 20/03/2015).

2. Cas d’étude : le Titanic Quarter, assurément neutre

En complément du centre-ville, la reconversion des anciennes friches industrielles est une composante de la dynamisation du tissu et de l’activité économique urbains. Je m’intéresse ici à la revitalisation du Titanic Quarter, le nouveau quartier en cours de développement sur un ancien site portuaire qui abritait les chantiers navals Harland & Wolff.

²⁴⁸ Voir le site officiel de Belfast One, le BID du centre-ville de Belfast : <http://belfastone.co.uk>

²⁴⁹ Voir <http://www.britishbids.info/about-bids/what-is-a-bid>

²⁵⁰ À noter que cela existe déjà : le Cathedral Quarter, au Nord du centre-ville, abrite le *Metropolitans Art Centre* (MAC), ouvert en 2012 ; certains festivals se déroulent également de façon régulière. Mais l’objectif est ici clairement de proposer un projet d’échelle nationale, voire internationale.

²⁵¹ Au Nord du centre-ville.

L'origine du nom « Titanic Quarter »

Le Titanic Quarter a été nommé ainsi par les acteurs de la régénération urbaine du site en référence au paquebot éponyme, le *Royal Mail Ship* (RMS) Titanic, qui a chaviré dans l'Atlantique en 1902. Il a été construit dans les chantiers navals de Belfast²⁵². Pour B. Murtagh (2008), il y a clairement eu un effet « aseptisant » dans la modernisation de cet espace puisque le nom « Titanic Quarter » a été préféré à celui jusque-là utilisé, « Queens Island », contribuant dès lors à mettre de côté le passé socialement et économiquement difficile des chantiers navals de Belfast. W.J. Neill (2011), qui propose une analyse de l'appropriation de la mémoire du Titanic à des fins post-confliktuelles, est catégorique : « *Titanic sells.* » (Neill, 2011, p. 72). En effet, si le choix d'un tel nom étonne compte tenu du destin tragique du paquebot, cela fait assurément partie de la stratégie marketing de la ville de Belfast qui joue sans doute sur la notoriété universelle du nom « Titanic ».

Le projet du Titanic Quarter a été conçu à la fin des années 1990, à la suite des accords de paix de 1998 (Johnson, 2014). Le redéveloppement du site atteste des enjeux socio-économiques du « nouveau Belfast ». Bien plus qu'un projet de redressement économique depuis l'amorce du processus de désindustrialisation, il marque également la volonté des élus politiques de dépasser le conflit communautaire qui continue, malgré tout, de conditionner le paysage urbain et les formes d'habiter dans certains quartiers de Belfast.

2.1. La revitalisation d'une ancienne friche portuaire : la naissance du Titanic Quarter

Historiquement, Belfast est une ville industrielle d'ampleur. Au XIX^e siècle, l'économie s'appuie sur deux secteurs principaux : le textile et la construction navale – cette dernière devenant progressivement l'industrie-clef de la capitale nord-irlandaise (Plöger, 2007). Un siècle plus tard s'ajoutent des activités d'ingénierie. Si le port est à cette époque le cœur symbolique de la ville (Goldring, 1994), Belfast connaît, comme d'autres villes industrielles européennes, un déclin majeur de ses activités traditionnelles à partir des années 1930 et plus encore des années 1960-1970. Aujourd'hui, l'activité portuaire reste présente et

²⁵² La ville de départ du paquebot est cependant Southampton, au Sud de l'Angleterre.

importante²⁵³, mais spatialement réduite ; la désindustrialisation a ouvert de nombreux espaces vacants (**Figure 57**).



Figure 57 : Le site du Titanic Quarter

Source : Engineers Ireland, 2012

N.B. : En arrière-plan, au-delà de la M3 Motorway qui se transforme en route 2 jusqu'au George Best city airport, le quartier résidentiel de East Belfast. Sur la friche, Samson et Goliath, les deux grues jaunes emblématiques de Belfast : construites dans les années 1960-1970, elles rappellent l'époque de la prospérité industrielle des chantiers navals Harland & Wolff de Belfast. Au premier plan, à droite, la structure architecturale moderne du musée du Titanic, en étoile.

C'est dans les années 1980-1990 que les élus locaux entament un vaste plan de redéveloppement des *waterfronts* : il commence par la revitalisation des berges de la rivière Lagan²⁵⁴, puis, début 2000, se concentre sur le Titanic Quarter, décrit par les promoteurs comme l'un des projets de régénération portuaire les plus importants à l'échelle

²⁵³ En 2016, le tonnage du port de Belfast est chiffré à 23 millions tandis que le trafic passager concerne 1,5 millions de personnes : <https://www.belfast-harbour.co.uk/port>

²⁵⁴ Voir chapitre 4.

européenne²⁵⁵. Sur la rive droite de la rivière Lagan, le site de 75 hectares abritait autrefois une partie des chantiers navals de Harland & Wolff²⁵⁶ – la compagnie qui a construit le paquebot RMS Titanic (**Figure 58**).

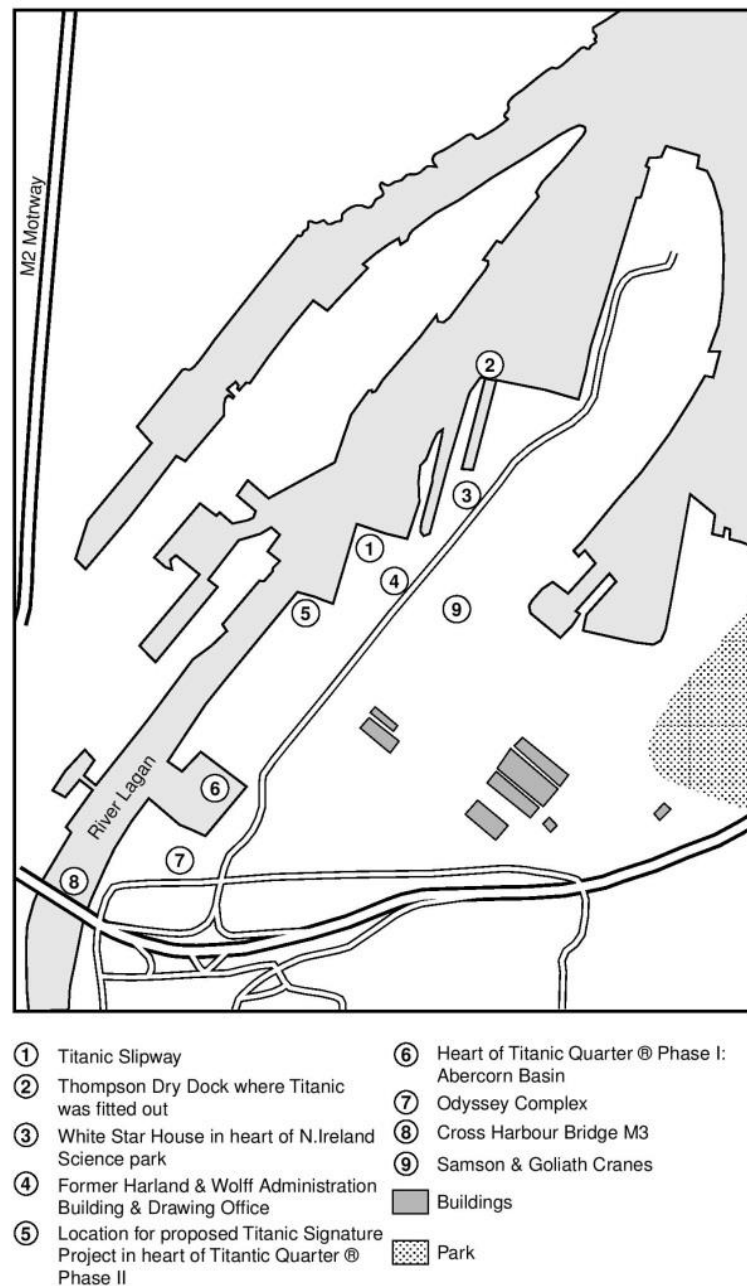


Figure 58 : Plan du Titanic Quarter

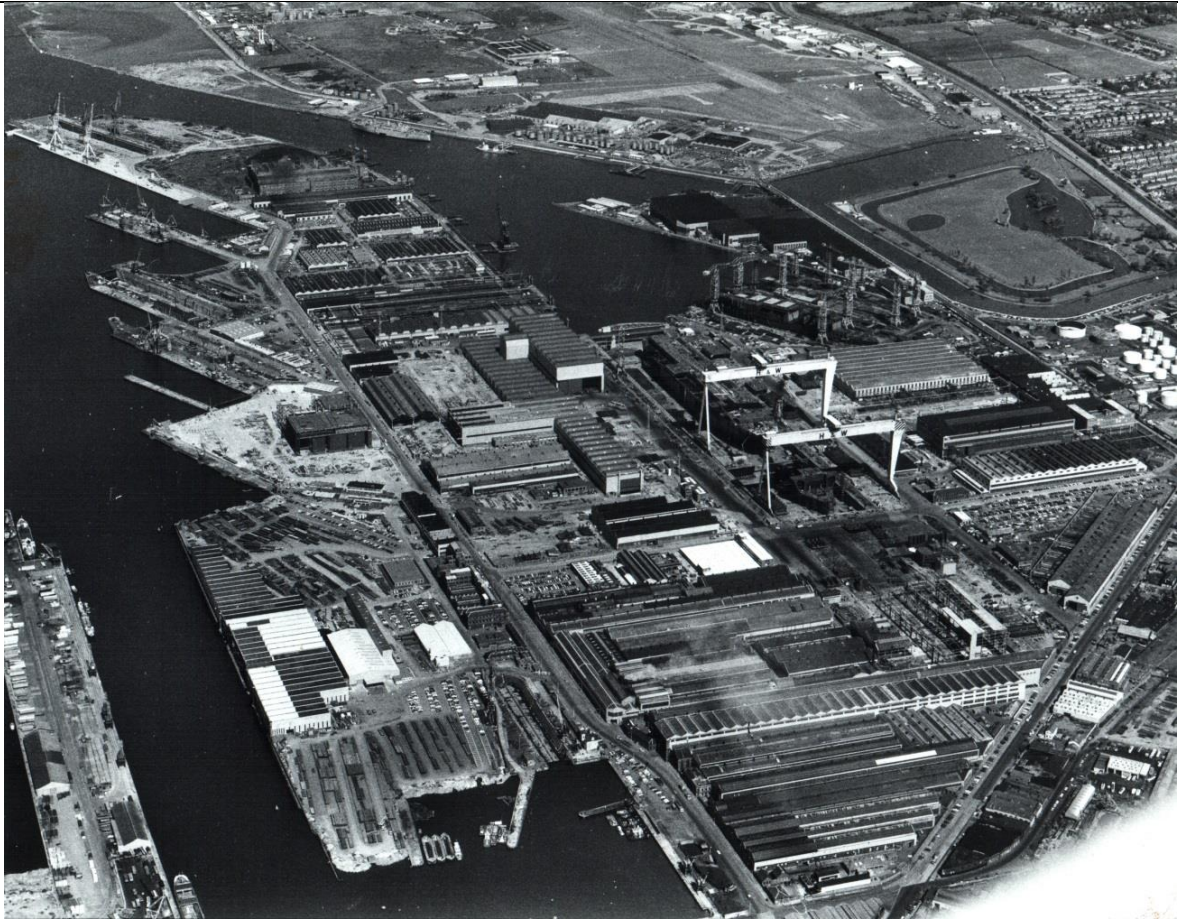
Source : Neill, 2011

²⁵⁵ Il s'agit du vocabulaire employé par les acteurs, qui s'appuient sans doute sur les projets en cours au moment du lancement du projet de régénération – ou bien qui cherchent à valoriser le Titanic Quarter avec ce type de formulations. Des projets plus anciens – voire achevés – comme Londres, Hambourg ou Rotterdam, sont de plus grande ampleur.

²⁵⁶ Fondée en 1861, la compagnie devient au début du XX^e siècle le premier employeur à Belfast (Plöger, 2007).

Le projet du Titanic Quarter traduit nettement la volonté politique des élus nord-irlandais d'exploiter les potentialités urbaines de la friche²⁵⁷ afin qu'elle n'ait plus le statut d'espace délaissé, ce qui enclenche le processus de régénération urbaine (Andres et Grésillon, 2011). La planification a pour conséquence de progressivement réinsérer les anciens espaces désaffectés des chantiers navals de Belfast afin de les inscrire pleinement dans les dynamiques urbaines. À la vision initiale d'un site en déclin s'est substituée une logique de projet qui acte la régénération spatiale et économique des friches industrielles (Froidevaux et Rey, 2009). Le paysage urbain subit une transformation radicale. Lorsqu'il sera terminé, le Titanic Quarter sera un quartier au bâti moderne et vertical qui confirme le changement de fonction, d'un espace industriel à un espace multi-fonctionnel (**Figure 59**).

²⁵⁷ On observe un glissement sémantique puisque les friches un temps qualifiées d'industrielles peuvent aujourd'hui être qualifiées plus généralement de friches urbaines – bien que leur activité antérieure permette de les distinguer – et font en ce sens partie intégrante du projet urbain (Tomas, 2003, cité par Ambrosino et Andres, 2008).



Les chantiers navals Harland & Wolff en 1975. Les grues Samson et Goliath – qui existent toujours – et les hangars attestent de l'activité industrielle du site.

© 2007 CivicArts | Eric R Kuhne & Associates



Projection présentant le nouveau visage du Titanic Quarter, une fois la régénération achevée. Le musée du Titanic est identifiable avec sa forme en étoile.

Figure 59 : L'évolution des chantiers navals de Belfast

Sources : Patrick Brow, juin 1975, <https://www.flickr.com> (haut) ; CivicArts, 2007, cité par www.skyscrapercity.com (bas)

Le projet du Titanic Quarter s'appuie sur un Partenariat Public-Privé (PPP) : estimé dans sa globalité à plus d'un milliard de livres sterling²⁵⁸, il devrait créer 20 000 emplois au cours des vingt prochaines années (BCC, n.d.-a). Le Titanic Quarter a été pensé par les acteurs en charge du projet pour s'articuler autour de six secteurs sociaux et économiques que sont le tourisme, les services financiers, les loisirs, la science et la technologie, les médias créatifs et l'éducation. L'objectif est de créer une offre résidentielle conséquente, ces pôles rejoignent les trois caractéristiques mises en avant par les promoteurs : *work/live/play*²⁵⁹ (TQ, 2013). Le projet se divise en plusieurs phases de construction. À terme, le nouveau quartier regroupera des espaces de bureaux, d'appartements, de commerces, d'éducation et de loisirs (**Figure 60**).



Figure 60 : Les différents développements prévus au sein du projet Titanic Quarter

Source : TQ, n.d.

N.B. : La première phase est aujourd'hui achevée. La phase suivante doit être complétée pour 2020.

²⁵⁸ En 2013, plus de 328 millions de livres sterling avaient déjà été investies depuis 2006 (TQ, 2013).

²⁵⁹ Ce qui rappelle les mots-clefs qui ont pu être employés dans la littérature grise et par les acteurs de l'urbain en ce qui concerne le centre-ville, voir *supra*.

Pour les acteurs, il s'agit bien avec ce projet de régénération d'inscrire Belfast dans la compétitivité ; la littérature grise mentionne clairement une inspiration des parcours d'autres villes européennes compétitives, telles Barcelone, Munich ou Helsinki, qui ont investi dans la culture, l'économie, l'éducation, la recherche et développement – ce qui passe par la création d'équipements culturels, une stratégie pour attirer les entreprises et les grandes écoles, etc. (TQ, 2013).

2.2. Un nouvel espace pour dépasser les tensions communautaires

À Belfast, à l'instar du Titanic Quarter, les travaux d'aménagement dépassent le processus « classique » de revitalisation d'une friche portuaire – observable dans certaines autres villes européennes – puisque la redynamisation du site permet également aux élus de proposer une image de ville post-conflictuelle.

L'un des enjeux pour les élus nord-irlandais est de promouvoir un présent et un futur apaisés et partagés. À Belfast, les actions urbaines sont donc teintées de ces considérations politiques. Le site du Titanic Quarter était une zone de friche depuis les années 1970 (Neill, 2011). Contrairement aux espaces résidentiels qui concentrent traditionnellement les revendications de l'une ou l'autre communauté – catholique ou protestante – le Titanic Quarter se construit sur un espace déclassé et vacant. Il a donc été pensé par les décideurs politiques avec l'idée de dépasser la logique communautariste.

On pourrait cependant souligner que l'histoire des chantiers navals peut elle aussi rejoindre les questions communautaires, puisqu'à Belfast cette industrie était principalement tenue par les protestants, la minorité catholique devant faire face au sectarisme et aux discriminations. Suivant la lecture historique qui en est faite, le paquebot RMS Titanic a pu représenter pour la communauté catholique d'Irlande du Nord la suprématie protestante et le symbole de la couronne britannique. D'ailleurs, le Titanic a longtemps incarné un tabou (Brown, McDonagh, Shultz, 2013). Cependant, la conjoncture fut telle que la sortie – et le succès – du blockbuster *Titanic* du réalisateur J. Cameron en 1997 a été suivie de la signature des accords de paix en 1998 qui instaurent un climat plus apaisé en Irlande du Nord. Autant de circonstances qui ont permis aux élus locaux de

commencer à s'intéresser au potentiel qu'offrait l'exploitation de la « marque » RMS Titanic. Les politiques de rénovation des *waterfronts*, lancées dans les années 1980 sur les rives de la Lagan, se poursuivent donc au début des années 2000 avec l'aménagement de ce site portuaire désormais désigné par l'appellation « Titanic Quarter ». L'idéologie de ce projet de régénération urbaine entend dépasser la question communautaire : « *Titanic now stands for peace, prosperity and political power sharing. No longer a Protestant ship for a Protestant people* » (Brown, McDonagh et Shultz, 2013, p. 606). W. J. N. Neill précise également que la promesse de retombées économiques et sociales pour tous a été un facteur de dépolitisation du Titanic (Neill, 2011).

L'histoire – les chantiers navals, l'époque industrielle à Belfast – est dès lors devenue un objet d'appropriation qui répond aux besoins des aménageurs (Etchart, 2008). L'accent est mis sur la création d'un nouveau quartier urbain habité par une communauté résidentielle qui favoriserait la diversité culturelle : « *Where we once built ships we now build communities* », comme annoncé dans la documentation officielle (TQ, n.d., n.p.). L'identité recherchée dans le Titanic Quarter est donc différente de celles observées habituellement à Belfast (Etchart, 2008) – catholique et protestante. Selon M. Graham, *Director of Corporate Real Estate*, il s'agit bien d'une volonté politique : « *We don't want this [le Titanic Quarter] to turn into another tribal area : it's a place for everyone and where everybody can come and feel relaxed.* » (M. Graham, entretien, 16/05/2014).

Une partie des constructions du Titanic Quarter a été inaugurée. C'est le cas du musée²⁶⁰ du Titanic – véritable équipement culturel ex-nihilo – ouvert en 2012 pour le centenaire du naufrage du paquebot.

²⁶⁰ Certains acteurs parlent par ailleurs plus facilement de « *visitor attraction* » que de musée (M. Graham, entretien, 16/05/2014 ; BCC, n.d.-b)

Transformer un désastre maritime en un levier pour le développement urbain

De façon surprenante, le choix d'inaugurer le musée le 31 mars 2012 correspond à la date anniversaire du naufrage du Titanic. De plus, l'ouverture au public a eu lieu lors du Titanic Belfast Festival qui a pris place exactement lorsque le paquebot a coulé, dans la nuit du 14 au 15 avril 1912. Le site de l'office du tourisme nord-irlandais, qui fait la promotion du festival, met en avant cette corrélation de dates – certains passages ont été volontairement soulignés :

« Running from 31 March – 22 April, the festival will comprise a fusion of international-scale events to mark the centenary of Titanic's fateful maiden voyage. These range from world-class public events to mark the opening of the multi-million pound Titanic Belfast attraction, through to commemoration services on the 100th anniversary of the ship's sinking. In addition, there will be a range of plays, tours, talks, films and major musical events all positioning Belfast as the "home" of Titanic, in total around 120 events for everyone to enjoy, not just the Titanic enthusiast ! »²⁶¹

D. Jewesbury, spécialiste de l'étude des médias, critique cette initiative qu'il assimile principalement à une stratégie du *Northern Ireland Tourist Board* en vue de retombées économiques :

*« Whether you view the sad story of the Titanic as primarily a tragic loss of life, a catastrophic failure of individual human judgement, or a clear case of corporate manslaughter, the anniversary festivities in Belfast were peculiarly inappropriate. The chilly first half of April saw light shows in the drizzle, an open-air concert sponsored by MTV outside Titanic Belfast, and a slew of other theatrical productions, film screenings, exhibitions, walking tours and themed banquets (this must surely be the first time in a hundred years that Consommé Olga²⁶² has appeared on so many menus). The Titanic Festival, however, is only one aspect of a comprehensive, ambitious marketing drive devised by the Northern Ireland Tourist Board, which has seen the whole of 2012 branded with a logo of red, blue and yellow ribbons bearing the slogan "Our Time, Our Place". (It seems strange that the Tourist Board should use the possessive plural in this introverted way; writer Colin Graham suggested in Belfast's satirical *Vacuum* newspaper that the recent campaigns try to speak to two audiences at once, constructing an image of "us", for external consumption, as dynamic, optimistic, youthful, relaxed, jocular, welcoming and confident, while simultaneously reminding "us" that we have to behave, and play nicely when the guests are here.) » (Jewesbury, 2012, p. 96).*

Le musée du Titanic est un projet de plus de 100 millions de livres sterling²⁶³ – dont 60 millions provenant de fonds publics – apparaît déjà comme un véritable succès touristique : après six mois d'ouverture, le musée avait déjà accueilli 500 000 visiteurs (BCC, n.d.-a). C'est aujourd'hui l'un des équipements emblématiques d'un Belfast que les

²⁶¹ <http://www.discovernorthernireland.com/belfast/Titanic-Belfast-Festival-2012-Latest-News-A3283>

²⁶² Il s'agit d'un des plats servis aux passagers de la première classe à bord du Titanic, en 1912.

²⁶³ Le bâtiment est l'un des plus chers d'Europe (Johnson, 2014).

responsables politiques présentent comme dynamique et attractif – à l’image de ce qu’a pu apporter le Guggenheim à Bilbao. Alex McGreevy, le porte-parole du musée, y voit même l’équivalent pour Belfast de la Tour Eiffel ou de l’Empire State Building (cité par *Le Monde*, 02/06/2012). On rejoint ici l’idée que Belfast, en tant que capitale, cherche un « synecdote », soit un objet qui, plus que de la rendre visible à l’échelle internationale, pourrait à lui seul résumer l’image de Belfast et de l’Irlande du Nord (Debarbieux, n.d., cité par Laporte et Montès, 2015).

Le bâtiment est fréquemment nommé « *signature building* ». Il est l’œuvre de l’architecte Eric Kuhne. Présenté par la presse comme un « stararchitecte » (*Belfast Telegraph*, 29/07/2016)²⁶⁴, Eric Khune a également conçu le Bluewater Shopping Centre, le plus grand centre commercial et de loisirs d’Europe²⁶⁵. L’architecture du musée du Titanic est monumentale et le design reprend la forme d’une étoile – en référence au logo de la White Star Line, la compagnie maritime britannique propriétaire du Titanic – dont les cinq branches rappellent une proue de bateau²⁶⁶ (**Figure 61**).

²⁶⁴ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/eric-kuhne-brains-behind-iconic-titanic-belfast-dies-34920844.html>

²⁶⁵ D’un coût total de 375 millions de livres sterling, il s’étend sur 240 acres dans le Kent, un comté du Sud-Est de l’Angleterre. Cet archétype du « centre commercial régional » a été encouragé par les politiques britanniques des années 1980-début 1990, amenant un changement d’échelle en comparaison du supermarché traditionnel des années 1960 et des centres commerciaux classiques des années 1970 (Rawding, 2009). Voir le site du centre commercial : <http://www.bluewater.co.uk/en/about-us/the-bluewater-story>

²⁶⁶ <http://www.futurebelfast.com/property/1-olympic-way-titanic-belfast/>

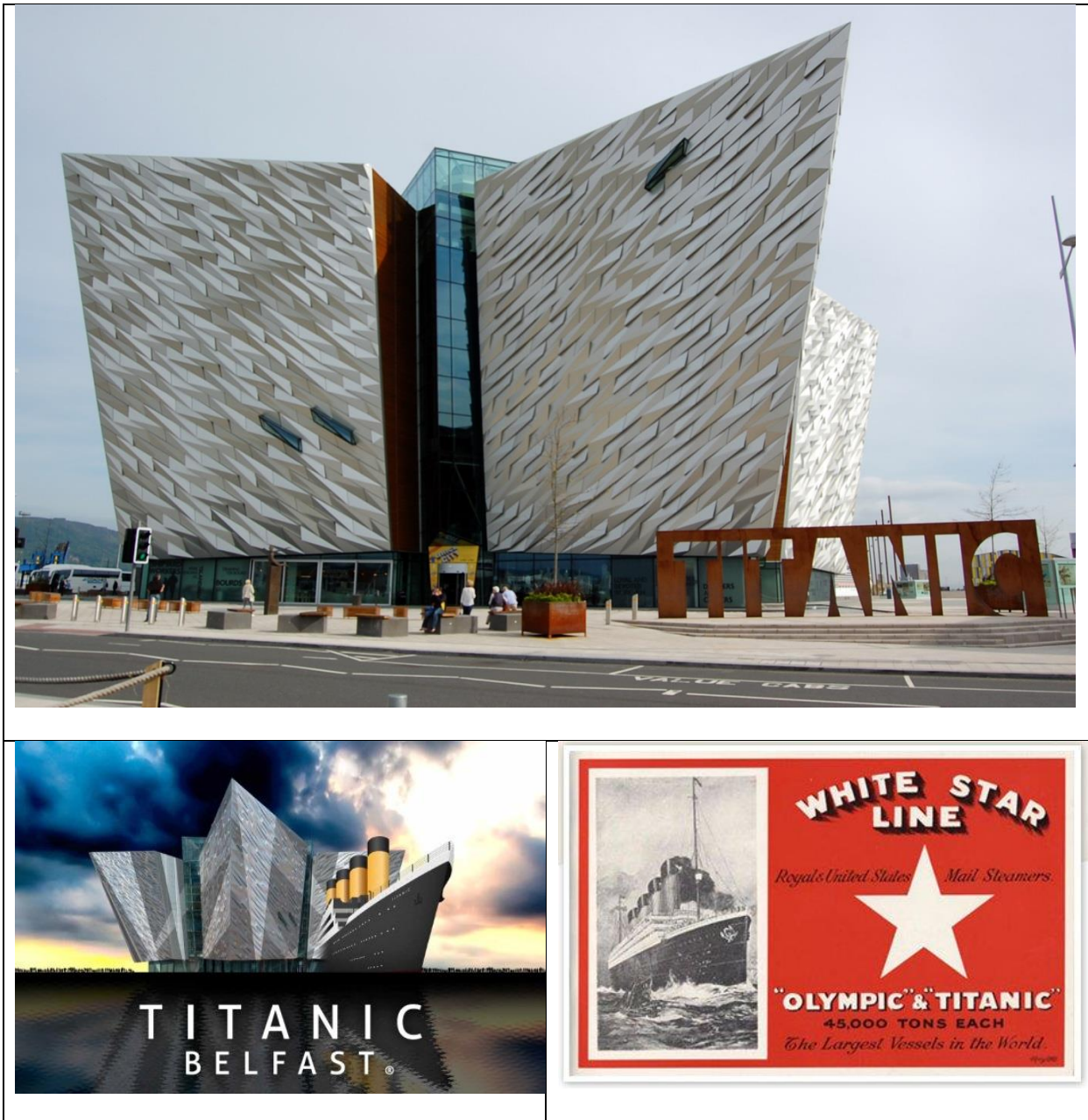


Figure 61 : Le musée du Titanic,

Sources : Adèle Schar, mai 2014 (haut) ; <http://www.discoveringireland.com> (bas/gauche) ; <http://www.le-titanic.fr> (bas/droite)

Les élus nord-irlandais ont donc parié sur la culture comme levier de régénération pour cette ancienne friche industrielle, comme cela a été le cas dans d'autres villes européennes (Bilbao, Cardiff...).

Un musée spectaculaire ?

Pour avoir visité le musée, j'ai constaté qu'il n'y avait finalement que peu de chose à dévoiler aux visiteurs sur le RMS Titanic. Les vestiges du paquebot restent au fond de l'océan Atlantique, ce qui ne permet pas de les montrer – bien qu'un film présente la découverte de l'épave. L'accent a été cependant mis sur la modernité technologique de la visite – grâce par exemple à une courte partie du parcours à réaliser en nacelle – ainsi que sur la reconstitution des cabines, en passant par la présentation de données sur le bateau, les passagers, les chantiers navals et l'histoire de la Belfast industrielle... jusqu'à une section consacrée aux références culturelles en lien avec le Titanic, comme le film éponyme de James Cameron pour ne citer qu'une des plus connues²⁶⁷.

En complément du musée du Titanic, de nombreux événements sportifs et culturels sont organisés au Titanic Quarter. Récemment, début mai 2014, la ville de Belfast a par exemple accueilli la course cycliste du Giro d'Italia. Le départ a été programmé au Titanic Quarter, une occasion de montrer au monde les réalisations entreprises. Les coureurs ont ensuite suivi un itinéraire qui passait par le quartier protestant de East Belfast, dans lequel la revendication communautaire est importante : le contraste de paysage est saisissant entre les deux espaces, puisqu'à l'architecture moderne du Titanic Quarter se succèdent les *murals* aux messages identitaires forts (**Figure 62**).

L'organisation de cet événement sportif a également eu des retombées économiques importantes puisqu'un rapport de *Tourism Northern Ireland* note que près de 13 millions de livres sterling de dépenses touristiques ont été enregistrées en rapport avec la course (cité par *Belfast Telegraph*, 12/03/2015).

²⁶⁷ Voir Johnson (2014), ou encore Chevalier (2014), pour des éléments sur ce que propose le musée comme expérience pour les visiteurs.



Photo 1 : Le départ de la course a eu lieu au Titanic Quarter, archétype du quartier neutre.



Photo 2 : La suite du parcours comprenait Newtownards Road, dans East Belfast, afin que les coureurs rejoignent le Parlement de Stormont. Les *murals* loyalistes représentant des paramilitaires armés et encagoulés rappellent sans conteste que East Belfast est un quartier mono-confessionnel – protestant.

Figure 62 : La course du Giro d'Italia, d'un espace à l'autre

Sources : Pacemaker, cité par Belfast Telegraph (09/05/2014) (photo 1) et Adèle Schar (mai 2014) (photo 2)

Les élus politiques présentent donc une politique de *re-imaging* : ils souhaitent « gommer » le passé douloureux de la capitale nord-irlandaise au profit d'une image positive de dynamisme, pour que Belfast devienne, en ce sens, comparable à d'autres métropoles européennes.

En conclusion, les deux projets présentés dans ce chapitre – la régénération du centre-ville et le développement du Titanic Quarter – montrent que les élus nord-irlandais ont choisi pour Belfast des politiques normalisées, standardisées, pour revitaliser des espaces en déclin. Si le Titanic est certes une « marque » propre à Belfast, elle s'inscrit néanmoins dans une logique de régénération standardisée des *waterfronts*.

Le centre-ville et le Titanic quarter sont néanmoins en concurrence, comme le note D. Dornan : « *there is the competition from right on our doorstep* ». Il considère d'ailleurs le développement du Titanic Quarter comme une « menace » car les atouts du nouveau quartier sur la rive droite de la rivière Lagan sont nombreux : un foncier moins cher, peu de contrainte d'aménagement en ce qui concerne la hauteur des bâtiments, des îlots plus grands pouvant attirer des compagnies qui ne trouveront pas de telles superficies dans le centre-ville, un réseau internet performant, etc. Le risque qui en découle est de voir les entreprises ou les commerces déménager avec, par extension, des employés qui ne consomment plus – pour se restaurer le midi, ou pour faire des courses, par exemple – dans le centre-ville (D. Dornan, entretien, 21/05/2014).

Néanmoins, le centre-ville et le Titanic Quarter suivent les mêmes objectifs dans la normalisation de l'espace urbain, puisqu'ils contribuent à faire de la capitale nord-irlandaise – ou plutôt de certains espaces choisis – une « vitrine » de la ville post-confliktuelle. En effet, le cas du centre commercial de Victoria Square s'apparente à l'archétype de ce que la géographe C. Ghorra-Gobin nomme « aires d'urbanités » mais qui restent avant tout exclusives puisqu'elles « se présentent comme des havres sécurisés et éloignés de tout signe de dégradation sociale que l'on peut observer dans certains quartiers de la ville »

(Ghorra-Gobin, 2000, p. 79)²⁶⁸. M. Hackett considère qu'il faut voir ces projets de développement « européens » avant tout comme une aire culturelle qui ne diffère en rien des *shopping malls* à l'américaine. Bluewater, en Angleterre – voir *supra* – en est un exemple même, et Victoria Square à Belfast ne déroge pas à la règle puisqu'il représente « *an artifice of the shopping emporium* » (M. Hackett, entretien, 20/03/2015). De plus, comme le note l'anthropologue D. Bryan, les espaces commerciaux sont habituellement non-discriminatoires : cela n'a pas de sens de décider si l'on vend des produits à des catholiques ou à des protestants, puisqu'ils restent avant toute chose des clients. Le but d'un centre commercial comme Victoria Square est avant tout de réaliser des bénéfices économiques (D. Bryan, entretien, 12/03/2015). La consommation est donc présentée comme un premier élément d'identité commune : le premier moment d'un côtoiement entre les catholiques et les protestants, et donc la neutralisation des différends communautaires ?

Par extension, on rejoint ici la réflexion de R. Sennett²⁶⁹ sur le rôle du *public realm* et qui peut être appliquée au centre-ville de Belfast en général : « *The public realm offers people a chance to lighten the pressures for conformity, of fitting into a fixed role in the social order ; anonymity and impersonality provide a milieu for more individual development. This promise of turning a fresh personal page among strangers has lured many migrants to cities.* »

La ville post-confliktuelle doit résolument être neutre. Or, la neutralité affichée à Belfast répond davantage aux objectifs de compétition et des attentes d'une ville néolibérale qu'à l'apaisement des relations entre catholiques et protestants. Les tensions communautaires ne sont que peu présentes dans ces quartiers. Elles ne sont peut-être pas inexistantes, mais plutôt lissées, voire invisibles, contrairement à ce qui s'observent dans les quartiers résidentiels (chapitre 6).

²⁶⁸ Il convient cependant de souligner qu'une tentative d'attaque à la bombe contre le centre commercial a eu lieu en novembre 2013. Un chauffeur de taxi a été pris à partie par des hommes cagoulés dans le quartier catholique d'Ardoyne et forcé de conduire son véhicule – dans lequel a été installé une bombe artisanale – devant Victoria Square. Le conducteur a pu prévenir la police et la bombe n'a que partiellement explosé avant l'intervention des démineurs, sans faire de victime. Voir la presse à ce sujet – ce type d'incident continue de se produire de manière plus ou moins régulière, à Belfast comme ailleurs, par exemple à Derry/Londonderry. La « *proxy bomb* » – qui implique de forcer quelqu'un à conduire avec une bombe dans leur véhicule jusqu'à un point donné – est une technique qui fut largement utilisée pendant les *Troubles*, notamment par l'IRA.

²⁶⁹ <https://www.richardsennett.com>

CHAPITRE 6 : Quelle(s) politique(s) dans les quartiers résidentiels ?

Le centre-ville et le Titanic Quarter répondent à des logiques urbaines de redynamisation. Il en ressort qu'il s'agit avant tout d'une politique d'image – *re-imagining* – et de revalorisation foncières qui répond à des logiques néolibérales en faveur du développement économique et de la compétitivité de la capitale nord-irlandaise. De plus, elle permet aux élus nord-irlandais de s'affranchir du contexte historique en lien avec le conflit communautaire. En cela, les politiques urbaines européennes et normalisées apparaissent relativement éloignées des problématiques résidentielles d'une majorité des habitants de Belfast.

Les deux espaces étudiés dans ce chapitre relèvent plus de l'identité du « quartier »²⁷⁰. Dans la littérature scientifique, le terme de quartier fait débat²⁷¹. Il reste néanmoins une échelle pertinente. Pour les sociologues français, le quartier est un fragment de l'espace urbain qui se définit ou encore s'identifie par ses caractéristiques physiques, sociales ou administratives comme par les dynamiques d'appropriation et les espaces de vie qui en découlent. Il n'en reste pas moins un véritable cadre pour l'action publique (Grafmeyer, 2007) : « Pour l'aménageur, le quartier constitue une référence spatiale de caractère technique » (Di Méo, 1994, p. 263). La démarche géographique tend quant à elle à dépasser l'isolement du quartier en tant que sous-ensemble au sein de l'espace urbain pour s'intéresser à la notion des représentations des habitants et de la perception qui font du quartier une structure territoriale (Humain-Lamoure, 2007)²⁷². Si le quartier affiche une identité et une autonomie qui lui est propre, il doit néanmoins s'appréhender à l'échelle plus globale de la ville (De Lafargues, 2006).

²⁷⁰ Le terme anglais « *quarter* » peut se traduire par « quartier » mais sa dimension est davantage spatiale, zonale que dans le vocable « *neighbourhood* » qui sous-entend des liens de proximité, de voisinage. Le Titanic Quarter n'est donc pas un « *neighbourhood* », comme le pense également M. Hackett (entretien, 20/03/2015).

²⁷¹ Voir Marchal et Stébé (2008) pour un regard sur la question du quartier par les sciences sociales.

²⁷² Pour la question du quartier appréhendé dans la tradition sociologique et géographique, voir par exemple Di Méo (1994).

Les quartiers de East et de South Belfast sont à majorité résidentielle. La question de l'appartenance communautaire se pose de façon inévitable pour le premier tandis que l'idée de mixité se retrouve dans le second – même si cela est à nuancer quand on regarde à une échelle très fine. Ils correspondent ainsi aux deux zones choisies pour étudier les politiques de régénération urbaine qui y sont menées, à travers deux cas d'étude.

1. Les NRA, outils au cœur de la régénération des quartiers résidentiels

Le schéma actuel²⁷³ suivi par les acteurs de l'urbain en ce qui concerne la régénération des quartiers résidentiels suit la continuité de politiques appliquées dans les années 1980-1990. Elle fonctionne en parallèle – pour ne pas dire en marge – de celles mises en place dans les espaces neutres du centre-ville et des *waterfronts*²⁷⁴. Si les programmes *Belfast Action Teams* (BAT) ou *Making Belfast Work* (MBW) – qui ciblaient *via* la création de zones les espaces défavorisés afin d'apporter une réponse urbanistique à l'échelle des quartiers – ont été dissous²⁷⁵, la stratégie actuelle du *Department for Social Development* (DSD) à travers l'établissement de *Neighbourhood Renewal Areas* (NRA) n'apparaît que peu éloignée des structures précédentes.

1.1. Une politique pour régénérer les espaces défavorisés

La *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS) est une stratégie à long terme dans laquelle sont engagés plusieurs *Departments*. Lancée en juin 2003, elle était à l'origine prévue pour une durée de 7 à 10 ans mais a été reconduite jusqu'en 2015, soit 12 ans (Muir, 2014). Elle s'appuie sur le document stratégique *People and place : a strategy for neighbourhood renewal* (DSD, 2003). La NRS est pilotée par le *Department for Social Development* (DSD). Elle a été conçue afin de proposer des solutions au déclin économique, social et physique des espaces et d'améliorer les relations communautaires dans certains

²⁷³ Du moins, avant la *Local Government Reform* (LGR) de 2015, appliquée aux différents secteurs de l'aménagement en 2016, soit dans le temps où prend place ma recherche.

²⁷⁴ Ces espaces ne sont pas concernés par les mêmes plans ; voir chapitre 3.

²⁷⁵ Voir par exemple Bollens (2000) ou Muir (2014) sur ce sujet.

quartiers défavorisés identifiés dans toute l'Irlande du Nord²⁷⁶. En ce sens, puisque la *deprivation* est multidimensionnelle, les actions menées sont présentées en suivant une grille de lecture à quatre niveaux, qui reprend ces quatre objectifs stratégiques (**Figure 63**).

Community renewal	<i>to develop consistent communities that are able and committed to improving the quality of life in their areas</i>
Economic renewal	<i>to develop economic activity in the most deprived neighbourhoods and connect them to the wider urban economy</i>
Social renewal	<i>improve social conditions for the people who live in the most deprived neighbourhoods through better co-ordinated public services and the creation of safer environments</i>
Physical renewal	<i>to help create attractive, safe, sustainable environments in the most deprived neighbourhoods</i>

Figure 63 : Les quatre objectifs stratégiques de la *Neighbourhood Renewal Strategy (NRS)*

Source : Adèle Schar, d'après DSD, n.d.-c ; DSD, n.d-e

La *Neighbourhood Renewal Strategy (NRS)* est ainsi présentée comme une évolution de l'approche gouvernementale en ce qui concerne les politiques de régénération urbaine, avec le passage « *from a project-by-project approach*²⁷⁷ *to urban renewal to one more planned, long-term and integrated.* » (DSD, 2005-a, p. 2) : la politique fragmentée qui a prévalu ces dernières années est censée désormais être plus inclusive.

Les *Neighbourhood Renewal Areas (NRA)* ont été établies en s'appuyant sur le *Northern Ireland Multiple Deprivation Measure (NIMDM)* qui permet d'identifier les espaces les plus défavorisés d'Irlande du Nord²⁷⁸ pour créer le *Noble Multiple Deprivation Measure* en isolant 10 % des *wards* les plus défavorisés au sein du premier calcul²⁷⁹. Ainsi, 36 NRA ont été reconnues comme étant les espaces les plus défavorisés de toute l'Irlande du Nord et nécessitant une action gouvernementale : 280 000 personnes sont concernées, soit un Nord-Irlandais sur 6²⁸⁰. Sur l'ensemble des NRA de la province, 15 se trouvent à Belfast – 15 autres NRA sont réparties dans la province entière et 6 sont concentrées dans le Nord-Ouest dont 4 à Derry/Londonderry (**Figure 64**).

²⁷⁶ <https://www.communities-ni.gov.uk/articles/introduction-neighbourhood-renewal>

²⁷⁷ Ce qui impliquait une temporalité courte.

²⁷⁸ Voir chapitre 1.

²⁷⁹ <https://www.communities-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/dsd/inner-south-belfast-nra-annual-report-2013-14.pdf>

²⁸⁰ <http://data.nicva.org/dataset/neighbourhood-renewal-areas>

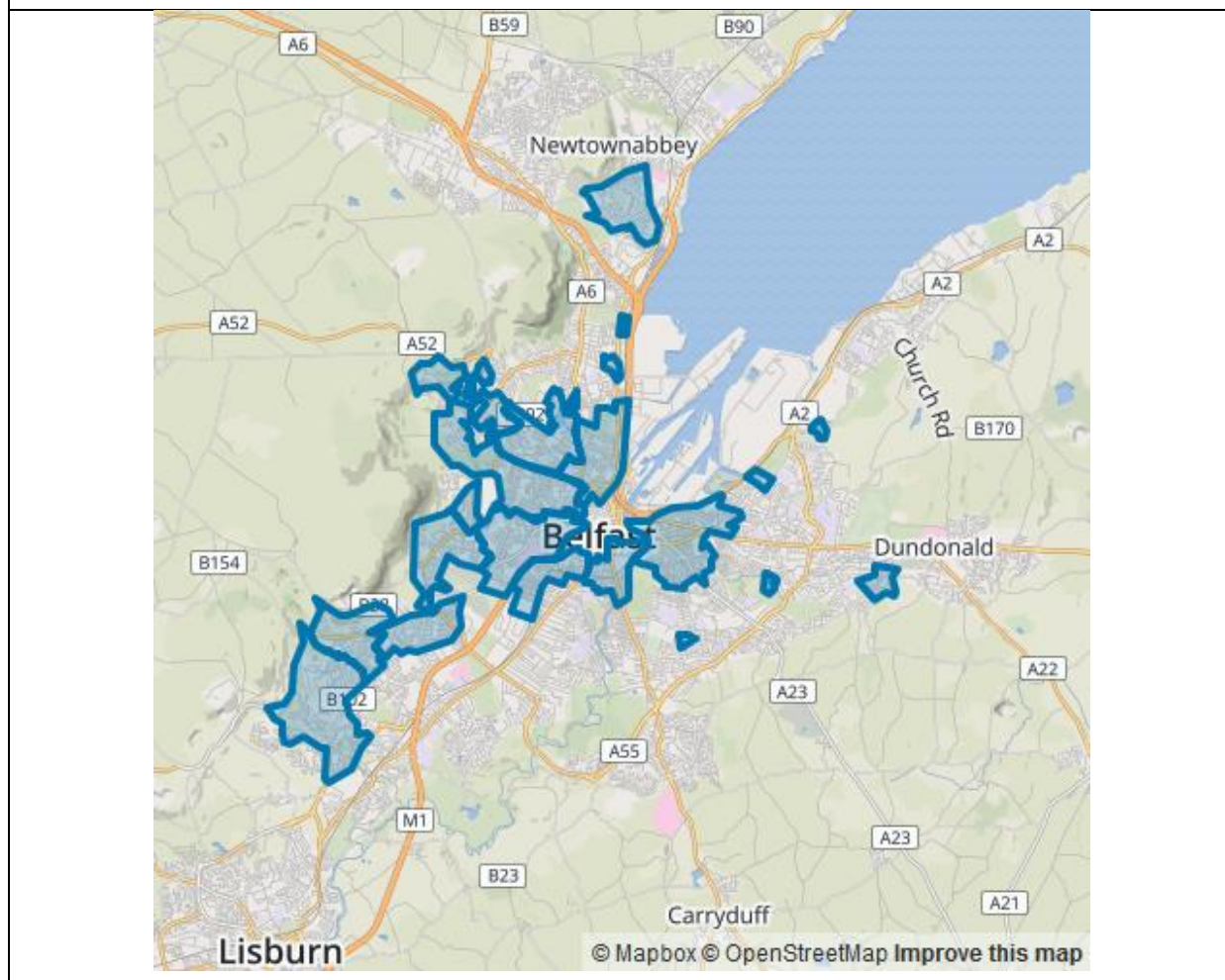
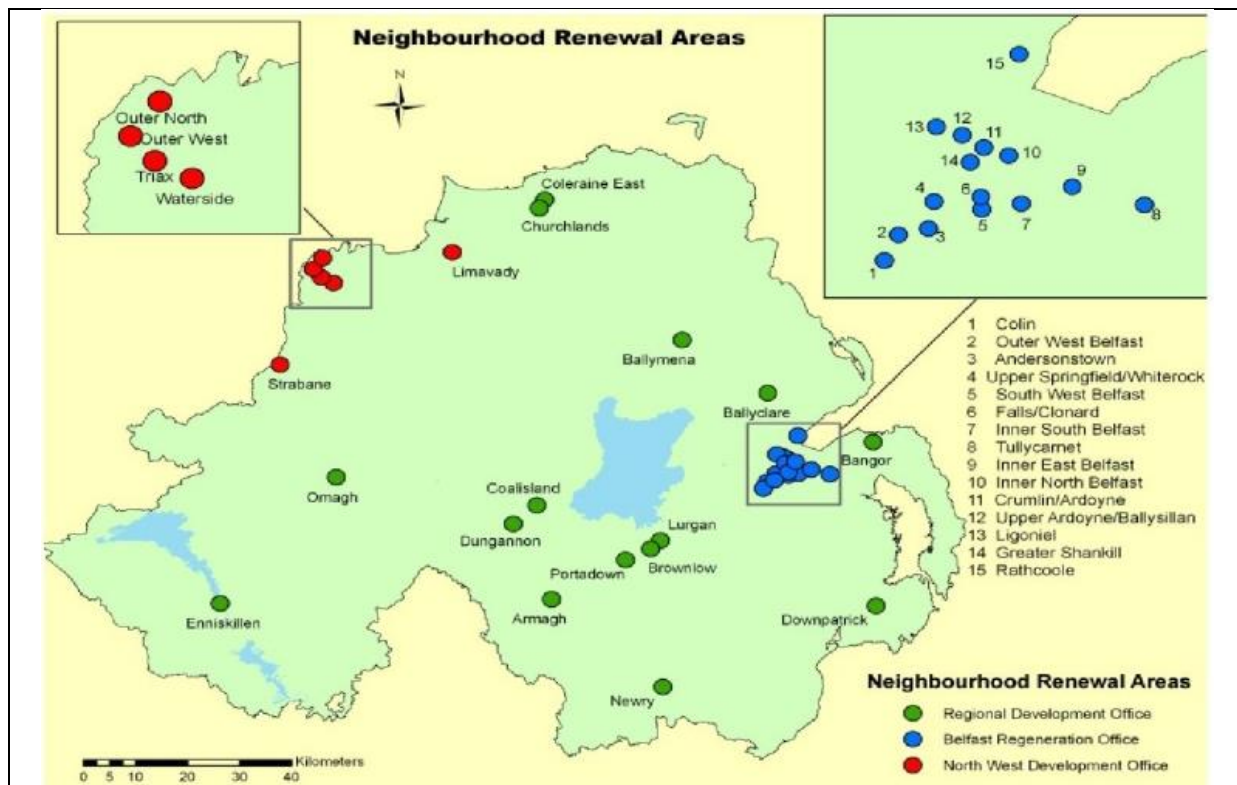


Figure 64 : Les 36 NRA d'Irlande du Nord et les 15 NRA de Belfast
Sources : DSD, 2011-a (haut) ; données NISRA, carte Open Data (NICVA), 2015 (bas)

Du point de vue spatial, les NRA ne correspondent dès lors pas obligatoirement à des limites administratives existantes, comme par exemple les *wards* (Muir, 2014). Ce choix est justifié par le DSD qui souhaitait que les NRA « fassent sens » pour les habitants qui allaient être concernés par la *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS) et qu'elles reflètent bien la perception qu'ils ont de leur quartier (DSD, 2011-a). Cela est également à cause d'autres critères relativement complexes, comme le fait qu'il fallait que les NRA s'appuient dans la mesure du possible sur des périmètres déjà établis par des initiatives locales et identifiables, ou encore que la population soit suffisamment importante dans la zone d'action retenue²⁸¹, etc. Par conséquent, certaines NRA ont pu être affinées ou redessinées en fonction des conclusions des consultations publiques, par exemple²⁸². Cette approche « *area-based* » – qui a pour objectif de concentrer l'action urbanistique à des zones spécifiques, délimitées, de l'espace urbain – est considérée comme le meilleur moyen de proposer une politique efficace afin de permettre de résoudre des difficultés sociales considérées comme « endémiques » (DSD, 2005-a).

En ce qui concerne les modalités de gouvernance, la gestion menée par le DSD pour la ville de Belfast – à travers l'antenne *Belfast Regeneration Office* (BRO) – a été complétée par la mise en place des *Belfast Area Partnership Boards* (BAPB). Les BAPB sont sous-divisés en *Neighbourhood Partnerships* (NP) au sein de chaque NRA afin d'agir à l'échelle subrégionale et à celle plus fine du quartier (DSD, 2005-a) La strate décisionnelle est donc très morcelée et complexe (**Figure 65**). Les NP regroupent des acteurs divers : « *Each Neighbourhood Partnership should include representatives of key political, statutory, voluntary, community and private sector stakeholders. Together, they have developed long term visions and action plans designed to improve the quality of life for those living in the area.* »²⁸³.

Ainsi, si les opérations de régénération des années 1980-1990 – notamment la réhabilitation du Laganside – ont amorcé l'entrée des partenariats privés dans les projets portés par le secteur public, le secteur communautaire est progressivement venu s'ajouter

²⁸¹ Si la zone était considérée comme trop petite, elle ne pouvait pas être qualifiée de NRA et bénéficiait d'une autre prise en charge sous l'appellation « *Small Pocket of Deprivation* » (SPOD). En 2009, 17 SPOD avaient été identifiées (Muir, 2014).

²⁸² Cette complexité explique la difficulté que j'ai eue à trouver des cartes identiques pour les NRA en fonction des documents consultés et de leur date de publication, suivant s'il s'agissait de propositions de périmètres d'action, de périmètres redessinés, de périmètres définitivement adoptés... voir *infra*.

²⁸³ <https://www.communities-ni.gov.uk/articles/introduction-neighbourhood-renewal>

comme acteur complémentaire, ce qui a permis d'ouvrir la voie à des discussions jusqu'alors inexistantes (McGivern, cité par OECD, 2000). Par conséquent, en fonction des NRA, les acteurs peuvent être relativement nombreux et très variés : il peut s'agir de conseillers du *Belfast City Council* (BCC), de membres du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), du *Department for Social Development* (DSD), du *Police Service of Northern Ireland* (PSNI), d'hommes politiques des principaux partis politiques nord-irlandais, d'observateurs extérieurs, de représentants du secteur privé, d'hommes d'Église... Des sous-groupes ont parfois été créés pour compléter ce large panel de « partenaires ».

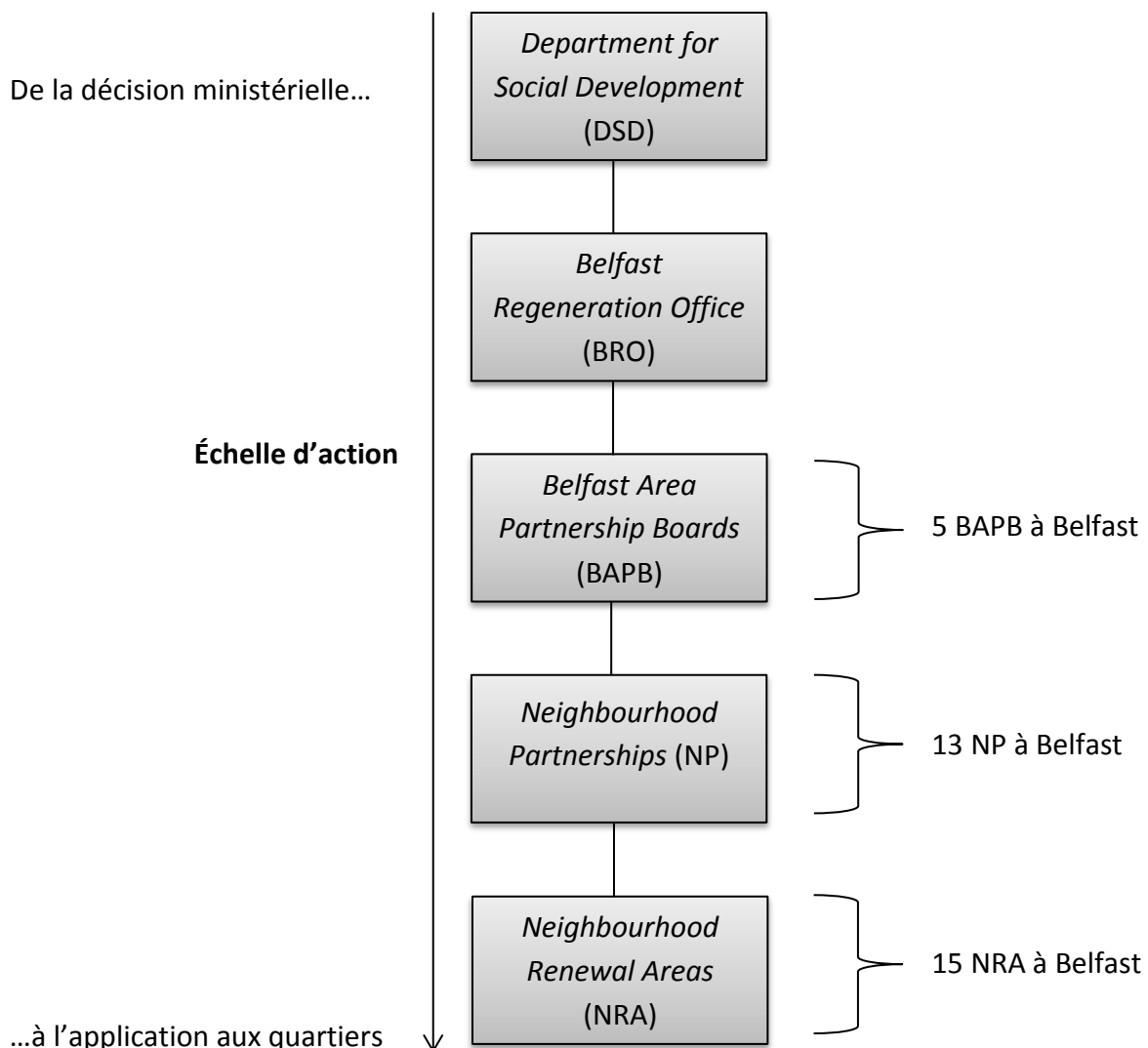


Figure 65 : La structure de la *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS) à Belfast

Source : Adèle Schar, d'après DSD, 2005-a

Cinq zones d'action en fonction des quartiers communautaires ?

La ville de Belfast a été divisée en cinq *Belfast Area Partnership Boards* (BAPB) : le découpage suit les quatre zones cardinales, North Belfast, East Belfast, South Belfast et West Belfast mais il existe également une structure pour le Greater Shankill. Shankill est un quartier protestant de West Belfast – limitrophe du quartier catholique de Falls – mais n'a pas été intégré au sein-même de la structure du *West Belfast Partnership* (WBP).

Je n'ai pas trouvé de justification officielle concernant ce choix. Peut-être pourrait-on avancer que Shankill et Falls étant deux quartiers particulièrement mono-confessionnels et ségrégués, avec des interfaces qui concentrent les tensions, le DSD a préféré les isoler l'un de l'autre, ce qui confirme encore une fois que les acteurs de l'urbain conditionnent leurs actions en fonction des répartitions confessionnelles. E. Campbell, *Urban Regeneration Officier* au sein du *South Belfast Partnership* (SBP), sans pouvoir le justifier, considère que ce découpage en cinq *Partnerships* n'a pas de sens (E. Campbell, entretien, 13/03/2015).

Dans les deux espaces retenus, East Belfast et South Belfast, on note la présence respective de deux *Regional Partnership Boards* : *East Belfast Partnership Board* (EBPB) et *South Belfast Partnership Board* (SBPB). Ils ont chacun une zone d'action définie dans laquelle on trouve deux NRA pilotées par les *Neighbourhood Partnerships* (NP) qui leur sont associés (**Figure 66** et **Figure 67**). J'ai choisi de me concentrer sur la Inner East Belfast NRA et sur la Inner South Belfast NRA.


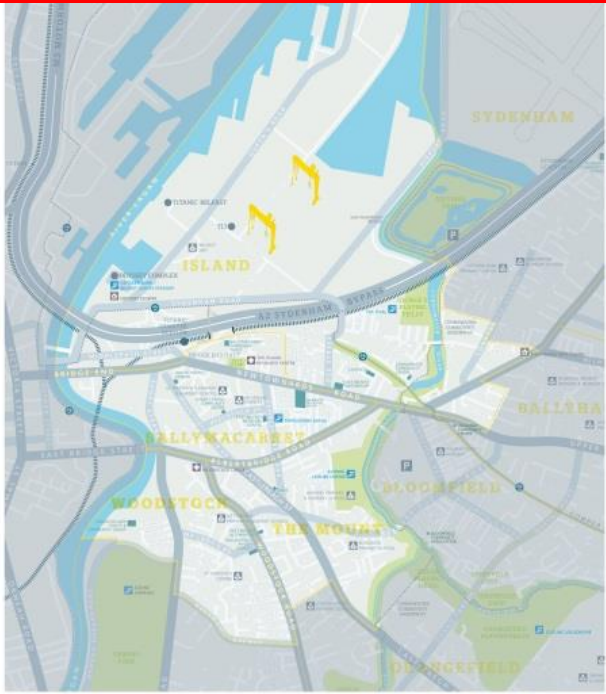
Sous-ensemble	East Belfast	
Belfast Area Partnership Boards (BAPB)	East Belfast Partnership Board (EBPB)	
Neighbourhood Renewal Areas (NRA)	Tullycarnet NRA	Inner East Belfast NRA
Neighbourhood Partnership (NP)	Tullycarnet NP	Inner East Belfast NP
Cartographie	 <p>Tullycarnet Neighbourhood Renewal area</p> <p>eastBELFAST PARTNERSHIP</p>	 <p>Inner East Neighbourhood Renewal area</p> <p>eastBELFAST PARTNERSHIP</p>

Figure 66 : Le deux NRA de East Belfast
Source : Adèle Schar, d'après EBPB, n.d.



Sous-ensemble	South Belfast	
<i>Belfast Area Partnership Boards (BAPB)</i>	South Belfast Partnership Board (SBPB)	
<i>Neighbourhood Renewal Areas (NRA)</i>	South West Belfast NRA	Inner South Belfast NRA
<i>Neighbourhood Partnership (NP)</i>	South West Belfast NP	Inner South Belfast NP
Cartographie	 <p style="text-align: center;">South West Belfast Neighbourhood Renewal Area</p>	 <p style="text-align: center;">Inner South Belfast Neighbourhood Renewal Area</p>

Figure 67 : Les deux NRA de South Belfast
Source : Adèle Schar, d'après SBPB, n.d.

1.2. Inner East et Inner South, deux NRA significatives

Avant de rentrer dans l'analyse des deux NRA de Inner East Belfast et de Inner South Belfast, il me semble judicieux d'apporter des données factuelles concernant les deux espaces (**Figure 68**)²⁸⁴.

	Inner East Belfast NRA		Inner South Belfast NRA	
Estimation de population pour 2015	24,968		9,209	
Classement au <i>Northern Ireland Multiple Deprivation Measure</i> (NIMDM) 2010	86 % des unités d'échantillonnage utilisées pour le calcul de l'indice sont concentrées dans le premier tiers du classement NIMDM		72 % des unités d'échantillonnage utilisées pour le calcul de l'indice sont concentrées dans le premier tiers du classement NIMDM	
	Données recensement 2001 (en %)	Données recensement 2011 (en %)	Données recensement 2001 (en %)	Données recensement 2011 (en %)
Taux de chômage	7,9	7,1	6,9	6,1
Taux de chômage de longue durée ²⁸⁵	42,7	44,1	45,5	38,7
Population sans qualification	57,6	36,8	39	26,6
Catholiques	15,6	23,1	68,6	56,2
Protestants	79	62,7	24,8	27,3

Figure 68 : Données sur les deux NRA étudiées, Inner East Belfast et Inner South Belfast

Source : Adèle Schar, d'après des données NINIS ; DSD, n.d.-c ; DSD, n.d.-e.

²⁸⁴ Pour d'autres statistiques, y compris sur les autres NRA, voir également DSD (2011-a).

²⁸⁵ Ce pourcentage est à comprendre par rapport au taux de chômage général (soit environ un chômeur sur deux est un chômeur de longue durée). Le chômage de longue durée est une donnée plus pertinente que le taux de chômage pour mesurer les difficultés économiques, comme je l'ai expliqué en chapitre 1.

D'après ces chiffres, les NRA peuvent correspondre à des espaces plus ou moins denses : la population de NRA de Inner East Belfast – la plus peuplée mais également la plus étendue parmi les 36 NRA (DSD, 2011-a) est en effet plus de deux fois supérieure à celle de la NRA de Inner South Belfast. Néanmoins, les chiffres du chômage sont relativement proches dans les deux NRA, bien que le taux de chômage de longue durée apparaisse plus important dans la NRA de Inner East Belfast. Cela s'explique notamment par la présence plus importante d'une population majoritairement ouvrière et généralement peu qualifiée²⁸⁶. Enfin, les informations concernant la religion confirment que les deux NRA sont à l'image des deux ensembles géographiques plus larges de East Belfast et South Belfast : le premier regroupe des habitants majoritairement protestants tandis que le second est plus « mixte » avec des populations issues de la communauté catholique comme de la communauté protestante auxquelles s'ajoutent des habitants qui ne rentrent pas dans l'une ou l'autre de ces catégories (voir *infra*). D'une manière générale, le DSD constate le caractère relativement homogène – au sens confessionnel, catholique ou bien protestant – de la population des NRA, comme l'attestent les passages volontairement soulignés : « *Many of the Neighbourhood Renewal Areas are predominately of one of other community background. (...) Even in those areas which appear to have significant proportions from both communities the experience of the ground is one of segregation within the Neighbourhood Renewal Areas rather than integration e.g. the Short Strand²⁸⁷ in the Inner East Belfast Neighbourhood Renewal Area.* » (DSD, 2011-a, p.19).

Ce tableau peut être complété par d'autres éléments importants – mais qui n'ont pas pu être chiffrés ou qui ne sont pas immédiatement comparables aux autres données présentées – qui confirment la qualification de ces zones en NRA, comme la forte proportion de logements sociaux²⁸⁸. En effet, en Irlande du Nord, les quartiers les plus défavorisés sont ceux qui comportent également le plus de logements sociaux (DSD, 2005-a) – et ces

²⁸⁶ Concernant le profil économique des habitants, le DSD (n.d.-c) précise que les personnes de plus de 50 ans représentent une proportion de chômeurs plus importante qu'ailleurs à Belfast. En cela, il y voit une large proportion d'habitants qui pourrait bénéficier d'une réorientation par rapport à leur formation professionnelle d'origine, qui est souvent dans le secteur industriel.

²⁸⁷ Short Strand est une enclave communautaire catholique au sein Nord de East Belfast, voir chapitre 2.

²⁸⁸ Il existe un taux correspondant aux « *housing benefit claimants* » pour chaque NRA : il chiffre le pourcentage de personne de plus de 16 ans qui bénéficie d'une allocation logement. Cela ne me semble pas le plus révélateur pour établir le paysage socio-économique des NRA ; néanmoins, ce taux est en 2015 respectivement de 26,8 % et de 20,9 % pour les NRA de Inner East Belfast et de Inner South Belfast (données NINIS) : http://www.ninis2.nisra.gov.uk/InteractiveMaps/People%20and%20Places/People/Benefits/HB_Map/atlas.html

quartiers correspondent à grande majorité aux quartiers mono-confessionnels²⁸⁹. Il est donc logique d'affirmer que dans les deux NRA étudiées, la proportion de logements sociaux est importante. Une enquête du NIHE (n.d.) menée en 2014 dans la NRA de Inner East Belfast a par exemple montré que 48 % des personnes interrogées sur un échantillon aléatoire de 174 répondants vivent dans un logement social.

De la multiplicité des sources

La mise en place des *Neighbourhood Renewal Areas* (NRA) s'inscrit dans la *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS) : c'est politique de régénération urbaine qui concerne plus spécifiquement des espaces urbains les plus défavorisés. Cependant, elle s'imbrique avec d'autres projets d'urbanisme. La grande diversité des acteurs et des périmètres retenus fait qu'un même ensemble géographique peut parfois être concerné par des politiques différentes, qui ne se recoupent pas forcément ou qui n'engagent pas exactement les mêmes acteurs. C'est pour cela par exemple que les *Belfast Area Partnership Boards* (BAPB) produisent des documents stratégiques dans lesquelles sont détaillées des considérations générales sur les NRA. À une échelle plus locale, les *Neighbourhood Partnerships* (NP) produisent eux aussi des plans d'action pour la NRA dont ils ont la charge. Cette littérature est couplée par des études gouvernementales plus larges, notamment du DSD et à laquelle s'ajoutent les documents émanant des consultants ou d'autres sources variées²⁹⁰.

Ce « foisonnement » de la littérature grise est également à mettre en relation avec le très grand nombre d'acteurs engagés dans les différents projets d'aménagement mis en place à Belfast, à des échelles variables. Cette organisation pose question, c'est pourquoi je reviendrai sur ce point, plus particulièrement en partie 3.

Enfin, il apparaît que les délimitations des NRA ne sont pas identiques suivant la littérature grise consultée, notamment en fonction des dates de publications des documents. Les *wards* ont également été modifiés suite à la réforme de 2015²⁹¹. Ainsi, dans le cas de mes études de cas, j'ai choisi d'utiliser deux cartes générées en ligne grâce aux bases de données de la NINIS par soucis de précision, de fiabilité et de comparaison.

²⁸⁹ 91 % des logements sociaux du NIHE à Belfast sont à plus de 80 % occupés par des ménages homogènes, c'est-à-dire composés uniquement des protestants ou bien uniquement de catholiques (Shuttleworth et Lloyd, 2007, cités par Muir, 2013).

²⁹⁰ Voir en bibliographie les documents référencés.

²⁹¹ Ils sont passés de 51 à 60 à Belfast ; ceci est à mettre en parallèle avec l'extension des limites du périmètre du *Belfast City Council* (BCC).

2. Cas d'étude : la NRA de Inner East Belfast, un espace communautaire

2.1. *East Belfast, un quartier protestant*

La compréhension de la fabrique de la ville de Belfast ne peut se passer d'une étude d'un quartier communautaire – et donc mono-confessionnel –, puisqu'il s'agit de la répercussion spatiale du conflit communautaire séculaire qui a façonné l'espace urbain de la capitale nord-irlandaise.

Le choix de l'ensemble de East Belfast se justifie premièrement parce qu'une majorité des travaux scientifiques concernant cette thématique ont porté sur les quartiers communautaires limitrophes de Falls (catholique) et de Shankill (protestant), dans West Belfast, voire dans North Belfast²⁹². Ensuite, parce que East Belfast est limitrophe du Titanic Quarter, au Nord, et du centre-ville, à l'Ouest, ce qui permet d'appréhender les relations entre ces différents espaces, en termes d'échanges et de mobilités habitantes, notamment. De plus, East Belfast est un quartier à grande majorité protestante mais également ouvrière : les chantiers navals Harland & Wolff – sur lesquels se construit aujourd'hui le Titanic Quarter – ont nécessité une main-d'œuvre importante. Cette dernière a historiquement investi le quartier résidentiel de East Belfast.

Ces différents constats m'ont amenée à m'intéresser à la politique de régénération menée à East Belfast, et plus particulièrement dans le cadre de la NRA de Inner East Belfast (*Figure 69*).

²⁹² Voir les références en bibliographie.

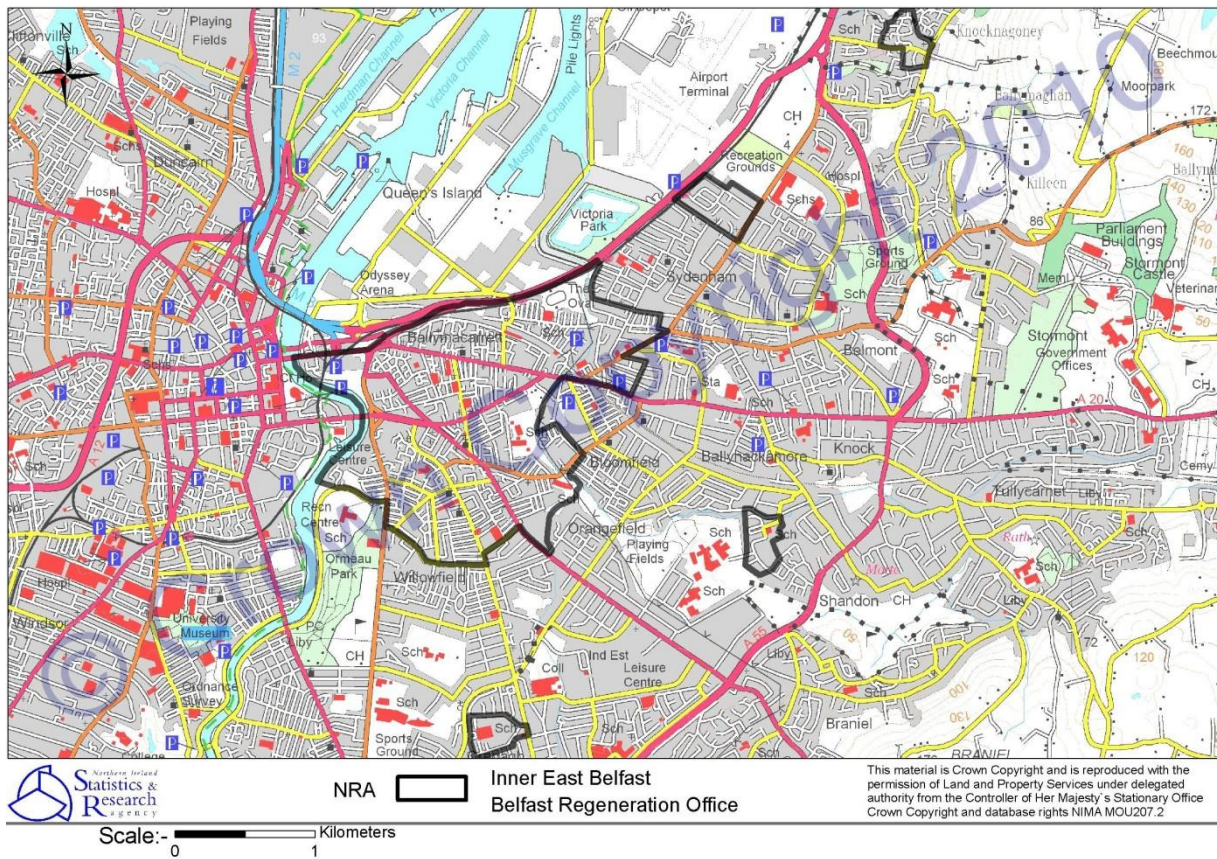


Figure 69 : Inner East Belfast NRA

Source : NINIS, 2010

Le principal acteur engagé dans la mise en place des actions stratégiques du DSD au sein de la NRA de Inner East Belfast est le *East Belfast Partnership*²⁹³ (EBP). Sa structure administrative, le *East Belfast Partnership Board* (EBPB), est composée d'acteurs variés mais qui reste à l'image du profil protestant du quartier.

Le *Skainos project*, un centre communautaire qui fait partie du plan d'action de la NRA, est présenté comme un véritable espace partagé au sein d'un quartier traditionnellement protestant et donc homogène.

²⁹³ Au moment de la rédaction, le *East Belfast Partnership* a été renommée *Eastside Partnership*.

2.2. Le Skainos project : maison de quartier ou véritable espace partagé ?

Considéré comme un *flagship project* (SEUPB, 2012 ; D. McFeeters, entretien, 20/05/2015), le *Skainos project* est un projet de régénération qui suit une logique *bottom-up* (A. Walsh, entretien *, 11/08/2015) au sein de la NRA de Inner East Belfast. Le but annoncé sur son site internet est de le suivant : « *providing shared space for community transformation and renewal. (...) [and to] contribute to the holistic regeneration of one of the most economically and socially deprived communities in Northern Ireland.* »²⁹⁴ L'usage du lieu – appelé *Skainos*²⁹⁵ – est multiple puisque le centre propose une salle de conférence, la location de salles pour des rassemblements ou encore une crèche et des logements privés et sociaux²⁹⁶. Il est également le siège de plusieurs organismes bénévoles ou du secteur communautaire. La *East Belfast Mission* est le groupe à l'origine du *Skainos project*. Il s'agit d'une association caritative qui fait partie de l'Église méthodiste d'Irlande, soit une Église protestante. Comme le note G. Jordan²⁹⁷ : « *the foundation of the Skainos project rests on firm theological bedrock.* » (Jordan, 2011, n.p.). Cela a des conséquences sur l'environnement de *Skainos* puisqu'il n'y a par exemple pas d'alcool servi lorsque sont organisées des conférences ou des réunions (D. McFeeters, entretien, 20/05/2015). Cependant, le projet initial de la *East Belfast Mission*, qui souhaitait déménager ses locaux dans un nouveau bâtiment, a pris de l'ampleur et a attiré des partenaires de la communauté locale jusqu'à la mise en place d'un projet de régénération qualifié de « *urban village* » (Collaboration NI, n.d.). Deux acres vacants sur Newtownards Road²⁹⁸ – considérée comme une *arterial route* – sont ainsi devenus le site sur lequel a pris forme le *Skainos project* (**Figure 70**).

²⁹⁴ <http://www.skainos.org>

²⁹⁵ Ce terme est tiré du grec et signifie « tente ». Sur une ancienne version du site internet de la *East Belfast Mission* que j'avais conservée et qui n'est aujourd'hui plus accessible, on pouvait lire que ce terme était dérivé d'un mot grec d'origine biblique et lié à la tradition et à l'histoire chrétienne : « *the name Skainos speaks of the importance of practical engagement with a community by figuratively pitching a tent in its midst, and it hints at the notion of hospitality and the extended family.* » G. Jordan (2011) y voit le caractère symbolique de ce choix de nom, puisque le *Skainos project* a pour objectif de réunir en un même lieu – sous une même « tente » – ceux qui partagent l'idée de réconcilier les communautés grâce à un aménagement urbain.

²⁹⁶ Au moment de ma visite à *Skainos*, il y avait 17 appartements privés et une vingtaine gérée par Oaklee Housing – une *housing association* en charge des logements sociaux (D. McFeeters, entretien, 20/05/2015).

²⁹⁷ L'auteur précise sa partialité : il était le directeur du projet pour le compte de la *East Belfast Mission*.

²⁹⁸ Le site appartenait à l'Église méthodiste et a été transféré à *Skainos* en contrepartie d'un auditorium laissé à l'usage de l'Église (D. McFeeters, entretien, 20/05/2015).



Photo 1 :
Le bâtiment *Skainos*. Au rez-de-chaussée, sur Newtownards Road, des locaux sont disponibles et destinés à être loués à des commerçants. En arrière-plan, on distingue un mur végétal qui est le premier jardin vertical de toute l’île d’Irlande.



Photo 2 :
Un exemple d’espace public – au sens urbanistique – avec la place Skainos Square. Au fond, l’accueil du bâtiment ; à gauche l’accès aux appartements, à droite, un café qui donne sur des tables installées dehors.



Photo 3 :
Newtownards Road, vue des toits du *Skainos*. Le paysage urbain rappelle instantanément que l’on se trouve dans le quartier protestant de East Belfast, comme en témoigne les *murals* aux messages politiques représentant des paramilitaires loyalistes cagoulés.

Figure 70 : Planche photographique du *Skainos project*

Sources : Adèle Schar, mai 2015 (photos 1 et 2) et mai 2014 (photo 3)

Ouvert en octobre 2012 au terme de 12 ans de développement, le coût total du *Skainos project* se chiffre à 21 millions de livres sterling (SEUPB, 2012 ; A. Walsh *, entretien, 11/08/2015). Il a été financé par le DSD, *East Belfast Mission*, le *International Fund for Ireland*²⁹⁹ ainsi que l'Union Européenne. Pour cette dernière, les fonds proviennent du programme PEACE III³⁰⁰ – au sein de la thématique *Creating shared public spaces* – à hauteur de 7 millions d'euros (SEUPB, n.d.-a)

Aujourd'hui, la *East Belfast Mission* est la principale locataire installée dans le bâtiment *Skainos*³⁰¹ et gère entre autres le café, la crèche ou encore un foyer pour les personnes sans domicile³⁰² (D. McFeeters, entretien, 20/05/2015). Des cours de gaélique sont également proposés (entretien anonyme d'un représentant de EBP, 05/2014 ; A. Walsh *, entretien, 11/08/2015)³⁰³. D. McFeeters qualifie ce projet linguistique comme étant « *very much a first step for this area. To start to not only welcome folks who's have an interest in Irish culture and background but also Irish language. (...) Classes are very popular.* » Néanmoins, il admet qu'il est possible que cela soit difficile pour les catholiques – de l'enclave de Short Strand, située à environ 500 mètres, notamment – de venir à *Skainos*, puisqu'ils peuvent croiser l'interface de Templemore Avenue sur leur chemin ou longer Newtownards Road et passer devant les *murals* paramilitaires aux messages hostiles (**Figure 70**).

²⁹⁹ Il s'agit d'une organisation internationale indépendante qui a été créée conjointement à la fin des années 1980 par les gouvernements anglais et irlandais : <https://www.internationalfundforireland.com>

³⁰⁰ Ce même fond a notamment financé le *Peace bridge* qui traverse la rivière Foyle, dans la ville de Derry/Londonderry (voir annexe 5).

³⁰¹ D'autres associations sont également présentes.

³⁰² Le foyer est géré conjointement avec la *housing association* Oaklee. Voir la page du projet pour plus d'informations : <http://www.ebm.org.uk/hosford>

³⁰³ Un article de *BBC News* (09/01/2014) souligne que la demande de cours de gaélique est croissante et qu'environ 90 % des apprenants sont protestants : <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-25654557>

De la difficulté de parler « librement » des relations entre catholiques et protestants en entretien

Suite à cet échange sur la nature de l'intégration des catholiques au *Skainos project*, j'ai essayé d'en savoir plus les moyens que mettait en place les acteurs pour faire participer à la fois les catholiques et les protestants au projet – comme par exemple l'existence de tables rondes intercommunautaires. D. McFeeters, *Senior Executive / Acting* au sein de *Skainos* m'a dès lors demandé de couper mon enregistrement. Il ne souhaitait pas me parler des éventuels échanges qui se mettaient en place et m'a amenée à changer de sujet. Il est cependant apparu très clairement que les *community leaders* voient *Skainos* comme un *shared space* – c'est d'ailleurs la promotion qui en est faite – mais que cette conception est beaucoup plus complexe à appréhender pour les habitants du quartier.

Pour conclure, il convient de noter que parmi les priorités contenues au sein de l'objectif *physical renewal* de la *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS) le DSD (n.d.-c) veut encourager les liens entre la NRA de Inner East Belfast avec le Titanic Quarter ainsi que le centre-ville pour que les habitants bénéficient des retombées liées respectivement au développement et à la régénération de ces deux espaces limitrophes. Néanmoins, on dénote peu de lien entre le quartier de East Belfast et le Titanic Quarter, au Nord – ils sont physiquement séparés par la M3 Motorway. Quant au lien avec le centre-ville, il est là aussi limité par la rivière Lagan, à l'Ouest, qui opère une coupure symbolique avec le quartier de East Belfast.

3. Cas d'étude : la NRA de Inner South Belfast, un espace mixte

3.1. *South Belfast est-il réellement un quartier mixte ?*

L'étude de la NRA de Inner East Belfast a permis de présenter la politique de régénération menée dans un quartier communautaire – dans ce cas précis, protestant – par le gouvernement nord-irlandais, conjointement avec des partenaires locaux. Le quartier de South Belfast offre un autre regard puisqu'il est présenté comme « mixte ». Cette considération se retrouve dans les travaux scientifiques ou dans la documentation officielle, comme le note le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) – le passage a été

volontairement souligné : « *Areas of South Belfast exhibit religious characteristics similar to other parts of the city, i.e. areas where at least 90 % of the population is from one of the two main religious traditions. However, large parts of the study area contain "mixed areas" which have remained relatively free of the sectarian tensions which have blighted other parts of Belfast.* » (NIHE, 2006, p. 5).

La mixité affichée de South Belfast m'a également été confirmée lors des entretiens que j'ai menés, et c'est le sentiment qui prévaut sur le terrain. Les marqueurs paysagers et autres artefacts communautaires, comme les drapeaux, les *murals* paramilitaires... ne sont pas (si) présents, voire quasiment inexistantes – ce constat restant à nuancer si l'on retient quelques périmètres à l'échelle très fine. Le quartier de South Belfast est également celui de la Queen's University, ce qui attire une population plutôt jeune, parfois étrangère. A.M. White, qui exerce au sein du *Lower Ormeau Residents' Action Group*, considère d'ailleurs qu'un étudiant est par défaut en transit, il ne restera pas (A.M. White, entretien, 26/03/2015)³⁰⁴.

À l'échelle plus globale, South Belfast est également un quartier aisé : « *South Belfast is often perceived as being the most affluent sector of the city.* » (NIHE, 2006, p. 5). Cela se traduit dans les faits par des prix immobiliers plus élevés qu'ailleurs à Belfast.

Il me paraît dès lors judicieux d'interroger la mise en place de projets de régénération dans un quartier résidentiel péricentral qui semble plus « classique » ou « normal » car loin de la ségrégation et des tensions visibles dans d'autres quartiers – comme East Belfast, par exemple. De plus, cela permet de questionner les problématiques sociales et économiques relevées par le DSD, puisqu'elles nécessitent la mise en place de deux NRA, dont celle qui correspond au projet de régénération de la NRA Inner South Belfast (**Figure 71**). Enfin, l'emplacement de cette NRA au Sud du centre-ville donne à interroger la continuité – sociale, spatiale – qu'il peut exister entre ces deux espaces limitrophes et identifiés comme cas d'étude au sein de ma typologie de recherche.

³⁰⁴ Le NIHE (2006) a observé un net changement dans la composition des ménages de South Belfast : les familles ainsi que les résidents âgés y sont moins représentés que dans le reste de la ville. Cela s'explique en partie par la présence de la Queen's University puisque les étudiants ont souvent investi les environs immédiats de l'université. Les maisons familiales ont changé d'usage et sont désormais propices à la colocation (voir chapitre 7).

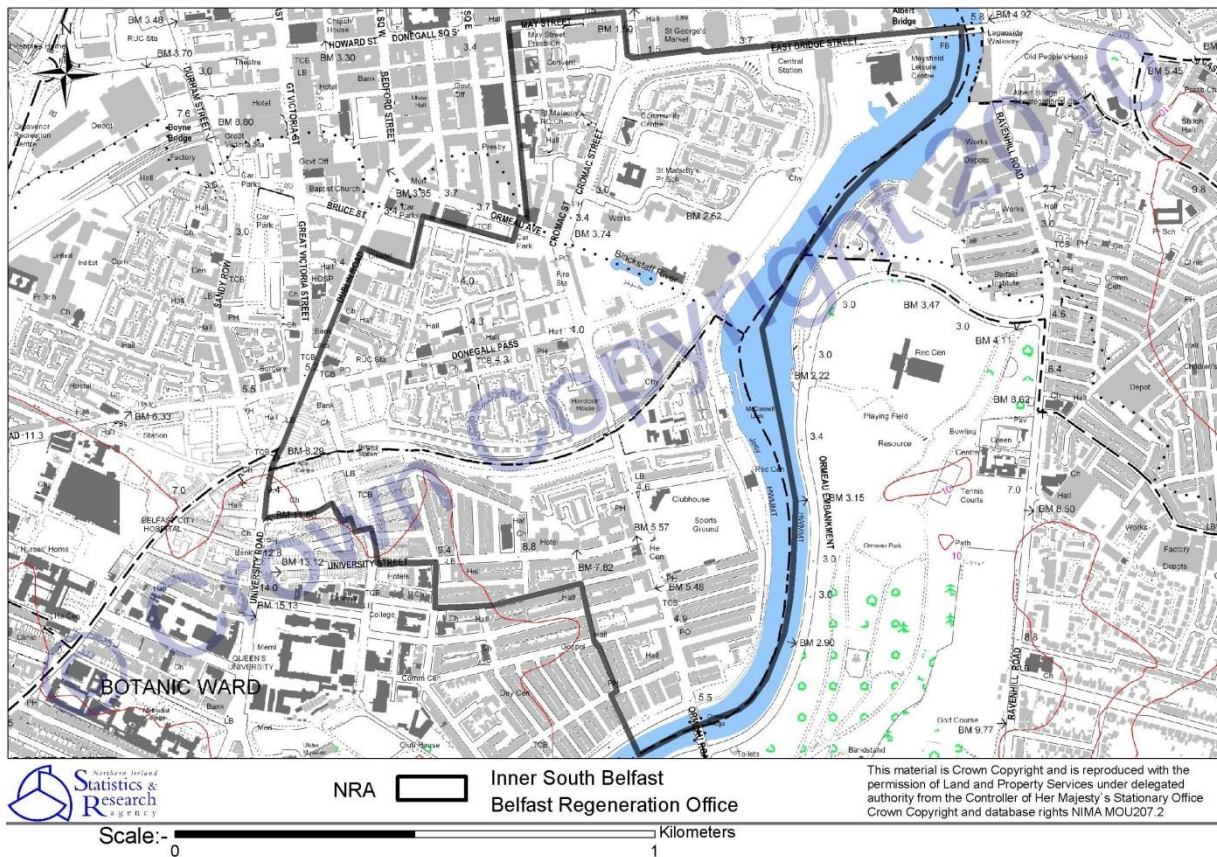


Figure 71 : Inner South Belfast NRA

Source : NINIS, 2010

En s'appuyant sur des données de 2008, le DSD (2011-b) chiffrait à 7 % le pourcentage de population au sein de la NRA de Inner East Belfast n'appartenant ni à la communauté protestante, ni à la communauté catholique ; ce chiffre passe à 16,5 % en 2011 (DSD, n.d.-e) ce qui démontre une augmentation de la population non concernée par la classification confessionnelle traditionnelle. Cette catégorie correspond à la donnée statistique « *Black and Minority Ethnic (BME) backgrounds* » ; elle est assimilée dans le langage des acteurs de l'urbain et dans les textes officiels à l'expression « minorité ethnique » – il faut donc la comprendre comme « ni catholique, ni protestant ».

Il apparaît, à la lecture de la littérature grise et au cours des entretiens, que si la NRA de Inner East Belfast est prise comme un tout, il s'agit plutôt d'un espace catholique (E. Campbell, entretien, 13/03/2015) – bien que des données récentes montrent une diminution globale de la population issue de la communauté catholique comme protestante aux profits des minorités. Mais dans le détail, trois communautés sont présentes au sein de

la NRA : Donegall Pass (il s'agit d'une communauté de résidents protestante)³⁰⁵ ainsi que The Markets et Lower Ormeau (ce sont des communautés catholiques). Encore une fois, il convient de remarquer que les propositions au sein de l'objectif *community renewal* concernent de *prime abord* uniquement les communautés « traditionnelles » de Belfast, à savoir les catholiques et les protestants. Ce sont d'ailleurs uniquement les représentants de ces trois communautés de résidents – Donegall Pass, The Markets et Lower Ormeau – qui font partie du bureau du *Inner South Belfast Neighbourhood Partnership* – 9 représentants communautaires, soient 3 pour chaque communauté (DSD, n.d.-d).

Le DSD (2011-b) note la difficile implication des minorités ethniques, comparée à celle des trois communautés traditionnelles de résidents de Inner South Belfast. Il avance comme hypothèse que les minorités ethniques ne se considèrent finalement que peu comme faisant partie intégrante de la communauté de Inner East Belfast au sens large car elles sont souvent de passage, en témoigne leur statut de locataire du secteur privé³⁰⁶.

D. Long, de *Mediation Northern Ireland*, est plus critique, notamment quant aux relations qu'entretient la communauté rom – les « *Romanian Roma* » – avec les habitants « traditionnels » de South Belfast. Elle résume cette complexité : « *[South Belfast] is probably the most mixed area of Belfast. But what I would intend to say is that it is very multicultural but not so much intercultural* » (D. Long, entretien, 25/03/2015).

³⁰⁵ E. Campbell précise que les choses peuvent se compliquer au sein même d'une communauté à première vue homogène, puisque dans le cas de Donegall Pass, il existe une forte activité paramilitaire avec une scission entre des soutiens soit à la milice UVF, soit à l'UDF (E. Campbell, entretien, 13/03/2015).

³⁰⁶ Ce constat me semble relativement hâtif. De plus, D. Long (entretien, 26/03/2015) précise que la communauté rom a en théorie le droit de déposer un dossier pour un logement social, mais que dans les faits, cela s'avère très compliqué. Ceci expliquerait qu'une partie des « minorités ethniques » n'a pas recours aux applications concernant les logements sociaux. Ceci démontre néanmoins que le logement social est bien un catalyseur pour les communautés catholiques et protestantes.

Difficultés liées à l'étude de la NRA de Inner South Belfast

Si l'on voulait résumer le profil de South Belfast, il apparaîtrait que c'est un espace relativement dual. Plus au Nord et proches du centre-ville se trouvent des « poches » de pauvreté et de tensions communautaires, bien qu'elles soient peu « visibles » et importantes (dans le paysage urbain, dans les statistiques...) par rapport aux quartiers très affirmés au niveau communautaire (comme East Belfast, Falls et Shankill à l'Ouest...). C'est notamment ce que vise la NRA de Inner East Belfast, puisqu'elle concerne une zone d'action où cohabitent trois communautés de résidents (une protestante, deux catholiques). Cependant, plus au Sud, passés la Queen's University mais également la rivière Lagan, South Belfast est plus aisé, et définitivement plus « mixte ».

Or, c'est dans ce contexte que E. Campbell, *Urban Regeneration Officier* pour le compte du *South Belfast Partnership* (SBP) travaille à la fois sur la zone d'action de la NRA de Inner South Belfast mais également sur celle de le NRA de South West « *because they've so much common issues* ». Elle reconnaît d'ailleurs à ce propos qu'il est étonnant que le DSD ait proposé deux NRA : « *Yes, it's strange. In West Belfast Partnership I think they're five or six NRAs³⁰⁷. I don't know why. They get a lot of money (...) for being their own unique area.* » (E. Campbell, entretien, 13/03/2015). Cette remarque rejoint le constat observé, il y a vingt ans déjà, par M.-T. McGivern, membre du *Belfast City Council* (BCC). Elle voyait dans le recours au partenariat le suivi d'une tendance généralisée avec comme écueil de se focaliser sur la mise en place avant de s'interroger sur l'objectif réel du partenariat, d'autant plus que c'était un moyen d'obtenir des financements : « *Everybody is doing it [partnership] and I believe often whether it is the most effective way to get something done or not. There is a seduction in partnership (...). In the end we may succeed in making everyone feel involved and wanted but we may achieve nothing sustainable or impacting in the long-term.* » (M.-T. McGivern, citée par OECD, 2000, p. 179).

J'ai pendant un temps envisagé de trouver un cas d'étude plus « mixte » en cherchant des projets d'aménagement ou des politiques urbaines qui concerneraient le South Belfast aisé et « vraiment » communautairement mixte. Il s'avère que le Sud même de South Belfast est moins concerné par ces questions. Parce qu'il est à très grande majorité résidentiel, et donc quasiment mono-fonctionnel, mais surtout parce qu'il a moins intéressé les acteurs de l'urbain, puisque d'autres parties de la ville devaient être prioritairement ciblées (comme les espaces du conflit, pour lesquels des mesures sont nécessaires pour revitaliser l'espace urbain, ou les espaces en déclin/désindustrialisés). Cela m'a été confirmé par un membre du DSD : « *There is no need to urban development in mixed neighbourhoods.* » (entretien anonyme *, 03/2015). Continuer mon étude de la NRA de Inner South Belfast me permet justement aujourd'hui de nuancer la notion de mixité et de garder une certaine cohérence avec mes autres zones d'études (tant méthodologiquement que spatialement) et de conclure qu'en effet, dans un espace globalement perçu comme mixte, il existe de grandes disparités.

Ce questionnement sera réinterrogé en lien avec les questions de mixité et d'urbanité partagée, dans la partie 3.

³⁰⁷ Il en existe cinq : <http://www.westbelfast-partnership.com/what-we-do/neighbourhood-renewal>

3.2. Shaftesbury Square, un projet limitrophe

Cette étude de South Belfast peut se conclure en ouvrant sur un projet limitrophe aux deux NRA de South Belfast, c'est-à-dire celle de Inner South Belfast prise comme cas d'étude mais également celle de South West Belfast.

Shaftesbury un *ward* sur lequel se trouvent les deux communautés de résidents : The Markets – catholique – et de Donegall Pass – protestante. Le *ward* est cependant un peu plus large que le périmètre retenu pour la NRA de Inner South Belfast (DSD, 2011-b). Le *ward* de Shaftesbury est celui dans lequel on dénombre le plus de logements sociaux de tout South Belfast : 66 % (NIHE, 2006). C'est également celui où la *deprivation* est la plus importante (*Inner South Belfast and South West Belfast action plans 2011-2015*, cités par GM Design associates, 2013.).

Shaftesbury Square est considérée par le DSD comme le nœud principal de communication de South Belfast où piétons, voitures et transports en commun se croisent ; c'est également là que convergent une partie des *arterial routes* de South Belfast³⁰⁸ (**Figure 72**).

³⁰⁸ <http://www.southbelfast.org/site/Article.aspx?x=70>

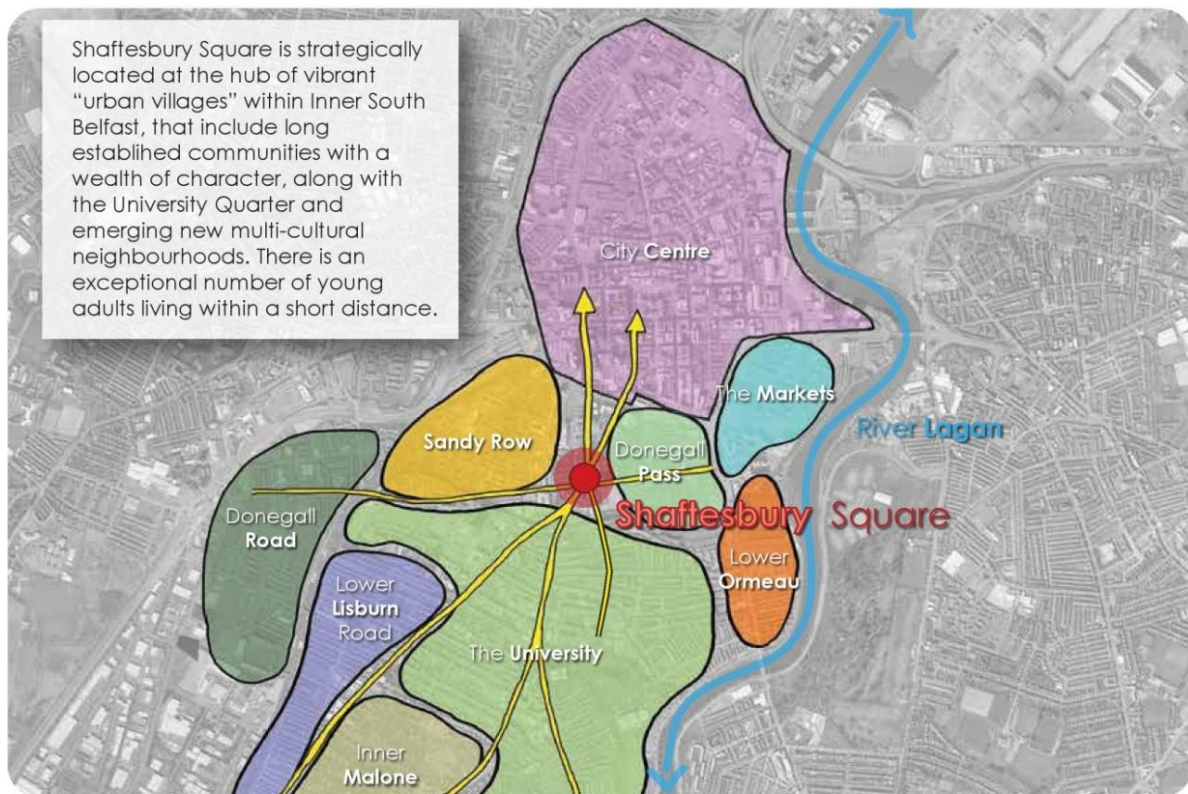


Figure 72 : Shaftesbury Square

Source : DSD, 2014-2015

N.B. : Les quartiers limitrophes sont Sandy Row (à l'Ouest) et Donegall Pass (à l'Est), des quartiers ouvriers et protestants ; le centre-ville (au Nord) encore peu résidentiel et le quartier universitaire (au Sud) qui concentre une population majoritairement jeune et étudiante.

Aujourd'hui, le DSD voit néanmoins Shaftesbury Square comme un espace en déclin, puisque de nombreux îlots sont vacants et le bâti n'est pas en bon état, ce qui a pour conséquence de présenter un *public realm* de mauvaise qualité³⁰⁹. Le projet de régénération autour de la place est en cours. Il atteste d'une volonté des acteurs de l'urbain de « créer du lien » entre les communautés adjacentes et d'en faire un « hub » économique et social grâce à l'établissement d'un espace public – et civique – de qualité : « *The restoration of Shaftesbury Square, surpassing its previous zenith a century ago, as a major city hub, giving an experience of urban life, comparable to the best in similar European cities, by restructuring the space to provide an attractive link between the suburbs of South Belfast and the City Centre, where it is an enjoyable experience to live, work, do business and relax.* » (DSD, 2014-2015, p.4). Les consultants en charge de mener le schéma directeur

³⁰⁹ Voir chapitre 5.

(*development framework*) concluent leur rapport en faisant référence à des exemples internationaux de quatre autres espaces publics – Postdamer Platz, à Berlin ; Oxford Circus, à Londres ; Shibuya, à Tokyo ; Time Square, à New York – qui sont présentés en exemple dans la perspective de réhabilitation de Shaftesbury Square puisqu'ils permettent d'agir sur l'espace, comme le montrent l'utilisation respective de mots-clefs : « *take back* », « *re-invent* », « *share* » et « *enjoy* » [*the space*] (GM Design associates, 2013, n.p.). Shaftesbury Square permettrait de promouvoir un lien spatial – et social – entre les quartiers adjacents.

En conclusion, ce chapitre a présenté la mise en place de politiques de régénération urbaine dans deux quartiers résidentiels péri-centraux, East Belfast et South Belfast, à travers la politique gouvernementale de *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS). Plusieurs constats s'observent. D'abord, la politique mise en place par le DSD est complexe, bureaucratique et implique un nombre d'acteurs conséquents, à l'expérience variée et donc difficiles à identifier. Ensuite, la NRS a eu un coût important. En effet, dans le bilan de ses premières années, elle a représenté un coût total de 91 millions de livres sterling pour les 36 NRA d'Irlande du Nord, entre 2003-2004 et 2008-2009 DSD (2011-a) ; la NRA de Inner East Belfast a bénéficié de la plus grosse enveloppe avec 5,7 millions de livres sterling³¹⁰. Le rapport final conduit par le cabinet indépendant RSM McClure Watters (DSD, 2014) annonce que la NRS aura finalement coûté 194 millions de livres sterling, ce qui correspond à une moyenne de 19 millions de livres sterling par an. En outre, les conclusions du rapport sont relativement pessimistes quant à l'amélioration de la situation dans les NRA, puisque seulement 8 *wards* parmi ceux qui composent les NRA sont sortis du classement des 50 considérés comme les plus en difficulté d'Irlande du Nord. Enfin, le conflit communautaire reste présent ; même s'il n'est pas visible dans la ville – notamment dans South Belfast – ou parfois éludé dans certains discours ou documents des acteurs de l'urbain, il a des conséquences, sur la mise en place des projets d'aménagement et sur les possibilités de produire la ville. Le DSD note lui-même dans ses rapports que le conflit et la ségrégation communautaires accroissent les désavantages observés dans certains quartiers : « *We must address community division and tension – in many neighbourhoods, deprivation is exacerbated by religious segregation and community conflict* ». (DSD, 2005-a, p. 7).

³¹⁰ Cela est à mettre en parallèle avec le fait qu'elle est la plus peuplée et la plus étendue des 36 NRA.

Conclusion de la deuxième partie

Cette partie a présenté les projets d'aménagement proposés par les acteurs de l'urbain à Belfast. Après un rappel de la mise en place des politiques urbaines à partir des années 1980 en parallèle d'une progressive stabilisation du conflit communautaire, quatre cas d'étude ont été présentés. Il en ressort que le centre-ville et le Titanic Quarter apparaissent comme des quartiers à fort potentiel commercial et touristique. Ils sont la « vitrine » d'une ville compétitive et dans laquelle peuvent prendre place des projets standardisés, notamment dans les villes européennes. Ces espaces permettent ainsi d'encourager une fabrique urbaine tournée vers la production d'une ville neutre.

Dans les quartiers résidentiels, la situation est différente. D'une part, j'ai choisi d'identifier deux projets de régénération comparables – les NRA – dans deux espaces qui apparaissent pour le premier communautaire et pour le second mixte. Il apparaît que les politiques établies, les acteurs engagés, les temporalités des projets rendent difficile la lecture de ces politiques. Surtout, c'est avant tout une scission qui s'opère : non pas entre deux groupes communautaires, mais entre deux classes sociales. Les NRA, par définition, ciblent des populations défavorisées. Elles constituent finalement des « poches de pauvreté » au sein même des quartiers qui peuvent sembler économiquement homogènes.

Comme le notait A. Slevin (entretien, 14/05/2014) ce n'est pas la même chose de mettre en place des projets dans le centre-ville et dans les quartiers péri-centraux – les *neighbourhoods* – puisque ceux qui font usage de l'espace ne sont pas forcément les mêmes. Il faut comprendre entre les lignes que les espaces neutres s'adressent à une classe moyenne et supérieure déconnectée du conflit communautaire. En parallèle, les populations ouvrières se fixent dans les quartiers mono-confessionnels. Par extension, ce ne sont pas les mêmes interlocuteurs lors des réunions publiques – les *community groups* étant importants dans les quartiers résidentiels. Pour M. Hackett (entretien, 20/03/2015) la politique menée dans le centre-ville de Belfast est économiquement et socialement exclusive : « *Make it "neutral"... But by "neutral", what they really mean is make it middle-class.* ».

« Hargreaves ne cesserait jamais de s'en étonner : les gens votaient pour des criminels en pleine connaissance de cause. L'électorat d'Irlande du Nord était sûrement l'un des plus cyniques au monde. L'homme du peuple savait lire entre les lignes d'un discours mieux que n'importe quel analyste politique, sans en croire un traître mot. Et pourtant, les suffrages s'exprimaient à l'identique, élection après élection. Finalement, songeait Hargreaves, on ferait aussi bien de compter les voix par appartenance religieuse, ce serait plus simple. »

(Neville, 2011, p. 53)

TROISIÈME PARTIE : LE(S) URBANITÉ(S) DE BELFAST

Les politiques urbaines, qu'elles se soient traduites par des opérations d'aménagement qui ont ciblées la ville-centre et les anciennes friches industrielles – les espaces neutres – ou en projet de régénération des quartiers les plus défavorisés – les espaces communautaires – ont toutes eu a charge de promouvoir une urbanité partagée.

Cette partie questionne l'existence d'une telle urbanité, qui fédérerait l'ensemble des habitants, notamment dans le centre-ville et dans l'espace mixte de South Belfast (chapitre 7). Elle analyse ensuite les dynamiques de l'entre soi dans les quartiers mono-confessionnels, puisque l'identité communautaire est un facteur résidentiel (chapitre 8). Pour conclure, elle interroge la gestion urbaine duale de la ville qui, en encourageant le marketing urbain et le *place branding*, rend les espaces neutres socialement et spatialement exclusifs ; les récents changements de la gouvernance urbaine ouvrent la réflexion les nouvelles possibilités de fabrique urbaine (chapitre 9).

CHAPITRE 7 : Existe-t-il urbanité partagée ?

Ce chapitre rend compte de la complexité des rapports sociaux au sein de différents quartiers de Belfast, qu'ils soient pensés comme neutres et censés promouvoir le vivre ensemble ou perçus comme mixtes de par l'apparente diversité de la population résidente. Il pose la question de la possible normalisation d'une société grâce à l'ingénierie spatiale.

1. *Neutral* ou *shared* ? Quand les politiques de la ville promeuvent des espaces urbains « partagés »

1.1. *D'un idéal politique post-confliktuel...*

Depuis la fin des de la guerre civile, les autorités nord-irlandaises se sont engagées dans la promotion d'une Irlande du Nord post-confliktuelle. En raison du contexte local et d'une histoire teintée de violence et de sectarisme, elles ont notamment fait de la promotion de ce qu'elles nomment « *good relations* » – ou « bonnes relations » – leur priorité depuis la signature des accords de paix de 1998 (Johnson et Tatam, 2009). Cela passe notamment par une amélioration du vivre ensemble afin de dépasser les tensions qui ont conduit à l'affrontement des communautés catholiques et protestantes pendant les *Troubles*. La garantie de « bonnes relations » passe par la promotion d'une société généralement définie comme « *shared* » – ou « partagée ».

Ces termes – « *good relations* » et « *shared* » – sont largement présents dans la documentation officielle et dans le discours des acteurs. La difficulté est qu'ils sont relativement flous, parce que non-définis ou mobilisés de façon hâtive. Il existe de nombreux documents émanant de différents sources variées (exécutif nord-irlandais, agences gouvernementales, établissements publics indépendants, Union Européenne, services de polices, *think tanks*, consultants indépendants, études officielles commandées à des chercheurs, articles universitaires...) traitant soit de façon frontale ces thèmes, soit au regard

de problématiques plus englobantes³¹¹. Ceci est la preuve, encore une fois, du foisonnement de littérature renvoyant aux questions post-confliktuelles en Irlande du Nord³¹².

Les « bonnes relations » sont un concept véritablement anglo-saxon qui ne semble d'ailleurs pas avoir beaucoup de répercussions hors du Royaume-Uni (Jonson et Tatam, 2009). R. McVeigh (2014-b) note cependant le manque de consensus autour de ce que sont les « bonnes relations » en Irlande du Nord, alors que, paradoxalement, cette expression est définie dans la loi anglaise, écossaise et galloise. Effectivement, la *Equality Commission for Northern Ireland* (ECNI)³¹³ rappelle que la législation nord-irlandaise ne détermine pas ce que sont les « bonnes relations » – et propose par conséquent sa propre définition : « *The growth of relationships and structures for Northern Ireland that acknowledge the religious, political and racial context of this society, and that seek to promote respect, equity and trust, and embrace diversity in all its forms.* » (ECNI, 2008, p. 2).

La promotion en Irlande du Nord de ces « bonnes relations » au sein d'une société « partagée » est principalement exprimée au niveau gouvernemental dans deux documents stratégiques publiés par l'exécutif nord-irlandais respectivement en 2005 puis 2013. Les titres – et sous-titres – sont évocateurs : *A shared future : policy and strategic framework for good relations in Northern Ireland* (OFMDFM, 2005-a)³¹⁴ suivie par *Together : building a united community* (OFMDFM, 2013). Leurs objectifs respectifs sont mentionnés dans la **Figure 73**.

³¹¹ Les sources sont pléthoriques. Je ne peux ici toutes les présenter – et ce n'est pas l'unique propos de cette recherche ; j'ai donc sélectionné celles auxquelles j'ai pu avoir accès et qui me paraissent les plus pertinentes.

³¹² Le site d'archive *Conflict Archive on the INternet* (CAIN) propose des listes – conséquentes – de documents proposant une introduction à la thématique des relations communautaires en Irlande du Nord, parmi lesquels ceux qui se rapprochent de la politique gouvernementale « *A shared future : policy and strategic framework for good relations in Northern Ireland* » : <http://cain.ulst.ac.uk/issues/community/index.html>

³¹³ Il s'agit d'un établissement public créé en 1998. Indépendant des différents *Departments*, il est piloté par le *Office of the First Minister and deputy First Minister* (OFMDFM) sous la forme d'un *quango*.

³¹⁴ Pour plus de commodités de lecture, je référerai désormais à cette politique sous le nom de *A shared future*.

<i>A shared future</i>	<i>Together : building a united community</i>
« <i>The establishment over time of a <u>normal</u>, <u>civic</u> society, in which all individuals are considered as equals, where differences are resolved through dialogue in the <u>public sphere</u>, and where all people are treated impartially. A society where there is equity, respect for diversity and a recognition of our interdependence »</i>	« <i>a <u>united</u> community, based on equality of opportunity, the desirability of good relations and <u>reconciliation</u> - one which is strengthened by its diversity, where cultural expression is celebrated and embraced and where everyone can live, learn, work and socialise together, free from prejudice, hate and intolerance. »</i>

Figure 73 : Les objectifs des politiques post-confliktuelles en Irlande du Nord
Sources : OFMDFM, 2005-a, p. 7 (gauche) et OFMDFM, 2013, p. 3 (droite)

Certains termes – volontairement soulignés – me semblent révélateurs puisqu'ils renvoient à l'image que le gouvernement souhaite transmettre de la société nord-irlandaise au sortir des *Troubles*. En 2005, elle doit redevenir « normale » et « civique » – ce qui revient à dire que ce n'était pas le cas jusqu'à présent³¹⁵. De plus, elle doit résoudre les problèmes d'une manière pacifique – alors que les *Troubles* ont constitué le paroxysme de la violence entre catholiques et protestants. En 2013, le discours change, puisque la société nord-irlandaise doit désormais être « unie » et promouvoir la « réconciliation » – il faut donc continuer de promouvoir une relation harmonieuse, principalement entre catholiques et protestants, tout en faisant la promotion des héritages culturels respectifs de ces communautés³¹⁶. Ainsi, les « bonnes relations » ont d'abord constitué le dispositif-clef du processus de normalisation en l'Irlande du Nord avec la politique *A shared future*, pour ensuite devenir une formulation constante qui fait référence aux tentatives de gestion du conflit communautaire dans la politique *Together : building a united community* (McVeigh, 2014-b). Cette mise en parallèle permet d'observer qu'aujourd'hui, près de vingt ans après la signature des accords de paix, les politiques cherchent encore à apaiser la population nord-

³¹⁵ Durant les *Troubles*, la présence de militaires dans les rues a par exemple contribué à ne pas pouvoir percevoir l'Irlande du Nord comme un espace social « normal », au contraire de la Grande Bretagne et de l'Irlande (Agamben, 1998 et Kearns, 2006, cités par Geoghegan, 2008).

³¹⁶ C'est ce qu'essaye par exemple de mettre en place le *Belfast City Council* (BCC). À mon sens, il éprouve toujours de nombreuses difficultés à contrôler voire à convertir les différentes manifestations – Saint Patrick, marches orangistes... – dans l'espace public en événements familiaux et partagés. Voir *infra* et également chapitre 8, sur le cas des *bonfires*.

irlandaise où les tensions entre les communautés catholiques et protestantes sont encore présentes.

Enfin, à l'échelle européenne, le programme PEACE se concentre également sur cette idée de « partage », comme le montrent les objectifs du programme PEACE III, qui vise notamment à promouvoir « *a shared society* » en parallèle des missions en faveur de la « réconciliation » des communautés (**Figure 74**).

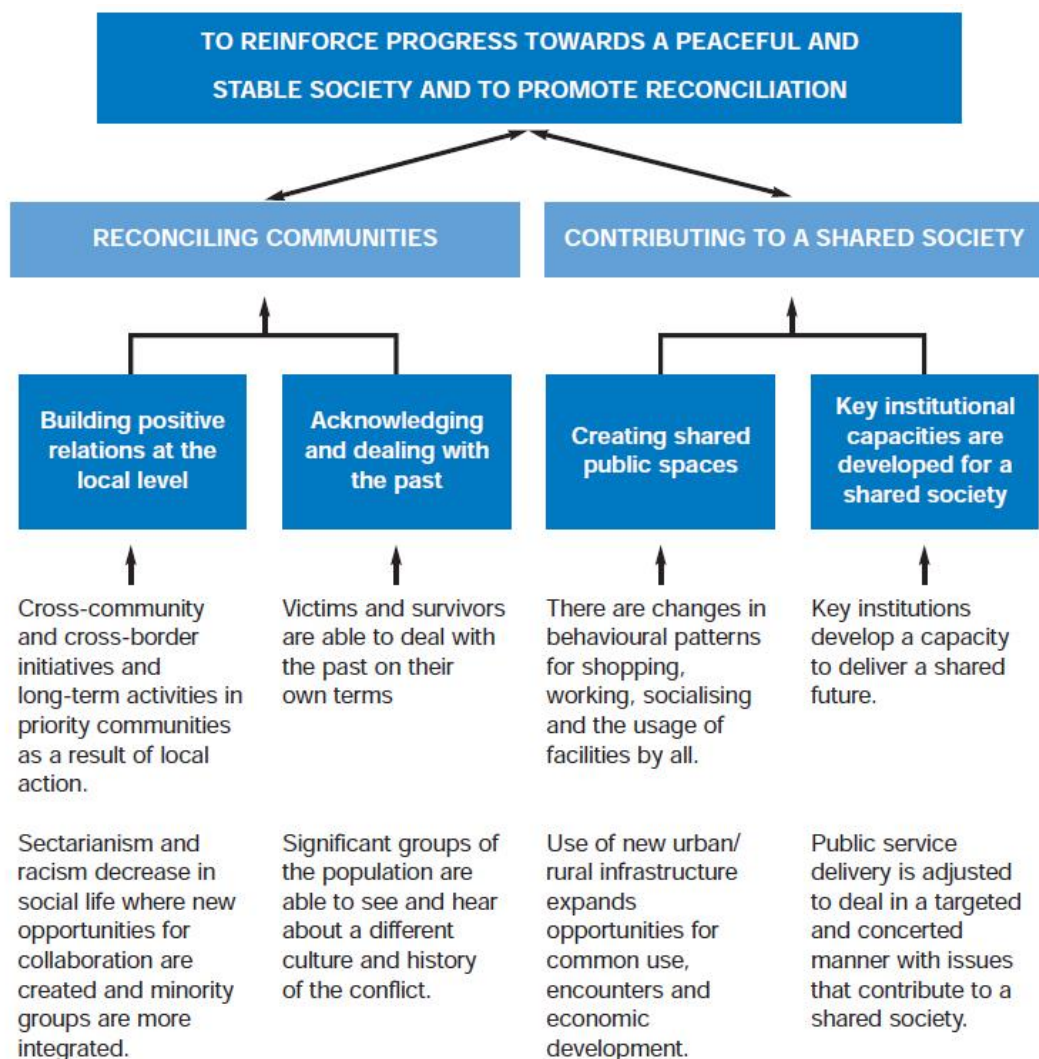


Figure 74 : Structure générale du programme européen PEACE III

Source : SEUPB, n.d.-b

Plus récemment, le programme PEACE IV a succédé à PEACE III, puisqu'il a été mis en place pour la période de 2014 à 2020. Les quatre objectifs stratégiques affichés – « *Shared education* » ; « *Children & young people* » ; « *Shared spaces and services* » ; « *Building*

positive relations at a local level » (SEUPB, 2016) – montrent une continuité avec le programme précédent et le maintien d'une dynamique favorable à la paix et à la réconciliation qui a prévalu depuis la naissance du programme PEACE, en 1995³¹⁷.

En définitive, il est très difficile de comprendre concrètement quels sont les groupes visés par cette politique de « bonnes relations » pour promouvoir une société « partagée » et « unie ». Une première lecture pourrait considérer que les premières personnes concernées sont les catholiques et les protestants. Cela est d'autant plus probable dans la mesure où, comme l'a montré R. McVeigh (2014-b), les relations entre les communautés en Irlande du Nord se sont construites sous la forme d'un paradigme qui traduit la gestion du conflit communautaire par l'État de la division sectaire et « traditionnelle » de la population, entre catholiques et protestants – il a donc eu tendance à exclure les « autres » communautés. En ce sens, l'expression initialement choisie à l'origine de la réflexion sur des politiques visant à encourager le vivre ensemble était « *community relations* ». Le passage à la fin des *Troubles* à l'utilisation désormais récurrente du terme « *good relations* » aurait pu être considéré comme anodin, mais il s'agit en Irlande du Nord d'un changement de terminologie qualifié de « tectonique » par P. Geoghegan (2008, p. 127) : en proposant un sens plus englobant, les « bonnes relations » sont censées dépasser l'écueil d'une politique jugée exclusive à l'encontre des populations qui ne sont ni catholiques, ni protestantes³¹⁸. Cette évolution est à mettre en parallèle avec les récents changements démographiques qu'a connus l'Irlande du Nord et qui se traduisent par l'arrivée de populations d'origine étrangère, notamment à Belfast³¹⁹. Leur intégration dans une ville où la majorité de la population est répartie en deux uniques catégories confessionnelles et où une majorité de l'habitat est ségrégué n'est pas sans poser de nouvelles problématiques, comme le constate le BCC : « *A growing number of minority ethnic groups have settled in Belfast and racism*³²⁰ *appears to be an increasing problem.* » (BCC, 2004-a, p. 39). C'est donc sous l'impulsion de

³¹⁷ Il s'agissait à cette date pour l'Union Européenne de marquer son soutien à l'amélioration de la situation en Irlande du Nord après l'annonce du cessez-le-feu des groupes paramilitaires républicains et loyalistes, en 1994 (SEUPB, n.d.-b).

³¹⁸ Pour des compléments concernant l'évolution de l'utilisation du terme « *community relations* », voir McVeigh (2014-b).

³¹⁹ Non pas qu'elles n'étaient pas présentes en Irlande du Nord avant la signature des accords de paix – certaines sont installées en Irlande du Nord depuis plusieurs décennies (Maillot, 2010) – mais leur part a augmenté ces dernières années ; Belfast reste tout de même largement moins cosmopolite et diverse en comparaison d'autres villes britanniques (BCC, 2004-a).

³²⁰ Il est indispensable de faire un point sur la question de l'utilisation du mot « racisme » ; ce point est traité au sein de l'analyse de l'intégration des populations d'origine immigrée en Irlande du Nord et à Belfast, voir *infra*.

l'essor des populations immigrées que les politiques dites « *race-related* » ont été développées en Irlande du Nord. Elles font officiellement partie du processus de normalisation de la société, comme le confirment les points de vue de nombreux politiciens et autres responsables politiques rapportés par P. Geoghegan (2008) : selon eux, la diversité culturelle doit être considérée comme un progrès en vue de se diriger vers une société nord-irlandaise plus « normale »³²¹. Ne permettrait-elle pas également de sortir du « face-à-face » catholiques et protestants grâce à un tiers – les populations immigrées ? Le choix du vocabulaire dans le discours des acteurs n'est donc, encore une fois, pas anodin puisqu'il essaye de traduire la volonté pour les élus de dépasser l'image de la société conflictuelle des années 1970-2000, pendant les *Troubles*.

1.2. ... à une application dans l'espace urbain : le « shared space »

Les « bonnes relations » s'inscrivent indubitablement dans l'espace. En effet, elles renvoient à la notion de lieu, puisqu'elles sont plus susceptibles de se développer à l'échelle du quartier – notamment dans tout espace physique propre aux interactions sociales – qu'à l'échelle nationale (Johnson et Tatam, 2009). Il existe dès lors une réflexion sur la transposition à l'espace urbain de cet idéal de société « partagée » et en quête de normalisation, qui se retrouve sous l'appellation de « *shared space* » ou « espace partagé ».

La dimension spatiale est un aspect central du conflit communautaire en Irlande du Nord puisqu'il s'avère extrêmement territorialisé ; les politiques en matière d'aménagement jouent dès lors une place très importante dans sa résolution (Gaffikin, McEldowney, Rafferty *et al.*, 2008). L'intérêt croissant concernant le rôle de l'espace public utilisé comme une ressource sociale (Komarova et Bryan, 2014) permet aujourd'hui aux différents acteurs de penser la ville post-conflictuelle en encourageant une fabrique urbaine qui passe par le développement d'espaces partagés.

³²¹ Ce point concernant les minorités ethniques est très important pour comprendre une partie des défis – qui ne sont pas nouveaux mais certainement plus visibles depuis les accords de paix – auxquels doivent faire face les élus nord-irlandais. Il est donc traité de manière plus détaillée dans la thématique plus large de la mixité résidentielle à Belfast, voir *infra*.

Cependant, les documents stratégiques restent relativement vagues sur ce qu'est un espace partagé. Dans la première politique, *A shared future*, il n'est présent que comme un point parmi d'autres à mettre en place dans le but de promouvoir une société partagée (OFMDFM, 2005-a) : l'espace doit être sûr et accueillant – le fait que l'Irlande du Nord sorte à peine, à cette date, de trois décennies de guerre civile explique sans doute ces considérations sécuritaires – tandis que la transition vers une nouvelle « normalité » de la société doit passer par la reconquête du *public realm* via l'interdiction de tous drapeaux et emblèmes communautaires³²². Dans la seconde politique, *Together : building a united community*, il est désormais questions de passer d'espaces « contestés » à des espaces « partagés » ; cela passe par « *promoting shared housing, shared workplaces and shared spaces where people can come together to socialise and interact. (...) to ensure that our towns and villages are truly open and shared spaces where everyone is comfortable, safe and welcomed.* » (OFMDFM, 2013, p. 55). L'espace partagé doit donc concerner la sphère résidentielle comme professionnelle autant que celle de l'espace public au sens urbanistique.

En définitive, le *Forum for Alternative Belfast* (2011) note que les définitions de ce qu'est un espace partagé s'incluent finalement dans le discours des acteurs de l'urbain puisque le « *shared space* » fait désormais partie intégrante du vocabulaire bureaucratique des élus comme des membres des agences gouvernementales. Pour M. Komarova et D. Bryan, malgré l'importance donnée à cette formulation dans les politiques de régénération urbaine nord-irlandaises ces quinze dernières années, il s'avère que « *understandings and policies for sharing space in Northern Ireland have remained rather vague, practised reductively and understood as broadly referring to the ability of people from different ethnonational communities to access and use the same physical spaces.* » (Komarova et Bryan, 2014, p. 427). Le manque de clarté des politiques a entravé la compréhension ainsi que le développement de ces espaces partagés (O'Dowd et Komarova, 2011), d'autant plus qu'en Irlande du Nord, les différents discours identitaires provoquent déjà des compréhensions divergentes sur la contribution des « bonnes relations » comme éléments de création d'une société plus partagée (Komarova, 2008).

³²² Force est de constater qu'une dizaine d'années plus tard, les marqueurs paysagers en lien avec le conflit communautaire n'ont pas encore tous disparus. Aucune « interdiction » au sens légal n'est appliquée dans les espaces mono-confessionnels.

Si des difficultés persistent dans le discours, les espaces neutres de Belfast restent néanmoins les premiers « laboratoires » urbanistiques pour encourager le développement du *shared space*. Ils y sont plus favorables car éloignés de la complexité identitaire qui s'observe dans les quartiers mono-confessionnels et ségrégués.

En effet, le centre-ville est notamment promu comme un espace partagé, dans les textes et pour la majorité des acteurs que j'ai rencontrés en entretien. Pour D. Dornan, du *Belfast City Centre Management* (BCCM) par exemple, il est très important que le centre-ville de Belfast conserve cette image de neutralité : « *It's all about, you know, making our reputation better and about marketing ourselves, and people feel safe in the city centre and don't feel one side or another intimidating them* » (D. Dornan, entretien, 21/05/2014). Les acteurs nord-irlandais souhaitent donc, comme les élus, promouvoir une bonne entente entre les communautés – et également offrir une image positive (voire positivée) de la capitale nord-irlandaise. Or, F. Gaffikin et G. Rafferty (2008) rappellent que si de nombreux acteurs de l'urbain ont commencé à mettre en place une réflexion autour d'une ville « partagée », ils n'ont cependant pas pris la mesure de la contestation et de l'amertume persistantes au sein de la population. Ainsi, le centre-ville reste un espace symbolique de démonstration des tensions communautaires. Deux situations – qui correspondent à deux thématiques très importantes pour chacune des communautés, respectivement protestantes et catholiques – permettent d'illustrer ce paradoxe : les « *flag protests* » et la Saint Patrick.

1.2.1. Les *flag protests*

L'épisode des « *flag protests* »³²³ est révélateur d'un ressenti identitaire prégnant et encore marqué par le conflit communautaire pour certains membres de la communauté protestante de Belfast. En décembre 2012, le *Belfast City Council* (BCC) a décidé que l'*Union Jack* – qui flotte habituellement sur le City Hall – serait retiré pour n'être plus que mis en place certains jours de l'année³²⁴. Je ne peux détailler de ce choix qui repose sur des

³²³ À Belfast, cette série d'événement est connue des habitants, des chercheurs et des médias sous le nom de « *flag dispute* » ou « *flag protest* » (au singulier ou au pluriel).

³²⁴ Il n'y a pas de politique commune à toute l'Irlande du Nord : chaque municipalité décide de la conduite à tenir, mais ce choix est directement lié à l'équilibre politique en place entre les partis – unionistes ou nationalistes (Nolan, Bryan, Dwyer *et al.*, 2014).

positionnements politiques des principaux partis nord-irlandais, le poids majoritaire du parti nationaliste *Sinn Féin* au BCC à ce moment précis et un compromis du *Alliance Party* – étiqueté « autre », donc ni unioniste, ni nationaliste³²⁵. Toutefois, cette résolution consiste véritablement à dépolitiser le centre-ville de Belfast : la neutralisation passe par le retrait des symboles (Slaby, 2012). Ainsi, alors que l'*Union Jack* flottait quotidiennement sur la façade de la mairie – et ce depuis un siècle (*Le Monde*, 16-17/12/2012) –, il n'est aujourd'hui hissé que 18 jours par an³²⁶. Cette décision a eu pour effet immédiat la protestation d'une partie des habitants de Belfast. Les protestants/unionistes ont manifesté leur désaccord dès le lendemain de l'annonce de la décision (**Figure 75**) et pendant plusieurs mois.



Figure 75 : Le début des *flag protests* : un cortège de manifestants se rend au City Hall

Source : Adèle Schar, décembre 2012

³²⁵ Voir chapitre 3.

³²⁶ Ces jours sont des dates symboliques – anniversaire des membres de la famille royale... – décidé par Londres et validés par la *Northern Ireland Assembly* : <http://www.niassembly.gov.uk/about-the-assembly/corporate-information/policies/review-of-the-policy-on-the-flying-of-the-union-flag-at-parliament-buildings> ; d'après un article du *Belfast Telegraph* (21/01/2015) sur les 26 *councils* nord-irlandais, 10 ont fait le choix d'avoir l'*Union Jack* présent 365 jours par an : <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/ten-councils-flying-union-flag-every-day-of-the-year-amid-legal-threats-30924235.html>

Le cas des *flag protests* est tout à fait caractéristique de la politique nord-irlandaise, d'autant que ce genre de contestation s'observe pratiquement tous les dix ans depuis la partition de l'Irlande en 1921 (Nolan, Bryan, Dwyer *et al.*, 2014). Le ressenti encore présent parmi certains membres de la communauté protestante d'une « menace » de la part des catholiques ainsi que leur difficile appréhension des changements qui se produisent en Irlande du Nord depuis la fin des *Troubles* aboutis, encore aujourd'hui, à ce genre de revendication communautaire. Les protestants qui ont défilé – et défilent encore³²⁷ – dans le centre-ville de Belfast voient par extension, dans cette décision du BCC, un rejet et une contestation politique de leur culture, comme le rapporte cette habitante : « *It's not just about the flag any more. In my opinion it is about so much more, such as giving Sinn Féin everything they wanted. They are trying to take away everything that is British in this society. Why should they get everything they want ?* » (citée par *The Guardian*, 12/01/2013)³²⁸. Comme le rappellent P. Nolan, D. Bryan, C. Dwyer *et al.* (2014), ce sentiment de perte d'identité et de fragilisation de la culture protestante/unioniste est guidée par des moteurs multiples qui touchent notamment le domaine sensible, idéologique, culturel, politique et économique.

1.2.2. La Saint Patrick

Un autre événement qui conduit à nuancer l'image d'un centre-ville présenté – et promu – par les élus nord-irlandais comme un espace partagé est le déroulement de la Saint Patrick. La Saint Patrick est considérée comme une fête catholique – puisqu'elle est célébrée chaque année le 17 mars, soit le jour de la mort de Saint Patrick. Néanmoins, elle est aujourd'hui plus largement culturelle et est célébrée en République d'Irlande mais également dans de nombreux autres pays à travers le monde³²⁹. Elle constitue donc un événement majeur de la culture irlandaise.

³²⁷ De nos jours, la lecture de la presse confirme que les *flag protests* ont régulièrement lieu, plusieurs années après cette décision du *Belfast City Council* (BCC). De plus, les *flag protests* ont donné lieu à de nombreuses violences qui ont parfois pu dégénérer. En 2012, elles furent attisées par les milices paramilitaires loyalistes : l'*Ulster Defence Association* (UDA) et l'*Ulster Volunteer Force* (UVF).

³²⁸ <https://www.theguardian.com/uk/2013/jan/13/belfast-protest-flag-young-loyalists>

³²⁹ À commencer par les États-Unis qui ont connu une forte immigration irlandaise.

La première fois que la Saint Patrick a été célébrée dans le centre-ville de Belfast remonte à 1998 (Bryan, 2011 ; Nagle, 2009) – la même année que la signature des accords de paix. En 2006, le BCC finance pour la première fois le défilé à hauteur de 100 000 livres sterling, après un vote très serré – 25 voix contre 24 – qui est dû à la réticence des conseillers unionistes (*The Irish Times*, 06/01/2006)³³⁰. Aujourd’hui, la commémoration publique de la Saint Patrick dans la capitale nord-irlandaise reste toutefois problématique – car encore ternie par le conflit communautaire – malgré la volonté d’en faire un élément cross-communautaire (Keenan, 2015). C’est ce qu’a rappelé le *Belfast City Council* (BCC) aux habitants souhaitant se rendre à l’édition 2017 du défilé : « *Belfast City Council requests that patrons assist in creating a shared event space. Therefore, we reserve the right to restrict access to our events if it is deemed, by the Council, that a patron(s) is/are in breach of this position.* »³³¹. Des chiffres de l’*Institute of Irish Studies* montrent qu’effectivement, des protestants participent au défilé à Belfast : 12 % en 2006 et 17,6 % en 2007 (cités par Bryan, 2011). Cette légère augmentation atteste que, malgré une participation protestante encore largement minoritaire, la Saint Patrick n’est plus uniquement célébrée par la communauté catholique.

Les évènements organisés pas la mairie de Belfast découragent d’une manière générale la présence de drapeaux, d’un côté comme de l’autre³³². Par conséquent, la Saint Patrick, à Belfast, apparaît finalement comme un événement relativement « non-irlandais » selon D. Bryan – ce qui explique peut-être que la participation ne soit pas massive (D. Bryan, entretien, 12/03/2015). En effet, le *Belfast City Council* (BCC) a choisi de distribuer aux personnes venues assister au défilé des drapeaux verts avec le dessin d’un trèfle (**Figure 76**).

³³⁰ <http://www.irishtimes.com/news/belfast-council-to-fund-st-patrick-s-day-event-1.998177>

³³¹ <http://www.belfastcity.gov.uk/events/terms-conditions-st-patricks-day.aspx>

³³² C’est-à-dire les drapeaux faisant référence aux revendications de la communauté catholique – comme avec le drapeau de la République d’Irlande, le *Tricolour* – ou aux revendications de la communauté protestante – avec par exemple l’*Union Jack*.



Photo 1 : Le public venu assister au défilé, composé principalement de famille avec des jeunes enfants.



Photo 2 : Les chars et autres marionnettes articulées défilent sur Chichester Street. En arrière-plan, une boutique du centre commercial Victoria Square.

Figure 76 : Le défilé de la Saint Patrick dans le centre-ville de Belfast

Source : Adèle Schar, mars 2015

Le trèfle est l'emblème de la République d'Irlande. Il fait donc référence au fait que la Saint Patrick est bien un élément de la culture irlandaise, de même que la couleur verte est très symbolique – bien que cela n'ait pas toujours été le cas : lors de précédentes éditions, les trèfles étaient multicolore³³³. De plus, l'ensemble composé des trois couleurs – verte, blanche et orange – rappelant le drapeau irlandais est relativement rare dans la foule, bien qu'il apparaisse sur quelques chapeaux ou de rares drapeaux. Comme le note l'anthropologue K. Keenan : « *In practice, the Council sets a carnival theme each year, one which attempts to inoculate the event against the potential for "overtly Irish" interpretations.* » (Keenan, 2015, p. 116). En ce sens, il s'agit bien ici, plus que de promouvoir un événement de la culture irlandaise, de tout faire pour mener à bien une politique de *re-imagining* pour dépasser l'image de ville conflictuelle.

Néanmoins, il reste difficile de mobiliser l'espace public du centre-ville de façon totalement neutre pour les célébrations de la Saint Patrick, dans le but de développer une urbanité partagée entre les communautés catholiques et protestantes : les références aux revendications communautaires ne disparaissent jamais complètement. En effet, lorsque j'y ai assisté en 2015, en parallèle du défilé très familial, relativement neutre et sans incident, des jeunes gens se sont regroupés en marge des célébrations sur Royal Avenue, à quelques rues du cortège. Il s'agit d'adolescents et de jeunes adultes dont la majorité porte le *Tricolour* sur leurs épaules³³⁴. Cet attroupement a conduit au déploiement immédiat des *rovers* du *Police Service of Northern Ireland* (PSNI). Les policiers, sans intervenir, restent à proximité du groupe. La tension est accentuée par le fait que les protestants/unionistes ont choisi de se rassembler à moins d'une centaine de mètres, devant le City Hall, pour protester contre le retrait de l'*Union Jack* de la façade de la mairie la majorité de l'année – dans le cadre des *flag protests* (**Figure 77**). Pour un policier interrogé sur place, la Saint Patrick était d'autant plus un jour symbolique pour que les unionistes « se montrent ».

³³³ D. Bryan, rencontré ce jour-là lors du défilé, m'a précisé qu'effectivement, les drapeaux distribués au public portaient à l'origine un trèfle multicolore ; l'idée a ensuite été abandonnée par le *Belfast City Council* (BCC) parce que ce n'était finalement absolument pas représentatif de l'Irlande, jusqu'à en devenir cocasse – « *ridiculous* ». L'origine de cette décision tenait pourtant à l'opposition de certains conseillers unionistes, qui jugeaient inacceptable de voir des trèfles de couleur verte dans l'espace public (Bryan, 2011).

³³⁴ Ce qui contraste fortement avec le nombre relativement limité de drapeaux irlandais dans la foule aux abords du défilé.



Photo 1 : Des adolescents se rassemblent à l'angle de Castle Lane et de Donegall Place. Immédiatement, les rovers du PSNI se déploient à proximité.



Photo 2 : Les unionistes se sont regroupés devant le City Hall, dans le cadre de la contestation en rapport avec les *flag protests*. Au premier plan, une référence au groupe « Loyalist Blackskull » qui semble proche des paramilitaires³³⁵.

Figure 77 : En marge du défilé de la Saint Patrick, les deux communautés se rassemblent

Source : Adèle Schar, mars 2015

³³⁵ Le terme « loyaliste » renvoie aux milices paramilitaires nord-irlandaises de la branche unioniste. Une visite sur le site Facebook de ce groupe le confirme : des slogans violents font référence à l'idéologie paramilitaire et à l'extrémisme identitaire : « *We will never be ruled by Rome. No surrender* » : <https://fr-fr.facebook.com/loyalistblackskull>

Une lecture de la presse confirme que ce genre de situation se produit quasiment chaque année durant cette période à Belfast. Cela marque clairement la difficulté pour le *Belfast City Council* (BCC) de proposer un événement (multi)culturel, dans lequel pourraient se retrouver tous les habitants de Belfast dans un centre-ville « partagé ». Le sectarisme reste largement présent à Belfast et les relations conflictuelles entre les communautés catholiques et protestantes continuent d’avoir des répercussions sur l’espace urbain, malgré une municipalité qui essaye de « contrôler » l’espace, surtout celui du centre-ville. Pour D. Bryan, cette position montre bien que les élus nord-irlandais sont toujours mal à l’aise vis-à-vis des deux identités, catholique et protestante (D. Bryan, entretien, 12/03/2015).

Déjà, en 1998, lors de la première parade de la Saint Patrick en centre-ville, les protestants/unionistes étaient réticents à apercevoir des symboles identitaires catholiques/républicains dans l’espace public : « *Even though the Irish tricolour was not used in an official form during celebrations, the sight of many in the crowd, and some in the parade flying the tricolour was evidence for unionists that the space and celebration were not neutral and inclusive.* » (Nagle, 2009, p. 138). De plus, cela montre qu’il est très difficile pour une partie des protestants de considérer un espace comme neutre dès lors qu’il contient un *Tricolour* – y compris dans le cadre spécifique d’un évènement que la mairie veut porteur d’une culture commune, au-delà de la symbolique « irlandaise » de la Saint Patrick. Aujourd’hui, ce point de vue est encore partagé par certains politiciens, comme l’ancienne unioniste R. Patterson – exclue du parti pour des raisons autres – et fervente défenseuse des *flag protests*. En plus de revendiquer St Patrick comme un ancien protestant³³⁶, elle rapporte : « *St Patrick’s Day brings along with it naked sectarianism. We see hordes of marauding youths running around Belfast city centre draped in tricolours. (...) At the end of the day, the tricolour has nothing to do with St Patrick.* » (R. Patterson, citée par le *Belfast Telegraph*, 21/01/2016)³³⁷.

³³⁶ Je ne peux détailler ici ce point – qui, dans un climat politique nord-irlandais déjà complexe, ajoute une nouvelle difficulté avec ces tentatives d’appropriation, voire d’instrumentalisation, des symboles identitaires ; voir la presse, par exemple *Irish News* (22/01/2016) : <http://www.irishnews.com/news/2016/01/22/news/-protestant-st-patrick-row-sparks-religious-debate-390776>

³³⁷ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/ruth-patterson-says-st-patricks-belfast-parade-still-too-green-it-should-be-for-all-of-us-34383523.html>

En 2015, les deux groupes qui se sont rassemblés en marge des célébrations de la Saint Patrick utilisent ici les drapeaux – *Tricolour* ou *Union Jack* – comme le marqueur d’une identité respectivement catholique ou protestante. Le contraste, tant dans le visuel que dans l’atmosphère ou la mobilisation des forces de l’ordre, est saisissant en comparaison du défilé familial et festif qui se déroule à moins de 500 mètres. Les adolescents qui portent sur leurs épaules le *Tricolour* se sont rapprochés des protestants/unionistes rassemblés devant le City Hall. Premièrement séparés par la rue Donegall Square North ainsi que par des dizaines de *rovers* et un effectif policier conséquent, les jeunes gens ont traversé la rue pour se trouver à quelques mètres du groupe protestant/unioniste. Deux cordons de près de 30 ou 40 policiers au total – vêtus soit de jaune pour la police municipale soit de noir pour la division anti-émeutes – ont tenus les deux groupes à distance l’un de l’autre (**Figure 78**).



Photo 1 :
 Les jeunes gens se rapprochent des protestants/unionistes. Des dizaines de rovers du PSNI quadrillent le City Hall.



Photo 3 :
 Les adolescents chantent et envoient des signes de provocation au groupe opposé. Ils sont tenus à distance par la police municipale.



Photo 3 :
 À environ 50 mètres des jeunes gens, les protestants/unionistes, sont contenus par la police anti-émeute afin de prévenir tout débordement.

Figure 78 : Les esprits s'échauffent devant le City Hall

Source : Adèle Schar, mars 2015

Une partie de la jeunesse est mobilisée dans cet exemple. La sociologue M. Leonard (2010) s'est intéressée au « *recreational rioting* » qui traduit le fait que la violence communautaire peut parfois être une « activité sociale ». Elle naît pour certains adolescents de Belfast plus par ennui que par revendication politique. Assurément, une partie de la jeune génération d'Irlande du Nord porte l'héritage du conflit ; cela est particulièrement vrai aux zones d'interfaces entre les quartiers communautaires catholiques et protestants. J'ai retrouvé ce point de vue en discutant avec des passants alors que les jeunes gens munis de drapeaux irlandais faisaient face aux unionistes devant le City Hall. Certains m'ont confirmé : « *It's just kids with flags* », tout en me précisant bien que le soir venu, il était fortement déconseillé de se trouver dans les quartiers communautaires, aux abords des interfaces, où la situation ne serait pas la même que de jour et dans le centre-ville.

En conclusion, ces deux événements, les *flag protests* et la Saint Patrick – montrent clairement que des tensions persistent à Belfast, y compris dans le centre-ville, qui est pourtant présenté comme un espace neutre à l'urbanité partagée. Pour A. Slaby (2012), elles sont principalement présentes dans tout ce qui touche aux aspects symboliques et mémoriels. Il semble pour l'instant encore difficile de « neutraliser » tous les événements culturels afin qu'ils favorisent une urbanité commune et qu'ils permettent aux habitants de Belfast de profiter d'espaces partagés. Pourtant, les principaux acteurs restent positifs. Par exemple, pour D. Dornan, les événements publics encouragés par le *Belfast City Council* (BCC) contribuent à promouvoir une certaine neutralité du centre-ville. De plus, les festivals annuels, comme le *Indian festival*³³⁸ ou le *Chinese festival* contribuent selon lui à ouvrir les Nord-Irlandais à d'autres cultures, ce qui ne peut qu'être positif : « *I think it's about equality for all and neutral non-contested event that doesn't favour on side or another ; I think that's the way to go with whatever's hosted in Belfast* » (D. Dornan, entretien, 21/05/2014).

2. À la recherche du quartier mixte

Pour J. Hennessey, *Urban Designer and Landscape Architect*, il est plus facile de maintenir une certaine neutralité dans des espaces comme le centre-ville ou le Titanic Quarter, notamment parce que très peu de personnes y vivent et que les principaux acteurs,

³³⁸ Il s'agit de Belfast Mela : <http://www.belfastmela.org.uk>

comme le secteur privé et les *Departments*, n'ont que peu d'engagements avec la population. Or, la situation est totalement différente dans les quartiers résidentiels : « *How do you engage with resident without challenging the neutrality ?* » (J. Hennessey, entretien, 20/05/2015). La question de l'urbanité et du vivre ensemble ne s'y pose donc pas de la même façon.

South Belfast est généralement considéré comme un quartier mixte. Or, l'étude de la *Neighbourhood Renewal Area (NRA)* de Inner South Belfast a démontré que la mixité pouvait être finalement relative puisqu'à une échelle plus fine, on observe la présence de communautés – catholiques et protestantes – qui vivent dans des quartiers distincts. Ce constat rejoint ce que note par exemple A.M. White : « *Certainly, South Belfast will be the most mixed if you take everything in the melting pot.* » (A.M. White, entretien, 26/03/2015)³³⁹.

Puisque que le but d'une NRA est de cibler particulièrement les espaces défavorisés, et que les périmètres des NRA sont majoritairement corrélés à ceux des espaces communautaires, on retombe finalement à nouveau sur la question du cloisonnement des politiques de régénération urbaine. Ces dernières financent des projets à la fois pour les catholiques et les protestants, sans vraiment réussir à faire le lien entre les communautés. Ainsi, le fait même qu'il y ait une NRA dans le quartier de South Belfast apporte une nuance à cette première appréciation de « mixité » générale quand on prend le quartier dans son ensemble. La question communautaire, autant que les aspects multiples traduisant une situation défavorisée est « noyée » dans les statistiques si l'échelle d'analyse n'est pas assez fine. C'est la raison pour laquelle il a finalement été difficile de trouver un projet d'aménagement satisfaisant pour vraiment rendre compte d'une situation de mixité dans South Belfast. Cette ambiguïté est d'ailleurs relevée par des acteurs de l'urbain, comme J. Hennessey : « *I think because of the socio-economic profile of South Belfast, it's received less attention than the North, East and West. (...). It's more developed, there's lot of space, and once you get a bit further there's much less community tension, so there's been less*

³³⁹ Voir également Shirlow et Murtagh (2006), sur la difficile mesure de la ségrégation et surtout sur l'interprétation des données de recensement qui peuvent laisser paraître qu'une zone est mixte alors que dans les faits, les populations au sein de cette zone peuvent être organisées suivant une répartition mono-confessionnelle.

focus on that. (...) A lot of focus has been on areas of deprivation which are the most contested and divided areas here. » (J. Hennessey, entretien, 20/05/2015).

Dès lors, outre la présence de deux NRA dans South Belfast, qui atteste des difficultés socio-économiques du quartier, il convient de rappeler que South Belfast est un ensemble spatial plus large dans lequel le profil des habitants est très diversifié.

2.1. Les étudiants, preuve de cosmopolitisme ?

South Belfast est le quartier universitaire : on y retrouve la Queen's University et le Stranmillis College. Une part importante de la population résidentielle est donc composée d'étudiants³⁴⁰. Le processus de remplacement des habitants d'origine issus de la classe populaire par une population plutôt jeune et étudiante – ce que B. Murtagh (2008) nomme « *studentification* » – est particulièrement visible dans les quelques rues qui forment l'ensemble connu sous le nom de « Holylands »³⁴¹ et exerce une pression croissante sur la communauté catholique de Lower Ormeau³⁴². Logiquement, la densité de population étudiante est globalement forte dans South Belfast (**Figure 79**). Le *Belfast City Council* (BCC) estime le nombre d'étudiants logeant dans le quartier universitaire au sens large à 5 000 ; en ce qui concerne plus spécifiquement Holylands, le chiffre est de 3 000 (BCC, 2012).

³⁴⁰ Les étudiants sont près de 43 000 à Belfast ce qui correspond à 16 % de la population (BCC, 2012).

³⁴¹ Cela s'orthographe également Holy Lands ou Holyland.

³⁴² Pour rappel, il s'agit de la communauté catholique concernée – avec l'autre communauté catholique de The Markets et la communauté protestante de Donegall Pass – par la NRA de Inner East Belfast, voir chapitre 6.

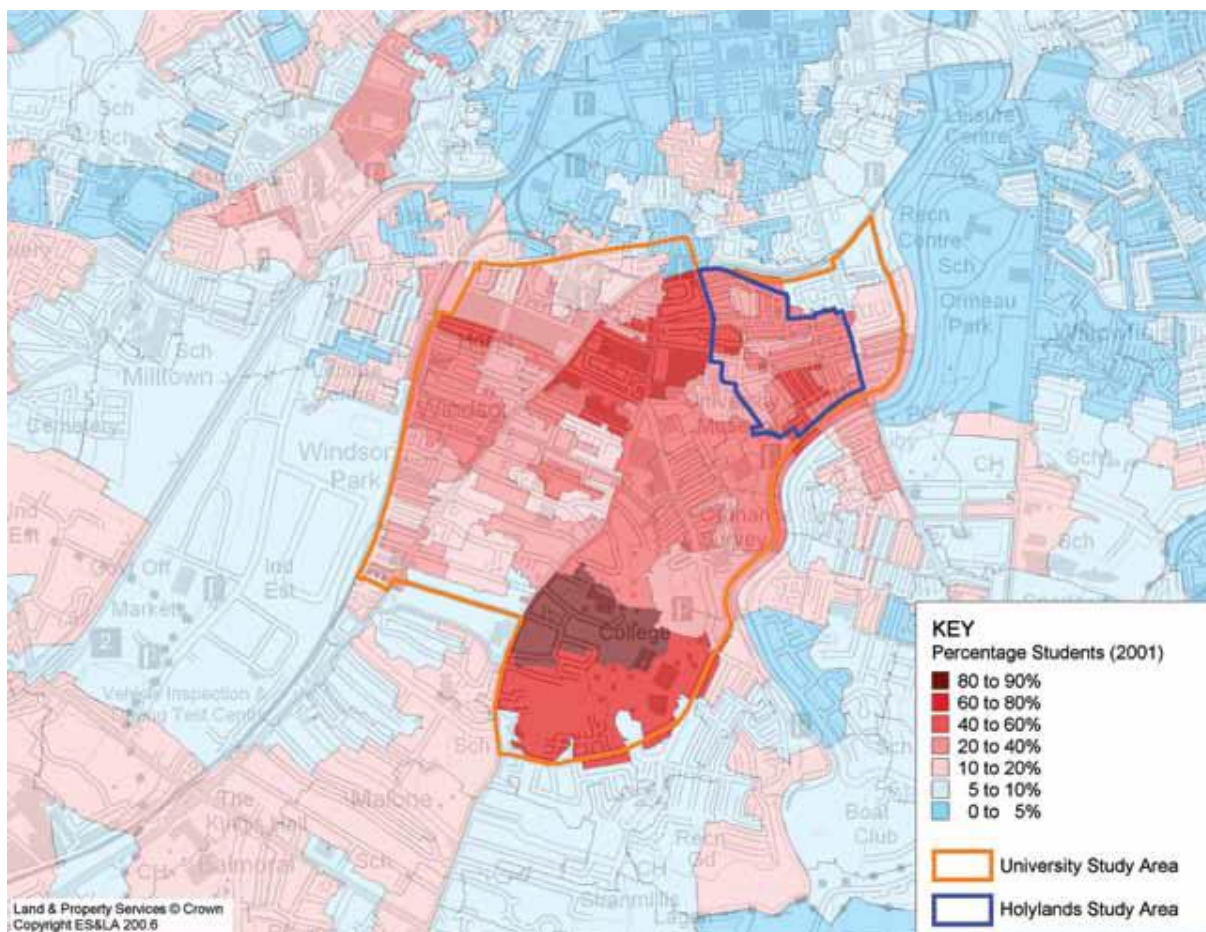


Figure 79 : Densité de population étudiante dans le sud de Belfast

Source : Recensement 2011, cité par BCC, 2012

N.B. : Holylands correspond au périmètre bleu.

Le cas de Holylands permet de mettre en lumière la mixité relative entre les habitants et les étudiants. Holylands est le nom d'un réseau de rues dans Inner South Belfast, bordé par la Queen's University, Botanic Gardens et la rivière Lagan. « *Holy* » signifie « Saint » ; cet espace tient en effet son nom des rues aux noms bibliques qui le composent : Jerusalem Street, Palestine Street, Damascus Street, Carmel Street and Cairo Street (**Figure 80**).

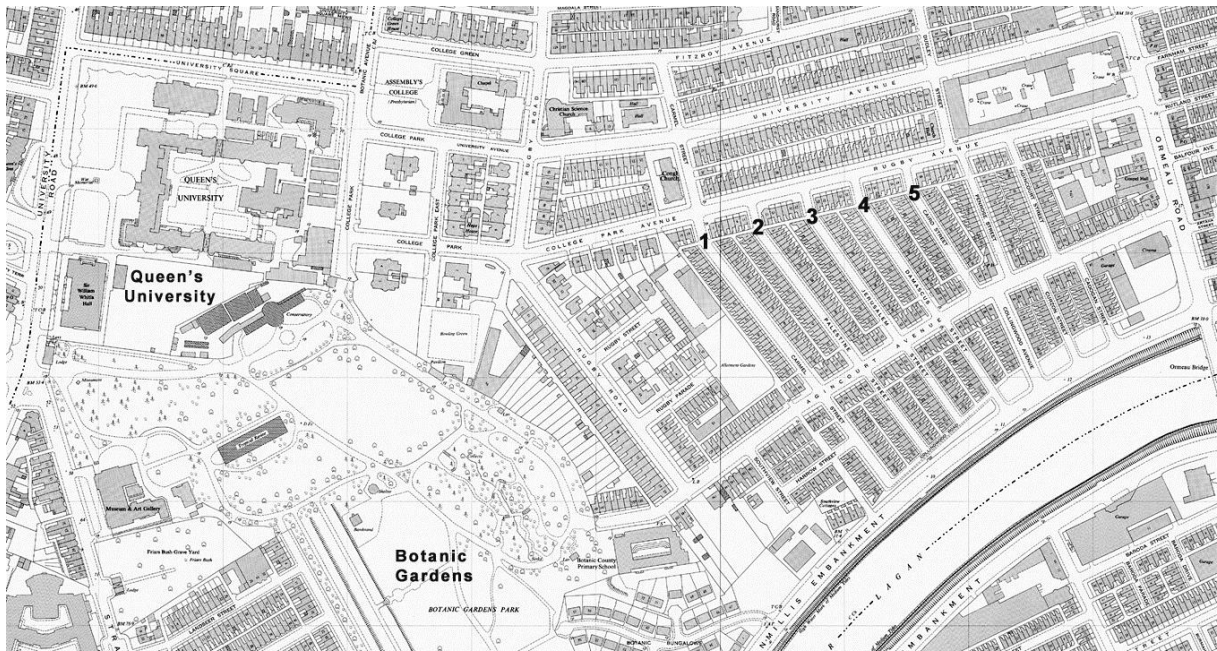


Figure 80 : Carte de Holylands, dans South Belfast

Source : <https://quote.qub.ac.uk/case-studies/the-holyland>

N.B. : 1-Carmel St. ; 2-Palestine St. ; 3-Jerusalem St. ; 4-Damascus St. ; 5-Cairo St.

Pendant les *Troubles*, les habitants ont déserté les espaces du centre de Belfast, y compris Holylands. Après les accords de paix, les promoteurs ont acheté les maisons vacantes pour les restaurer et les proposer à la location. Ils ont pour certains été encouragés par des bourses du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) favorisant la collocation³⁴³ et permettant ainsi de répondre à la demande croissante de logements abordables à proximité de l'université de la part des étudiants (BCC, 2012). Ainsi, si Holylands était à l'origine un quartier familial, aujourd'hui, près de 80 % des résidents sont des étudiants (E. Campbell, entretien, 13/03/2015). Si le profil des occupants a évolué, les habitations restent des maisons mitoyennes ou *terraced houses* traditionnelles de style victorien³⁴⁴ sur deux niveaux. Les nombreuses pancartes « À louer » aux fenêtres témoignent de l'importance de l'offre locative destinée principalement aux étudiants (**Figure 81**).

³⁴³ Il s'agit plus précisément pour le NIHE de proposer des *Houses in Multiple Occupation* (HMO) : ce terme utilisé au Royaume-Uni définit une maison dont les occupants partagent les parties communes et n'appartiennent pas au même foyer. Plus de précision : Murphy, 2016 et le site gouvernemental <https://www.gov.uk/private-renting/houses-in-multiple-occupation>. Entre 1993 et 2009, les dépenses du NIHE pour des bourses HMO en Irlande du Nord correspondent à plus de 40 millions de livres sterling (BCC, 2012).

³⁴⁴ Aussi appelées « *townhouses* », ces habitations sont le produit de la Révolution industrielle. Elles restent les biens immobiliers les plus abordables puisqu'elles sont en moyenne moins chères à l'achat – en Irlande du Nord comme à Belfast – en comparaison d'une maison semi-mitoyenne ou bien indépendante, ou encore d'un appartement (NIHE, 2016-a).



1-Carmel Street



2-Palestine Street



3-Jerusalem Street



4-Damascus Street



5-Cairo Street

Figure 81 : Holylands, dans South Belfast : une architecture homogène

Source : Adèle Schar, mars 2015

N.B. : Ces rues correspondent à celles numérotées sur la **Figure 80**

En 2010, des chiffres du NIHE estimaient à 75 % le pourcentage de *Houses in Multiple Occupation* (HMO) dans le périmètre de Holylands (BCC, 2012)³⁴⁵. Ce chiffre semble cependant sous-estimé puisque de nombreux logements, alors qu'ils sont occupés – voire surpeuplés – par des étudiants ne sont pas répertoriés comme HMO. Les associations de résidents considèrent dès lors qu'il y a une « sur-provision » de HMO, notamment dans South Belfast (Murphy, 2016).

Finalement, c'est surtout la très grande concentration d'étudiants dans un espace relativement restreint – le *Belfast Telegraph* (20/05/2009) parle d'« enclave étudiante »³⁴⁶ – qui devient source de tensions pour les habitants. D. Bryan considère que la mixité entre les résidents « permanents » et les étudiants ne marche pas à Holylands (D. Bryan, entretien, 12/03/2015). En témoignent les 1,5 millions de livres sterling dépensées par le *Belfast City Council* (BCC) sur la période 2006-2010, uniquement pour gérer les Holylands – nettoyage des rues, présence de gardiens ou de policiers, installation de caméra... (BCC, 2012). S. Breen, journaliste, confirme que dans Holylands – où elle a vécu –, « *the lives of residents are absolute hell.* » (*Belfast Telegraph*, 19/03/2016)³⁴⁷. D. Bryan évoque des fêtes étudiantes incontrôlables ainsi qu'une attitude générale des étudiants qui sont très problématiques pour les habitants du quartier (D. Bryan, entretien, 12/03/2015).

Comme le souligne l'historien L. Kennedy, qui a lui-même vécu pendant 30 ans dans Holylands, c'est bien une mauvaise gestion en matière d'aménagement couplée à des propriétaires axés sur le profit de leur location et l'héritage des *Troubles* qui conduit aujourd'hui à une autre forme de ségrégation (*Belfast Telegraph*, 19/03/2016)³⁴⁸. Ce point de vue est résumé ainsi par D. Bryan : « *Holylands area was catastrophically bad planning.* » (D. Bryan, entretien, 12/03/2015).

³⁴⁵ Les HMO ne sont pas uniquement destinées aux étudiants mais c'est une offre intéressante qui leur permet de vivre dans un logement abordable. Les HMO peuvent ainsi regrouper des populations précaires – comme les immigrés ou ceux qui perçoivent des allocations logements – voire très défavorisées et vulnérables – comme les sans-domiciles ou les personnes souffrant d'addiction à la drogue ou l'alcool (BCC, 2012). E. Murphy (2016) note ainsi que sans réglementation efficace, les espaces où la proportion de HMO est très forte peuvent être ceux où l'on observe un manque de cohésion sociale, de l'incivilité ou encore une dégradation du bâti.

³⁴⁶ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/holy-land-hmo-crisis-irreversible-28479814.html>

³⁴⁷ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/life/features/streets-apart-contrasting-views-of-belfasts-holylands-34553770.html>

³⁴⁸ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/life/features/streets-apart-contrasting-views-of-belfasts-holylands-34553770.html>

En définitive, les étudiants peuvent de *prime abord* apparaître comme une variable – du moins statistique – non négligeable dans le changement de profil de South Belfast. Cependant, ils n’apportent pas vraiment à la communauté locale. Pour E. Campbell par exemple, le problème est que plutôt que de constituer une sorte de « tierce partie » en complément des communautés traditionnelles, catholique et protestante, les étudiants n’apportent finalement que des retombées économiques aux commerçants du quartier (E. Campbell, entretien, 13/03/2015). De plus, il convient d’apporter une nuance très importante sur la mixité apportée par la population étudiante, parce que l’on retrouve finalement les mêmes divisions communautaires : les étudiants catholiques vivent généralement dans Holylands tandis que les étudiants protestants se regroupent à Stranmillis et vers Lisburn Road (D. Bryan entretien, 12/03/2015 ; F. Gaffikin, entretien, 19/03/2015)³⁴⁹. Pour le *Forum for Alternative Belfast* (2011), c’est bien le manque de stratégie gouvernementale ces dernières décennies qui a contribué à créer une division de nature sectaire au sein même de la population étudiante alors qu’elle n’existait pas de façon si formelle auparavant. En effet, elle est aujourd’hui visible dans l’espace urbain. Le paroxysme de l’occupation étudiante de l’espace des Holylands s’observe lors de la Saint Patrick, pendant laquelle plusieurs centaines d’étudiants catholiques, pratiquement tous vêtus de vert, investissent les rues – qui deviennent le point névralgique de tensions (**Figure 82**). Il s’agit de la période de l’année où les manifestations de « *anti-social behaviour* » – soit l’ensemble des troubles à l’ordre public – sont les plus importantes dans Holylands.

³⁴⁹ Voir **Figure 83**.



Figure 82 : Des centaines d'étudiants se regroupent dans les Holylands pour la Saint Patrick
Source : K. Scott, *Belfast Telegraph* (17/03/2016)

Si la police est mobilisée et que des arrestations ont lieu tous les ans, elle semble impuissante à empêcher ce rassemblement. Les universités essaient également de contrôler les étudiants en prévoyant des sanctions pour tous ceux qui seraient coupables d'incivilités. L'usage de l'espace est ici doublement exclusif, puisqu'il s'agit d'un rassemblement de catholiques – ce qui exclut les protestants – mais également d'étudiants – ce qui exclut les résidents « permanents ».

De plus, il faut préciser que ces deux « sous-quartiers » résidentiels étudiants, Holylands – catholique – et Stranmillis – protestant – sont cloisonnés et peuvent être assimilés à des enclaves territoriales, à l'image de ce qui se passe dans certains espaces du reste de la ville, où des quartiers confessionnels homogènes sont séparés par une *peaceline* ou tout autre barrière physique. Un parc, Botanic Gardens, joue très nettement le rôle de *buffer zone* ou « zone-tampon » entre les deux quartiers, certes étudiants, mais de confession différente, comme le montre la **Figure 83**.

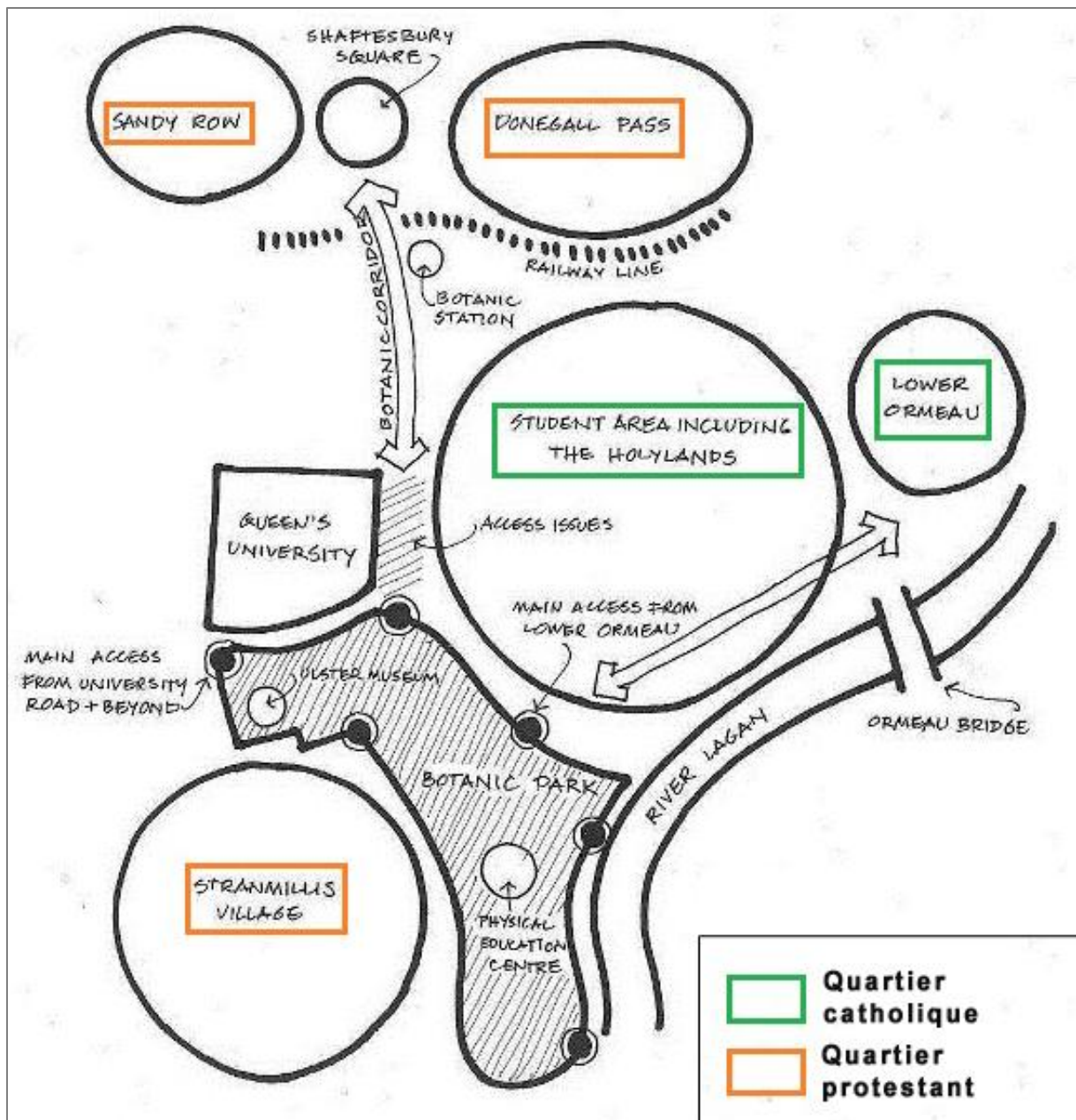


Figure 83 : South Belfast, un espace polynucléaire

Source : Adèle Schar, d'après Gaffikin, McEldowney, Rafferty *et al.*, 2008

N.B. : Si Botanic Gardens est une interface de type « *buffer zone* » qui sépare les deux enclaves résidentielles universitaires, Donegall Pass et le quartier universitaire où se situe Holylands sont eux séparés par la ligne de chemin de fer. Plus invisibles qu'une *peaceline*, les infrastructures routières, ferroviaires, les rivières... restent néanmoins autant de barrières physiques entre les communautés catholiques et protestantes à Belfast.

La présence d'espaces publics, notamment deux parcs dans South Belfast – Botanic Gardens et Ormeau Park³⁵⁰ – sont pour les acteurs de l'urbain un atout. E. Campbell considère d'ailleurs ces deux espaces verts comme de « très bons espaces publics » et pense également qu'ils constituent des espaces partagés qui fonctionnent bien, avec pour preuve le déroulement du *Indian festival* – Belfast Mela – tous les ans à Botanic Gardens (E. Campbell, entretien, 13/03/2013).

Cependant, une nuance sur l'appréhension de South Belfast et des pratiques spatiales de ces habitants est apportée par les répondants issus des communautés protestantes de Donegall Pass et de Sandy Row. Ils perçoivent South Belfast comme étant utilisé par les étudiants de Holylands et les habitants de Lower Ormeau – à savoir, dans les deux cas, des catholiques (**Figure 83**). Cela a donc une influence sur l'usage qu'ils font de l'espace urbain, comme le traduit l'inconfort ressenti par les jeunes protestants de Donegall Pass : « *Donegall Pass residents, particularly young people, felt uncomfortable using the shops and cafes in Botanic Avenue. Some said that they only used the nearby Spar, because beyond that, they encountered "GAA shirts"*³⁵¹, a reference to the largely Catholic/Nationalist student population of the Holylands who often wear their home County GAA jerseys³⁵². » (Gaffikin, McEldowney, Rafferty *et al.*, 2008, p. 39).

À travers ce point de vue, c'est la question de la mobilité résidentielle et de l'accessibilité à l'espace public qui est mentionnée par les habitants. Des représentants du *Democratic Unionist Party* (DUP) interrogés dans le cadre d'une recherche menée par des sociologues de la Queen's University, évoquent effectivement cette nécessité de garantir l'accessibilité à des sites – comme un centre de loisirs par exemple – pour qu'ils soient considérés comme des espaces partagés : « *It's largely around access to the site rather than what happens in the site itself because the City Council, if it is a publically run leisure centre,*

³⁵⁰ Au Sud-Est de la ville, à la sortie d'Ormeau Bridge.

³⁵¹ La GAA est la *Gaelic Athletic Association*. Il s'agit ici d'une référence aux différents T-shirts ou maillots de sports dits « gaéliques » comme par exemple le football gaélique. À Belfast, cela est considéré comme un marqueur d'appartenance à la communauté irlandaise. Par opposition, porter un maillot de rugby renvoie plus généralement à une appartenance britannique. Il existe certes des nuances et ces considérations sont relativement difficiles à cerner pour les personnes extérieures à l'histoire de l'Irlande du Nord, du conflit communautaires et des questions identitaires que cela soulève et qui peuvent être perçues au niveau local. Voir *Le Monde* (18/06/2016) pour des informations sur la problématique sportive en Irlande du Nord, de l'équipe de rugby d'Ulster – l'Ulster regroupant des comtés d'Irlande du Nord comme de la République d'Irlande – en passant par la sélection d'une équipe nord-irlandaise pour l'Euro de football 2016.

³⁵² Voir **Figure 82**.

will ensure that nobody is putting paramilitary slogans or graffiti around the place or is putting up paramilitary flags. The building will have to be accessible to people from the community. It's the travelling to it and the location of it. » (DUP, entretien, 20/09/2009, cité par O'Dowd et Komarova, 2011, p. 2022). Plus précisément, les environs immédiats de l'espace public ne doivent pas être marqués par des signes d'appartenance communautaire : ils doivent être neutres pour garantir un accès à l'espace public ce qui pourrait aboutir, par extension, au succès de l'espace partagé.

2.2. Mixité ne veut pas dire intégration : le cas des populations immigrées

À Belfast, les évolutions démographiques influencent légèrement le profil des quartiers puisqu'aujourd'hui la proportion de personnes qui ne sont assimilées ni à la communauté catholique ni à la communauté protestante est plus importante qu'aux débuts des années 2000³⁵³. Le *Belfast City Council* (BCC) semble conscient de cette évolution, bien que la formulation continue de mettre l'accent en priorité sur les deux communautés « traditionnelles » – les catholiques et les protestants :

*« In Northern Ireland, the traditional divisions between Catholics and Protestants persist. Many of our citizens continue to live parallel lives, with some communities still separated by physical barriers. It is no coincidence that the poorest neighbourhoods in Belfast continue to be those located in and around interfaces and flashpoint areas. Building relationships across communities is central to good relations, with work continuing to create a better future for people within these neighbourhoods. In recent years, the population of Belfast has changed substantially. We've welcomed new people from other countries who have made Belfast their home. This diversity has enriched our culture and contributed to our prosperity. »*³⁵⁴.

Un autre aspect qui confirme de *prime abord* la mixité de South Belfast s'atteste par la présence importante de « minorités ethniques » – ni catholiques, ni protestantes³⁵⁵ – dans

³⁵³ Cette différence reste néanmoins relativement faible.

³⁵⁴ <http://www.belfastcity.gov.uk/community/goodrelations/goodrelations-about.aspx>

³⁵⁵ Les catholiques et les protestants constituent donc, par opposition, les « groupes ethniques majoritaires » (Connolly, 2002).

les statistiques. L'origine des individus est évidemment hétérogène, bien que l'ensemble des minorités forme le groupe statistique « *Black and Minority Ethnic (BME) backgrounds* »³⁵⁶. Une définition plus complète de ce que sont les « minorités ethniques » peut-être celle retenue par A. Maillot : « "*black and minority ethnic communities*" or "*minority ethnic people*" or "*minority ethnic communities*" or "*minority ethnic group*" means people whether they are settled ethnic minority (including Travellers, Roma and Gypsy) or settled religious minority (non-Christian faith), migrants (EU and non-EU), asylum seekers and refugees or other immigration status. It has an inclusive meaning to unite all minority communities. » (Northern Ireland Council for Ethnic Minorities, 2008-2009, cité par Maillot, 2010, n.p.). Ainsi, à Belfast, la majorité des étrangers (53 %) – considérés comme tels en fonction de leur lieu de naissance³⁵⁷ – résident dans le Sud de la ville, toute origine confondue (**Figure 84**).

³⁵⁶ Voir chapitre 6.

³⁵⁷ Le lieu de naissance des individus donne à mon sens un indice sur la nationalité des populations étrangères. Je considère ici qu'il s'agit d'un indicateur plus judicieux que la statistique ethnique ou *Black and Minority Ethnic* (BME). N. Jarman et J. Byrne (2007) ont d'ailleurs bien montré que cette dernière sous-estimait largement la population d'origine chinoise, et que, plus généralement, les catégories statistiques proposées dans le cadre des recensements pour appréhender la diversité de la population nord-irlandaise pouvaient se recouper ou être relativement vagues. En ce sens, je conserve les dénominations religieuses pour identifier les deux communautés dites « traditionnelles » en Irlande du Nord, à savoir les catholiques et les protestants. Une autre catégorie statistique aurait pu être retenue : celle identifiant les enfants nés en Irlande du Nord de mère qui ne sont pas originaire du Royaume-Uni ; voir Russell (2016) pour des données sur le sujet. Ceci montre que les données statistiques restent très difficiles à appréhender ; il me semble néanmoins important de justifier mes choix bien que cela ne soit pas le cœur de ma recherche.

	Belfast East	Belfast North	Belfast South	Belfast West	Total Belfast	Total Northern Ireland
West Europe	365	311	907	152	1735	6970
East Europe	46	34	153	25	258	707
Africa	246	109	454	115	924	3116
Asia	440	294	1551	196	2481	7004
North America	336	278	685	234	1533	6093
South America	27	13	64	9	113	374
Oceania	130	105	211	93	539	2166
Other	9	13	34	11	67	229
Total	1599	1157	4059	835	7650	26659
	21 %	15 %	53 %	11 %		

Figure 84 : Personnes nées en-dehors du Royaume Uni et de la République d'Irlande à Belfast

Source : Adèle Schar d'après recensement 2001, cité par Jarman et Byrne, 2007

N.B. : Les données utilisées dans ce tableau correspondent à un découpage administratif de Belfast en *parliamentary constituencies* ; il s'agit de circonscriptions électorales, au nombre de quatre pour la capitale nord-irlandaise et correspondant aux quatre points cardinaux. Ces limites sont différentes de celle du gouvernement local (périmètre *Local Government District* (LGD) géré par les *councils* au sein duquel on retrouve notamment un découpage en *wards*) mais elles sont utilisées pour des données statistiques.

Néanmoins, encore une fois, la mixité exprimée dans les statistiques n'est pas celle observée sur le terrain. À la question de savoir pourquoi la majorité de la communauté rom a choisi en particulier de s'installer dans South Belfast plutôt que dans un autre quartier³⁵⁸, D. Long, qui exerce au sein de *Mediation Northern Ireland*, évoque dans un premier temps l'éventuelle commodité de l'emplacement de ce quartier – proche du centre-ville et des emplois – avant d'apporter un autre élément : « *Probably another reason is that it's a*

³⁵⁸ Des personnes d'autres nationalités d'Europe de l'Est résident dans d'autres quartiers de Belfast : à East Belfast, la communauté polonaise est très représentée ; le *Belfast Interface Project* (BIP) met en avant des logements plus abordables pour l'expliquer. Les Slovaques et les Hongrois y sont également bien représentés (BIP, n.d). Cependant, ces différentes nationalités sont peu nombreuses comparées à la population rom – majoritairement originaire de Roumanie – et ne font pas face aux mêmes difficultés (D. Long, entretien, 25/03/2015).

student area. And students don't complain about having Roma as neighbours. ». (D. Long, entretien, 25/03/2015). Il faut ici comprendre – entre les lignes – qu'il existe réellement à Belfast une hostilité à l'égard des populations d'origine étrangère.

P. Connolly souligne que jusqu'à une période récente, les minorités ethniques étaient si peu présentes sur le territoire que la pensée dominante était que le racisme n'était tout simplement pas un problème en Irlande du Nord. De plus ; « *it has been felt that the political conflict in Northern Ireland has tended to focus people's minds on relations between just two communities (i.e. Catholics and Protestants) leaving little time to recognise and/or be concerned about any others.* » (Connolly, 2002, p. 1). Les problématiques liées au racisme ont ainsi été « effacées » – en même temps que les minorités ethniques étaient considérées comme invisibles – à cause du conflit communautaire qui occupait le devant de la scène (Maillot, 2010). Cependant, avec la signature des accords de paix et l'augmentation du nombre d'immigrés – qui peut être corrélée avec l'ouverture de l'Union Européenne à des pays supplémentaires au début des années 2000³⁵⁹ – une réflexion politique et législative est née autour des « *race relations* »³⁶⁰. C'est le cas par exemple avec la mise en place de la *Racial equality strategy* par l'exécutif nord-irlandais pour les périodes 2005-2010 (OFMDFM, 2005-b) et plus récemment de 2015 à 2025 (OFMDFM, 2015)³⁶¹. Les deux versions ont été publiées respectivement en parallèle des stratégies successives *A shared future* (OFMDFM, 2005-a) suivie de *Together : Building a united community* (OFMDFM, 2013) puisqu'elles apportent elles aussi des perspectives dans le but de développer les « bonnes relations »³⁶². Malgré cela, N. Jarman et J. Byrne (2007) restent relativement pessimistes, notant que toutes les minorités ethniques et nationales à Belfast sont concernées par le racisme, qui, en

³⁵⁹ Comme ce fut le cas plus récemment pour les Roms, l'émigration polonaise en Irlande du Nord s'est accélérée à la suite de l'intégration de la Pologne à l'Union Européenne en 2004, comme en atteste l'augmentation considérable du nombre d'individus d'origine polonaise à Belfast : 22 personnes en 2001 puis 9 000 en 2007 (BIP, n.d.).

³⁶⁰ L'histoire des politiques nord-irlandaise sur cette thématique est autrement plus succincte que dans le reste du Royaume-Uni ; jusqu'aux années 1990, les différentes formes de discriminations concernaient les croyances religieuses ou politiques, autrement dit sous l'angle des divisions communautaires (Geoghegan, 2008). Ceci est à nouveau un exemple de l'importance du conflit communautaire qui donne sa spécificité à l'Irlande du Nord.

³⁶¹ Voir également cette page pour des informations sur le sujet : <https://www.executiveoffice-ni.gov.uk/articles/racial-equality>

³⁶² Voir *supra*.

plus d'augmenter, reste sans doute sous-évalué car tous les incidents ne sont pas reportés³⁶³.

Certains acteurs demeurent sceptiques quant à l'efficacité des stratégies mises en place par le gouvernement, comme D. Long : « *We've always advocated for a Roma inclusion strategy at regional level so at Northern Ireland level. The answer to that was that it's not needed because there is a race equality strategy that should be enough for everybody. But it's not. (...) [This strategy] doesn't have any tangible, no deadlines, no responsibilities, who's gonna do it, by when, how... So it's only a commitment, rather than a strategy.* » (D. Long, entretien, 25/03/2015). Ces propos complètent une nouvelle fois l'idée que beaucoup de textes existent, mais qu'il est parfois difficile de comprendre leur mise en place et de mesurer leur retombées.

Racisme ou xénophobie ?

En Irlande du Nord, le terme « racisme » est largement employé par la communauté scientifique, les interlocuteurs que j'ai rencontrés au cours d'entretiens de recherche, les médias, les instituts statistiques, le *Police Service of Northern Ireland* (PSNI) ou encore dans la littérature grise. Je choisis par conséquent de conserver le terme « racisme » après avoir hésité à le traduire par « xénophobe ». Si le racisme est une idéologie – qui s'appuie sur l'existence d'une hiérarchie entre les « races » ou plus généralement les groupes humains et donc l'existence supposée d'une catégorie « supérieure » de la population –, la xénophobie traduit plus généralement l'hostilité à l'égard des étrangers ou de ce qui vient de l'étranger.

Or, en Irlande du Nord, un « groupe racial » peut être défini comme suit : « *a group of persons defined by reference to colour, race, nationality or ethnic or national origins* » (*Race relations (Northern Ireland) order, 1997*, cité par Connolly, 2002, p. 5). Au niveau gouvernemental, le terme « racisme » est utilisé pour désigner l'ensemble des intolérances et des discriminations à caractère racial (OFMDFM, 2005-b ; OFMDFM, 2015) tout en restant relativement vague. A. Maillot précise enfin que le terme « racisme » est utilisé « pour désigner les crimes et incidents de type xénophobe ayant lieu en Irlande du Nord, quelle que soit l'origine des victimes. » (Maillot, 2011, n.p.). Le terme « racisme » me semble donc le plus approprié, pour rejoindre le terme utilisé par les Anglo-saxons et au regard du contexte nord-irlandais – cependant, certains chercheurs accolent les termes, comme N. Jarman et J. Byrne (2007).

³⁶³ Voir cet article de *The Guardian* (17/06/2014) : <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jun/17/racism-northern-ireland-race-related-incidents-reported-daily>

Les incidents et les attaques ont commencé à être enregistrés par le PSNI sous la catégorie « *racist hate crimes* »³⁶⁴ en 2004 (Russell, 2016) – cette période correspond au début du lancement des politiques nord-irlandaises axées sur les « *racés relations* ». Sur la période 2013-2014, 70 % des attaques à caractère raciste enregistrées en Irlande du Nord ont eu lieu à Belfast (*Public Prosecution Service for Northern Ireland, 2014*, cité par Montague et Shirlow, 2014). Ce constat fait écho au fait que Belfast est tristement reconnue comme étant « la capitale européenne de la haine » (Maillot, 2010, n.p.). Des données récentes montrent clairement que sur tous les incidents liés au racisme constatés à Belfast, la très grande majorité ont lieu dans le sud de la ville³⁶⁵ avec près de 400 enregistrés sur 2015-2016 (**Figure 85**).

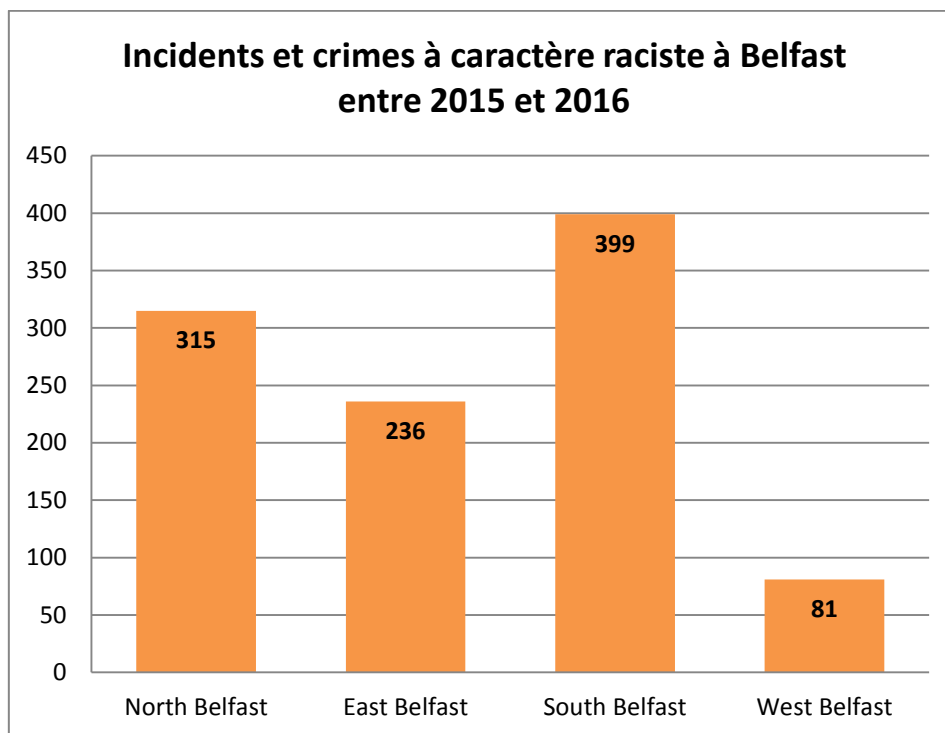


Figure 85 : Incidents et crimes à caractère raciste à Belfast entre 2015 et 2016

Source : Adèle Schar, d'après PSNI, 2016-a

³⁶⁴ Le PSNI différencie six sous-catégories de « *hate crimes* » : ils peuvent être « *disability related* », « *racist* », « *sectarian* », « *homophobic* », « *religious* » ou « *transphobic* » : <https://www.psni.police.uk/crime/hate-crime>
R. McVeigh (2014-b) considère que les « *hate crimes* » représentent dès lors, dans la logique nord-irlandaise, l'illustration même de ce que sont les « mauvaises relations » – par opposition à la promotion de « bonnes relations ». R. Montague et P. Shirlow (2014) rappellent qu'il n'existe aucune définition statutaire de ce que sont les « *hate crimes* ».

³⁶⁵ Pour une autre perspective sur les événements racistes qui ont lieu dans d'autres types d'espaces comme les quartiers à dominante protestante, voir A. Maillot (2010) qui s'intéresse à la relation entre racisme et loyalisme.

D'après E. Campbell, *Urban Regeneration Officer* au sein du *South Belfast Partnership* (SBP), de nombreux habitants de South Belfast souhaitent aller de l'avant ; cependant, lors de période d'austérité, certaines personnes deviennent « plus facilement » hostiles – le terme employé durant l'entretien était « *racists* ». Ils s'en prennent notamment à la communauté rom – même si les médias relayent peu ce genre d'information : « *I think still a lot of good relations work needs to happen, but it shifted from probably Catholics/Protestants – though that's still is there – to the main kind of underdog : here, it's Roma community.* » (E. Campbell, entretien, 13/03/2015). D. Long évoque également des tensions, notamment en 2009 où des familles roms ont été attaquées – cette date correspond à l'année où la Roumanie a intégré l'Union Européenne, ce qui a rendu les Roms plus visibles en Irlande du Nord et à Belfast³⁶⁶. Aujourd'hui, les tensions sont toujours présentes mais plus « discrètes » (D. Long, entretien, 25/03/2015).

L'exécutif nord-irlandais est lucide en considérant que la division communautaire entre catholiques et protestants conditionne en partie aujourd'hui l'appréhension pour certains habitants des populations étrangères : « *It is important, however, to bear in mind that racism in our society is, to an extent, shaped by sectarianism and while there is much to learn from other jurisdictions in addressing racism, the context for racism here is perhaps different from that in Great Britain or the Republic of Ireland. The conflict in Northern Ireland over the past 35 years has created patterns and attitudes – such as residential segregation and heightened territorial awareness – that now impact upon minority ethnic communities.* » (OFMDFM 2005-b, p. 13). Pour le sociologue R. Montague, le racisme est un héritage des *Troubles*. Il attribue les poussées de violence envers les étrangers comme une reproduction, à l'échelle des minorités ethniques, des hostilités à caractère sectaire qui ont visé les catholiques et les protestants. Il prend pour exemple les drapeaux polonais brûlés lors des célébrations du 12 juillet³⁶⁷, en 2012 (*Belfast Telegraph*, 23/05/2014)³⁶⁸.

En définitive, le problème reste encore une fois la multiplication des approches, le chevauchement des législations et des organismes ou encore des échelles d'action : « *The*

³⁶⁶ La population de Roms résidants en Irlande du Nord est estimée approximativement à 1 000 individus, principalement à South Belfast (Russell, 2016).

³⁶⁷ Le 12 juillet est une date symbolique pour la communauté protestante. En plus des parades orangistes, des *bonfires* sont construits dans les quartiers protestants la veille et embrasés le soir (voir chapitre 8).

³⁶⁸ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/opinion/news-analysis/racism-a-legacy-of-troubles-in-northern-ireland-30296592.html>

public administration of "Race Relations" in Northern Ireland is undermined by a fundamental tension between a discourse of Good Relations and normalisation stressing equality and social diversity and a set of structures and practices which privilege sectarian identities. » (Geoghegan, 2008, p. 132).

Racisme ou sectarisme ?

Concernant la relation entre « racisme » et « sectarisme », R. McVeigh (2014-a) constate que la littérature est diverse, les deux notions étant assimilées, différenciées ou bien comparées. La différence entre les deux tient souvent au fait que le conflit nord-irlandais renvoie – dans le vocabulaire courant – à un conflit « religieux », entre catholiques et protestants. Les politiques publiées (OFMDFM, 2005-b ; OFMDFM, 2015) ne donnent pas d'éclaircissements sur le sujet puisqu'elles font clairement apparaître le terme « racisme » à la suite de celui de « sectarisme », ce qui voudrait dire qu'il s'agit de deux choses différentes.

En conclusion, l'urbanité « pose la question de la qualité de l'urbain, telle qu'elle se manifeste à la fois dans l'organisation spatiale (...), mais également dans le rapport à l'urbain tel qu'il se manifeste dans les phénomènes d'identité, d'altérité, (...) ou encore de l'attention à l'autre. » (Nahrath et Stock, 2012, p. 9). Elle est donc indubitablement liée à la question symbolique. Ce chapitre a montré qu'il ne faut pas s'arrêter à une première lecture de la ville de Belfast qui considérerait d'une part que les espaces neutres sont exempts de toute considération communautaire et qu'ils constituent un terreau indéfectible pour promouvoir le développement d'espaces partagés ; que d'autre part les espaces résidentiels mixtes sont propices au développement d'interactions sociales entre les différentes communautés, à commencer par les catholiques et les protestants, mais aussi les populations immigrées.

En effet, il existe réellement un décalage de l'action des acteurs de l'urbain en Irlande du Nord, qui s'illustre par « *a palpable tension between the desire of urban policymakers to achieve (and at the same time project) an image of normality and ordinariness of the city, and their inevitable encounter with the city's multi-layered legacy of ethnonational divisions and conflict, bearing on its "post-conflict" face.* » (Komarova et Bryan, 2014, p. 430). Néanmoins, il apparaît définitivement plus « simple » pour les élus nord-irlandais de miser sur le développement – et la promotion – de sites sur lesquels ils peuvent « agir »

efficacement – et visiblement. Le but est, à terme, de promouvoir une nouvelle image de capitale nord-irlandaise afin qu'elle soit définitivement considérée comme post-confliktuelle et inscrite dans une dynamique européenne normée, favorable notamment à l'investissement économique et à la promotion touristique. Le centre-ville est le symbole de ce renouveau – avec pour atout qu'il est très peu résidentiel³⁶⁹ d'autant que les habitants présents, souvent issus de la classe moyenne et supérieure, sont souvent éloignés des considérations communautaires. Il est donc un espace tout trouvé pour mettre en place la politique gouvernementale encourageant le développement d'espaces partagés.

Le Titanic Quarter n'a pas été traité dans ce chapitre, parce qu'il présente un profil différent du centre-ville : il est en quelque sorte « débarrassé » de tout passif historique communautaire, puisque le site est une ancienne friche. Plus de recul serait nécessaire pour appréhender comment est envisagée l'urbanité dans ce quartier qui n'est pas encore achevé. Pour l'instant, le Titanic Quarter reste avant tout aujourd'hui, une « vitrine » économique et un investissement plus que rentable en tant que « grand projet » d'aménagement promu par les politiques urbaines néolibérales. Toutefois, il convient de préciser qu'il existe effectivement une offre résidentielle, mais tout est fait pour que la question communautaire « n'entache pas » le nouveau quartier, comme le souligne M. Graham : « *I think there were one or two cases where flags had appeared in some of the apartments, and there was a knock on the door and they said "Read your lease".* ». De plus, puisqu'il est prévu qu'à terme 10 % des logements du Titanic Quarter soient des logements sociaux, les locataires doivent signer un contrat social avec le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) dans lequel ils s'engagent à garder tout symbole communautaire hors de vue pour les personnes extérieures à l'habitation (M. Graham, entretien, 16/05/2014). Il Ainsi, en choisissant de louer un appartement dans ce quartier, les habitants s'engagent à accepter une déontologie qui occulte toute revendication communautaire.

Quant aux quartiers résidentiels considérés comme mixtes, l'exemple de South Belfast montre bien, à travers le prisme des populations étudiantes mais également immigrées, que la mixité est avant tout statistique. Elle ne signifie pas indubitablement que l'urbanité est partagée. Certes, les revendications communautaires sont de *prime abord* moindres dans South Belfast – que l'on parle des environs immédiats de l'université ou plus

³⁶⁹ L'explication est historique (A. Slevin, entretien, 14/05/2014).

au Sud, où se situent les quartiers les plus aisés – en comparaison de ce qui s’observe dans les quartiers mono-confessionnels, nettement plus ségrégués. Par exemple, l’observation de terrain offre un contraste saisissant puisque le paysage urbain est effectivement neutre, (pratiquement) sans aucun signe d’appartenance religieuse – ni drapeaux, ni *murals*... Mais il est hâtif de conclure que ces revendications communautaires n’existe pas : la raison est surtout qu’elles ne sont pas visibles. Selon D. Bryan (entretien, 12/03/2015), s’il n’y a pas de drapeaux en dehors des quartiers mono-confessionnels et ouvriers, c’est avant tout parce que les habitants issus des classes moyennes et supérieures ne veulent pas faire chuter le prix de leur maison en renvoyant une image négative³⁷⁰. La distinction communautaire s’opère donc de manière bénigne et surtout non-violente (Calame et Charlesworth, 2009).

Le ressenti des habitants ne constitue-t-il pas la véritable mixité ?

D. Bryan vit dans un quartier catholique, qu’il considère comme « *low middle class* », et où les signes d’appartenance identitaire ne sont pas visibles dans l’espace urbain – il n’y a pas de drapeaux. Anglais d’origine, il vit donc parmi des habitants majoritairement catholique/irlandais : « *I feel comfortable in that area* ». Ces derniers savent qu’il est Anglais et le taquent même à ce propos, sans qu’il n’y ait aucun problème ; leurs relations sont très cordiales. Cependant, il n’irait pas jusqu’à porter dans la rue – et donc dans l’espace public, hors de la sphère privée – un maillot de football de l’équipe d’Angleterre, dont il est pourtant un fervent supporter : « *Do I wander around my area wearing an English shirt ? I wouldn’t. I’m somehow embarrassed.* » (D. Bryan, entretien, 12/03/2015).

Enfin, le centre ville et South Belfast ne sont pas des espaces totalement partagés. Ils sont fréquentés et généralement habités par une population moins concernée par le conflit communautaire – parce que plus aisée – et sont donc dans le même temps exclusifs du point de vue économique. Je rejoins ici le point de vue de B. Murtagh (2008), pour qui la stratégie de normalisation et de *place marketing* est indispensable pour une ville comme Belfast qui a été pendant trente ans le cadre d’une guerre civile : « *Belfast has been "quarterized" in order to create neutral images of the past and create new sites for tourists, investors and moneyed residents.* » (Murtagh, 2008, n.p.).

³⁷⁰ L’immobilier de South Belfast est à un prix plus élevé que dans tout le reste de la ville ; le prix moyen d’un bien est par exemple près de deux fois supérieur dans South Belfast que dans North Belfast, cette différence pouvant ainsi se chiffrer à environ 95 000 livres sterling (NIHE, 2016-a).

CHAPITRE 8 : Le conflit communautaire relégué en périphérie

La conflictualité n'a pas totalement disparu à Belfast. Au contraire, les oppositions sont toujours prêtes à ressurgir. Or, pour les dirigeants nord-irlandais, Belfast est aussi une métropole dynamique et attractive. Les récents projets de rénovation du centre-ville et de réhabilitation des anciens espaces industriels tendent à « faire oublier » qu'une majorité de l'espace urbain est encore marqué par le conflit, alors qu'il fait pourtant partie intégrante de la fabrique urbaine de Belfast. Outre le flou apparent des politiques urbaines et la complexité de leur application dans les quartiers mono-confessionnels, il convient de s'intéresser plus précisément aux acteurs qui portent les projets de régénération visant à dépasser le conflit entre catholiques et protestants.

1. Aménager les quartiers ségrégués : des acteurs de l'urbain « conditionnés » par le conflit communautaire

La grande majorité des acteurs rencontrés sont, dans le discours, très positifs sur les politiques mises en place ces dernières années en matière d'aménagement. Néanmoins, le conflit communautaire est toujours sous-jacent, comme le rappelle J. Hennessey, qui prend l'exemple de l'élaboration du *South West Gateway Masterplan*³⁷¹ :

« We're trying to do a Masterplan for two different areas. One sits in West Belfast, one sits in South Belfast. But in land use terms, there're exactly the same, they got the same issues... We've worked very hard to look at both of those areas as one geographical entity, but all the way along there's been resistance because it's uncomfortable for people who don't want to lose their identity of them being a West Belfast or a South Belfast. (...) It's

³⁷¹ Il s'agit d'un document stratégique élaboré par le *Department for Social Development* (DSD), en collaboration avec le *Belfast City Council* (BCC), le *South Belfast Partnership* (SBP) et le *West Belfast Partnership* (WBP). Voir ce lien pour plus d'informations : <http://www.paulhogarth.info/newsblog/index.php/2014/11/south-west-gateway-draft-masterplan>

frustrating because those old geographies are very entrenched. » (J. Hennessey, entretien, 20/05/2015).

1.1. La représentativité des habitants au niveau local

Si les acteurs institutionnels sont généralement des fonctionnaires et donc *de facto* des représentants de l'État qui portent, chacun à leur manière en fonction de l'échelle de leur implication, un projet politique national, les acteurs « locaux » – que F. Ballif (2006) qualifie d'« acteurs de terrain » – sont plus difficiles à identifier. Il peut s'agir, pour ces derniers, d'associations de quartiers ou encore de groupes de riverains pour lesquels il est d'ailleurs parfois très difficile de trouver des informations³⁷². Les individus qui sont associés à ces entités sont nommés dans la littérature grise ou évoqués dans les entretiens que j'ai menés comme étant des « *community representatives* ». Il me semble central et pertinent d'interroger qui sont réellement ces acteurs censés représenter la communauté locale et ses intérêts. Je rejoins en ce sens le point de vue de R. McAlister (2010) qui invite d'autant plus à se poser la question dans certains quartiers où les personnalités en lien avec les activités paramilitaires sont toujours très influentes. Car la société civile nord-irlandaise, tout comme elle reste marquée par le sectarisme, ne peut se concevoir indépendamment des acteurs qui ont pris part au conflit communautaire – les paramilitaires (Shirlow, Tongue, McAuley *et al.*, 2010). En effet, j'ai moi-même été confrontée à cette situation lors de mon travail de recherches, en particulier lorsque j'ai interrogé Gerard Davison (entretien, 25/03/2015), le *Strategic Regeneration Officer* de la *Markets Development Association*³⁷³. En mai, alors que j'étais de retour en France, j'ai reçu un courriel de la part d'un autre membre de la *Markets Development Association* qui était présent dans le bureau de Gerard Davison lorsque j'ai mené l'entretien ; il m'a appris que Gerard Davison avait été abattu.

³⁷² Par exemple, je n'ai pas réussi à contacter la *Twaddell Woodvale Association Residents* avant de me rendre au Twaddell Camp (voir *infra*) : je n'ai pas obtenu de réponses au téléphone malgré de nombreux appels, ni de réponses à mes courriels envoyés en amont. Sur place, j'ai constaté que le local était fermé.

³⁷³ Pour rappel, The Markets est un quartier catholique en bordure du centre-ville de Belfast. La *Markets Development Association* est l'un des acteurs privilégiés dans le cadre des actions de régénération menées au sein de la *Neighbourhood Renewal Area* (NRA) de Inner South Belfast. Voir chapitres 6 et 7.

Cette annonce m'a conduit à parcourir la presse en ligne³⁷⁴, d'autant que je n'étais alors plus sur le terrain. Gerard « Jock » Davison a été abattu de plusieurs balles un matin en pleine rue en se rendant à la *Markets Development Association*, soit à proximité immédiate du centre-ville de Belfast. J'ai découvert qu'il était membre de l'IRA provisoire dans les années 1980 et avait progressivement acquis le statut de commandant de l'organisation à Belfast à la fin des années 1990. Il était décrit comme l'une des figures républicaines les plus connues de Belfast – tout comme sa famille, puisque son oncle, abattu en 1998, était également à la tête de l'IRA³⁷⁵. Gerard Davison avait en outre été accusé d'avoir commandité le meurtre d'un homme par trois membres de l'IRA en 2005 dans un bar de Belfast – toutes les personnes impliquées ont finalement été acquittées.

Trois mois après le meurtre de Gerard Davison, j'ai lu dans la presse qu'un autre vétéran et tueur à gages de l'IRA, Kevin McGuigan, avait été abattu de nombreuses balles dans les rues de Belfast, plus précisément dans l'enclave catholique de Short Strand, à East Belfast. Kevin McGuigan était soupçonné d'avoir commandité le meurtre de Gerard Davison. La relation entre les deux hommes remontait notamment du temps de leur implication dans une « brigade » de l'IRA en charge d'assassiner les trafiquants de drogues à Belfast et en Irlande du Nord – une douzaine sont morts entre 1995 et 2001³⁷⁶.

³⁷⁴ Il serait fastidieux de citer ici tous les articles de presse que j'ai consultés ; seulement les sources les plus pertinentes sont ici présentées.

³⁷⁵ Les photos de la procession funéraire qui ont illustré pratiquement tous les articles de presse montrent le cercueil de Gerard Davison drapé dans un drapeau irlandais. Cela est fréquent dans le cadre du décès d'un membre de la communauté catholique/irlandaise. Mais surtout, il était surplombé de gants et d'un béret noirs, attestant que la personne était un membre de l'IRA.

³⁷⁶ Pour un éclairage détaillé de la situation, voir cet article de *The Guardian* (13/09/2015) : <https://www.theguardian.com/uk-news/2015/sep/13/kevin-mcguigan-death-assassin-belfast-political-strife>

Une tribune contestée – et contestable ?

La personne de la *Markets Development Association* qui m'a informée du décès de Gerard Davison a joint une tribune au courriel.

Cette tribune est un hommage d'une soixantaine de « *community groups* » à la mémoire de Gerard « Jock » Davison. Elle est définitivement partisane puisqu'elle est parue dans le quotidien *Irish Republican News* (09/05/2015)³⁷⁷. Il s'agit d'un hebdomadaire engagé, puisque publié par le *Sinn Féin*. Le *Irish Republican News* décrit son objectif sur son site internet comme « *our unique uncensored coverage of events from an Irish republican perspective* »³⁷⁸. Sur le réseau social Twitter, il propose des « *Uncensored news on the struggle for a just, peaceful, united Ireland.* »³⁷⁹. Le propos est donc clairement partial puisqu'il adopte un point de vue irlandais/républicain. De plus, au-delà de l'hommage, il est souligné dans cette tribune que la couverture médiatique de la mort de Gerard Davison avait été diffamante puisque « criminalisant » le passé de la victime plutôt que de mettre en avant son engagement présent en tant que *Strategic Regeneration Officer* et les actions notables qu'il avait menées pour sa communauté.

À la suite de cette parution, des voix se sont élevées pour souligner que ces mêmes groupes bénéficiaient de fonds publics. C'est le cas de l'historien L. Kennedy, de la Queen's University, qui met également en garde contre l'orientation communautaire d'une telle initiative : « *In view of Davison's questionable past, one wonders why certain community groups, many funded by British and European taxpayers, would rush to produce the kind of hagiography apparent in that notice. Was this a misuse of public funds ? The list reads like a roll call of nationalist organisations, suggesting some kind of communal sectarian reflex behind the initiative. (...) This clearly brings the community sector into disrepute and it raises many disturbing questions. How were former IRA, UDA, and UVF³⁸⁰ members recruited into paid positions in community organisations ? Should the Equality Commission carry out an investigation into the process of recruitment ? As regards the 63 [les 63 groupes communautaires qui ont signé la tribune], (...) Could it be that ideological conformity is the invisible "essential criterion" in some appointments ? If so, are sections of the community sector simply blind to issues of equality of opportunity ?* » (L. Kennedy, cité par le *Irish News*, 21/05/2015)³⁸¹.

Les meurtres de Gerard Davison puis de Kevin McGuigan s'apparentent à première vue à des exécutions dans le cadre de règlements de compte au sein de la communauté paramilitaire républicaine – la police nord-irlandaise a précisé rapidement que le meurtre de

³⁷⁷ Je n'ai pas souhaité mettre cette tribune en annexe ; elle peut être retrouvée sur en ligne : http://republican-news.org/current/news/2015/05/doing_justice_to_the_memory_of.html#.VVnD9PIViko

³⁷⁸ <http://republican-news.org>

³⁷⁹ <https://twitter.com/repnews>

³⁸⁰ L'*Ulster Defence Association* (UDA) et l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) sont des milices loyalistes.

³⁸¹ <http://www.irishnews.com/opinion/letterstotheeditor/2015/05/21/news/hagiography-to-jock-brings-community-sector-into-disrepute-123761>

Gerard Davison ne semblait pas « sectaire »³⁸². Ces incidents sont d'une rare violence et soulèvent des interrogations quant à la stabilité politique en Irlande du Nord depuis la signature des accords de paix de 1998. À la suite du meurtre de Kevin McGuigan, Stormont – l'exécutif nord-irlandais – a connu une importante crise politique qui s'est cristallisée autour du statut de l'IRA provisoire, censée être dissoute depuis 2005. Le parti nationaliste *Sinn Féin* – qui partage le pouvoir avec les unionistes – a longtemps été considéré comme la branche politique de l'IRA. S'il est établi que l'IRA provisoire est toujours en fonctionnement, comme le pense la police – le *Sinn Féin*, et notamment son leader, Gerry Adams, déclarent pourtant qu'il n'y a pas de lien entre le meurtre de Kevin McGuigan et l'IRA –, cela peut remettre en cause l'équilibre politique nord-irlandais.

En effet, les accords de 1998 prévoient que tous les élus politiques s'engagent à respecter la non-violence, la paix et la démocratie sans quoi ils peuvent être exclus du pouvoir. Les unionistes peuvent ici considérer que le *Sinn Féin* ne respecte pas ces termes et ainsi appeler à son exclusion³⁸³. Pendant plusieurs semaines à la suite du meurtre de Kevin McGuigan en août 2015, certains hauts membres du *Sinn Féin* ont été arrêtés pour être entendus dans cette affaire – puis relâchés. En parallèle, des ministres unionistes ont démissionné³⁸⁴. Après un arbitrage du premier ministre britannique David Cameron, une sortie de crise a pu être trouvée avec la mise en place d'une expertise sur les groupes paramilitaires. Il doit favoriser les discussions autour de ces questions.

Ainsi, en Irlande du Nord, et *a fortiori* à Belfast, les incidents en rapport avec des individus connectés de près ou de loin à des organisations paramilitaires – passées ou qui semblent être restées actives – confirment une fois de plus le lien qu'entretiennent une partie des habitants avec cet héritage communautaire conflictuel. Les *Troubles* ont fortement marqué la province, tout comme ils ont profondément touchés ses habitants : en 1998, un septième de la population nord-irlandaise attestait d'une expérience « directe » de la violence – ayant été personnellement victime – mais ce chiffre passe à une personne sur

³⁸² Dans ce cas précis, cela signifie que les paramilitaires loyalistes ne seraient pas impliqués, ce qui ne soulève donc pas la problématique du conflit communautaire sous l'angle des rapports entre catholiques et protestants.

³⁸³ La procédure reste néanmoins complexe puisqu'il faut qu'il y ait un vote cross-communautaire. Plus d'informations sur *BBC News* (21/08/2015) : <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-34014823>

³⁸⁴ Notamment le premier ministre, Peter Robinson, remplacé par Arlen Foster : <http://geopolis.francetvinfo.fr/irlande-du-nord-lira-occupe-toujours-la-scene-politique-79693> ; pour une chronologie des événements, cet article de *BBC News* (20/05/2015) : <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-34083430>

cinq quand on parle d'expérience « indirecte » – lorsque la violence touche le cercle familial ou des connaissances (Hayes et McAllister, 2001). Ce constat s'observe encore aujourd'hui puisque la violence communautaire³⁸⁵ s'illustre jusque dans ses formes les plus sévères, comme les meurtres, ou encore les attaques punitives. Les violences concentrées à l'intérieur même des factions paramilitaires indiquent qu'il s'agit plus de luttes internes et de revendications territoriales sur un quartier, par exemple, que de l'expression d'une finalité politique (Féron, 2010). Ces jeux de pouvoir sont un élément de plus à prendre en compte dans la mise en place d'actions, notamment urbanistiques, dans les quartiers mono-confessionnels les plus sous influence paramilitaires.

Le géographe G. Marotte (2015-b) s'est intéressé aux *Paramilitary Punishments Shouting* (PPS) : il s'agit pour un paramilitaire de tirer une ou plusieurs balles dans les membres d'une victime allongée à terre. En complément de ces « *paramilitary style shooting* » – avec des armes à feu – des « *paramilitary style assault* » – avec des battes de base-ball ou des barres de fer – sont également recensés. Ils sont le fait de paramilitaires loyalistes comme républicains et visent des membres de leur propre communauté (PSNI, 2015). Dans le cas des PPS notamment, on constate une persistance de ces violences depuis les accords de paix, malgré une baisse sensible par rapport au pic des années 1998-2005 (**Figure 86**).

³⁸⁵ Je parle ici d'une violence au sens large, pas uniquement entre catholiques et protestants mais également dans tous les aspects qui sont liés à la thématique du conflit communautaire, ce qui inclut donc les activités paramilitaires. B.C. Hayes et I. McAllister (2001) parlent d'une violence « politique ».

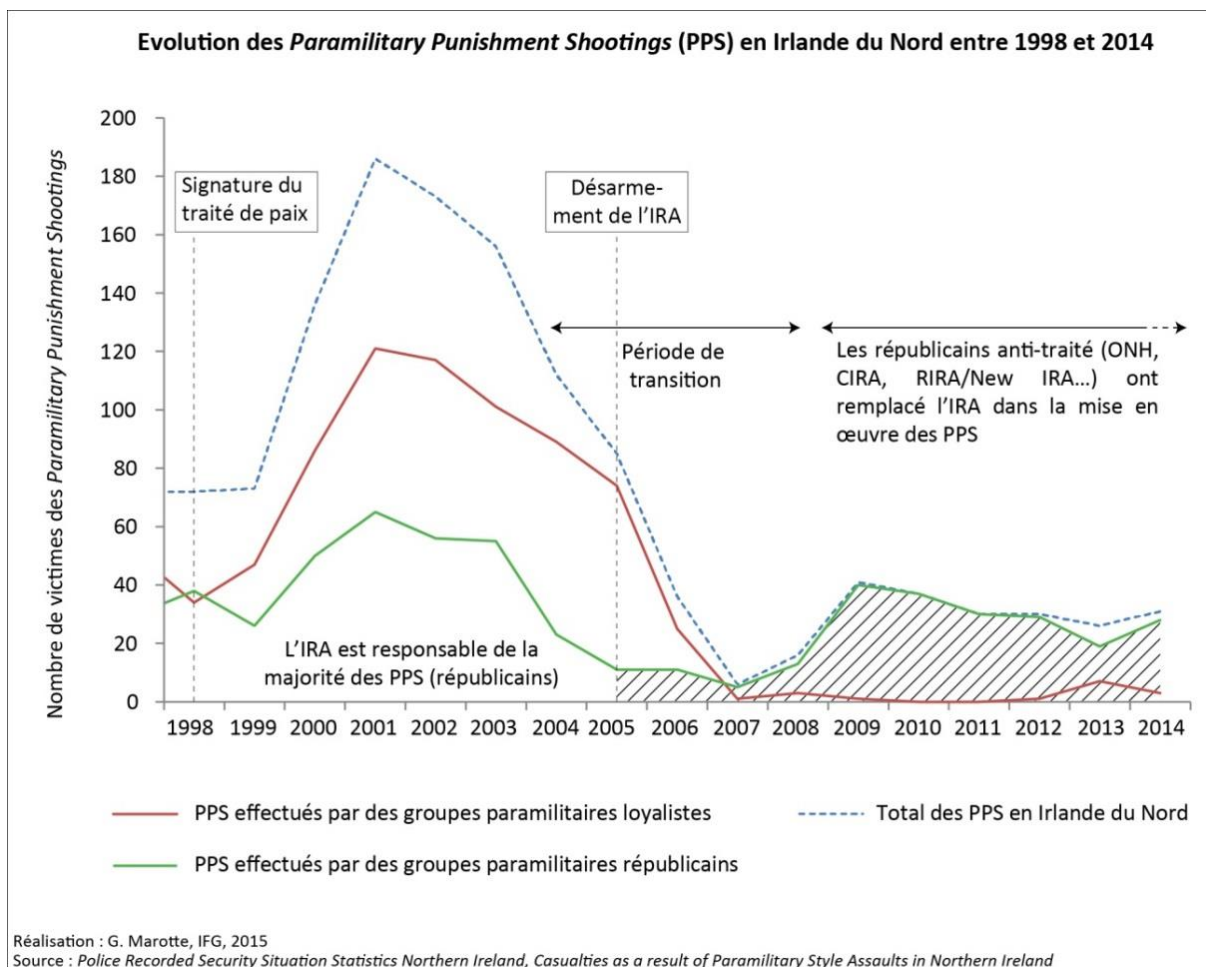


Figure 86 : Évolution des *Paramilitary Punishment Shootings* (PPS) en Irlande du Nord entre 1998 et 2014
 Source : G. Marotte, 2015-b

De façon plus générale, la violence est toujours très présente en Irlande du Nord. Des récentes statistiques qui recensent un éventail d'incidents, comme les décès, les explosions, les arrestations pour terrorisme, etc. – en attestent. Certains sont toujours aussi nombreux aujourd'hui qu'il y a dix ans ; voire ils ont doublés, comme en ce qui concerne attentats à la bombe (**Figure 87**).

Figure 1: Comparing security incidents for 2015/16, the previous year 2014/15 and ten years ago (2006/07).

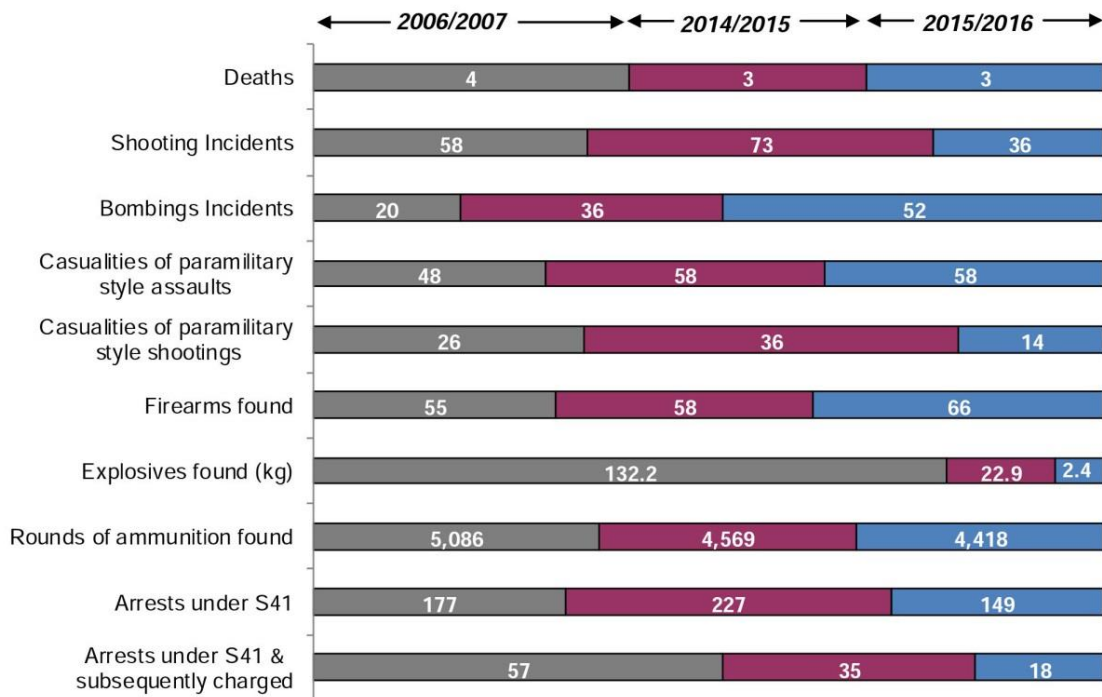


Figure 87 : Évolution des incidents relatifs à la sécurité entre 2006-2007, 2014-2015 et 2015-2017

Source : PSNI, 2016-b

N.B. : La catégorie « *arrests under S41* » renvoie aux arrestations qui ont lieu sous la section 41 du *Terrorism Act*, ratifié en 2000 – soit à la sortie des *Troubles*. Cette législation permet au *Police Service of Northern Ireland* (PSNI) d'arrêter des individus dans le but de prévenir un incident terroriste.

Une grande limite de ces données est qu'elles sont sans doute sous-estimées. En effet, seules les incidents reportés à la police nord-irlandaise sont recensées (PSNI, 2015) sachant que les victimes de violence en relation avec des paramilitaires ne parlent pas toujours – exception faite pour des PPS qui nécessitent une prise en charge hospitalière (Marotte, 2015-b).

1.2. La représentativité des habitants au niveau de la sphère politique

Enfin, si le profil des acteurs locaux interroge, il convient de rappeler que ces questions de l'intégration et du rôle des (anciens) paramilitaires au sein de la société civile touchent les plus hautes sphères du pouvoir. Encore aujourd'hui, une partie de la scène

politique nord-irlandaise est composée d'anciens paramilitaires ou de principales figures militantes qui ont eu une influence pendant les *Troubles*. La composition de l'exécutif, composé d'un *First Minister* et d'un *Deputy First Minister* (chacun d'un « bord » politique, unioniste ou nationaliste)³⁸⁶ en témoigne : Peter Robinson (DUP) et Martin McGuinness (*Sinn Féin*) ont fait deux mandats successifs (2007-2011 et 2011-2016)³⁸⁷ aux postes respectifs de *First Minister* et de *Deputy First Minister*. Pour rappel, Peter Robinson a contribué à l'établissement d'un groupe paramilitaire loyaliste dans les années 1980 – l'*Ulster Resistance* qui a collaboré avec deux autres milices loyalistes, UDA et UVF. Martin McGuinness a été chef d'état-major de l'IRA provisoire à la fin des années 1980. Quant à Gerry Adams, qui est à la tête du *Sinn Féin* depuis une trentaine d'années – ce qui remonte à la période des *Troubles*, s'il n'a jamais reconnu avoir appartenu à l'IRA, il n'a jamais caché ses liens avec l'organisation³⁸⁸.

J'ai pu constater que l'environnement politique nord-irlandais peut avoir des répercussions dans les espaces communautaires de Belfast. Les différentes « affaires » en lien avec des activités paramilitaires qui affectent encore aujourd'hui régulièrement les hommes politiques nord-irlandais peuvent prendre une dimension symbolique dans les quartiers mono-confessionnels. C'est le cas en mai 2014 : Gerry Adams est arrêté suite à la découverte de nouveaux éléments concernant un meurtre remontant à 1972 – le dirigeant du *Sinn Féin* est soupçonné d'avoir commandité l'assassinat d'une femme considérée par l'IRA comme une informatrice pour le compte des Britanniques³⁸⁹. La polémique autour de cet événement a conduit à la modification d'une *mural* dans le quartier catholique de Falls (**Figure 88**).

³⁸⁶ Voir chapitre 3.

³⁸⁷ Plus précisément, Peter Robinson a pris ses fonctions en 2008 en remplacement de son successeur, Ian Paisley, qui avait démissionné.

³⁸⁸ Pour un portrait de Gerry Adams, voir par exemple *BBC News* (19/05/2015) : <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-27238602>

³⁸⁹ Pour un éclairage par le journal *Le Monde* (02/05/2014) : http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/02/pourquoi-gerry-adams-est-il-mis-en-cause-pour-un-meurtre-datant-de-1972_4410564_4350146.html



Photo 1 : La mural avant que naisse la polémique suivant l'arrestation de Gerry Adams. Elle fait référence à des événements qui ont pris place dans les années 1970.

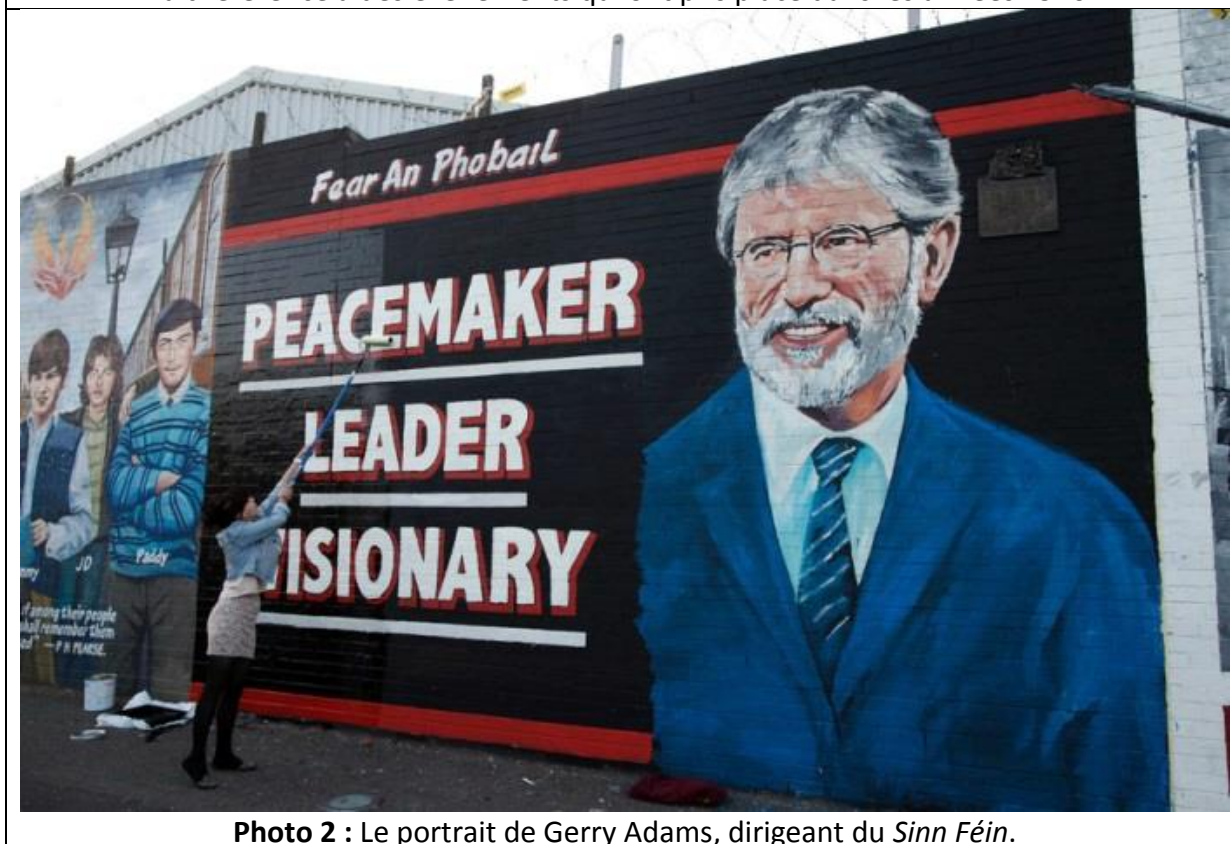


Photo 2 : Le portrait de Gerry Adams, dirigeant du *Sinn Féin*.



Photo 3 : Le remplacement de la *mural* représentant Gerry Adams.



Photo 4 : Une nouvelle *mural* en référence au « massacre de Ballymurphy ». À droite, une représentation de la secrétaire d'État à l'Irlande du Nord Theresa Villers.

Figure 88 : Le remplacement d'une *mural* sur Falls Road en lien avec « l'affaire » Gerry Adams de 2014

Sources : Adèle Schar, août 2013 (photo 1) et mai 2014 (photo 3) ;

Peter Muhly/AFP (photo 2) ; <http://muralsirlandedunord.over-blog.com>, n.d. (photo 4)

La planche ci-dessus montre le remplacement d'une *mural* sur Falls Road – en deux temps – dans le quartier catholique du même nom, Falls, à l'Ouest du centre-ville de Belfast. À l'origine, la *mural* représente Máire Drumm (**photo 1**) – la vice-présidente du *Sinn Féin* tuée par des loyalistes en 1976³⁹⁰ – en tête d'un cortège à l'occasion du couvre-feu de Falls, en 1970³⁹¹. Mais lorsque Gerry Adams est arrêté en mai 2014 une nouvelle *mural* a surgi en l'espace de quelques heures : elle représente le dirigeant du *Sinn Féin*, considéré comme un « artisan de la paix », un « dirigeant » et un « visionnaire » (**photo 2**). Quand je me suis rendue sur place pour voir cette *mural*, elle était déjà en train d'être remplacée (**photo 3**). J'ai à cette occasion pu discuter avec le peintre, « Danny »³⁹². Il s'agit de Danny Devenny, comme je l'apprendrai plus tard dans les journaux : ancien membre de l'IRA devenu activiste politique au sein du *Sinn Féin*, il est l'un des principaux peintres « muralistes » républicains d'Irlande du Nord³⁹³. À ma question de savoir ce que pensaient les habitants du quartier de cette peinture, s'il avait été décidé « collégialement » – comme lors d'une réunion d'association de quartier – de la réaliser ou encore s'il avait l'autorisation de la mairie pour peindre sur ce mur, sa réponse fut la suivante : « *We don't care. We're Irish* ». Ils pouvaient donc peindre ce qu'ils voulaient sur les murs, ce n'est pas des lois qui allaient les en empêcher. Ils voulaient que les gens « se rappellent » et que leurs enfants ne vivent pas « la même chose ». C'est le dirigeant du *Sinn Féin* – relâché après sa garde à vue – qui aurait demandé le remplacement de cette *mural*³⁹⁴ : « *Gerry himself requested it be painted over as he thought there were more important issues that the space could be used for. (...) He*

³⁹⁰ Elle a été assassinée alors qu'elle était en convalescence à l'hôpital par des hommes qui se sont fait passer pour des médecins. Comme dans ce cas précis, les familles des victimes de paramilitaires restent parfois, encore aujourd'hui, insatisfaites quant à la résolution de ces meurtres – voir cet article du *Irish News* (26/10/2016) : <http://www.irishnews.com/news/2016/10/26/news/daughter-of-republican-ma-ire-drumm-seeks-answers-to-murder-40-years-on-754582> Ce climat contribue à entretenir près de vingt ans après la signature des accords de paix, un certain ressenti pour une partie des Nord-Irlandais.

³⁹¹ L'armée britannique était à la recherche d'armes provenant des milices paramilitaires. L'historien R. English (2003) note que cet événement – durant lesquels des dégâts matériels ainsi que des morts ont été à déplorer – a foncièrement aggravé les relations entre le gouvernement et la classe ouvrière catholique.

³⁹² Il était accompagné de deux autres personnes qui étaient en train d'effacer la *mural* de Gerry Adams en vue de la repeindre. La discussion a été informelle, je l'ai retranscrite en note – ayant obtenu son accord pour le citer dans ma recherche – à la fin de notre conversation.

³⁹³ Son parcours est également entrecoupé de séjours en prison, de blessures par balles et de relations avec des membres de l'IRA. Le *Financial Times* (03/01/2009) dressait son portrait il y a quelques années : <https://www.ft.com/content/4b98599e-cfc5-11dd-abf9-000077b07658>

³⁹⁴ La presse relate néanmoins la division des points de vue des habitants de Falls, autant quant à l'arrestation du dirigeant du *Sinn Féin* qu'en ce qui concerne la *mural* – qui a d'ailleurs été plâtrée puis taguée, signe d'une tension notable et d'une initiative « artistique » qui n'est sans doute pas au goût de tous les habitants ; voir le *Belfast Telegraph* (05/05/2014) : <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/gerry-adams-mural-paintbombed-community-divided-over-arrest-30243315.html>

suggested the Ballymurphy massacre and we have started work on that already. ». (D. Devenny, cité par le *Irish News*, 15/05/2014)³⁹⁵. La mural de remplacement (**photo 4**) fait désormais référence au « le massacre de Ballymurphy ». Danny a également utilisé ces termes lorsque nous avons échangé³⁹⁶. 11 civils ont été tués pendant les *Troubles*, en 1971, par des militaires britanniques à Ballymurphy, à l’Ouest de la ville de Belfast. Danny m’a expliqué sa signification grâce un croquis qu’il avait réalisé préalablement : la femme à gauche représente symboliquement une proche de victime tandis que celle de droite est Theresa Villers, secrétaire d’État à l’Irlande du Nord³⁹⁷. Les croix au centre sont au nombre de 11, comme le nombre de personnes tuées. Theresa Villers s’est opposée à l’ouverture d’une enquête indépendante³⁹⁸, déclenchant la colère des proches des victimes qui l’accusent de ne pas divulguer toutes les informations sur cette affaire. D’après Danny, « Les Irlandais veulent connaître la vérité ». Un article de *The Guardian* (26/06/2014)³⁹⁹ revient sur cet épisode et rappelle la difficulté pour l’Irlande du Nord de faire face à son passé : « *After so many years, recovering the truth about the massacre will be an enormously complicated task. But the Ballymurphy families, like so many other people in Northern Ireland, feel they may never escape the shadows of the past until that truth is laid out in the open.* »⁴⁰⁰.

En définitive, cette situation est aujourd’hui intrinsèque à l’Irlande du Nord. E. Crooke (2011), spécialiste des études patrimoniales, rappelle que la signature des accords de paix symbolise pour l’Irlande du Nord le passage à une société post-confliktuelle. Mais il est certain que, malgré un contexte politique en mutation, l’héritage communautaire reste une charge qui pèse sur le vécu d’une partie des acteurs comme des habitants et il se traduit parfois de façon très violente. Cette constatation amène G. Marotte à s’interroger : « La

³⁹⁵ <http://www.irishnews.com/news/2014/05/15/news/painted-in-days-and-glimpsed-by-millions-now-adams-mural-is-erased-91576>

³⁹⁶ Encore une fois, le sujet des mémoires individuelles mais également collectives – à savoir ici, au sein de la communauté catholique, qui parle de « massacre » – prend tout son sens.

³⁹⁷ Elle a exercé cette fonction de 2012 à 2016.

³⁹⁸ Je ne peux revenir plus précisément sur cette décision ; le gouvernement britannique l’a justifié à travers un communiqué officiel (29/04/2014) : <https://www.gov.uk/government/news/decision-on-ballymurphy-independent-review-panel>

³⁹⁹ <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jun/26/-sp-ballymurphy-shootings-36-hours-west-belfast-northern-ireland-10-dead>

⁴⁰⁰ La polémique autour du « massacre de Ballymurphy », si elle témoigne de la difficile résolution des affaires en lien avec les *Troubles* en Irlande du Nord, n’est pas sans rappeler le cas des familles de victimes du *Bloody Sunday* (voir annexe 5).

présence d'une forme de justice alternative en Irlande du Nord⁴⁰¹ pose également la question de la légitimité des institutions britanniques. Il s'agit de savoir qui, dans certains quartiers, est légitime et qui détient le monopole de la violence. » (Marotte, 2015-b, n.p.). Les acteurs impliqués dans une communauté – les « *community representatives* » – sont les premiers représentants sur le terrain et ils restent les interlocuteurs privilégiés lors des dialogues avec d'une part les représentants de l'État et d'autre part les habitants. C'est notamment le cas dans le processus d'application de régénération urbaine. Or, s'ils sont des maillons essentiels de la gouvernance urbaine, le fait que certains puissent être apparentés à des groupes paramilitaires pose largement question. Pour D. Bryan par exemple, les groupes paramilitaires continuent de légitimer leur existence sur le terrain et au sein de leur communauté ce qui amène selon lui au constat suivant : « *the phrase "community worker" or "community representative" is, at times, read as a euphemism for paramilitary or ex-paramilitary* », (D. Bryan, 2006, cité par Crooke, 2011, p. 28). En suivant le même raisonnement, le sociologue L. A. Smithey pose la question en ce qui concerne les anciens membres de formations loyalistes⁴⁰² : « *How can loyalist paramilitaries be accepted as agents of cultural conflict transformation ?* ». Son analyse atteste que ces personnalités restent bien souvent des figures influentes au sein de la communauté⁴⁰³ : « *Some argue that they are nonetheless members in standing of their communities while others resent that they maintained positions of influence through a contradictory mix of intimidation and service.* » (Smithey, 2011, p. 185).

Cette situation est largement connue, par une partie des habitants comme par les acteurs institutionnels. Elle interroge, encore aujourd'hui, la transition (in)achevée vers une Irlande du Nord post-conflictuelle, et par extension la normalisation du passé des paramilitaires, qui ont été les principaux protagonistes des *Troubles*. Pour Gareth, un travailleur communautaire de Portadown⁴⁰⁴ interrogé dans le cadre de recherches sociologiques, l'héritage paramilitaire est tel que paradoxalement, les autorités nord-

⁴⁰¹ Il est ici fait référence aux actions punitives des paramilitaires.

⁴⁰² Pour un éclairage sur la question des paramilitaires loyalistes à la suite des accords de 1998, voir également Gallaher (2007) ou encore Ferguson, Burgess et Hollywood (2015) – qui traitent plus précisément les processus du « désengagement de la violence politique » de groupes paramilitaires loyalistes.

⁴⁰³ C'est également le cas du côté républicains, ou les anciens membres de l'IRA « représentent pour une partie de la population des figures légitimes et écoutées » (Marotte, 2015-a, p. 54).

⁴⁰⁴ Portadown est une ville à environ 40 km au Sud-Ouest de Belfast. La majorité des habitants sont des protestants, comme c'est le cas plus généralement de la « ceinture protestante » dont elle est issue, du Nord du comté Tyrone au Nord-Est du comté d'Armagh (Kaufmann, 2007, p. 153).

irlandaises font malgré tout de ces individus des chefs de file : « *Government is about reinventing paramilitarism into community (...). But they [les anciens paramilitaires repentis] should be reintegrated into our community as opposed to our community reintegrating into that reinvention of paramilitarism.* » (cité par Smithey, 2011, p. 185).

Une reconversion politique inéluctable ?

Le politologue K. E. Grisham (2014) fait un parallèle entre le conflit nord-irlandais et la fin du système de l'Apartheid en Afrique du Sud. Il constate que, dans les deux cas, les entités politiques ont coexisté avec les mouvements de guérilla. Puis, au fur et à mesure que le conflit perdure, ces « branches » politiques deviennent progressivement les principales organisations dominantes jusqu'à se transformer en partis politiques légitimes (l'IRA provisoire et le *Sinn Féin* en Irlande du Nord ; les Umkhonto we Sizwe – ou MK – et le *African National Congress* en Afrique du Sud).

Au niveau politique, la situation reste également très instable, puisque le passé conflictuel de l'Irlande du Nord peut entraîner des blocages politiques. Il peut également impliquer directement les élus, qui ont à charge de diriger, administrer ou faire avancer la province vers une sortie de crise durable en dépassant progressivement ce qui a trait au conflit communautaire. Par exemple, cette « complémentarité » entre l'IRA – militaire – et le *Sinn Féin* – politique – pendant les *Troubles* n'est pas sans conséquence puisque dès que le *Sinn Féin* a voulu devenir un acteur politique de premier plan en Irlande du Nord, il a dû assumer les actions passées de l'IRA (Van Engeland, 2008). Encore aujourd'hui, l'implication locale du *Sinn Féin* est très forte : elle se traduit par l'établissement de structures – comme des centres sociaux – dans les quartiers catholiques. S'ils étaient à l'origine tenus par des volontaires, ils ont après les accords de paix d'une part perduré et d'autre part pu obtenir des financements publics conséquents (Cassidy, 2005, cité par Marotte, 2015-a). Paradoxalement, ces différentes figures politiques ont souvent été très impliquées dans le processus de paix mené en Irlande du Nord. Ce sont également les anciens paramilitaires – en complément des travailleurs sociaux – qui peuvent avant tous être les plus à-même à provoquer des tensions tout comme ils peuvent être les seuls à initier les discussions (Féron, 2008). Les dirigeants politiques ont largement fait preuve de « militantisme », sur les questions sociales et économiques, mais également culturelles (Shirlow, Tongue, McAuley et

al., 2010). Le cas des parades orangistes (voir *infra*) comme celui de « l'affaire » Gerry Adams en 2014 en attestent. Finalement, pour É. Féron, certaines personnes vivent effectivement de l'entretien de ce climat de tensions – les entretiens qu'elle a menés avec des paramilitaires ou encore des hommes politiques le confirment – ce qui l'amène à évoquer la « véritable utilité sociale » du conflit (Féron, 2011, p. 13).

2. Le « durcissement » du conflit communautaire

S'il est indéniable que la situation globale concernant le conflit communautaire s'est améliorée depuis la signature des accords de paix de 1998, la situation est plus à nuancer quand il s'agit de constater des évolutions à une échelle plus fine, comme celle du quartier. En effet, le conflit, s'il n'a pas disparu, est de plus relégué dans les quartiers communautaires. Dans ces espaces péricentraux, les tensions sont toujours sous-jacentes, notamment aux interfaces des quartiers mono-confessionnels. L'espace urbain demeure physiquement divisé et surtout spatialement – et socialement – ségrégué. L'action des politiques est donc indissociable de ce cadre conflictuel spécifique. Alors qu'ils doivent fabriquer la ville et penser l'aménagement, les acteurs de l'urbain font face à de réelles difficultés pour engager la transition vers une ville complètement post-conflictuelle dans les quartiers communautaires. Ces derniers connaissent – paradoxalement – un « durcissement du conflit » qui se fixe dans des « poches » où les tensions entre catholiques et protestantes sont exacerbées. F. Boal (1996) avait déjà démontré avant la fin des *Troubles* l'existence d'un « *segregation ratchet* »⁴⁰⁵ : s'il est avéré qu'après des épisodes de tensions communautaires, la ségrégation augmente – les habitants se replient dans leur communauté, catholique ou protestante – il n'y a plus de retour à un niveau de ségrégation plus faible qui correspondrait à la période de pré-perturbation.

2.1. *Le paradoxe de l'augmentation des peacelines*

Malgré une diminution progressive de la violence jusqu'à atteindre son niveau le plus faible au moment de la signature des accords de paix de 1998, les *peacelines* n'ont

⁴⁰⁵ Qui pourrait se traduire par « levier de ségrégation ».

paradoxalement cessé d’être construites depuis la fin des *Troubles* (**Figure 89**), preuve que la séparation physique entre les quartiers catholiques et protestants a été pérennisée : considérées autrefois comme un dispositif provisoire de sécurité, elles deviennent désormais un outil de gestion de tensions devenues plus localisées⁴⁰⁶.

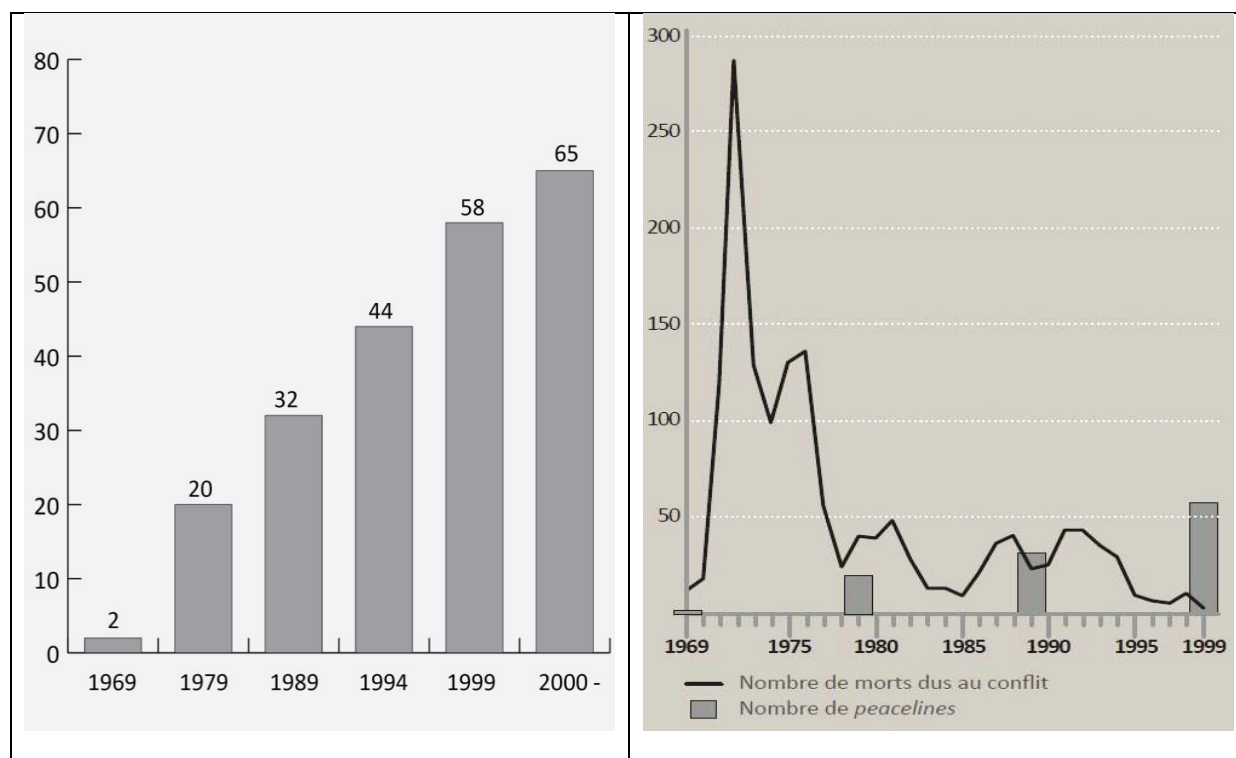


Figure 89 : L'augmentation du nombre *peacelines* à Belfast, malgré une atténuation des violences
Sources : Adèle Schar, d'après BIP, 2011 (gauche) ; Adèle Schar, d'après Murray, 2006 et BIP, 2011 (droite)

2.2. Un entre soi toujours très prégnant : l'exemple des manifestations loyalistes du mois de juillet

À Belfast la majorité des habitants vit dans des quartiers mono-confessionnels, à dominante catholique ou bien à dominante protestante. Dès lors, l'urbanité et l'entre soi communautaires sont particulièrement visibles lors des parades ou « marches », qui correspondent aux défilés des groupes communautaires dans l'espace public. Les parades

⁴⁰⁶ Voir en bibliographie les nombreux travaux – notamment de F. Ballif – sur ce sujet.

sont majoritairement protestantes⁴⁰⁷ et elles prennent place principalement durant la « *marching season* », c'est-à-dire tous les ans lors de la période estivale⁴⁰⁸. La date-clef est le 12 juillet, puisqu'elle marque l'anniversaire de la défaite de Guillaume d'Orange sur le roi catholique Jacques II, lors de la bataille de la Boyne, le 12 juillet 1690. Cet événement symbolise la suprématie des protestants en Irlande et sa commémoration reste encore aujourd'hui très importante pour une partie de la communauté protestante d'Irlande du Nord.

En complément, l'espace public se transforme. Puisque les drapeaux sont – parmi d'autres éléments – un fort symbole identitaire en Irlande du Nord, ils sont largement déployés dans les quartiers protestants pendant l'été comme autant d'artefacts communautaires (**Figure 90**).

⁴⁰⁷ En effet, si les catholiques défilent également en Irlande du Nord, les protestants restent largement majoritaires avec près de dix fois plus de manifestations publiques. La *Parade Commission for Northern Ireland* (PCNI) recense 2851 parades – qualifiées de « loyalistes/unionistes » – et 219 – qualifiées de « nationalistes/républicaines » – pour l'année 2015-2016 (PCNI, 2016).

⁴⁰⁸ À Derry/Londonderry, en plus des célébrations orangistes estivales, les *Apprentice Boys* – une fraternité en lien avec l'Ordre d'Orange – célèbrent également chaque décembre l'anniversaire du siège de la ville (voir annexe 5). Pour une chronologie des parades annuelles en Irlande du Nord, voir : <http://cain.ulst.ac.uk/issues/parade/chpa1.htm>



Photo 1 : Des guirlandes d'*Union Jack* sont installées devant chaque maison. Des drapeaux avec la croix de Saint Georges sont également présents, sur le lampadaire par exemple.



Photo 2 : Les drapeaux sont étendus à travers la ruelle, d'une habitation à l'autre. À gauche, une *mural* paramilitaire loyaliste.

Figure 90 : Les rues de East Belfast durant la période estivale

Source : Adèle Schar, août 2013

La sociologue C. Mitchell considère les parades protestantes comme « *an important ritual through which the substantive culture of Protestant identity and community is constructed.* » (Mitchell, 2006, p. 85). Or, ces parades sont une importante source de tensions entre les communautés catholiques et protestantes. Elles donnent pratiquement tous les ans lieu à des affrontements, et les quartiers catholiques à proximité du trajet du défilé manifestent leur mécontentement. Pour l'historienne C. Kinealy, la période des *Troubles* a marqué le durcissement des parades orangistes :

« Pendant toute la durée des troubles, le 12 juillet garda la place centrale qui était la sienne dans le calendrier orangiste (...). Bien des parades dévièrent de leur itinéraire traditionnel afin de traverser des quartiers à prédominance catholique. Le caractère des marches changea également lorsque des orchestres de cornemuses et de flûtes, appelés familièrement *blood and thunder bands* – du sang et du tonnerre –, remplacèrent les cuivres (...). Les parades affichèrent d'autant plus la suprématie protestante que la domination politique et économique des protestants s'effritait lentement. Les défilés se multiplièrent. » (Kinealy, 2003, p. 177-182).

Malgré des progrès au milieu des années 2000 et les efforts constants déployés par les autorités pour prévenir tous débordements, le 12 juillet est une des dates de l'année où les tensions communautaires sont exacerbées : « *it remains arguably the most predictable occasion and place for serious street level violence and communal conflict in Northern Ireland.* » (Hayward et Komarova, 2014, n.p.)⁴⁰⁹. Cela s'explique notamment par le fait que les parades sont des formes d'expression d'une identité communautaire – ici, protestante – qui constituent de « véritables violences symboliques pour l'autre communauté » (Féron, 2010, p. 92) – ici, les catholiques. Brendan McKenna, présenté comme un représentant de l'association des résidents de Garvaghy Road – une enclave catholique au sein de la ville de Portadown – est catégorique et n'hésite pas la comparaison : « C'est comme si une organisation nazie voulait marcher dans un quartier peuplé de juifs... » (cité par *L'Obs*, 22/04/2010)⁴¹⁰.

⁴⁰⁹ Pour un regard sur l'évolution de parades orangistes en Irlande du Nord et plus précisément sur les origines du conflit concernant le droit des protestants à défiler – qui remonte à la fin du XVIII^e siècle –, voir Kinealy (2003).

⁴¹⁰ <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-fast-belfast/20100422.RUE9353/les-parades-controversees-de-protestants-nord-irlandais.html>

Avant même l'occupation de l'espace public par les parades orangistes lors de la journée du 12, la commémoration est « ouverte » la veille au soir par la communauté protestante avec l'embrasement de *bonfires*. Il s'agit de gigantesques assemblages⁴¹¹ de palettes de bois construits dans les quartiers protestants, par exemple sur un terrain vague ou bien un *blighted space*, à proximité d'une *peaceline*⁴¹². Les édifices sont allumés le soir du 11 juillet et sont généralement visibles de très loin –notamment par les habitants qui vivent dans les quartiers catholiques. Les drapeaux sont largement érigés sur les *bonfires* (Bryan, Clifford ; Gordon *et al.*, 2010). Effectivement, le *bonfire* peut être surmonté de l'*Union Jack* afin de marquer l'appartenance communautaire protestante. Mais, d'une façon plus provocante, les symboles qui renvoient à l'« autre » communauté – comme le *Tricolour* irlandais, les maillots de sport irlandais, les affiches de campagne du *Sinn Féin*, l'effigie de Gerry Adams, le drapeau *Starry Plough*⁴¹³... – peuvent être déposés sur le *bonfire* afin d'être embrasés (**Figure 91**). De plus, il n'est pas rare de voir une extrapolation du message initial d'hostilité envers la communauté catholique nord-irlandaise, puisque certaines minorités ethniques peuvent être visées⁴¹⁴, ou encore le Vatican, dont le drapeau est régulièrement brûlé⁴¹⁵.

⁴¹¹ Pour avoir vu ces constructions dans East Belfast – quartier protestant où j'ai résidé – elles sont impressionnantes.

⁴¹² Voir chapitre 2.

⁴¹³ Il s'agit d'un drapeau utilisé pour la première fois lors du *Easter Rising* à Dublin en 1916 (voir chapitre 2). Il est aujourd'hui associé au socialisme irlandais et se présente sous la forme d'un drapeau bleu avec 7 étoiles (**Figure 91**).

⁴¹⁴ Des drapeaux polonais ont été brûlés en 2012.

⁴¹⁵ Se référer à la presse pour plus de précisions.



Photo 1 : Un *bonfire* dans le quartier protestant de Shankill, à Belfast



Photo 2 : Un *bonfire* dans le quartier protestant The Fountain, à Derry/Londonderry.

Figure 91 : Les *bonfires*, préparés chaque année dans les quartiers protestants en vue de la nuit du 11 juillet

Sources : Peter Morrison/AP, juillet 2014, cité par *USA Today* (11/07/2014) (photo 1) ; Roryms, août 2010, <https://www.flickr.com> (photo 2)

C'est cette fonction de provocation que relate F. Ballif à propos de Torrens, un lotissement protestant dans North Belfast⁴¹⁶ : « Dans Torrens Avenue, l'affiche électorale accrochée au lampadaire, en faveur du candidat du *Sinn Féin*, Gerry Kelly, signale que nous sommes du côté catholique. Du côté du lotissement de Torrens, des débris jonchent le sol, morceaux de bois, mobilier cassé, vieux matelas (...). Ils ont été apportés pour alimenter les feux de joie du 12 juillet. L'interface est ainsi replacée dans sa fonction de frontière et de défi face à l'autre communauté. Les feux seront ainsi visibles d'Ardoyne, dans Torrens Avenue. Un espace plus grand serait disponible pour les feux de joie dans l'espace central gazonné du lotissement, mais il n'est visible que des allées à l'arrière d'Oldpark Avenue. » (Ballif, 2006, p. 371-372).

Il ne faut pas généraliser ces pratiques très controversées et hostiles à l'ensemble des *bonfires* de la nuit du 11 juillet, mais elles offrent un aperçu indispensable du climat de tension toujours latent sur les questions communautaires en Irlande du Nord. Certes, le *Belfast City Council* (BCC) essaye de transformer ces pratiques. Le *Bonfire management programme* a pour but d'éviter que les *bonfires* ne tombent pas dans le piège paramilitaires et sectaires qui leur sont associés (BCC, 2007). Ainsi, il s'agit clairement de faire de cet événement une manifestation normalisée de l'expression de la culture de la communauté protestante, *via* la promotion d'un événement qui se voudrait familial et positif (**Figure 92**).

⁴¹⁶ Torrens est une petite enclave protestante (Peyronel, 2003) enfermée par des *peacelines* (Ballif, 2006). Toutefois, une partie de mur a été enlevée suite à la régénération du quartier en 2010 (BIP, 2011). Plus généralement, le lotissement de Torrens est jouté par des quartiers catholiques de plus grande taille, comme Ardoyne et Oldpark, et a vu sa population protestante largement diminuer (Cunningham et Gregory, 2014). C'est à Ardoyne que se sont cristallisées les tensions qui ont donné naissance au Twaddell camp – voir *infra*.

Bonfires and cultural expression

One of the goals of our Good Relations Action Plan is to promote the positive expression of culture. As part of this we're working with communities across Belfast to help improve the way July bonfires are managed and provide support to increase opportunities for positive cultural expression.

Our bonfire and cultural expression programme aims to support positive, respectful expressions of culture that value diversity and encourage participation. The programme will:

- support creative forms of cultural expression within communities
- provide training to support positive change, and
- work with communities to encourage safe forms of cultural celebration.

We will help communities where July bonfires occur to connect with the cultural significance of the occasion through the funding of small scale community festival events and activities. We will also fund activity that raises awareness of cultural heritage and what it can mean to different groups.

The programme is part of our wider work in promoting Belfast as a welcoming, safe and inclusive city as outlined in the Belfast Agenda. We will also continue our collaborative work with a number of agencies on the issue of bonfires.

We will continue to support groups who deliver activity that aims to address issues associated with August bonfires and to tackle some negative aspects and challenges that continue to be associated with some bonfires.

Figure 92 : Le message du *Belfast City Council* (BCC) concernant les *bonfires*
Source : <http://www.belfastcity.gov.uk/community/goodrelations/bonfires.aspx>

Néanmoins, la situation n'est pas encore stabilisée puisque les *bonfires* ne rentrent pas tous dans le cadre des « bonnes relations », promues par les politiques nord-irlandaises axées sur l'idée de société « partagée »⁴¹⁷. De façon plus étonnante – parce que cela n'est pas lié à la dimension communautaire –, des voix s'élèvent contre la pollution environnementale que génèrent ces *bonfires*, comme le rapporte *The Guardian* (29/06/2008)⁴¹⁸ d'un ton humoristique : « *Orangemen are going green this marching season* ». Jusqu'à 3 000 livres sterling ont en effet pu être accordées par les différentes *councils* nord-irlandais aux groupes communautaires qui sont derrière les *bonfires* afin que des matériaux polluants, tels les pneus, ne soient pas utilisés pour construire les édifices. Enfin, il est utile de rappeler que les *bonfires* ont un coût très important puisqu'entre 2010 et 2015, plus de 650 000 livres sterling d'argent public ont été dépensées afin que les sapeurs-pompiers nord-irlandais puissent les maîtriser (*Irish News*, 06/07/2016)⁴¹⁹.

⁴¹⁷ Voir chapitre 7.

⁴¹⁸ <https://www.theguardian.com/politics/2008/jun/29/northernireland.greenpolitics>

⁴¹⁹ <http://www.irishnews.com/news/2016/07/06/news/how-much-do-twelfth-bonfires-cost-the-fire-service--592445>

Initiées par l’embrasement des *bonfires*, les célébrations de la bataille de la Boyne se poursuivent ensuite avec les parades qui défilent dans les villes nord-irlandaises pendant la journée du 12 juillet. La mise en scène des cortèges est très militaire (**Figure 93**). Les différents groupes – dont les membres sont chacun vêtu d’un uniforme – se succèdent les uns après les autres. Les orangistes sont facilement identifiables au sein du cortège : ce sont des hommes⁴²⁰ en chemise blanche et cravate reconnaissables à leur écharpe orange. Les musiciens jouent des airs de flûtes et de tambours qui s’apparentent à de la musique accompagnant un défilé militaire. R. Tosser, spécialiste de la civilisation nord-irlandaise, souligne le retentissement de ces marches orangistes, qui ne peuvent qu’être entendues par les habitants : « À Belfast, l’entrée fracassante des défilés ressemble à une entrée triomphale dans la ville suite à la bataille gagnée » (Tosser, 2009, n.p.). En 2016, près de 60 groupes ont pris part au défilé dans les rues de Belfast (*BBC News*, 11/07/2016)⁴²¹. V. Müller (2004) note une véritable ritualisation de ces défilés qui sont vécus par la communauté catholique comme une invasion territoriale.

⁴²⁰ Il n’y a – d’après mon observation – pas de femmes dans les défilés orangistes. Je ne peux me consacrer ici à développer ce point, qui mériterait d’être étudié. D. Bryan (1999) a de plus souligné le caractère souvent exclusivement masculin des orchestres qui défilent dans les zones urbaines et ouvrières, au contraire de ce qui peut s’observer en milieu rural.

⁴²¹ <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-36745654>



Photo 1 : Les différents groupes se succèdent.



Photo 2 : Des orchestres de flûtes et de percussions.



Photo 3 : Les orangistes défilent.

Figure 93 : La parade orangiste du 12 juillet sur Templemore avenue, dans le quartier protestant de East Belfast

Source : Adèle Schar, juillet 2013

La majorité des protestations concernant le passage des parades orangistes en Irlande du Nord ne peuvent être comprises qu'en rapport avec l'environnement de ségrégation spatiale de l'espace urbain mais également à travers le contexte très symbolique de contestation culturelle (Hayward et Komarova, 2014). Les trajets empruntés par les orangistes sont définis par la *Parade Commission for Northern Ireland* (PCNI)⁴²² : il s'agit d'un *Non-Departmental Public Body* (NDPB), rattaché au *Northern Ireland Office* (NIO). Néanmoins, les orangistes, qui considèrent les parades comme un droit civique d'expression publique, ne sont pas conciliants quant à la négociation du calendrier, du parcours et de la fréquence des défilés (L. A. Smithey, 2011). D'ailleurs, certains tracés peuvent parfois avoir été les mêmes depuis des générations (Féron, 2010).

À Belfast, une situation emblématique de la cristallisation des tensions entre catholiques et protestants quant au passage des parades orangistes dans l'espace urbain s'observe avec le cas du Twaddell camp. En effet, en 2013, la PCNI a refusé aux orangistes de défiler sur une section de Crumlin Road, dans North Belfast, sachant que cette rue fait office de frontière dématérialisée avec le quartier catholique d'Ardoyne. Les catholiques se sont élevés contre le passage des parades orangistes au sein de leur quartier. Les protestants ont néanmoins tenus à suivre l'itinéraire qu'ils comptaient emprunter à l'origine, malgré le refus de la PCNI concernant cette section du trajet ; la conséquence a été que les forces de police ont empêché la parade de s'avancer sur Crumlin Road⁴²³. À partir de cet instant, les protestants se sont installés sur un terrain vague, situé précisément à ce niveau de blocage du parcours, à l'angle du rond-point où convergent Crumlin Road, Woodwale Road et Twaddell Avenue (*Figure 94*)⁴²⁴.

⁴²² <https://www.gov.uk/government/organisations/parades-commission-for-northern-ireland>

⁴²³ Ce n'est pas la première fois que ce genre de situation – entre défiance des ordres de la PCNI et provocation communautaire – se produit. Un article du *Monde* (06/09/2012) relate que pendant la *marching season* de juillet 2012 à Belfast, un groupe de protestants a défilé malgré l'interdiction devant la chapelle catholique Saint-Patrick. Il a joué une musique traditionnelle moquant la famine qui a eu lieu en Irlande au XIX^e siècle. La conséquence fut, en réaction, un défilé catholique et plus généralement des affrontements entre les communautés catholiques et protestantes – ainsi qu'avec la police – durant plusieurs mois.

⁴²⁴ L'emplacement est d'autant plus symbolique que cette intersection a largement été utilisée comme point de passage par les paramilitaires loyalistes et républicains pendant les *Troubles* (Black, 2014, citée par DeYoung, 2016).



Photo 1 :
Derrière la clôture, le Twaddell Camp. Les banderoles à l'entrée traduisent le sentiment d'injustice ressenti par les protestants qui n'ont pas pu défiler sur Crumlin Road.



Photo 2 :
En face du camp, de l'autre côté de la route, d'autres banderoles. Les références sont politiques – *Progressive Unionist Party (PUP)* – ou paramilitaires – « *Loyalist Ardoyne* » ; « *Carrickfergus United Loyalists* ».



Figure 94 : Le Twaddell camp, symbole de la cristallisation des tensions autour du parcours des parades du 12 juillet
Sources : Adèle Schar, novembre 2013 (photos 1 et 2) ; Adèle Schar, d'après infographie, n.d. citée par L'équipe 17 de l'Axel Springer Akademie

Pour E. DeYoung (2016), spécialiste en études irlandaises, le camp traduit une appropriation de l'espace public – par les protestants – comme la manifestation de la résistance, de l'identité et du territoire. La superficie du terrain, bordé par une palissade en fer, est minimale⁴²⁵ puisqu'elle ne permet de loger qu'une caravane et un ou deux modules portables. Le terrain sur lequel les contestataires se sont installés appartient au *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE). La réponse ironique du *Belfast Regional Planner*, lorsque je lui ai parlé du Twaddell camp – « *Do you know that we own that land ?!* » (R. Hawe, entretien, 10/01/2014) – ainsi que son aveu à propos du fait que le NIHE ne sait pas quoi faire par rapport à cette situation sont révélateurs. Ils traduisent l'impasse dans laquelle se trouve le bailleur social puisqu'il ne peut finalement pas déloger les occupants illégaux de son terrain. Le camp a été occupé 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Ses occupants l'appellent également « *protest camp* » ou « *civil rights camp* ». Les revendications des orangistes ont généralement concernées le démantèlement de la PCNI tandis qu'ils ont affirmé qu'ils resteraient sur place tant qu'ils ne pourraient pas terminer leur parade « avortée » – effectivement, « L'une des premières justifications du "droit de parade" est que celui-ci fait partie de la tradition de la communauté [protestante] » (Bryan, 1999, p. 41). Régulièrement, les occupants du Twaddell camp ont manifesté, souvent de nuit⁴²⁶.

⁴²⁵ Une demi-acre (*Irish News*, 16/09/2013).

⁴²⁶ Voir DeYoung (2016) pour un récit détaillé de ces marches nocturnes d'après une immersion et des observations de terrain. La presse nord-irlandaise a également régulièrement relaté ces événements.

Rencontre avec deux membres du Twaddell camp

Le 29 novembre 2013, j'ai pu me rendre sur place – après plusieurs tentatives infructueuses – et discuter avec deux membres du camp. Ils se sont qualifiés respectivement d' « orangiste » pour l'un et de « résident » pour l'autre ; dans les deux cas, ils habitent dans le quartier.

Le nom *civil rights camp* évoque selon eux les droits civiques et le droit à la liberté, avec l'idée que la rue est à tout le monde – au contraire de ce que pensent les catholiques qui considèrent la portion où le défilé a été interdit comme « leur » rue. L'argumentaire des deux hommes rejoint l'idée qu'ils comptent rester sur place jusqu'à obtenir le droit de défiler sur un itinéraire qu'ils empruntent depuis une centaine d'années ; c'est la première année que la PCNI leur interdit de suivre ce trajet.

En ce qui concerne la vie du camp, l'organisation se fait de façon informelle entre des particuliers qui viennent sur leur temps libre et/ou après le travail, avec des roulements jours et nuits, pour une moyenne de 8 à 10 personnes par jour installées au sein du camp.

En plus de l'Ordre d'Orange, les deux personnes interrogées affirment avoir le soutien des partis politiques unionistes, avec deux conseillers unionistes du *Belfast City Council* (BCC) qui passent quotidiennement sur le camp. Néanmoins, elles constatent une baisse de ce dernier soutien et considèrent qu'en définitive, le gouvernement central – à Londres – paye les membres du gouvernement nord-irlandais pour mettre en avant la paix alors que ces derniers ne s'occupent pas des revendications citoyennes. Enfin, elles voient une « instrumentalisation » de leur action de la part des médias qui ne montrent que les aspects négatifs du Twaddell camp alors que ces membres participent, par exemple, à des levées de fonds pour les enfants ou la recherche grâce aux associations de quartier et aux églises locales.

Le résumé de cet échange avec deux habitants impliqués dans le maintien du Twaddell camp est révélateur des frustrations qui peuvent se retrouver parmi certains membres de la communauté protestante en Irlande du Nord, à savoir notamment un attachement très important à ce qu'ils considèrent comme leur héritage culturel et la défiance de leurs droits communautaires, et une appréhension vis-à-vis des dirigeants politiques.

Le Twaddell camp est resté près de trois ans en place. Il a été démantelé en octobre 2016, mettant fin à l'occupation illégale de ce terrain. Après de nombreuses discussions entre le PCNI, les associations de résidents d'Ardoyne et les orangistes, ces derniers ont finalement eu gain de cause puisqu'ils ont pu « achever » leur parcours le 1^{er} octobre 2016 alors qu'il avait initialement bloqué, trois ans plus tôt, le 12 juillet 2013. Certaines conditions, comme une limitation du nombre de bannières érigées dans la parade et concernant les airs de

musique joués ont été décidées en amont (*Belfast Telegraph*, 01/10/2016)⁴²⁷. Les dépenses publiques liées au Twaddell camp ont été conséquentes : *The Guardian* (09/09/2016)⁴²⁸ a relayé des chiffres du *Police Service of Northern Ireland* (PSNI) estimant à plus de 21 millions de livres sterling le coût total de la protection policière autour du camp et plus généralement dans North Belfast, pour la période estivale des marches orangistes. De plus, le terrain était à l'origine mis en vente pour 150 000 livres sterling et les autorisations avaient été obtenues pour y construire des logements et un immeuble de bureaux (*Irish News*, 16/09/2013). Pendant trois ans, tout projet immobilier sur ce site a été en suspens.

Un conflit d'intérêt ?

Le *Irish News* (16/09/2013) précise que le ministre responsable du *Department for Social Development* (DSD) – et par extension du NIHE –, Nelson McCausland, est un député membre du parti politique *Democratic Unionist Party* (DUP) et également membre de l'Ordre d'Orange. Il faut garder à l'esprit que le *Irish News* est un journal à orientation irlandaise/nationaliste ; néanmoins, la question de l'orientation politique des différents *Departments* du gouvernement nord-irlandais pose question, voir chapitre 3.

Pour D. Bryan c'est seulement une petite minorité d'unionistes/loyalistes – de protestants, donc – qui est à l'origine de l'établissement du Twaddell camp et du maintien de cette situation de blocage. Pour autant, ils ne peuvent plus réellement contrôler l'espace puisqu'ils n'arrivent plus à mobiliser autant qu'il y a quelques décennies – même si leurs actions réussissent encore, parfois : « *Their ability to use the public space to threaten the State is still an important issue to look at, but it has just decreased. Their power is not what it used to be.* » (D. Bryan, entretien, 12/03/2015). Cependant, le cas du Twaddell camp est à l'image de l'Irlande du Nord. Il traduit le paradoxe récurrent qui consiste à promouvoir une société post-confliktuelle, déliée de son histoire communautaire, alors même qu'une partie de la population est toujours très investie et affectée par ce qu'elle considère être le respect des traditions et de son héritage identitaire. De plus, ces populations restent concentrées dans des quartiers toujours très ségrégués. La situation spatiale du Twaddell camp le

⁴²⁷ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/twaddell-camp-dismantled-as-orange-parade-past-ardoyne-shops-in-north-belfast-passes-off-peacefully-35092282.html>

⁴²⁸ <https://www.theguardian.com/uk-news/2016/jul/09/cost-of-securing-belfast-protest-camp-to-exceed-21m-says-police-chief-george-hamilton>

montre : la proximité immédiate du quartier catholique d'Ardoyne en fait une zone d'interface entre les deux communautés et donc un lieu propice aux tensions. Les membres du camp, quand bien même minoritaires au sein de la communauté protestante, restent néanmoins visibles et contribuent à promouvoir la division jusqu'à paralyser la vie d'un quartier. Cette opposition, toujours latente entre les communautés catholiques et protestantes, se retrouve dans la dichotomie « eux » et « nous » et dans le constat que chaque groupe reste sur ces positions. Elle est résumée par ces deux points de vue de deux habitants – l'un de Twaddell, l'autre d'Ardoyne –, concernant l'issue trouvée pour le Twaddell camp : « *"I don't see why them ones have a problem. It's a public road and it [the parade] would be past them in a couple of minutes. We wouldn't have had all this trouble if the parade hadn't been stopped in the first place."* said a Twaddell resident. *"Those ones are getting what they want. I'll be glad when it's over. But I don't trust them."* an Ardoyne resident said. » (Belfast Telegraph, 26/09/2016)⁴²⁹. La conséquence reste donc que « *This camp (...) is the product of ethnosectarian division and ongoing contestation around space in Northern Ireland.* » (DeYoung, 2016, p. 179).

En conclusion, dans les quartiers mono-confessionnels de Belfast, le conflit communautaire n'a pas disparu. Il est donc difficile pour les acteurs de l'urbain de se reposer sur les acteurs de terrain, qui – des habitants aux travailleurs communautaires – peuvent parfois être encore aujourd'hui (trop) impliqués dans le conflit. La relation à une activité paramilitaire, si elle ne peut être généralisée, reste non-négligeable dans certains espaces, et concernent les communautés catholiques comme protestantes. De fait, une partie de la société nord-irlandaise – et par conséquent, une partie des espaces urbains, comme à Belfast – demeurent conflictuels. Si l'intensité des tensions et les échelles d'observation sont différentes de celles des *Troubles* depuis les accords de paix, le conflit communautaire continue d'influer sur la vie quotidienne des habitants. Aux interfaces, il maintient les sources de désaccords, voire de luttes récurrentes. Plus globalement, le problème est politique puisque certains élus eux-mêmes reproduisent les clivages observables dans l'espace public – au sens urbanistique – dans l'espace de discussion.

⁴²⁹ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/twaddell-avenue-as-loyalist-camp-lies-empty-residents-look-to-a-peaceful-future-35077865.html>

CHAPITRE 9 : La marchandisation et la crise de gestion de la ville

Ce dernier chapitre met en évidence deux points. D'une part, acteurs de l'urbain se sont concentrées à normaliser la capitale nord-irlandaise ; les politiques d'aménagement se traduisent par une préférence donnée à certains espaces stratégiques, comme le centre-ville ou les nouveaux quartiers réaménagés tels le Titanic Quarter. Ils apparaissent comme les garants de la nouvelle image – apaisée, dynamique, et compétitive – de la ville de Belfast. D'autre part, les divisions sont toujours présentes dans les espaces communautaires péri-centraux, où les solutions urbanistiques sont proposées à une échelle très fine parce qu'encore conditionnées par le conflit communautaire. Pourtant, ces derniers contribuent, par leur mise en tourisme, à la marchandisation généralisée de l'espace urbain qui obéit à des dynamiques néolibérales. En parallèle, la récente réforme administrative, qui a des conséquences sur la gouvernance urbaine et la gestion de l'aménagement, est censée proposer une solution plus appropriée pour intégrer pleinement les communautés au projet urbain.

1. Le *place branding* : un aménagement performatif pour acter le passage à la ville normalisée et résiliente

L'un des principaux objectifs des élus et des acteurs de l'urbain est de rendre visible – notamment à l'international – que Belfast est une ville doublement résiliente, tant du point de vue du dépassement du déclin industriel et économique que de celui du conflit. Leurs actions sont majoritairement engagées en ce sens et l'enjeu est donc de mettre en avant les changements qu'a connus la capitale nord-irlandaise ces dernières années.

1.1. « Want to turn your location into a destination? Try branding it. »⁴³⁰

Le terme de *place branding* – souvent lié à celui de *city branding* et de *nation branding* (Moore, 2016) – participe pleinement de la stratégie « marketing » d'une ville⁴³¹. Pour J. Coaffee et P. Rogers (2008) le *place branding* s'appuie clairement sur la réputation. Des images fortes peuvent être mises en avant, dans le but d'éclipser des attributs négatifs : l'architecture et le design tels qu'ils ont été utilisés à Barcelone font désormais de la capitale catalane un modèle dans ce domaine (Neill, 2001)⁴³². Le *place branding* est donc un outil qui peut être associé à la réputation, l'image ou encore la perception des groupes sociaux qu'il vise (Vuignier, 2016) : « *Branding is added to the list of developments that bring marketing theory and practice closer to the nature and characteristics of places. It provides a base for identifying and uniting a wide range of images intended for the city and meanings attributed to the city in one marketing message, the city's brand.* » (Kavaratzis, 2004, p. 63). Néanmoins, il n'existe pas en gestion urbaine une définition qui fait consensus parmi la communauté scientifique tant cette notion reste encore relativement imprécise (**Figure 95**).

⁴³⁰ Ce titre est emprunté à des propos de *The Guardian* (01/08/2008) : <https://www.theguardian.com/society/2008/oct/01/city.urban.branding>

⁴³¹ Certains auteurs évoquent un changement théorique qui se traduit par la progression du *place marketing* vers le *place branding* – entre autres Kavaratzis (2004) ; Coaffee et Rogers (2008) ; Vuignier (2016). Des précisions conceptuelles pourraient être apportées mais ce n'est pas ici le cœur de ma recherche.

⁴³² Voir également J. Rius-Ulldemolins (2014) qui, en s'appuyant sur le cas de Barcelone, montre comment le *branding* est un élément central dans la refunctionalisation des espaces urbains dans l'économie post-fordiste.

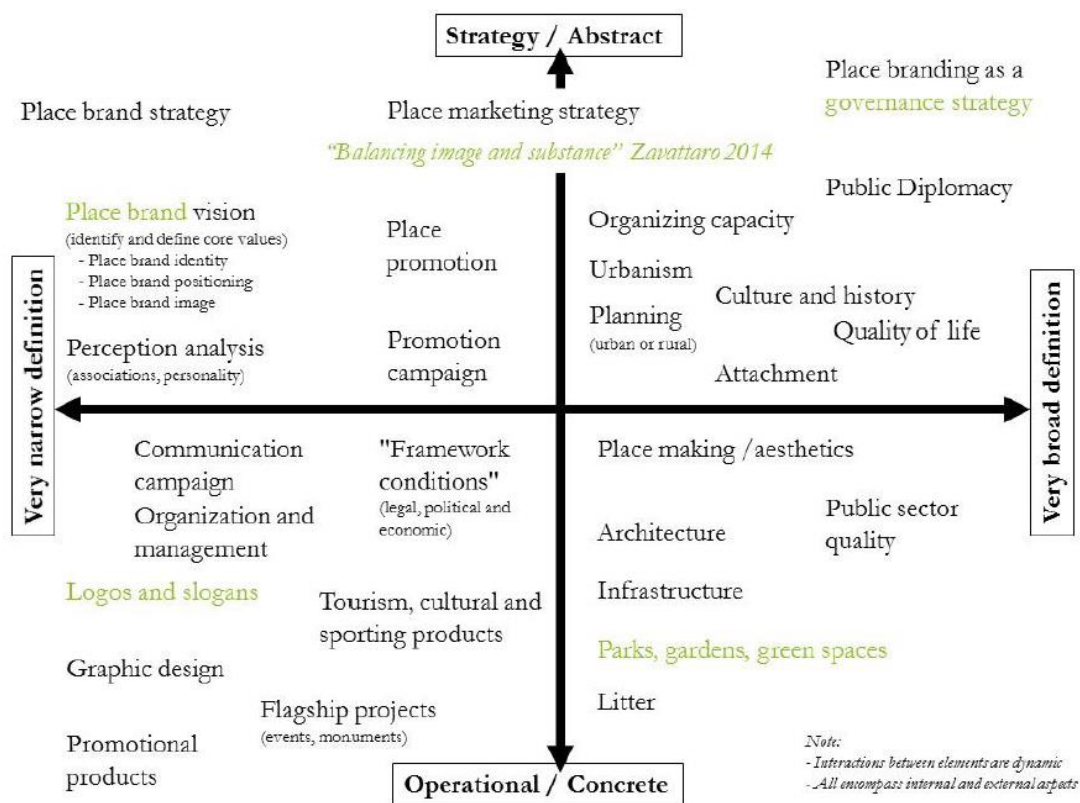


Figure 95 : La diversité de la recherche sur le *place branding*

Source : Vuignier, 2016

En tout état de cause, dans un monde de plus en plus connecté, les espaces urbains sont en constante rivalité pour attirer les richesses et l'attention à l'échelle mondiale (Northover, 2010). Le *place branding* fait ainsi partie intégrante de la stratégie des élus pour prôner une ville compétitive, puisqu'il s'inscrit « *in the international territorial competition for investment, jobs, residents and visitors* » (Pike, 2009, cité par Boland, 2013). Cette stratégie prend place dans les politiques urbaines néolibérales qui promeuvent une régénération urbaine centrée sur le développement économique.

Comme Belfast, d'autres villes britanniques qui possèdent des caractéristiques similaires – notamment un héritage industriel important, un déclin économique notable, une classe ouvrière paupérisée... – ont récemment vu leur image changer par ce processus de *rebranding* : c'est le cas de Liverpool⁴³³, Cardiff ou Leeds (Moore, 2016). Dans la capitale nord-irlandaise, les espaces neutres, tels le centre-ville et le Titanic Quarter, jouent

⁴³³ Pour une analyse de la façon dont l'aménagement urbain a joué un rôle dans le *branding* de Liverpool, voir Boland (2013).

pleinement leur rôle d'espaces revitalisés et dynamiques. Ils s'inscrivent dans le développement du marketing urbain en étant garants de l'offre de la ville compétitive et en confirmant dès lors que le passage à la ville post-industrielle est clairement lancé à Belfast.

1.2. Le Titanic Quarter : vers la création d'un espace d'exclusion ?

Le Titanic Quarter suit cette dynamique. Le musée du Titanic est, par exemple, explicitement un *flagship project*. A. Clarke, *chief executive* du *Northern Ireland Tourist Board*, n'hésite pas à le comparer : « *Belfast now has the chance to construct a building of world class quality, a building of iconic status such as the Sydney Opera House, Guggenheim Bilbao, the Alexandria Library and the Empire State Building, that will provide a long term legacy for the people of Northern Ireland.* » (cité par *Belfast Telegraph*, 05/12/2008)⁴³⁴. Certes, le musée contribue à faire connaître la ville pour autre chose que ses tensions communautaires entre catholiques et protestants. Or, n'assiste-t-on pas plutôt ici à l'illustration de ce que propose « l'industrie culturelle » – à savoir la promotion de l'héritage patrimonial, parfois artificialisé, tout en répondant aux règles financières de la consommation de masse (Choay, 2009) ?

De plus, le Titanic Quarter, s'il apparaît comme un espace de renouveau – qui malgré tout, pour W.J.V. Neill (2001), capitalise sur le statut de Belfast, ville qui a construit le paquebot au destin funeste –, ne devient-il pas dans le même temps un espace d'exclusion ? Car la population ciblée par les aménageurs du Titanic Quarter est constituée de jeunes actifs qui peuvent profiter des restaurants, des cafés et des nombreuses possibilités de loisirs offertes (Neill, 2011). Ils constituent une classe sociale favorisée, au capital important qui correspond aux profils d'habitants recherchés par le promoteur qui souhaite : « *building a community that will attract the new generation of creative knowledge workers* » (TQ, n.d., n.p.). Le Titanic Quarter encourage à Belfast, ce que W. J. V. Neill voit comme le passage à une « *post-sectarian urban culture* » (Neill, 2011, p. 73). Elle est permise par les décisions prises par les élus politiques en matière d'aménagement, puisqu'elles favorisent le

⁴³⁴ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/opinion/a-titanic-project-that-will-bring-400000-people-on-board-each-year-28462126.html>

développement économique, les espaces publics et de socialisation, les infrastructures urbaines de haute qualité... Une offre que l'on retrouve au cœur du projet de redéveloppement du Titanic Quarter (**Figure 96**). D'ailleurs, les habitants y adoptent un mode de vie en appartement (M. Graham, entretien, 16/05/2014) ; ce choix de logement est contraire à ce qu'ont historiquement privilégiés les populations ouvrières de Belfast. Le paysage urbain montre une architecture bien éloignée de celle des quartiers résidentiels traditionnels– et *a fortiori* de celle du quartier ouvrier limitrophe, *East Belfast*, où se succèdent généralement des maisons mitoyennes en briques rouges⁴³⁵.



Figure 96 : Les constructions de standing du Titanic Quarter

Source : Adèle Schar, mai 2014

N.B. : À gauche, les appartements nouvellement construits, avec vue sur la rivière Lagan et la marina, à droite de l'image ; au centre, l'Odyssey Arena.

⁴³⁵ M. Bailoni fait le même constat concernant la régénération de Quayside, à Newcastle, qu'il décrit comme un « quartier totalement gentrifié, [qui] apparaît trop fastueux et coupé de ses racines ouvrières. » (Bailoni, 2014, n.p.) De plus, dans le cadre de l'offre de logement du Titanic Quarter, le parallèle peut-être fait avec les appartements de standing développés dans le cadre de la régénération du Laganside (voir chapitre 4).

Pour W.J. Neill (2011), la transformation des bureaux d'études Harland & Wolff en un hôtel 5 étoiles de 100 chambres⁴³⁶ est un élément de plus qui achève de « vendre » la marque Titanic dans une optique de marketing urbain. En effet, le profit économique semble prévaloir face à l'héritage historique et culturel. En plus d'altérer l'architecture du bâtiment, la géographe N. Johnson regrette le choix des acteurs : « *it is certainly unfortunate that the planners, government and private capital did not see the potential of restauring the Drawing Offices and opening them to the public as a museum space* » (Johnson, 2014, p. 251).

Enfin, du point de vue spatial, il faut noter la fracture – ou du moins l'isolement – entre les quartiers. En effet, le Titanic Quarter est séparé par un axe routier – la M3 Motorway – et ferroviaire du quartier de East Belfast⁴³⁷, à grande majorité protestante et dans lequel le ressenti communautaire est fort. Historiquement, les habitants de East Belfast ont un lien avec l'industrie lourde et plus particulièrement les chantiers navals. Le quartier regroupe encore principalement des populations issues de la classe ouvrière, le taux de chômage y est fort⁴³⁸ et les conditions sociales difficiles : East Belfast est l'un des quartiers les plus défavorisés de Belfast comme me l'a confirmé un représentant du *East Belfast Partnership* (entretien, 05/2014). Un article du *Belfast Telegraph* évoque ainsi le ressenti de la classe ouvrière, qui a l'impression de ne pas bénéficier des retombées du projet du Titanic Quarter : « *Last month, the Belfast Telegraph revealed how community groups, business owners and church leaders in the east of the city were concerned that the thousands of visitors to the Signature Building [le musée du Titanic] were leaving without exploring and spending time in "real east Belfast"* » (*Belfast Telegraph*, 03/05/2012)⁴³⁹.

Les aménageurs prétendent que le projet du Titanic Quarter contribue au développement d'une diversité culturelle (Etchart, 2008). Néanmoins, les habitants appartenant à la classe ouvrière ont été exclus du projet tandis que le quartier est aménagé

⁴³⁶ Le projet est actuellement en cours de finition.

⁴³⁷ J'ai montré précédemment que les infrastructures pouvaient constituer de véritables barrières physiques entre les communautés ; c'est le cas de la Westlink qui sépare les quartiers ouvriers catholiques et protestants de Falls et Shankill du centre-ville.

⁴³⁸ Le Titanic Quarter se situe sur une circonscription administrative assez vaste – sur le *ward* Island – pour laquelle le chômage oscille entre 7,3 et 16,1 % en moyenne pour l'année 2011, soit au même niveau que celui de Inner East Belfast (Northern Ireland Assembly, 2012), le périmètre sur lequel portait mon étude de NRA, voir chapitre 6. Les chiffres de 2014 montrent une légère amélioration sur le *ward* correspondant au Titanic Quarter – entre 4,9 et 6,8 % – tandis que Inner East Belfast se paupérise avec un taux de chômage allant de 6,9 à 19 % (Northern Ireland Assembly, 2016).

⁴³⁹ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/workingclass-communities-missed-out-on-titanic-quarter-dividend-28744893.html>

dans un but principalement économique. Comme le souligne B. Murtagh : « *Whatever the rhetoric about neutral spaces and mixed religion housing, the local policy discourse is preoccupied with creating an enabling environment for growth and property renewal.* » (Murtagh, 2008, n.p.). Le Titanic Quarter est donc l'exemple d'un développement urbain néolibéral et exclusif ; l'urbanité promue, faute d'être commune et fédératrice pour l'ensemble des habitants de Belfast, est ici restreinte à une classe économique et sociale favorisée.

2. Quand le « tourisme du conflit » s'oppose à la politique d'espaces partagés

2.1. Le paradoxe du « recyclage » du conflit par le capitalisme

Les acteurs de l'urbain arrivent difficilement à mettre en place projets d'aménagement qui font sortir durablement les quartiers communautaires de la dualité catholiques/protestants. Or, ces quartiers en périphérie du centre-ville n'échappent étonnamment pas à l'industrie touristique et participent donc, à leur manière, au place *branding* encouragé par les élus nord-irlandais.

Depuis la signature des accords de paix, le secteur touristique est en expansion à Belfast. Les projets de revitalisation du centre-ville et du Laganside – ainsi que, plus récemment, du Titanic Quarter – s'ils ont de manière générale contribué à redessiner une partie de l'espace urbain, ont de plus favorisé la venue des visiteurs dans la capitale nord-irlandaise. Entre 2000 et 2013, le nombre de touristes a quadruplé. Si, en 2013, les recettes dans ce domaine atteignaient 438 millions de livres sterling, la municipalité de Belfast s'est fixé comme objectif de les doubler à l'horizon 2020 (BCC, 2015).

Jusqu'il y a peu, il était tabou d'évoquer le terme « conflit » en Irlande du Nord (Neill, 2001). Or, depuis peu, le « tourisme du conflit »⁴⁴⁰ – se développe en Irlande du Nord. À Belfast, il s'inscrit dans les quartiers communautaires ouvriers – puisque les *Troubles* ont été particulièrement violents dans ces espaces de la capitale. Derry/Londonderry, la ville du *Bloody Sunday*, est également concernée par ce type de tourisme⁴⁴¹.

La sortie des *Troubles* a été l'occasion de promouvoir le tourisme en Irlande du Nord et en particulier à Belfast. W.J.V. Neill (1993) précise que le *Department of Economic Development*⁴⁴² avait d'ailleurs identifié dès 1989 « l'image » de la province comme le principal désavantage en termes de marketing touristique. Par conséquent, l'année 1991 fut très promotionnelle, puisque de nombreux événements et festivals culturels ont été organisés pour « positiver » la représentation que la scène internationale se faisait de la ville. Or, aujourd'hui, en parallèle du centre-ville « aseptisé » et des quartiers estampillés « *cultural quarters* » (Thong, 2015), les autorités nord-irlandaises valorisent ce qu'elles considèrent comme « l'héritage » des *Troubles* ou du conflit puisqu'elles y voient un vecteur d'attraction touristique : « *the clear interest in the legacy of the Troubles, its artefacts and images, and the history of conflict and peace-making will remain something visitors to Belfast will want to know about.* » (BCC, 2014, p. 41).

Cette offre touristique en lien avec le passé conflictuel de l'Irlande du Nord est proposée sous plusieurs formes. La plus notable étant à mon sens les visites – *tours* – qui offrent de suivre les traces du conflit dans l'espace urbain, et précisément dans les quartiers communautaires.

Le *Belfast City sightseeing* fait partie du tour opérateur international *City sightseeing*, qui propose des itinéraires en bus à impérial, avec un toit ouvert, dans de nombreuses destinations à travers le monde. Il s'agit à Belfast de la compagnie officielle qui permet une découverte de la ville *via* la formule « *hop-on/hop-off* ». Les visiteurs peuvent acheter un

⁴⁴⁰ Certains auteurs parlent de « *dark tourism* » (Lennon et Foley, 2000, cités par Ballif, 2015 ; Kirk, 2011 ; Thong, 2015 ; Skinner, 2016), de « *terror tourism* » (Magee et McGuckin, 1992, cités par Neill, 1993 ; Neill, 2001) ou de « *conflict tourism* » (Brunn, Byrne, McNamara *et al.*, 2010). Je ne peux rentrer pas dans les détails propres à chaque appellation et je choisis d'utiliser l'expression « tourisme du conflit » dans ma recherche.

⁴⁴¹ Voir annexe 5.

⁴⁴² Renommé *Department of Enterprise, Trade and Investment* puis plus récemment *Department for the Economy* suite à la réforme de 2015.

billet valide pendant deux jours et monter – « hop-on » – ou descendre – « hop-off » – à leur guise à n'importe quel point-repère de l'itinéraire touristique, sachant que des bus circulent toutes les heures. J'ai eu l'occasion de faire ce circuit en décembre 2012 – le trajet était exactement le même l'année suivante⁴⁴³ (Figure 97) : il passe d'un Belfast à l'autre, des quartiers neutres aux quartiers communautaires.



Figure 97 : Le circuit « hop-on/hop-off » pour la saison mai-octobre 2013

Source : Adèle Schar, d'après <https://static.city-sightseeing.com>, cité dans Schar, 2013

⁴⁴³ Depuis, il semble avoir légèrement évolué comme en atteste la dernière version disponible en ligne – <https://belfastcitysightseeing.com/wp-content/uploads/2017/04/Belfast-City-Sightseeing-Map.pdf> – mais l'idée générale de la visite reste la même.

L'itinéraire démarre du centre-ville pour rejoindre successivement le Titanic Quarter, le parlement – Stormont, à environ 5 kilomètres à l'Est de la ville⁴⁴⁴ –, le Laganside, West Belfast et South Belfast avant de revenir au repère de départ. En ce qui concerne plus précisément le tourisme du conflit, West Belfast est l'espace incontournable. Les visiteurs passent devant – ou s'arrêtent, selon leur choix – les lieux « d'intérêt touristique » (*places of interest*) que sont par exemple la prison et le tribunal – *court house* – de Crumlin Road⁴⁴⁵. Les deux bâtiments se font face et sont reliés par un tunnel sous-terrain, qui facilitait le passage des prisonniers – dont certains sont devenus des personnalités publiques⁴⁴⁶ – de la prison à la cour de justice pendant les *Troubles*.

⁴⁴⁴ W.J.V. Neill (1998) propose une analyse de la perception de ce bâtiment par les communautés catholiques et protestantes : tandis que les premiers ont pu y voir un lieu de défiance envers leur communauté, il a pleinement symbolisé pour les seconds l'espace de représentations des protestants. En ce sens, Stormont ne peut échapper à la thématique des identités collectives qui appréhendent chacune ce lieu différemment.

⁴⁴⁵ C'est sur Crumlin Road que le Twaddell camp s'est installé pendant trois ans, voir chapitre 8.

⁴⁴⁶ J'ai visité la prison en décembre 2012 – et donc le tunnel – et je retiens particulièrement la remarque du guide qui nous a dit en riant que certains dirigeants nord-irlandais les plus visibles sur la scène politique – dont Gerry Adams – avaient eux-mêmes emprunté ce tunnel lorsqu'ils étaient prisonniers, pendant les *Troubles*.

La prison de Crumlin Road, un exemple de tourisme du conflit

La prison de Crumlin Road est aussi connue sous le nom de Maze/Long Kesh – la première appellation est généralement choisie par les protestants, la seconde préférée par les catholiques. Les prisonniers qui y furent détenus étaient des paramilitaires – certains dirigeants politiques nord-irlandais actuels y ont séjourné, comme les membres de l'exécutif Peter Robinson et Martin McGuinness⁴⁴⁷. C'est en ce lieu que la grève de la faim de 1980-1981 a été lancée par des combattants de l'IRA – dont Bobby Sands. Fermée à la fin des *Troubles* – les prisonniers ont été libérés comme stipulé par les accords de paix de 1998 – et malgré une démolition partielle du site, la question de la reconversion de la prison est depuis en suspens. Au fil des années, des projets de stade, de centre culturel prônant la réconciliation... qui ont soulevé à chaque fois la question sensible de « quelle » mémoire – catholique ou protestante – ont été mis en avant (Michael, Murtagh et Price, n.d. [article non publié]). Par exemple, dans le cas du stade, le choix du sport a suscité un débat⁴⁴⁸. En définitive, l'ancienne prison reste donc teintée d'une charge émotive pour les Nord-Irlandais, tandis que le manque de consensus public comme politique quant à son devenir perdure au sein des querelles qui continuent de marquer plus généralement le processus de paix (McAtackney, 2007).

Pourtant, cela n'empêche pas aujourd'hui sa mise en tourisme, malgré le caractère conflictuel du lieu. Ceux qui l'exploitent sont lucides sur le sujet, comme Martin McDermott, en charge du projet touristique de la prison : « Nous concevons cet endroit [la prison de Crumlin Road] comme l'un des trois incontournables à visiter, avec le musée du Titanic et les quartiers de Falls Road et Shankill Road (...). Bien sûr, mettre en scène nos anciennes prisons et notre conflit a un goût aigre-doux. Mais nous avons d'abord eu l'aigre, et maintenant le doux. Nous serions fous de ne pas l'utiliser. » (cité par *Le Monde*, 02/06/2012).

Surtout, les marqueurs les plus visibles du conflit qui s'observent – sans même avoir à descendre du bus – sont les *peacelines* et les *murals* des quartiers protestant de Shankill et catholique de Falls (**Figure 98**).

⁴⁴⁷ Ironiquement, ce sont eux-mêmes, devenus respectivement *First Minister* et *Deputy First Minister*, qui l'ont fait visiter à la reine Élisabeth II lors de son déplacement en Irlande du Nord, en 2014 ; voir *The Telegraph* (24/06/2014) : <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/theroyalfamily/10921766/The-Queen-to-tour-prison-where-Martin-McGuinness-and-Peter-Robinson-were-held-during-the-Troubles.html>

⁴⁴⁸ Voir cet article de *BBC News* (04/10/2013) qui résume chronologiquement les dissensions et les coups d'arrêts successifs concernant la revalorisation du site : <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-24395246>

	<p>Photo 1 : Dans le quartier protestant de Shankill, un <i>blighted space</i> en face de la <i>peaceline</i> de Cupar Way, à gauche. En arrière-plan, au-delà du mur, le <i>Clonard Monastery Youth Centre</i>, dans le quartier catholique de Falls.</p>
	<p>Photo 2 : La <i>peaceline</i> de Cupar Way, qui sépare les quartiers catholique de Falls et protestant de Shankill.</p>
	<p>Photo 3 : Le bus longe Falls Road, dans le quartier catholique de Falls, où les <i>murals</i> rappellent les événements qui ont marqué la communauté catholique.</p>

Figure 98 : Les *peacelines* et les *murals*, passage obligé de la visite touristique

Source : Adèle Schar, décembre 2012

Si l'espace urbain peut en effet devenir un « produit » de la stratégie marketing d'une ville, il s'agit ici réellement de promouvoir un sentiment d'excitation, de faire de la publicité de la peur (Neill, 2001). Le « touriste-photographe », comme l'appelle K. Conrad, collecte ainsi des images qui deviennent « *a way of experiencing conflict and "terrorism" that resonates as simultaneously excitingly present and safely past.* » (Conrad, 2007, p. 89-90).

Le tourisme du conflit pose question. Il me semble étonnant de considérer comme « touristiques » des murs qui sont encore aujourd'hui de véritables barrières physiques séparant les communautés catholiques et protestantes, ou des peintures qui véhiculent des messages politisés toujours revendiqués par une partie des habitants de Belfast⁴⁴⁹. En outre, pour certains auteurs, les « muralistes », ne sont pas des artistes puisqu'ils diffusent pour la plupart des images de propagande (Cook, 2000, cité par Forker et McCormick, 2009). Cela reste d'actualité puisque les récents changements sur Falls Road, de la *mural* de Gerry Adams à celle évoquant le « massacre de Ballymurphy »⁴⁵⁰, relèvent à mon sens de ces mêmes dynamiques. Paradoxalement, les *murals*, parce qu'elles sont sans cesse renouvelées, participent activement à l'économie de la consommation – et d'autant plus de la consommation touristique : « *to consume means to burn, to use up – and, therefore, to need to be replenished. As we make images and consume them, we need still more images ; and still more.* » (Sontag, 1977, citée par Conrad, 2007, p. 90).

Certains peuvent arguer que le mur de Berlin se visite. Or, la Guerre Froide est terminée et le mur a perdu sa fonction première de séparation entre Berlin Ouest et Berlin Est, ce qui n'est pas le cas des *peacelines* de Belfast⁴⁵¹ qui n'ont donc pas encore basculé dans un rôle de marqueur « historique », témoin des traces du passé. Sur cette question, les points de vue divergent. Pour le politologue J. Byrne, les *peacelines* sont devenues au fil du temps des éléments complexes – à prendre en compte dans le contexte spécifique nord-irlandais – ce qui ne permet pas exactement de les comparer au mur de Berlin (Byrne, cité par le *Huffington Post*, 06/11/2014)⁴⁵². Leur destruction n'est d'après lui pas corrélée à la

⁴⁴⁹ Pour des précisions sur les oppositions qui peuvent également être exprimées au sujet des *murals*, au sein des communautés dans lesquelles elles sont ancrées comme pour les personnes qui ne perçoivent le phénomène que de manière indirecte, voir Jarman (1998).

⁴⁵⁰ Voir chapitre 8.

⁴⁵¹ Le mur de Berlin est resté un séparateur pendant 28 ans ; les *peacelines* de Belfast ont conservé cette fonction depuis le début des années 1970 – soit presque un demi-siècle aujourd'hui – et ont même vu leur nombre augmenter depuis la fin des *Troubles* (Kirk, 2011 ; Nolan, 2013).

⁴⁵² http://www.huffingtonpost.co.uk/2014/11/03/peace-walls-northern-ireland_n_6093634.html

normalisation de la ville, puisque celle-ci a déjà eu lieu : « *The Berlin Wall had to come down for Berlin to be normalised. We have normalised Belfast without taking down the walls.* » (Byrne, cité par *The Guardian*, 29/09/2015)⁴⁵³.

Les considérations sur le tourisme du conflit sont également variées, à toutes les échelles. À la sortie des *Troubles*, N. Jarman (1998) – sans éluder un certain opportunisme touristique qui peut ressortir des quartiers ségrégués – considère que les itinéraires des tours opérateurs, parce qu'ils traversent les frontières entre les espaces catholiques et protestants, contribuent à reconnecter des espaces de la ville qui ont pendant longtemps été isolés et où prédominait un entre soi. Ils présentent ainsi ce qui pourrait être considéré comme une « histoire commune », bien que chaque communauté ait ses propres aspirations. J. Skinner (2016), spécialiste en anthropologie sociale, évoque la récente proposition de députés *Sinn Féin* de faire reconnaître ce type particulier de tourisme en lien avec le conflit communautaire – en proposant notamment le développement d'infrastructures pour appuyer les guides locaux de West Belfast – et du débat que cela a entraîné dans la classe politique nord-irlandaise. C. Jenkins, engagé dans le secteur communautaire en Irlande du Nord, est ironique : « *Visit Northern Ireland. Come to Belfast and see our magnificent city – rejuvenated, regenerated and re-energised. Take a walk through the streets in the shadows of the division walls. Why not stop to get your photo taken beside a mural of men in balaclavas ? If you really want, why not write a message of hope and peace on one of our walls*⁴⁵⁴, a truly symbolic sign of human solidarity ? » (*The Guardian*, 07/05/2012)⁴⁵⁵.

B. Hocking, spécialisée en études irlandaises, note qu'alors même que le travail effectué par le gouvernement vise à améliorer les relations entre les communautés et promouvoir le développement du *shared space* à Belfast, le tourisme profite des marqueurs de ségrégation résidentielle : « *the city's current tourism strategy seeks to capitalize on the walls' presence* » (Hocking, 2012, n.p.). D. Bryan reste très pragmatique sur le fait que la visite des *peacelines* ou des *murals* paramilitaires soient encouragées alors que leur fonction première de séparateurs ne semble toujours pas dépassée : « *Belfast sells itself on this sort*

⁴⁵³ <https://www.theguardian.com/cities/2015/sep/29/belfast-berlin-wall-moment-permanent-peace-walls>

⁴⁵⁴ Il fait ici référence à la *peaceline* de Cupar Way ; parfois, les touristes qui y font une halte en bus ou en taxi touristiques écrivent un message sur la *peaceline*.

⁴⁵⁵ <https://www.theguardian.com/commentisfree/2012/may/07/belfast-immoral-conflict-tourism>

of stuffs, and it obviously has some sort of financial benefits » (D. Bryan, entretien, 12/03/2015). L'intérêt serait donc économique ; ce qui est confirmé par les acteurs privés, pour qui les retombées du tourisme sont une opportunité. D. Dornan, du *Belfast City Centre Management* (BCCM), est par exemple très positif sur le potentiel de croissance touristique de Belfast. Il compare le fait que les touristes aillent voir les *murals* à la visite de *Ground Zero* à New York (D. Dornan, entretien, 21/05/2014).

2.2. Une offre touristique qui n'échappe pas à la récupération identitaire

Outre les considérations éthiques, une autre préoccupation concernant le tourisme du conflit est sa partialité. En effet, il existe outre le *Belfast City sightseeing*, des possibilités de découvrir la ville grâce à des parcours en taxi⁴⁵⁶. Les compagnies qui proposent de montrer aux touristes les marqueurs des *Troubles* comme les *murals* et les *peacelines*⁴⁵⁷ sont pléthoriques. Afin de les recenser, j'ai récupéré en mars 2015 tous les dépliants mentionnant ce type de services à l'office du tourisme ce qui m'a permis d'identifier au minimum 12 compagnies de taxis.

L'authenticité historique – qui est un argument touristique – est d'autant plus décuplée puisqu'il s'agit la plupart du temps de *black taxis* : ces taxis noirs étaient utilisés pendant les *Troubles* en remplacement de l'offre de transport publique, dont le gouvernement avait suspendu l'itinéraire dans les quartiers les plus touchés par la violence communautaire (Morand, 2009). Aujourd'hui, le *Belfast City Council* (BCC) les considère comme « *a popular tourist attraction, allowing tourists a guided tour of historically significant parts of Belfast.* » (BCC, 2014, p. 32)

⁴⁵⁶ Les compagnies de taxis ont offert la possibilité d'effectuer des circuits suivant les traces du conflit communautaires à Belfast dès le début des années 1990, soit bien avant que les tours opérateurs proposent la même offre en bus (Ballif, 2015).

⁴⁵⁷ Certaines offres peuvent être étendues à des visites de sites touristiques en dehors de Belfast, comme la *Giant's causeway*, une partie de littoral recouverte de formes géologiques basaltiques au nord du comté d'Antrim. Le site de l'office du tourisme recense – tout type d'itinéraire et de moyens de locomotions confondus – de nombreux *sightseeing tours* : <http://visitbelfast.com/things-to-do/category/sightseeing-tours>

Sans que j'ai eu l'occasion de moi-même faire ce genre de circuit⁴⁵⁸, je constate que l'orientation catholique ou bien protestante reste très présente puisque le visuel de certaines brochures sous-entend un parti pris. Par exemple, les brochures des compagnies *Irish cab tours* et *Taxi tours* proposent un point de vue catholique/irlandais. L'utilisation du terme « *Irish* », d'une typographie utilisant les accents que l'on retrouve dans la langue gaélique, la couleur verte ou encore le symbole du trèfle... en attestent (**Figure 99**).



Figure 99 : Exemple de brochures pour des circuits en taxi

Sources : Dépliants récupérés en mars 2015 à l'office du tourisme central « *Visit Belfast* » sur Donegall Square, en face du City Hall

La situation est très variée puisque si certaines compagnies évoquent la neutralité de la visite – « *We pride ourselves on providing non-biased (...) tour* » (brochure *Belfast cabs*) – d'autres assument son orientation – comme dans le cas des taxis de la *Coiste na*

⁴⁵⁸ Voir entre autres Morand (2009) ; Ballif (2015) ; Skinner (2016) pour un éclairage sur le déroulement des visites des *murals* ou des *peacelines* de Belfast avec les guides locaux. Pour un récit journalistique, voir également *Libération* (19/11/2011) : http://www.liberation.fr/planete/2011/11/19/belfast-la-balade-de-l-ira_775742

*niarchimi*⁴⁵⁹ : « *All Coiste guides are political ex-prisoner of the republican community and will share their particular perspectives on the history of the area they grew-up in.* »⁴⁶⁰. L. Lane, B. Grubb et A. Power y voient l'ironie d'un développement touristique qui, tout en s'appuyant sur les traces d'un passé douloureux, permet d'encourager la résilience ; ils prennent l'exemple d'anciens tireurs membres de milices paramilitaires – comme l'IRA ou la UVF – qui se sont reconvertis en guide touristique à la fin des *Troubles* : « *They must be qualified for this work and demonstrate they are willing to negotiate and deal with their counterparts from former opposition groups.* » (Lane, Grubb et Power, 2016, p. 33).

L'impartialité des membres de l'office de tourisme

Une personne – très probablement en visite touristique à Belfast – présente à l'office du tourisme au même moment que moi en mars 2015 a demandé à un employé si une compagnie de taxis en particulier pouvait lui être conseillée : la réponse fut négative, et justifiée par le fait qu'il y avait une concurrence entre les compagnies de taxis, chacune proposant des excursions de très bonne qualité ; il était donc impossible de privilégier une compagnie par rapport à une autre.

Cette justification n'est pas anodine. Il s'agit à mon sens de la traduction du souci d'impartialité recherché par l'office du tourisme, qui ne souhaite pas s'impliquer dans les questions communautaires en « favorisant » une compagnie ou l'autre.

Le développement d'une cartographie « touristique » peut n'être finalement – encore une fois – que le reflet de la vision de l'une ou l'autre communauté – catholique ou protestante (Thong, 2015). En effet, la carte touristique de West Belfast incarne un « psychisme spatial » puisqu'elle n'est en fait représentative que d'une partie de ce quartier : Shankill Road n'est par exemple pas mentionnée⁴⁶¹, ce qui supprime par extension toute référence au caractère également protestant de l'Ouest de la ville (**Figure 96**).

⁴⁵⁹ Ce qui signifie « Comité d'anciens prisonniers » en gaélique (Ballif, 2015).

⁴⁶⁰ <http://visitbelfast.com/things-to-do/member/coiste-irish-political-tours>

⁴⁶¹ Shankill Road marque la délimitation de Falls avec le quartier limitrophe protestant de Shankill.



Figure 100 : West Belfast murals map

Source : Fáilte Feirste Thiar, 2013

N.B. : Cette carte est disponible en ligne mais elle existe également sous forme de dépliant à l'office du tourisme de Belfast. Dans ce cas et comme dans celui des brochures proposant des parcours en taxi, le point de vue – orienté – du tourisme du conflit fait partie intégrante de l'offre globale qui est proposée aux visiteurs.

La compagnie de taxis proposant un circuit des *murals* dans West Belfast est, presque logiquement, la *Coiste na nIarchimí*. De la même façon, les *murals* indiquées sont uniquement celles de la communauté catholique – Nelson Mandela en référence à la lutte contre l'oppression, Bobby Sands, prisonnier de l'IRA considéré comme un martyr car mort lors d'une grève de la faim de 1980-1981, etc. Autant d'éléments inscrits dans la mémoire identitaire catholique : « *The usage of mythomoteurs⁴⁶² in the murals is an attempt to legitimatise their own separate ethnic origins, religious and political ideologies. In short, they create their own versions of history.* » (Forker et McCormick, 2009, p. 458).

⁴⁶² Il s'agit d'un concept développé par le sociologue britannique Anthony Smith au cours de ses recherches sur l'éthnicité. Cela peut se définir comme « des ensembles de mythes et de symboles sacrés » (Babadzan, 2009, p. 122)

L'enjeu mémoriel est donc très important, et le tourisme du conflit n'échappe parfois pas à la récupération – par l'une ou l'autre communauté – du discours qui est présenté aux visiteurs. C'est ce que traduisent les propos de Glen Philips, recueillis lors d'une étude sur la mise en tourisme à Belfast. Employé au service tourisme de la branche locale de West Belfast, il s'exprime concernant la compagnie TaxiTrax⁴⁶³ : « *Well, we support people using TaxiTrax. We don't support any other ones. (...) Because TaxiTrax is part of the West Belfast Taxi Association who came about... basically it came about from the community, we have the same grassroots, we are from the same community. We know... that people in TaxiTrax would tell a true story of West Belfast when taxis from the City Centre... they can... and they could be... telling an untrue story about West Belfast.* » (entretien, 11/08/2008, cité par Morand, 2009, p. 67). Privilégier TaxiTrax garantirait au visiteur la « bonne » version de l'histoire communautaire ; pourtant, le point de vue est partial puisque catholique – il aurait pu l'être tout autant s'il avait été protestant.

En définitive, l'industrie du tourisme post-conflictuel à Belfast est actuellement « *a battle of narrative* » (Thong, 2015, n.p.). La perception et le ressenti du passé, de présent ou encore de l'avenir qui restent valables pour la communauté catholique sont bien souvent différents (voire opposés) des points de vue observés au sein de la communauté protestante – et réciproquement. Ainsi, ces nombreux marqueurs paysagers et les récits qui sont véhiculés par une partie des habitants de Belfast contribuent à maintenir un puissant sentiment identitaire, ce qui peut laisser pessimiste quant à l'amélioration des relations entre les communautés : « *both groups have a fundamental divergence about "seeing" the future of a potential nation. (...) As long as these symbols remain unchanged, it seems likely that the mindsets of both protagonists will remain equally inflexible.* » (Forker et McCormick, 2009, p. 458). Un élément de solution réside sans doute dans l'évolution de l'offre touristique – qui va de pair avec une évolution des relations entre les communautés et une approche appropriée des différents acteurs : « *Moving from conflict tourism to reconciliation tourism may be the next step ; a step taken by community organizations and leaders, visual artists and community organizers and the various layers in Belfast's governing structures.* » (Brunn, Byrne, McNamara *et al.*, 2010, p. 91).

⁴⁶³ À sa création dans les années 1970, *TaxiTrax* est en réalité l'association de taxis de West Belfast ; elle a été l'une des premières à proposer des circuits touristiques : <http://visitbelfast.com/things-to-do/member/taxi-trax>

À mon sens, exploiter ces marqueurs du conflit relève d'une double dynamique : les acteurs institutionnels – dont le *Belfast City Council* (BCC) – veulent d'une manière générale développer l'industrie touristique puisque cela fait intégralement partie des prérogatives nécessaires pour assoir le développement d'une ville post-industrielle. Or, si la complexité des quartiers ségrégués est telle que les solutions urbaines n'ont pour l'instant pas totalement normalisé ces espaces, cela ne les empêche pas d'être mobilisés et « touristifiés » pour contribuer au développement économique général de la ville. Ce qui peut être résumé comme suit : « Voilà tout le paradoxe de l'Irlande du Nord. Pour se reconstruire, la province parie sur deux quartiers qui se haïssent, une ancienne prison, et la catastrophe maritime la plus connue du monde. » (*Le Monde*, 02/06/2012)⁴⁶⁴. Si la forme est discutable, le tourisme du conflit rejoint les prérogatives du marketing urbain et plus généralement de la ville marchandisée, encouragées par les politiques néolibérales. La représentation de Belfast, longtemps celle d'une ville en guerre, revêt aujourd'hui une image post-conflictuelle qui peut parfois prendre l'aspect d'un véritable paradoxe.

3. Les récents changements de la gouvernance urbaine : renforcer l'échelon local

La situation dans laquelle s'inscrit la gouvernance urbaine est complexe en Irlande du Nord. De nombreux acteurs représentant les différentes composantes de la société – gouvernement, agences, communautés.... – sont impliqués dans la mise en place des projets d'aménagement. Toutefois, la fabrique urbaine actuelle pose question : le *place branding*, par exemple, s'il encourage le développement des quartiers neutres dans une optique néolibérale, s'inscrit également dans les quartiers communautaires sous la forme du « tourisme du conflit ». Or, dans ces derniers, la priorité est pourtant de lutter contre le déclin de l'espace urbain et les difficultés socio-économiques auxquelles font face les habitants : proposer des politiques de régénération est, pour les élus et les aménageurs, un

⁴⁶⁴ Je n'ai pas pu développer dans cette recherche le cas de George Best ; footballeur dans les années 1960-1980 et originaire de Belfast, la capitale nord-irlandaise n'hésite pas à le mettre en avant. L'aéroport local se nomme George Best city airport et le quartier de East Belfast, où il a grandi, propose même un parcours pour suivre ses traces « *The George Best Trail* » : <http://visitbelfast.com/things-to-do/member/george-best-trail-self-guided> Cependant, il est ressorti de mes discussions avec certains habitants que Belfast n'hésitait pas à valoriser un « sportif torturé » ou encore « un alcoolique notoire », selon leurs dires et sur un ton rieur.

véritable défi. Les récents changements de la gouvernance urbaine mis en place en 2015-2016 sont présentés par les acteurs comme apportant de nouvelles opportunités de fabrication de la ville, en privilégiant l'échelle locale et l'intégration des communautés au projet urbain.

3.1. La mise en place de la Local Government Reform (LGR)

Ma recherche est à remettre dans le contexte général des politiques urbaines nord-irlandaises ; il s'avère qu'elle s'intègre dans une période charnière puisque la *Local Government Reform* (LGR) est mise en place en 2015 en Irlande du Nord, ce qui a des conséquences sur la façon de concevoir l'aménagement et de proposer des projets au niveau local.

Quand le *Direct rule* a été imposé par le gouvernement britannique en 1972, de nombreuses compétences ont été retirées aux autorités locales nord-irlandaises pour être conduites directement par le gouvernement central à Londres : cela constituait à l'époque un moyen de gérer le conflit communautaire (Muir, 2014). Ainsi, en Irlande du Nord, les *councils* n'avaient pas de compétences en matière d'aménagement – au contraire de la Grande Bretagne et de la République d'Irlande (Sterrett, Hackett et Hill, 2012). Depuis cette date, l'élaboration des politiques a été aux mains d'une « *small civil service* élite » (Knox, 2009) tandis que le rôle du *Belfast City Council* (BCC) n'a été que purement consultatif en ce qui concerne les questions d'aménagement (Cunningham et Byrne, 2006)⁴⁶⁵.

Le LGR se traduit tout d'abord par la réduction du nombre de *councils* dans la province : leur nombre est passé le 1^{er} avril 2015 de 26 à 11, ces derniers devenant dès lors des « *super* » *councils* élargis, souvent constitués de la fusion des limites administratives précédentes (**Figure 101**).

⁴⁶⁵ Plus généralement, les *councils* nord-irlandais ont également un rôle exécutif et représentatif relativement faible : voir Knox et Carmichael (2005).

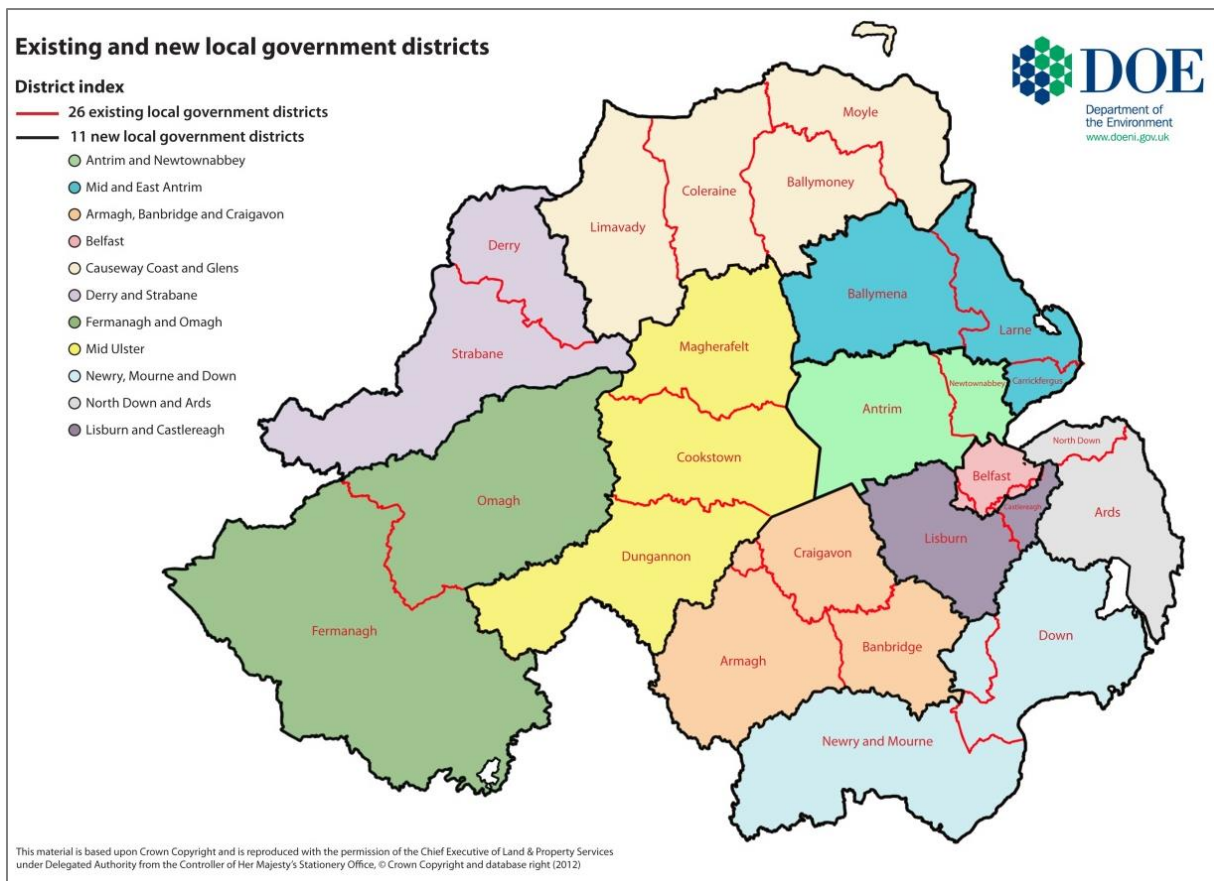


Figure 101 : Le passage de 26 à 11 *councils* en 2015

Source : http://www.doeni.gov.uk/reform_maps

En ce qui concerne la capitale nord-irlandaise, les frontières du *Belfast City Council* (BCC) se sont légèrement étendues vers Lisburn (au Sud), Castlereagh (à l'Est) et North Down (au Nord) – ce qui a pour conséquence un apport de population de 53 000 habitants au sein des nouvelles limites administratives⁴⁶⁶.

Cette réforme est le résultat d'un très long processus. En effet, les 26 *councils* d'origine ont été créés en 1973. L'étude d'une réduction de leur nombre – comprenant plusieurs possibilités – a été lancée à partir de 2002 avant d'être interrompue en 2010 pour finalement être reprise en 2012 (Cave, 2012) jusqu'à conduire à la mise en place de la LGR qui a pris effet en 2015. Les difficultés à mettre en place la LGR s'expliquent notamment par les désaccords entre les différents partis politiques nord-irlandais. L'analyse du politologue C. Knox (2009) montre que le choix préalablement envisagé par le gouvernement

⁴⁶⁶ <http://www.belfastcity.gov.uk/council/localgovernmentreform/localgovernmentreform.aspx>

britannique de retenir 7 « *super* » *councils* au lieu de 26⁴⁶⁷ pouvait entraîner ce qu'il nomme une « balkanisation » de la province, avec l'Ouest de l'Irlande du Nord contrôlé par les nationalistes et l'Est dirigé par des unionistes. Le pasteur Ian Paisley⁴⁶⁸, leader du parti unioniste radical *Democratic Unionist Party* (DUP) à cette époque, y a vu une claire intention des nationalistes de découper la province en deux afin de mener une politique en faveur d'une Irlande réunifiée dans les *councils* qu'ils contrôleraient. En définitive, le vote a été rejeté par la majorité de la classe politique puisque seul le *Sinn Féin* a voté en faveur de cette option. Ce cas montre que le caractère binaire de la politique nord-irlandaise – au sein de laquelle les partis unionistes et nationalistes restent souvent en opposition, du moins en ce qui concerne les franges radicales – influence indubitablement les prises de décisions. Paul Murphy, secrétaire d'État en poste au moment de l'échec du passage de 26 à 7 « *super* » *councils*, notait : « *You have to ensure nationalists and unionists can work together* » (cité par BBC news, 26/11/2005)⁴⁶⁹. Pour les urbanistes F. Gaffikin, K. Sterrett et M. Hardy (2009), la décision définitive de choisir 11 « *super* » *councils* correspond à un équilibre entre d'une part la reconnaissance des identités locales et d'autre part la taille critique nécessaire pour délivrer efficacement les services.

Dès lors, après plus de 40 ans de centralisation, la mise en place de la LGR en Irlande du Nord entraîne de grands changements – les plus importants touchant le gouvernement local depuis 1972⁴⁷⁰. Certaines responsabilités qui étaient préalablement assurées au niveau du gouvernement central – par les différents *Departments*⁴⁷¹ – ont été transférées au niveau local – vers les *councils*. C'est le cas pour les questions d'aménagement.

En ce qui concerne la gouvernance urbaine, les responsabilités en matière d'aménagement et de régénération urbaine, qui étaient jusqu'ici dépendantes respectivement du *Department of the Environment* (DoE) et du *Department for Social*

⁴⁶⁷ Cette option a été proposée en 2005 et sera abandonnée au profit de 11 « *super* » *councils* en 2008 (Cave, 2012). Il y eut également un débat sur une réduction au nombre de 15, voir Knox (2009). Il faut rappeler que le contexte politique a été globalement instable à cette période, avec entre autres une suspension – relativement longue – de l'assemblée nord-irlandaise entre 2002 et 2007.

⁴⁶⁸ Premier ministre d'Irlande du Nord entre 2007 et 2008, il a été une figure très influente pour les unionistes nord-irlandais depuis les années 1970.

⁴⁶⁹ http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/4472194.stm

⁴⁷⁰ <http://collaborationni.nicva.org/key-issues/local-government-reform>

⁴⁷¹ Les différents *Departments* ont également été remaniés, voir chapitre 3.

Development (DSD) ont été transférées aux *councils*⁴⁷². La LGR laisse néanmoins des domaines importants comme le logement, les services sociaux ou encore l'éducation aux comités qui en sont déjà chargés (Muir, 2014). Le processus décisionnel en matière de gouvernance urbaine est résumé dans la **Figure 102**.

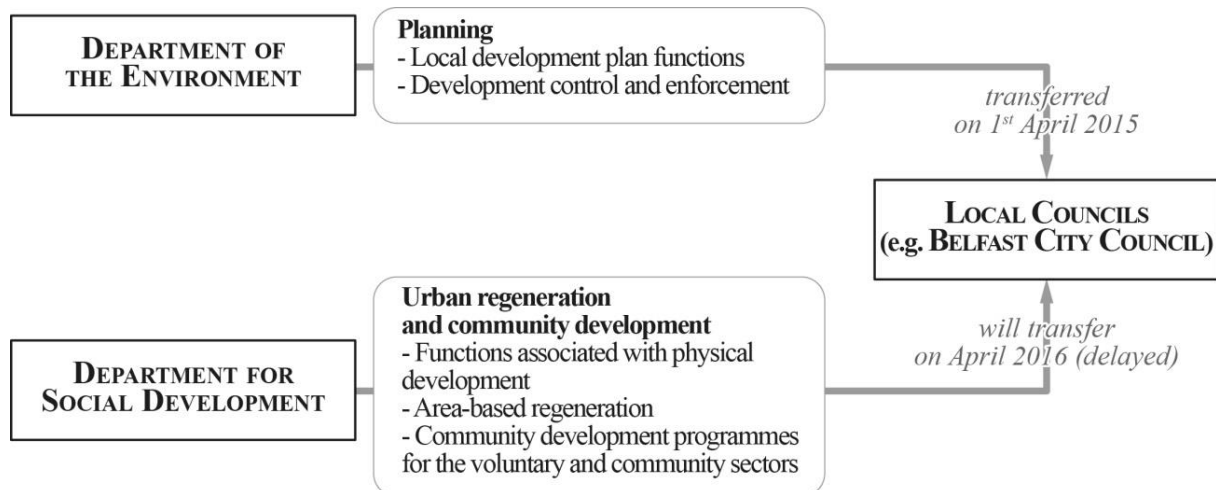


Figure 102 : Le transfert de certaines fonctions relatives aux questions urbaines avec la *Local Government Reform* (LGR)

Source : Adèle Schar, d'après des données trouvées sur <http://www.nidirect.gov.uk>

N.B. : Je ne fais pas ici référence au *Department for Regional Development* (DRD). Il est responsable de l'aménagement stratégique régional, mais comme son implication en termes de politiques urbaines se fait à une échelle plus globale, les responsabilités qui ont été transférées aux *councils* sont moins importantes.

Ce changement récent fait écho au constat que soulevait J. Greer déjà quelques années après la signature des accords de paix de 1998 : « *Local authorities, however, need to have a greater input into service delivery and policy determination as they are located in a central position to establish a common vision from which stakeholders can become involved in governance activity and are well placed to facilitate a more effective approach to local development. By providing greater linkage between partnerships, local authorities can improve coordination and strategic direction and can support the institutional framework at the macro level.* » (Greer, 2001, p. 767).

⁴⁷² D'autres responsabilités sont concernés par ce transfert – comme entre autres le développement économique local, le tourisme local, le patrimoine... Toutes les responsabilités actuelles des *councils* sont énoncées ici : <https://www.nidirect.gov.uk/articles/local-councils>

En outre, l'une des principales nouveautés à la suite de la mise en place de cette réforme est l'introduction du *community planning* au sein des décisions d'aménagement de l'espace.

3.2. Le *community planning*

En matière de politiques urbaines, l'Irlande du Nord s'est inspirée de ce qui se faisait déjà en Grande-Bretagne pour mettre en place le *community planning* en s'appuyant plus précisément sur le modèle écossais – qui l'a mis en place depuis 2003⁴⁷³. Le gouvernement écossais définit le *community planning* comme suit :

« *Community planning is about how public bodies work together and with local communities to design and deliver better services that make a real difference to local people's lives. Community planning is a key driver of public service reform at local level. It provides a focus for partnership working driven by strong shared leadership, directed towards distinctive local circumstances. Partners work together to improve local services, ensuring that they meet the needs of local people, especially for those people who need those services most.* »⁴⁷⁴

Le *community planning* dans les îles Britanniques

Ceci est à nouveau révélateur du statut spécifique de l'Irlande du Nord qui a toujours fonctionné de manière très différente de l'homogénéité administrative globale qui s'observe en Grande Bretagne, puisque la province restait – jusque la mise en place de la réforme de 2015 – la seule des quatre *home nations* du Royaume-Uni à ne pas intégrer le modèle du *community planning*. Le fait que la société nord-irlandaise reste encore aujourd'hui divisée avec un héritage toujours prégnant de la période des *Troubles* est évidemment une cause à cela (Rafferty, 2012). S. Cave (2013) précise que le *community planning* est également intégré en République d'Irlande et rappelle que des variations régionales existent quant à son application. Pour plus d'informations et une comparaison régionale, voir annexe 6.

⁴⁷³ <http://www.agendani.com/community-planning>

⁴⁷⁴ <http://www.gov.scot/Topics/Government/PublicServiceReform/CP>

Le *community planning* est fondé sur des principes d'intégration et de collaboration puisqu'il vise à la fois, à l'échelle locale, à renforcer la prestation de services ainsi qu'à favoriser les connections variées aux différents niveaux des politiques gouvernementales (Rafferty, 2012). Parce que cette forme d'aménagement urbain est menée avec la participation active des usagers auxquels il se destine (Wates, 2010), la charge démocratique est donc très importante (Rafferty et Lloyd, 2014)⁴⁷⁵. De l'engagement du projet à sa planification, sa mise en œuvre et jusqu'à son maintien, le *community planning* vise à coupler les approches « par le haut » et « par le bas » (**Figure 103**).

		Project stages			
		Initiate ▶	Plan ▶	Implement ▶	Maintain
Level of community involvement	Self Help Community control	Community initiates action alone	Community plans alone	Community implements alone	Community maintains alone
	Partnership Shared working and decision-making	Authorities & community jointly initiate action	Authorities & community jointly plan and design	Authorities & community jointly implement	Authorities & community jointly maintain
	Consultation Authorities ask community for opinions	Authorities initiate action after consulting community	Authorities plan after consulting community	Authorities implement with community consultation	Authorities maintain with community consultation
	Information One way flow of information Public relations	Authorities initiate action	Authorities plan and design alone	Authorities implement alone	Authorities maintain alone

Figure 103 : Échelle de participation aux différentes étapes d'un projet d'aménagement

Source : Wates, 2010

N.B. : La dynamique du *community planning* se retrouve dans les cases rosées ; la case la plus foncée est déterminante puisqu'elle permet l'action conjointe de la communauté et des acteurs institutionnels dans l'étape la plus essentielle, celle de la planification.

⁴⁷⁵ Selon l'aménageur P. Heywood (2011), le *community planning*, parce qu'il encourage les discussions et la participation publique concernant la mise en place de politiques urbaines à toutes les échelles et dans tout type de communautés, répond à la diffusion d'un espace de parole tel que théorisé par J. Habermas.

Parce qu'il offre des « possibilités d'un urbanisme centré sur la communauté » (Brahinsky, Chion et Feldstein, 2012-2013, n.p.), le *community planning* – et plus généralement les processus de participation – est approprié lorsque les changements urbains nécessitent un important engagement de la population locale, principalement dans les espaces contestés (Sanoff, 2000, cité par Esposito De Vita, Trillo et Martinez-Perez, 2016)

Concernant la ville de Belfast⁴⁷⁶, le plan stratégique qui reprend les prérogatives du *community planning* est le *Belfast agenda*. Les versions consultatives (BCC, n.d-c ; BCC, n.d.-d) sont à l'image de ce qui a pu être publié par les différents acteurs de l'urbain ces dernières années, avec des considérations sur l'emploi, l'éducation, la régénération urbaine, le développement des quartiers... et de (trop ?) rares références aux situations de blocage qui s'observent dans les quartiers communautaires mono-confessionnels.

Avec la LGR de 2015, Le *Belfast City Council* (BCC) devient certes un acteur de premier plan en charge de l'aménagement urbain tandis qu'il travaille, au niveau local, avec un éventail très large de partenaires constitués de « *representatives from the statutory, business, higher education, community and voluntary sectors, to develop a long-term plan to improve the social, economic and environmental wellbeing of the city.* »⁴⁷⁷. Or, cet énoncé n'est pas sans rappeler les partenaires déjà intégrés dans le processus participatif tel qu'il existait avant la réforme, comme je l'ai montré par exemple dans le cas de la *Neighbourhood Renewal Strategy* (NRS), portée par le DSD. Plus étonnant, le BCC précise les objectifs du *community planning* comme suit : « *It's about making sure that public services work together with communities to deliver real improvements for local people.* »⁴⁷⁸. Cela interroge le caractère véritablement novateur de ce dispositif puisque la mise en place des politiques urbaines a toujours eu à charge, en Irlande du Nord – en tout cas dans la littérature grise et le discours des acteurs de l'urbain – de faire la jonction entre les directives gouvernementales nationales et l'échelon local.

Ensuite, les objectifs mis en avant semblent de *prime abord* rejoindre la politique qui a été celle des dernières années – voire décennies : « *Over the last two years we've been*

⁴⁷⁶ Pour un exemple outre-Atlantique, voir l'analyse des urbanistes R. Brahinsky, M. Chion et L. M. Feldstein (2012-2013) sur le développement du *community planning* dans le quartier de la Mission à San Francisco. Ce dernier a subi des changements démographiques importants – avec pour conséquence, entre autres, un phénomène de gentrification – mais conserve un passé d'organisation communautaire très fort.

⁴⁷⁷ <http://www.belfastcity.gov.uk/council/Communityplanning/CommunityPlanningOverview.aspx>

⁴⁷⁸ <http://www.belfastcity.gov.uk/council/Communityplanning/BelfastAgenda.aspx>

asking people what they want in a future city. (...) They said they wanted a city where everyone has a good start in life, a good education and a good job – where everyone has safe, good quality places to live, work and play, where people get on with each other. » (BCC, n.d.-c, p. 6). Cet énoncé – et plus précisément le passage volontairement souligné – peut se résumer à travers l'utilisation de mots-clefs qui ont déjà été rencontrés très fréquemment auparavant, que ce soit dans les politiques gouvernementales visant à promouvoir une société – et par extension un espace – partagé, dans la promotion des « bonnes relations », dans les objectifs du projet d'aménagement du Titanic Quarter, etc. Plus qu'un changement de cap drastique, il semble que la « vision » des politiques urbaines nord-irlandaises et la façon de concevoir la ville aujourd'hui suivent une continuité relative avec les précédents angles choisis pour mettre en place des projets d'aménagement les mieux à même de relever les défis de la ville – à la fois post-industrielle et post-confliktuelle – qu'est Belfast.

Ces incertitudes et ces doutes quant à la forme que doit prendre le *community planning* m'ont également été rapportés en entretien. L'un des points « positifs » de cette réforme est, selon les acteurs de l'urbain interrogés, qu'elle devrait *a priori* limiter les écueils qui ont pu découler du fonctionnement « par le haut » *via* les différents *Departments*⁴⁷⁹ – ces derniers travaillant trop en « silos »⁴⁸⁰. En effet, si l'architecte M. Hackett (entretien, 20/03/2015) est perplexe sur la LGR, cela traduit indubitablement selon lui que des politiques urbaines entièrement gérées par le gouvernement central n'étaient jusqu'alors pas la meilleure approche. E. Campbell, même si elle reste sceptique – lors de l'entretien, elle ne savait pas comment la LGR allait être mise en place ni quel serait le devenir du *South Belfast Partnership* (SBP) – considère ce changement nécessaire, puisqu'elle admet elle-même que le « secteur communautaire » nord-irlandais est extrêmement opaque. Comme il y a peu d'informations sur qui fait quoi, au sein de quel organisme (*Departments, city*

⁴⁷⁹ Il faudrait également mentionner les *quangos*, ces organismes publics indépendants des *Departments* (voir chapitre 3) qui sont pour C. Knox un élément indispensable à prendre en compte pour toute réforme administrative, étant donné le poids qu'ils occupent en Irlande du Nord : « *Pre-devolution, quangos had been an attractive option for Direct Rule Ministers. The presence of a powerless local government forum, the need for government to distance itself from functions such as housing which had been tarnished by sectarian malpractice, and the usefulness of strengthening participative democracy through nominees on quangos in a Province with a democratic deficit (Direct Rule from Westminster) created circumstances where quangos flourished.* » (Knox, 2011, p. 110).

⁴⁸⁰ C'est exactement le terme employé par E. Campbell (entretien, 13/03/2015) et je l'ai fréquemment rencontré au cours des entretiens que j'ai menés. K. Sterrett, M. Hackett et D. Hill ajoutent des précisions : « *the central government departments which did have the powers, tended to work in "silos" and follow safe bureaucratic procedures.* » (Sterrett, Hackett et Hill, 2012, p. 50) – ce qui complète le constat que j'ai fait sur la gouvernance urbaine au cours cette recherche.

council...), il n'y a donc pas de structures efficaces pour que des échanges aient lieu entre les différents acteurs et il est donc préférable que tout ce passe sous la houlette du *Belfast City Council* (BCC) (E. Campbell, entretien, 13/03/2015). J. Hennessey (entretien, 20/05/2015) se déclare plutôt optimiste puisqu'il pense que « *having the key people under one roof* » est certainement une très bonne chose. Enfin, un autre élément non-négligeable – en particulier dans la configuration spécifique de la distribution des pouvoirs politiques en Irlande du Nord – est la ré-politisation des questions d'aménagement. Elles transiteront désormais au niveau du conseil municipal, dont les membres sont élus en fonction des résultats des élections locales. En définitive, si les différents écueils observés dans la configuration précédent la réforme peuvent être adressés en redonnant plus de place au gouvernement local à la suite de la LGR, pour J. Muir (2014) il ne reste pas moins possible que la complexité de l'administration publique nord-irlandaise puisse malgré tout empêcher une action conjointe et efficace entre les *councils* et le secteur communautaire.

En conclusion, le *place branding* a permis de mettre en avant le nouveau Belfast et ses espaces neutres. Les espaces du conflit en viennent même à contribuer à la renommée de la capitale nord-irlandaise par le biais du tourisme du conflit qui profite des stigmates d'une guerre civile. Il s'agit bien pour les autorités nord-irlandaises d'exploiter le conflit communautaire dans une optique capitaliste ; la création d'espaces touristiques résultant d'un processus général de marchandisation (Meethan, 2001, cité par Sandri, 2013). Par ailleurs, la mémorialisation et la sacralisation sont des processus essentiels dans le renforcement du sectarisme ; ils sont donc un frein à la modernisation (Michael, Murtagh et Price, n.d. [article non publié]). Enfin, les nouvelles possibilités qui se retrouvent à travers l'instauration récente du *community planning* – censé donner plus de place aux communautés dans les démarches de régénération des quartiers – ne semblent pas encore disposées à changer le devenir des habitants des quartiers ségrégués, en majorité issus de la classe populaire et ouvrière, si elles conservent les limites des précédentes politiques.

Conclusion de la troisième partie

Les espaces neutres apparaissent comme des étendards pour prôner une ville « qui a réussi », loin de l'image négative qu'a connue la capitale nord-irlandaise – et généralement la province – ces dernières décennies. L'essor économique de la capitale, l'augmentation du nombre de touristes... sont autant de signes que le *re-imagining* a fonctionné. Or, si ces espaces participent pleinement à l'ancrage de la ville dans une dynamique de modernisme, de sortie du conflit communautaire et de pleine inscription dans la logique néolibérale de développement des espaces urbains, ils restent destinés en majorité à une seule partie de la population, aisée et éduquée. Ils ne permettent donc pas de promouvoir une urbanité partagée pour tous les habitants de Belfast. Les observations faites dans les quartiers péricentraux communautaires – parades, occupation illégale de site public... – semblent pratiquement incompatibles avec la politique encouragée par le gouvernement nord-irlandais, censée promouvoir des espaces partagés. Les espaces communautaires, qui concentrent de plus les difficultés sociales et économiques, sont aujourd'hui sacrifiés au profit de la réussite des espaces neutres, tandis que l'entre soi communautaire s'y fixe.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au cours de cette recherche, j'ai centré mon analyse sur la manière dont les élus et les aménageurs nord-irlandais proposent des solutions urbanistiques pour dépasser le conflit communautaire qui a marqué – et marque encore – durablement le paysage urbain de Belfast. Ce panel d'acteurs officiels essaye de « réconcilier » la ville de Belfast avec son passé afin d'appréhender favorablement son présent et son avenir, en proposant des politiques post-confliktuelles. Elles visent à créer une urbanité commune pour tous les habitants de la capitale, afin qu'ils retrouvent une société partagée et, par extension, un espace partagé. La démarche est donc, dans le discours, assurément résiliente. Cependant, le constat d'un espace urbain toujours plus ségrégué dans de nombreux quartiers péricentraux – qui concentrent les inégalités économiques et sociales – questionne fortement l'action des acteurs de l'urbain et leur approche binaire des politiques urbaines tant leur mise en place aboutit à la fabrique d'une ville à deux vitesses.

Il y a à mon sens deux dimensions à prendre – conjointement – en considération, qui ont trait à la fois aux solutions urbaines proposées ces dernières décennies mais également à l'évolution du conflit communautaire nord-irlandais.

D'une part, dès les années 1980 et 1990, le redéveloppement du centre-ville comme du Laganside a été encouragé par le gouvernement. Il a été appuyé par des aides économiques afin de redynamiser les espaces dépeuplés et les friches industrielles de la capitale nord-irlandaise ; c'est par exemple à cette époque que le premier centre commercial – Castle court – est ouvert dans le centre-ville. Or, ce projet comme les politiques dans lesquelles il s'inscrit représente principalement une « distraction consumériste » (« *consuming distraction* ») que les élus proposent comme solution à Belfast pour « faire oublier » le conflit, et elle ne se substitue pas comme identité (Neill, 1995, p. 72). De plus, ce processus a été poursuivi jusqu'à aujourd'hui, en s'étendant à un ensemble de quartiers neutres dans lesquels aucune connotation communautaire ne transparaît : c'est le cas du récent développement du Titanic Quarter. Les équipements

urbanistiques sont dès lors standardisés⁴⁸¹ et répondent à des logiques de consommation, qui participent pleinement à l'injonction de projets « qui contribuent à constituer une "adresse internationale". » (Pinson, 2006, p. 625) : c'est en tout point ce que sont les *flagship projects*, comme le musée du Titanic.

D'autre part, il convient de souligner le climat apaisé établi dans la province, depuis la signature des accords de paix de 1998. Néanmoins, si les *Troubles* appartiennent au passé, Belfast reste une ville « en guerre » ; le mot est fort mais me semble justifié puisque la guerre a seulement changé de forme : elle est moins meurtrière – bien que l'influence paramilitaire⁴⁸² et les incidents violents restent très présents – et plus larvée. Elle est spatialement restreinte aux quartiers mono-confessionnels péricentraux et socialement ressentie par la classe ouvrière, pour qui les revendications identitaires sont toujours très importantes. En outre, elle prend forme également au sein même du système politique – avec le modèle consociationnel qui favorise une binarité entre les partis politiques unionistes et républicains⁴⁸³. Cela pose question quand on sait que le développement d'espaces partagés dans les villes post-confliktuelles ne peut être isolé du paysage politique (Rafferty, 2012).

En définitive, le projet urbain répond avant tout aux attentes des élus nord-irlandais qui cherchent à faire de Belfast une ville normalisée mais surtout une capitale compétitive qui embrasse le développement néolibéral. Or, la catégorisation des espaces tout comme leur inégale valorisation a pour conséquence l'établissement d'une hiérarchie entre les

⁴⁸¹ L'architecture moderne vitrée est celle du nouveau Belfast post-confliktuel. Ce choix de matériau illustre la conviction des aménageurs en la stabilité de la capitale nord-irlandaise et contraste avec l'architecture préférée pendant les *Troubles*, résistante aux balles (Neill et Ellis, 2008, cités par Leonard, 2011). R. Sennett a cependant montré que les constructions en verre, qui de *prime abord* semble apporter de la transparence, constituent au final des barrières entre l'espace extérieur et l'espace intérieur du bâtiment et contribuant ainsi à l'« isolement social » et donc, par extension au, « déclin de l'espace public » (Sennett, 1979, cité par Tomas, 2003, p. 83)

⁴⁸² Elle se retrouve dans l'entre soi de certains quartiers mono-confessionnels. Cependant, la présence d'anciennes figures paramilitaires au sein d'associations de quartier comme au plus haut niveau de l'État interroge quant à leur rôle dans la sphère publique et leurs intérêts.

⁴⁸³ Certains protagonistes, comme les leaders politiques, peuvent avoir un intérêt – du moins électoral – à faire durer la division. Il y a dès lors un paradoxe : en Irlande du Nord, les acteurs impliqués dans la concrétisation des accords de paix ont tenté de construire une stabilité en évitant tout débat sur les sources même du conflit ce qui a conduit au maintien d'une « culture du consensus » (Féron, 2011, p. 12) qui est finalement néfaste au bon déroulement du procédé démocratique. Ceci est confirmé par les impasses qui peuvent dérouler du modèle consociationnel.

individus et produit dès lors des rapports inégalitaires entre les groupes sociaux (Backouche, Ripoll, Tissot *et al.*, 2011).

Une approche duale de la fabrique urbaine

Vérification de l'hypothèse 1 :

Les politiques urbaines qui suivent une tendance urbanistique européenne et qui visent à dépasser le conflit communautaire ne sont pas applicables dans l'espace urbain dans son ensemble.

Le *Masterplan* pour la période 2005-2020 et son évaluation à mi-parcours publiés par le *Belfast City Council* (BCC, 2004-c ; BCC, 2013-b) montrent une continuité dans les priorités de développement spatial. En effet, depuis plus de dix ans, elles se concentrent sur les trois pôles identifiés comme les plus attractifs sur le plan économique : le centre-ville, le Titanic Quarter et le quartier universitaire. C'est donc un axe Nord-Est/Sud-Ouest qui est favorisé (**Figure 104**) tandis que les quartiers communautaires sont clairement « oubliés » des priorités spatiales (M. Hackett, entretien, 20/03/2015). La gestion par les acteurs de l'urbain de toutes les formes que peut prendre le conflit communautaire – ségrégation résidentielle, *peacelines*, dédoublement des projets urbanistiques pour chaque communauté, etc. – sont traitées à une échelle plus fine et non pas intégrée à l'échelle globale de la ville.

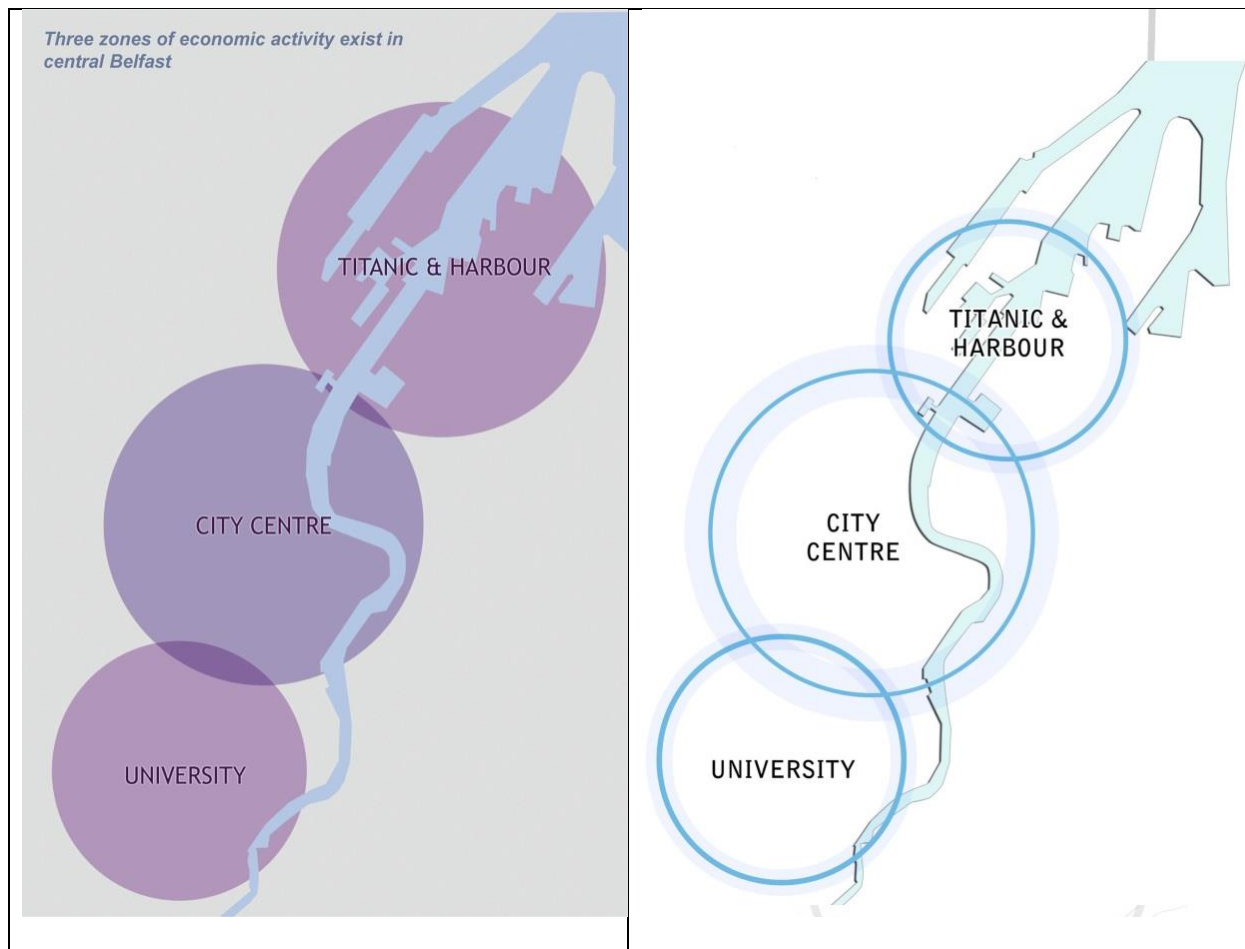


Figure 104 : Les priorités spatiales concernant les trois zones économiques de Belfast
 Sources : BCC, 2004-b (gauche) et BCC, 2013-a (droite)

Or, dans le contexte d'une ville conflictuelle, il est justifié d'assumer la fonction de l'aménagement urbain : « *urban planning can influence, manage, resolve or sustain conflict. The actions of urban planners can have significant consequences regarding neighborhoods, symbols, city services, equity issues, and the economy – all of which can galvanize ethnic groups and move an ethnic conflict further toward aggression or resolution.* » (Cunningham et Byrne, 2006, p. 48). La gouvernance urbaine a définitivement un rôle à jouer. L'Irlande du Nord a connu pendant les *Troubles* une période d'instabilité au cours de laquelle la gouvernance urbaine s'est exercée dans un contexte difficile. Pourtant, l'approche des aménageurs est, encore aujourd'hui, d'« adapter » les politiques urbaines au contexte conflictuel et aux divisions communautaires en promouvant une politique de neutralité. Plutôt que d'aborder frontalement les questions communautaires et de proposer un aménagement proactif, les acteurs de l'urbain restent conditionnés par cette dualité propre à l'Irlande du Nord et qui touche toutes les formes de l'espace public : de l'espace du

quartier à l'espace de parole politique. Aujourd'hui, l'approche de la question urbaine continue toujours d'éluder le fond du problème, à savoir les tensions entre les communautés catholiques et protestantes. C'est en définitive ce que souligne R. McAlister : « *The issue of sectarian and paramilitary tension has been somewhat swept under the carpet in the tentative "peaceful" era that Northern Ireland has entered. Policymakers are keen to distance themselves from the conflict Northern Ireland endured ; however, choosing to ignore the elephant in the room is a risky strategy.* » (McAlister, 2010, p. 543).

La normalisation de Belfast passe dès lors par la promotion d'espaces neutres dans lesquels le conflit communautaire n'a pas sa place. Effectivement, les nouveaux espaces de consommation sont l'illustration de l'entrée de la capitale nord-irlandaise dans la mondialisation – et dans la libéralisation économique qui lui est liée (Murtagh, 2011-a)⁴⁸⁴. La compétition spatiale s'observe au sein même de la ville, à l'image de ce que note D. Harvey de manière plus générale : « *The active production of places with special qualities becomes an important stake in spatial competition between localities, cities, regions and nations. (...) [cities strive] to forge a distinctive image and to create an atmosphere of place and tradition that will act as a lure to both capital and people* » (Harvey, 1989, cité par Neill, 1993, p. 595). Quant aux habitants qui profitent du nouveau Belfast, il s'agit principalement de la classe moyenne – voire aisée ; si le conflit communautaire n'a pas sa place dans une ville européenne compétitive, les habitants des quartiers ségrégués n'y trouvent pas non plus tous leur place.

De la lutte des places à la lutte des classes⁴⁸⁵

Vérification de l'hypothèse 2 :

Les politiques urbaines génèrent une dualité socio-économique en fixant le conflit communautaire dans les espaces défavorisés.

⁴⁸⁴ La normalisation passe aussi par l'inscription pérenne de Belfast dans les dynamiques néolibérales ; dans ce contexte, la capacité des dirigeants politiques à montrer qu'une ville peut être résiliente est un facteur-clé pour sa réputation (Coaffee et Rogers, 2008).

⁴⁸⁵ D'après une réadaptation de Lussault (2009).

La catégorisation géographique est un fait éminemment culturel (Debarbieux, 2005). L'espace urbain, et notamment les métropoles européennes, constituent un cadre privilégié pour interroger la dialectique entre espaces d'intégration et espaces de relégation, révélateurs du caractère spatial des inégalités sociales. Il faut donc appréhender la division spatiale non pas uniquement comme conséquence d'une différenciation sociale, mais également comme cause : les inégalités spatiales contribuent bien à la (re)production d'inégalités sociales. Les acteurs de la ville, élus politiques, aménageurs, mais également les citoyens, peuvent paradoxalement subir comme entretenir cette catégorisation socio-spatiale.

À Belfast, le conflit communautaire entre catholiques et protestants marque spatialement – mais surtout socialement – les quartiers mono-confessionnels. Une différenciation existe alors entre les espaces communautaires ségrégués, correspondant à des *deprived areas* où se concentre un fort taux de chômage et de misère sociale, et les espaces plus prompts à répondre aux exigences de la ville compétitive qui accueillent les populations favorisées. Toutefois, le recours à la focale spatiale ne doit pas négliger les « mécanismes d'ensemble » qui s'opèrent entre les différentes populations (Tissot et Poupeau, 2005) : il reste indispensable de souligner que l'appropriation spatiale permet de situer les individus dans la hiérarchie sociale (Ripoll et Veschambre, 2005). Chacun a sa propre définition de ce qu'il considère comme son « droit à la ville », c'est d'ailleurs le cas pour les communautés catholiques et protestantes de Belfast. Or, dans un monde où le libéralisme est sans cesse promu, « *the poor become ghettoized by default.* » (Harvey, 2003, p. 940).

Parce qu'à Belfast le quartier en tant qu'objet géographique peut s'apparenter à « un risque pour la ville » (Humain-Lamoure, 2007), l'action publique joue un rôle dans le maintien de cette dichotomie entre ces différentes entités spatiales. Tandis que les élus nord-irlandais s'efforcent depuis les années 2000 d'entériner une « normalisation politique » (Ballif, 2012-b, p. 82), l'espace urbain reste très hiérarchisé. En outre, la ségrégation résidentielle entre les communautés catholiques et protestantes a pris une nouvelle forme : en complément de la division communautaire, on observe désormais une division de classes sociales. La ville du projet, parce qu'elle prend place dans un espace où la conflictualité est

très territorialisée, induit aujourd’hui une dualité davantage socio-économique que communautaire.

Deux urbanités exclusives : celle des « gagnants » et celle des « perdants »

La stratégie de normalisation correspond dans la mise en place de politiques urbaines à Belfast à l’utilisation de l’espace public comme « une catégorie de lecture de la ville » (Fleury, 2010, n.p.). J.-Y. Toussaint et M. Zimmermann voient dans le glissement sémantique de l’espace au sens philosophique à l’espace public au sens urbanistique « une délégation faite à l’édification de prérogatives politiques octroyant aux édifices le pouvoir de gouverner non seulement les consciences mais aussi les comportements » (Toussaint et Zimmermann, 2001, p. 73). Néanmoins, il ne suffit cependant pas de catégoriser un espace comme « public » pour qu’il le devienne : en effet, ce n’est pas les caractères inhérents à un discours qui le rendent public, mais sa « publicisation (...) associée aux dynamiques sociales, historiques et politiques qui président la formation d’une sensibilité publique. » (Tonnelat et Terzi, 2013, n.p.). Ce raisonnement vaut pour les espaces publics au sens urbain qui ne sont pas intrinsèquement émancipateurs d’une régulation sociale à l’origine individuelle.

En ce sens, les politiques autour du *shared space* apparaissent en définitive plus comme des propositions conceptuelles de la part des élus nord-irlandais pour surmonter les conséquences socio-spatiales du conflit nord-irlandais qu’une véritable solution. Elles débouchent même sur un contrôle politique des espaces neutres, comme le centre-ville ou le Titanic Quarter. Le centre-ville, par exemple, n’est pas si partagé, comme le montre le fait de ne pas autoriser les drapeaux irlandais lors du défilé de la Saint Patrick, alors que les documents de la municipalité sont les premiers à mettre en avant l’idée de célébrer les différentes cultures. C’est plutôt la volonté des politiques de le neutraliser par l’effacement de toutes références à la problématique communautaire.

Plus généralement, les espaces neutres excluent socialement comme spatialement les habitants qui ne correspondent pas au nouveau Belfast. Ces dernières années, les politiques urbaines mises en place à Belfast se sont logiquement tertiarisées. L’essor du

développement touristique est conséquent – jusque dans ces formes les plus incertaines, avec le tourisme du conflit. Les nouveaux quartiers, promus comme attractifs et cosmopolites, font aujourd’hui l’image de la capitale nord-irlandaise ; ils répondent en outre parfaitement à ce que la sociologue S. Zukin nomme « *pacification by cappuccino* » (1996, citée par Thörn, 2006), c’est-à-dire la revalorisation des espaces publics tels qu’ils sont pratiqués par la « classe créative » – pour reprendre l’expression de R. Florida. Pour S. Tonnelat (2010), les terrasses sont clairement un signe de vitalité économique et incarnent dans la logique d’aménagement le succès de l’espace public. Or, la « culture café » recherchée notamment par le *Belfast City Council* (BCC) limite le potentiel de l’espace public, puisque cette pratique est destinée à une classe sociale moyenne voire aisée. Il y a donc une dynamique d’exclusion, car cette qualité de vie n’est pas accessible à tous : la ville post-moderne, orientée vers le consumérisme, le tourisme, la culture, la connaissance... offre « l’aura de la liberté de choix – à condition que vous ayez de l’argent ». (Harvey, 2011, p. 23).

Enfin, les espaces neutres sont relativement peu connectés entre eux mais surtout largement déconnectés des espaces péricentraux, majoritairement communautaires. Le Titanic Quarter est en effet coupé de la ville centre par la M3 Motorway (bleue) et la Inner Ring Road (rouge), de East Belfast par la M3, tandis que le centre-ville lui-même est isolé des espaces adjacents par la M3, la Westlink (verte), la rivière Lagan et la voie ferrée au Sud (**Figure 105**).

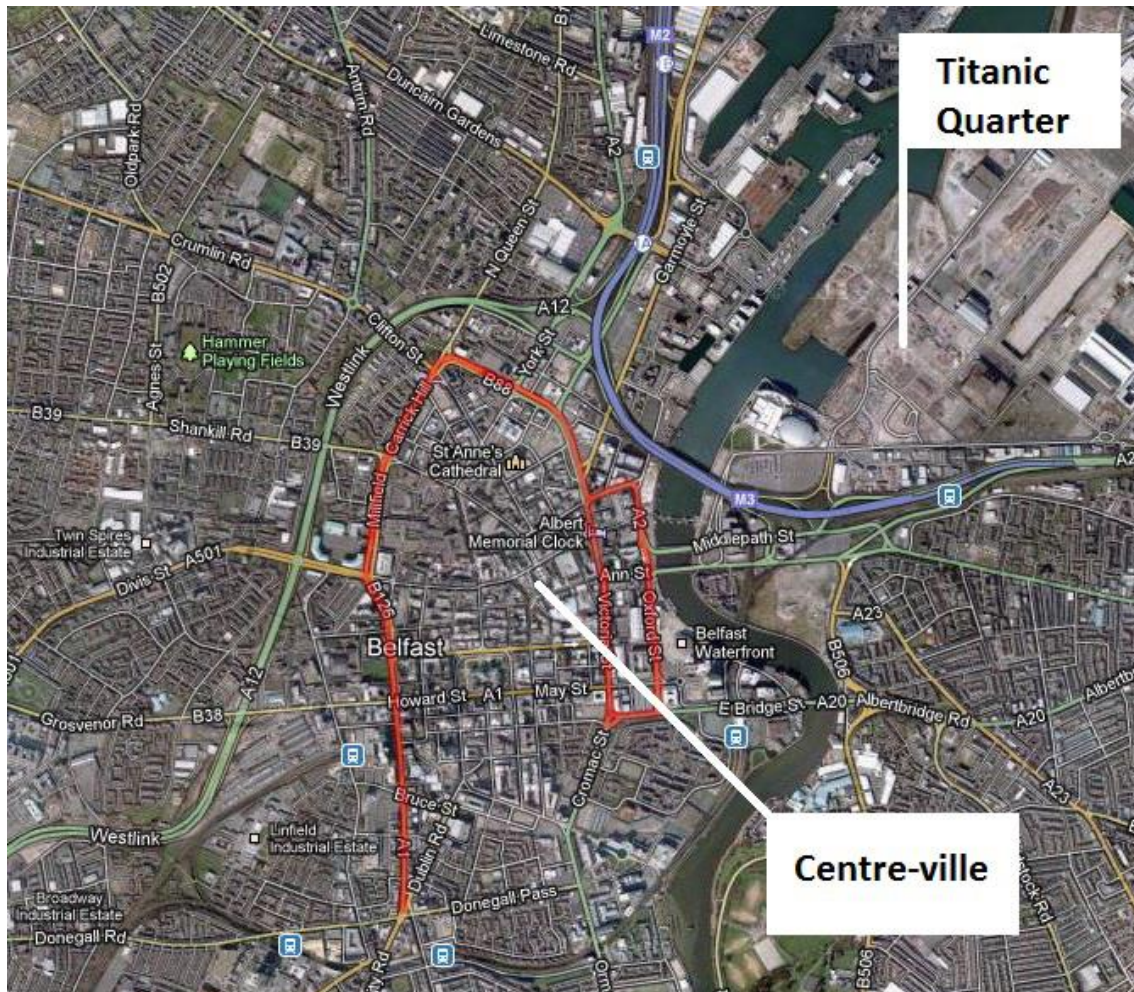


Figure 105 : Le centre-ville et le Titanic Quarter, deux espaces isolés du reste de la ville

Source : Adèle Schar, d'après Etchart, 2015

Or, la promotion du *shared space* ne peut se faire qu'en lien avec la problématique de l'accessibilité : les quartiers résidentiels doivent être pensés non pas comme des îlots mais s'ouvrir les uns aux autres, à l'échelle d'un ensemble de maisons comme à l'échelle de la ville (*Forum for Alternative Belfast*, 2011).

L'espace urbain est donc divisé entre des espaces neutres, privilégiés et dynamiques, et des espaces communautaires économiquement et socialement défavorisés et déconnectés du reste de la ville comme des grands projets urbanistiques qui font l'image et la réussite du Belfast post-conflituel. Ce double isolement, spatial et social, apparaît comme un obstacle à la création d'une urbanité partagée pour l'ensemble des habitants.

Repenser la fabrique de la ville ?

Si à Belfast, les acteurs institutionnels veulent du changement, c'est pourtant le vocabulaire du *statu quo* qui se retrouve régulièrement dans leur discours. C'est le cas par exemple concernant l'aporie du logement social – « *it is a slow and global process.* » (R. Hawe, entretien, 10/01/2014) – ou encore la très faible évolution de la mixité résidentielle à Belfast : « *It is stagnant. It is a slow process (...). NIHE tries but can't force people.* » (D. Murphy, entretien, 09/01/2014). Cette dernière déclaration montre que la situation est stagnante depuis la fin des *Troubles*, puisque le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) affirmait déjà il y a près de vingt ans :

« Le NIHE ne croit pas que l'intégration forcée soit plus souhaitable qu'une politique de ségrégation délibérée. Nous ne pouvons qu'espérer que la mise à disposition d'une gamme diversifiée de logements et un changement de l'environnement sociopolitique et physique atténueront le problème de la polarisation en donnant à des familles le désir et la possibilité de vivre dans des communautés intégrées si elles le souhaitent. » (NIHE, 1999, cité par Peyronel, 2003, p. 45).

Certains acteurs officiels, comme A. Megahey, du *Department for Social Development* (DSD), affirment être dans une logique proactive – couplée à du « *peacemaking* » – tout en restant conscient qu'il existe un décalage entre la théorie et la pratique, notamment sur la question du *shared space* (A. Megahey, entretien, 12/03/2015). D. Murphy reconnaît quant à lui qu'il existe un débat concernant le maintien d'une liberté de choix dans la localisation du logement social pour les demandeurs : si les personnes sont réellement dans le besoin d'un logement, la priorité est d'être logés ; pourquoi alors auraient-ils néanmoins le droit de choisir leur quartier ? (D. Murphy, entretien, 09/01/2014).

En définitive, les acteurs organisent bien des tables rondes, des rencontres avec les habitants pour discuter des projets ; or, faute d'une institutionnalisation notable de la participation citoyenne, « l'action publique apparaît comme d'avantage "bavarde" que démocratique. » (Rui, 2005, citée par Stébé et Marchal, 2007, p. 80).

Dans ce cas, ne faudrait-il pas repenser drastiquement la manière de produire l'espace urbain à Belfast ? Cela fait en effet plus d'un demi-siècle que les autorités publiques se sont focalisées sur la régénération des espaces en déclin à Belfast. Il n'y a pas de plan de

régénération à l'échelle de la ville, et les actions sont menées dans des zones ciblées sans qu'elles soient pensées en lien les unes par rapport aux autres et dans une perspective globale – c'est le cas du Laganside, puis plus récemment du Titanic Quarter... tous ces projets prenant place au sein d'une gouvernance fragmentée.

En parallèle, dans les quartiers communautaires, les espaces qui connaissent des difficultés sociales et économiques n'ont pas significativement changé ces dernières décennies (K. Sterrett, entretien * ; 25/03/2015). Les programmes pour venir à bout de la *deprivation* se succèdent : *Belfast Areas of Need (BAN)*⁴⁸⁶, *Belfast Action Team (BAT)*, *Making Belfast Work (MBW)*⁴⁸⁷, *Neighbourhood Renewal Areas (NRA)*⁴⁸⁸... ce qui rend certains universitaires sceptiques quant à la capacité d'action des aménageurs, largement « réactifs » (F. Gaffikin, entretien, 19/03/2015). Dès lors, une réelle réflexion quant au maintien de politiques urbaines de régénération sous cette forme, à savoir qui se focalisent sur des espaces identifiés comme désavantagés à une échelle très fine, est à envisager. La reconnaissance d'un espace en tant que NRA apporte des subventions publiques ; en plus de conserver les identités communautaires, cet outil ne semble pas – malgré lui – encourager le processus de sortie de la pauvreté de ces espaces puisqu'il entraîne une « compétition » entre les espaces pour l'obtention de financements. Un membre du *North Belfast Partnership* (entretien anonyme *, 03/2015) reconnaît que la situation s'apparente à une « cercle vicieux ». Il n'est pas sûr que le *community planning* arrive à sortir de ce biais ; N. Creagh, du *Department of the Environment (DoE)*, le confirme : « *We will study why things didn't work and avoid these problems. (...) Community planning won't cure all ; it's a long term process.* » (N. Creagh, entretien *, 25/03/2015).

Or, appréhender l'espace en termes d' « enjeu » permet d'interroger le devenir des espaces du passé : ces derniers portent une histoire héritée et ont donc été marqués par les représentations et les pratiques des générations précédentes et par extension aux acteurs qui les ont produits et/ou se les sont appropriés (Backouche, Ripoll, Tissot *et al.*, 2011). C'est donc bien en intégrant le dysfonctionnement dans la réflexion urbanistique sur la ville que le quotidien des populations peut être le mieux appréhendé (Voldman, 1999) : il s'agit là d'une réelle capacité de résilience.

⁴⁸⁶ Dans les années 1970.

⁴⁸⁷ À la fin des années 1980.

⁴⁸⁸ Dans les années 2000.

Une gouvernance résiliente ?

L'évolution de la gouvernance urbaine conditionne la manière de penser et de faire la ville. La *Local Government Reform* (LGR) de 2015, parce qu'elle redonne certains pouvoirs aux municipalités – comme ceux liés à l'aménagement, avec par extension le développement du *community planning* – apparaît comme une nouvelle option pour appréhender les questions urbaines. Vue de manière très positive par les acteurs institutionnels, elle n'a pu être mise en place que parce que la province connaît une relative stabilité ces dernières années. Après trois décennies de difficultés, des autorités locales plus puissantes et une implication plus importante des élus politiques sont la preuve que la gouvernance en générale et à l'échelle urbaine en particulier s'inscrivent dans une dynamique post-confliktuelle. En outre, l'appui sur la société civile – et par extension l'évolution des modalités de la gouvernance urbaine – est aujourd'hui essentielle, à Belfast comme ailleurs, puisque depuis les années 1970-1980 se développe l'idée qu'« il ne faut pas surestimer la capacité des institutions publiques (nationales et locales) à pouvoir produire et gérer seules les politiques (urbaines). » (Jouve, 2007, p. 389).

L'introduction du *community planning* permet donc d'interroger la faculté de résilience du système de planification. Cependant, il est important de se demander, si, plus qu'une « nouvelle option », ce changement administratif n'entraînera pas le maintien du *statu quo* en déplaçant les problèmes qui ont été rencontrés au niveau gouvernemental à l'échelon local du *Belfast City Council* (BCC).

En effet, à Belfast, la division entre les deux communautés traditionnelles est toujours bien présente, à commencer par le maintien d'un environnement urbain contraint car ségrégué dans les quartiers mono-confessionnels. Dans une province où, au tournant des années 2000, moins de 10 % des votes électoraux n'étaient pas liés à des préférences communautaires (Hazelton, 2004, cité par Abassi, 2011), l'amélioration visible et durable de l'application des politiques urbaines, affranchies de toute donne sectaire, restera sans doute difficile à observer sur le terrain. La question est alors réellement de savoir comment permettre à tous les – nombreux – acteurs, des communautés aux agences gouvernementales de suivre une dynamique « proactive ». C'est sans doute finalement le temps qui permettra de dire si Belfast et plus généralement l'Irlande du Nord sont prêtes à

embrasser ces nouvelles opportunités en matière d'aménagement urbain. Il s'agit de voir si la réforme LGR permet de « trancher » avec les précédentes approches ou bien si elle n'est que la continuité – sous une autre forme – d'une gouvernance urbaine « timide » qui ne prend pas le conflit communautaire comme composante essentielle au sein de politiques urbaines globales, à l'échelle de la ville entière.

Changement de paradigme : d'une division à l'autre

C'est là tout le paradoxe de la mise en place de politiques urbaines à Belfast ; les actions des aménageurs conduisent à sacrifier les espaces communautaires au profit des espaces neutres. La fabrique urbaine de la capitale peut dès lors se lire sous la lunette d'une ville de « ghettos »⁴⁸⁹ contre celle d'une ville de « projets ». Dans cette perspective, Belfast n'apparaît pas si différente des villes post-industrielles européennes. Le parallèle avec Bilbao se pose : la régénération du centre-ville dans les années 1980 a pris place dans un contexte de tensions, tandis que la reconquête des friches industrielles, dix ans plus tard – concrétisée avec l'ouverture du Guggenheim – a permis aux élus et aux aménageurs de changer l'image de la ville espagnole ; la conséquence reste cependant que la classe ouvrière a été complètement exclue du projet (Etchart, 2008).

Finalement, Belfast est une ville qui s'inscrit dans la mondialisation ; à ce titre, les politiques urbaines néolibérales mises en place dans la capitale nord-irlandaise entraîne le maintien d'une ville inégalitaire. En effet, aujourd'hui, les espaces intégrés à la mondialisation ont besoin d'être attractifs. Le capitalisme et les politiques néolibérales en viennent à « lisser » les oppositions communautaires ; la division entre les communautés catholiques et protestantes laisse progressivement place à une division économique et sociale. Ce positionnement des élus rejoint dès lors les discours de pensée – forcément – positive (l'apaisement à Belfast) tandis que la normalisation empêche de prendre en considération le vrai problème : le maintien d'une division de l'espace urbain qui se traduit notamment par la continuité d'une forte ségrégation résidentielle. (**Figure 106**)

⁴⁸⁹ Le mot peut sembler fort, mais le ghetto est bien la forme extrême que peuvent prendre les quartiers communautairement homogènes, lorsque la ségrégation est maximale, comme le note justement J. Heurley (2005). Pour une origine de ce terme et de son évolution lexicale, voir Topalov (2017).

Ville post-confliktuelle	Ville conflictuelle
Espaces neutres	Espaces communautaires
Urbanité normalisée	Entre soi communautaire
Espaces publics	Espaces fermés
Gentrification	Ségrégation
Espaces compétitifs	Espaces défavorisés

Figure 106 : Belfast, une ville duale

Source : Adèle Schar

Belfast est donc une ville duale : il faut comprendre cette idée dans le sens d'une ville bipolarisée – socialement et spatialement – entre des populations « intégrées » et d'autres « exclues » (Dorier-Apprill, 2001, p. 65). Il apparaît simplement plus « acceptable » pour les élus de faire le constat de poches de pauvreté et d'espaces en difficulté mis dos-à-dos avec l'incarnation urbaine « qui réussit ». Plutôt que d'avoir une ville divisée entre des catholiques et des protestants, l'opposition est socio-économique, entre riches et pauvres. En définitive, c'est peut-être dans ce schéma que s'observe le mieux la normalisation de Belfast.

Bibliographie

1. Ouvrages et articles scientifiques, travaux universitaires

A

- ABASSI Zouhaïr, 2011. « L'accord du Vendredi saint de 1998 et l'approche consociationnelle » [en ligne]. *Études irlandaises* (vol. 36, n°2), n.p. Disponible sur : <http://etudesirlandaises.revues.org/2374> [consulté le 11/12/2014].
- ALAMI Sophie, DESJEUX Dominique et GARABUAU-MOUSSAOUI Isabelle, 2013. *Les méthodes qualitatives* (2^e éd.). Paris : Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 128 p.
- ALLEMAND Sylvain, 2012. « Shrinking cities : une chance pour la ville de demain ? » [en ligne]. *L'Économie politique* (vol. 1, n° 53), p. 26-30. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2012-1-page-26.htm> [consulté le 10/10/2016].
- AMBROSINO Charles et ANDRES Lauren, 2008. « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace » [en ligne]. *Espaces et sociétés* (vol. 3, n°134), p. 37-51. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2008-3-page-37.htm> [consulté le 10/04/2015].
- ANDRES Lauren et GRÉSILLON Boris, 2011. « Les figures de la friche dans les villes culturelles et créatives : regards croisés européens » [en ligne]. *L'Espace géographique* (vol. 40, n°1), p. 15-30. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2011-1-page-15.htm> [consulté le 20/04/2015].
- APPERT Manuel et TUPPEN John, 2008. « Mutations et inerties spatiales dans le Royaume-Uni d'aujourd'hui ». [en ligne]. *Géocarrefour* (vol. 83, n°2), p. 71-72. Disponible sur : <http://geocarrefour.revues.org/5862> [consulté le 13/09/2016].
- ASCHER François, 2010. *Les nouveaux principes de l'urbanisme*. Suivi de *Lexique de la ville plurielle*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube (L'Aube poche essai), 275 p.

B

- BABADZAN Alain, 2009. « L'"indigénisation de la modernité" : la permanence culturelle selon Marshall Sahlins » [en ligne]. *L'Homme : revue française d'anthropologie* (n°190), p. 105-128. Disponible sur : <http://lhomme.revues.org/22118> [consulté le 18/05/2017].

- BACKOUCHE Isabelle, RIPOLL Fabrice, TISSOT Sylvie *et al.* (dir.), 2011. *La dimension spatiale des inégalités : regards croisés des sciences sociales*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (Géographie sociale), 357 p.
- BAILLY Antoine, 1975. *L'organisation urbaine : théories et modèles*. Paris : Centre de recherche d'urbanisme, 272 p.
- BAILONI Mark, 2017. « Comprendre le vote pour le Brexit : de l'utilité d'une analyse territoriale » [en ligne]. *Hérodote* (vol. 1, n°164), p. 43-64. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2017-1-page-43.htm> [consulté le 12/06/2017].
- BAILONI Mark, 2014. « La reconversion des territoires industriels par la culture dans les villes britanniques : un modèle en crise ? » [en ligne]. *Belgeo* (n°1), n.p. Disponible sur : <https://belgeo.revues.org/12753> [consulté le 22/01/2015].
- BAILONI Mark et PAPIN Delphine, 2009. *Atlas géopolitique du Royaume-Uni : les nouveaux défis d'une vieille puissance*. Paris : Éditions Autrement (Atlas/Monde), 79 p.
- BALLIF Florine, 2015. « Belfast en temps de paix : la guerre civile comme attraction touristique » [en ligne]. *Téoros : revue de recherche en tourisme* (vol. 34, n°1-2), n.p. Disponible sur : <https://teoros.revues.org/2761> [consulté le 15/05/2017].
- BALLIF Florine, 2012-a. « Les *peacelines* de Belfast : le provisoire qui dure ». *Hermès, la revue* (vol. 2, n°63), p. 116-119.
- BALLIF Florine, 2012-b. « Artefacts sécuritaires et urbanisme insulaire : les quartiers d'habitat social rénovés à Belfast » [en ligne]. *Espaces et sociétés* (vol. 2, n°150), p. 67-84. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2012-2-page-67.htm> [consulté le 17/10/2013].
- BALLIF Florine, 2009-a. « Murs de sécurité et politique de maintien de l'ordre à Belfast » [en ligne]. *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC* (n°5), n.p. Disponible sur : <http://mimmoc.revues.org/422> [consulté le 03/11/2014].
- BALLIF Florine, 2009-b. « Les traces de la guerre civile : la pérennisation des *peacelines* à Belfast ». In VALLAT Colette (dir.), *Pérennité urbaine, ou la ville par-delà ses métamorphoses. Volume 1 – Traces*. Paris : L'Harmattan (Itinéraires géographiques), p. 49-58.
- BALLIF Florine, 2009-c. « Les *peacelines* de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine » [en ligne]. *Cultures & conflits* (n°73), p. 73-83. Disponible sur : <http://conflits.revues.org/17533> [consulté le 09/09/2013].
- BALLIF Florine, 2006. *Les peacelines de Belfast : du maintien de l'ordre à l'aménagement urbain (1969-2002)* [en ligne]. Thèse de doctorat nouveau régime en urbanisme et aménagement : Université Paris XII, Institut d'Urbanisme de Paris, 544 p. Disponible sur : <http://tel.archivesouvertes.fr/docs/00/08/04/75/PDF/these.pdf> [consulté le 01/09/2013].

- BALLIF Florine, 2004-2005. « Les dynamiques urbaines contradictoires à Belfast : l'évolution des "interfaces" ». *Hommes et terres du nord* (n°1), p. 35-43.
- BALLIF Florine, 2001. « Belfast : vers un urbanisme de paix ? Les recompositions spatiales au sortir de la guerre civile » [en ligne]. *Les Annales de la recherche urbaine* (n°91), p. 53-60. Disponible sur : http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/Ballif_ARU_91.pdf [consulté le 15/01/2014].
- BALLIF Florine et ROSIÈRE Stéphane, 2009. « Le défi des "teichopolitiques". Analyser la fermeture contemporaine des territoires » [en ligne]. *L'Espace géographique* (vol. 38, n°3), p. 193-206. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2009-3-page-193.htm> [consulté le 03/11/2014].
- BARCAT Charlotte, 2016. « Vérité et justice comme remèdes au trauma : Bloody Sunday et l'enquête Saville » [en ligne]. *Études irlandaises* (vol. 36, n°1), n.p. Disponible sur : <http://etudesirlandaises.revues.org/2154> [consulté le 13/09/2016].
- BEAUCHARD Jacques, 2012. « Beyrouth, ville ouverte et fermée » [en ligne]. *Hermès, la revue* (vol. 2, n°63), p. 109-115. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2012-2-page-109.htm> [consulté le 04/01/2017].
- BEAUD Stéphane et WEBER Florence, 2010. *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques* (4^e éd.). Paris : La Découverte (Grands Repères), 334 p.
- BEDDELEEM Martin, 2005. *Le sang coule encore sur les mémoires : conflits et mutations de la mémoire du Bloody Sunday* [en ligne]. Séminaire « Les mises en scènes du politiques » : Université Pierre Mendès France, Institut d'Études politiques de Grenoble, 217 p. Disponible sur : http://www.academia.edu/21989647/Conflits_et_mutations_de_la_m%C3%A9moire_du_Bloody_Sunday [consulté le 13/09/2016].
- BERGER Patrick et NOUHAUD Jean-Pierre, 2004. *Formes cachées, la ville*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes (Architecture), 221 p.
- BERNIÉ-BOISSARD Catherine, 2004. *Regards d'urbanité : parcours, recherches et pistes dans la ville*. Paris : L'Harmattan (Villes et entreprises), 345 p.
- BERRY Jim et McGREAL Stanley, 1993. « Public sector initiatives in the regeneration of Belfast ». In BERRY Jim, McGREAL et DEDDIS Bill (dir.), *Urban regeneration : property investment and development*. London : E & FN SPON, p. 193-214.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, 2009. « Les notions de citoyenneté et d'urbanité dans l'analyse des villes du monde arabe. Essai de clarification » [en ligne]. *Les Cahiers d'EMAM (Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée)* (vol. 18), n.p. Disponible sur : <https://emam.revues.org/175> [consulté le 09/09/2017].

- BEYER Antoine et DEBRIE Jean, 2011. « Les temporalités frontalières et urbaines du port de Strasbourg. Analyse géohistorique d'une relation fluviale ville-port » [en ligne]. *Métropoles* (n°10), n.p. Disponible sur : <http://metropoles.revues.org/4494> [consulté le 12/01/2017].
- BIRRELL Derek, 2012. *Comparing devolved governance*. Houndmills : Palgrave MacMillan, 276 p.
- BLACK Jeremy, 1996. *A history of the British Isles*. London : MacMillan, 331 p.
- BLANC Maurice, 2009. « Gouvernance ». In STÉBÉ Jean-Marc et MARCHAL Hervé (dir.), *Traité sur la ville*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 207-257.
- BLANCHET Alain et GOTMAN Anne, 2010. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien* (2^e éd.). Paris : Armand Colin (128), 126 p.
- BOAL Frederick W. et ROYLE Stephen A. (dir.), *Enduring city : Belfast in the twentieth century*. Belfast : Blackstaff press limited, 363 p.
- BOAL Frederick W., 2006. « Big processes and little people : the population of metropolitan Belfast 1901-2001 ». In BOAL Frederick W. et ROYLE Stephen A. (dir.), *Enduring city : Belfast in the twentieth century*. Belfast : Blackstaff press limited, p. 57-83.
- BOAL Frederick W., 1999. « From undivided cities to undivided cities : assimilation to ethnic cleansing ». *Housing studies* (vol. 14, n°5), p. 585-600.
- BOAL Frederick W., 1996. « Integration and division : sharing and segregating in Belfast ». *Planning practice & research* (vol. 11, n°2), p. 151-158.
- BOAL Frederick W., 1995. *Shaping a city : Belfast in the late twentieth century*. Belfast : Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 127 p.
- BOLAND Philip, 2013. « Sexing up the city in the international beauty contest : the performative nature of spatial planning and the fictive spectacle of place branding » [en ligne]. *Town planning review* (vol. 84, n°2), p. 251-274. Disponible sur : http://www.researchgate.net/publication/260162685_Sexing_up_the_city_in_the_international_beauty_contest_the_performative_nature_of_spatial_planning_and_the_fictive_spectacle_of_place_branding [consulté le 02/06/2015].
- BOLLENS Scott A., 2000. *On narrow ground : urban policy and ethnic conflict in Jerusalem and Belfast*. Albany : State University of New-York Press (SUNY series in urban public policy), 415 p.
- BONIN Sophie, 2008. « Fleuves en ville : enjeux écologiques et projets urbains » [en ligne]. *Strates : matériaux pour la recherche en sciences sociales* (n°13), n.p. Disponible sur : <http://strates.revues.org/5963> [consulté le 11/01/2017].
- BONNET Christian, 1997. *Le Royaume-Uni de 1837 à 1914 : de l'époque victorienne à la Grande Guerre*. Paris : Nathan université (128), 128 p.

- BOOTH Philip, BREUILLARD Michèle, FASER Charles *et al.* (dir.), 2007. *Aménagement et urbanisme en France et en Grande-Bretagne : étude comparative*. Paris : L'Harmattan (Administration et aménagement du territoire), 346 p.
- BOOTH Philip, 2010. « Community, cooperation and metropolitan democracy » [en ligne]. *Pôle Sud* (vol. 1, n°32), p. 25-34. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-pole-sud-2010-1-page-25.htm> [consulté le 02/06/2015].
- BOQUET Denis et LABORIER Pascale, 2016. *Sociologie de Berlin*. Paris : La Découverte (Repères), 128 p.
- BOUGRAIN Frédéric, CARASSUS Jean et COLOMBARD-PROUT Marc, 2005. « Partenariat public-privé et bâtiment en Europe : quelques enseignements ». In BONNET Michel (dir.), *La conduite des projets architecturaux et urbains : tendances d'évolution*. Paris : La Documentation Française, p. 85-99.
- BOURDIN Alain, 2006. « Mutations des villes, fragilités et crises urbaines ». *Habitat et Société* (n°43), p. 43-52.
- BOURDIN, Alain, 2005. « Projet urbain et complexité de la ville ». In BONNET Michel (dir.), *La conduite des projets architecturaux et urbains : tendances d'évolution*. Paris : La Documentation Française, p. 33-48.
- BRAHINSKY Rachel, CHION Miriam et FELDSTEIN Lisa M., 2012-2013. « Réflexions sur le *community planning* à San Francisco » [en ligne]. *Justice spatiale / Spatial justice* (n°5), n.p. Disponible sur : <http://www.jssj.org/wp-content/uploads/2013/11/JSSJ5-9-fr1.pdf> [consulté le 17/05/2017].
- BRENNAN Paul, 2004. « Derry, une ville divisée : étude politique. » *Études irlandaises* (vol. 29, n°1), p. 217-240. Disponible sur : http://www.persee.fr/docAsPDF/irlan_0183-973x_2004_hos_29_1_1688.pdf [consulté le 11/06/2016].
- BRIDONNEAU Marie, 2013. *Lalibela, une petite ville d'Éthiopie amarrée au monde : analyse des recompositions spatiales, sociales et politiques dans une petite ville patrimoniale, sacrée et touristique*. Thèse de doctorat en géographie : Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 385 p.
- BRILLET Philippe, 2002. « La paix en Irlande, entre progrès et blocages » [en ligne]. *Études. Revue de culture contemporaine* (vol. 9, n°397), p. 157-167. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-etudes-2002-9-page-157.htm> [consulté le 28/09/2016].
- BROWAEYS Xavier et CHATELAIN Paul, 2011. *Étudier une commune : paysages, territoires, populations, sociétés* (2^e éd.). Paris : Armand Colin (U), 319 p.
- BROWN Stephen, McDONAGH Pierre et SHULTZ Clifford J., 2013. « Titanic : consuming the myths and meanings of an ambiguous brand » [en ligne]. *Journal of consumer research* (vol. 40), p. 595-614. Disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/10.1086/6714744> [consulté le 12/05/2014].

- BRUNN Stanley D., BYRNE Sarah, McNAMARA Louise *et al.*, 2010. « Belfast landscapes : from religious schism to conflict tourism ». *Focus on geography* (vol. 53, n°3), p. 81-91.
- BRYAN Dominic, 2011. « Des droits civils au carnaval : anthropologie de l'espace public à Belfast » [en ligne]. *Ethnologie française* (vol. 41, n°2), p. 289-300. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2011-2-page-289.htm> [consulté le 13/06/2014].
- BRYAN Dominic, 1999. « En souvenir de Guillaume : les parades orangistes en Irlande du Nord ». In CENTLIVRES Pierre, FABRE Daniel et ZONABEND Françoise (dir.), *La fabrique des héros*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Ethnologie de la France, cahier 12), p. 33-47.
- BURGEL Guy, 1993. *La ville aujourd'hui*. Paris : Hachette (Pluriel), 220 p.

C

- CALAME Jon, 2010. « La ville divisée : les minorités hors les murs » [en ligne]. *Politique étrangère* (n°4), p. 783-797. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-4-page-783.htm> [consulté le 16/01/2013].
- CALAME Jon et CHARLESWORTH Esther, 2009. *Divided cities : Belfast, Beirut, Jerusalem, Mostar, and Nicosia*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press (The city in the twentieth-first century), 259 p.
- CALAS Bernard, 2011. « Introduction à une géographie des conflits... en Afrique » [en ligne]. *Les Cahiers d'outre-mer* (n°255), p. 295-320. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-d-outre-mer-2011-3-page-295.htm> [consulté le 20/02/2014].
- CAPRON Guénola et MONNET Jérôme (dir.), 2000. *L'urbanité dans les Amériques : les processus d'identification socio-spatiale*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail (Villes et territoires), 220 p.
- CARON Jean-Claude et VERNUS Michel, 2015. *L'Europe au 19^e siècle : des nations aux nationalismes (1815-1914)* (3^e éd.). Paris : Armand Colin (U), 495 p.
- CARRIOU Claire et RATOUIS Olivier, 2014. « Actualité des modèles urbanistiques » [en ligne]. *Métropolitiques*, n.p. Disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/Actualite-des-modeles.html> [consulté le 09/08/2017].
- CÉFAÏ Daniel, 2003. *L'enquête de terrain*. Paris : La Découverte (Recherches/M.A.U.S.S.), 615 p.
- CHALINE Claude, 2011. *Les politiques de la ville* (7^e éd.). Paris : Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 127 p.
- CHALINE Claude et PAPIN Delphine, 2004. *Le Royaume-Uni ou l'exception britannique*. Paris : Ellipses (Carrefours), 192 p.

- CHALINE Claude, 1991. *Le Royaume-Uni : économie et régions*. Paris : Éd. Masson (Géographie), 238 p.
- CHARMES Éric, 2011. *La ville émiettée : essai sur la clubbisation de la vie urbaine*. Paris : Presses Universitaires de France (La ville en débat), 296 p.
- CHATELAIN Paul, 1989. « Quelques réflexions sur les rapports de la géographie à l'image » [en ligne]. *Strates : matériaux pour la recherche en sciences sociales* (n°4), n.p. Disponible sur : <https://strates.revues.org/4042> [consulté le 07/08/2017].
- CHEVALIER Dominique, 2014. « Titanic Belfast vs mémoires d'un naufrage : le patrimoine (post)industriel de la ville ne sombrera pas ! » [en ligne]. *Belgeo* (n°1), n.p. Disponible sur : <http://belgeo.revues.org/12812> [consulté le 08/01/2015].
- CHOAY Françoise, 2009. « Le patrimoine en questions ». *Esprit* (n°11), p. 194-222.
- CHOAY Françoise, 2006. *Pour une anthropologie de l'espace*. Paris : Seuil (La couleur des idées), 416 p.
- CLAEYS Paul-Henri, 2015. « Échange(s) politique(s) : Belgique 2014-2015 ». In RIHOUX Benoît, VAN INGELGOM Virginie, DEFACQZ Samuel (dir.), *La légitimité de la science politique : construire une discipline, au-delà des clivages*. Louvain-la-Neuve : Presses Universitaires de Louvain, p. 101-112.
- CLAVEL Maité, 2002. *Sociologie de l'urbain*. Paris : Anthropos (Ethno-sociologie), 123 p.
- CLEMENT Franz, 2011. « La théorie consociative : caractéristiques générales et applications au Luxembourg (1^{ère} partie) » [en ligne]. CEPS/INSTEAD (*working paper* n°50), n.p. Disponible sur : <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/working-papers-CEPS/2011/50-2011.pdf> [consulté la 03/08/2017].
- CLOUTIER Geneviève, 2014. « L'approche de la transaction sociale : des balises pour saisir l'intégration des représentations d'un quartier et sa revitalisation ». In BREUX Sandra, COLLIN Jean-Pierre et GINGRAS Catherine (dir.), *Représenter l'urbain : apports et méthodes*. Québec : Presses de l'Université Laval (Études urbaines), p. 63-89.
- COAFFEE Jon et ROGERS Peter, 2008. « Reputational risk and resiliency : the branding of security in place-making ». *Place branding and public diplomacy* (vol. 4, n°3), p. 205-217.
- COLANTONIO Laurent, 2011. « L'Irlande, les Irlandais et l'Empire britannique à l'époque de l'Union (1801-1921) » [en ligne]. *Histoire@Politique : politique, culture, société* (vol. 2, n°14), n.p. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2011-2-page-198.htm> [consulté le 05/05/2016].
- COMERFORD Ruth, 2011. « Urban identities in a globalising world : reimagining Dublin city » [en ligne]. In PIÑEIRA MANTIÑÁN María José et MOORE Niam (dir.), *New trends in the renewal of the city*. Santiago de Compostela : IDEGA/University of Santiago de Compostela (Young scholar book), p. 13-30. Disponible sur :

http://irserver.ucd.ie/bitstream/handle/10197/5165/Young_Scholars_Book_1.pdf?sequence=1#page=16 [consulté le 09/08/2017].

- CONORD Sylvaine, 2007. « Usages et fonctions de la photographie » [en ligne]. *Ethnologie française* (vol. 37, n°1), p. 11-22. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2007-1-page-11.htm> [consulté le 07/08/2017].
- CONRAD Kathryn, 2007. « Widening the frame : the politics of mural photography in Northern Ireland ». In BALZANO Wanda, MULHALL Anne et MOYNAGH Sullivan (dir.), *Irish postmodernisms and popular culture*, Basingstoke : Palgrave MacMillan, p. 85-99.
- COUDROY DE LILLE Laurent et RATOUIS Olivier, 2012. « Doctrines, temps et histoire dans le champ de l'urbanisme ». *Lieux communs* (n°15), p. 149-165.
- CROOKE Elizabeth, 2011. « The politics of community heritage : motivations, authority and control ». In WATERTON Emma et WATSON Steve, *Heritage and community engagement : collaboration or contestation ?* London : Routledge, p. 24-37.
- CROWHURST LENNARD Suzanne H. et LENNARD Henry L., 1995. *Livable cities observed : a source book of images and ideas for city officials, community leaders, architects, planners and all other committed to making their cities livable*. Carmel : Gondolier press, 260 p.
- CUNNINGHAM Chris et BYRNE Sean, 2006. « Peacebuilding in Belfast : urban governance in polarized societies ». *International journal on world peace* (vol. 23, n°1), p. 41-73.
- CUNNINGHAM Niall, 2013. « The social geography of violence during the Belfast Troubles, 1920-1922 ». Centre for Research on Socio-Cultural Change (CRESC) working paper series (n°122), n.p.
- CUNNINGHAM Niall et GREGORY Ian, 2014. « Hard to miss, easy to blame ? Peacelines, interfaces and political deaths in Belfast during the Troubles » [en ligne]. *Political geography* (vol. 40), p. 64-78. Disponible sur : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0962629814000225> [consulté le 05/05/2017].
- CUNY Cécile et NEZ Héloïse, 2013. « La photographie et le film : des instruments de pouvoir ambivalents » [en ligne]. *Participations : revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté* (vol. 3, n°7), p. 7-46. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-participations-2013-3-page-7.htm> [consulté le 07/08/2017].
- CYRULNIK Boris, 1999. *Un merveilleux malheur*. Paris : Odile Jacob, 238 p.

D

- DEBARBIEUX Bernard, 2004. « De l'objet spatial à l'effet géographique » [en ligne]. In DEBARBIEUX Bernard et FOURNY Marie-Christine (dir.), *L'effet géographique : construction sociale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques*.

- Grenoble : Publications de la MSH-Alpes, p. 11-33. Disponible sur : http://www.unige.ch/sciences-societe/geo/files/9414/4464/7588/EffetGeo_Introduction_BD.pdf [consulté le 10 mai 2015].
- DEBRIE Jean, 2013. « La relation ville-fleuve-port dans les projets urbains : acteurs et instruments d'une reconnexion (Strasbourg, Lyon) » [en ligne]. *Cybergeo : revue européenne de géographie / European journal of geography* (document 659), n.p. Disponible sur : <http://cybergeo.revues.org/26118> [consulté le 19/01/2017].
 - DELPAL Christine, 2001. « La corniche de Beyrouth : nouvel espace public » [en ligne]. *Les Annales de la recherche urbaine* (n°91), p. 74-82. Disponible sur : http://www.persee.fr/docAsPDF/aru_0180-930x_2001_num_91_1_2437.pdf [consulté le 02/02/2017].
 - DESBONS David, 2000. « Les représentations de la ville ». *Regards sur l'actualité* (n°260), p. 57-65.
 - DESSOUROUX Christian, 2003. « La diversité des processus de privatisation de l'espace public dans les villes européennes » [en ligne]. *Belgeo* (n°1), n.p. Disponible sur : <http://belgeo.revues.org/15293> [consulté le 31/01/2017].
 - DEUTSCH Richard, 2003. « Ulster : une guerre de religions ? » [en ligne]. *Cités* (vol. 2, n°14), p. 79-89. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-cites-2003-2-page-79.htm> [consulté le 16/01/2013].
 - DEVISME Laurent, Dumont Marc et ROY Élise, 2004. « Le jeu des "bonnes pratiques" dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale » [en ligne]. *Espaces et sociétés* (vol. 4, n°131), p. 15-31. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-4-page-15.htm> [consulté le 09/08/2017].
 - DeYOUNG Elizabeth, 2016. « Lest we forget : observations from Belfast's Twaddell Avenue » [en ligne]. *Streetnotes* (n°25), p. 179-193. Disponible sur : <http://escholarship.org/uc/item/0xs2n1x8> [consulté le 09/05/2017].
 - DI MÉO Guy, 1994. « Épistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain » [en ligne]. *Annales de géographie* (vol. 103, n°577), p. 255-275. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1994_num_103_577_13781 [consulté le 21/02/2017].
 - DI MÉO Guy et BULÉON Pascal (dir.), 2005. *L'espace social : une lecture géographique des sociétés*. Paris : Armand Colin (U), 303 p.
 - DJAMENT-TRAN Géraldine, LE BLANC Antoine, LHOMME Serge et al., 2011. *Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire* [en ligne]. 31 p. Disponible sur : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/67/92/93/PDF/resilience_french.pdf [consulté le 15/05/2016].

- DORIER-APPRILL Élisabeth (dir.), 2001. *Vocabulaire de la ville : notions et références*. Nantes : Éditions du temps (Questions de géographie), 191 p.
- DREYFUS Jacques, 1976. *La ville disciplinaire : essai sur l'urbanisme*. Paris : Éditions Galilée (L'espace critique), 216 p.
- DUBNICK Melvin J. et MEEHAN Elizabeth M., 2004. « Integrative Governance in Northern Ireland » [en ligne]. *Working paper (QU/GOV/16/2004)*, n.p. Disponible sur : <http://www.law.qub.ac.uk/schools/SchoolofLaw/Research/InstituteofGovernance/Publications/briefingpapers/Fileupload,47638,en.pdf> [consulté le 26/06/2015].
- DUFFY Seán, DOHERTY Gabriel, GILLESPIE Raymond *et al.* (dir.), 2002. *Atlas historique de l'Irlande : passions et tumultes*. Paris : Éditions Autrement (Atlas/Mémoires), 144 p.
- DUMPER Mick, 2011. « A false dichotomy ? The binationalism debate and the future of divided Jerusalem ». *International affairs* (vol. 87, n°3), p. 671-685.
- DUNLOP Jérôme, 2009. *Les 100 mots de la géographie*. Paris : Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 127 p.
- DURAND-DASTES François, 2006. « Ethnie » [en ligne]. *Hypergéogé*, n.p. Disponible sur : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article387> [consulté le 08/08/2017].
- DROZDZ Martine, 2014. « Inégalités spatiales, politiques urbaines "néolibérales" et géographie de l'injustice à Londres » [en ligne]. *Justice spatiale / Spatial justice* (n°6), n.p. Disponible sur : <http://www.jssi.org/article/inegalites-spatiales-politiques-urbaines-neoliberales-et-geographies-de-linjustice-a-londres/> [consulté le 06/09/2016].

E

- ÉDOUARD Jean-Charles, 2012. « La place de la petite ville dans la recherche géographique en France : de la simple monographie au territoire témoin » [en ligne]. *Annales de géographie* (vol. 1, n°683), p. 25-42. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2012-1-page-25.htm> [consulté le 31/10/2016].
- ELLIS Geraint et MCKAY Stephen, 2000. « City management profile : Belfast ». *Cities* (vol. 17, n°1), p. 47-54.
- ELLIS Geraint et NEILL William J.V., 2006. « Spatial governance in contested territory : the case of Northern/North of Ireland ». In TEWDWR-JONES Mark et ALLMENDINGER Philip (dir.), *Territory, identity and spatial planning : spatial governance in a fragmented nation*. London : Routledge, p. 123-138.
- EMERY John, 2006. « Bullring : a case study of retail-led urban renewal and its contribution to city centre regeneration » [en ligne]. *Journal of retail & leisure property* (vol. 5, n°2), p. 121-133. Disponible sur : <http://link.springer.com/article/10.1057/palgrave.rlp.5100020> [consulté le 01/02/2017].

- ENCEL Frédéric, 2008. *Géopolitique de Jérusalem* (nouvelle éd.). Paris : Flammarion (Champs), 300 p.
- ENGLISH Richard, 2003. *Armed struggled : the history of the IRA*. London : Macmillan, 486 p.
- ESPOSITO DE VITA Gabriella, TRILLO Claudia et MARTINEZ-PEREZ Alona, 2016. « Community planning and urban design in contested places. Some insights from Belfast » [en ligne]. *Journal of urban design* (vol. 21, n°3), p. 320-334. Disponible sur : <http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/13574809.2016.1167586?needAccess=true> [consulté le 31/05/2017].
- ETCHART Joana, 2015. « Reconstructiong Belfast after terror » [en ligne]. *Leaves* (n°1), p. 318-330. Disponible sur : <http://climas.u-bordeaux3.fr/images/Leaves/Leaves01/EtchartLeaves1.pdf> [consulté le 05/05/2016].
- ETCHART Joana, 2008. « The Titanic Quarter in Belfast : building a new place in a divided city » [en ligne]. *Nordic Irish Studies* (vol. 7), p. 31-40. Disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/27653734> [consulté le 08/06/2014].

F

- FARAH Jihad, 2015. « Projets, arrangements et controverses sur la ligne de démarcation à Beyrouth » [en ligne]. *Hérodote* (vol. 3, n°158), p. 93-111. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2015-3-page-93.htm> [consulté le 25/02/2016].
- FAWAZ Mona, 2009. « Neoliberal urbanity and the right to the city : a view from Beirut's periphery ». *Development and change* (vol. 40, n°5), p. 827-852.
- FEHLMANN Guy, 2001. « Le Royaume-Uni, le Commonwealth, l'Irlande ». In VALENTIN Marie-Hélène (dir.), *Le monde anglophone*. Paris : Hachette éducation (Grands repères culturels), p. 45-117.
- FELDMAN Jacqueline, 2002. « Objectivité et subjectivité en science. Quelques aperçus » [en ligne]. *Revue européenne des sciences sociales / European journal of social sciences* (vol. 40, n°124), p. 85-130. Disponible sur : <http://ress.revues.org/577> [consulté le 06/08/2017]
- FENNETAU Hervé, 2002. *Enquête : entretien et questionnaire*. Paris : Dunod (Les topos), 128 p.
- FERGUSON Neil, BURGESS Mark et HOLLYWOOD Ian, 2015. « Leaving violence behind : disengaging from politically motivated violence in Northern Ireland ». *Political psychology* (vol. 36, n°2), p. 199-214.
- FÉRON Élise, 2016. « L'horizon fuyant de la réconciliation. L'Irlande du Nord entre rapprochement et cristallisation des oppositions » [en ligne]. *Les Cahiers Sirice* (vol. 1, n°15), p. 67-82. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-sirice-2016-1-page-67.htm> [consulté le 01/10/2017].

- FÉRON Élise, 2011. *Abandonner la violence ? Comment l'Irlande du Nord sort du conflit*. Paris : Payot, 236 p.
- FÉRON Élise, 2010. « *New Wines in Old Bottles ?* Recompositions et renouveaux des recherches sur la violence en Irlande du Nord » [en ligne]. In CRETTEZ Xavier et MUCCHIELLI Laurent (dir.), *Les violences politiques en Europe : un état des lieux*. Paris : La Découverte (Recherches), p. 89-104. Disponible sur : <http://www.cairn.info/les-violences-politiques-en-europe--9782707164582-page-89.htm> [consulté le 05/06/2013].
- FÉRON Élise, 2008. « Restaurer la confiance en Irlande du Nord ? La négociation aux interfaces urbaines » [en ligne]. *Négociations* (vol. 1, n°9), p. 41-54. Disponible sur : www.cairn.info/revue-negociations-2008-1-page-41.htm [consulté le 05/06/2013].
- FÉRON Élise, 2006. « Pérenniser les dividendes du conflit ? Les chemins de reconversion des paramilitaires nord-irlandais » [en ligne]. *Revue internationale des sciences sociales* (vol. 3, n°189), p. 481-490. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2006-3-page-481.htm> [consulté le 05/06/2013].
- FÉRON Élise et HASTINGS Michel, 2003. « Les nouvelles guerres de cent ans » [en ligne]. *Revue internationale des sciences sociales* (vol. 3, n°177), p. 545-556. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2003-3-page-545.htm> [consulté le 01/06/2016].
- FERRÉOL Gilles (dir.), 2014. *Place et statut de la subjectivité dans les sciences sociales*. Bruxelles : EME éditions (Proximités sociologie), 204 p.
- FLEURY Antoine, 2010. « Espace public » [en ligne]. *Hypergéométrie*, n.p. Disponible sur : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article482> [consulté le 10/05/2016].
- FLORENTIN Daniel et PADDEU Flaminia, 2013. « Le déclin au quotidien : crise perçue et espaces vécus à Leipzig et Détroit » [en ligne]. *Urbanités* (n°2), n.p. Disponible sur : <http://www.revue-urbanites.fr/le-declin-au-quotidien-crise-percue-et-espaces-vecus-a-leipzig-et-detroit> [consulté le 05/05/2016].
- FOL Sylvie et CUNNINGHAM-SABOT Emmanuèle, 2010. « "Déclin urbain" et *shrinking cities* : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine » [en ligne]. *Annales de géographie* (vol. 4, n° 674), p. 359-383. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2010-4-page-359.htm> [consulté le 07/10/2016].
- FORKER Martin et McCORMICK Jonathan, 2009. « Walls of history : the use of mythomoteurs in Northern Ireland murals ». *Irish studies review* (vol. 17, n°4), p. 423-465.
- FOUCHER Michel, 2007. *L'obsession des frontières*. Paris : Perrin, 248 p.
- FRÉMONT Armand, 1999. *La région, espace vécu* (2^e éd.). Paris : Flammarion (Champs), 288 p.
- FROIDEVAUX Hervé et REY Emmanuel, 2009. « Les friches industrielles, un réservoir de nouvelles urbanités » [en ligne]. *Tracés* (n°4), p. 26-30. Disponible sur :

<http://infoscience.epfl.ch/record/150727/files/09%20Article%20Trac%C3%A9s%20Friches%20Industrielles.pdf> [consulté le 12/01/2016].

G

- GAFFIKIN Frank, McELDOWNEY Malachy et STERRETT Ken, 2010. « Creating shared public space in the contested city : the role of urban design » [en ligne]. *Journal of urban design* (vol. 15, n°4), p. 493-513. Disponible sur : <https://www.qub.ac.uk/research-centres/PlanningforSpatialReconciliation/FileStore/Fileupload,293567,en.pdf> [consulté le 10/04/2015].
- GAFFIKIN Frank et STERRETT Ken, 2014. « Declining households in a house divided : the case of Belfast ». In RICHARDSON Harry W. et NAM Chang Woon, *Shrinking cities : a global perspective*. London : Routledge (Regions and cities), p. 277-297.
- GALLAHER Carolyn, 2007. *After the peace : loyalist paramilitaries in post-agreement Northern Ireland*. Ithaca : Cornell University Press, 248 p.
- GASNIER Arnaud, 2006. « De nouveaux espaces publics urbains ? Entre privatisation des lieux publics et publicisation des lieux privés » [en ligne]. *Urbanisme* (n°346), n.p. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00078584/document> [consulté le 25/01/2017].
- GEISSER Vincent, 2013. « Le Liban face aux protestations du monde arabe : la révolution improbable ? » [en ligne]. *Les Cahiers de l'Orient* (vol. 4, n° 112), p. 11-21. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2013-4-page-11.htm> [consulté le 03/08/2017].
- GÉNEAU DE LAMARLIÈRE Isabelle et STASZAK Jean-François, 2000. *Principes de géographie économique*. Rosny-sous-Bois : Bréal (Grand amphi), 448 p.
- GENESTIER Philippe, 2004. « Les conséquences urbanistiques du post-progressisme : quelles actions publiques urbaines peut-on concevoir dans l'univers actuel du pensable et du faisable ». In CHALAS Yves (dir), *L'imaginaire aménageur en mutation : cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*. Paris : L'Harmattan (La Librairie des humanités), p. 157-209.
- GEOGHEGAN Peter, 2008. « Managing "race" in a divided society : a study of race relations policy in Northern Ireland ». In DWYER Claire et BRESSEY Caroline (dir.), *New geographies of race and racism*. Aldershot : Ashgate publishing, p. 125-139.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003. *Territoires citadins : 4 villes africaines*. Paris : Belin (Mappemonde), 271 p.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 1994. *De Lomé à Harare : le fait citadin. Images et pratiques des villes africaines*. Paris : IFRA-Karthala (Hommes et sociétés), 472 p.

- GHORRA-GOBIN Cynthia, 2000. « Les centres commerciaux : morceaux de villes ou simulacres de villes ? » [en ligne]. *Quaderni : communication, technologies, pouvoir* (n°41), p. 79-90. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2000_num_41_1_1444 [consulté le 25/01/2017].
- GIBLIN Béatrice (dir.), 2011. *Les conflits dans le monde : approches géopolitiques*. Paris : Armand Colin (U), 350 p.
- GINTRAC Cécile et GIROUD Matthieu (dir.), 2014. *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain*. Paris : Les prairies ordinaires (Penser/croiser), 399 p.
- GIRAULT René, 1996. *Peuples et nations d'Europe au XIX^e siècle*. Paris : Hachette supérieur (Carré Histoire), 272 p.
- GOLDRING Maurice, 1994. *Gens de Belfast : deux peuples sans frontières*. Paris : L'Harmattan, 203 p.
- GOLDRING Maurice et NÍ RÍORDÁIN Clíona, 2012. *Irlande*. Paris : La Découverte (Histoire, société, culture), 224 p.
- GOSSÉ Marc, 2000. « La crise mondiale de l'urbanisme : quels modèles urbains ? » [en ligne]. *Les Annales de la recherche urbaine* (n°86), p. 85-91. Disponible sur : http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/Gosse_ARU_86.pdf [consulté le 05/10/2013].
- GOSSÉ Marc, 1991. « Les enjeux de la crise urbaine : les modèles urbains au Maghreb » [en ligne]. *Espaces et sociétés* (vol. 2, n°65), p. 109-122. Disponible sur : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5619632j> [consulté le 21/10/2013].
- GRAFMEYER Yves, 2007. « Le quartier des sociologues » [en ligne]. In AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène et GUÉRIN-PACE France (dir.), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La Découverte (Recherches), p. 21-31. Disponible sur : <http://www.cairn.info/le-quartier--9782707150714-page-21.htm> [consulté le 21/02/2017].
- GRAFMEYER Yves et AUTHIER Jean-Yves, 2008. *Sociologie urbaine* (2^e éd.). Paris : Armand Colin (128), 126 p.
- GRAS Pierre, 2010. *Le temps des ports : déclin et renaissance des villes portuaires (1940-2010)*. Paris : Tallandier, 298 p.
- GRAS Pierre, 2007. « Cardiff veut lier développement et grands événements » [en ligne]. *Géocarrefour* (vol. 82, n°3), n.p. Disponible sur : <https://geocarrefour.revues.org/2196> [consulté le 07/01/2015].
- GRAVARI-BARBAS Maria, 2013. *Aménager la ville par la culture et le tourisme*. Paris : Éditions du Moniteur (Ville-aménagement), 159 p.
- GRAVARI-BARBAS Maria, 2004. « La conquête d'une nouvelle frontière : réinvestissement symbolique et requalification fonctionnelle des fronts de fleuve urbains » [en ligne]. *Espaces*

et Sociétés (ESO) – Travaux et documents (n°22), p. 31-39. Disponible sur : <http://eso.cnrs.fr/fr/publications/eso-travaux-et-documents/n-22-octobre-2004.html> [consulté le 11/01/2017].

- GRAVARI-BARBAS Maria, 1998. « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique » [en ligne]. *Noroi* (n°178), p. 175-193. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1998_num_178_1_6863 [consulté le 28/09/2015]
- GREER Jonathan, 2001. « Whither partnership governance in Northern Ireland ? » [en ligne]. *Environment and planning C: government and policy* (vol. 19, n°5), p. 751-770. Disponible sur : <http://www.envplan.com/abstract.cgi?id=c0030> [consulté le 20/06/2015].
- GRODACH Carl, 2010. « Beyond Bilbao : rethinking flagship cultural development and planning in three Californian cities ». *Journal of planning education and research* (vol. 29, n°3), p. 353-366.
- GUÉRANGER David, 2012. « La monographie n'est pas une comparaison comme les autres : les études de l'intercommunalité et leur territoire » [en ligne]. *Terrains & travaux* (vol. 2, n°21), p. 23-36. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2012-2-page-23.htm> [consulté le 28/10/2016].
- GUIFFAN Jean, 2006. *La Question d'Irlande* (nouvelle éd.). Bruxelles : Complexe (Historiques), 287 p.
- GUILLAUME André, LESCURE Jean-Claude et MICHONNEAU Stéphane 1996, *L'Europe des nationalismes aux nations : Italie, Espagne, Irlande*. Paris : Éditions SEDES (Regards sur l'histoire), 544 p.
- GRAY Paddy, McANULTY Ursula et KEENAN Michaela, 2009. « Moving towards integrated communities in Northern Ireland : new approaches to mixed housing ». *European journal of housing policies* (vol. 9, n°3), p. 337-353.
- GRISHAM Kevin E., 2014. *Transforming violent political movements : rebels today, what tomorrow ?* New York : Routledge (Contemporary terrorism studies), 214 p.
- GRÜNEWALD François, 2013. « » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.revue-urbanites.fr/guerres-en-villes-et-villes-en-guerre-crisis-urbaines-et-defis-humanitaires-face-aux-conflits-armes> [consulté le 07/08/2017].

H-I

- HARVEY Colin, 2015. « Mobilizing against neo-liberalism ? Global affirmative action in context » [en ligne]. *Cultural dynamics* (vol. 27, n°1), p. 81-98. Disponible sur : <http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0921374014564649> [consulté le 05/06/2017].

- HARVEY David, 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris : Éditions Amsterdam, 96 p.
- HARVEY David, 2003. « The right to the city ». *International journal of urban and regional research* (vol. 27, n°4), p. 939-941.
- HAUGHTON Graham, ALLMENDINGER Phil, COUNSELL David *et al.*, 2010. *The new spatial planning : territorial management with soft spaces and fuzzy boundaries*. London : Routledge, 276 p.
- HAYES Bernadette C. et McALLISTER Ian, 2001. « Sowing dragon's teeth : public support for political violence and paramilitarism in Northern Ireland. ». *Political studies* (vol. 49, n°5), p. 901-922.
- HAYWARD Kathy et KOMAROVA Milena, 2014. « The limits of local accommodation : why contentious events remain prone to conflict in Northern Ireland » [en ligne]. *Studies in conflict & terrorism* (vol. 37, n°9), n.p. Disponible sur : http://pure.qub.ac.uk/portal/files/13748822/Limits_of_local_accommodationHayward_Komarova.pdf [consulté le 08/05/2017].
- HEALEY Patsy, 2006. *Urban complexity and spatial strategies: towards a relational planning for our times*. London: Routledge (RTPI library series), 328 p.
- HEURLEY Jennifer, 2005. « Frontières internes et mobilité résidentielle en Irlande du Nord » [en ligne]. *Espace populations sociétés* (n°2), n.p. Disponible sur : <https://eps.revues.org/3154> [consulté le 26/10/2012].
- HEURLEY Jennifer, 2003. *L'Irlande*. Paris : Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 127 p.
- HEURLEY Jennifer, 2002. *Dublin : un village capitale*. Paris : L'Harmattan (GéographieS en libertés), 101 p.
- HEWSTONE Miles, CAIRNS Ed, VOCI Alberto *et al.*, 2005. « Intergroup contact in a divided society : challenging segregation in Northern Ireland ». In ABRAMS Dominic, HOGG Michael A. et MARQUES José (dir.), *The social psychology of inclusion and exclusion*. New York : Psychology press, p. 265-292.
- HEYWOOD Phil, 2011. *Community planning : integrating social and physical environments*. Chichester : Wiley-Blackwell, 296 p.
- HOCKING Bryanna T., 2012. « Beautiful barriers : art and identity along a Belfast "peace" wall » [en ligne]. *Anthropology matters journal* (vol.14, n°1), n.p. Disponible sur : https://www.anthropologymatters.com/index.php/anth_matters/article/view/273 [consulté le 18/05/2017].
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH Myriam et VIVET Jeanne, 2009. « Blurring the line : privatisation and "publicisation" at the Victoria & Alfred Waterfront, Cape Town » [en ligne]. In BÉNIT-GBAFFOU Claire, FABIYI Seyi et PEYROUX Élisabeth (dir.), *Sécurisation des quartiers et*

gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria). Paris : IFAS-Karthala, p. 269-288 (Hommes et sociétés). Disponible sur :

[http://www.academia.edu/10954932/Blurring the line Privatisation and Publicisation at the Victoria and Alfred Waterfront Cape Town](http://www.academia.edu/10954932/Blurring_the_line_Privatisation_and_Publicisation_at_the_Victoria_and_Alfred_Waterfront_Cape_Town) [consulté le 11/11/2016].

- HOYLE Brian, 2000. « Global and local change on the port-city waterfront » [en ligne]. *Geographical review* (vol. 90, n°3), p. 395-417. Disponible sur : <http://www.accessaintlaurentbeauport.org/wp-content/uploads/2015/01/Hoyle-2000-Global-and-local-change-on-port-city-waterfront.pdf> [consulté le 10/01/2017].
- HUGHES Joanne, CAMPBELL Andrea, HEWSTONE Miles *et al.*, 2008. « "What's there to fear ?" – a comparative study of responses to the out-group in mixed and segregated areas of Belfast ». *Peace & change* (vol. 33, n°4), p. 522-548.
- HUGHES Joanne et CARMICHAEL Paul, 1998. « Building partnerships : a case study of Belfast ». *Community development journal* (vol. 33, n°3), p. 205-225.
- HUMAIN-LAMOURE Anne-Lise, 2007. « Le quartier comme objet en géographie » [en ligne]. In AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène et GUÉRIN-PACE France (dir.), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La Découverte (Recherches), p. 41-51. Disponible sur : <http://www.cairn.info/le-quartier--9782707150714-page-41.htm> [consulté le 10/05/2015].
- HUTCHINSON Wesley, 2000. *Espaces de l'imaginaire unioniste nord-irlandais* [en ligne]. Caen : Presses Universitaires de Caen (Littérature et civilisation irlandaises), n.p. Disponible sur : <http://books.openedition.org/puc/490> [consulté le 19/08/2016].
- HUTCHINSON Wesley, 1997. *La question irlandaise*. Paris : Ellipses (Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne), 159 p.

J

- JACQUIER Claude, 1991. *Voyage dans dix quartiers européens en crise*. Paris : L'Harmattan (Objectif ville), 127 p.
- JARMAN Neil, 1998. « Painting landscapes : the place of murals in the symbolic construction of urban space » [en ligne]. In BUCKLEY Anthony (dir.), *Symbols in Northern Ireland*, Belfast : Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, n.p. Disponible sur : <http://cain.ulst.ac.uk/bibdb/murals/jarman.htm> [consulté le 28/05/2017].
- JÉBRAK Yona, 2010. *La reconstruction et la résilience urbaine : l'évolution du paysage urbain* [en ligne]. Thèse de doctorat en études urbaines : Université du Québec à Montréal, 402 p. Disponible sur : <http://www.archipel.uqam.ca/3124/1/D1918.pdf> [consulté le 15/10/2016].

- JEWESBURY Daniel, 2012. « Belfast – our time, our place » [en ligne]. *Edinburgh review* (n°136), p. 92-103. Disponible sur : http://uir.ulster.ac.uk/27317/1/DJewesbury_EdReview_136.pdf [consulté le 02/02/2017].
- JOANNON Pierre, 2006. *Histoire de l'Irlande et des Irlandais*. Paris : Perrin, 688 p.
- JOANNON Pierre, n.d., « Londonderry » [en ligne]. *Encyclopædia Universalis*, n. p. Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/londonderry> [consulté le 29/08/2016].
- JOANNON Pierre, 1999. *John Hume*. Paris : Beauchesne (Politiques et chrétiens), 378 p.
- JOHNSON Nuala C., 2014. « Exhibiting maritime histories : Titanic Belfast in the post-conflict city ». *Historical geography* (vol. 42), p. 242-259.
- JOHNSTON Ron, POULSEN Michael et FORREST James, 2015. « Segregation matters, measurement matters ». In LLOYD Christopher D., SHUTTLEWORTH Ian G. et WONG David W. S. (dir.), *Social-spatial segregation : concepts, processes and outcomes*, Bristol : Policy Press, p. 13-44.
- JONES Moya, 2003. *Le royaume désuni : Angleterre, Irlande, Écosse, Pays de Galles. Introduction à la dévolution*. Paris : Ellipses (Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne), 125 p.
- JONES Phil et EVANS James, 2008. *Urban regeneration in the UK : theory and practice*. London : SAGE, 190 p.
- JONES Russel A., 2000. *Méthodes de recherche en sciences humaines* [en ligne]. Bruxelles : De Boeck Supérieur (Méthodes en sciences humaines), 332 p. Disponible sur : <http://www.cairn.info/methodes-de-recherche-en-sciences-humaines--9782804128005.htm> [consulté le 22/02/2015].
- JORDAN Glenn, 2011. « Building space : regeneration and reconciliation ». In SPENCER Graham (dir.), *Forgiving and remembering in Northern Ireland : approaches to conflict resolution*. London : Continuum, n.p.
- JOSEPH Isaac, 1984. « Urbanité et ethnicité » [en ligne]. *Terrain : anthropologie et sciences humaines* (n°3), n.p. Disponible sur : <http://terrain.revues.org/2808> [consulté le 05/06/2014].
- JOUVE Bernard, 2007. « La gouvernance urbaine : vers l'émergence d'un nouvel instrument des politiques ? » [en ligne]. *Revue internationale des sciences sociales* (vol. 3, n°193-194), p. 387-402. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2007-3-page-387.htm> [consulté le 22/06/2015].
- JOUVE Bernard, 2003. *La gouvernance urbaine en questions*. Paris : Elsevier (SEPT : Sociologie, Économie, Politique, Territoires), 128 p.

K

- KAUFMAN Ilana, 2009. « Vers une démocratie consensuelle » [en ligne]. *Les temps modernes* (vol. 1, n°652-653), p. 143-163. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2009-1-page-143.htm> [consulté le 03/08/2017].
- KAUFMANN Eric P., 2007. *The Orange Order : a contemporary Northern Irish history*. Oxford : Oxford University Press, 373 p.
- KAVARATZIS Michalis, 2004. « From city marketing to city branding : towards a theoretical framework for developing city brands » [en ligne]. *Place branding and public diplomacy* (vol. 1, n°1), p. 58-73. Disponible sur : http://imagian.fi/kuvat/from_city_marketing_to_city_branding-kavaratzis_2004.pdf [consulté le 29/05/2017].
- KEARNEY Hugh, 2006. *The British Isles : a history of four nations* (2^e éd.). Cambridge : Cambridge University Press, 362 p.
- KELLY Brian, 2012. « Neoliberal Belfast : disaster ahead ? » [en ligne]. *Irish Marxist review* (vol. 1, n°2), p. 44-59. Disponible sur : <http://www.irishmarxistreview.net/index.php/imr/article/view/16> [consulté le 05/06/2017].
- KINEALY Christine, 2003. « Les marches orangistes en Irlande du Nord : histoire d'un droit » [en ligne]. *Le mouvement social* (vol. 1, n°202.), p. 165-181. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2003-1-page-165.htm> [consulté le 03/05/2017].
- KIRK Robin, 2011. « Letter from Belfast : city of walls ». *The American scholar* (vol. 80, n°4), p. 7-11.
- KNOX Colin, 2011. « Cohesion, sharing, and integration in Northern Ireland ». *Environment and planning C : government and policy* (vol. 29, n°3), p. 548-566. Disponible sur : <http://www.envplan.com/abstract.cgi?id=c10206r> [consulté le 13/06/2015].
- KNOX Colin, 2009. « The politics of local government reform in Northern Ireland » [en ligne]. *Local government studies* (vol. 35, n°4), p. 435-455. Disponible sur : http://uir.ulster.ac.uk/5714/1/Local_Government_Studies_article.pdf [consulté le 18/05/2017].
- KNOX Colin et CARMICHAEL Paul, 2005. « Improving public services : public administration reform in Northern Ireland » [en ligne]. *Journal of social policy* (vol. 35, n°1), p. 97-120. Disponible sur : http://uir.ulster.ac.uk/9089/1/Journal_of_Social_Policy.pdf [consulté le 18/05/2017].
- KOMAROVA Milena, 2008. « Shared space in Belfast and the limits of *A shared future* » [en ligne]. *Divided cities/contested states* (working paper n°3), n.p. Disponible sur : http://www.conflictincities.org/PDFs/WorkingPaper3rev_11.3.10.pdf [consulté le 15/05/2016].

- KOMAROVA Milena et BRYAN Dominic, 2004. « Beyond the divided city : policies and practices of shared space ». *City : analysis of urban trends, culture, theory, policy, action* (vol. 18, n°4-5), p. 427-431.

L

- LAFARGUES Sterenn (de), 2006. « Distribution et représentation du terme quartier dans les discours de la politique de la ville. Exemples des discours de C. Bartolone et J.-L. Borloo ». In BULOT Thierry et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Mots, traces et marques : dimensions spatiales et linguistique de la mémoire urbaine*. Paris : L'Harmattan (Espaces discursifs), p. 37-62.
- LAPORTE Antoine et MONTÈS Christian, 2015. « Les capitales : échelles, trajectoires, pratiques » [en ligne]. *Géocarrefour* (vol. 90, n°2), n.p. Disponible sur : <http://geocarrefour.revues.org/9847> [consulté le 09/04/2017].
- LA SOUDIÈRE Martin (de), 2004. « Lieux dits : nomme, dé-nommer, re-nommer » [en ligne]. *Ethnologie française* (vol. 34, n°1), p. 67-77. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2004-1-page-67.htm> [consulté le 12/06/2017].
- LAUGIER Robert, 2000. « La Grande-Bretagne ». In BONNET Michel (dir.), *L'élaboration des projets architecturaux et urbains en Europe. Volume 4 – Les maîtrises d'ouvrage en Europe : évolutions et tendances*. Paris : Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), p. 169-176.
- LE BLANC Antoine, PIERMAY Jean-Luc, GERVAIS-LAMBONY Philippe *et al.* (dir.), 2014. *Métropoles en débat : (dé)constructions de la ville compétitive*. Nanterre : Presses Universitaires de Paris Ouest (Espace et justice), 420 p.
- LEES Mel, 2000. « Évolution du partenariat et des formes contractuelles en Grande-Bretagne ». In BONNET Michel (dir.), *L'élaboration des projets architecturaux et urbains en Europe. Volume 4 – Les maîtrises d'ouvrage en Europe : évolutions et tendances*. Paris : Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), p. 103-109.
- LEFÈVRE Benjamin, 2010. *La fabrique urbaine d'Angers du 3^e au 13^e siècle. Texte : volume 1* [en ligne]. Thèse de doctorat d'histoire, spécialité archéologie : Université François Rabelais de Tours, 477 p. Disponible sur : https://tel.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/551376/filename/These_Benjamin_Lefevre_2010_texte.pdf [consulté le 31/05/2016].
- LE GALÈS Patrick, 2011. *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance* (2^e éd.). Paris : Presses de Sciences Po (Gouvernances), 486 p.
- LE GALÈS Patrick, 1990. « Crise urbaine et développement économique local en Grande-Bretagne : l'apport de la nouvelle gauche urbaine » [en ligne]. *Revue française de science politique* (vol. 40, n°5), p. 714-735. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1990_num_40_5_394511 [consulté le 05/05/2016].

- LE MÉNER Erwan, 2003. « Le sociologue comme auteur » [en ligne]. *Tracés : revue de sciences humaines* (n°4), n.p. Disponible sur : <http://traces.revues.org/385> [consulté le 06/08/2017].
- LENGEREAU Éric, 2007. « Avant-propos » [en ligne]. *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine* (n°20-21), p. 5-8. Disponible sur : <http://www.culture.gouv.fr/culture/organisation/dapa/pdf/cahiers2021-avpropos.pdf> [consulté le 02/03/2016].
- LEONARD Madeleine, 2011. « A tale of two cities : "authentic" tourism in Belfast ». *Irish journal of sociology* (vol. 19, n°2), p. 111-126.
- LEONARD Madeleine, 2010. « What's recreational about "recreational rioting" ? Children on the streets in Belfast ». *Children & society* (vol. 24, n°1), p. 38-49.
- LEONARD Madeleine, 2006. « Teens and territory in contested spaces : negotiating sectarian interfaces in Northern Ireland ». *Children's geographies* (vol. 4, n°2), p. 225-238.
- LÉVY Jacques, 2013. « Urbanité (modèle d') ». In LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (nouvelle éd.). Paris : Belin, p. 1055-1060.
- LÉVY Jacques, 2000. « La ville en Europe : force d'une singularité ». *Regards sur l'actualité* (n°260), p. 3-14.
- LÉVY Jacques, 1997. « Penser la ville : un impératif sous toutes les latitudes » [en ligne]. *CEMOTI. Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (n°24), n.p. Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/1458> [consulté le 02/06/2014].
- LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), 2000. *Logiques de l'espace, esprits des lieux. Géographies à Cérisy*. Paris : Belin (Mappemonde), 352 p.
- LLOYD Christopher D. et SHUTTLEWORTH Ian, 2012. « Residential segregation in Northern Ireland in 2001 : assessing the value of exploring spatial variations ». *Environment and planning* (vol. 44), p. 52-67.
- LOYER Barbara, 2011. « L'Irlande : un conflit multiséculaire ». In GIBLIN Béatrice (dir.), *Les conflits dans le monde : approches géopolitiques*. Paris : Armand Colin (U), p. 167-175.
- LURBE Pierre, 2013. *Le Royaume-Uni aujourd'hui* (7^e éd.). Paris : Hachette supérieur (Les fondamentaux), 166 p.
- LUSSAULT Michel, 2013. « Urbanité ». In LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (nouvelle éd.). Paris : Belin, p. 1049-1055.
- LUSSAULT Michel, 2009. *De la lutte des classes à la lutte des places*. Paris : Grasset (Mondes vécus), 221 p.
- LUSSAULT Michel, 1998. « Images (de la ville) et politique territoriale » [en ligne]. *Revue de géographie de Lyon* (vol. 73, n°1), p. 45-53. Disponible sur :

http://www.persee.fr/docAsPDF/geoca_0035-113x_1998_num_73_1_4802.pdf [consulté le 07/08/2017].

- LYNCH Kathleen, 2006. « Neo-liberalism and marketization : the implications for higher education » [en ligne]. *European educational research journal* (vol. 5, n°1), p. 1-17. Disponible sur : <http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.2304/eeerj.2006.5.1.1> [consulté le 05/06/2017].

M

- MAIGNANT Catherine, 1996. *Histoire et civilisation de l'Irlande*. Paris : Nathan université (128), 127 p.
- MAILHES Christian, 2008. « Les victimes du conflit en Irlande du Nord : l'indicible au cœur de l'intime » [en ligne]. In DUBOST Thierry et LOBO Anne-Catherine (dir.), *Regards sur l'intime en Irlande* (nouvelle éd.). Caen : Presses Universitaires de Caen, n.p. Disponible sur : <http://books.openedition.org/puc/864> [consulté le 01/10/2017].
- MAILLOT Agnès, 2010. « Racisme, sectarisme et politique en Irlande du Nord » [en ligne]. *Études irlandaises* (vol. 35, n°1), n.p. Disponible sur : <https://etudesirlandaises.revues.org/1777> [consulté le 10/04/2017].
- MANGIN Claude, 2006. *Le Royaume-Uni*. Paris : Belin (Memento Géographie), 184 p.
- MARCHAL Hervé, 2009. « Identité du citoyen ». In STÉBÉ Jean-Marc et MARCHAL Hervé (dir.), *Traité sur la ville*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 399-460.
- MARCHAL Hervé et STÉBÉ Jean-Marc, 2008. *La ville : territoires, logiques, défis*. Paris : Ellipses (Transversale Débats), 183 p.
- MAREC Yannick (dir.), 2005, *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII^e - fin XX^e siècle)*. Paris : Créaphis, 768 p.
- MAROTTE Guilhem, 2015-a. « Stratégies violentes et non-violentes pour le contrôle de l'espace communautaire républicain de Belfast » [en ligne]. *Hérodote* (vol. 3, n°158), p. 39-57. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2015-3-page-39.htm> [consulté le 02/05/2017].
- MAROTTE Guilhem, 2015-b. « Justice communautaire et châtements dans un Belfast post conflit » [en ligne]. *Urbanités* (n°5), n.p. Disponible sur : <http://www.revue-urbanites.fr/5-justice-communautaire-et-chatiments-dans-un-belfast-post-conflit-la-recherche-de-legitimite-des-dissidents-republicains> [consulté le 04/04/2017].
- MAROTTE Guilhem, 2013. « Belfast après les *Troubles* : une ville toujours morcelée entre deux communautés ». In DOUZET Frédérick et GIBLIN Béatrice (dir.), *Des frontières indépassables ? Des frontières d'État aux frontières urbaines*. Paris : Armand Colin, p. 155-168.

- MARSAC Antoine Guillaume, 2015. « Relation d'enquête et problèmes méthodologiques dans les études ethnographiques sur les pratiques sportives » [en ligne]. *Antropológicas* (n°13), p. 90-99. Disponible sur : <http://revistas.rcaap.pt/antropologicas/article/viewFile/2577/5120> [consulté le 06/08/2017].
- MARSHALL Anaïs, 2009. « La sensibilité photographique du géographe » [en ligne]. *EchoGéo* (n°8), n.p. Disponible sur : <https://echogeo.revues.org/11024> [consulté le 07/08/2017].
- MARTINEZ-FERNANDEZ Cristina, AUDIRAC Ivonne, FOL Sylvie *et al.*, 2012. « *Shrinking cities : urban challenges of globalization* ». *International journal of urban and regional research* (vol. 36, n°2), p. 213-225.
- MARX Roland et MOINDROT Claude, 2000. *Les îles Britanniques*. Paris : Éditions Clartés (Axxio), 82 p.
- McALISTER Ruth, 2010. « Putting the "community" into community planning : assessing community inclusion in Northern Ireland ». *International journal of urban and regional research* (vol. 34, n°3), p. 533-547.
- McALISTER Ruth, 2008. « Improved ways of living or continuing exclusion ? Experiences of participation in Belfast's urban transformation » [en ligne]. *Enquire* (vol. 1, n°2), p. 95-119. Disponible sur : <https://www.nottingham.ac.uk/sociology/documents/enquire/volume-1-issue-2-mcalister.pdf> [consulté le 10/01/2017].
- McATAKNEY Laura, 2007. « The contemporary politics of landscape at the Long Kesh/Maze prison site, Northern Ireland ». In HICKS Dan, McATAKNEY Laura et FAIRCLOUGH Graham (dir.), *Envisioning landscape : situations and standpoints in archeology and heritage*. Walnut creek : Left coast press (One world archeology series), p. 30-54.
- McCAFFERTY Kevin, 2001. *Ethnicity and language change : English in (London)Derry, Northern Ireland*. Amsterdam : John Benjamins publishing company (IMPACT : studies in language and society), 244 p.
- McGARRY John et O'LEARY Brendan, 2008. « Consociation and its critics : Northern Ireland after the Belfast Agreement ». In CHOUDHRY Sujit (dir.), *Constitutional design for divided societies : integration or accommodation ?* Oxford : Oxford University Press, p. 369-408.
- McGRATTAN Cillian, 2010, « Explaining Northern Ireland ? The limitations of the ethnic conflict model ». *National identities* (vol. 12, n°2), p. 181-197.
- MICHAEL Laura, MURTAGH Brendan et PRICE Linda, n.d. [article non publié]. « Where conflict and place take place : memorialisation, sacralisation and post-conflict space ». [consulté dans sa version non-définitive le 30/01/2015].
- MICHON Perinne, 2008. « Le partenariat public-privé et la régénération urbaine. L'exemple des Docklands ». *Géocarrefour* (vol. 83, n°2), p. 119-128.
- MICHON Perinne, 2001. « L'espace public des Docklands : quand le privé fait la ville » [en ligne]. *Géocarrefour* (vol. 76, n°1), p. 31-38. Disponible sur :

http://www.persee.fr/docAsPDF/geoca_1627-4873_2001_num_76_1_2503.pdf [consulté le 20/04/2014].

- MITCHELL Claire, 2006. *Religion, identity and politics in Northern Ireland : boundaries of belonging and belief*. Aldershot : Ashgate publishing, 178 p.
- MOINDROT Claude, n.d., « Belfast » [en ligne]. *Encyclopædia Universalis*, n. p. Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/belfast> [consulté le 01/08/2017].
- MOINDROT Claude, 1993. *Grande-Bretagne et Irlande du Nord : géographie économique*. Paris : Hachette supérieur (HU : Anglais civilisation), 207 p.
- MONNET Jérôme, 2012. « Ville et loisirs : les usages de l'espace public » [en ligne]. *Historiens & géographes* (n°419), n.p. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00734514/document> [consulté le 31/01/2017].
- MONNET Jérôme, 2000. « La ville comme OSSI (Objet Socio-Spatial Identifiable). Les catégories de l'expérience et de la connaissance de l'espace urbain ». In CAPRON Guénola et MONNET Jérôme (dir.), *L'urbanité dans les Amériques : les processus d'identification socio-spatiale*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail (Villes et territoires), p. 19-39.
- MOORE Niamh, 2008. *Dublin docklands reinvented : the post-industrial regeneration of a European city quarter*. Dublin : Four court press (The making of Dublin city), 320 p.
- MOORE Niamh et SCOTT Mark, 2005. « The geographical and policy context ». In MOORE Niamh et SCOTT Mark (dir.), *Renewing urban communities : environment, citizenship and sustainability in Ireland*. Aldershot : Ashgate press (Urban planning and environment), p. 1-25.
- MOORE Richard, 2016. « Rebranding Belfast : chromatopes of (post)-conflict » [en ligne]. *Signs and society* (vol. 4, n°S1), p. 138-162. Disponible sur : <http://www.journals.uchicago.edu/doi/pdfplus/10.1086/684688> [consulté le 29/05/2017].
- MORAND Anne-Cécile, 2009. *Mémoires de Belfast ou Les processus de la mise en tourisme de la mémoire et leurs expressions spatiales : exemple appuyé de Belfast (Irlande du Nord)* [en ligne]. Mémoire de master 2 professionnel mention tourisme : Université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne, Institut de recherches et d'études supérieures du tourisme, 147 p. Disponible sur : http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IREST/Memoires_Masters_2/MORAND_Anne-Celine.pdf [consulté le 15/02/2013].
- MORANGE Marianne et FOL Sylvie, 2014. « Ville, néolibéralisation et justice » [en ligne]. *Justice spatiale / Spatial justice* (n°6), n.p. Disponible sur : <http://www.jssj.org/wp-content/uploads/2014/05/Intro-VF-numero-6-jssj1.pdf> [consulté le 05/06/2017].
- MOREL-JOURNEL Christelle et PINSON Gilles, 2012-2013. « Comment les villes ont appris la compétition ? » [en ligne]. *M3 : Société urbaine et action publique* (n°4), p. 51-53.

Disponible sur : http://www.millenaire3.com/uploads/tx_revuem3/M3-N4-V2.pdf [consulté le 29/04/2014].

- MORRISSEY Mike et GAFFIKIN Frank, 2006. « Planning for peace in contested space ». *International journal of urban and regional research* (vol. 30, n°4), p. 873-893.
- MOUGEL François-Charles, 1996. *Histoire du Royaume-Uni au XX^e siècle*. Paris : Presses Universitaires de France (Thémis), 600 p.
- MUIR Jenny, 2013. « The dynamics of policy-making under UK devolution : social housing in Northern Ireland ». *Housing studies* (vol. 28, n°7), p. 1081-1093.
- MULLER Pierre, 2011. *Les politiques publiques* (9^e éd.). Paris : Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 126 p.
- MÜLLER Viviane, 2004. « Le gaélique comme marqueur symbolique du territoire en ville de Belfast ». *Mots. Les langages du politique* (n°74), p. 13-26.
- MUÑOZ Francesc, 2004. « La ville multipliée, métropole des territoriants ». In CHALAS Yves (dir), *L'imaginaire aménageur en mutation : cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*. Paris : L'Harmattan (La Librairie des humanités), p. 81-100.
- MURPHY Enda et FOX-ROGERS Lisa, 2015. « Perceptions of the common good in planning ». *Cities* (vol. 42, part. B), p. 231-241.
- MURRAY Russell C., 2006. « Belfast : the killing fields ». In BOAL Frederick W. et ROYLE Stephen A. (dir.), *Enduring city : Belfast in the twentieth century*. Belfast : Blackstaff press limited, p. 221-235.
- MURTAGH Brendan, 2011-a. « Desegregation and place restructuring in the new Belfast ». *Urban studies* (vol. 48, n°6), p. 1119-1135.
- MURTAGH Brendan, 2011-b. « Ethno-religious segregation in post-conflict Belfast ». *Built environment* (vol. 37, n°2), p. 213-225.
- MURTAGH Brendan, 2008. « New spaces and old in "post-conflict" Belfast » [en ligne]. *Divided cities/Contested States – Working paper* (n°5), n.p. Disponible sur : http://www.conflictincities.org/PDFs/WorkingPaper5_10.9.08.pdf [consulté le 02/03/2014].
- MURTAGH Brendan, 2002. *The politics of territory : policy and segregation in Northern Ireland*. Houndmills : Palgrave (Ethnic and intercommunity conflict), 206 p.
- MURTAGH Brendan, 2001. « City visioning and the turn to community : the case of Derry/Londonderry ». *Planning practice & research* (vol. 16, n°1), p. 9-19.
- MURTAGH Brendan et KEAVENEY Karen, 2006. « Policy and conflict transformation in the ethnocratic city ». *Space and polity* (vol. 10, n°2), p. 188-202.

N-O

- NAGEL Caroline, 2000. « Ethnic conflict and urban redevelopment in downtown Beirut ». *Growth and change* (vol. 31), p. 211-234.
- NAGLE John, 2009. « The right to Belfast city centre : from ethnocracy to liberal multiculturalism ? ». *Political geography* (vol. 28, n°2), p. 132-141.
- NAHRATH Stéphane et STOCK Mathis, 2012. « Urbanité et tourisme : une relation à repenser » [en ligne]. *Espaces et sociétés* (vol. 3, n°151), p. 9-14. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2012-3-page-7.htm> [consulté le 19/05/2016].
- NEILL William J.V., 2011. « The debasing of myth : the privation of Titanic memory in designing the "post-conflict" city ». *Journal of urban design* (vol. 16, n°1), p. 67-86.
- NEILL William J.V., 2004. *Urban planning and cultural identity*. London : Routledge (RTPI library series), 261 p.
- NEILL William J.V., 2001. « Marketing the urban experience : reflections on the place of fear in the promotional strategies of Belfast, Detroit and Berlin ». *Urban studies* (vol. 38, n°5-6), p. 815-828.
- NEILL William J.V., 1998. « Place visions and representational landscapes : "Reading" Stormont in Belfast and the Palast der Republik in Berlin ». *Planning practice & research* (vol. 13, n°4), p. 389-406.
- NEILL William J.V., 1995. « Lipstick on the gorilla ? Conflict management, urban development and image making in Belfast ». In NEILL William J.V., FITZSIMONS Diana S. et MURTAGH Brendan (dir.), *Reimagining the pariah city : urban development in Belfast and Detroit*. Avebury : Ashgate Publishing, p. 50-76.
- NEILL William J.V., 1993. « Physical planning and image enhancement : recent developments in Belfast ». *International journal of urban and regional research* (vol. 17, n°4), p. 595-609.
- NEILL William J.V., FITZSIMONS Diana S. et MURTAGH Brendan (dir.), 1995. *Reimagining the pariah city : urban development in Belfast and Detroit*. Avebury : Ashgate Publishing, 251 p.
- NICOLAS Amélie, 2014. « Le projet urbain nantais : une mise à l'épreuve du modèle Bilbao » [en ligne]. *Métropolitiques*, n.p. Disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/Le-projet-urbain-nantais-une-mise.htm> [consulté le 09/08/2017].
- NOIZET Hélène, 2013. « Fabrique urbaine » [en ligne]. In LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (nouvelle éd.). Paris : Belin, p. 389-391. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01096091/document> [consulté le 10/09/2016].
- NOIZET Hélène, 2007. *La fabrique de la ville : espaces et sociétés à Tours (IX^e – XIII^e siècle)*. Paris : Publications de la Sorbonne, 504 p.

- NORTHOVER Jim, 2010. « A brand for Belfast : how can branding a city influence change ? ». *Place branding and public diplomacy* (vol. 6, n°2), p. 104-111.
- NUSSBAUM Florence, 2015. « Quartiers fantômes et propriétaires invisibles. Les propriétés abandonnées, symptômes de la crise des villes américaines » [en ligne]. *Géococonfluences*, n.p. Disponible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/etats-unis-espaces-de-la-puissance-espaces-en-crisis/corpus-documentaire/quartiers-fantomes-et-proprietaires-invisibles> [consulté le 07/10/2016].
- O'DOWD Liam et KOMAROVA Milena, 2011. « Contesting territorial fixity ? A case study of regeneration in Belfast ». *Urban studies* (vol. 48, n°10), p. 2013-2028.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2000. « Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain ». *Revue française de sociologie* (vol. 41, n°3), p. 417-455.

P-Q

- PADDEU Flaminia, 2012. « Faire face à la crise économique à Detroit : les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine ? ». *L'Information géographique* (vol. 76, n°4), p. 119-139. Disponible sur : www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2012-4-page-119.htm [consulté le 05/05/2016].
- PAQUOT Thierry, 2009. *L'espace public*. Paris : La Découverte (Repères), 128 p.
- PAQUOT Thierry, 2006. « Les murs de la peur ». *Le Monde diplomatique* (octobre), p. 32.
- PEEL Deborah et LLOYD Greg, 2017. « Urban regeneration : experiences and insights from the Celtic fringe ». In ROBERTS Peter, SYKES Hugh et GRANGER Rachel (dir.), *Urban regeneration* (2^e éd.), London : SAGE, p. 254-271.
- PÉROUSE DE MONCLOS Marc-Antoine, 2002. *Villes et violence en Afrique noire*. Paris : IRD-Karthala (Hommes et sociétés), 311 p.
- PEYRONEL Valérie, 2003. *Les relations communautaires en Irlande du Nord : une nouvelle dynamique*. Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle (L'Irlande politique et sociale), 250 p.
- PEYRONEL Valérie, 2001. *Économie et conflit en Irlande du Nord*. Paris : Ellipses (Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne), 142 p.
- PIERRE Jon, 2011. *The politics of urban governance*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 169 p.
- PIETTE Albert, 1992. « La photographie comme mode de connaissance anthropologique » [en ligne]. *Terrain : anthropologie et sciences humaines* (n°18), n.p. Disponible sur : <http://terrain.revues.org/3039> [consulté le 07/08/2017].
- PINSON Gilles, 2006. « Projets de ville et gouvernance urbaine : pluralisation des espaces politiques et recomposition d'une capacité d'action collective dans les villes européennes » [en ligne]. *Revue française de science politique* (vol. 56, n°4), p. 619-651. Disponible sur :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2006-4-page-619.htm> [consulté le 18/06/2015].

- PITTE Jean-Robert, 2010. *Le génie des lieux*. Paris : CNRS éditions, 60 p.
- PLÖGER Jörg, 2013. « Comeback cities? Urban recovery approaches in European industrial cities » [en ligne]. In ZIMMERMANN Clemens (dir.), *Industrial cities : history and future*. Frankfurt-on-Main : Campus Verlag (Interdisciplinary Urban Research), p. 188-210. Disponible sur : http://www.researchgate.net/profile/Joerg_Ploeger/publication/256474821_Comeback_Cities_Urban_Recovery_Approaches_in_European_Industrial_Cities/links/02e7e522f451a0b545000000.pdf [consulté le 02/06/2015].
- POPELARD Allan, 2009. « Détroit, catastrophe du rêve » [en ligne]. *Hérodote* (vol. 1, n°132), p. 202-215. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2009-1-page-202.htm> [consulté le 07/10/2016].
- POURTIER Roland, 1983. « Nommer l'espace : émergence de l'État territorial en Afrique noire » [en ligne]. *L'Espace géographique* (vol. 12, n°4), p. 293-304. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/AsPDF/spgeo_0046-2497_1983_num_12_4_3858.pdf [consulté le 12/06/2017].

R

- RAE Alison, 2001. « British urban models : their application to towns and cities today » [en ligne]. *Geofile online* (n°402), n.p. Disponible sur : <http://www.school-portal.co.uk/GroupDownloadFile.asp?ResourceId=216172> [consulté le 05/06/2016].
- RAFFERTY Gavan, 2012. « Embracing the creation of shared space : considering the potential intersection between community planning and peace-building ». *Space and polity* (vol. 16, n°2), p. 197-213.
- RALLINGS Mary-Kathryn, 2014. « "Shared space" as symbolic capital : Belfast and the "right to the city" ? ». *City : analysis of urban trends, culture, theory, policy, action* (vol. 18, n°4-5), p. 432-439.
- RANGEON François, 1997. « Désordres urbains » [en ligne]. In Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie (CURAPP), *Désordre(s)*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 137-144. Disponible sur : https://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/40/francois_rangeon.pdf_4a093228b5689/francois_rangeon.pdf [consulté le 05/01/2015].
- RATOUIS Olivier, 2001. « Les villes portuaires. Entre critique du fonctionnalisme et recompositions territoriales ». In PAGÈS Dominique et PÉLISSIER Nicolas (dir.), *Territoires sous influences. Volume 2*. Paris : L'Harmattan (Communication et civilisation), p. 23-47.

- RAWDING Charles, 2009. « This changing world : towards teaching geographies of consumption ». *Geography* (vol. 94, n°2), p. 126-132.
- RETAILLÉ Denis, 2012. *Les Lieux de la mondialisation*. Paris : Le Cavalier Bleu (Lieux de...), 200 p.
- RETAILLÉ Denis, 2011. « Introduction à une géographie des conflits » [en ligne]. *L'Information géographique* (vol. 75, n°3), p. 6-22. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2011-3-page-6.htm> [consulté le 20/02/2014].
- RETAILLÉ Denis (dir.), 2006. *La ville ou l'État ? Développement politique et urbanité dans les espaces nomades ou mobiles (Mauritanie - Sénégal - Inde, et retour)*. Mont-Saint-Aignan : Publications des universités de Rouen et du Havre, 318 p.
- REVAULT D'ALLONNES Myriam, 2012. *La crise sans fin : essai sur l'expérience moderne du temps*. Paris : Seuil (La couleur des idées), 208 p.
- RIPOLL Fabrice, 2006. « Du "rôle de l'espace" aux théories de "l'acteur" (aller-retour) : la géographie à l'épreuve des mouvements sociaux » [en ligne]. In SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale : contributions à une épistémologie de la géographie sociale*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (Géographie sociale), n.p. Disponible sur : <http://books.openedition.org/pur/380#ftn1> [consulté le 04/06/2014].
- RIPOLL Fabrice et VESCHAMBRE Vincent, 2005. « L'appropriation de l'espace comme problématique » [en ligne]. *Norois* (n°195), n.p. Disponible sur : <http://norois.revues.org/477> [consulté le 16/09/2015].
- RIUS-ULLDEMOLINS Joaquim, 2014. « Culture and authenticity in urban regeneration processes : place branding in central Barcelona ». *Urban studies* (vol. 51, n°14), p. 3026-3045.
- RIVIÈRE Clément, 2012. « Les enfants : révélateurs de nos rapports aux espaces publics » [en ligne]. *Métropolitiques*, n.p. Disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/Les-enfants-revelateurs-de-nos.html> [consulté le 31/01/2017].
- ROBERT Jacques, 2011. *Le territoire européen : des racines aux enjeux globaux*. Cergy : InLibroVeritas, 338 p.
- ROBINSON Jennifer, 2006. *Ordinary cities : between modernity and development*. London : Routledge (Questioning cities series), 204 p.
- ROBSON Brian T., 1969. *Urban analysis : a study of city structure with special reference to Sunderland*. Cambridge : Cambridge University Press (Cambridge geographical studies), 302 p.
- RODRIGUES-MALTA Rachel, 2001. « Naples-Marseille : waterfront attitude ». *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens* (vol. 96, n°1-2), p. 97-106. Disponible sur : http://www.persee.fr/docAsPDF/medit_0025-8296_2001_num_96_1_3213.pdf [consulté le 10/01/2017].

- ROMAN Joël, 1991. « Citoyenneté et urbanité ». In BAUDRILLARD Jean, LIPOVETSKY Gilles, PERROT Michelle *et al.* (dir.), *Citoyenneté et urbanité*. Paris : Éditions Esprit (Société), p.11-19.
- ROMELAER Pierre, 2005. « L'entretien de recherche » [en ligne]. In ROUSSEL Patrice et WACHEUX Frédéric (dir.), *Management des ressources humaines : méthodes de recherche en sciences humaines et sociales*. Bruxelles : De Boeck Supérieur (Méthodes & recherches), p. 101-137. Disponible sur : <http://www.cairn.info/management-des-ressources-humaines---page-101.htm> [consulté le 17/02/2015].
- RONCAYOLO Marcel, 1997. *La ville et ses territoires*. Paris : Gallimard (Folio essais), 285 p.
- ROUSSEAU Max, 2009. « Re-imaging the city centre for the middle classes : regeneration, gentrification and symbolic policies in "loser cities" » [en ligne]. *International journal of urban and regional research* (vol. 33, n°3), p. 770-788. Disponible sur : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2009.00889.x/pdf> [consulté le 01/02/2017].
- ROYLE Stephen A., 2006. Belfast : foundations of the twentieth century. In BOAL Frederick W. et ROYLE Stephen A. (dir.), *Enduring city : Belfast in the twentieth century*. Belfast : Blackstaff press limited, p. 11-27.
- RUFAT Samuel, 2012. « Existe-t-il une "mauvaise" résilience ? ». In DJAMENT-TRAN Géraldine et REGHEZZA-ZITT Magali (dir.), *Résilience urbaines : les villes face aux catastrophes*. Paris : Éditions Le Manuscrit, p. 195-241 (Fronts pionniers).
- RYRIE Alec et Ó HANNRÁCHAIN Tadhg, 2008. « Les îles Britanniques et l'Irlande ». In KAISER Wolfgang (dir.), *L'Europe en conflits : les affrontements religieux et la genèse de l'Europe moderne vers 1500-vers 1650*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (Histoire), p. 287-319.

S

-
- SANDRI Olivia, 2013. « City heritage tourism without heirs : a comparative study of Jewish-themed tourism in Krakow and Vilnius » [en ligne]. *Cybergeo : revue européenne de géographie / European journal of geography (document 646)*, n.p. Disponible sur : <http://cybergeo.revues.org/25934> [consulté le 03/06/2014].
 - SCHAR Adèle, 2016-a. « De l'apaisement à la transformation d'un conflit ? Le cas de Belfast ». In DESPONDS Didier et AUCLAIR Élisabeth (dir.), *La ville conflictuelle : oppositions – tensions – négociations*. Paris : Éditions Le Manuscrit (Devenirs urbains), p. 51-71.
 - SCHAR Adèle, 2016-b. « Le projet urbain à Belfast : une fabrique de l'urbain entre crise et conflit » [en ligne]. *Les Cahiers de CoST (Construction politique et Sociale des Territoires)* (n°5), p. 7-16. Disponible sur : http://citeres.univ-tours.fr/IMG/pdf/le_projet_urbain_a_belfast.pdf [consulté le 22/01/2016].

- SCHAR Adèle, 2016-c. « Adaptive urban governance in Northern Ireland : Belfast planning issues » [en ligne]. In MOORE-CHERRY Niamh (dir.), *Urban challenges in a complex world : resilience, governance and changing urban systems*. Dublin : Geographical Society of Ireland (special publication 14), p. 64-69. Disponible sur : <http://www.unil.ch/igu-urban/home/menuinst/publications/igu-urban-commission.html> [consulté le 28/07/2016].
- SCHAR Adèle, 2014. « Au-delà du conflit nord-irlandais : la reconversion d'un espace portuaire » [en ligne]. *Urbanités* (Mondes urbains britanniques), n.p. Disponible sur : <http://www.revue-urbanites.fr/chroniques-au-dela-du-conflit-nord-irlandais-la-reconversion-dun-espace-portuaire> [consulté le 15/10/2014].
- SCHAR Adèle, 2013. *Comprendre les crises des capitales irlandaises : analyse du rôle des politiques urbaines dans le phénomène de résilience des villes de Dublin et Belfast*. Mémoire de master 2 recherche en géographie : Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, 115 p.
- SECCHI Bernardo, 2013. *La ville des riches et la ville des pauvres : urbanisme et inégalités*. Genève : MétisPresses (VuesDensembleEssais), 90 p.
- SECCHI Bernardo, 2004. « La ville européenne contemporaine et son projet ». In CHALAS Yves (dir), *L'imaginaire aménageur en mutation : cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques. Contribution au débat*. Paris : L'Harmattan (La Librairie des humanités), p. 121-153.
- SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), 2006. *Penser et faire la géographie sociale : contributions à une épistémologie de la géographie sociale* [en ligne]. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (Géographie sociale), n.p. Disponible sur : <http://books.openedition.org/pur/362> [consulté le 04/06/2014].
- SÉNÉCAL Gilles et SAINT-LAURENT-SÉNÉCAL Hilaire, 2014. « L'acteur : questions de méthodologie ». In BREUX Sandra, COLLIN Jean-Pierre et GINGRAS Catherine (dir.), *Représenter l'urbain : apports et méthodes*. Québec : Presses de l'Université Laval (Études urbaines), p. 41-62.
- SEGAUD Marion, 2008. *Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer* (nouv. présentation). Paris : Armand Colin (U), 223 p.
- SHAFFREY Patrick (dir.), 1983. *Your guide to planning*. Dublin : O'Brien press, 96 p.
- SHIRLOW Peter, 2006. « Belfast : the "post-conflict" city ». *Space and polity* (vol. 10, n°2), p. 99-107.
- SHIRLOW Peter et MURTAGH Brendan, 2006. *Belfast : segregation, violence and the city*. London : Pluto Press, 202 p (Contemporary Irish studies).
- SHIRLOW Peter, TONGE Jonathan, McAULEY James *et al.*, 2010. *Abandoning historical conflict ? Former paramilitary prisoners and political reconciliation in Northern Ireland*. Manchester : Manchester University Press, 195 p.

- SILVER Hilary, SCOTT Alan et KAZEPOV Yuri, 2010. « Participation in urban contention and deliberation » [en ligne]. *International journal of urban and regional research* (vol. 34, n°3), p. 453-477. Disponible sur : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2010.00963.x/pdf> [consulté le 01/06/2015].
- SINDJOUN Luc, 2000. « La démocratie est-elle soluble dans le pluralisme culturel ? Éléments pour une discussion politiste de la démocratie dans les sociétés plurielles et bibliographie sélective » [en ligne]. Introduction inaugurale au Colloque international Commonwealth – Francophonie – Cameroun, *Démocratie et sociétés plurielles*. Yaoundé : 24-26 janvier 2000, p. 565-582. Disponible sur : <http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/1587.pdf> [consulté le 15/11/2016].
- SINGLY François (de), 2015. « Des manières de penser le "Je" en sociologie » [en ligne]. *SociologieS* (Dossier : Pour un dialogue épistémologique entre sociologues marocains et sociologues français), n.p. Disponible sur : <https://sociologies.revues.org/5143> [consulté le 06/08/2017].
- SKINNER Jonathan, 2016. « Walking the Falls : dark tourism and the significance of movement on the political tour of West Belfast » [en ligne]. *Tourism studies* (vol. 16, n°1), p. 1-17. Disponible sur : [http://core.roehampton.ac.uk/repository2/content2/subs/d.steedman/d.steedman1964/Skinner%20\(2016\)%20Walking%20the%20falls.pdf](http://core.roehampton.ac.uk/repository2/content2/subs/d.steedman/d.steedman1964/Skinner%20(2016)%20Walking%20the%20falls.pdf) [consulté le 28/05/2017].
- SLABY Alexandra, 2016. *Histoire de l'Irlande : de 1912 à nos jours*. Paris : Tallandier, 460 p.
- SMYTH Hedley, 2005. *Marketing the city : the role of flagship developments in urban regeneration* (7^e éd.), London : E & FN SPON, 275 p.
- SMITHEY Lee A., 2011. *Unionists, loyalists, and conflict transformation in Northern Ireland*. Oxford : Oxford University Press (Studies in strategic peacebuilding), 264 p.
- STÉBÉ Jean-Marc et MARCHAL Hervé, 2007. *La sociologie urbaine* (3^e éd.). Paris : Presses Universitaires de France (Que sais-je ?). 127 p.
- STERRETT Ken, HACKETT Mark et HILL Declan, 2012. « The social consequences of broken urban structures : a case study of Belfast ». *Journal of transport geography* (vol. 21), p. 49-61.
- STERRETT Ken, MURTAGH Brendan et MILLAR Gerry, 2005. « The social turn and Urban Development Corporations ». *Planning practice & research* (vol. 20, n°4), p. 373-390.
- SUBRA Philippe, 2008. « L'aménagement, une question géopolitique ! » [en ligne]. *Hérodote* (vol. 3, n°130), p. 222-250. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2008-3-page-222.htm> [consulté le 03/02/2016].
- SUEUR Jean-Pierre, 1999. *Changer la ville : pour une nouvelle urbanité*. Paris : Éditions Odile Jacobs, 216 p.

T-U

- TERRENOIRE Jean-Paul, 1985. « Images et sciences sociales : l'objet et l'outil » [en ligne]. *Revue française de sociologie* (vol. 26, n°3), p. 509-527. Disponible sur : http://www.persee.fr/docAsPDF/rfsoc_0035-2969_1985_num_26_3_3969.pdf [consulté le 07/08/2017].
- THONG Kar Mur (Carmen), 2015. « Literary cartography : dark tourism in post-Troubles Belfast » [en ligne]. *Reinvention : an international journal of undergraduate research* (vol. 8, n°2), n.p. Disponible sur : http://www2.warwick.ac.uk/fac/cross_fac/iatl/reinvention/issues/volume8issue2/mun/#notes [consulté le 27/05/2017].
- THÖRN Catharina, 2006. « "Dressed for success : entrepreneurial cities, sports and public places » [en ligne]. *ESF-LiU Conference proceedings*, p. 67-77. Disponible sur : <http://www.ep.liu.se/ecp/020/007/ecp072007.pdf> [consulté le 06/06/2017].
- TISSOT Sylvie et POUPEAU Franck, 2005. « La spatialisation des problèmes sociaux » [en ligne]. *Actes de la recherche en sciences sociales* (vol. 4, n° 59), p. 4-9. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2005-4-page-4.htm> [consulté le 12 mai 2015].
- TOMAS François, 2003. *Les temporalités des villes*. Saint-Étienne : Publications de l'université de Saint-Étienne, 217 p.
- TONNELAT Stéphane, 2010. « The sociology of urban public spaces » [en ligne]. In WONG Hongyand, SAVY Michel et ZHAI Guofang (dir.), *Territorial evolution and planning solution : experiences from China and France*. Paris : Atlantis press, p. 84-92. [consulté le 11/11/2016].
- TONNELAT Stéphane et TERZI Cédric, 2013. « Espace public » [en ligne]. In CASILLO Ilaria, BARBIER Rémi, BLONDIAUX Loïc *et al.* (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, n.p. Disponible sur : <http://www.participation-et-democratie.fr/it/dico/espace-public-0> [consulté le 11/11/2016].
- TOPALOV Christian, 2017. « Comment se produisent les classifications urbaines ? Le cas des espaces stigmatisés » [en ligne]. *Mots. Les langages du politique* (n° 114), p. 191-208. Disponible sur : <http://mots.revues.org/22860> [consulté le 05/09/2017].
- TOSSER Renée, 2009. « Fresques et marches orangistes : murs et transgressions en Irlande du Nord » [en ligne]. *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC* (n°5), n.p. Disponible sur : <http://mimmoc.revues.org/416> [consulté le 08/05/2017].
- TOUBIN Marie, LHOMME Serge, DIAB Youssef *et al.*, 2012. « La résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? » [en ligne]. *Développement durable et territoires : économie, géographie, politique, droit, sociologie* (vol. 3, n°1), n.p. Disponible sur : <http://developpementdurable.revues.org/9208> [consulté le 15/05/2016].

- TOUSSAINT Jean-Yves et ZIMMERMANN Monique, 2001. « L'espace public et l'espace du public. Politique et aménagement ». In TOUSSAINT Jean-Yves et ZIMMERMANN Monique (dir.), *User, observer, programmer et fabriquer l'espace public*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes (coll. des sciences appliquées de l'INSA de Lyon), p. 73-91.

V

- VANDER GUCHT Daniel, 2017. *Ce que regarder veut dire : pour une sociologie visuelle*. Bruxelles : Les impressions nouvelles (Réflexions faites), 192 p.
- VAN ENGELAND Anisseh, 2008. « Political movements in the making : the Irish Republican Army and the Sinn Féin ». In VAN ENGELAND Anisseh et RUDOLPH Rachael M., *From terrorism to politics*, Aldershot : Ashgate publishing (Ethics and global politics), p. 51-66.
- VANG Zoua M., 2010. « Housing supply and residential segregation in Ireland ». *Urban studies* (vol. 47, n°14), p. 2983-3012.
- VAISS Paul, 1996. *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne de 1945 à nos jours*. Paris : Armand Colin (Langue et civilisation anglo-saxonne), 180 p.
- VAUGHAN Géraldine, 2015. « L'Irlande, colonie britannique ? ». *L'Histoire* (n°417), p. 22.
- VERDEIL Éric, 2002. « Beyrouth et ses urbanistes : une ville en reconstruction » [en ligne]. Thèse de doctorat en géographie : Université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 654 p. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00003919/document> [consulté le 07/08/2017].
- VERDEIL Éric, 2001. « Reconstructions manquées à Beyrouth : la poursuite de la guerre par le projet urbain ». *Les Annales de la recherche urbaine* (n°91), p. 65-73. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00003808/document> [consulté le 07/08/2017].
- VERRIÈRE Jacques, 1966. « Chroniques irlandaises » [en ligne]. *Norois* (n°52), p. 689-696. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1966_num_52_1_7303 [consulté le 18/10/2016].
- VESCHAMBRE Vincent, 2005. « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace. Réflexions à partir de quatre villes de l'Ouest » [en ligne]. *Norois* (n°195), n.p. Disponible sur : <http://noris.revues.org/548> [consulté le 16/09/2015].
- VILA VÁSQUEZ José Ignacio, 2011. « Une analyse critique des "flagship projects" urbains : le cas de la Bibliothèque Nationale de France » [en ligne]. In PIÑEIRA MANTIÑÁN María José et MOORE Niam (dir.), *New trends in the renewal of the city*. Santiago de Compostela : IDEGA/University of Santiago de Compostela (Young scholar book), p. 105-122. Disponible

sur : https://www.unil.ch/igu-urban/files/live/sites/igu-urban/files/Young%20Scholars/Vila%20Vasquez%20JI_2011.pdf [consulté le 09/08/2017].

- VOLDMAN Danièle, 1999. « Sur les "crises" urbaines » [en ligne]. *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (n°64), p. 5-10. Disponible sur : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1999_num_64_1_3887 [consulté le 06/01/2015].
- VUIGNIER Renaud, 2016. « Place marketing and place branding : a systematic (and tentatively exhaustive) literature review » [en ligne]. *Working paper* de l'Institut De Hautes Études en Administration Publique (IDHEAP) (n°5), n.p. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01340352/document> [consulté le 29/05/2017].

W-X-Y-Z

- WALZER Michael, 2006. *Guerres justes et injustes : argumentation morale avec exemples historiques*. Paris : Gallimard (Folio essais), 677 p.
- WATES Nick, 2010. *The community planning handbook : how people can shape their cities, towns and villages in any part of the world*. London : Earthscan, 230 p.
- WEBER Max, 1992. *Essais sur la théorie de la science* (rééd. Plon 1965). Paris : Presses pocket (Agora), 478 p.
- WIEDENHOFT MURPHY Wendy Ann, 2010. « Touring the Troubles in West Belfast : building peace or reproducing conflict ? ». *Peace & change* (vol. 35, n°4), p. 537-560.
- WOLFF Manuel, FOL Sylvie, ROTH Hélène *et al.*, 2013. « *Shrinking Cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France » [en ligne]. *Cybergeo : revue européenne de géographie / European journal of geography* (document 661), n.p. Disponible sur : <http://cybergeo.revues.org/26136> [consulté le 08/10/2016].

2. Documents institutionnels, rapports officiels et études

Belfast City Council (BCC) :

- BCC, n.d.-a. *Belfast : facts and figures* [en ligne]. 31 p. Disponible sur : www.belfastcity.gov.uk/business/investinginbelfast/belfastfacts.aspx
- BCC, n.d.-b. *Investment programme : 2012-2015. Draft.* [en ligne]. 42 p. Disponible sur : <http://www.belfastcity.gov.uk/business/investinginbelfast/investmentprogramme/investmentprogramme-about.aspx> [consulté le 25/03/2015].
- BCC, n.d.-c. *Your future city : the Belfast agenda. A draft for consultation.* 46 p.
- BCC, n.d.-d. *Your future city : the Belfast agenda. Summary document.* n.p.
- BCC, n.d.-e. *Belfast journeys in re-imaging. Final report.* n.p.
- BCC, 2017-a. *Local development plan 2020-2035. Preferred options paper summary* [en ligne]. 15 p. Disponible sur : https://yoursay.belfastcity.gov.uk/planning-and-place/pop/supporting_documents/LDP%20Preferred%20Options%20Paper%20Summary.pdf [consulté le 01/08/2017].
- BCC, 2017-b. *Local development plan 2020-2035. Preferred options paper public consultation report* [en ligne]. 171 p. Disponible sur : <http://www.belfastcity.gov.uk/buildingcontrol-environment/Planning/popreport.aspx> [consulté le 01/08/2017].
- BCC, 2016-a. *Local development plan 2020-2035. Topic paper 1 : population.* 36 p.
- BCC, 2016-b. *Local development plan 2020-2035. Topic paper 3 : employment and economy.* 10 p.
- BCC, 2015. *Belfast city centre : regeneration and investment strategy* [en ligne]. 115 p. Disponible sur : <http://www.belfastcity.gov.uk/buildingcontrol-environment/regeneration/Regenerationandinvestmentplan.aspx> [consulté le 07/10/2016].
- BCC, 2014. *Belfast city centre : regeneration strategy and investment plan* [en ligne]. 91 p. Disponible sur : <http://www.belfastcity.gov.uk/business/developmentplans/Regenerationandinvestmentplan.aspx> [consulté le 30/04/2015].
- BCC, 2013-a. *Belfast city masterplan review : executive summary. Consultation draft.* 23 p.
- BCC, 2013-b. *Belfast city masterplan review. Consultation draft.* n.p.
- BCC, 2012. *Belfast : a learning city. Holyland and wider university area strategic study.* 114 p.
- BCC, 2011. *Good relation plan.* 22 p.

- BCC, 2010. *PEACE III programme for Northern Ireland and the border counties 2007-2013. The Belfast PEACE III plan 2011-2013*. 41 p.
- BCC, 2007. *Good relation plan* [en ligne]. 29 p. Disponible sur : <http://217.35.77.12/CB/nireland/papers/rfts/2007/GoodRelationsPlan.pdf> [consulté le 15/03/2017].
- BCC, 2004-a. *Good relation strategy : building our future together*. 76 p.
- BCC, 2004-b. *Belfast city masterplan : executive summary* [en ligne]. 138 p. Disponible sur : <http://www.belfastcity.gov.uk/buildingcontrol-environment/regeneration/belfastmasterplan.aspx> [consulté le 05/04/2015].
- BCC, 2004-c. *Belfast city masterplan* [en ligne]. n.p. Disponible sur : <http://www.belfastcity.gov.uk/buildingcontrol-environment/regeneration/belfastmasterplan.aspx> [consulté le 05/04/2015].

Belfast Area Partnership Boards (BAPB) :

- EBPB, 2008. *East Belfast strategic regeneration framework. Draft*. 41 p.
- SBPB, 2008. *A strategic regeneration framework for South Belfast. Volum I : strategic regeneration framework. Final report*. 58 p. Disponible sur : <http://www.southbelfast.org/archive/Documents/Strategic%20Framework%20Document%20Dec%202008.pdf> [consulté le 10/02/2017].

Belfast Interface Project (BIP) :

- BIP, n.d. *Polish residents in Belfast : issues of discrimination, safety and integration* [en ligne]. 29 p. Disponible sur : http://www.belfastinterfaceproject.org/sites/default/files/publications/Polish%20Residents%20in%20Belfast_0.pdf [consulté le 18/03/2017].
- BIP, 2017. *Interface barriers, peacelines and defensive architecture* [en ligne]. 88 p. Disponible sur : <https://www.belfastinterfaceproject.org/sites/default/files/publications/Interfaces%20PDF.pdf> [consulté le 30/10/2017].
- BIP, 2011. *Belfast interfaces : security barriers and defensive uses of space* [en ligne]. 134 p. Disponible sur : <http://www.belfastinterfaceproject.org/sites/default/files/publications/Belfast%20interfaces.pdf> [consulté le 18/09/2014].

Department for Social Development (DSD) :

- DSD, n.d.-a. *Greater Shankill Neighbourhood Renewal Area annual report 2013/14* [en ligne]. 37 p. Disponible sur : <http://www.dsdni.gov.uk/greater-shankill-nra-annual-report-2013-14.pdf> [consulté le 25/06/2015].
- DSD, n.d.-b. *Inner East Neighbourhood Renewal Area annual report 2014-2015* [en ligne]. 72 p. Disponible sur : <https://www.communities-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/dsd/inner-east-nra-annual-report-2014-15.pdf> [consulté le 23/02/2017].
- DSD, n.d.-c. *Inner East Belfast Neighbourhood Renewal Area action plan 2014-2015*. 40 p.
- DSD, n.d.-d. *Inner South Belfast Neighbourhood Partnership annual report 2015* [en ligne]. n.p. Disponible sur : <https://www.communities-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/dsd/inner-south-nra-annual-report-2014-15.pdf> [consulté le 23/02/2017].
- DSD, n.d.-e. *Inner South Belfast Neighbourhood Partnership action plan 2015-2017*. 48 p.
- DSD, 2014-2015. *Shaftesbury square Belfast : development framework. Draft* [en ligne]. 10 p. Disponible sur : <https://www.communities-ni.gov.uk/consultations/shaftesbury-square-development-framework-consultation> [consulté le 01/03/2017].
- DSD, 2014. *Evaluation of the Neighbourhood Renewal Strategy : final report* [en ligne]. 199 p. Disponible sur : <https://www.communities-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/dsd/nr-evaluation-report-2015.pdf> [consulté le 02/03/2017].
- DSD, 2013. *Urban regeneration and community development. Policy framework* [en ligne]. 46 p. Disponible sur : <http://www.dsdni.gov.uk/urcd-policy-framework.pdf> [consulté le 03/03/2013].
- DSD, 2012. *Facing the future : housing strategy for Northern Ireland. Consultation on Northern Ireland housing strategy 2012-2017*. 57 p.
- DSD, 2011-a. *People and place : a strategy for neighbourhood renewal. Mid-term review* [en ligne]. 160 p. Disponible sur : https://www.communities-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/dsd/people-and-place-mid-term-review_0.pdf [consulté le 02/02/2017].
- DSD, 2011-b. *Inner South Belfast Neighbourhood Partnership action plan 2015-2017* [en ligne]. 48 p. Disponible sur : <http://www.southbelfast.org/archive/Documents/111114%20ISBNP%20Action%20Plan%20FINAL.pdf> [consulté le 23/02/2017].
- DSD, 2006. *People and place : reflections of a city. Belfast city centre public realm. Action plan – Phase 1 projects* [en ligne]. n.p. Disponible sur : http://www.dsdni.gov.uk/action_plan_may-final.pdf [consulté le 30/05/2015].

- DSD, 2005-a. *People and Place : Neighbourhood Renewal in Belfast. Final Implementation Plan*. 76 p.
- DSD, 2005-b. *People and place : reflections of a city. Public realm strategy for Belfast city centre* [en ligne]. 44 p. Disponible sur : http://www.dsdni.gov.uk/people_and_place_public_realm_strategy_for_bcc.pdf [consulté le 30/05/2015].
- DSD, 2004. *Belfast city centre. Regeneration policy statement* [en ligne]. 24 p. et annexes. Disponible sur : http://www.dsdni.gov.uk/belfast_city_centre_regeneration_policy_statement.htm [consulté le 01/12/2013].
- DSD, 2003. *People and place : a strategy for neighbourhood renewal* [en ligne]. n.p. Disponible sur : <https://www.communities-ni.gov.uk/publications/neighbourhood-renewal-people-and-place> [consulté le 23/02/2017].

Department of the Environment (DoE) :

- DoE, 2015. *Statutory guidance for the operation of community planning : local government act (Northern Ireland) 2014* [en ligne]. 30 p. <https://www.communities-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/doe/council-circular-lg2815.pdf> [consulté le 17/05/2017].
- DoE, 2014-a. *Belfast Metropolitan Area Plan. Plan strategy & framework (volume 1)* [en ligne]. 118 p. Disponible sur : http://www.planningni.gov.uk/index/policy/development_plans/devplans_az/volume_1_-_plan_strategy_framework-2.pdf [consulté le 02/02/2017].
- DoE, 2014-b. *Belfast Metropolitan Area Plan. District proposals – Belfast (volume 2)* [en ligne]. 164 p. Disponible sur : http://www.planningni.gov.uk/index/policy/development_plans/devplans_az/volume_2_-_belfast_district_proposals.pdf [consulté le 02/02/2017].

Northern Ireland Housing Executive (NIHE) :

- NIHE, n.d. *Inner East Belfast neighbourhood renewal survey 2014* [en ligne]. 80 p. Disponible sur : http://www.nihe.gov.uk/inner_east_belfast_neighbourhood_renewal_survey_report.pdf [consulté le 28/02/2017].
- NIHE, 2016-a. *Northern Ireland : quarterly house price index (report number 126)* [en ligne]. 11 p. Disponible sur :

[http://www.nihe.gov.uk/quarterly house price index for q1 2016 published may 2016 .pdf](http://www.nihe.gov.uk/quarterly%20house%20price%20index%20for%20q1%202016%20published%20may%202016.pdf) [consulté le 07/04/2017].

- NIHE 2016-b. *45th annual report. 1 April 2015 – 31 March 2016* [en ligne]. 151 p. Disponible sur : [http://www.nihe.gov.uk/2016 annual report.pdf](http://www.nihe.gov.uk/2016%20annual%20report.pdf) [consulté le 30/07/2017].
- NIHE, 2013-a. *Belfast district housing plan & local housing strategy 2013/2014* [en ligne]. 71 p. Disponible sur : [http://www.nihe.gov.uk/belfast district housing plan 2013.pdf](http://www.nihe.gov.uk/belfast%20district%20housing%20plan%202013.pdf) [consulté le 06/06/2015].
- NIHE 2013-b. *42nd annual report. 1 April 2012 – 31 March 2013*. 176 p.
- NIHE 2013-c. *Northern Ireland housing market : review & perspectives 2013-2016*. 86 p.
- NIHE 2013-d. *Corporate and business plans 2013-14 to 2015-16*. 30 p.
- NIHE, 2007. *Greater East Belfast sectoral study* [en ligne]. 57 p. Disponible sur : [http://www.nihe.gov.uk/east belfast sectoral study 2007.pdf](http://www.nihe.gov.uk/east%20belfast%20sectoral%20study%202007.pdf) [consulté le 24/02/2017].
- NIHE, 2006. *South Belfast sectoral study* [en ligne]. 52 p. Disponible sur : [http://www.nihe.gov.uk/south belfast sectoral study.pdf](http://www.nihe.gov.uk/south%20belfast%20sectoral%20study.pdf) [consulté le 24/02/2017].

Office of the First Minister and Deputy First Minister (OFMDFM) :

- OFMDFM, 2015. *Racial equality strategy 2015-2025* [en ligne]. 54 p. Disponible sur : <https://www.executiveoffice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/ofmdfm/racial-equality-strategy-2015-2025.pdf> [consulté le 06/04/2017].
- OFMDFM, 2013. *Together : building a united community* [en ligne]. 116 p. Disponible sur : https://www.executiveoffice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/ofmdfm_dev/together-building-a-united-community-strategy.pdf [consulté le 15/03/2017].
- OFMDFM, 2005-a. *A shared future : policy and strategic framework for good relations in Northern Ireland* [en ligne]. 64 p. Disponible sur : <https://www.niacro.co.uk/sites/default/files/publications/A%20Shared%20Future-%20OFMDFM-Mar%202005.pdf> [consulté le 15/03/2017].
- OFMDFM, 2005-b. *A racial equality strategy for Northern Ireland : 2005-2010* [en ligne]. 88 p. Disponible sur : https://www.executiveoffice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/ofmdfm_dev/racial-equality-strategy-2005-2010.pdf [consulté le 06/04/2017].

Police Service of Northern Ireland (PSNI) :

- PSNI, 2016-a. *Incidents and crimes with a hate motivation recorded by the police in Northern Ireland. Quarterly update to 31 March 2016* [en ligne]. n.p. Disponible sur :

<https://www.psni.police.uk/globalassets/inside-the-psni/our-statistics/hate-motivation-statistics/2016/q4/quarterly-hate-motivations-bulletin-period-ending-mar16.pdf> [consulté le 12/04/2017].

- PSNI 2016-b. *Police recorded security situation statistics. Annual report covering the period 1st April 2015 – 31st March 2016* [en ligne]. 13 p. Disponible sur : <https://www.psni.police.uk/globalassets/inside-the-psni/our-statistics/security-situation-statistics/2016/may/annual-security-situation-statistics-report-2015-16.pdf> [consulté le 29/04/2017].
- PSNI, 2015. *User guide to security situation statistics Northern Ireland* [en ligne]. 7 p. Disponible sur : https://www.psni.police.uk/globalassets/inside-the-psni/our-statistics/security-situation-statistics/documents/security_situation_statistics_user_guide-2.pdf [consulté le 02/05/2017].

Titanic Quarter (TQ) :

- TQ, n.d. *A 21st century icon* [en ligne]. n.p. Disponible sur : http://tq.drumbeat-server.co.uk/assets/downloads/titanic_quarter.pdf [consulté le 04/05/2014].
- TQ, 2013. *Response to the Belfast city masterplan review*. 46 p. et annexes.
- TQ, 2005. *Development framework* [en ligne]. 22 p. Disponible sur : http://tq.drumbeat-server.co.uk/assets/downloads/tq_develop_framework.pdf [consulté le 04/05/2014].

Documents et études / divers :

- BCCM, n.d. *Action plan & annual budget forecast : 2014-2015. Delivering for Belfast city centre*. n.p.
- BROWN Hannah, 2009. *Belfast : tipping the balance. A report prepared by Centre for Cities for Belfast City Council* [en ligne]. 27 p. Disponible sur : <http://www.centreforcities.org/wp-content/uploads/2014/09/09-03-19-Belfast-Tipping-the-balance.pdf> [consulté le 10/08/2016].
- BRYAN Dominic, CLIFFORD Stevenson, GORDON Gillespie *et al.*, 2010. *Public displays of flags and emblems in Northern Ireland : survey 2006-2009* [en ligne]. 55 p. Disponible sur : <http://cain.ulst.ac.uk/images/symbols/bryan0510.pdf> [consulté le 04/04/2017].
- BYRNE Jonny, GORMLEY-HEENAN Cathy et ROBINSON Gillian, 2012-a. *Attitudes to peace walls : research report to Office of First Minister and Deputy First Minister* [en ligne]. 31 p. Disponible sur : <http://www.ark.ac.uk/peacewalls2012/peacewalls2012.pdf> [consulté le 18/05/2017].
- BYRNE Jonny, GORMLEY-HEENAN Cathy et ROBINSON Gillian, 2012-b. *Peace walls, public attitudes and impact on policy* [en ligne]. Institute for Research in Social Sciences, n.p.

Disponible sur : <http://www.ark.ac.uk/peacewalls2012/PeaceWallsBrief.pdf> [consulté le 18/05/2017].

- CAVE Suzy, 2013. *Community planning* [en ligne]. Northern Ireland Assembly (research papers 119/13), 25 p. Disponible sur : <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/publications/2013/environment/11913.pdf> [consulté le 15/05/2017].
- CAVE Suzy, 2012. *Local government reform past and present* [en ligne]. Northern Ireland Assembly (research papers 113/12), 18 p. Disponible sur : <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/Documents/RaISe/Publications/2012/environment/11312.pdf> [consulté le 18/05/2017].
- Collaboration NI (Northern Ireland), n.d. *Collaboration advice notes : sharing back office services* [en ligne]. 13 p. Disponible sur : http://collaborationni.nicva.org/sites/default/files/d7content/attachments-resources/sharing_back_office_services.pdf [consulté le 01/03/2017].
- CONNOLLY Paul, 2002. *"Race" and racism in Northern Ireland : a review of the research evidence*. OFMDFM : Research branch. 90 p.
- CSO, 2012-a. *This is Ireland : highlights from census 2011. Part 1* [en ligne]. 122 p. et annexes. Disponible sur : http://www.cso.ie/en/media/csoie/census/documents/census2011pdr/Census_2011_Highlights_Part_1_web_72dpi.pdf [consulté le 05/06/2016].
- CSO, 2012-b. *This is Ireland : highlights from census 2011. Part 2* [en ligne]. 164 p. Disponible sur : http://www.cso.ie/en/media/csoie/census/documents/thisisirelandpart2census2011/This_is_Ireland_Highlights_P2_Full_doc.pdf [consulté le 05/06/2016].
- CSO et NISRA, 2014. *Census 2011 : Ireland and Northern Ireland* [en ligne]. 89 p. et annexes. Disponible sur : [consulté le 22/08/2016].
- DRD, 2010. *Regional Strategy Development (RDS) 2035 : building a better future* [en ligne]. 113 p. Disponible sur : <https://www.infrastructure-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/infrastructure/regional-development-strategy-2035.pdf> [consulté le 13/09/2017].
- ECNI, 2008. *Promoting good relations : a summary guide for public authorities* [en ligne]. 7 p. Disponible sur : http://www.equalityni.org/ECNI/media/ECNI/Publications/Employers%20and%20Service%20Providers/Public%20Authorities/Good_Relations_Public-Authorities-Summary_Guide.pdf [consulté le 08/04/2017].
- Engineers Ireland, 2012. *A Titanic engineering project* [en ligne]. Application to Engineers Ireland for « Engineering Project of the Year 2012 ». 14 p. Disponible sur : http://www.rpsgroup.com/Group/News/pdf/Titanic_Belfast.aspx [consulté le 12/05/2014].

- FEDER, 2007. *Faire la ville avec le port : quelles stratégies pour le redéveloppement des espaces de liaison ville/port ? Guide des bonnes pratiques* [en ligne]. 127 p. Disponible sur : http://www.aivp.org/wp-content/uploads/2012/04/Guide_PCP_AIVP2007_FR.pdf [consulté le 10/01/2017].
- Forum for Alternative Belfast, 2011. *Shared space*.
- FOX Tim et RAMPTON James, 2015. *Ex-post evaluation of the European capitals of culture : final report* [en ligne]. Luxembourg : Publications Office of the European Union. 118 p. Disponible sur : https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/sites/creative-europe/files/files/ecoc-2014-report_en.pdf [consulté le 24/07/2017].
- GAFFIKIN Frank, n.d.-a *A New and shifting populations in Belfast : analysis and impact* [en ligne]. Northern Ireland Assembly : Knowledge Exchange Seminar Series (KESS), 3 p. Disponible sur : http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/knowledge_exchange/briefing_papers/series3/gaffikin241013.pdf [consulté le 12/07/2016].
- GAFFIKIN Frank, n.d.-b. *Changing population in Belfast*. Northern Ireland Assembly : Knowledge Exchange Seminar Series (KESS), n.p.
- GAFFIKIN Frank, McELDOWNEY Malachy, RAFFERTY Gavan *et al.*, 2008. *Public space for a shared Belfast : a research report for Belfast City Council*. 103 p.
- GAFFIKIN Frank, STERRETT Ken et HARDY Maeliosa, 2009. « Planning shared space for a shared future ». In Community Relations Council (CRC), *The challenges of peace : research as a contribution to peace-bulding in Northern Ireland*, Belfast, p. 163-187.
- GARRY John, 2016. *The EU referendum vote in Northern Ireland : implications for our understanding of citizens' political views and behaviour* [en ligne]. Northern Ireland Assembly : Knowledge Exchange Seminar Series (KESS), 9 p. Disponible sur : <https://www.qub.ac.uk/home/EUReferendum/Brexitfilestore/Filetoupload,728121,en.pdf> [consulté le 13/06/2017].
- GM Design associates, 2013. *Shaftesbury square : development framework. Initial project meeting*. n.p.
- JARMAN Neil et BYRNE Jonny, 2007. *New migrants and Belfast : an overview of the demographic context, social issues and trends*. Belfast : Institute for Conflict Research (ICR), 49 p.
- JOHNSON Nick et TATAM John, 2009. *Good relations : a conceptual analysis* [en ligne]. Equality and Human Rights Commission : Institute of Community Cohesion (research report n°42), 57 p. Disponible sur : https://www.equalityhumanrights.com/sites/default/files/research-report-42-good-relations-a-conceptual-analysis_0.pdf [consulté le 04/04/2017].
- Laganside Corporation, 2006. *Annual report & accounts 2005-2006*. 41 p.

- LANE Laura, GRUBB Ben et POWER Anne, 2016. *Belfast city story [en ligne]*. London School of Economics and Political Science : Centre for Analysis of Social Exclusion (rapport n°102), 63 p. Disponible sur : <http://sticerd.lse.ac.uk/dps/case/cr/casereport102.pdf> [consulté le 15/05/2017].
- LECHNER Gabriele, 2006. *Le fleuve dans la ville : la valorisation des berges en milieu urbain [en ligne]*. Paris : Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (DGUHC), 118 p. http://www.cdu.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fleuvedanslavilleaveccouv_cle24aafe.pdf [consulté le 10/01/2017].
- MARSHALL David et McBURNEY Cathryn, 2010. *Northern Ireland Multiple Deprivation Measure 2010 : Belfast dissemination event [en ligne]*. 54 p. Disponible sur : http://www.nisra.gov.uk/deprivation/archive/Updateof2005Measures/NIMDM_2010_Dissemination_Event_Presentation_Belfast.pdf [consulté le 18/10/2016].
- McIBBIN Desmond, 2010. *Rural to urban journeys [en ligne]*. Northern Ireland Assembly (research paper 81/10), 9 p. Disponible sur : <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/Documents/RaISe/Publications/2010/Regional-Development/8110.pdf> [consulté le 10/10/2016].
- McVEIGH Robbie, 2014-a. *Sectarianism in Northern Ireland : towards a definition in law [en ligne]*. Belfast : Equality coalition, 34 p. Disponible sur : http://www.caj.org.uk/files/2015/12/08/Sectarianism_in_Northern_Ireland_Towards_a_definition_in_Law_April_2014_Unison_logo.pdf [consulté le 12/03/2017].
- McVEIGH Robbie, 2014-b. *Good relations in Northern Ireland : towards a definition in law [en ligne]*. Belfast : Equality coalition, 27 p. Disponible sur : http://www.caj.org.uk/files/2015/12/08/GOOD_RELATIONS_IN_NI-TOWARDS_A_DEFINITION_IN_LAW_Oct_2014.pdf [consulté le 12/03/2017].
- MOMPEN Nicolas, 1991. *Schéma européen d'aménagement du territoire*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, service de l'édition et de la documentation, 224 p.
- MONTAGUE Richard et SHIRLOW Peter, 2014. *Challenging racism : ending hate [en ligne]*. n.p. Queen's University Belfast / Centre for Democracy and Peacebuilding. Disponible sur : http://www.uniteagainsthate.org.uk/wp-content/uploads/2014/11/Challenging_Racism_Ending_Hate.pdf [consulté le 18/03/2017].
- MORELLI Roberta, n.d.-a. *Urbanisme de projet : acteurs et outils d'un processus en évolution. Rapport de synthèse*. Paris : Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), n.p.
- MORELLI Roberta, n.d.-b. *Urbanisme de projet : acteurs et outils d'un processus en évolution. Rapport monographique – Birmingham, la transformation urbaine de Eastside*. Paris : Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), n.p.
- Mosaic Consulting, East Midlands Development Agency, National BIDs Advisory Service et al, n.d. *Ten step guide to creating an effective partnership and developing a BID : based on the experiences of the East Midlands BIDs Academy*, n.p.

- MUIR Jenny, 2014. *Regeneration and poverty in Northern Ireland : evidence and policy review* [en ligne]. Sheffield Hallam University : Centre for regional, economic and social research, 32 p. Disponible sur : <http://www.shu.ac.uk/research/cresr/sites/shu.ac.uk/files/jrf-regeneration-poverty-NI.pdf> [consulté le 15/06/2015].
- MURPHY Eleanor, 2016. *House in Multiple Occupation bill* [en ligne]. Northern Ireland Assembly (research paper 18/16), 98 p. Disponible sur : <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/publications/2016/social-development/1816.pdf> [consulté le 13/03/2017].
- NOLAN Paul, 2013. *Northern Ireland peace monitoring report (n°2)* [en ligne]. Belfast : Community Relations Council (CRC), 172 p. Disponible sur : <https://www.community-relations.org.uk/sites/crc/files/media-files/NIPMR2.pdf> [consulté le 03/05/2017].
- NOLAN Paul, BRYAN Dominic, DWYER Clare *et al.*, 2014. *The flag dispute : anatomy of a protest*. 146 p.
- Northern Ireland Assembly, 2016. *Constituency profile : Belfast East* [en ligne]. 57 p. Disponible sur : <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/constituency-profiles/2016/Belfast-East-Profile-June-2016.pdf> [consulté le 03/06/2017].
- Northern Ireland Assembly, 2012. *Constituency profile : Belfast East*. 54 p.
- NISRA, n.d. *Northern Ireland Multiple Deprivation Measure 2010 : Assembly area profiles*. n.p.
- NISRA, 2016. *Northern Ireland labour market report* [en ligne]. 31 p. Disponible sur : <https://www.economy-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/economy/labour-market-report-october-2016.PDF> [consulté le 19/10/2016].
- NISRA, 2014. *Northern Ireland Census 2011 : key statistics summary report* [en ligne]. 238 p. Disponible sur : <http://www.nisra.gov.uk/archive/census/2011/results/key-statistics/summary-report.pdf> [consulté le 10/10/2016].
- NISRA, 2010. *Northern Ireland Multiple Deprivation Measure 2010* [en ligne]. 76 p. Disponible sur : https://www.nisra.gov.uk/sites/nisra.gov.uk/files/publications/NIMDM_2010_Report_0.pdf [consulté le 18/10/2016].
- ONS, 2016. *Statistical bulletin – population estimates for UK, England and Wales, Scotland and Northern Ireland : mid-2015*. 11 p.
- PCNI, 2016. *Annual report and financial statement 2015-2016* [en ligne]. 53 p. Disponible sur : <https://www.paradescommission.org/getmedia/0022c84a-6b95-4239-ad80-3cdc1da26a49/NorthernIrelandParadesCommission.aspx> [consulté le 05/05/2017].
- Portland Trust (the), 2007. *Economics in peacemaking : lessons from Northern Ireland* [en ligne] 47 p. Disponible sur :

http://www.portlandtrust.org/sites/default/files/pubs/epm_northern_ireland.pdf [consulté le 11/08/2017].

- POWER Anne, 2013. *Recovering cities : how to create value for cities. Experience of seven « phoenix cities »* [en ligne]. Paris : La Fabrique de la cité, 59 p. Disponible sur : [http://www.thecityfactory.com/fabrique-de-la-cite/data.nsf/B1D62B37F6E0A5CBC1257BFA004A21DF/\\$file/lse_study_eng_def.pdf](http://www.thecityfactory.com/fabrique-de-la-cite/data.nsf/B1D62B37F6E0A5CBC1257BFA004A21DF/$file/lse_study_eng_def.pdf) [consulté le 18/10/2016].
- POWER Anne, PLÖGER Jörg et WINKLER Astrid, 2008. *Transforming cities across Europe : an interim report on problems and progress* [en ligne]. London School of Economics and Political Science : Centre for Analysis of Social Exclusion (rapport n°49), 55 p. Disponible sur : <http://sticerd.lse.ac.uk/dps/case/cr/CASereport49.pdf>
- OECD, 2008. *OECD LEED programme. Local economic strategy series review of Belfast, United Kingdom* [en ligne]. 133 p. Disponible sur : <https://www.oecd.org/unitedkingdom/43579822.pdf> [consulté le 10/06/2016].
- OECD, 2000. *Urban renaissance : Belfast's Lessons for Policy and Partnership*. 224 p.
- PLÖGER Jörg, 2008. *Case Study 5 : Belfast's Gasworks employment matching service* [en ligne]. London School of Economics and Political Science : Centre for Analysis of Social Exclusion (rapport n°54), 14 p. Disponible sur : <http://sticerd.lse.ac.uk/dps/case/cr/CASereport54.pdf> [consulté le 15/06/2015].
- PLÖGER Jörg, 2007. *Belfast city report* [en ligne]. London School of Economics and Political Science : Centre for Analysis of Social Exclusion (rapport n°44), 54 p. Disponible sur : <http://sticerd.lse.ac.uk/dps/case/cr/CASereport44.pdf> [consulté le 04/05/2014].
- RAFFERTY Gavan et LLOYD Greg, 2014. *Community planning and spatial planning in the Irish border region : shaping the relationship between people and place* [en ligne]. Armagh : International Centre for Local and Regional Development (ICLRD), 20 p. Disponible sur : http://uir.ulster.ac.uk/31553/1/ICLRD-Community_Planning_Report_-_FINAL.pdf [consulté le 15/05/2017].
- RAMPTON James, McATEER Nick, MOZURAITYTE Neringa et al., 2011. *Ex-post evaluation of 2010 European capitals of culture : final report for the European Commission Directorate General for Education and Culture* [en ligne]. 100 p. Birmingham : ECORYS. Disponible sur : https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/sites/creative-europe/files/files/capitals-culture-2010-report_en.pdf [consulté le 24/07/2017].
- READMAN Rosalie, 2011. *Le Parlement d'Irlande du Nord* [en ligne]. Université Laval : Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, n.p. Disponible sur : http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/irlande.pdf [consulté le 06/07/2016].
- RUSSELL Raymond, 2016. *International migration in Northern Ireland : an update*. [en ligne]. Northern Ireland Assembly (research paper 39/16), 25 p. Disponible sur :

<http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/publications/2016-2021/2016/general/3916.pdf> [consulté le 10/04/2017].

- RUSSELL Raymond, 2013. *Census 2011 : key statistics at Northern Ireland and LGD level* [en ligne]. Northern Ireland Assembly (research paper 30/13), 23 p. Disponible sur : <http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/publications/2013/general/russell3013.pdf> [consulté le 12/06/2016].
- SEUPB, n.d-a. *Project case study : Skainos village in East Belfast* [en ligne]. 1 p. Disponible sur : http://www.seupb.eu/Libraries/Regulations/ProjectCaseStudy_Skainos.sflb.ashx [consulté le 01/03/2017].
- SEUPB, n.d.-b. *PEACE III EU programme for peace and reconciliation 2007 – 2013 : Northern Ireland and the border region of Ireland. Operational programme* [en ligne]. 120 p. Disponible sur : <http://www.seupb.eu/programmes2007-2013/peaceiiiprogramme/overview.aspx> [consulté le 10/03/2017].
- SEUPB, 2016. *Citizens' summary : PEACE IV programme (2014-2020)* [en ligne]. 20 p. Disponible sur : http://www.seupb.eu/2014-2020Programmes/PEACEIV_Programme/PEACEIV_Overview.aspx [consulté le 10/03/2017].
- SEUPB, 2012. *Ministers open shared space in East Belfast. Press release*. 2 p.
- WILSON Robin, 2016. *Northern Ireland peace monitoring report (n°4)* [en ligne]. Belfast : Community Relations Council (CRC), 182 p. Disponible sur : <https://www.community-relations.org.uk/sites/crc/files/media-files/NIPMR-Final-2016.pdf> [consulté le 03/05/2017].
- ZEPF Marcus (dir.), 2011. *Gouvernance des espaces publics : repères internationaux* [en ligne]. Paris : La Fabrique de la cité, 23 p. Disponible sur : [http://www.lafabriquedelacite.com/fabrique-de-la-cite/data.nsf/AE50D9A5860ED183C1257B82003970F5/\\$file/etude_gouvernance_ep.pdf](http://www.lafabriquedelacite.com/fabrique-de-la-cite/data.nsf/AE50D9A5860ED183C1257B82003970F5/$file/etude_gouvernance_ep.pdf) [consulté le 15/03/2016].

3. Sitographie

- Arc (the architecture and built environment centre for Hull and the Humber region) : <http://www.arc-online.co.uk>
- BCC (Belfast City Council) : www.belfastcity.gov.uk
- BCCM (Belfast City Centre Management) : <http://www.belfastcentre.com>
- Belfast City Sightseeing : <https://belfastcitysightseeing.com>
- Belfast Hills Partnership : <http://belfasthills.org>
- Belfast One (BID du centre-ville de Belfast) : <http://belfastone.co.uk>
- Bibliothèque numérique mondiale (World Digital Library) : <http://www.wdl.org/fr>
- BIP (Belfast Interface Project) : <http://www.belfastinterfaceproject.org>
- Bluewater Shopping Centre : <http://www.bluewater.co.uk>
- British BIDs : <http://www.britishbids.info>
- CAIN (Conflict Archive on the INternet) web service – Conflict and politics in Northern Ireland (ressources sur le conflit nord-irlandais, de 1968 à nos jours, proposées par l’Ulster University) : <http://cain.ulst.ac.uk>
- Cartes topographiques (d’après des données OpenStreetmap) : <http://www.4umaps.eu>
- Cartographie et géomatique : <http://www.le-cartographe.net>
- CivicArts – Eric R. Kuhne & associates : <http://www.civicarts.com>
- Collaboration NI (Northern Ireland) : <http://collaborationni.nicva.org>
- Completely Retail (base de données recensant les commerces au Royaume-Uni) : <https://completelyretail.co.uk>
- CSO (Central Statistics Office) : <http://www.cso.ie>
- Discovering Ireland : <http://www.discoveringireland.com>
- DfC (Department for Communities) : <https://www.communities-ni.gov.uk>
- DoE (Department of the Environment) : <http://www.doeni.gov.uk>
- DSD (Department for Social Development) : www.dsdni.gov.uk
- East Belfast Mission : <http://www.ebm.org.uk>
- East Belfast Partnership (EBP) : <https://www.eastbelfastpartnership.org>
- Exécutif nord-irlandais : <https://www.executiveoffice-ni.gov.uk>
- Fáilte Feirste Thiar (site sur le tourisme à West Belfast) : <http://www.visitwestbelfast.com>
- Flickr (base de données de photographies) : <https://www.flickr.com>

- Forum for Alternative Belfast : <https://www.forumbelfast.org>
- Future Belfast (site consacré aux changements qui surviennent dans l'environnement urbain de Belfast, alimenté par Gary Potter) : <http://www.futurebelfast.com>
- Géographie de la ville en guerre (site alimenté par la géographe Bénédicte Tratnjek) : <http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.fr>
- Geography in action (site dédié à la géographie de l'Irlande du Nord, alimenté par le géographe Stephene Roulston, de l'Ulster University) : <http://www.geographyinaction.co.uk>
- Gouvernement britannique : <https://www.gov.uk>
- Gouvernement écossais : <http://www.gov.scot>
- Gouvernement nord-irlandais : <http://www.nidirect.gov.uk>
- Integrated Education Fund (éducation mixte en Irlande du Nord) : <https://www.ief.org.uk>
- International Fund for Ireland : <https://www.internationalfundforireland.com>
- International Making Cities Livable Council : <http://www.livablecities.org>
- Irish Republican News (Twitter) : <https://twitter.com/repnews>
- La documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>
- Learn about archives (site hébergé par la Archives & records association) <http://learnaboutarchives.ie>
- Législation du Royaume-Uni : <http://www.legislation.gov.uk>
- L'équipe 17 de l'Axel Springer Akademie (site internet d'un groupe de journalistes) : <http://www.jerestecharlie.eu>
- Loyalist Blackskull : <https://fr-fr.facebook.com/loyalistblackskull>
- Marked by teachers : <http://www.markedbyteachers.com>
- Mela (festival indien à Belfast) : <http://www.belfastmela.org.uk>
- Musée du Titanic : <http://www.titanicbelfast.com>
- Museum of Free Derry (le musée à l'orientation irlandaise/nationaliste/catholique de la ville de Derry/Londonderry) : <http://www.museumoffreederry.org>
- Neighbourhood Renewal – East Belfast : <http://neighbourhoodrenewal.eastbelfastpartnership.org>
- NIHE (Northern Ireland Housing Executive) : <http://www.nihe.gov.uk>
- NINIS (Northern Ireland Neighbourhood Information) : <http://www.ninis2.nisra.gov.uk>
- NISRA (Northern Ireland Statistics and Research Agency) : <http://www.nisra.gov.uk>
- Northern Ireland Assembly : <http://www.niassembly.gov.uk>

- Northern Ireland Greenway : <https://nigreenways.com>
- Northern Ireland Road Site (site consacré à la trame viaire d'Irlande du Nord, alimenté par Wesley Johnston) : <http://www.wesleyjohnston.com/roads>
- ONS (Office for National Statistics) : <https://www.ons.gov.uk>
- Open data de la NICVA (Northern Ireland Council for Voluntary Action) : <http://data.nicva.org>
- Paul Horgan Company (équipe d'architectes, de concepteurs urbains et d'aménageurs) : <http://www.paulhorgan.com>
- Port de Belfast : <https://www.belfast-harbour.co.uk>
- Poverty and social exclusion (projet de recherche sur la pauvreté et l'exclusion au Royaume Uni) : <http://www.poverty.ac.uk>
- PCNI (Parade Commission for Northern Ireland) : <https://www.paradescommission.org>
- Photographier la ville (réseau de chercheurs en sciences sociales souhaitant encourager l'usage de la photographie dans la recherche urbaine) : <http://photographierlaville.hypotheses.org>
- Planning Northern Ireland : <http://www.planningni.gov.uk>
- PRONI (Public Record Office of Northern Ireland) : <https://www.nidirect.gov.uk/proni>
- Quote (Queen's university Oral history, Technology & Ethics, site internet tenu par un groupe pluridisciplinaire d'enseignants de la Queen's University) : <https://quote.qub.ac.uk>
- PSNI (Police Service of Northern Ireland) : <https://www.psni.police.uk>
- Ressources sur le *community planning* (site développé par Nick Wates) : <http://www.communityplanning.net>
- Ressources sur les *murals* en Irlande du Nord et en particulier à Belfast : <https://extramuralactivity.com>
- Richard Sennett : <https://www.richardsennett.com>
- Shrinking cities : <http://www.shrinkingcities.com>
- Sirocco Quays : <https://siroccoquays.com>
- Skainos project : <http://www.skainos.org>
- Skyscraper city (forum consacré à l'architecture et à l'urbanisme) : www.skyscrapercity.com
- South Belfast Partnership (SBP) : <http://www.southbelfast.org/site/home.aspx>
- Titanic (site informatif sur l'histoire du Titanic) : <http://www.le-titanic.fr>
- Titanic Quarter (présentation du quartier par l'intermédiaire de la compagnie Titanic Quarter Limited) : <http://titanic-quarter.com>
- Tourisme à Belfast : <http://visitbelfast.com>

- Tourisme à Derry/Londonderry : <http://www.visitderry.com>
- Tourisme en Irlande du Nord : <http://www.discovernorthernireland.com>
- The trial of Lundy (compilation de ressources sur le personnage historique de Robert Lundy, gouverneur de Derry/Londonderry à la fin du XVII^e siècle) : <http://thetrialoflundy.com>
- Toute l'Europe (site d'informations sur les questions européennes) : <http://www.touteurope.eu>
- UK government web archives : <http://www.nationalarchives.gov.uk/webarchive>
- Victoria Square : <http://www.victoriasquare.com>
- West Belfast Partnership (WBP) : <http://www.westbelfast-partnership.com>
- Yougov (institut de sondage) : <https://yougov.co.uk>

4. Articles de presse, journaux et magazines

Consultés depuis septembre 2012.

Presse britannique :

- *BBC News* (version numérique) : <http://www.bbc.com/news>
- *Financial Times* (version numérique) : <https://www.ft.com>
- *The Guardian* (version numérique) : <http://www.theguardian.com>
- *The Independent* (version numérique) : <http://www.independent.co.uk>
- *The Telegraph* (version numérique) : <http://www.telegraph.co.uk>

Presse irlandaise :

- *Irish Central* (version numérique) : <http://www.irishcentral.com>
- *Irish News* (versions papier et numérique) : <http://www.irishnews.com>
- *Irish Republican News* (version numérique) : <http://republican-news.org>

Presse nord-irlandaise :

- *Belfast Telegraph* (versions papier et numérique) : <http://www.belfasttelegraph.co.uk>

Presse française :

- *Courrier International* (version numérique) : <http://www.courrierinternational.com>
- *France Info* (version numérique) : <http://www.francetvinfo.fr>
- *Libération* (versions papier et numérique) : <http://www.liberation.fr>
- *Le Monde* (versions papier et numérique) : <http://www.lemonde.fr>
- *Le Monde Diplomatique* (version numérique) : <http://www.monde-diplomatique.fr>
- *L'Obs* : <https://tempsreel.nouvelobs.com>

Presse internationale :

- *Huffington Post* (version numérique) : <http://www.huffingtonpost.fr>
- *The New York Times* (version numérique) : <https://www.nytimes.com>

Divers :

- *AgendaNI* (magazine nord-irlandais d'affaires et de politiques publiques, version numérique) : <http://www.agendani.com>
- *BBC* (site général de la BBC) : <http://www.bbc.co.uk>
- *Géo* (version numérique) : <http://www.geo.fr>
- *USA Today* (version numérique) : <https://www.usatoday.com>

5. Littérature

- CHALANDON Sorj, 2009. *Mon traître*. Paris : Librairie générale française (Le livre de poche), 216 p.
- McLIAM WILSON Robert, 1997. *Eureka Street*. Paris : Christian Bourgeois (10/18), 545 p.
- NEVILLE Stuart, 2011. *Les fantômes de Belfast*. Paris : Éditions Payot & Rivages (Rivages/thriller), 412 p.

Annexes

Table des annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien semi-directif	386
Annexe 2 : Liste des entretiens	391
Annexe 3 : Origine de peuplement et premières colonisations en Irlande du Nord	394
Annexe 4 : L'Irlande du Nord post-« Brexit »	400
Annexe 5 : Derry/Londonderry : « <i>a city that cannot agree its name</i> ».....	405
Annexe 6 : Qu'est-ce que le <i>community planning</i> ?	418

Annexe 1 : Guide d'entretien semi-directif

Notes préliminaires :

Ce guide s'appuie sur les thématiques majeures issues de la conceptualisation de la recherche. Il doit être appréhendé comme un support aux entretiens qui ont été menés : il est donc non-exhaustif et a pu être adapté, en fonction de la situation dans laquelle s'inscrivait l'entretien ainsi que du statut et de la disposition des personnes interrogées.

Il s'agit en outre de la traduction française de la version initiale, établie en anglais à destination d'interlocuteurs uniquement anglophones : en conséquence, il est possible que certains termes apparaissent difficilement traduisibles en français.

Nom de la personne rencontrée :

Organisme / statut ou responsabilités :

Date :

1. Présentation personnelle

Introduction de mon travail de recherche.

Explication de la finalité et du déroulement de l'entretien.

Demande d'autorisation pour enregistrer la conversation.

2. Identité de l'interlocuteur, statut au sein de la structure

- Quelles sont votre formation et votre précédente expérience professionnelle ?
- De quelle manière avez-vous été recruté (*faire préciser*) et quelles sont les raisons qui vous ont conduit à travailler dans cette structure et à ce poste ?
- Quelles sont vos missions et vos principales activités au sein de la structure ?

3. Application des politiques urbaines en Irlande du Nord

- Existe-t-il en Irlande du Nord une prise en compte effective de la dimension communautaire dans les politiques urbaines et les projets d'aménagement ? Est-ce une directive officielle ?
- Cette ligne officielle propose-t-elle de concevoir les politiques urbaines comme une possibilité de résolution des tensions communautaires ? *Faire préciser.*

- De quelle manière la structure à laquelle vous appartenez se positionne-t-elle par rapport à cela ?
- Par rapport à la gestion des tensions communautaires, diriez-vous que les propositions mises en œuvre au sein de votre structure sont plutôt : réactives / initiatives / passives ? *Faire préciser.*

4. Conception et réalisation du projet d'aménagement⁴⁹⁰

- Comment concevez-vous l'histoire du projet ? Pourquoi un tel projet, sur ce site ?
- Quels sont les mécanismes décisionnels du projet ?
- Comment s'organise la maîtrise d'ouvrage entre les principaux financeurs et quels sont leurs apports respectifs (financier, humain, stratégique⁴⁹¹) ?
- Comment s'opère le lien entre tous les acteurs autour du projet ? Quels sont les périmètres d'action de chacun d'eux ?
- Percevez-vous des accords et/ou des tensions entre les différents partenaires ? Sur quoi portent-elles et comment affectent-elles le projet ?
- Que comporte le projet en termes d'activités (logements privés/sociaux, bureaux, commerces, éducation...) ?
- Quelles sont les stratégies du projet en termes économique, social et de mixité communautaire ? Sont-elles clairement et officiellement énoncées ?

5. Typologie et profil des espaces à Belfast

- Est-il possible, selon vous, de faire une classification des différents espaces/quartiers de Belfast en fonction de leur degré de mixité communautaire ?
- Avez-vous connaissance d'un tel classement mis en place de manière officielle (quartiers « mixtes » vs quartiers « communautaires », par exemple) ?
- Pensez-vous qu'il existe dans Belfast des espaces que l'on pourrait qualifier de « neutres », à savoir sans aucun lien apparent avec la question communautaire ? Pourriez-vous donner des exemples ?
- Considérez-vous le périmètre urbain dans lequel vous opérez comme : communautaire / neutre / mixte ? *Faire préciser.*
- Constatez-vous un lien entre le type d'espace et le profil socio-économique des habitants ainsi que le degré d'importance que ces derniers apportent à la question communautaire ?

⁴⁹⁰ En fonction de l'interlocuteur, des données que j'avais à ma disposition en amont de l'entretien et de l'avancée de ma recherche, il pouvait s'agir du projet global d'aménagement à l'échelle de la ville de Belfast – au sens de projet urbain – ou bien d'un projet spécifique parmi ceux que j'avais identifiés pour chaque espace de ma typologie : *Neighbourhood Renewal Area (NRA)*, Titanic Quarter...

⁴⁹¹ Le terme de « maîtrise d'ouvrage » n'a pas de traduction stricte et satisfaisante au niveau anglo-saxon.

6. **Fabrique de la ville et espaces différenciés** (*questions spécifiques en fonction du type d'espace identifié*)⁴⁹²

- Espaces communautaires :

- Pensez-vous que les tensions communautaires se sont accentuées ces dernières années ?
- Pensez-vous que les acteurs urbains peuvent s'affranchir des tensions communautaires, ou bien sont-elles au contraire déterminantes, voire limitantes, dans la fabrique de la ville et de quelle façon ? *Faire préciser.*
- De quelle manière le projet d'aménagement auquel vous participez y contribue-t-il ? *Faire préciser.*

- Espaces neutres :

- Existait-il, au départ, des tensions communautaires dans ce quartier ? Comment concevez-vous l'évolution de la situation ?
- Pensez-vous que le « vivre ensemble » est promu dans le quartier pour dépasser les tensions communautaires, et de quelle façon ? *Faire préciser.*
- De quelle manière le projet d'aménagement auquel vous participez y contribue-t-il ? *Faire préciser.*

- Espaces mixtes :

- Existait-il, au départ, des tensions communautaires dans ce quartier ? Comment concevez-vous l'évolution de la situation ?
- Pensez-vous que mixité rime avec intégration et de quelle façon ? *Faire préciser.*
- De quelle manière le projet d'aménagement auquel vous participez y contribue-t-il ? *Faire préciser.*

7. **Participation et perception citoyennes**

- Y a-t-il consultation des habitants lors de la mise en place du projet ? À quel moment et sous quelle(s) forme(s) ?
- Comment l'avis de la population locale est-il en définitive pris en compte et quelle influence a-t-il sur l'élaboration et/ou la réalisation du projet ?
- Le projet a-t-il rencontré ou rencontre-t-il des oppositions de la part des habitants ? Pouvez-vous m'indiquer des exemples récents d'oppositions ? Comment se manifestent-elles et quels sont les habitants porteurs de ces oppositions ?

⁴⁹² La présentation part ici du plus évident : les espaces communautaires – mono-confessionnels et ségrégués ; viennent ensuite les espaces neutres – qui se comprennent en opposition aux espaces communautaires – et enfin les espaces mixtes, plus complexes, qui s'appréhendent en parallèle des deux premiers.

8. Apports du projet d'aménagement à la vie locale

- Que pensez-vous qu'il eût été nécessaire de faire / qu'il faudrait faire pour améliorer la bonne réception du projet par les habitants ?
- Diriez-vous que la mise en place du projet est « réussie » (ou non ?) à l'échelle de la vie locale ? Quelles en sont les raisons ?
- Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la mise en place du projet ? Quelle stratégie est adoptée pour tenter de dépasser ces difficultés ? *Faire préciser.*
- Comment la qualité de vie des habitants a-t-elle été prise en compte en ce qui concerne la promotion des interactions sociales et la limitation des conflits entre les habitants ? *Faire préciser.*
- Quels sont les enjeux et les apports du projet à l'échelle urbaine du quartier et de la ville de Belfast ?

9. Projet, politiques urbaines et répercussions spatiales

- Observez-vous un changement dans la manière de concevoir et d'appliquer les politiques urbaines ces dernières années ? *Faire préciser.*
- Pensez-vous que le changement vienne d'une amélioration du contexte local / de décisions gouvernementales (novatrices / intégratrices ?) / ou les deux ?
- La dimension de « bien commun » ou « d'intérêt public » vous apparaît-elle plus prégnante dans les politiques urbaines ? Comment est-elle mise en place à travers le projet ?
- Pensez-vous que les pratiques en matière de politiques urbaines ont, ces dernières années :
 - Intensifié le repli sur soi dans les espaces communautaires ?
 - Permis le développement d'espaces neutres et/ou mixtes ?*Faire préciser.*
- Pensez-vous qu'il existe un lien entre l'acceptation du projet et le profil socio-économique des habitants et/ou l'importance qu'ils accordent à la question communautaire ? *Faire préciser.*
- Diriez-vous que les politiques urbaines sont pensées différemment dans l'espace dans lequel vous opérez (au choix : communautaire / mixte / neutre) comparés aux autres types (communautaires / mixtes / neutres) ?
- Pensez-vous que l'on puisse parler d'espaces « favorisés » au contraire d'autres « défavorisés » concernant la facilité de mise en place des projets ? Où situeriez-vous l'espace dans lequel vous opérez ?
- Pensez-vous que certains quartiers, sont, de fait, « sacrifiés » au profit de la réussite d'autres espaces ? L'espace dans lequel vous opérez apparaîtrait-il donc « valorisé » / « délaissé » ? *Faire préciser.*

10. Projet et identité citoyenne : place de l'urbanité

- Diriez-vous que le projet constitue un élément fédérateur ou au contraire conflictuel entre les différents acteurs et entre les habitants ?
- Diriez-vous de ce projet qu'il relève d'une volonté assumée de dépassement des tensions communautaires ? *Faire préciser.*
- En quoi le projet participe-t-il à l'identité (nouvelle ?) du quartier et de la ville de Belfast ?
- Diriez-vous qu'au travers de ce projet se dégage une identité singulière ?
- Pensez-vous que cette identité produit un espace renouvelé qui traduirait une volonté intégratrice, propice au vivre ensemble et à la mixité ?
- Assiste-t-on à une sorte de nouvelle « ambiance urbaine » ?
- Des espaces publics sont-ils prévus dans le projet d'aménagement ? Quel rôle jouent-ils par rapport à cela ? *Faire préciser.*

11. Patrimonialisation (si pertinent, suivant le projet retenu)

- Pensez-vous que le recours au patrimoine est une façon de « s'accommoder » du conflit communautaire ?
- Pensez-vous qu'il s'agit d'une manière (effective) de dépasser les tensions communautaires ou plutôt d'une stratégie (illusoire) de normalisation ? *Faire préciser.*

12. Conclusion de l'entretien et ouverture

- Quelles sont les principales difficultés et limites que vous rencontrez dans le cadre de votre action personnelle ?
- Pour votre projet, vous inspirez-vous de cas et/ou de modèles britanniques (voire anglo-saxons) ou plus généralement étrangers ? Lesquels et/ou à quel niveau (aménagement, participation habitante, résorption des conflits, etc.) ?
- Selon vous, quelles sont les personnes ressources les plus importantes à rencontrer pour comprendre le rôle et les enjeux des politiques urbaines et des projets d'urbanisme à Belfast ? Quels sont les documents d'appuis que vous me recommandez de consulter pour approfondir ma réflexion ?

Demander à la personne interrogée si son nom ainsi que son propos peuvent être cités dans ma recherche ; voir avec elle les modalités d'utilisation des données d'entretien si ce n'est pas le cas.

Annexe 2 : Liste des entretiens

Organisme		Nom de la personne interrogée	Statut / responsabilité	Équipe	Date de l'entretien
Autorité locale	Belfast City Council	McKENNA Michael	Urban Development Officer	Development Department	21/05/2014
		PERSIC Callie	Urban Development Officer	Development Department	11/03/2015
Autorités gouvernementales	Department for Social Development	SLEVIN Anna	Belfast Streets Ahead	Belfast City Centre Regeneration Directorate	14/05/2014
		MEGAHEY Alistair	Physical Development Branch	Belfast Regeneration Office	12/03/2015
		MEGAHEY Alistair **	Physical Development Branch	Belfast Regeneration Office	18/03/2015
		(anonymisé)		(anonymisé)	03/2015
		(anonymisé)	(anonymisé)	(anonymisé)	03/2015
	Department of the Environment	CREAGH Nichola *	Transfer Functions / Community planning	Local Government Policy Division	25/03/2015
Acteurs assimilés	Northern Ireland Housing Executive	MURPHY David	Deputy Head of Development		09/01/2014
		Hawe Robin	Belfast Regional Planner		10/01/2014
	Belfast Area Partnership Boards	(anonymisé)	(anonymisé)	East Belfast Partnership	05/2014
		CAMPBELL Emma	Urban Regeneration Officer	South Belfast Partnership	13/03/2015
		(anonymisé) *	(anonymisé)	North Belfast Partnership	03/2015

Acteurs privés	Titanic Quarter Limited	GRAHAM Michael	Director of Corporate Real Estate		16/05/2014
	Belfast City Centre Management	DORNAN David	Assistant Operations Manager		21/05/2014
Associations de quartier	Markets Development Association	DAVISON Gerard	Strategic Regeneration Officer		25/03/2015
	Lower Ormeau Resident's Action Group	WHITE Ann Marie	Community Cohesion Coordinator		26/03/2015
	Skainos	McFEETERS David	Senior Executive / Acting		20/05/2015
Autres acteurs	Belfast Interface Project	O'HALLORAN Chris	Practice Coordinator		27/11/2013
	Forum for Alternative Belfast	HACKETT Mark	Architect		20/03/2015
	The Paul Hogarth Company	HENNESSEY James	Urban Designer and Landscape Architect		20/05/2015
	Mediation Northern Ireland	LONG Denis	Roma Community Development Coordinator		25/03/2015
	East Belfast Mission	WALSH Anne *	Director of Business Development		11/08/2015

Universitaires	Queen's University of Belfast	BRYAN Dominic	Reader in Social Anthropology	School of History and Anthropology	12/03/2015
		GROUNDNS Andrew	Postgraduate Research Student	School of Planning, Architecture and Civil Engineering	12/03/2015
		MURTAGH Brendan	Reader in Urban Planning	School of Planning, Architecture and Civil Engineering	19/03/2015
		GAFFIKIN Frank	Professor in Spatial Planning	School of Planning, Architecture and Civil Engineering	19/03/2015
		GAFFIKIN Frank *	Professor in Spatial Planning	School of Planning, Architecture and Civil Engineering	25/03/2015
		STERRETT Ken *	Senior Lecturer in Planning and Urban Design	School of Planning, Architecture and Civil Engineering	25/03/2015

Signification des astérisques :

* renvoient aux rares cas où les entretiens ont été le résultat de rencontres collectives – au sein de discussions au cours d'ateliers ou de présentation, par exemple.

** renvoie à un autre type d'échange avec un acteur : nous nous sommes rendus ce jour-là dans différents quartiers, notamment aux interfaces des quartiers communautaires.

Annexe 3 : Origine de peuplement et premières colonisations en Irlande du Nord

Le peuplement de l'île d'Irlande peut être attesté depuis l'époque préhistorique, plus particulièrement au Mésolithique⁴⁹³. Ce sont néanmoins les peuplades néolithiques, présentes vers 3 000 avant Jésus-Christ, qui laissent plus visiblement leur empreinte dans le paysage irlandais, comme le confirment les nombreux vestiges mégalithiques⁴⁹⁴. Dès lors, l'île connaît des phases d'invasion successives, avec l'arrivée des Gaëls, peuple celte (IV-V^e siècle), des Vikings (IX^e siècle), des Normands (XII^e siècle) puis des Anglais⁴⁹⁵ (XIV^e siècle) (Joannon, 2006). Si cette dernière conquête est définitivement celle qui donne les jalons pour comprendre ce que devient l'Irlande à l'époque contemporaine, remonter aux origines du peuplement en Irlande et notamment à l'influence gaële⁴⁹⁶ sur l'ensemble de l'île permet de distinguer, dès le début de l'ère chrétienne, ce qui annonce les prémices du conflit communautaire.

L'Irlande gaële

Selon les sources, la présence des premiers Celtes pourrait être attestée peu après le commencement de l'âge de bronze, soit vers le I^{er} millénaire avant Jésus-Christ (Hutchinson, 1997). P. Joannon (2006) précise que l'on peut désormais repousser leur arrivée dès la fin du III^e millénaire avant Jésus-Christ⁴⁹⁷. Les Gaëls – autre nom pour désigner les Celtes d'Irlande – arrivèrent ainsi progressivement du continent européen « par migrations successives » (Hutchinson, 1997, p. 12). Que les Gaëls aient dominé ou bien assimilé les tribus néolithiques

⁴⁹³ Des traces archéologiques témoignent de la présence de l'homme sans doute vers 7 000 ans avant Jésus-Christ (Mallory et McNeill, cités par Hutchinson, 1997).

⁴⁹⁴ On dénombre près de mille deux cents mégalithes sur l'île (Joannon, 2006).

⁴⁹⁵ On peut également parler de conquête « anglo-normande », pour plus de généralité ; néanmoins, on observe une augmentation progressive de l'intérêt de la Couronne d'Angleterre pour l'Irlande qui se traduira par une réelle empreinte territoriale.

⁴⁹⁶ La plupart des dictionnaires indiquent que l'adjectif propre aux Gaëls est « gaélique ». Cependant, la plupart des auteurs des ouvrages scientifiques consultés utilisent le terme « gaël(e) ». Sachant que la langue française laisse le choix d'usage entre les adjectifs « celte » et « celtique », j'utiliserai donc le terme « gaël(e) » comme adjectif, préférant « gaélique » dans le cadre précis de la langue ou de la culture du peuple gaël.

⁴⁹⁷ J. Guiffan (2006) évoque la période allant du VI^e au I^{er} siècle avant Jésus-Christ.

indigènes⁴⁹⁸, il en résulte dans tous les cas une influence importante de ce peuple celte, par leur langue – le gaélique –, leur culture, leur modèle sociétal... sur l'île entière⁴⁹⁹. L'Irlande est par ailleurs restée en marge des conquêtes de l'empire romain contrairement à l'île voisine (Guiffan, 2006). Agricola, gouverneur de Britannia – la Bretagne insulaire – ne concrétisa jamais son aspiration à envahir l'Irlande (Hutchinson, 1997). L'Irlande gaële ne connut donc pas l'organisation administrative romaine, et demeura un territoire de tribus (Heurley, 2003). Par conséquent, l'organisation politique et sociale caractéristique de la société gaële, fonctionnant sur des dynamiques relativement centrifuges, a pu être préservée au cours des siècles.

Organisation politique et sociale

Le *tuath* – *tuatha* au pluriel – est la principale unité territoriale : comparable à un canton (Joannon, 2006), il est dirigé par un roi ou *rí*. Cette fragmentation politique fut propice à des luttes de clans (Heurley, 2003). Puis, progressivement, ce « fouillis de principautés minuscules » (Joannon, 2006, p. 16) laissa place à des regroupements de *tuatha* – par la voie militaire ou diplomatique – autour de grandes dynasties ; cela devient progressivement un modèle courant dès le VIII^e siècle (Hutchinson, 1997)⁵⁰⁰. À cette division politique et territoriale s'ajoute une division sociale : la première strate, la noblesse, concentre les principaux pouvoirs ; la strate secondaire – majoritaire – est constituée d'« hommes libres » ; la dernière strate correspond à la population servile. Si ce dernier ensemble rappelle une caractéristique des sociétés féodales, la société gaële diffère en permettant une certaine « mobilité » ascendante entre les strates (Joannon, 2006 ; Hutchinson, 1997). La principale structure sociale est la *fine*, une cellule familiale très élargie dans laquelle se retrouvent des liens communautaires forts (Heurley, 2003). En ce qui

⁴⁹⁸ Sur ce point, des incertitudes historiques subsistent (Joannon, 2006).

⁴⁹⁹ Ces marqueurs identitaires sont de nos jours encore représentatifs de la culture irlandaise. En République d'Irlande, l'héritage linguistique est préservé dans la toponymie, par exemple. En Irlande du Nord, cela reste également un critère de différenciation communautaire – dans les quartiers catholiques, les noms de rues peuvent être en gaélique. De plus, près de 10 % de la population nord-irlandaise a des notions de gaélique à la fin du XX^e siècle, ce qui peut être mis en lien avec un « activisme linguistique » à partir des années 1970 (Müller, 2004, p. 13). En République d'Irlande, environ 40 % des habitants recensés déclarent savoir parler gaélique en 2011 (CSO, 2012-a).

⁵⁰⁰ À noter qu'il n'y eut pas de réelle domination de l'île entière par un seul roi : bien que certains monarques se targuèrent du titre de « roi suprême d'Irlande », la portée nationale de ce pouvoir resta fort limitée (Joannon, 2006 ; Hutchinson, 1997).

concerne les terres, outre une minorité réservée au roi et à la noblesse, le reste appartient à la tribu : tout homme libre dispose donc d'une terre. Ce rappel du fonctionnement du monde gaël a son importance, puisque : « Le souvenir du droit de copropriété des terres du clan resta étonnamment vivace chez le paysan irlandais malgré les conquêtes et les confiscations. Le droit féodal eut beaucoup de mal à se substituer au droit de propriété collective de l'antique système gaël. En le réduisant à néant, le nouveau mode d'appropriation anglo-normand engendra un puissant sentiment de frustration. » (Joannon, 2006, p. 18).

Organisation politique à l'échelle de l'île

Au niveau politique, l'Irlande gaële compte une organisation décentralisée qui s'apparente à l'origine à une « pentarchie »⁵⁰¹, soit l'existence de cinq royaumes provinciaux : l'Ulster, le Connacht, le Leinster, le Munster et le Meath. Le Meath, créé à la fin du I^{er} siècle, fut plus tard partagé entre le Leinster et l'Ulster (Hutchinson, 1997), dessinant une île divisée en quatre provinces qui constituent, encore aujourd'hui, les provinces « historiques » d'Irlande – correspondant quasiment aux quatre points cardinaux de l'île (**Figure 107**).

Dans les récits oraux – et plus tard dans la littérature – relatant des événements à l'aube de l'ère chrétienne, la province d'Ulster, à travers son incarnation légendaire, le héros Cúchulainn, se retrouve seule face à l'alliance militaire et politique des quatre autres provinces. Ceci montre déjà la séparation territoriale de l'île et surtout le début d'une rivalité Nord-Sud, voire plus généralement entre l'Ulster et le reste de l'île. Déjà, « Le récit littéraire refléterait donc une certaine réalité politique. » (Hutchinson, 1997, p. 15). Il faut ajouter à cette opposition un constat topographique – l'Ulster est délimitée par des frontières « naturelles », au sens déterministe du terme, comme les montagnes et les lacs – mais également la présence de vestiges archéologiques qui attestent de la présence de remparts à la frontière Sud de l'Ulster⁵⁰².

⁵⁰¹ Appelée aussi les « Cinq Cinquièmes d'Irlande » (Joannon, 2006, p. 16).

⁵⁰² L'Ulster restera « difficile d'accès jusqu'au XVII^e siècle. » (Hutchinson, 1997, p. 15). C'est à cette période que débutera la colonisation britannique.



Figure 107 : Les quatre provinces d'Irlande

Source : D'après une carte de 1715, Bibliothèque numérique mondiale (*World Digital Library*)

La christianisation de l'Irlande

À l'influence gaële s'ajoute l'influence chrétienne en Irlande. Là encore, les historiens soulignent les imprécisions qui subsistent concernant l'évangélisation de l'île. La société gaële est teintée de spiritualité ; les druides incarnaient la fonction sacerdotale à travers un culte naturaliste (Joannon, 2006). Selon la tradition, Patrick⁵⁰³ évangélisa une partie de l'Irlande au cours du V^e siècle, et précisément la noblesse gaélique, ce qui conduisit progressivement à une évangélisation du clan (Joannon, 2006). L'originalité de la christianisation en Irlande est qu'elle a su assimiler l'héritage gaël – ou bien est-ce la foi gaële qui a résisté, comme le suggère W. Hutchinson (1997) ? Les moines succédèrent aux druides, sans réelle rupture (Joannon, 2006). En ce sens, c'est une Église hétérodoxe qui se développe, assez éloignée des prérogatives épiscopales de Rome : « l'Église irlandaise, tout comme la société civile dont elle était issue, eut une préférence pour une organisation privilégiant les liens de proximité, sensibles aux réalités politiques locales. » (Hutchinson, 1997, p. 24-25)⁵⁰⁴. Elle conservera ce « non-conformisme » structurel jusqu'au XII^e siècle – sans toutefois ignorer la hiérarchie épiscopale (Joannon, 2006).

Ainsi, la particularité de l'organisation politique, sociale et territoriale de la société gaële témoigne que, plusieurs siècles avant le conflit communautaire, l'histoire de l'Irlande s'articule autour de trois composantes : « l'ethnie, la religion et la terre » (Hutchinson, 1997, p. 12).

L'invasion viking

L'arrivée des Vikings⁵⁰⁵ en Irlande remonte à la fin du VIII^e siècle : aux raids, ces attaques surprises près des côtes – pillage des monastères, massacres, enlèvements contre rançon... – succède l'installation plus permanente à l'intérieur des terres. C'est à ce moment que sont fondées des villes fortifiées, comme Dublin⁵⁰⁶ (Hutchinson, 1997). Les Vikings furent les premiers à urbaniser l'Irlande, grâce à l'établissement de places fortes sur les côtes – Dublin devient notamment un site économique, politique et stratégique de premier ordre (Joannon, 2006). La présence viking – peut-être parce qu'elle reposait sur des villes

⁵⁰³ Saint Patrick a quasiment occulté le fait qu'il existait dès 431 une mention de la christianisation de l'île, lorsque le pape Célestin I^{er} mandata l'évêque Palladius en Irlande (Hutchinson, 1997). Certains historiens le considèrent même comme un « missionnaire-fantôme » (Dom L. Gougaud, n.d., cité par Joannon, 2006). Il est néanmoins aujourd'hui une figure emblématique de la culture irlandaise.

⁵⁰⁴ Les monastères s'implantèrent en suivant le découpage traditionnel de l'île en *tuatha* (Heurley, 2003).

⁵⁰⁵ Venus de Norvège, plus tard du Danemark (Joannon, 2006).

⁵⁰⁶ La ville ne fut toutefois pas créée *ex-nihilo* puisqu'on y observait déjà une présence gaële diffuse (Joannon, 2006).

fonctionnant en autonomie, stratégiquement isolées – n’empêcha pas la persistance des luttes entre clans en Irlande. Cependant, elle encouragea la modification de l’organisation politique gaële, puisque, par regroupement autour des grandes dynasties, la province remplaçât le *tuath* comme échelon privilégié du pouvoir. En parallèle, les Vikings furent progressivement assimilés par les monarques irlandais vers le XI^e siècle (Hutchinson, 1997).

L’emprise territoriale de l’Angleterre sur l’Irlande

La prochaine et dernière phase d’invasion en Irlande concerne les Anglo-Normands. À la différence des Vikings, les Anglo-Normands mènent dès le XII^e siècle une politique coloniale plus ambitieuse, ne se limitant pas à une implantation succincte au niveau de quelques places fortes (Hutchinson, 1997)⁵⁰⁷. C’est en effet à partir de cette dernière conquête que la première mainmise de l’Angleterre s’observe : Henri II Plantagenêt évoque dès 1155 l’idée d’envahir l’Irlande et prend la même année le titre de « Seigneur d’Irlande »⁵⁰⁸. Ces événements marquent le début de « huit siècles de suzeraineté puis de souveraineté anglaises » sur l’Irlande (Guillaume, Lescure et Michonneau, 1996, p. 451). Avec l’arrivée des Anglo-Normands, une différence de culture apparaît : le système féodal importé par les colons s’oppose au système *brehon* – ensemble de lois juridiques représentatives du système gaël (Hutchinson, 1997). Cet élément marque le début de futures oppositions communautaires. La politique du « diviser pour régner », adoptée par Henri II et qui se poursuivra pendant près de trois siècles revient à entretenir un équilibre entre les Normands – les seigneurs sont relativement bien intégrés sur l’île (Hutchinson, 1997) – et les Gaëls, afin qu’aucune des deux populations – « deux races antagonistes » (Joannon, 2006, p. 42). – ne puissent être en situation d’avantage, ou puissent s’unir face à l’Angleterre (Joannon, 2006)⁵⁰⁹.

⁵⁰⁷ La conquête sera particulièrement expansive lors des *plantations* du XVI^e et surtout XVII^e siècle.

⁵⁰⁸ Grâce à l’injonction d’une bulle papale, *Laudabiliter*, accordée par le nouveau pape anglais Adrien IV, qui donnait au roi la souveraineté sur toute île (Hutchinson, 1997). Elle dura 400 ans. À la conquête politique se mêle donc la reprise en main religieuse de l’Église d’Irlande par Rome – car l’instabilité due à la présence viking a conduit au déclin de la foi sur le territoire – et marque la fin de l’hétérodoxie irlandaise (Joannon, 2006).

⁵⁰⁹ En 1538-1540 est créée la « Ligue Géraldine », regroupant des dynasties irlandaises et anglo-irlandaises pour défendre les intérêts du dernier membre survivant de la famille gaële Kildare. W. Hutchinson y voit déjà les prémices d’une « combinaison explosive liée à un avenir prometteur » puisque la défense de la religion catholique vient se mêler, « pour la première fois », aux revendications politiques contre le Royaume d’Angleterre (Hutchinson, 1997, p. 43).

Annexe 4 : L'Irlande du Nord post-« Brexit »

Le référendum portant sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne a été proposé par l'ancien premier ministre David Cameron – qui en avait fait une promesse de campagne électorale – aux Britanniques, en 2016. Les résultats du 23 juin ont privilégié le camp du « *Leave* »⁵¹⁰ à près de 52 % plutôt que celui du « *Remain* »⁵¹¹ qui a recueilli environ 48 % des voix (*Franceinfo*, 24/06/2016)⁵¹². Depuis cette date, le Royaume-Uni a enclenché le processus de « Brexit » – abréviation de « *British exit* » – soit sa sortie de l'Union Européenne⁵¹³.

Les premiers sondages menés en amont du référendum ont parfois produit des cartes qui occultaient les prévisions en Irlande du Nord, contrairement aux trois autres *home nations* – l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse. Selon les cas, la province a été laissée en grisée pour signifier qu'il n'y avait pas de données ou bien elle a été exclue de la représentation cartographique qui s'est concentrée uniquement sur la Grande Bretagne, comme dans le cas d'un sondage sur les « Eurosceptiques » ou bien sur les tendances de vote concernant le « Brexit » (**Figure 108**).

⁵¹⁰ À savoir « partir » de l'Union Européenne.

⁵¹¹ C'est-à-dire « rester » un membre de l'Union Européenne.

⁵¹² http://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/carte-suivez-les-resultats-du-referendum-sur-le-brexit-en-direct_1512181.html

⁵¹³ De nombreuses précisions sur ce site : <http://www.touteleurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-le-brexit.html>

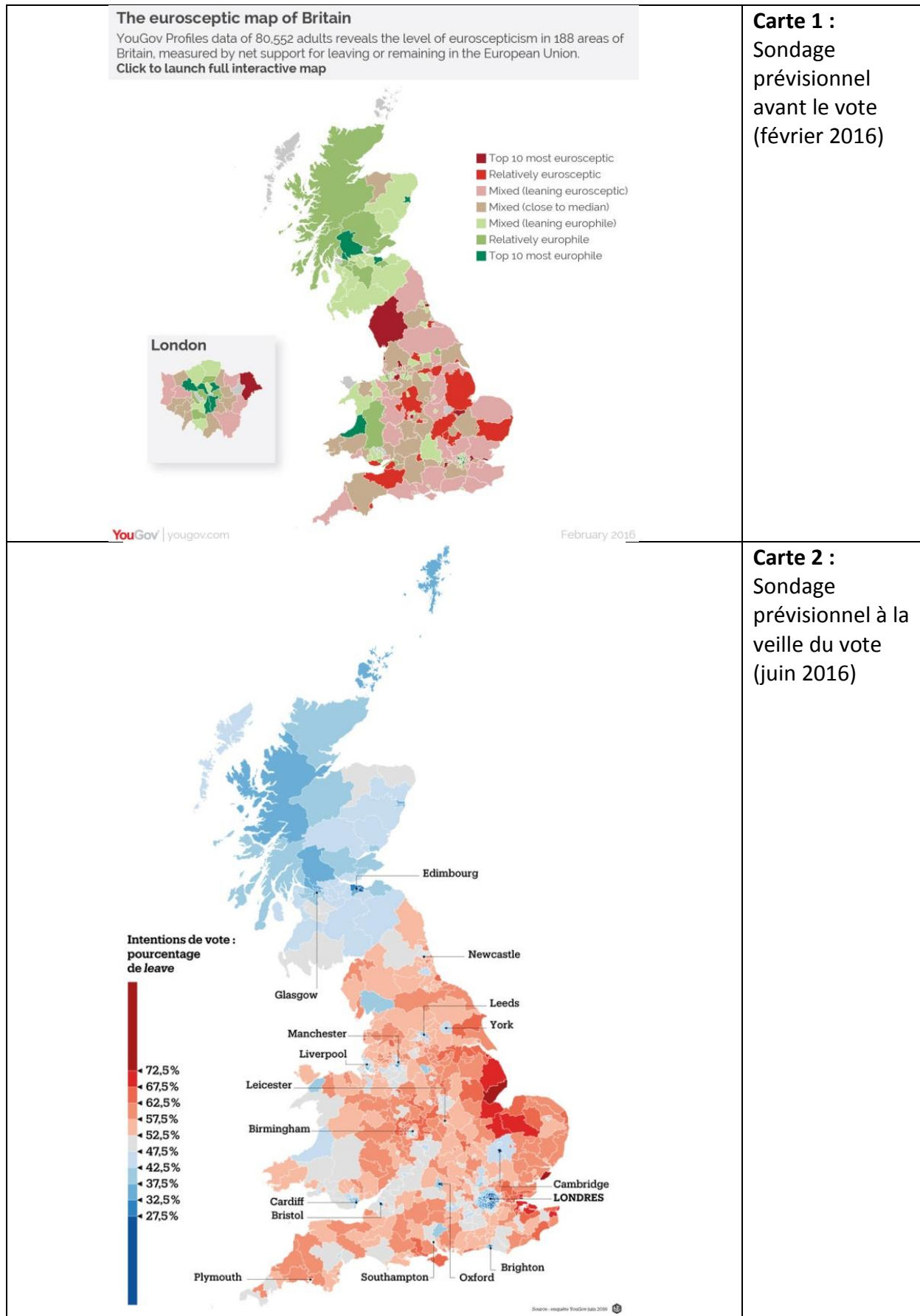


Figure 108 : Des sondages sur l' « euroscepticisme » et le « Brexit » qui excluent l'Irlande du Nord
 Sources : Yougov, février 2016 (carte 1) ; Yougov, 2016, cité par *Libération*, 22/06/2016 (carte 2)

Néanmoins, des sondages ont été publiés à l'échelle de la province : par exemple, le *Belfast Telegraph* (31/05/2016)⁵¹⁴ annonçait quelques semaines avant le vote que les Nord-Irlandais politiquement affiliés « unionistes » seraient 70 % à voter pour le « Brexit ». Les partis politiques s'étaient d'ailleurs clairement positionnés pendant la campagne, le *Democratic Ulster Party* (DUP) prônant le « Leave » (*Financial Times*, 12/06/2017)⁵¹⁵, le *Sinn Féin* le « Remain ». En définitive, l'Irlande du Nord a voté à majorité – 56 % – contre la sortie de l'Union Européenne⁵¹⁶. Cependant, il existe des disparités régionales : Belfast, la capitale, et les circonscriptions limitrophes à la République d'Irlande ont choisi le camp du « Remain » contrairement à celles les plus à l'Est de la province qui ont voté « Leave » (**Figure 109**).

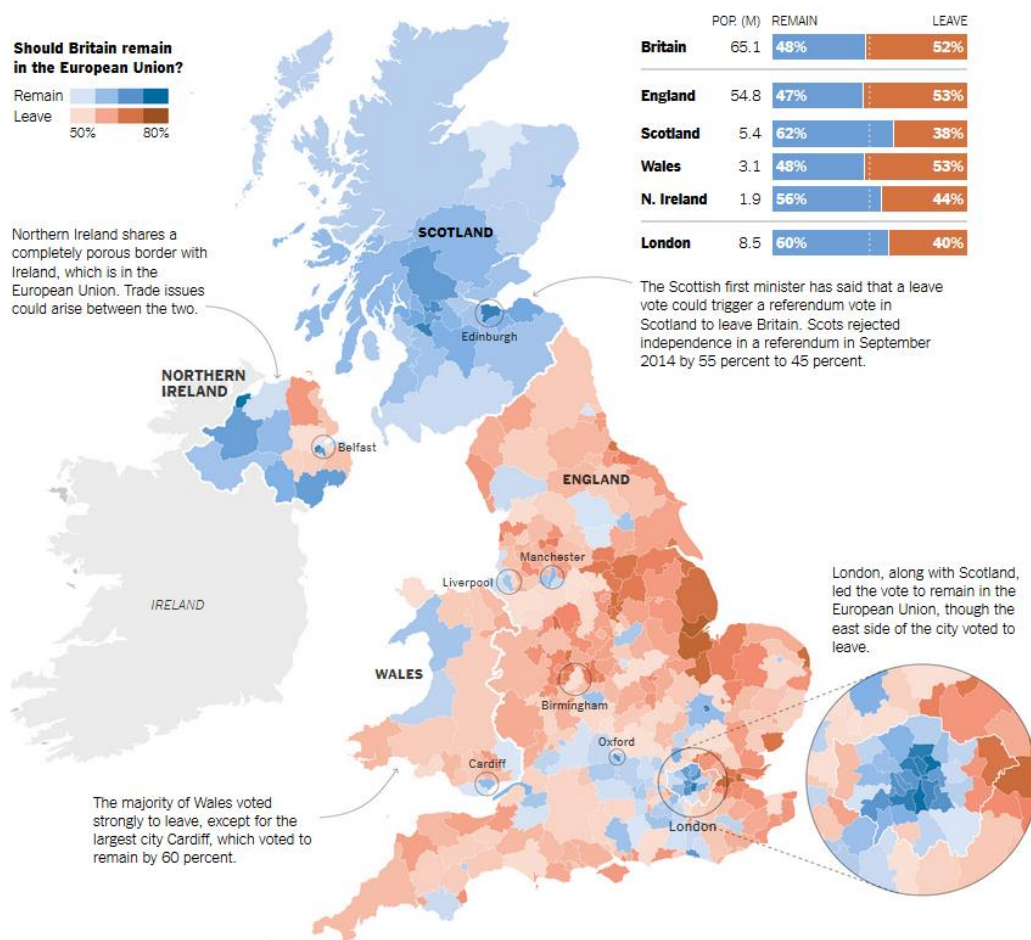


Figure 109 : Les résultats du « Brexit » à l'échelle du Royaume-Uni

Source : *Preliminary results data from the BBC, British Office of National Statistics, cité par The New York Times* (24/06/2016)

⁵¹⁴ <http://www.belfasttelegraph.co.uk/opinion/columnists/bill-white/eu-referendum-70-of-unionists-voting-for-brexit-34761354.html>

⁵¹⁵ <https://www.ft.com/content/ae9b1972-4f7e-11e7-a1f2-db19572361bb>

⁵¹⁶ Pour une analyse géographique du vote « Leave », voir Bailoni (2017).

L'appartenance à l'une ou l'autre communauté – catholique ou protestante – et par extension la sensibilité politique – nationaliste ou unioniste – sont deux éléments qui ont logiquement influencé le vote en Irlande du Nord puisque les catholiques/nationalistes étaient majoritairement favorables au maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne tandis que les protestants/unionistes ont en grande partie privilégié sa sortie (**Figure 110**).

		« Religion brought up in »		« Generally speaking, do you think of yourself as a »	
		Catholic	Protestant	Nationalist	Unionist
Stay		85 %	40 %	88 %	34 %
Leave		15 %	60 %	12 %	66 %

Figure 110 : Les résultats du vote concernant le « Brexit » aux regards des facteurs communautaires

Source : Adèle Schar, d'après Garry, 2016.

N.B. : Dans ces tableaux, la catégorie « Stay » doit se comprendre comme « Remain ».

Une des premières conséquences du « Brexit » en Irlande du Nord a été l'appel quasiment immédiat du *Sinn Féin* à un référendum portant sur la réunification de la province avec la République d'Irlande, preuve que les revendications identitaires et d'indépendance prônées par la communauté catholique n'ont pas totalement disparues. Pour *The Telegraph* (27/06/2016)⁵¹⁷, l'option d'un vote anglais défavorable au maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne mais « annulé » grâce à un vote « Remain » émanant de l'Écosse, du Pays de Galle et de l'Irlande du Nord aurait pu conduire à un regain de nationalisme « anglais ». Mais les résultats définitifs annoncent au contraire la possibilité d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse tout comme des décisions difficiles à l'échelle de l'Irlande du Nord.

Une autre problématique porte également sur la question de la frontière puisque la conséquence du « Brexit » est que les 500 km qui séparent l'Irlande du Nord et la République d'Irlande seraient désormais une véritable frontière physique – l'unique frontière terrestre entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne : le risque principal est de

⁵¹⁷ <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/06/24/what-can-we-learn-from-the-eu-referendum-results>

revenir à la situation pré-1998, ce qui rappellerait un passé de guerre civile (*Le Monde*, 27/07/2016)⁵¹⁸ – sachant qu’aujourd’hui, les échanges commerciaux et les mobilités de personnes de part et d’autre d’une frontière « invisible » sont très importants.

Enfin, il convient de noter que l’Union Européenne a par ailleurs été un acteur incontournable dans la pacification du conflit communautaire avec entre autres la mise en place de fonds importants à destination de l’Irlande du Nord au sein du programme PEACE⁵¹⁹, qui en est aujourd’hui à sa quatrième version pour la période 2014-2020.

Tous ces questionnements ne sont à ce jour pas résolus. En septembre 2017 le Royaume-Uni entame seulement la première étape législative de la mise en place du « Brexit » avec l’approbation de la loi sur la fin de la suprématie du droit européen sur le territoire. Il est donc à ce stade difficile de dire si le « Brexit » aura des conséquences – et surtout lesquelles – quant à l’avenir et la stabilité de l’Irlande du Nord au sein d’un pays qui a globalement choisi de quitter l’Union Européenne.

⁵¹⁸ http://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2016/07/27/l-irlande-casse-tete-de-l-apres-brexit-pour-theresa-may_4975155_4872498.html

⁵¹⁹ Je l’ai évoqué dans le cœur de ma recherche.

Annexe 5 : Derry/Londonderry : « *a city that cannot agree its name* »⁵²⁰

La ville de Derry/Londonderry fut, comme Belfast, le symbole des revendications territoriales entre les populations locales gaéliques et les colons anglais et écossais et, par extension, entre les communautés catholiques et protestantes à l'époque contemporaine. Aujourd'hui, comme dans le reste de l'Irlande du Nord, les tensions sont moindres depuis 1998 – date de la signature des accords de paix. Cependant, la ville – dont le nom même fait toujours débat – reste spatialement divisée tandis que les revendications communautaires comme le souvenir du *Bloody Sunday* marquent encore grandement le paysage urbain et influent sur le ressenti d'une partie des habitants.

Quel nom pour quelle ville ?

Le nom de la ville est révélateur de la prévalence, encore aujourd'hui, du conflit communautaire en Irlande du Nord. En effet : « Satellite d'une culture étrangère, (...) L'ambiguïté du lieu s'illustre parfaitement dans sa métaphore toponymique. La colonisation de l'espace se révèle d'abord être une affaire de langage. "Nommer" l'espace, c'est se l'approprier. » (Hutchinson, 2000, n.p.)⁵²¹. La ville – qui s'est principalement développée pendant la période des *plantations* du XVII^e siècle sur le site d'un ancien monastère irlandais (McCafferty, 2001) – s'appelle originellement Derry. Elle est rebaptisée Londonderry en 1613, quand les Anglais et les Écossais s'y installent à la faveur de la « fuite des comtes » sous l'impulsion du roi Jacques I^{er}⁵²². C'est d'ailleurs à la même période que sont construits les 1,5 km de remparts qui entourent encore aujourd'hui la vieille ville, dans le but de protéger les colons nouvellement implantés des attaques de la population locale. L'ajout du préfixe « London » souligne symboliquement que la ville appartient désormais à la couronne britannique. Encore une fois, les termes employés ne sont pas anodins puisque « Rarement

⁵²⁰ Je reprends ici les qualificatifs de B. Murtagh (2001, p. 9).

⁵²¹ Il s'agit donc d'un acte éminemment politique que le géographe R. Pourtier (1983) étudie dans le cas africain : les colonies sont nées d'abord d'une acquisition par le nom. Pour plus de détails sur la réflexion concernant la nomination des territoires, voir par exemple l'ethnologue M. de La Soudière (2004).

⁵²² Voir les précisions historiques dans le corps de la thèse.

inconscient, le langage trahit d'entrée de jeu le clivage colon-colonisé. Anglais et descendants des "planteurs" refusent d'appeler la deuxième ville d'Ulster autrement que Londonderry. Les descendants des colonisés récusent ce nom qui entérine, à leurs yeux, la dépossession et l'acculturation résultant de la conquête et de la colonisation. » (Joannon, 1999, p. 8). À l'échelle des habitants d'Irlande du Nord, le débat est parfois encore d'actualité⁵²³. D'autant qu'au niveau de l'échelon politique et administratif, la situation n'est pas spécialement claire : la ville s'appelle officiellement « Londonderry »⁵²⁴, tandis que paradoxalement le conseil municipal s'appelle le « Derry » *City Council* depuis 1984. Les rapports de recensement et certains documents officiels du gouvernement britannique font parfois référence à Derry, voire aux deux noms. Cette question touche également d'autres sphères, comme les transports : depuis Belfast, les lignes de bus et de train en direction de Derry/Londonderry indiquent littéralement les deux appellations, l'une à la suite de l'autre : « Derry-Londonderry ». Ce double nom, qui apparaît comme un compromis pour mettre tout le monde d'accord, se retrouve dans les travaux scientifiques où la plupart des auteurs utilisent au choix Derry/Londonderry, (London)Derry, Derry-Londonderry⁵²⁵... Enfin, il n'est pas rare de trouver dans les médias anglophones le surnom de « *stroke* » *city*⁵²⁶. Ce débat toponymique est donc loin d'être insignifiant ou anecdotique, puisqu'il est révélateur de l'un des nombreux aspects de la question communautaire en Irlande du Nord.

⁵²³ En Irlande du Nord, une personne se revendiquant comme Irlandais/nationaliste/catholique parlera sans doute de « Derry ». Un Britannique/unioniste/protestant utilisera plus volontiers « Londonderry ». Ce n'est pas une règle absolue – K. McCafferty (2001) nuance d'ailleurs légèrement ce constat en s'appuyant sur les entretiens qu'il a menés auprès d'habitants de Derry/Londonderry. Néanmoins, à titre d'expérience personnelle, une Irlandaise rencontrée à Belfast m'a corrigée avec le nom de Derry quand je lui ai parlé de la ville de Londonderry.

⁵²⁴ P. Brennan (2004) acte dès 1978 une demande de changement de nom de la ville en « Derry » soumise par le parti nationaliste irlandais *Irish Independence Party* (IIP) – dissout à ce jour. Plus récemment, le *Sinn Féin* a fait une demande identique en juillet 2015. La motion déposée est passée, malgré l'opposition de la minorité unioniste, considérant cette démarche comme « sectaire » – voir dans le corps de la thèse quant à des précisions sur ce terme. À l'été 2016, la situation ne semble cependant pas avoir évolué. Voir à ce propos la presse anglophone, en gardant à l'esprit l'orientation de certains journaux, irlandaise/nationaliste ou britannique/unioniste.

⁵²⁵ Je choisis pour ma part d'utiliser la forme « Derry/Londonderry », par soucis de neutralité scientifique et parce que le trait d'union donne à mon sens faussement l'impression qu'il s'agit d'un nom composé.

⁵²⁶ « *Stroke* » étant la traduction de la barre oblique « / » en typographie ou d'un trait de crayon.

Un espace urbain divisé

Ville de fond d'estuaire, Derry/Londonderry est la troisième ville d'Irlande du Nord après Belfast puis Lisburn en termes de population, avec près de 108 000 habitants dans le périmètre *Local Government District* (LGD) d'après le recensement de 2011 (NISRA, 2014). Sa population est à cette date à grande majorité catholique – environ 75 % de catholiques contre 22 % de protestants (données NINIS)⁵²⁷. Il convient également de noter que les habitants de Derry/Londonderry sont pratiquement exclusivement soit catholiques, soit protestants. Une consultation du recensement montre qu'en 1991, un peu moins de 7 % de la population n'avait pas renseigné son appartenance religieuse ou bien n'était représentée par aucune de ces deux confessions (McCafferty, 2001)⁵²⁸. Cette répartition confessionnelle où les catholiques sont majoritaires est historiquement contraire à la situation de Belfast : la capitale nord-irlandaise fut longtemps majoritairement protestante – bien que la tendance se renverse depuis quelques années, avec une population catholique qui devient légèrement prépondérante.

B. Murtagh (2001) rappelle d'ailleurs que Derry/Londonderry est devenue une ville-frontière de manière fortuite⁵²⁹ ; par conséquent, son hinterland est traversé par une frontière internationale (**Figure 111**) qui reste encore contestée⁵³⁰. Cette limite territoriale a eu pour conséquence de la coupure brutale de la ville avec le comté du Donegal, à l'Ouest, qui fut rattaché à la République d'Irlande et qui constituait jusqu'alors l'aire naturelle de développement tant spatial qu'économique de Derry/Londonderry (Joannon, n.d.). L'Ouest de la ville, parce qu'il chevauche le comté irlandais du Donegal, peut ainsi être assimilée à « une sorte d'enclave nord-irlandaise en République d'Irlande. » (Heurley, 2005, n.p.).

527

<http://www.ninis2.nisra.gov.uk/public/AreaProfileReportViewer.aspx?FromAPAddressMultipleRecords=Derry@Exact20match20of20location20name:20@Exact20Match20Of20Location20Name:20%20Derry@3?#1240>

⁵²⁸ Cette répartition quasiment exclusive entre les deux communautés traditionnelles se retrouve à Belfast, voir dans le corps de la thèse.

⁵²⁹ Lors de la partition de l'île d'Irlande, en 1921.

⁵³⁰ La République d'Irlande ne se trouve qu'à environ 5-10 kilomètres de Derry/Londonderry, soit quasiment à la sortie Ouest de la ville.



Figure 111 : Derry-Londonderry, l'une des principales villes d'Irlande du Nord

Source : Adèle Schar, d'après CAIN Web service

Les événements historiques précédemment évoqués ont eu, au fil des siècles, des répercussions spatiales puisqu'il existe encore aujourd'hui à Derry/Londonderry une division communautaire de l'espace urbain, entre des quartiers protestants et des quartiers catholiques (**Figure 112**). Ce phénomène est donc en de nombreux points similaire à ce que l'on retrouve à Belfast bien que l'organisation spatiale de Derry/Londonderry soit légèrement moins fractionnée.

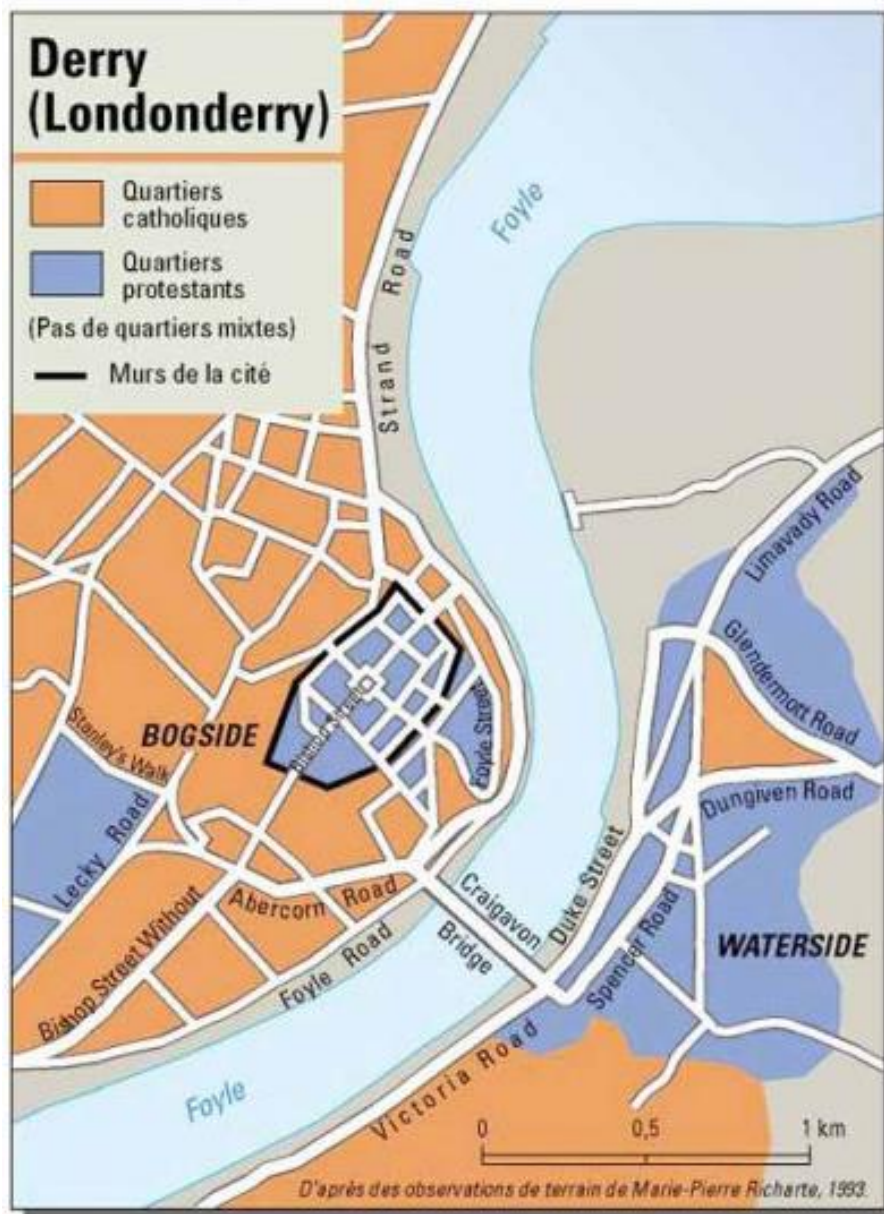


Figure 112 : Répartition de la population à Derry/Londonderry en fonction de la confession religieuse
 Source : Infographie du *Monde Diplomatique*, 1997

La **Figure 112** montre que la rivière Foyle fait office de barrière physique : les espaces protestants se trouvent principalement à l'Est – le *Waterside* – tandis que les espaces catholiques sont localisés à l'Ouest⁵³¹ – le *Cityside* – comme par exemple le quartier du Bogside, au pied de la vieille ville entourée de remparts. La partition est qui plus légèrement topographique (Morand, 2009), puisque les quartiers protestants surplombent souvent les quartiers catholiques ; à l'Ouest, le dénivelé est plus prononcé tandis qu'à l'Est les espaces

⁵³¹ Ce qui n'est pas sans rappeler la distinction générale Est/protestant et Ouest/catholique de la ville Belfast, symbolisée par l'axe Nord-Sud de la rivière Lagan.

résidentiels sont en contrebas de la vieille ville fortifiée. Cependant, cette dualité n'est pas franche et doit être nuancée par la présence d'enclaves communautaires minoritaires ; c'est le cas de The Fountain, quartier d'habitats protestants à l'Ouest, près des remparts : The Fountain⁵³² est d'ailleurs séparé par une *peaceline* du quartier catholique du Bogside. Enfin, il est souvent possible de déterminer l'appartenance communautaire d'un quartier en se fiant aux indices paysagers, par exemple l'usage choisi de la toponymie, la présence de drapeaux, les couleurs utilisées pour repeindre le mobilier urbain ou bien encore la présence de *murals* aux messages politiques et identitaires (**Figure 115** en fin de texte). Ces différentes preuves de la présence du conflit communautaire dans l'espace urbain – enclaves, *peacelines*, marqueurs paysagers... – sont identiques à ce que l'on retrouve à Belfast.

Enfin, il faut souligner que les deux quartiers de part et d'autres de la Foyle ont été récemment connectés en 2011 par un pont piéton au nom évocateur, le *Peace bridge*⁵³³, dans le but assumé de rapprocher les deux communautés, catholique et protestante, afin d'améliorer leurs relations (**Figure 115** en fin de texte). Cette spécificité nord-irlandaise mise à part, on peut également voir dans cette construction une volonté des élus locaux de proposer un « retour au fleuve » dans le cadre des politiques de régénération urbaine, comme c'est le cas à Belfast et dans d'autres villes européennes. Outre le fait de permettre de dépasser un passé conflictuel, ce genre d'initiative est un moyen de promouvoir Derry/Londonderry comme une ville « ordinaire » et compétitive. Dans le même ordre d'idée, Derry/Londonderry devient en 2013 la première ville du Royaume-Uni à être désignée capitale européenne de la culture.

⁵³² Voir Heurley (2005) pour une étude de cette enclave au regard de l'évolution démographique de la communauté catholique voisine.

⁵³³ Il fut financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme *PEACE III (Shared space initiative)*, à hauteur de 14,5 millions de livres sterling : <http://www.visitderry.com/Peace-Bridge-Londonderry-Derry-P23773>

Entre commémorations et « touristification » communautaires : quelle(s) mémoire(s) ?

À Derry/Londonderry, comme à Belfast, le maintien des symboles et du passé communautaires, catholiques ou protestants, est prégnant. Il prend place lors de la célébration d'événements marquants pour chaque communauté, et la portée et l'influence qu'il exerce encore aujourd'hui sur les habitants est importante. Comme le précise le philosophe P. Ricœur : « Dire "tu te souviendras", c'est aussi dire "tu n'oublieras pas". Il se pourrait même que le devoir de mémoire constitue à la fois le comble du bon usage et celui de l'abus dans l'exercice de la mémoire » (Ricœur, 2000, cité par Beddeleem, 2005, p. 10).

Par exemple, au sein de la communauté protestante, les *Apprentice Boys* – une fraternité protestante liée à l'Ordre d'Orange – organisent des commémorations annuelles, au mois de décembre, à la date anniversaire du siège de la ville qui eut lieu en 1689. P. Joannon va jusqu'à parler d'une occasion, pour la communauté protestante, de revivre « chaque année sur le mode du psychodrame les heures sombres de ce siège héroïque. » (Joannon, 1999, p. 9). Un des moments forts du défilé est l'embrasement de l'effigie du gouverneur Lundy – considéré depuis plus de 300 ans par les protestants comme un traître⁵³⁴ (**Figure 113**).

⁵³⁴ Je ne peux rentrer dans les détails ; voir <http://thetrialoflundy.com> pour des ressources sur cette question.



Figure 113 : Le défilé des *Apprentice Boys*
Source : *Belfast Telegraph* (09/12/2013)

Cet événement illustre une partie des célébrations orangistes, qui défilent régulièrement en Irlande du Nord – l’autre période importante étant le mois de juillet⁵³⁵. Ces différentes commémorations annuelles sont un exemple de ce qui constitue, encore aujourd’hui, la culture protestante nord-irlandaise.

Pour la communauté catholique, Derry/Londonderry est avant tout la ville du *Bloody Sunday*. Ce « dimanche sanglant »⁵³⁶ fait référence à la mort de 13 manifestants catholiques le 30 janvier 1972 sous les tirs de l’armée britannique, qui a ouvert le feu sur une marche

⁵³⁵ En effet, les Orangistes célèbrent également la victoire du protestant Guillaume d’Orange sur le roi catholique Jacques II lors de la bataille de la Boyne, en 1690. Cela donne lieu à des défilés – et des tensions communautaires ; voir le chapitre 8 pour la situation à Belfast.

⁵³⁶ On parle aussi du « *Bogside massacre* », du nom du quartier catholique.

pacifiste. Cette marche était organisée par la *Northern Ireland Civil Rights Association* (NICRA), née à la fin des années 1960 pour protester contre les discriminations faites à l'encontre de la communauté catholique, institutionnalisées par le parlement de Stormont. Cet événement est extrêmement symbolique dans toute l'histoire du conflit nord-irlandais – il signale par ailleurs chronologiquement le début de la période des *Troubles* – et a profondément marqué la communauté catholique. Le « potentiel traumatique » du *Bloody Sunday* est extrêmement fort selon C. Barcat (2016), puisqu'il implique directement l'État britannique à travers la mobilisation de ses forces militaires et surtout parce que les enquêtes qui ont suivi ont contribué à entretenir les doutes et les méfiances de la part des familles de victimes – qui restent pour certaines encore impliquées dans cette bataille juridique de reconnaissance des responsabilités.

Il est donc cohérent de voir les traces du *Bloody Sunday* à Derry/Londonderry, à travers notamment une offre qui peut à première vue être qualifiée de « touristique ». Je m'appuie ici sur mon expérience personnelle puisque lorsque je me suis rendue à Derry/Londonderry, j'ai visité le *Museum of Free Derry*. Je pensais qu'il s'agissait du musée « officiel » de la ville, par exemple le musée municipal qui proposerait un point de vue impartial sur les événements de 1972. J'ai compris après la visite que le musée était implanté en plein cœur du quartier catholique de « Free Derry » – l'utilisation de « Derry » n'est finalement pas anodine (voir *supra*) – et que ce qui était montré aux visiteurs suivait une orientation subjective de la communauté catholique/irlandaise⁵³⁷. Le musée comprend de nombreux documents d'archives qui rappellent l'histoire de la ville et plus particulièrement le déroulement des événements du *Bloody Sunday*. Des photographies et des bandes sonores où l'on entend les tirs des soldats britanniques accompagnent le visiteur, jusqu'à la présentation en vitrine des chemises ensanglantées des civils qui ont perdu la vie ce jour-là. Il est ensuite possible de poursuivre la visite en extérieur, pour un circuit à pied, avec un guide. Ce dernier emmène le visiteur sur les emplacements exacts où sont morts les civils à la suite des tirs de l'armée, présente les monuments aux morts, le quartier de Free Derry et explique la symbolique de ses *murals* emblématiques (voir **Figure**

⁵³⁷ A.-C. Morand (2009) évoque la présence de deux musées à Derry/Londonderry, un par communauté. Je n'ai pas trouvé de précisions sur cette question. Pour en savoir plus sur le *Museum of Free Derry* : <http://www.museumoffreederry.org>

115 en fin de texte). Ce type de tourisme et notamment la présentation de certains éléments à caractère morbide peut à mon sens être assimilés à du « *dark tourism* »⁵³⁸.

En discutant avec le guide, j'ai compris à quel point le massacre du *Bloody Sunday* est encore prégnant pour certains habitants de Derry/Londonderry. Il m'a rapidement confié être le fils de l'une des victimes, me montrant l'endroit précis où son père avait été abattu, près de l'entrée du *Museum of Free Derry* – par ailleurs, sur la façade du musée, il est encore possible aujourd'hui de voir les impacts de balles qui ont été tirées lors du *Bloody Sunday*, en 1972 (**Figure 114**).



Figure 114 : Les impacts de balles sur le mur du *Museum of Free Derry*

Source : Adèle Schar, mai 2014

N.B. : Le personnage de gauche représente un soldat de l'armée britannique, prêt à fusiller une femme aux yeux bandés, à droite, symbolisant l'ensemble des familles de victimes – les victimes sont considérées comme « martyres ». On distingue plusieurs impacts de balles sur le mur.

⁵³⁸ Voir chapitre 9.

Le guide m'a également montré la stèle commémorative sur laquelle est inscrit le nom de son père parmi ceux des victimes⁵³⁹. Le guide lui-même est en photographie, avec d'autres proches des victimes sur une plaque récente qui se trouve près de la stèle et qui précise où en est à ce jour la justice dans la reconnaissance des responsabilités lors du *Bloody Sunday*. Cet exemple montre, une nouvelle fois, que le conflit entre catholiques et protestants est pour certains Nord-Irlandais encore très présent. C'est là sans doute tout le dilemme du « devoir de mémoire » d'autant plus que le *Bloody Sunday* reste encore un sujet sensible à l'échelon politique : pour exemple, le premier ministre britannique David Cameron a reconnu pour la première fois, en 2010⁵⁴⁰, la responsabilité de l'armée britannique ce jour de janvier 1972.

« C'est dans l'apaisement de la mémoire vive que s'opère la délicate métamorphose entre mémoire et histoire » : il y a dix ans, M. Beddeleem (2005, p. 164) soulignait que la reconnaissance de sa faute par le gouvernement britannique marquerait une étape dans le passage à une mémoire historique, qui se chargerait de transmettre et non plus de revendiquer ; tout comme les musées y contribuent, parce qu'ils permettent de mettre en œuvre des dispositifs de « *story-telling* »⁵⁴¹. Néanmoins, il est parfois encore difficile de faire la distinction entre tradition et maintien d'une revendication identitaire, à Derry/Londonderry⁵⁴² comme à Belfast. C'est toute l'ambiguïté de la « mise en tourisme » du conflit nord-irlandais.

⁵³⁹ À noter que le *Education and Outreach Officer* du *Museum of Free Derry* – qui faisait l'accueil du musée lorsque je m'y suis rendue – est le frère d'une des victimes du *Bloody Sunday*. Se qualifiant lui-même de « *walking artefact* », son statut de témoin lui permet aujourd'hui d'après lui de dire aux visiteurs ce qu'il est arrivé ce jour-là (cité par *BBC news*, 14/06/2010) : <http://www.bbc.com/news/10205520>

⁵⁴⁰ Cela fait suite à l'enquête de Saville, lancée en 1998 par Tony Blair au moment de la réconciliation – la signature des accords de paix en Irlande du Nord aura lieu la même année. Cette enquête est la seconde de la sorte, la première – l'enquête Widgery – ouverte le mois suivant le *Bloody Sunday*, est accusée d'avoir « blanchi » les soldats britanniques. Un article du magazine *Géo* (13/06/2016) résume : « le massacre du *Bloody Sunday* (...) aura nécessité une enquête de douze ans et 230 millions d'euros pour confirmer ce que tout le monde savait : les quatorze civils tués par l'armée anglaise à Londonderry en janvier 1972 pendant une manifestation pacifiste étaient innocents. » : <http://www.geo.fr/photos/reportages-geo/irlande-le-long-chemin-vers-la-reunification-de-l-ile-161303>

⁵⁴¹ Il s'agit de raconter son histoire, de voir son témoignage individuel reconnu pour pouvoir expurger son passé et ainsi contribuer, d'une certaine manière, à la construction d'une nouvelle histoire – collective, cette fois-ci.

⁵⁴² Voir à ce propos un article assez complet du journal *Le Monde* (31/01/2012) : http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/01/30/bloody-sunday-la-bataille-de-la-memoire_1636087_3214.html



Photo 1 :
La phrase « *You are now entering Free Derry* » (à gauche) ainsi que des *murals* rappelant le *Bloody Sunday* marquent l'entrée du quartier catholique du Bogside.



Photo 2 :
Dans le quartier catholique du Bogside, des lampadaires sont peints aux couleurs du drapeau de la République d'Irlande et les commerces ont des noms gaéliques.



Photo 3 :
Dans le quartier catholique du Bogside, une *mural* représentant le *Guernica* de Picasso qui n'est pas sans rappeler celle, quasiment identique, peinte dans le quartier catholique de Falls à Belfast.



Photo 4 :
 Dans l'enclave protestante de The Fountain, qui jouxte le quartier catholique du Bogside, on retrouve entre autres signes d'appartenance des *murals* aux messages politiques : « *Loyalists (...) No surrender* ».



Photo 5 :
 L'entrée de la ville : la statue de réconciliation (*Hands accross the divide*) et les trottoirs peints aux couleurs de l'*Union Jack* – signe de l'entrée dans un quartier protestant (à gauche de l'image) se côtoient.



Photo 6 :
 Le *Peace bridge*, construit en 2011, symbolise concrètement un « trait d'union » entre les quartiers catholiques de l'Ouest et protestants de l'Est de la ville.

Figure 115 : Planche photographique de Derry/Londonderry

Sources : Adèle Schar, mai 2014 (photos 1, 3, 4, 5 et 6) et Bernard Calas, n.d. (photo 2)

Annexe 6 : Qu'est-ce que le *community planning* ?

	Scotland	England and Wales	Republic of Ireland	Northern Ireland
Strategic View	<p>Community Planning is a process whereby the public services in the area of a Local Authority are planned and provided after consultation and (ongoing) co-operation among all public bodies and with community bodies.</p> <p>Local Government Act 2003</p>	<p>Public bodies need to identify and understand the needs and aspirations of their citizens and the communities that they serve, and then plan to meet those in the most responsive, accountable and effective way.</p> <p>At the local level, this means local authorities and other partners working closely to shape the medium- and long-term development of their areas while actively engaging with citizens and communities as a vital part of that process. A process known as Community Planning.</p> <p>'Local Vision' - Statutory Guidance from the Welsh Assembly Government</p>	<p>A County/City Development Board operates under the aegis of each County or City Council.</p> <p>The Boards bring together all players locally – the public sector agencies, the social partners, local government and local development – to seek common cause in developing their counties and cities, in planning for the future with better co-operation and co-ordination and to operate in a more integrated way.</p> <p>Department of Environment and Local Government</p>	<p>The aim of Community Planning is to make sure that people and communities are genuinely engaged in decisions made about the public services which affect them.</p> <p>Allied to this is a commitment/duty by all those who deliver services in the council area to work together to provide co-ordinated, high-quality outcomes people rightly expect. The drive for Community Planning should be seen in the context of the process to create more responsive and effective public services for citizens.</p> <p>Review of Public Administration</p>
Council View	<p>Community Planning is the process through which the connections between national priorities decided by the Scottish Executive and those at Highland, local and neighbourhood levels are improved.</p>	<p>Community Planning is a way of giving local people the opportunity to create a shared vision for their area and identify priorities for action which are agreed by a wide range of people,</p>	<p>The Louth County Development Board brings together various strands involved in local government, local development, the state agencies at local level and the social partners which includes the</p>	<p>The proposed Community Planning process will provide a framework for making public services responsive to, and organised around, the needs of communities. The two main aims of Community Planning</p>

	<p>It is about making sure that people and communities in the Highlands are genuinely engaged in making decisions on public services which affect them. It requires a commitment from organisations in the Highlands to work together, not apart, in providing better public services.</p> <p>The Highlands Council</p>	<p>organisations and groups.</p> <p>Devon County Council</p>	<p>community and voluntary sector. The broad functions of the Board are to:</p> <p>draw up a comprehensive County Strategy on social, economic and cultural development;</p> <p>identify gaps and duplication in local service delivery;</p> <p>nurture constructive co-operation and active participation by all members of the Board based on a partnership approach; oversee the implementation of the Strategy.</p> <p>Louth County Development Board</p>	<p>can be described as:</p> <p>making sure people and communities are genuinely engaged in the decisions made on public services which affect them; allied to</p> <p>a commitment from organisations to work together, not apart, in providing better public services.</p> <p>Northern Ireland Local Government Association</p>
Local View	<p>Community Planning is a way of working that brings together organisations and the communities they serve to improve the quality and range of services for local people.</p> <p>Wigtown Area Community Plan</p>	<p>Community Planning is about working across organisational and geographic boundaries to use resources more effectively and to ensure that communities are able to influence decision-making.</p> <p>Llanelli Community Network</p>	<p>The local strategy addresses the economic, social and physical development of Dunmanway and its hinterland and sets out a framework of objectives and actions for the next ten to fifteen years, with a view to making the area a better place to live, learn, work, visit and do business.</p> <p>Dunmanway Integrated Development Strategy, Cork</p>	<p>Community Planning is the opportunity for communities and individuals to have a say in the way they are governed, in the decisions that affect their lives and the way public money is spent.</p> <p>'Putting the Community into Community Planning' – Sustainable Northern Ireland Project</p>

Figure 116 : Comparaison à plusieurs niveaux de la description du *community planning* dans les îles Britanniques

Sources : Government Legislation, Council Community Plans/Strategies and Local Community Plans (Community Places, n.d., cité par Cave, 2013)

Liste des abréviations

BAN : Belfast Area of Need

BAPB : Belfast Area Partnership Board

BAT : Belfast Action Team

BCC : Belfast City Council

BCCM : Belfast City Centre Management

BDO : Belfast Development Office

BIP : Belfast Interface Project

BMA : Belfast Metropolitan Area

BMAP : Belfast Metropolitan Area Plan

BME : Black and Minority Ethnic

BUA : Belfast Urban Area

BRO : Belfast Regeneration Office

CAIN : Conflict Archive on the INternet

CBD : Central Business District

CCRU : Central Community Relations Unit

CRC : Community Relations Council

CSO : Central Statistics Office

DfC : Department for Communities

DoE : Department of the Environment

DoJ: Department of Justice

DSD : Department for Social Development

DRD : Department for Regional Development

DUP : Democratic Unionist Party

ECNI : Equality Commission for Northern Ireland

EBP : East Belfast Partnership

EBPB : East Belfast Partnership Board

FEDER : Fonds Européen de Développement Régional

GGA : Gaelic Games Association

HMO : Houses in Multiple Occupation

IIP : Irish Independence Party

IRA : Irish Republican Army

LGD : Local Government District

LGR : Local Government Reform

MAC : Metropolitans Art Centre

MBW : Making Belfast Work

MLA : Member of the Legislative Assembly

NDPB : Non-Departmental Public Body

NICRA : Northern Ireland Civil Rights Association

NICVA : Northern Ireland Council for Voluntary Action

NIHE : Northern Ireland Housing Executive

NIMDM : Northern Ireland Multiple Deprivation Measure

NINIS : Northern Ireland Neighbourhood Information

NIO : Northern Ireland Office

NISRA : Northern Ireland Statistics and Research Agency

NP : Neighbourhood Partnership

NRA : Neighbourhood Renewal Area

NRS : Neighbourhood Renewal Strategy

OECD : Organisation for Economic Co-operation and Development

OFMDFM : Office of the First Minister and Deputy First Minister

ONS : Office for National Statistics

PCNI : Parades Commission for Northern Ireland

PPP : Partenariat Public-Privé

PPS : Paramilitary Punishments Shouting

PRONI : Public Record Office of Northern Ireland

PRS : Public Realm Strategy

PSNI : Police Service of Northern Ireland

PUP : Progressive Unionist Party

RDS : Regional Development Strategy

RMS : Royal Mail Ship

RUC : Royal Ulster Constabulary

SBP : South Belfast Partnership

SBPB : South Belfast Partnership Board

SPOD : Small Pocket of Deprivation

SDLP : Social Democratic and Labour Party

SEUPB : Special European Union Programmes Body

TQ : Titanic Quarter

UDA : Ulster Defence Association

UDC : Urban Development Corporation

UDG : Urban Development Grant

UFF : Ulster Freedom Fighters

UUP : Ulster Unionist Party

UVF : Ulster Volunteer Force

UYM : Ulster Young Militants

WBP : West Belfast Partnership

Table des illustrations

Figure 1 : Le principal vocabulaire du conflit nord-irlandais	15
Figure 2 : Typologie de recherche	28
Figure 3 : Répartition confessionnelle, politiques de la ville et urbanité(s) à Belfast	29
Figure 4 : Tableau récapitulatif de la typologie spatiale et des projets d'aménagement étudiés	33
Figure 5 : Répartition générale des entretiens en fonction du profil des personnes interrogées	36
Figure 6 : Carte de Belfast, 2016	41
Figure 7 : Vue aérienne de Belfast en septembre 2008	43
Figure 8 : Les principaux axes de communication à Belfast	44
Figure 9 : Le centre-ville	45
Figure 10 : Les quais	46
Figure 11 : Le Titanic Quarter	47
Figure 12 : East Belfast	48
Figure 13 : South Belfast.....	49
Figure 14 : Photographies aériennes de Belfast au début du XX ^e siècle	54
Figure 15 : Carte du centre de Belfast en 1902	56
Figure 16 : Les modèles urbains de Burgess et Hoyt.....	57
Figure 17 : Les modèles de Mann et de Robson	59
Figure 18 : L'industrie manufacturière à Belfast au début des années 1950.....	61
Figure 19 : Les effets de la crise économique dans six villes, dont Belfast (1970-2005)	62
Figure 20 : L'évolution de la population nord-irlandaise entre 2001 et 2011	64
Figure 21 : Les dynamiques de population dans la <i>Belfast Urban Area</i> (BUA) entre 1971 et 1999.....	65
Figure 22 : Belfast, <i>the « missing city »</i> : les espaces vacants en 2009	67
Figure 23 : Taux de chômage de longue durée en 2014	71
Figure 24 : Les espaces de pauvreté en 1991 et 2010	74
Figure 25 : Carte des principales villes de l'île d'Irlande	77
Figure 26 : Les frontières politiques de l'Irlande du Nord en 2011.....	78
Figure 27 : La <i>plantation</i> d'Ulster en 1609	85
Figure 28 : Guillaume d'Orange, un symbole pour la communauté protestante	87
Figure 29 : Les résultats des élections de 1918 annoncent la partition de 1921	92
Figure 30 : Répartition des catholiques à Belfast, en 1999.....	99
Figure 31 : La ségrégation à Belfast, en fonction de l'appartenance communautaire	100
Figure 32 : Les différents types de <i>peacelines</i> et leur répartition à Belfast	102
Figure 33 : La <i>peaceline</i> de Cupar Way	103
Figure 34 : L'exemple de l'enclave catholique de Short Strand, dans East Belfast	107
Figure 35 : Les étapes de la construction d'une <i>peaceline</i> dans West Belfast.....	108
Figure 36 : Les différents marqueurs paysagers entre les quartiers catholiques et protestants	114
Figure 37 : Les institutions nord-irlandaises après la signature des accords de 1998	118
Figure 38 : Le partage des pouvoirs au sein de l'exécutif de 2011 à 2016.....	121
Figure 39 : Les principales stratégies d'aménagement	125
Figure 40 : Évolution des ministères en Irlande du Nord entre l'exécutif de 2011 et celui de 2016..	127

Figure 41 : La structure du <i>South Belfast Partnership Board</i> (SBPB).....	130
Figure 42 : Le fonctionnement urbain confronté au phénomène de résilience	136
Figure 43 : Belfast : une renaissance industrielle et post-confliktuelle.....	139
Figure 44 : Les principaux acteurs institutionnels impliqués dans la régénération urbaine des années 1980.....	143
Figure 45 : Les trois sites-clefs dans la politique de régénération de Belfast	144
Figure 46 : La transformation du centre-ville de Belfast depuis les <i>Troubles</i>	147
Figure 47 : La revitalisation des fronts d'eau dans les villes portuaires : passé, présent et futur	152
Figure 48 : Les projets d'aménagement le long de la Lagan	156
Figure 49 : Quelques projets ciblés de la régénération des <i>waterfronts</i> de Belfast	158
Figure 50 : L'évolution des <i>waterfronts</i> à Belfast entre 1930 et 2005.....	160
Figure 51 : Les appartements de standing, rive gauche, avec vue sur la Lagan.....	161
Figure 52 : Carte du centre-ville de Belfast	164
Figure 53 : La <i>Public Realm Strategy</i> (PRS) pour le centre-ville de Belfast	167
Figure 54 : Le centre commercial Victoria Square	170
Figure 55 : Le centre commercial Bullring, à Birmingham	171
Figure 56 : Le périmètre d'action du BCCM dans le centre-ville de Belfast.....	173
Figure 57 : Le site du Titanic Quarter	176
Figure 58 : Plan du Titanic Quarter.....	177
Figure 59 : L'évolution des chantiers navals de Belfast.....	179
Figure 60 : Les différents développements prévus au sein du projet Titanic Quarter.....	180
Figure 61 : Le musée du Titanic,	185
Figure 62 : La course du Giro d'Italia, d'un espace à l'autre	187
Figure 63 : Les quatre objectifs stratégiques de la <i>Neighbourhood Renewal Strategy</i> (NRS)	192
Figure 64 : Les 36 NRA d'Irlande du Nord et les 15 NRA de Belfast	193
Figure 65 : La structure de la <i>Neighbourhood Renewal Strategy</i> (NRS) à Belfast.....	195
Figure 66 : Le deux NRA de East Belfast	197
Figure 67 : Les deux NRA de South Belfast.....	198
Figure 68 : Données sur les deux NRA étudiées, Inner East Belfast et Inner South Belfast.....	199
Figure 69 : Inner East Belfast NRA.....	203
Figure 70 : Planche photographique du <i>Skainos project</i>	205
Figure 71 : Inner South Belfast NRA	209
Figure 72 : Shaftesbury Square	213
Figure 73 : Les objectifs des politiques post-confliktuelles en Irlande du Nord.....	220
Figure 74 : Structure générale du programme européen PEACE III	221
Figure 75 : Le début des <i>flag protests</i> : un cortège de manifestants se rend au City Hall.....	226
Figure 76 : Le défilé de la Saint Patrick dans le centre-ville de Belfast	229
Figure 77 : En marge du défilé de la Saint Patrick, les deux communautés se rassemblent	231
Figure 78 : Les esprits s'échauffent devant le City Hall.....	234
Figure 79 : Densité de population étudiante dans le sud de Belfast.....	238
Figure 80 : Carte de Holylands, dans South Belfast.....	239
Figure 81 : Holylands, dans South Belfast : une architecture homogène	240
Figure 82 : Des centaines d'étudiants se regroupent dans les Holylands pour la Saint Patrick.....	243
Figure 83 : South Belfast, un espace polynucléaire.....	244
Figure 84 : Personnes nées en-dehors du Royaume Uni et de la République d'Irlande à Belfast	248

Figure 85 : Incidents et crimes à caractère raciste à Belfast entre 2015 et 2016	251
Figure 86 : Évolution des <i>Paramilitary Punishment Shootings</i> (PPS) en Irlande du Nord entre 1998 et 2014.....	262
Figure 87 : Évolution des incidents relatifs à la sécurité entre 2006-2007, 2014-2015 et 2015-2017	263
Figure 88 : Le remplacement d'une <i>mural</i> sur Falls Road en lien avec « l'affaire » Gerry Adams de 2014.....	266
Figure 89 : L'augmentation du nombre <i>peacelines</i> à Belfast, malgré une atténuation des violences	272
Figure 90 : Les rues de East Belfast durant la période estivale	274
Figure 91 : Les <i>bonfires</i> , préparés chaque année dans les quartiers protestants en vue de la nuit du 11 juillet.....	277
Figure 92 : Le message du <i>Belfast City Council</i> (BCC) concernant les <i>bonfires</i>	279
Figure 93 : La parade orangiste du 12 juillet sur Templemore avenue, dans le quartier protestant de East Belfast	281
Figure 94 : Le Twaddell camp, symbole de la cristallisation des tensions autour du parcours des parades du 12 juillet.....	283
Figure 95 : La diversité de la recherche sur le <i>place branding</i>	290
Figure 96 : Les constructions de standing du Titanic Quarter.....	292
Figure 97 : Le circuit « <i>hop-on/hop-off</i> » pour la saison mai-octobre 2013.....	296
Figure 98 : Les <i>peacelines</i> et les <i>murals</i> , passage obligé de la visite touristique	299
Figure 99 : Exemple de brochures pour des circuits en taxi.....	303
Figure 100 : <i>West Belfast murals map</i>	305
Figure 101 : Le passage de 26 à 11 <i>councils</i> en 2015	309
Figure 102 : Le transfert de certaines fonctions relatives aux questions urbaines avec la <i>Local Government Reform</i> (LGR)	311
Figure 103 : Échelle de participation aux différentes étapes d'un projet d'aménagement	313
Figure 104 : Les priorités spatiales concernant les trois zones économiques de Belfast	322
Figure 105 : Le centre-ville et le Titanic Quarter, deux espaces isolés du reste de la ville	327
Figure 106 : Belfast, une ville duale	332
Figure 107 : Les quatre provinces d'Irlande	397
Figure 108 : Des sondages sur l' « euroscepticisme » et le « Brexit » qui excluent l'Irlande du Nord	401
Figure 109 : Les résultats du « Brexit » à l'échelle du Royaume-Uni	402
Figure 110 : Les résultats du vote concernant le « Brexit » aux regards des facteurs communautaires	403
Figure 111 : Derry-Londonderry, l'une des principales villes d'Irlande du Nord	408
Figure 112 : Répartition de la population à Derry/Londonderry en fonction de la confession religieuse	409
Figure 113 : Le défilé des <i>Apprentice Boys</i>	412
Figure 114 : Les impacts de balles sur le mur du <i>Museum of Free Derry</i>	414
Figure 115 : Planche photographique de Derry/Londonderry.....	417
Figure 116 : Comparaison à plusieurs niveaux de la description du <i>community planning</i> dans les îles Britanniques	419

Table des matières

Remerciements	3
Avant-propos.....	5
Sommaire	8
Introduction générale.....	9
1. Préalables théoriques de recherche.....	11
1.1. Espace public et urbanité	11
1.2. Le caractère protéiforme du conflit communautaire nord-irlandais	13
1.3. L'analyse des politiques urbaines telles qu'elles sont mises en œuvre dans les projets d'aménagement	18
1.3.1. Une double posture disciplinaire	18
1.3.2. Aménager la ville divisée : les espaces communautaires.....	19
1.3.3. Pacifier par l'aménagement : les espaces neutres	21
2. Problématique et hypothèse de recherche.....	23
2.1. Problématique :.....	23
2.2. Hypothèses de recherche.....	26
3. Protocole de recherche	27
3.1. Typologie, cartographie, photographies	27
3.2. Études des représentations.....	31
4. Méthodologie de recherche	32
4.1. Quatre cas d'étude pour trois grands types d'espace.....	32
4.2. Cadrage théorique.....	33
4.3. Terrain	34
4.4. La question monographique	38
5. Structure de la thèse	39
Préambule : Les différents espaces de belfast	40
Le centre-ville	45
Les quais ou Laganside	46
Le Titanic Quarter	47
East Belfast	48
South Belfast	49
Première partie : Administrer le passé, préparer l'avenir.....	51

CHAPITRE 1 : Belfast, ville post-industrielle	52
1. Une ville européenne en déclin.....	52
1.1. Une ville industrielle majeure	52
1.2. Les conséquences de la désindustrialisation.....	60
1.3. Le déclin démographique de la ville-centre	63
2. Les défis d'une <i>shrinking city</i>	68
2.1. <i>Shrinking cities</i> : les villes industrielles en déclin	69
2.2. Une pauvreté socio-économique persistante, notamment dans les quartiers communautaires	70
CHAPITRE 2 : Belfast, ville (nord-)irlandaise.....	76
1. L'Irlande du Nord, l'une des deux Irlande	76
2. Le poids de l'histoire dans la construction du conflit et de l'identité communautaire	80
2.1. Le détachement progressif de l'Ulster à partir du XVI ^e siècle.....	83
2.1.1. La domination anglaise.....	83
2.1.2. Le cas spécifique de l'Ulster	84
2.1.3. Colonisation et religion(s), colonisation et politique	86
2.2. De l'Acte d'Union à la Partition : la naissance de l'Irlande du Nord.....	90
2.2.1. L'Acte d'Union (1800) : la création du Royaume-Uni.....	90
2.2.2. La partition de l'île et la naissance de la « Question d'Irlande du Nord »	93
3. Belfast : une ville dessinée par le conflit communautaire	96
3.1. Les dynamiques de la ségrégation résidentielle à Belfast.....	96
3.2. Les indices de la division spatiale et de l'entre soi : <i>peacelines</i> et marqueurs communautaires	101
3.2.1. Les <i>peacelines</i>	101
3.2.2. Marqueurs identitaires : <i>murals</i> , drapeaux.....	111
CHAPITRE 3 : Ouvrir un espace de parole pour encourager la résilience du système urbain	117
1. La progressive création d'un espace public en Irlande du Nord	118
1.1. Le modèle consociationnel : quand les accords de paix transposent la division communautaire en politique.....	118
1.2. Une gouvernance urbaine pensée en fonction du conflit communautaire	122
1.2.1. À l'échelle gouvernementale.....	124
1.2.2. À l'échelle locale.....	130
2. Ville de projet vs fabrique urbaine : entre crise et conflit.....	132
3. Ville post-industrielle vs ville post-confliktuelle : un projet urbain dual.....	134
3.1. Des dysfonctionnements urbains de différentes natures.....	134

3.2. Une double résilience	136
Conclusion de la première partie	140
Deuxième partie : Belfast, une ville de projets	141
CHAPITRE 4 : Les projets de revitalisation des années 1980.....	143
1. Refaire du centre-ville un espace public	145
2. Le « retour au fleuve » : la reconquête des <i>waterfronts</i>	151
2.1. Une dynamique généralisée dans les villes occidentales.....	151
2.2. Les réalisations de la Laganside Corporation	153
CHAPITRE 5 : Pour attirer, la ville post-confliktuelle doit être neutre	163
1. Cas d'étude : le centre-ville, neutre et partagé.....	163
1.1. Améliorer le « <i>public realm</i> »	165
1.2. Une politique de régénération axée sur le développement commercial	168
2. Cas d'étude : le Titanic Quarter, assurément neutre	174
2.1. La revitalisation d'une ancienne friche portuaire : la naissance du Titanic Quarter...	175
2.2. Un nouvel espace pour dépasser les tensions communautaires	181
CHAPITRE 6 : Quelle(s) politique(s) dans les quartiers résidentiels ?	190
1. Les NRA, outils au cœur de la régénération des quartiers résidentiels	191
1.1. Une politique pour régénérer les espaces défavorisés	191
1.2. Inner East et Inner South, deux NRA significatives	199
2. Cas d'étude : la NRA de Inner East Belfast, un espace communautaire	202
2.1. East Belfast, un quartier protestant	202
2.2. Le <i>Skainos project</i> : maison de quartier ou véritable espace partagé ?.....	204
3. Cas d'étude : la NRA de Inner South Belfast, un espace mixte	207
3.1. South Belfast est-il réellement un quartier mixte ?	207
3.2. Shaftesbury Square, un projet limitrophe.....	212
Conclusion de la deuxième partie	215
Troisième partie : Le(s) urbanité(s) de Belfast	217
CHAPITRE 7 : Existe-t-il urbanité partagée ?	218
1. <i>Neutral</i> ou <i>shared</i> ? Quand les politiques de la ville promeuvent des espaces urbains	
« partagés »	218
1.1. D'un idéal politique post-confliktuel... ..	218
1.2. ... à une application dans l'espace urbain : le « <i>shared space</i> »	223
1.2.1. Les <i>flag protests</i>	225
1.2.2. La Saint Patrick	227

2.	À la recherche du quartier mixte.....	235
2.1.	Les étudiants, preuve de cosmopolitisme ?.....	237
2.2.	Mixité ne veut pas dire intégration : le cas des populations immigrées.....	246
CHAPITRE 8 : Le conflit communautaire relégué en périphérie.....		256
1.	Aménager les quartiers ségrégués : des acteurs de l'urbain « conditionnés » par le conflit communautaire	256
1.1.	La représentativité des habitants au niveau local.....	257
1.2.	La représentativité des habitants au niveau de la sphère politique	263
2.	Le « durcissement » du conflit communautaire.....	271
2.1.	Le paradoxe de l'augmentation des <i>peacelines</i>	271
2.2.	Un entre soi toujours très prégnant : l'exemple des manifestations loyalistes du mois de juillet.....	272
CHAPITRE 9 : La marchandisation et la crise de gestion de la ville		288
1.	Le <i>place branding</i> : un aménagement performatif pour acter le passage à la ville normalisée et résiliente.....	288
1.1.	« <i>Want to turn your location into a destination? Try branding it.</i> »	289
1.2.	Le Titanic Quarter : vers la création d'un espace d'exclusion ?	291
2.	Quand le « tourisme du conflit » s'oppose à la politique d'espaces partagés.....	294
2.1.	Le paradoxe du « recyclage » du conflit par le capitalisme	294
2.2.	Une offre touristique qui n'échappe pas à la récupération identitaire	302
3.	Les récents changements de la gouvernance urbaine : renforcer l'échelon local.....	307
3.1.	La mise en place de la <i>Local Government Reform</i> (LGR)	308
3.2.	Le <i>community planning</i>	312
Conclusion de la troisième partie.....		317
Conclusion générale		319
Une approche duale de la fabrique urbaine		321
De la lutte des places à la lutte des classes		323
Deux urbanités exclusives : celle des « gagnants » et celle des « perdants ».....		325
Repenser la fabrique de la ville ?		328
Une gouvernance résiliente ?.....		330
Changement de paradigme : d'une division à l'autre		331
Bibliographie.....		333
1.	Ouvrages et articles scientifiques, travaux universitaires.....	333
2.	Documents institutionnels, rapports officiels et études	368
3.	Sitographie	380

4. Articles de presse, journaux et magazines	383
5. Littérature.....	384
Annexes	385
Annexe 1 : Guide d'entretien semi-directif	386
Annexe 2 : Liste des entretiens	391
Annexe 3 : Origine de peuplement et premières colonisations en Irlande du Nord	394
L'Irlande gaële	394
Organisation politique et sociale.....	395
Organisation politique à l'échelle de l'île	396
L'invasion viking.....	398
L'emprise territoriale de l'Angleterre sur l'Irlande	399
Annexe 4 : L'Irlande du Nord post-« Brexit »	400
Annexe 5 : Derry/Londonderry : « <i>a city that cannot agree its name</i> »	405
Quel nom pour quelle ville ?	405
Un espace urbain divisé.....	407
Entre commémorations et « touristification » communautaires : quelle(s) mémoire(s) ?	411
Annexe 6 : Qu'est-ce que le <i>community planning</i> ?.....	418
Liste des abréviations	420
Table des illustrations.....	423
Table des matières	426

Résumé et mots-clefs

Réconcilier Belfast : politiques urbaines post-confliktuelles et urbanité en Irlande du Nord

Cette recherche questionne le rôle des politiques urbaines dans la gestion des conflits. Belfast est une ville au passé industriel : comme dans d'autres métropoles européennes, les espaces dévitalisés sont reconvertis. Or, l'espace urbain reste fortement marqué par un conflit communautaire territorialisé entre catholiques et protestants. Les élus nord-irlandais et les aménageurs proposent donc des solutions urbanistiques pour normaliser Belfast, dans une optique post-industrielle mais également post-confliktuelle. Les espaces vacants permettent à la fois la mise en place de grands projets de régénération urbaine tout en encourageant la promotion d'espaces neutres qui échappent à l'appropriation communautaire. Il convient donc d'interroger la capacité de l'espace urbain à créer du lien social afin de promouvoir une urbanité fédératrice au sein d'une ville divisée.

Mots-clefs : politiques urbaines, conflit, urbanité, régénération, Belfast

Bringing Belfast back together : post-conflict urban policies and urbanity in Northern Ireland

This research interrogates the role of urban policies in conflicts management. Belfast has an industrial past : as in other European cities, derelict spaces are being regenerated. Yet, the territorialised conflict between Catholic and Protestant communities continues to strongly mark the urban space. The Northern-Irish leaders and urban planners then offer urbanistic solutions to normalise Belfast, in both a post-industrial and a post-conflict way. Vacant spaces allow large scale regeneration projects as far as the promotion of neutral spaces, which are not subject to community appropriation. It is thus needed to question the ability of urban spaces to create social link in order to promote a unifying urbanity in a divided city.

Key-words : urban policies, conflict, urbanity, regeneration, Belfast